

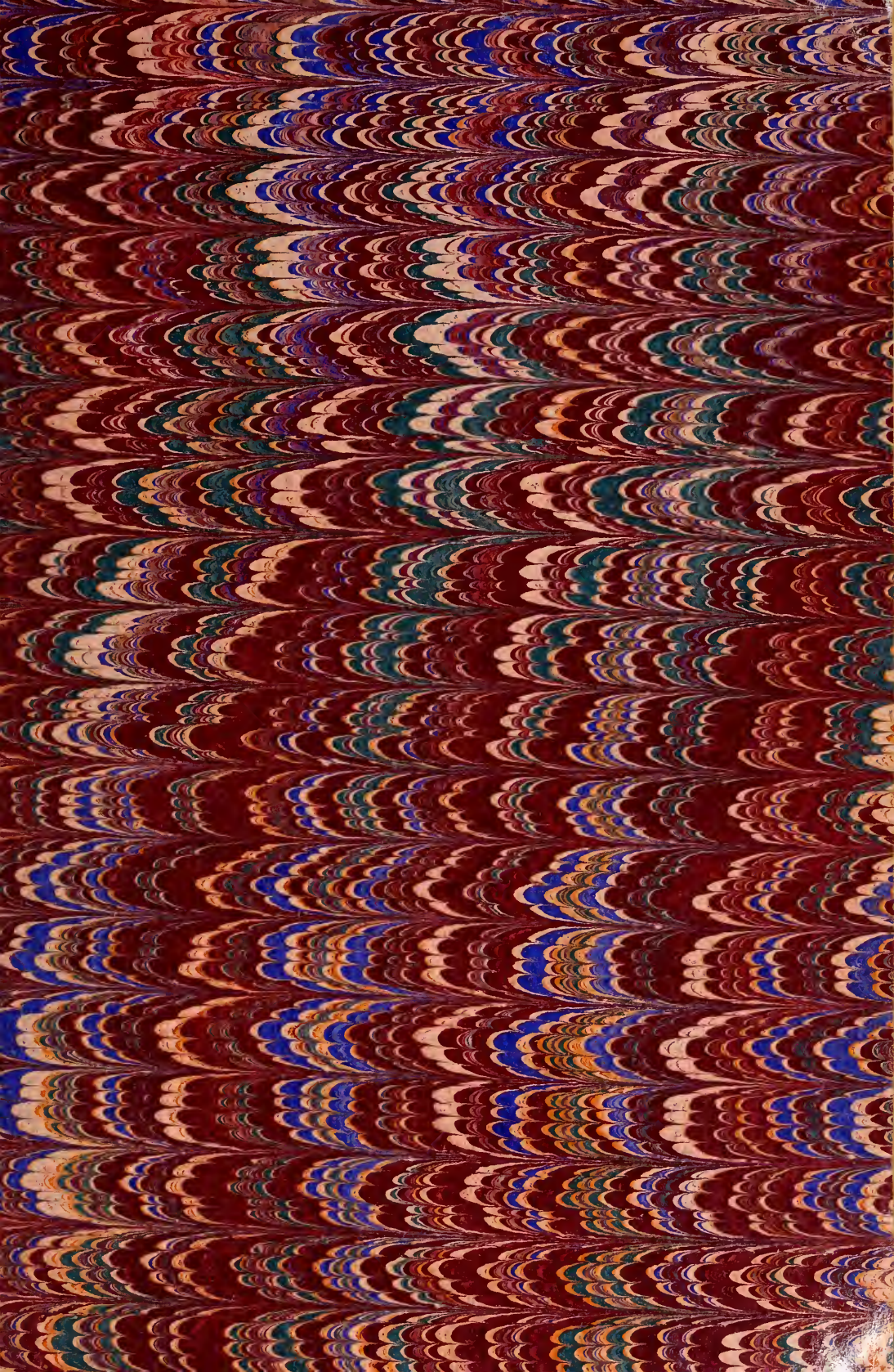


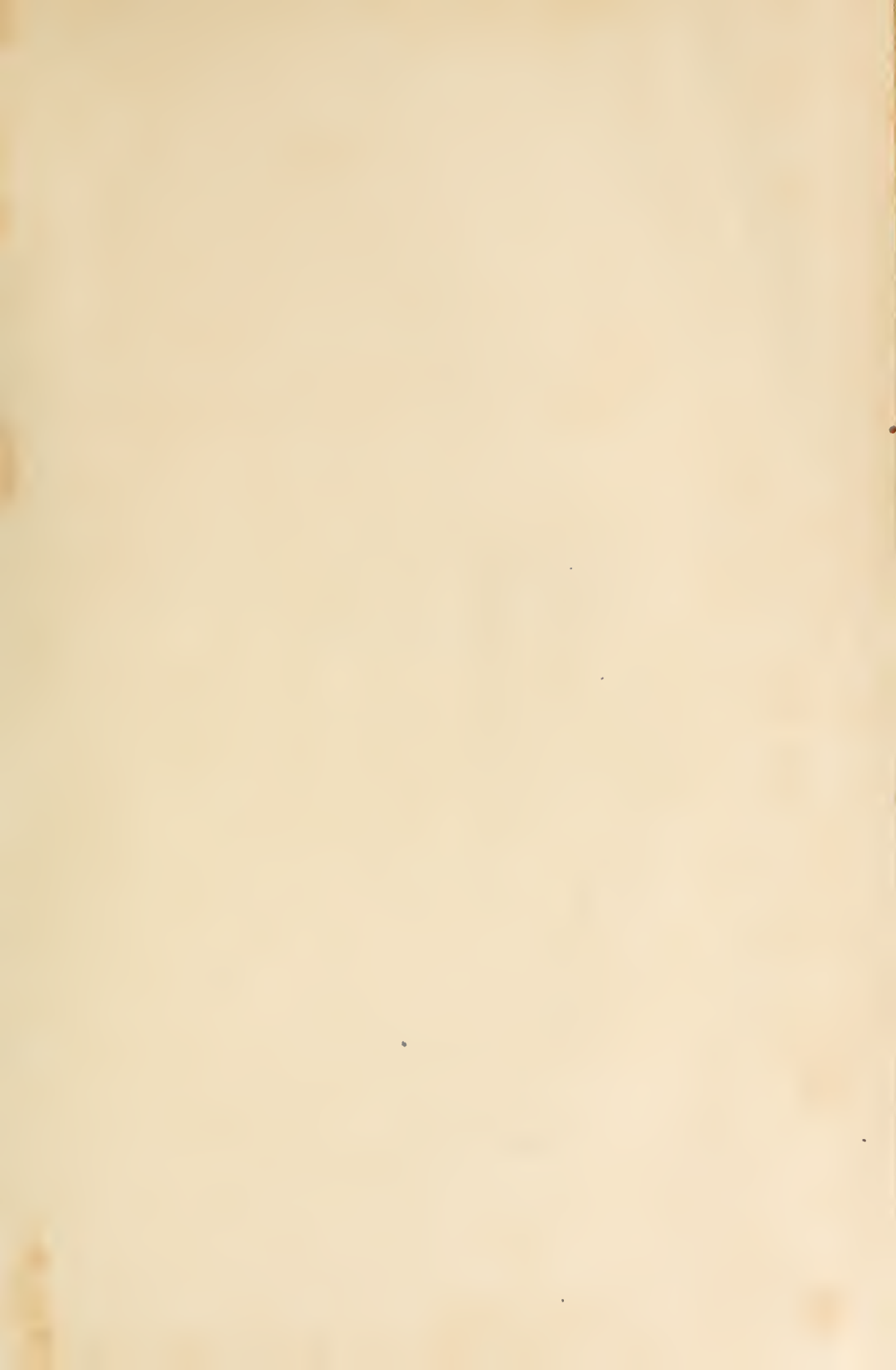
THE GETTY CENTER LIBRARY



*Why ask for the moon
When we have the stars?*

AS





BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE
DE NANTES
ET DU DÉPARTEMENT DE LA LOIRE-INFÉRIEURE

ANNÉE 1900
TOME QUARANTE-ET-UNIÈME



NANTES
BUREAUX DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE

1900

NOTE

Les études insérées dans le *Bulletin de la Société Archéologique de Nantes et de la Loire-Inférieure*, sont publiées sous l'entière responsabilité des auteurs.

MODIFICATIONS

survenues dans la liste des membres de la Société Archéologique
depuis le 1^{er} janvier 1900.

DÉCÈS

- Le R. P. DORGÈRE, anc. missionnaire apostolique, curé de
Ste-Anne d'Evenos, Ollioules (Var) ; † le 24 février.
MM. PAGEOT, agent-voyer, à Saint-Etienne-de-Montluc, †
le 13 février.
GAHIER, rue d'Orléans, 5, † le 6 janvier.
-

NOUVELLES ADMISSIONS

MEMBRES TITULAIRES

- | | | |
|------|-------------|---|
| 1900 | 13 février. | BRÉMOND D'ARS (le comte Joseph de), membre de la Société des Archives de la Saintonge, de la com. des arts et monum. histor. de la Charente-Inférieure, du comice agricole de Pont-Aven, rue Harrouys, 5, Nantes. et ch. de la Porte-Neuve, Riec-sur-Belon (Finistère.) |
| — | 6 mars. | CITOLEUX (Marc), agrégé des lettres, professeur au Lycée, rue de Châteaudun, 9. |
| — | 8 mai. | DUBREIL (Charles), juge-suppléant au tribunal civil, rue de Gorges, 6. |
| — | 6 mars. | GOURDON, O. I. $\frac{3}{2}$, C. de l'ordre royal de Charles III d'Espagne, attaché au service de la carte géologique de France, rue de Gigant, 19, et ch. de la Haie des Bouillons, Cordemais. |
| — | 13 février. | HOUDET (Joseph), rue de la Rosière, 9. |
| — | 13 février. | LECORNU (Alfred), O. A. $\frac{3}{2}$, architecte retraité de la Ville de Paris, rue de Versailles, 16, Nantes, et ch. de Kerlocdulec, St-Marc en St-Nazaire. |

- 1900 13 février. MONTI de REZÉ (Yves de), quai Ceineray, 3.
 — 3 avril. OHEIX (André), Savenay.
 — 8 mai. TRÉMANT (Paul), rue de la Rosière, 11.
 — 13 février. VIEUVILLE (Gaston de la), O. ✕, colonel de cavalerie
 breveté en retraite, rue Tournefort, 1, et ch. de la
 Gazoire, Nort.

MEMBRES CORRESPONDANTS

- 1900 13 février. BERTRAND-GESLIN (le baron Lucien), ✕, ancien
 officier supérieur de cavalerie, rue de Courcelles, 47,
 Paris, et ch. du Pas, Vue.
 — 13 février. BOIS-SAINT-LYS (M^{lle} MAILLARD de), associée cor-
 respondante, rue Haute-du-Trépied, 1.
 — 13 février. BROCHET (Louis), O. A. ✕, agent-voyer d'arrond^t
 hors classe, m. de la Soc. des antiquaires de l'Ouest,
 r. de la République, 114, Fontenay-le-Comte, Vendée.
 — 13 février. LAVRIGNAIS (M^{me} de), associée correspondante, rue
 Saint-Jean, 10, et ch. du Bois-Chevalier, Legé.
 — 13 février. MÉREL (l'abbé Louis), vicaire au Pont-Saint-Martin.
 — 8 mai. ROCHETTE (Emerand de la), fort Hikerric, Le Croisic.



BUREAU
DE LA
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE NANTES
ET DE LA LOIRE-INFÉRIEURE

MM. le marquis ANATOLE DE BREMOND	/	Président.
d'ARS-MIGRÉ, ✱	\	
RENÉ BLANCHARD, O. A. ❸	{	Vice-présidents.
le baron CHRISTIAN DE WISMES	{	
PAUL DE BERTHOU	{	Secrétaires généraux.
ALCIDE DORTÉL, O. A. ❸	{	
le baron GAËTAN DE WISMES	{	Secrétaires du Comité.
JOSEPH SENOT DE LA LONDE	{	
CHARLES RIARDANT		Trésorier.
RAYMOND POUVREAU		Trésorier-adjoint.
HENRI DE LA PEYRADE	{	Bibliothécaires-
PAUL SOULLARD	}	archivistes.

EXTRAITS
Des procès verbaux des Séances



500^{me} SÉANCE

DE LA

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE

Tenue le **Mardi 13 Février 1900**

AU MANOIR DE LA TOUCHE

Lieu ordinaire de ses Séances depuis le Mardi 6 Juin 1899.

Présidence de M. le baron Christian DE WISMES, vice-président.

Etaient présents : MM. AUGEARD, DE BERTHOU, René BLANCHARD, le vicomte DE BOÜARD, Louis BROCHET, Georges CHARON, CHÉ-GUILLAUME, Alcide DORTÉL, l'abbé DURVILLE, DE FRANCE, le comte René GOUSSET, Alcide LEROUX, LE MEIGNEN, Claude DE MONTI DE REZÉ, Edouard PIED, RÉVÉREND, Eugène DE RIBIER, le vicomte DE SÉCILLON, Paul SOULLARD, le médecin principal TACHARD, TRUELLE SAINT-EYRON, DE VEILLECHÈZE, Antoine VINCENT, le baron Gaëtan DE WISMES.

A 3 h. 1/2, les sociétaires alors présents se groupent à plusieurs reprises, devant la façade du palais Dobrée, et sont photographiés par MM. le médecin principal Tachard et Dortel, puis par M. le baron Christian de Wismes. Ils pourront ainsi garder un souvenir de cette réunion solennelle. Aussitôt après, la séance commence, et quelques autres membres de la compagnie viennent y prendre part. Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté, avec une observation de M. Le Meignen qui fait remarquer que la terre de Jasson (paroisses du Port-Saint-Père et du Pellerin), dont il avait été question à propos des Tournemine qui la possédaient au XV^e siècle, n'a pas changé de maîtres depuis le XVII^e, et est toujours aux mains de la famille Binet de Jasson.

M. le président expose que le comité a étudié avec soin le moyen de célébrer notre 500^e séance, et, sur la proposition de M. Riardant, a pensé qu'un dîner amical, à prix modeste, serait la manière la plus pratique de nous réunir à cette occasion. C'est pour préparer cette petite fête et pour y convoquer le plus grand nombre possible de nos confrères, qu'elle a été remise au second mardi de février, et que nous n'avons pas eu de séance en janvier. M. de la Nicollière-Teijeiro, le dernier de nos membres fondateurs, que nous aurions aimé voir à notre tête en ce jour, retenu chez lui par sa santé, n'a pu se rendre à notre invitation pressante, et en a témoigné son regret par une lettre dont M. le président donne lecture. Il est de cœur avec nous, et c'est la défense formelle de deux médecins qui l'a empêché de venir prendre ici la place qui lui était réservée.

M. le marquis de Bremond d'Ars, indisposé, n'a pu quitter la campagne. Dans une aimable lettre à M. le président, il exprime toute la part qu'il prend à nos sentiments en ce jour. Il nous rappelle que M. le duc de la Trémoille, qui a fait longtemps partie de nos membres correspondants, vient d'être élu membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, récompense bien due à sa belle publication du *Chartrier de Thouars* ; et nous communique une lettre de notre confrère, M. Bastard, également retenu par sa santé, et qui eût été heureux de porter un toast tant à nos succès passés et futurs, qu'aux braves Nantais qui viennent de porter le secours de leur courage aux Boërs, contre les Anglais.

Divers sociétaires, parmi lesquels M. le colonel Allotte de la Fuye, empêchés tant par les affaires que par la maladie, ont bien voulu transmettre aux secrétaires-généraux l'expression de leur sympathie et du regret qu'ils éprouvent de ne pouvoir se joindre à nous.

M. le président se chargera de remercier MM. de Bremond d'Ars et de la Nicollière-Teijeiro. Il a reçu une circulaire du ministère de l'Instruction Publique, demandant, pour l'Exposition Universelle qui doit s'ouvrir à Paris cette année, plusieurs des planches qui accompagnent certains volumes de notre Bulletin, et dont le choix fait preuve d'un goût très éclairé, notamment : anciennes peintures dans l'église Saint-Julien de Vouvantes, statue d'évêque de la Renaissance, collier d'or du tumulus de Sainte-Marie, près Pornic... Cette circulaire ne lui est parvenue que le 15 février, et, pressé par le temps, il a dû prendre sur lui de faire relier ces diverses gravures dans un album qui coûtera 6 ou 7 francs. La dépense d'un cadre eut été trop considérable, et son emballage trop difficile.

M. le président fait remarquer que le *tumulus aux Trois-Squelettes*, de Pornic, fouillé et étudié par M. le baron de Wismes, son père, l'un de nos anciens présidents, a été nommé par erreur : *tumulus aux Trois-Dolmens*, sur la légende accompagnant les objets qui en proviennent, exposés dans une des vitrines du Musée Archéologique.

M. le vicomte de Bouïard, notre confrère, nous offre un bel atlas des cartes de Cassini, concernant le Nord de la France, sur la première page duquel il a eu la délicate attention de faire calligraphier la date de notre 500^e séance, 13 février 1900.

Lecture est donnée par le secrétaire d'une lettre à lui adressée par M. Olivier de Gourcuff, priant ceux de nos confrères qui posséderaient des objets et documents relatifs aux fêtes publiques à Nantes, de vouloir bien les confier à M. Paul Eudel, pour la salle réservée à l'histoire des fêtes publiques, qu'il se propose d'ouvrir à l'Exposition Universelle de cette année.

Une brochure, gracieusement offerte par son auteur, M. le comte de Balincourt, est déposée sur le bureau, savoir : « *Jehan le Forestier, seigneur de Vauvert, 1464-94* » (Nîmes, Clavel et Chastanier, 1899), in-8 de 48 pp. Ce volume nous intéresse spécialement par l'origine bretonne des Le Forestier, signalés au XIII^e siècle, parmi les bienfaiteurs de l'abbaye de Beauport, au diocèse de Saint-Brieuc (Voir « *Anciens évêchés de Bretagne* » de MM. Geslin de Bourgogne et A. de Barthélemy).

Enfin la Société reçoit l'annonce de diverses publications nouvelles, notamment : « *Anciennes réformations de la noblesse de la province de Bretagne* », par M. le comte de Laigue. La souscription est ouverte à Rennes, chez Plihon et Hervé.

M. le président fait observer que notre 500^e séance est signalée par un fait sans précédent dans nos annales, la présentation simultanée de huit nouveaux membres, qui affirme la vitalité et l'état florissant de notre compagnie. Six de ces présentations ont été, conformément au règlement, soumises au comité et portées à l'ordre du jour de cette séance générale.

Deux autres, celles de M. le comte Joseph de Bremond d'Ars, fils de notre sympathique président, et de M. Joseph Houdet, ont été faites un peu tardivement et après la réunion du comité. Mais, si personne n'y fait d'objection, nous passerons outre, et ces deux présentations seront jointes aux six premières, selon l'ancien usage déjà suivi, les diverses fois que pareil fait s'est présenté.

M. Le Meignen fait alors remarquer que le comité peut être con-

sulté au sujet de nouvelles présentations, même hors séance, et qu'ainsi ces deux présentations, ayant été connues avant la séance générale par un nombre suffisant de membres du comité, n'ont rien d'irrégulier.

Il est alors procédé, au scrutin secret, au vote sur les huit candidats présentés, savoir :

comme membres titulaires,

MM. Alfred LE CORNU, architecte, présenté par MM. le marquis de Bremond d'Ars-Migré et Le Meignen ;

le colonel DE LA VIEUVILLE, présenté par MM. le marquis de Dion et Senot de la Londe ;

Yves DE MONTI DE REZÉ, présenté par MM. Claude de Monti de Rezé et Senot de la Londe ;

le comte Joseph DE BREMOND D'ARS, présenté par MM. le baron Christian de Wismes et Léon Maître ;

Joseph HOUDET, présenté par MM. le baron Christian de Wismes et Henri de la Peyrade.

comme membres correspondants,

MM. le baron Lucien BERTRAND-GESLIN, présenté par MM. le marquis de Dion et le baron Christian de Wismes ;

Louis BROCHET, agent-voyer à Fontenay-le-Comte, présenté par MM. Le Meignen et Dortel ;

l'abbé Louis MÉREL, vicaire au Pont-Saint-Martin, présenté par MM. l'abbé Durville et Dortel.

En vertu de ce vote, tous ces messieurs sont admis dans notre Société, aux titres indiqués ci-dessus.

M. Le Meignen propose de signaler encore davantage cette 500^e séance, par l'admission d'une dame dans nos rangs, fait qui ne s'est jamais présenté jusqu'ici, et nous apprend que Mademoiselle Maillard de Bois-Saint-Lys, de la famille du poète Croisicais Desforgeries-Maillard et de l'illustre sénéchal de Nantes, au XIII^e siècle Brient Maillard, qui s'intéresse à tout ce qui concerne le vieux Nantes et apprécie fort les beaux travaux de M. l'abbé Durville, nous fait l'honneur de désirer faire partie de notre compagnie.

M. le président rappelle qu'à la suite d'une très intéressante discussion qui remonte au temps de la présidence de M. de la Nicolière-Teijeiro, il a été décidé que les dames pourraient faire

partie de la Société Archéologique, à titre d'*associées correspondantes*, et qu'elles pourraient être conviées, par une invitation spéciale, aux séances et aux excursions.

Pour prouver à M^{lle} Maillard de Bois-Saint-Lys combien nous sommes flattés de la voir entrer dans notre Société, son admission, sur la demande de ses parrains, MM. Le Meignen et le baron Christian de Wismes, est votée par acclamation.

M. Charon propose alors, de concert avec M. le vicomte de Boüard, l'admission de Madame de Lavrignais qui nous fait également l'honneur de désirer figurer dans nos rangs, et cette admission est aussitôt votée de même, par acclamation.

Notre 500^e séance sera donc remarquable entre toutes, par l'admission de deux dames et de huit nouveaux sociétaires.

LECTURES

I^{re} « *Histoire de l'ancienne abbaye de Maillezais* », par M. Brochet, agent-voyer à Fontenay-le-Comte. Cette belle et complète monographie, dont notre nouveau confrère nous lit divers extraits, d'un style très soigné, embrasse l'histoire de Maillezais depuis ses origines, remontant, en 959, à Emma, fille de Thbaut le Tricheur, comte de Blois, femme de Guillaume Tête-d'Etoupes, comte de Poitiers ; elle est écoutée avec un vif intérêt.

M. Brochet a reconnu, à Maillezais, le passage de la voie romaine de Nantes à Saintes (signalée déjà par M. Lièvre), et en a relevé sur la carte dix fragments où se sont trouvées plusieurs inscriptions antiques. Un fragment de 500 mètres de longueur existe encore, dans le marais de Maillezais, et a fourni une inscription qui n'appartient pas à une borne milliaire.

Nous serons reconnaissants à M. Brochet de toutes les communications qu'il voudra bien nous faire sur cet intéressant sujet.

II^{re} « *Les rues de Nantes, suite : la rue du Cheval-Blanc* », par M. l'abbé Durville.

Les premiers travaux, pour faciliter le passage de la porte de Sauvetour à la rue Saint-Léonard, remontent à la mairie Mellier ; en 1761, le dégagement de l'Erdre fut l'objet du 9^e article du plan de Ceineray ; mais ce ne fut qu'en 1809 qu'on commença le pont des Petits-Murs. Quant à la rue du Cheval-Blanc, elle prit d'abord le nom de rue des Petits-Murs ; fut appelée, en 1753, rue Bellabre, du nom du maire, et, pendant la révolution, rue Beaurepaire,

L'auberge du Cheval-Blanc, qui lui a donné son nom, existait en 1678, contiguë au logis du chapelain des Saulnes, vendu en 1751 à l'Hôtel-Dieu. Elle reçut deux illustres voyageurs : en 1777, l'Empereur Joseph II, et, en 1782, le prince de Russie Paul Pétrovitch (depuis : Paul I^{er}), accompagné de sa femme, Marie de Wurtemberg.

Le 15 ventôse an III, les deux logis du Cheval-Blanc furent confisqués sur l'Hôtel-Dieu et vendus.

Vu l'heure avancée, la lecture du mémoire de M. de Veillechêze sur l'exécution, en 1793, de deux habitants du Croisic, est remise à la prochaine réunion.

La séance est levée à 6 heures.

A 7 heures, un dîner amical réunissait à la salle Fauconnier, rue du Bocage, ceux des membres de la Société à qui leurs affaires et leur santé permirent de célébrer ainsi notre 500^e séance. Assistaient à ce dîner : MM. de Berthon, René Blanchard, le vicomte de Bouïard, le comte Joseph de Bremond d'Ars, Louis Brochet, Georges Charon, Alcide Dortel, de France, Joseph Houdet, A. Lallié, Alcide Leroux, Le Meignen, Claude de Monti de Rezé, de Ribier, Paul Souillard, le médecin principal Tachard, Truelle Saint-Evron, le baron Christian de Wismes, le baron Gaëtan de Wismes.

M. le marquis de Bremond d'Ars-Migré, dont on déplorait vivement l'absence, mais que l'on était heureux de voir remplacé par son fils, avait eu la délicate attention de témoigner par une dépêche qu'il était de cœur au milieu de la Société dont il dirige les travaux avec tant de tact et de courtoisie.

Le dîner fut bien servi. Au champagne, une poésie de circonstance, rimée avec esprit par M. le baron Christian de Wismes, rappela aux divers membres de la Société l'objet de leurs études habituelles, et personne n'y fut oublié ; puis, dans une agréable et joyeuse composition, M. le baron Gaëtan de Wismes fit défiler, sous la forme de calembourgs, les noms de la plupart des sociétaires. Enfin vinrent les toasts : M. Le Meignen, ancien président, réunit dans les mêmes vœux et les mêmes félicitations la Société Archéologique de Nantes et celle de Rennes, sortie comme elle, vers 1845, d'une des sections de l'Association Bretonne, sur l'initiative de M. de Caumont, et qui, par une heureuse coïncidence, fêtait aussi sa 500^e séance, et applaudit à l'accord fraternel qui a toujours régné entre les deux compagnies.

M. Dortel porta la santé de la Société des Antiquaires de l'Ouest, à laquelle la Société nantaise doit un de ses nouveaux membres les plus érudits, M. Brochet ; et M. le médecin principal Tachard trouva d'aimables paroles pour rappeler les bonnes relations des archéo-

logues Nantais avec leurs confrères de Montauban, qu'il représente si dignement et qu'il a si bien su faire apprécier à Nantes.

Au cours de la soirée, qui se passa en cordiales causeries, M. de Ribier nous donna la primeur d'un magnifique poème inédit, « *Vers le crucifix* », œuvre d'un de ses collègues du Lycée de Nantes, M. Ménétrier, qu'il interpréta brillamment, et les beaux vers de M. Alcide Leroux firent goûter à l'assemblée les charmes pittoresques et scientifiques des monuments de Carnac.

Pendant cette joyeuse réunion, une tempête, comme de mémoire d'homme on n'en avait jamais éprouvé dans nos contrées, et dont le souvenir se gardera longtemps, sévissait sur Nantes et sur toute la région ; et ce ne fut pas sans courir de réels dangers que les sociétaires purent regagner, vers onze heures, leurs domiciles, sous une grêle d'ardoises et de débris de cheminées et de toitures,

Le lendemain, M. le baron Christian de Wismes, ayant adressé une dépêche de félicitation à M. le comte de Palys, président de la Société Archéologique de Rennes, à l'occasion de la 500^e séance de cette savante compagnie, en reçut peu après une réponse aussi cordiale que courtoise.

Le secrétaire général,
Paul DE BERTHOU.

SÉANCE DU MARDI 6 MARS 1900.

Présidence de M. Charles RIARDANT, doyen d'âge.

Etaient présents : MM. le colonel ALLOTTE DE LA FUYE, DE BERTHOU, CHAILLOU, Georges CHARON, CHÉGUILLAUME, Alcide DORTÉL, l'abbé DURVILLE, Joseph HOUDÉT, LE CORNU, LE MEIGNEN, Alcide LEROUX, Claude DE MONTI DE REZÉ, Henri DE LA PEYRADE, RÉVÉLIERE, RÉVÉREND, Eugène DE RIBIER, SENOT DE LA LONDE, Paul SOULLARD, DE VEILLECHÈZE, le baron Gaëtan DE WISMES.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le médecin principal Tachard, indisposé, et M. le baron Christian de Wismes, retenu par la maladie d'un de ses enfants, se sont fait excuser.

M. de Ribier dépose sur le bureau un exemplaire du beau poème

de M. Félix Ménétrier, « *Vers le crucifix* », gracieusement offert à la Société par l'auteur.

M. le président parle des deuils qui viennent de frapper notre compagnie. Le R. P. Dorgère, que la Société Archéologique était fière de compter parmi ses membres, a été tout dernièrement emporté par la variole noire, contractée en soignant une malheureuse enfant, abandonnée par des bohémiens sur une route, et qu'il avait recueillie dans son presbytère. Il convient, dit-il, de saluer le cercueil qui renferme les restes d'un homme qui fut un patriote, un soldat, un héros et un saint.

M. Dortel entretient la Société de la mort tragique de M. Charles Pageot, agent-voyer à Saint-Etienne de Montluc, écrasé par un train, dans la soirée du 13 février.

M. Pageot était un érudit et un chercheur. Il avait déjà publié dans notre Bulletin une notice avec planches sur des fouilles opérées dans le Grand-Auverné.

La Société a également perdu M. Chesneau, que ses occupations empêchaient, depuis longtemps, d'assister à nos séances, et qui habitait Angers.

Présentation de M. Marc Citoleux, professeur au Lycée, par MM. de Ribier et de Berthou; et de M. Joseph Gourdon, par MM. Chaillou et Le Meignen. Ces messieurs sont admis en qualité de membres titulaires.

M. Le Meignen entretient la compagnie des découvertes récentes faites à Saint-Philbert de Grandlieu, et qu'elle doit aller prochainement visiter, sur une gracieuse invitation de M. Cormerais. Ce sujet met en discussion le point de savoir si les statuettes gallo-romaines, nombreuses sur notre sol, ont été volontairement ou accidentellement mutilées.

M. Chaillou, dans ses belles fouilles des Cléons, en a rencontré deux, dont les têtes lui paraissent avoir été enlevées intentionnellement. C'est là une opinion, ajoute le savant archéologue, qui ne doit pourtant pas être généralisée. M. Révelière cite, à ce propos, « *La Normandie souterraine* » de M. l'abbé Cochet.

M. le colonel Allotte de la Fuye pense que la question aurait besoin d'être précisée. Ces mutilations se comprennent et s'expliquent pour les grandes statues que l'on a été porté instinctivement à frapper à la tête ou sur leurs parties saillantes; mais pour les petites statues, il est moins probable qu'on se soit donné la peine de les mutiler systématiquement. M. le colonel Allotte de la Fuye cite, à l'appui de sa théorie, les mutilations subies par les grandes statues

assyriennes et chaldéennes, la plupart décapitées, sans que l'on puisse expliquer le fait par une idée religieuse.

M. de Berthou parle d'un article récemment paru dans un journal de Nantes et relatant la découverte de substructions mérovingiennes, en déblayant les ruines de l'église de Saint-Herblon, incendiée il y a quelques mois. Il est regrettable que la Société n'ait point été informée à temps de cette découverte; toutefois le plan primitif de Saint-Herblon a pu être relevé par M. Léon Maître qui nous en fera certainement part.

Au sujet des puits funéraires qui existent à Rezé, et que la Société serait dans l'intention d'explorer, la question de savoir si ces excavations ne sont que des latrines anciennes, comme l'a prétendu M. Lièvre, ou de véritables puits funéraires, comme l'a savamment soutenu leur inventeur, M. l'abbé Ferdinand Baudry, est de nouveau discutée. La thèse de M. l'abbé Baudry, curé du Bernard, a été admise sans réserve, après un contrôle minutieux, par Jules Quicherat qui l'avait tout d'abord combattue.

A Blain même, près de la gendarmerie et du champ de foire, M. Révèlière a pu fouiller deux puits : dans l'un il a trouvé des objets romains, puis une couche de coquilles d'huitres de 0^m70, une couche d'excréments de 0^m,50 ou 0^m60, enfin des fragments de vases et un vase entier.

Quoi qu'il en soit, il paraît invraisemblable que les nombreux puits du Bernard, rassemblés en un cercle assez restreint, aient été creusés pour servir de latrines.

LECTURES

1^o M. de Veillechère donne connaissance des jugement, condamnation et exécution, les 12 et 29 octobre 1793, de deux habitants du Croisic, René David de Drézigué, assesseur du juge de paix, et Dominique François, dit Bitacle, portefaix. Ces documents sont accompagnés d'une intéressante notice sur la famille des deux condamnés.

2^o M. l'abbé Durville présente deux chartes très curieuses, provenant des Archives du Chapitre de Nantes. La première est une donation de 40 « *soudées* » de rente, concédée au Chapitre par le duc de Bretagne, Jean II, en 1289. C'est la plus ancienne pièce des Archives du Chapitre.

La seconde est un *vidimus* de la précédente, par Eon Bodart,

prévôt de Nantes en 1297. Elle est accompagnée d'un sceau inédit et d'un grand intérêt. Ces deux pièces figureront dans notre Bulletin, avec la reproduction du sceau de la prévôté de Nantes, que M. Paul Soullard, dont le talent est connu, veut bien se charger de dessiner.

III^e M. l'abbé Durville, continuant son histoire des vieilles rues de Nantes, nous entretient, avec son érudition habituelle, du collège Saint-Jean et de l'hôtel du Cheval-Blanc.

La séance est levée à 6 heures.

Le secrétaire général,
Alcide DORTEL.

SÉANCE DU MARDI 3 AVRIL 1900

Présidence de M. René BLANCHARD, vice-président.

Etaient présents : MM. DE BERTHOU, le vicomte DE BOÛIARD, Georges CHARON, CHÉGUILLAUME, Marc CITOLEUX, CORMERAIS, DORTEL, l'abbé DURVILLE, Henri GOUSSET, Joseph HOUDET, ORIEUX, DE LA PEYRADE, Edouard PIED, RÉVELIÈRE, RÉVÉREND, Eugène DE RIBIER, le vicomte DE SÉCILLON, SENOT DE LA LONDE, Paul SOULLARD, TRUELLE SAINT-EVRON, Félix VINGENT, le baron Christian DE WISMES.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Il est procédé au vote sur la présentation de M. André Oheix, fils de M. Robert Oheix, l'un de nos plus anciens et meilleurs confrères, bien connu par ses travaux hagiographiques, souvent applaudis dans les divers congrès de l'Association Bretonne. M. André Oheix, qui se destine également à l'érudition, se propose d'entrer à l'Ecole des Chartes et promet de faire honneur à notre compagnie. Son travail sur saint Friard et saint Secondel et sur la paroisse de Besné, a été fort remarqué au dernier congrès de l'Association Bretonne, tenu à Guérande.

M. André Oheix, présenté par MM. Le Meignen et de Berthou, est admis au nombre des membres titulaires de la Société Archéologique.

M. le président expose comment ont été enlevés de notre salle

plusieurs bustes de plâtre, appartenant au Musée des Beaux-Arts et confiés à la Société Archéologique, à titre de dépôt, depuis bon nombre d'années. Ces bustes ont été transportés au nouveau Musée des Beaux-Arts.

M. Orieux pense qu'en demandant quelques-uns de ces bustes à la commission administrative du Musée des Beaux-Arts, elle pourrait nous les accorder à titre gracieux.

Lecture est donnée par M. le président d'une lettre de M. Pitre de Lisle du Dréneuc, parlant au nom de la commission du Musée des Beaux-Arts, et rappelant les droits de ce Musée sur les bustes en question, qui ont été déposés dans notre salle de séances, le 26 juin 1862. Ils sont marqués sur le catalogue du Musée des Beaux-Arts qui jamais n'a cessé d'en revendiquer la propriété. Toutefois quelques-uns pourraient nous être rendus.

Le Bulletin historique du diocèse de Lyon (rédigé par la Faculté catholique de cette ville) demande l'échange avec le nôtre. Cette affaire, qui ne souffrira point de difficulté, est renvoyée au comité.

Lecture est donnée par le secrétaire d'une lettre de M. le marquis de Bremond d'Ars, qui, en nous assurant de son souvenir et des regrets qu'il éprouve de ne pouvoir se trouver aujourd'hui au milieu de nous, nous fait part d'une curieuse trouvaille faite par un cultivateur voisin de son château de la Porte-Neuve, en Riec-sur-Bèlon (Finistère). Elle consiste en quatre haches de bronze, du type des coins, dont l'une contient encore quelques débris de son manche de bois. Une seule est intacte ; les autres ont été brisées par l'inventeur qui a voulu s'assurer que la patine n'en cachait point quelque métal précieux. Ces haches sont destinées par M. de Bremond d'Ars, au Musée Archéologique.

Lecture est également donnée d'une lettre de M. l'abbé Vilien, vicaire de Vouvray, Indre-et-Loire, demandant des détails sur le concile de Nantes, 656-658, présidé, selon Flodoard, par saint Nivard, évêque de Reims. L'époque de ce concile est peu précise et ses canons sont incertains. M. l'abbé Vilien a vainement consulté à son sujet les grandes collections de conciles.

M. l'abbé Durville fait observer que Travers (l. p. 101) a commenté ce concile et semble avoir eu connaissance de ses canons. Dans un manuscrit de Travers, conservé à la Bibliothèque municipale de Nantes, intitulé : « *Conciles de la province de Tours* », il en est parlé plus longuement. Telles sont les indications que l'on pourrait fournir à M. l'abbé Vilien.

M. Charon exprime le vœu que des remerciements soient faits, au nom de toute la compagnie, à M. Pied, pour sa *Table des Bulletins de nos 48 premières années*, qui est appelée à rendre de grands services aux érudits, et cette proposition est accueillie par une approbation unanime.

M. Cormerais invite la Société à visiter en corps l'ancienne église de Saint-Philbert de Grandlieu, afin de se rendre compte de l'état des travaux et des fouilles, conduits avec tant d'intelligence et de savoir dans ce monument, généralement reconnu aujourd'hui pour un des types les plus curieux de l'époque carolingienne, encore si peu étudiée et dont les débris sont si rares en France.

Il y a quatre ans, au commencement des travaux, la Société a visité déjà Saint-Philbert. Depuis lors, M. Cormerais a pu obtenir une somme de 12000 francs qui leur a été consacrée, et on y a beaucoup travaillé, sous la direction de M. Léon Maître et d'un architecte des Beaux-Arts. Le Père de la Croix, MM. de Lasteyrie et de la Borderie y ont apporté le concours de leur expérience et de leur savoir. Aujourd'hui, la première partie des travaux est achevée; et avec cinq ou six mille francs de plus, on aura fait le possible pour la conservation et la mise en lumière de toutes les parties de cette précieuse construction. Toute la partie voisine de la crypte est nettoyée, les grands arcs sont refaits, les anciennes colonnes sont remises en place. On a fait même un dallage en ciment, teinté de rose, imitant un dallage ancien dont les fragments ont été retrouvés. Après avoir constaté leur point de départ, il sera très important pour la Société de se rendre compte de l'état des travaux, au point où ils sont arrivés.

La compagnie remercie M. Cormerais de cette gracieuse invitation, et après quelques observations, l'excursion est fixée au dimanche, 29 avril prochain. Il est arrêté ensuite qu'une circulaire imprimée sera expédiée à ce sujet, en temps opportun, par les secrétaires, à tous les membres titulaires de la société.

M. Charon exhibe une curieuse collection de silex taillés trouvés dans la grotte du Placard, près La Rochefoucaud, à peu de distance d'Angoulême. Ils ont été recueillis par MM. les professeurs du lycée d'Angoulême, qui est situé à La Rochefoucaud. Cette collection comprend de nombreux échantillons de silex, taillés par éclats. Le gisement d'où ils ont été tirés et qui a fourni des pièces merveilleuses, est devenu classique, analogue à ceux du Mont-Dol et de Saint-Acheul, si bien étudiés par M. Boucher de Perthes (*« Des outils de pierre »*) qui, le premier, a reconnu et prouvé que certains éclats.

jusqu'alors négligés, avaient réellement servi d'outils aux peuples primitifs.

Les objets présentés par M. Charon peuvent être attribués au début de l'époque quaternaire, à laquelle remontent ces *nucleus* qui, frappés d'une certaine manière, ont donné des éclats tantôt convexes, tantôt concaves, et des pointes de lance, à arêtes vives.

On remarque, dans cette série, des silex de plusieurs nuances, rouges (très rares), bleus et blonds, des pointes de flèches, une molaire de l'ours des cavernes, une dent de cheval, toutes deux pétrifiées; des grattoirs, très accusés et reconnaissables, et assez rares, des haches de diverses formes, et des outils variés.

LECTURES

Les rues de Nantes (suite) : la rue des Carmes, par M. l'abbé Durville.

Les Carmes ont été installés à Nantes, en 1318; mais n'ont occupé qu'en 1327 leur emplacement définitif, ainsi que le constatent les titres publiés par les Bénédictins, et ceux encore conservés aux Archives départementales. Cet emplacement est ainsi déterminé : « *entre la rue de Verdun et la rue qui conduit à l'Échellerie* ». Cette dernière n'est autre que la rue actuelle *des Carmes* et une portion au moins de la *rue Saint-Léonard*.

Charles de Blois, puis Jean IV, en 1389, contribuèrent largement aux constructions du couvent des Carmes, et, le 14 juillet 1420, Jean V leur donna une superbe collection de bijoux d'or, représentant 380 marcs et sept onces de ce métal, c'est-à-dire son poids, tout armé, en exécution du vœu qu'il avait fait, lorsqu'il était emprisonné à Châteauceaux par les Penthièvre. Depuis, tous les ducs ont été fort généreux envers les Carmes de Nantes, et M. l'abbé Durville donne l'énumération de leurs principaux bienfaits. C'est aux Carmes que la duchesse Marguerite de Bretagne, décédée en 1469, et première femme de François II, choisit sa sépulture.

L'autel des Carmes, don d'Anne de Bretagne, était l'une des plus belles œuvres de Michel Colombe, et il nous en reste une très curieuse description, fournie, en 1534, par le sénéchal de Nantes. A cette époque la table de marbre de l'autel était restée inachevée, et n'était pas encore en place. Il était surmonté d'un magnifique crucifix, exécuté par le grand artiste Breton.

M. l'abbé Durville expose, en terminant, comment le trésor des

Carmes, fut plusieurs fois engagé par les ducs, selon les besoins de l'Etat, et servit à François II pour payer les frais de sa dernière guerre avec la France. Il en fut considérablement diminué, et les religieux reçurent quelques rentes en compensation. Une description des bijoux empruntés à cette occasion par François II, en 1488, et pesant 38 mares d'or (estimés 4000 livres monnaie ancienne), est d'un grand intérêt.

La séance est levée à 5 h. 3/4.

Le secrétaire général,
Paul DE BERTHOU.

SÉANCE DU MARDI 8 MAI 1900.

Présidence de M. le baron Christian DE WISMES, vice-président.

Etaient présents : MM. le colonel ALLOTTE DE LA FUYE, le docteur ANIZON, DE BERTHOU, Georges CHARON, le marquis DE DION, Alcide DORTÉL, l'abbé DURVILLE, Joseph HOUDET, Alcide LEROUX, le vicomte Pître DE LISLE DU DRÉNEUC, Léon MAÎTRE, André OHEIX, ORIEUX, Henri DE LA PEYRADE, le médecin principal TACHARD, TRUELLE SAINT-EVRON, DE VEILLECHÈZE.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Lecture est donnée par M. le président d'une dépêche de M. le marquis de Bremond d'Ars recommandant la candidature de M. Charles DuBreil, juge-suppléant.

M. le président fait part à la compagnie de l'invitation qui lui a été adressée à l'inauguration du Musée des Beaux-Arts, cérémonie qui a eu lieu durant son absence et à laquelle il n'a pu assister.

M. Orieux enrichit notre bibliothèque de ses deux derniers ouvrages : « *Le calendrier du monde chrétien* », savante étude sur le calcul du temps, réimprimée d'après le premier texte, édité par la Société Académique ; — « *Les vers de terre* », tirage à part, extrait du Bulletin de la Société des sciences naturelles de l'Ouest de la France. Ces deux volumes montrent quelle est la variété des sujets traités par notre savant confrère, et sont accueillis avec reconnaissance.

M. le président exprime les regrets de toute la compagnie, au

sujet du départ de M. de Ribier, nommé professeur au collège Stanislas, à Paris, et qui laisse parmi nous les meilleurs souvenirs ; et nos félicitations unanimes à M. Pommier, notre confrère, conservateur du Musée des Beaux-Arts, nommé officier d'Académie, lors de l'inauguration récente de ce monument dont il a classé les collections avec autant de zèle que de goût.

Lecture est donnée par M. le président d'une circulaire, émanant du ministère du Commerce et de l'Industrie, demandant des renseignements sur toutes les sociétés savantes de France. Il lui sera fait la même réponse qu'à la circulaire relative au concours de ces sociétés à l'Exposition Universelle de cette année.

Suit la lecture d'une autre circulaire, relative au congrès international des bibliothécaires. En l'absence de M. Paul Soullard, qu'elle semble concerner spécialement, M. le président rend hommage au zèle que notre bibliothécaire ne cesse de montrer en toutes circonstances.

Au sujet des bustes de plâtre, déposés dans notre salle depuis 1862, et repris dernièrement par le Musée des Beaux-Arts, M. de Lisle du Dréneuc annonce qu'il a redemandé pour nous à la commission de ce Musée les bustes de Louis XVIII, de Charles X, du duc d'Angoulême et de Cambronne. Lorsqu'on nous les aura rendus, la Société devra en accuser réception à M. le conservateur du Musée des Beaux-Arts, pour que ce nouveau dépôt soit correct.

Il est procédé au vote, par scrutin secret, sur les présentations de MM. Paul Trémant, par MM. le vicomte de Lisle du Dréneuc et Félix Vincent ; Charles Dubreil, juge-suppléant, par MM. le marquis de Bremond d'Ars et Léon Maître ; et Emerand de la Rochette, par MM. Le Meignen et Xavier de la Touche.

En vertu de ce vote, ces messieurs sont admis dans notre Société, les deux premiers en qualité de membres titulaires, le troisième en qualité de membre correspondant.

M. le colonel Allotte de la Fuye exhibe une belle hache en silex, trouvée à Quend (canton de Rue, Somme), et fait remarquer que, bien que taillée par éclats, elle n'est pas de l'époque de la pierre éclatée ; mais que, seulement dégrossie, elle était destinée à recevoir le poli qui lui manque encore.

M. Georges Charon exhibe un bâton de diorite, long d'environ 0^m30 et de forme carrée à angles arrondis, acquis à Guérande et trouvé probablement dans la Bryère, vers Saint-Lyphard. Ce bâton pourrait bien être un aiguiseur de l'âge du bronze. M. Orieux possède un fragment d'un aiguiseur semblable, et fait remarquer la richesse

en trouvailles antiques des champs qui environnent la Bryère.

M. Charon nous montre encore une monnaie, trouvée à Savenay. On y lit : *Johannes, dux Britonum*. M. le colonel Allotte de la Fuye fait observer que cette monnaie, peut-être de Brest, paraît d'un type fort rare.

M. Léon Maître demande à la Société d'émettre un vœu pour la continuation des travaux de restauration, ou plutôt de conservation, de l'ancienne église de Saint-Philbert de Grandlieu, et donne lecture du texte de ce vœu, qu'il a rédigé, et que M. Cormerais, maire de Saint-Philbert, transmettrait au ministère.

M. LE MINISTRE,

« La Société Archéologique de la Loire-Inférieure s'est rendue à Saint-Philbert de Grandlieu, pour s'instruire de nouveau en examinant la vieille église carolingienne qui a été classée au nombre des monuments historiques ; elle a été heureuse de voir que les premiers fonds accordés par l'Etat avaient été très-judicieusement employés en réparations de première nécessité qui contribuent à sa conservation sans en altérer le caractère. Le dallage rétabli à son niveau primitif, après l'enlèvement de remblais considérables, rend aux arcades leur élévation ; le carré du transept, débarrassé du remplissage grossier qui obstruait les grands arcs dans leurs baies, est désormais consolidé par six colonnes supportant la retombée des cintres, et cette restitution heureuse a été faite au moyen de bases qui se sont retrouvées en terre ; dans l'arrière chevet et le passage contournant, on a rétabli deux voûtes biaises et bandé deux arcs qui rappellent la présence de voûtes d'arêtes : enfin les parements entamés des piliers de la nef ont été réparés au moyen de briques neuves, confectionnées sur le modèle des anciennes. Tous ces travaux, fort appréciés par les visiteurs, ont été dirigés avec un grand soin et un grand respect par M. Deverin, architecte du gouvernement, et avec le concours dévoué de M. Beaufreton, agent-voyer, qui a rempli les fonctions d'inspecteur avec une grande intelligence des devoirs de sa situation.

« Il nous reste à souhaiter que l'Etat n'abandonne pas l'entreprise commencée et que le ministère de l'Instruction Publique veuille bien prendre sous son patronage effectif un monument destiné à servir d'enseignement, quand il aura repris sa physionomie des premiers jours. La liste des monuments antérieurs à l'an mil, conservés dans leur intégrité, non remaniés, non remis

« à neuf, n'est pas longue ; les édifices à date certaine comme
« celui de Saint-Philbert de Grandlieu sont encore plus rares ; il
« importe donc de le mettre en lumière sans tarder, afin que nos
« professeurs puissent venir étudier les efforts des précurseurs de
« l'architecture romane.

« Tout indique ici que les procédés de Vitruve étaient toujours en
« vigueur à l'époque de Charlemagne : les voûtes d'arêtes, les larges
« arcades reposant sur des colonnettes, les briques épaisses associées
« aux moëllons pour leur donner de la cohésion, les moulures pris-
« matiques, le double cintrage pratiqué aux arènes de Nîmes et aux
« Thermes de Caracalla et dont le bas moyen-âge s'emparera pour
« multiplier les archivoltes de ses ouvertures, tout cela existe dans
« cette église, bâtie de 815 à 840. Les ouvriers manquaient de ma-
« tériaux pour élever les travées de la nef sur des colonnes sem-
« blables à celles des basiliques latines ; mais ils les ont remplacées
« par d'ingénieux piliers dont la masse est déguisée par des appli-
« cations de contreforts et des glacis, qui les font monter avec lé-
« gèreté jusqu'au sommet.

« Cette nef se distinguait encore des œuvres du XI^e siècle par un
« autre détail que les ravaleurs maladroits des siècles passés ont
« enlevé, et dont le rétablissement s'impose. C'est la présence de
« tailloirs moulurés aux impostes des arcades. Les vestiges de cet
« appendance au revers des piliers sont assez nombreux pour qu'on
« puisse en recomposer les lignes primitives, et les reproduire pour
« l'instruction des visiteurs. Il ne s'agit plus du tailloir grossier
« en chanfrein comme on en voit partout, mais bien d'une im-
« poste moulurée avec bandeau, filet, doucine et le reste, comme
« dans les tailloirs de l'arrière-chevet. C'est un fait rarissime qui
« mérite d'être mis en évidence et sur lequel nous appelons l'atten-
« tion de MM. les architectes du gouvernement, parce qu'il est de
« plus un certificat d'antiquité !

« Plusieurs cintres de ces arcades, raccommodées à la hâte avec des
« briques disparates, seront aussi à remettre en état.

« Nous appelons aussi votre attention, M. le Ministre, sur l'op-
« portunité de rétablir les abords de la crypte dans leur intégrité,
« afin qu'il n'y ait pas de malentendu sur la construction de cet édi-
« cule dans le fonds de l'abside. C'est un monument unique qui pré-
« sente un double intérêt historique et architectonique.

« Il appartient à la période de la terreur, qui fut agitée par les
« invasions normandes et il nous représente comment les religieux
« cachaient les reliques pour les mettre à l'abri des profanations.

« C'est plutôt une cachette qu'une crypte ; elle doit être dissimulée,
 « comme elle était dans le principe, aux yeux des personnes qui
 « regardent le chœur. L'accès du tombeau avait lieu par une fenêtre
 « de l'arrière-chevet ou par des *oculi* ouverts près du maître-autel
 « sur le terre-plein. Les arcades qui supportent les voûtes d'arêtes,
 « après avoir été achevées, ont été masquées à l'ouest par un rem-
 « plissage qu'on a eu le tort d'enlever, même pour examiner la
 « construction. La Société Archéologique joint ses instances aux
 « miennes pour que l'enveloppe de la crypte soit rétablie entièrement
 « telle qu'elle était, il y a trois ans, depuis 836. Il existe, au surplus,
 « une porte latérale par laquelle on pourra toujours accéder au tom-
 « beau si les curieux en manifestent le désir, et de cette façon, le
 « public aura sous les yeux une crypte sombre et mystérieuse
 « comme celles qu'on faisait au IX^e siècle pour les besoins du
 « moment. Le respect des dispositions primitives aura l'avantage
 « de rappeler encore aux visiteurs les rites observés dans les cata-
 « combes quand on approchait de certains tombeaux vénérés ; le
 « contact se fera uniquement comme dans la confession de saint
 « Pierre de Rome, au temps de Grégoire de Tours.

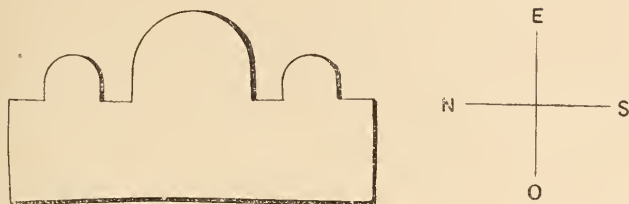
« Permettez-nous, M. le Ministre, d'ajouter à ces diverses demandes
 « auxquelles nous attachons un grand prix, le vœu de voir ter-
 « miner le dallage de l'église et exécuter le ravalement de la façade
 Ouest, à l'intérieur et à l'extérieur, de telle sorte que l'étude de
 l'édifice puisse être poursuivie de tous les côtés. Il est à présumer
 que des ouvertures anciennes se cachent sous le crépissage, de
 même que les jambages de la porte du IX^e siècle. Il sera inté-
 ressant de rendre au pignon sa physionomie primitive et de faire
 pressentir du dehors les surprises que renferme ce monument
 carolingien.

« Veuillez agréer, etc. »

Ce vœu, si favorable aux intérêts archéologiques de notre contrée,
 est adopté avec empressement.

M. Léon Maître donne quelques détails sur les anciennes sub-
 structions, découvertes, cet hiver, sous l'église de Saint-Herblon,
 détruite par un incendie en 1899. Ces substructions, qui ne sont
 restées visibles que pendant fort peu de temps, dénotaient un mo-
 nument du VIII^e ou du IX^e siècle, construit sur un plan identique
 à celui de la première église de Saint-Philbert de Grandlieu, c'est-
 à-dire un rectangle, portant sur sa face la plus large, du côté de
 l'Orient, une abside et deux absidioles.

Comparant ce plan avec celui de l'église de Saint-Philbert, dans son premier état, nous nous trouvons en présence d'une sorte de doctrine architecturale, ayant peut-être entendu symboliser la Sainte-Trinité :



L'appareil était en feuilles de fougère ou arêtes de poisson, et certainement antérieur à l'an 1000.

Les déblais de l'église de Saint-Herblon ont produit un lot de monnaies du XIV^e siècle, dont plusieurs inédites, et que M. Paul Soullard a étudiées.

M. Alcide Dortel nous annonce que M. le commandant Arthur Martin, notre savant confrère, a passé par Nantes jeudi dernier, revenant du pays de Quimper, où il a fait d'intéressantes fouilles, en compagnie de M. du Châtellier. Il n'a pu malheureusement assister à la séance d'aujourd'hui ; mais, à son retour de Saintonge, où il se rend en ce moment, il nous donnera le résultat de ses explorations d'un camp antique des environs de Saintes.

M. Dortel insiste sur l'importance des trouvailles déjà faites par M. le commandant Martin, parmi lesquelles on remarque dix-sept pointes de flèches en silex translucide, du plus beau travail, l'une encore garnie des fibres qui la fixaient à son bois, provenant d'un tumulus de l'âge du bronze.

LECTURES.

1^o « *Pierre Le Gallo, chanoine scholastique et archidiacre, fondateur de la bibliothèque de Nantes, 1509-1585* ».

M. l'abbé Durville nous donne un intéressant résumé de la vie de ce vénérable personnage, assez oublié aujourd'hui. Pierre Le Gallo, né en 1509, passa la plus grande partie de sa vie soit à l'Evêché soit au Chapitre. Il porta la barbe longue, contrairement à l'usage de son temps et même aux règlements du Chapitre, ce qui lui attira plusieurs désagréments dont il sut triompher. Scholastique en 1555, il fut le conseiller et l'ami de l'évêque Philippe du Bec qui le nomma,

en 1568, *grand archidiacre* ou *archidiacre de Nantes*, charge dont il prit possession le 22 novembre de la même année. Il mourut le 4 janvier 1585, fort regretté du Chapitre, qui l'avait d'abord assez mal accueilli.

Grand bibliophile et curieux d'anciens documents, nous le voyons, peu avant 1565, emporter chez lui, pour l'étudier, un précieux manuscrit du XIII^e siècle, appartenant au Chapitre, et appelé, à cause de sa reliure grossière, *la savate*, puis, par corruption, *la savante*. Il collectionnait la musique des vieux maîtres, Goudimel, Lassus, Claudin, Certon (ces deux derniers sont inconnus), etc... et faisait d'assez fréquents voyages à Paris, pour y acheter des livres.

Il légua sa magnifique bibliothèque à l'Hôpital, dont il avait été nommé administrateur, en 1571 ; et, plus tard, la Ville en fit l'acquisition, après diverses péripéties.

En remerciant M. l'abbé Durville, M. le président regrette que la mémoire de Pierre Le Gallo et de tant de Nantais jadis célèbres ne soit pas honorée dans notre ville comme elle le mériterait.

M. Truelle Saint-Evrou et plusieurs sociétaires pensent qu'une inscription, rappelant les services rendus à la science par Pierre Le Gallo, serait bien à sa place dans le vestibule de notre Bibliothèque municipale, et que nous devons émettre un vœu dans ce sens.

Il^e « *Excursion de la Société Archéologique à Saint-Philbert de Grandlieu, le dimanche 29 avril 1900* ».

Compte-rendu avec le résumé des discours prononcés dans la vieille église de ce bourg par MM. Cormerais et Léon Maître. Dans sa substantielle allocution, M. Maître a condensé les principaux arguments qui l'ont porté à soutenir l'origine carolingienne de ce curieux monument, après que M. Cormerais nous eut exposé les origines, la marche et l'état des travaux, pour lesquels il s'est toujours employé avec un zèle qui lui fait le plus grand honneur et auquel la Société Archéologique s'empresse de rendre hommage.

Vu l'heure avancée la lecture du mémoire de M. Quilgars sur ses fouilles autour de Guérande, est remise à une autre réunion, de même que celle du travail de M. Paul Soullard sur des monnaies bretonnes inédites.

La séance est levée à 5 h. 3/4.

Le secrétaire général,
Paul DE BERTHOU.

SÉANCE DU MARDI 12 JUIN 1900

Présidence de M. le marquis DE BREMOND D'ARS-MIGRÉ, président.

Étaient présents : MM. DE BERTHOU, Georges CHARON, Marc CITOLEUX, Alcide DORTÉL, l'abbé DURVILLE, Joseph HOUDET, Alcide LEROUX, le vicomte PITRE DE LISLE DU DRÉNEUC, ORIEUX, Edouard PIED, SAY, Paul SOULLARD, Paul TRÉMANT, le baron Christian et le baron Gaëtan DE WISMES.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le président, tout récemment de retour dans notre ville, nous dit quelques mots des nombreuses occupations qui l'ont retenu à la campagne pendant la plus grande partie de cet exercice ; il ne nous oubliait pas, ainsi que nous l'ont bien prouvé ses lettres, communications et mémoires, et a suivi avec grand intérêt tous les détails de la petite fête par laquelle nous avons célébré notre 500^e séance. Il désirerait relire les jolis vers, composés à cette occasion par M. le baron Christian de Wismes, et qui ont paru dans *l'Espérance du peuple* du 14 février 1900.

M. le président a remarqué l'étude sur les travaux et les écrits de notre éminent confrère, M. Orieux, publiée dans la *Revue de Bretagne, de Vendée et d'Anjou* de cette année, et serait heureux d'en placer un exemplaire dans notre bibliothèque. M. Orieux répond qu'il sera fait un tirage à part de cet ouvrage, dont l'auteur, M. Lemé, du service des Ponts et-Chaussées, nous offrira quelques exemplaires.

M. le président insiste sur l'intérêt que nous devons tous porter aux ouvrages de nos confrères, et saisit cette occasion pour complimenter M. Pied de sa *Table des 48 premières années de notre Bulletin*, qui facilitera grandement les recherches dans ce vaste recueil. Il signale encore l'importance de la nouvelle revue, *Le Chercheur des provinces de l'Ouest*, récemment fondée par M. le baron Gaëtan de Wismes, et dont toutes les revues de notre contrée ont fait l'éloge, et se félicite que M. l'abbé Durville, notre confrère, ait été nommé aumônier des Sœurs de l'Espérance, situation qui lui permettra de se livrer plus librement à l'étude de l'archéologie nantaise.

M. le président donne lecture d'une dépêche de M. Riardant, en ce moment à Paris, et qui exprime son regret de ne pouvoir

assister à cette séance, et d'une lettre de M. de Ribier, nommé professeur au collège Stanislas, à Paris, qui garde le meilleur souvenir de la ville de Nantes où il a passé huit années comme professeur au Lycée, et en particulier de notre Société Archéologique.

Tous nous déplorerons le départ et la démission de ce sympathique et distingué confrère, qui fréquentait assidûment nos réunions et dont le concours était vivement apprécié.

Vient ensuite la lecture d'une lettre de M. Charles Dubreil, juge-suppléant, notre nouveau confrère, empêché de se trouver aujourd'hui parmi nous, qui nous remercie de l'accueil fait à sa candidature.

Enfin M. le président nous annonce la mort toute récente de M. le comte de Marsy, président de la Société Française d'Archéologie, décédé, il y a quelques jours, à Compiègne. M. de Marsy dirigeait depuis longtemps les travaux et les congrès de cette savante compagnie avec une grande compétence, et présidait à la rédaction du Bulletin Monumental; il s'est montré le digne successeur de ses illustres devanciers, MM. de Caumont et Léon Palustre; sa mort laisse un grand vide et sera vivement ressentie de toutes les sociétés archéologiques.

M. le baron Christian de Wismes signale une lettre d'un érudit Viennois, nous demandant des détails sur les Vénètes, à propos de quelques similitudes entre les idiomes bretons et slaves, mais qui semble confondre la langue des anciens Vénètes, dont il ne reste à peu près rien, avec celle des Bretons Armoricaïns, importée de Grande-Bretagne, seulement au Ve siècle; et un volume offert par M. Germain de Maily, érudit Lorrain, très affectonné à la Bretagne. Cet ouvrage, intitulé : *Sept cloches anciennes des Côtes-du-Nord*, contient d'intéressants renseignements sur les fondeurs Lorrains.

M. de Wismes rappelle qu'un sujet analogue a été traité par M. de Bremond d'Ars (*Les anciennes cloches de Riec*, dans le Bulletin de la Société Archéologique du Finistère) et par M. Pied (*Les anciennes cloches du couvent des Ursulines de Nantes*, dans notre Bulletin).

M. de Wismes croit utile de faire connaître plusieurs décisions prises et communications présentées à la dernière réunion du comité, et qui intéresseront toute la compagnie, savoir :

1° Une excursion archéologique à Clisson a été projetée.

2° M. de la Rochette, notre nouveau confrère, invite les membres de la Société qui passeront par le Croisic à visiter la belle collection de meubles anciens, qu'il a réunie au fort Hikerric.

3° M. Riardant a présenté à M. le maire de Nantes une médaille

commémorative de notre 50^e anniversaire, en échange de celle frappée en souvenir de l'inauguration récente de la Bibliothèque publique, qui nous a été gracieusement offerte par la Ville de Nantes.

4° Les sociétaires sont invités à relever les mentions concernant l'archéologie bretonne et surtout nantaise, dont ils pourront avoir connaissance tant dans les revues périodiques que dans les ouvrages isolés.

5° Tous les membres correspondants, résidant dans le département, seront invités à nos excursions.

6° Un album ou portefeuille sera acheté, pour y rassembler les épreuves photographiques que l'on voudra bien nous offrir.

M. le président rappelle que la *France Monumentale*, publiée chez Flammarion, en est arrivée à la partie concernant la Bretagne

M. le baron Christian de Wismes a fait part à M. Rousse, conservateur de la Bibliothèque municipale, du vœu exprimé par notre Société de voir le nom de Pierre Le Gallo, fondateur de ce dépôt, mentionné sur une inscription placée en évidence. M. Rousse a répondu que tout dépendait de la commission du Musée.

M. de Wismes a pris la photographie d'un beau portrait de Cas-sard, prêté par M. de la Nicollière-Teijeiro, pour en orner un ouvrage en préparation intitulé : « *Bretons et Bretagne : histoire et littérature, prose et poésie* », par M. Olivier de Gourcuff, avec illustrations de M. Jousset.

Une nouvelle revue, intitulée « *Les Vieux Papiers* », a été fondée à Paris, 12 rue de Berne, par M. Henri Vivarez.

M. le vicomte de Lisle du Dréneuc propose d'inaugurer une série d'excursions dans le vieux Nantes, et d'étudier les débris de monuments anciens que l'on y rencontre çà et là. En 1886, à l'occasion du congrès de la Société française d'Archéologie, tenu à Nantes, M. de la Nicollière-Teijeiro a publié un catalogue succinct des principales curiosités de notre ville. On pourrait reprendre cette étude en détails et composer un inventaire des curiosités nantaises, rue par rue, ainsi qu'il a été fait récemment pour la ville de Nancy. Nous commencerions nos excursions par le côté sud du quartier Saint-Pierre.

M. Orieux désirerait que l'on étudiât les rues servant de limites à l'ancien fief épiscopal dans la ville, si bien décrit par M. l'abbé Durville dans notre Bulletin de 1898.

Après diverses observations, l'excursion est fixée au lundi, 18 courant, et le rendez-vous donné devant la cathédrale, à 9 heures du matin. Si ces excursions réussissent, nous leur donnerons une plus grande publicité.

LECTURES.

1^o. « *Eglises et villas, au V^e et au VI^e siècle* ».

M. Orioux relève avec soin dans divers auteurs de cette époque notamment dans Sidoine Apollinaire et dans Fortunat, tous les détails concernant les églises et les villas des V^e et VI^e siècles, et les coordonne en les accompagnant de savants commentaires. Les églises de Lyon, Bordeaux, Tours et Nantes, telles qu'elles étaient alors, sont principalement étudiées.

A propos des villas, M. Orioux est amené à parler des travaux de saint Félix, à Nantes, et du canal qu'on lui attribue, entre les prairies de la Hanne et de l'Illeuve, aujourd'hui de Mauves et de la Madeleine. Ce canal qui présente une superficie totale d'environ 5 hectares, aurait pu être creusé à une profondeur suffisante au moyen de 25.000 journées d'hommes, soit mille hommes travaillant pendant un mois. Rien d'impossible dans cette entreprise ; mais il est fort douteux que Saint Félix eut pu la mener à bonne fin, vu le peu de moyens dont on disposait de son temps pour travailler dans des terrains envahis par les eaux aussitôt que creusés. Il a pu toutefois faire eurer un canal déjà formé, et dégager les bras du fleuve qui alimentent la Fosse, car il est invraisemblable que Nantes n'ait pas été de tout temps sur le bord de la Loire.

Quant à la fameuse *Aula Cariatia* de Fortunat, elle n'était sans doute qu'une simple habitation, visitée par le poète dans son voyage de Poitiers à Angers, par Nantes.

M. le président demande si les villas étaient quelquefois dans les plaines. M. Orioux répond que les belles villas étaient généralement sur le penchant des coteaux, mais qu'il y avait de simples fermes partout. Le manoir moderne, au fond d'une cour fermée de murs, bordée de bâtiments d'exploitation et flanquée de métairies, répond bien à la villa antique.

M. le président cite la villa romaine, découverte au Perennou, sur l'Odet, près Quimper, et sur laquelle on trouvera de nombreux détails dans le Bulletin de la Société Archéologique du Finistère, comme bien conforme aux plans exposés par M. Orioux ; et une autre villa, découverte près de son château de la Porte-Neuve, en Riec, jadis le Port-Neuf, en breton : *Port-Nevez*.

2^o. « *Monnaies bretonnes inédites* ».

M. Paul Soullard se montre savant numismate, en étudiant et décrivant minutieusement une belle série de monnaies inédites.

parmi lesquelles nous remarquons des *nantais à l'écu*, frappés conformément à l'Ordonnance de saint Louis, de 1265. M. Soullard a joint à ce mémoire une planche représentant les monnaies décrites, dessinées par lui avec une finesse et une perfection de détails qui font le plus grand honneur à son talent.

La séance est levée à 6 h. 14.

Le secrétaire général,
Paul DE BERTHOU.

OUVRAGES OFFERTS

1° « *Saint-Sébastien d'Aignes, près Nantes* », par M. l'abbé Radigois, in-8° de 132 pages (Extrait de la *Revue Historique de l'Ouest*).

2° « *Sept cloches anciennes des Côtes-du-Nord* », par M. Germain de Maily, in-8°, 16 pages (Extrait du compte-rendu du 63^e congrès de la Société Française d'Archéologie, tenu à Morlaix en 1896).



LA
NÉCROPOLE DU BRÉTINEAU
ET
LES SÉPULTURES SOUS ROCHE
DES ENVIRONS DE GUÉRANDE

Le monument du Brétineau est situé à huit kilomètres Nord-Est de Guérande. C'est un vaste trapèze de plus de cent soixante mètres de tour, formé par d'énormes blocs de granit placés les uns près des autres. A l'intérieur la terre s'élève presque jusqu'au haut des plus grands mégalithes. Une description plus complète, ainsi que le compte-rendu de quelques fouilles, ont été donnés par M. de Lisle du Dréneuc dans le Bulletin de la Société Archéologique de Nantes « (1) sous le titre de « *Grand monument de Bogat* ».

C'est le seul monument de cette forme qui existe dans le pays de Guérande. Mais, en Bretagne, nous pouvons le comparer aux vastes monuments qui couvrent les landes de Cojou, dans l'Ille-et-Vilaine. M. Ramée (2) en donne une description qui correspond exactement à notre monument du Brétineau : « Une enceinte trapézoïdale dessinée par des blocs « presque contigus et disposés sur le rebord d'un tertre légèrement exhaussé. »

(1) Tome XXIX, année 1890.

(2) *Revue archéol.*, 1864, tome 1.

Quelle était la destination de ce monument du Brétineau ? C'est évidemment une vaste nécropole. Il serait intéressant de la comparer aux sépultures de Golasecca, décrites par MM. A. Bertrand et Salomon Reinach (1). Mais il importe de considérer, outre l'analogie frappante qu'offrent les enceintes de Golasecca avec le Brétineau à l'intérieur, les résultats fournis par les fouilles. Ils sont identiques. Les découvertes de M. de Lisle et les miennes correspondent à celles de M. Castelfranco. La découverte, au Brétineau, de poteries « décorées d'un dessin au pointillé » est là un des faits les plus précieux pour dater ce monument. Ces poteries sont en effet la caractéristique des tombes de l'époque de Golasecca. L'incinération encore incomplète, la forme et la structure du monument du Brétineau, répondent exactement à la description faite par Castelfranco des nécropoles de l'Italie. De plus, l'archéologue italien ajoute qu'« au centre des * enceintes et dans le voisinage on trouve de nombreuses « tombes presque toujours groupées, quelquefois isolées ». Or, des deux côtés du Brétineau s'élèvent des roches qui reposent sur des sépultures séparées. A l'intérieur même du monument, de grosses pierres recouvraient des sépultures à incinération, accompagnées de poteries grossières, quelquefois à dessin en dents de scie. Les autres tombes étaient à l'intérieur de la nécropole, disposées autour de l'enceinte.

Les nécropoles de l'âge de Golasecca, nous dit M. Reinach, sont communes en Italie, et on les retrouve dans le midi de la Gaule. Elles remontent, en Italie, au VII^e ou au VIII^e siècle avant notre ère, selon toute probabilité.

On a appliqué au Brétineau la théorie des cromlechs, théorie encore vague, qui fait voir dans ces monuments soit des lieux de réunion, soit des temples... etc. Puisque, dans les sépultures de Golasecca, comme dans celles de Sesto Calende ou de Villanova, on a des types très caractérisés, il y a

(1) *Les Celtes dans les vallées du Pô et du Danube*, ch. II. 4.

tout lieu de rapporter à ces types la nécropole du Brétineau.

Mais de là nous ne devons pas nous hâter de tirer trop de conclusions. Du rapprochement qui vient d'être fait entre les tombes de l'Italie et celle qui nous occupe, nous ne pouvons point déduire l'identité de ces nécropoles sous le rapport de l'âge. En Italie, le type est entièrement développé. Dans la région guérandaise ce type ne se trouve que par accident ; ce n'est pas le mode général des sépultures de l'âge mégalithique. Ici, incontestablement, plusieurs siècles nous séparent de la civilisation de Golasecca. Il serait presque ridicule d'attribuer aux mêmes hommes l'érection des monuments du Brétineau et de Cojou : le Brétineau est contemporain des monuments mégalithiques du pays de Guérande. Je ne veux pourtant pas désigner ici les dolmens et les menhirs ; ils n'ont rien à faire avec la civilisation du Brétineau ; ils lui sont postérieurs. Mais je veux parler d'un genre de sépulture très usité autour de Guérande : la sépulture sous roche. Ces tombes dont on ne s'est point occupé jusqu'à présent, sont trop importantes pour négliger d'en parler. Elles sont à incinération ; les cendres renfermées dans une urne de forme variable, sont déposées sous un gros bloc de pierre qui n'a aucune analogie avec les menhirs. On ne trouve que très rarement des silex ou autres objets dans ces nécropoles. Ce que l'on a classé quelquefois comme reste de dolmen, ou menhir couché, n'est en réalité qu'une tombe de cette espèce ; quelquefois la forme de la pierre l'indique ; le plus souvent il faut recourir à des fouilles pour savoir au juste ce qu'il en est. Ces sépultures à incinération sont pour moi contemporaines de la nécropole du Brétineau ; dans l'un des cas nous avons la sépulture séparée, dans l'autre un véritable cimetière composé de tombes semblables.

Ce sont pour moi les plus anciens monuments mégalithiques, ceux dont le mobilier est le plus simple et le plus pauvre. Ils appartiennent à la première période néolithique et sont con-

temporaires des populations qui suivirent immédiatement la civilisation paléolithique qui, pour le pays de Guérande, se développa à la place de Brière et autour des marais tourbeux de Mézerac, Gras et Pompas.

Quant à savoir pourquoi, autour de Guérande, on n'a érigé qu'un seul monument à sépulture composée, il y a là une énigme. Mais la même chose se retrouve dans l'âge suivant celui des dolmens, où certains de ces monuments sont de véritables charniers. Au Brétineau avons-nous la tombe d'une classe supérieure d'individus ? Le monument dut alors être construit peu à peu. Or ici ce n'est pas le cas. Serait-ce la tombe des soldats morts dans une bataille, comme le dit une légende ? C'est une hypothèse ingénieuse.

D'après les rapprochements faits entre Golasecca et le Brétineau, puis entre ce dernier monument et les sépultures sous roche, on pourrait peut-être penser qu'une unité de race existait entre les populations de la Gaule et de l'Italie et celles de la Bretagne. Dans cette suite de monuments que l'on retrouve dans l'une et l'autre contrée, on ne saurait voir cependant que l'évolution d'une même idée, celle qui présidait à la sépulture des morts, le développement d'un rite commun à tous les peuples préhistoriques. Entre les X^e et VII^e siècles, dates approximatives de la civilisation de Golasecca, on était en Italie dans la pleine période du fer. A Sesto-Calende on trouve déjà le hallstattien, tandis qu'en Bretagne, *avec les mêmes monuments*, nous sommes en plein âge de pierre. La pierre polie faisait à peine son apparition. Que l'on ne dise pas qu'à une si grande distance le bronze pouvait être connu à un endroit et non à l'autre. Mais alors pourquoi ceux qui auraient introduit l'usage d'un rite funéraire n'auraient-ils pas en même temps importé celui du métal ? Or les peuples qui ont travaillé le fer à l'époque de Hallstatt l'ont porté jusqu'en Angleterre. Il est probable qu'à l'époque où s'élevèrent les premiers mégalithes guérandais on était encore bien loin de cette civilisation préromaine qui, dix siècles

avant notre ère, florissait en Italie. Et si l'on pense qu'entre ces deux périodes se place l'âge des menhirs, des dolmens à mobilier de pierre seulement, et les premiers tumulus de l'âge de bronze, on aura une idée de l'immense distance qui nous sépare du temps où les premiers peuples néolithiques élevèrent sur notre sol les sépultures sous roches et la nécropole du Brétineau.

Henry QUILGARS,

Correspondant de la Société des Antiquaires de France.

TABLEAU GÉNÉRAL

DES PLUS ANCIENNES CIVILISATIONS

DU PAYS DE GUÉRANDE

Quand on jette les yeux sur cet immense espace de temps qui sépare l'époque paléolithique de l'époque romaine, on ne peut s'empêcher de se représenter toute une série de civilisations qui se sont succédé l'une après l'autre, à commencer par les âges de la pierre pour aller aux époques du bronze et du fer. Cette succession régulière a existé dans bien des pays, par exemple la Suisse ; mais, quand on entre en Bretagne et que l'on examine la série des fouilles exécutées dans les départements bretons, on s'aperçoit que cette suite ininterrompue de civilisations distinctes n'a pas toujours existé : tantôt, le bronze fait défaut ; tantôt et plus souvent, le fer. Aussi se demande-t-on à l'heure actuelle quel était l'état de civilisation de la Bretagne à l'époque du premier âge du fer ? A-t-elle, pendant ce temps, employé les armes de pierre, ou bien a-t-elle commencé à se servir de bronze ? Quelles étaient les populations qui l'occupaient, alors que les Ligures construisaient les stations lacustres du bronze et que les Celtes introduisaient en Gaule l'emploi du fer ? Autant de questions encore insolubles.

En retraçant un tableau général des premières civilisations

qui ont occupé successivement le pays de Guérande, je crois qu'il me sera possible de répondre à quelques questions en ce qui touche ce pays. Certes, je me garderai bien de généraliser les conclusions que je tirerai ; de très nombreuses études de même genre, faites pour des régions diverses de la Bretagne, pourraient apporter des résultats plus significatifs.

Pendant longtemps on a cru que l'époque paléolithique n'avait laissé aucune trace dans la région de Guérande. On avait bien trouvé des ossements d'éléphants dans la falaise de Batz, attestant une période où la mer était encore éloignée de nos côtes actuelles, où la plaine qui forme les marais salants était occupée par l'eau douce ; mais aucun reste de travail humain ne nous était parvenu. Il y a deux ans, au mois d'août 1897, en faisant quelques fouilles dans le banc de tourbe au fond de la baie de Valentin près Batz, je fus assez heureux pour découvrir *dans cette tourbe* un silex patiné et taillé dont la forme indiquait nettement son époque : c'était un silex de l'âge du Moustiers. Cette découverte me fut contestée par un archéologue de talent qui cependant, sans nier l'âge de la pièce, ne trouva à me reprocher que de n'avoir pas conservé l'empreinte que le silex avait laissée dans la tourbe très compacte en cet endroit. La découverte d'autres silex, dans les débris laissés au bord de la côte par les fragments de tourbe arrachés par la mer, vint confirmer l'authenticité de mes fouilles précédentes.

Pour le moment les découvertes se bornent à cela ; il est en effet extrêmement difficile de pratiquer des fouilles dans cette tourbe que la mer recouvre la plupart du temps. Mais néanmoins l'âge du Moustiers se trouve affirmé. Il a donc existé à l'époque paléolithique une population quelconque, vivant dans l'endroit occupé aujourd'hui par la baie de Valentin et la falaise de Batz. C'est tout ce que l'on peut en dire. Il est probable, j'en suis même convaincu, que le sous-sol des marais salants doit renfermer des débris de la même époque, mais les fouilles y sont impraticables. Dans les miliers

de silex taillés que j'ai trouvés au Nord et à l'Est de Guérande, aucun ne ressemble à ceux de Batz ; ils sont tous néolithiques.

Après le moustiérien, la première époque que l'on trouve à Guérande ne remonte qu'au néolithique. A ce propos, je dois dire que je me refuse complètement à voir l'époque de la Magdeleine dans une station sise au Croisic, j'en exposerai tout à l'heure les raisons.

L'époque néolithique nous amène en pleine période des dolmens et des menhirs. Il y a eu assurément un hiatus considérable entre la période moustiérienne et l'époque néolithique ; il est difficile de l'évaluer avec le peu de connaissance que nous avons de la première époque. Le pays resta dépeuplé pendant longtemps, et les nouvelles populations qui vinrent le repeupler faisaient sans doute partie de cette grande émigration que M. Bertrand fait venir du Nord-Ouest.

Les monuments qui nous restent de l'époque néolithique sont nombreux dans notre pays de Guérande ; j'en ai signalé dernièrement cent-vingt-cinq à la Commission des Monuments mégalithiques, se répartissant en dolmens, menhirs, cromlec'h, alignements, pierres à dessins. Ce nombre respectable est assez important pour qu'on s'en occupe un peu, et je ne cite pourtant que les monuments actuellement existants. Mais plus important encore est de savoir ce que nous ont fourni les fouilles de ces dolmens. Ils nous ont *tous* révélé la même chose, sans exception : rite de l'incinération, celts, silex taillés, poteries dont la forme la plus répandue est le vase demi-sphérique à fond rond. Le cromlec'h ou la nécropole du Brétineau a donné les mêmes résultats. Des menhirs, qui recouvraient des sépultures, ont révélé des choses identiques, à part les celts qui ne s'y sont pas encore rencontrés. Ces résultats sont bien concluants : ils dénotent la première civilisation néolithique. M. Paul du Chatelier est très affirmatif en ce qui concerne la poterie, « l'écuclle à fond rond »,

qu'il regarde comme « le type le plus ancien de la céramique dolménique (1) ». D'autre part, si l'on songe qu'aucun de nos dolmens n'a fourni un seul instrument de bronze, quand le contraire s'est produit quelquefois dans le Morbihan, et plus souvent dans le Finistère, on peut être convaincu que nos dolmens appartiennent au commencement de l'époque néolithique. Ce terme prête à ambiguïté : je veux dire que tous nos dolmens marquent le commencement de l'époque néolithique à Guérande, car, chronologiquement parlant, d'autres contrées voisines étaient sans doute, au même moment, dans une civilisation soit plus avancée, soit peut-être plus reculée.

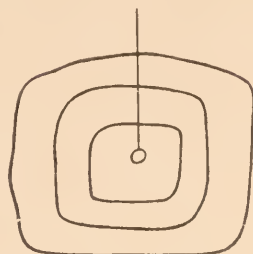
Les dolmens n'ont pas été seuls à caractériser l'époque néolithique. Certains menhirs, comme je l'ai dit, recouvraient des sépultures, d'autres n'ont donné aucun résultat, dans les fouilles qu'on y a faites ; un seul remonte à l'époque romaine, la Pierre-Blanche (2), et, soit dit en passant, le même cas s'est présenté à Carnac. La nécropole du Bréti-neau, que j'ai crue d'abord plus ancienne que les dolmens, doit être replacée à la même époque. Il reste un monument curieux à signaler : les alignements d'Arbour. Ils sont disposés sur sept rangs, et contiennent encore cinquante-sept menhirs mis, comme à Carnac, par ordre de taille ; les plus grands atteignent trois mètres. Il est regrettable que ce très curieux monument ait été mutilé : les habitants d'Arbour se vantent d'avoir détruit des pierres sur plus d'un kilomètre de long. Aucune fouille n'a encore été pratiquée sous ces menhirs.

Il me reste à mentionner les pierres à dessins, très communes dans les environs de Guérande. La petite cupule, de deux centimètres de diamètre, domine partout. Un dolmen de la Motte en offre six ; le menhir de Tremulu sept. Le dolmen

(1) Du Chatelier, *Poterie Gauloise*, p. 8.

(2) Voir le *Bulletin de la Société Archéologique de Nantes*, année 1898.

tumulaire de Brandu présente, entre autres signes curieux, dans un remarquable magadéhos (1) :



Ce que M. Martin regarde comme des cupules unies par des lignes droites, sur le dolmen du Méniscoul, pourrait bien être une forme du swastika. Je n'ai pas en ce moment à discuter la valeur de ces inscriptions; je me borne à en signaler quelques-unes, pour mieux montrer le développement de la civilisation néolithique qui, quoique à son apparition, n'en a pas moins laissé des monuments remarquables.

A quelle époque sommes-nous alors? Il est peut-être difficile de le dire; néanmoins si je voulais en ce moment tirer une conclusion d'une fouille pratiquée sous le menhir de la Pierre-Blanche; en m'appuyant de plus sur certains monuments de Carnac, je serais tenté de dire que les monuments mégalithiques étaient élevés à Guérande vers les I^{er} ou II^e siècles de notre ère. Ce serait une erreur. La perfection qu'atteignent certains dolmens, et la richesse des mobiliers suffisent à nous montrer que les populations d'alors n'étaient pas à leur coup d'essai. Quand elles arrivèrent aux environs de Guérande, elles avaient une organisation bien formée, des rites bien établis, elles avaient élevé ailleurs d'autres monuments semblables à ceux de Guérande. Était-ce la population grande et dolichocéphale dont on a retrouvé les traces dans certains dolmens du Morbihan? Peut-être, mais avant de généraliser, il faut se rappeler que, si l'on a trouvé des crânes dans les dolmens du Morbihan, c'est que la peuplade de ce

(1) Voir Alex. Bertrand *La Religion des Gaulois*.

pays inhumait ses morts, tandis que la nôtre les incinérail, comme, du reste, certaines populations morbihannaises. Quand on aura expliqué clairement l'emploi simultané de ces deux rites, alors il nous sera permis d'établir des conclusions certaines.

A la fin de l'époque néolithique, nous ne tombons ni dans le bronze, ni dans l'âge de fer proprement dit. Il s'est produit, à un moment donné, un mouvement de population qui a fait que la pierre polie a été abandonnée et que la pierre taillée seule a été employée. Nous sommes à l'époque que M. de Mortillet a appelée tardenoisienne (1) et qu'il a placée comme intermédiaire entre le paléolithique et le néolithique. Gardons-nous d'adopter pour Guérande cette hypothèse, car si l'évolution de la pierre a suivi son cours, elle doit être placée dans chaque pays à des époques différentes. A Guérande, le tardenoisien est contemporain de l'époque romaine en Gaule. Il existe trois stations qui m'ont donné des silex géométriques : la Butte des Pierres en Brière, le village de Gras près Guérande, et le Croisic.

Dans la première de ces stations la succession des couches est très nette et très importante :

1° en bas, le néolithique : celts polis.

2° couche moyenne : mélange de néolithique et de silex tardenoisien.

3° Couche supérieure : cette couche ne renferme que des silex géométriques.

La station de Gras ne nous offre pas de néolithique, mais avec les silex géométriques nous trouvons des scories de fer, des fragments de briques à rebord (*tegulae*), des poteries de fabrication celtique, des poteries rouges, en terre fine, dites samiennes, et enfin dans une sépulture à incinération, les fragments d'un vase en terre noire fine, décorée d'un dessin en grandes dents de scies, de forme analogue aux urnes gallo-romaines.

(1) De Mortillet, *Formation de la nation Française*.

Quant à la station du Croisic, elle a été bouleversée ; aussi ne peut-on en tirer aucun document précis. C'est cette station qui a été regardée comme appartenant à l'époque de la Magdeleine ; mais il est impossible d'admettre cette hypothèse, car les silex taillés qu'elle livre n'offrent aucune analogie avec les silex magdaléniens, et les os taillés y font complètement défaut.

En étudiant séparément ces stations à silex géométriques (1), j'en ai conclu qu'une population celtique, vivant au I^e ou au II^e siècle de notre ère, ne se servait que d'instruments de pierre taillée, qu'elle connaissait l'usage de la poterie, qu'elle incinérât ses morts, et que, mise en contact avec les Gallo-Romains, elle apprit d'eux à fabriquer des poteries identiques aux poteries samiennes. Dans la station de la Butte des Pierres, cette population s'est trouvée, à un moment donné, mêlée à la population néolithique se servant de celts et construisant les dolmens, car il est peu probable que ce soit le même peuple qui, par une évolution incompréhensible, aurait abandonné la belle civilisation de la pierre polie pour celle de la pierre taillée.

Je n'hésite pas à attribuer à cette peuplade qui vécut après celle des dolmens, l'érection de plusieurs monuments qui ont été peu étudiés jusqu'à présent : je veux parler des grands *tumuli* dont on connaît quatre exemplaires autour de Guérande : les deux « buttes des Krapados » entre Mesquer et Guérande, la butte du Cerf près Trebazon en Saint-Molf, et celle du Binguet, également en Saint-Molf, sortes de mardelles gauloises qui durent servir de fonderies de fer. Pour moi, l'érection de ces *tumuli* doit être placée entre le I^e siècle avant notre ère, et le II^e après. Dans les *tumuli* des Krapados, j'ai exhumé avec des scories de fer, des briques à rebords romaines, des silex taillés dont un poignard d'un travail ma-

(1) Mémoire inédit déposé entre les mains de M. Alexandre Bertrand, de l'Institut, publié dans l'*Anthropologie*.

gnifique dont j'ai retrouvé plus tard un exemplaire dans la station à silex géométriques du Croisic (1).

La station de Gras a donné des briques et des scories identiques. En constatant, après M. Léon Maître (2), un mélange dans ces *tumuli*, de celtique et de romain, je pourrais attribuer ces monuments à la population indigène qui occupait le pays lors de l'apparition des Romains sur les côtes des Vénètes. Quant à savoir si cette peuplade s'est servi d'instruments de fer, nous pouvons le croire, mais les fouilles n'en ont pas encore révélés. Les seuls instruments de métal découverts jusqu'à présent consistent en haches de plomb, avec un alliage de 5 % de cuivre, trouvées à Senon (3) et en haches de bronze découvertes au Cosquer sous une pierre (4). Mais ces objets doivent être regardés comme des dépôts laissés par des marchands indigènes, comme des cachettes de fondeurs. Ce que l'on peut dire c'est que la civilisation qui nous a laissé ces fonderies de fer et les silex géométriques, était bien différente de celle des dolmens.

Que faisait cette population des dolmens à l'époque où l'on se servait de silex géométriques ? Avait-elle disparu ? Probablement ; car à un certain moment nous ne retrouvons plus ses traces. Avait-elle émigré, poussée par une nouvelle peuplade dont les débris seraient les silex géométriques et les fonderies de fer ? Cette hypothèse n'a rien d'in vraisemblable. Ce que l'on peut dire c'est que, pendant un moment, ces deux populations se sont trouvées en contact, que la population des dolmens s'est éclipsée et que la population celtique qui suivit cette race néolithique sur notre région, s'est elle-même trouvée en relation avec les Romains. Quant à établir une division chronologique en ce qui regarde la période des dolmens, la chose est pour le moment impossible.

(1) Il fait aujourd'hui partie de la collection de M. de Verneuil.

(2) Léon Maître, *Guérande et la contrée Guérandaise*.

(3) P. de Lisle, *Diction. archéol. de la Loire-Inférieure*.

(4) Id.

En résumé, nous pouvons dire que trois civilisations ont occupé tour à tour le pays guérandais jusqu'à la conquête romaine :

1^o Une population de l'âge du Moustiers, confinée près de Balz ;

2^o Une population néolithique qui a couvert le pays de dolmens et de menhirs, qui connaissait l'art de sculpter des inscriptions sur les pierres. Son rite funéraire était l'incinération ;

3^o Cette population fut détruite par une émigration celtique dont les descendants nous ont laissé les silex géométriques et les *tumuli* à fonderie de fer. Cette dernière confine à l'époque romaine et en a subi l'influence.

Henry QUILGARS.

Paris, juin 1899.

QUELQUES FOUILLES

FAITES AUX ENVIRONS DE GUÉRANDE

1897-1899

§ I

Les établissements celtique et romain de la Pradonnais.

Quand on sort de Guérande et que l'on prend la route conduisant à Herbignac, on laisse à droite, après avoir dépassé la ferme de Kerbénét, un vaste champ, autrefois inculte, maintenant planté de vigne en partie, bordé de peupliers, et renfermant d'anciennes carrières : c'est l'île de la Pradonnais. Par sa position élevée, ce champ dûit attirer l'attention des peuples anciens, qui aimaient les endroits d'où la vue pouvait s'étendre au loin.

Comme tous les environs de Guérande, la Pradonnais fut habitée à l'époque gallo-romaine. Il suffit de parcourir le champ, pour rencontrer d'innombrables fragments de briques romaines, de poteries fines de toutes couleurs, et des pierres d'appareil. Située près de la voie romaine qui passait à l'endroit où s'élève maintenant le Bois-Rochefort et suivait en partie le chemin actuel du Cosquer, la Pradonnais était désignée comme devant renfermer des vestiges intéressants, comme il en fut trouvé par M. Maître de l'autre côté de la voie, sur la route de Guérande à Saint-Lyphard, aux portes de Guérande (1), et par moi près de ce même lieu où je découvris des fragments de colonnettes en marbre antique et des poteries samiennes. Tous les faubourgs de Guérande sont,

(1) L. Maître, *Les Villes disparues des Nannetes, Guérande.*

Guérande de H. Guérand en 1899

d'ailleurs, remplis de vestiges très importants de cette époque romaine, ce qui montre bien l'occupation par les Romains de l'emplacement actuel de la ville, quoique l'on ait dit que nulle découverte d'objets romains n'ait été faite dans l'intérieur des murailles. Cette assertion, qui est passée à l'état de vérité chez certains archéologues, est d'ailleurs fausse. S'il faut en croire Desmars (1), des substructions en petit appareil auraient été exhumées près de Notre-Dame ; un anneau en bronze fut découvert dans l'église de Guérande lors de la restauration de 1876, et, en 1898, un goulot d'amphore, incontestablement romaine, fut retiré d'un jardin de l'intérieur de la ville. Si l'on n'a point rencontré d'autre chose, c'est que l'on n'a pas fouillé le sol assez profondément — et surtout que l'on n'a pas cherché — Le niveau de la ville s'est élevé de plusieurs mètres depuis le XI^e siècle, date qui nous est fournie par une base de pilier décoré à dents de scie se trouvant dans la collégiale, et formant elle-même la base du premier pilier XV^e siècle situé à l'entrée de la sacristie (2). Rien ne s'oppose à ce que l'emplacement actuel de Guérande ait été habité à l'époque romaine, et ait servi de camp ou de citadelle, ce qui est très probable.

Dès longtemps j'avais remarqué dans l'île de la Pradonnais des traces d'une occupation romaine, et non seulement mes découvertes se composaient d'objets romains, mais d'objets d'une époque plus ancienne et remontant à l'époque néolithique. Je ne saurais dire combien j'ai rencontré de ces percuteurs ou broyeurs sphéroïdiques en quartzite ou en pétrosilex ; de fragments de dalles de granit polies, d'autres fragments présentant un côté convexe ; c'est par centaines que je les aurais ramassés ; mais je me suis simplement borné à recueillir ceux qui me semblaient les plus parfaits comme forme. Les silex taillés abondaient également ;

(1) Desmars, *La Presqu'île Guérandaise*.

(2) Ce monument, aujourd'hui enfoui au-dessous du niveau de l'église, ne nous est plus connu que par un dessin inédit de M. Clétiez.

c'étaient de petits grattoirs, sans forme bien fixe, des *nuclei*, des éclats ; tous indiquant une époque où l'on n'avait plus souci de la forme, où on les considérait avant tout comme objets de première nécessité. Des cells se trouvaient également parmi ces décombres ; parmi ceux que j'ai recueillis, l'un est en fibrolithe verte, un autre en silex ; un autre en grès quarlzeux transformé en polissoir. La découverte la plus intéressante est celle que je fis d'une grande urne en terre rouge extrêmement grossière, placée sous une pierre plate avec des charbons de bois, de la cendre, deux silex. On ne saurait y voir autre chose qu'une de ces sépultures sous roche, si fréquentes autour de Guérande, et remontant à l'époque néolithique.

A quelques mètres seulement de l'endroit où je découvris ce vase, une très légère éminence de terre, couverte de briques et qu'un antiquaire seul eût pû remarquer, indiquait certainement des substructions antiques. Les fouilles que j'y fis me confirmèrent dans mon opinion. Ayant fait faire un sondage au milieu de cette butte, je mis à découvert un carrelage en grandes briques rouges — *lateres* —, reposant sur une triple couche de ciment romain rouge, gris et rouge. Il mesurait dix mètres sur quinze, et était borné par un mur en appareil du III^e siècle légèrement arrondi dans les coins. L'intérieur de cet établissement renfermait quelques fragments de poterie fine. Quant à l'extérieur, ce n'était que *tegulae* au milieu desquelles se trouvaient des fragments de coupes en terre samienne, quelques-unes ornementées, des poteries en terre fine lustrées de noir ; des morceaux d'amphore, de verrerie, quelques monnaies trop friables malheureusement et dont il me fut impossible de déchiffrer les inscriptions effacées ; des ossements d'animaux ; des fragments de statuettes trop mutilées pour être reconstituées ; des supports d'amphore ; des scories de fer fondu avec du sable.

Cet établissement très mutilé semblait avoir été détruit à une époque très reculée. Il n'y avait point trace d'incendie.

Mais ce qui frappe surtout, c'est l'absence presque totale des pierres d'appareil. Il serait possible que les matériaux aient été emportés pour édifier de nouvelles constructions ; car, tout autour, dans les maisons et les enclos, on peut apercevoir de petites pierres taillées, semblables à celles qui étaient en usage au III^e siècle.

Quant à la destination du monument primitif, il est assez difficile de le dire d'une manière certaine. Tout d'abord j'ai pensé à lui rattacher les vestiges néolithiques qui se trouvent dans le même champ, l'emploi de la pierre taillée ayant subsisté à Guérande jusqu'après l'époque romaine (1). Mais ici je crois qu'on ne saurait le faire. Les débris de l'âge de pierre et ceux de l'époque gallo-romaine ne sont point mélangés ; ils se trouvent chacun à une extrémité du champ. L'établissement romain, vu ses petites dimensions et le mobilier dont j'ai retrouvé les traces, pourrait bien avoir été un temple. Quant à l'établissement néolithique, il est encore plus difficile d'affirmer sa destination. Ce que l'on peut dire, c'est qu'à cette époque il existait là un atelier où l'on broyait certaines choses, peut-être du blé, avec les meules de granit et les nombreux broyeures qui y furent découverts.

§ II.

Le châtelier des Krapados

Un peu à droite, sur la route de Mesquer à Guérande, au lieu dit le *Pigeon Blanc*, existe une énorme butte de terre, de forme circulaire, haute d'environ cinq mètres et entourée d'un large fossé. Sa destination n'était pas celle d'un tumulus de l'époque néolithique. Elle n'en a pas l'aspect, et est placée au fond d'un petit vallon, masquée aujourd'hui par un bouquet d'arbres. Les premiers archéologues qui la visi-

(1) L. Quilgars, *L'Anthropologie : l'Industrie des silex géométriques aux environs de Guérande*.

tèrent la classèrent immédiatement comme un camp romain (1) (Planche II, fig. I et III).

L'été dernier, j'appris par un paysan qui venait de l'entamer pour trouver le trésor, qu'une certaine quantité de fer y avait été rencontrée. Il m'en fit voir des fragments qui n'étaient que des scories. En interrogeant les champs environnants, je remarquai une éminence placée à environ cinquante mètres de la butte principale. Elle était à peu près détruite. Mais dans les débris qui en subsistaient encore, sortaient de grandes ardoises rougeâtres, telles qu'on en trouve dans les constructions gauloises, des terres cuites rouges et des scories de fer.

Je pensai de suite aux châteliers gaulois. Cependant les fragments de briques à rebords, trouvés dans ces deux buttes, n'étaient pas sans contredire un peu mon hypothèse. Retournant à la butte principale, je fus assez heureux pour découvrir dans un amoncellement de petites pierres enlevées de la butte, trois beaux celts, dont l'un en jadéite, intact et mesurant dix-huit centimètres de long ; de nouvelles scories de fer, des perceurs en quartzite, quelques silex et des fragments de *tegulae* romaines. Enfin à quelques mètres, dans un champ voisin, je ramassai un beau poignard en silex (Planche II, fig. IV). Les poignards de cette forme sont assez communs aux environs de Guérande et se retrouvent toujours aux environs des stations à silex géométriques. Je ne les crois pas magdaléniens, comme l'a pensé un archéologue Nantais, mais contemporains des silex tardenoisiens — De Mortillet — ou géométriques. En me reportant à la chronologie que j'ai établie pour ces silex à Guérande (2), je les place entre les II^e et I^{er} siècles avant notre ère, c'est-à-dire à l'époque où furent élevés les châteliers guérandais.

(1) Le nom de cette butte est tiré du folklore. Dans le pays de Guérande on nomme Krapados des êtres analogues aux Korrigans et Kériens du Morbihan.

(2) L'*Anthropologie*, etc.

Incontestablement, un centre industriel existait là avant l'époque romaine. L'intérieur de la butte ne renfermait ni dolmen ni sépulture ; on est en demeure de croire que les Krapados étaient un véritable châtelier, utilisé ensuite à l'époque romaine, lors de la conquête du pays. La superposition du romain au celtique se rencontre du reste dans toute la Gaule.

Dernièrement, M. Morin, de Guérande, m'a dit avoir acheté il y a quelques années, un lot de quinze celts en bronze, forme paalstab, trouvés près de la butte des Krapados. Peut-être les objets provenaient-ils de la fonderie des Krapados.

Deux autres buttes analogues, ayant donné les mêmes résultats, existent encore autour de Guérande, l'une près de Trébrézon en Saint-Molf, l'autre au Binguet (1), également en Saint-Molf.

§ III.

Brandu et le Méniscoul.

Vis-à-vis le château de Lauvergnac, dans la vigne appelée Parc des Mottes, existe un tumulus connu sous le nom de Brandu, par les archéologues. Une table couverte de sculptures faisait croire à l'existence d'une crypte intérieure. Le propriétaire, M. le comte de Geloës, qui m'autorisa aimablement à y faire des fouilles, me dit avoir connu autour de ce tumulus un triple rempart de terre, détruit lors du défrichement des landes. Il serait possible que cet ouvrage fût romain, d'autant plus que le champ renferme nombre de débris de l'époque romaine, poteries et briques. Brandu est, d'ailleurs, un poste d'observation qui domine l'entrée du trait du Croisic, la presqu'île et la côte environnante jusqu'à Piriac.

Au mois de septembre, en compagnie de MM. Arthur Martin et Dortel, je fis commencer les fouilles de ce monument

(1) L. Maître, *Les villes disp. des Namnètes : Guérande.*

qui devait être intéressant, ne fut-ce que par les sculptures lapidaires que nous comptons y trouver.

A notre grand étonnement, on acquit de suite la certitude que la butte ne renfermait aucun dolmen et n'était qu'une tête de roche très élevée et en partie recouverte de terre. Il n'existait d'intéressant que la table, brisée en deux fragments, et présentant, parmi les sculptures qui la couvraient, un magnifique signe scutiforme (Planche I), placé entre des cupules, et un cruciforme que M. Martin croit être un poignard. Cette inscription ne semble pas seulement une page d'écriture, mais le reste d'un culte quelconque.

Des signes semblables ont été décrits par Simpson (1) et Rivett-Carnac nous apprend que, dans l'Inde où ils existent aussi, on les nomme *mahadéhos*, et on les considère comme la représentation du dieu suprême.

Cette table, appuyée à une butte granitique, a tout l'air d'un autel, ou, tout au moins, d'une pierre rappelant un événement important dont le récit est peut-être contenu dans les sculptures.

Ce monument doit être rapproché d'un autre identique, situé à quelques centaines de mètres de Brandu, au lieu dit le Méniscoul. La pierre du Méniscoul, également brisée en deux, est couverte de sculptures sur ses deux faces polies. Chose étonnante, tous ses signes gravés sont cruciformes. La description détaillée en a été donnée par M. Martin (2). Près de cette pierre, un rocher naturel est couvert des mêmes signes. Il se pourrait fort bien que ces croix, dont les bras sont terminés par des cupules, fussent des cupules réunies, forme du swastika. Dans toute la contrée guérandaise, riche en sculptures lapidaires, c'est le seul endroit où l'on trouve le signe cruciforme. Ce monument pourrait être postérieur à celui de Brandu ; mais il n'est certainement

(1) Simpson, *Archaic sculpturings of cups upon stones*.

(2) A. Martin, *Bulletin de la Soc. Archéol. de Nantes XIII, 1^{re} et 2^e semestres*.

pas moderne, comme on l'a prétendu. L'inscription de Brandu est bien néolithique, et son écusson se retrouve modifié dans plusieurs dolmens du Morbihan. En tout cas, il semble bien probable que ces deux monuments de Brandu et du Méniscou aient un caractère religieux ; pour ma part, je n'hésite pas à les considérer comme les autels d'un culte primitif.

§ IV.

Tumulus du Crugo.

La Butte du Crugo — commune de Saint-Lyphard — est une vaste éminence granitique au haut de laquelle se trouvent les restes d'un beau dolmen mutilé il y a quelque vingt ans par son propriétaire. Un vaste tumulus le recouvrait, d'où l'on pouvait découvrir toute la Grande-Brière et plusieurs monuments mégalithiques. De ce dolmen il ne reste aujourd'hui que huit tables, posées à plat sur le sol ; mais l'intérieur du monument semblait encore inviolé, le propriétaire s'étant uniquement occupé de savoir s'il existait, ou non, un trésor sous ce monticule qui passait pour recouvrir l'or du château de la Brière (1), et avait dédaigné tous les objets de valeur archéologique. S'il faut l'en croire, il aurait trouvé sous ce tumulus des « *pierres à tonnerre* », et des pots de terre » : il ramassa les premières et dédaigna les autres.

Je fis fouiller en partie les restes de ce monument. Les couches inférieures n'avaient pas été bouleversées. Un large kistvaën avait été creusé dans le roc, peut-être pour extraire la pierre dont est construit le dolmen, et les tables de granit sont bien du même grain que la roche dont est formée la butte. Ce kistvaën était comblé par des couches de vase jaunâtre et de cendre, déposées alternativement, et mesurant en moyenne dix centimètres d'épaisseur. Les couches de cendre ne renfermaient que des parcelles de charbon de bois, ou

(1) Voir *La légende de la Brière*, publiée par M. Guihéneuf.

quelques rares fragments de granit, rougis au feu. Dans la vase se trouvaient quelques fragments de poterie noire, sans ornement, appartenant à des vases différents. A ce propos, il est à remarquer que dans tous les monuments mégalithiques des environs de Guérande où il existait de la vase, il y avait dans cette vase des fragments de poteries, très souvent calcinées ; c'est plutôt l'effet d'un rite que celui d'un pur hasard.

Près des tables du dolmen, émergent des têtes de roche, sur lesquelles sont creusés de nombreux bassins que M. Arthur Martin prend pour des meules primitives employées par les populations qui élevèrent les dolmens. Dans le cas présent, je ne saurais admettre son hypothèse qu'avec de nombreuses restrictions.

Auprès du Crugo se dresse, dans la direction de Guérande, une éminence artificielle devant renfermer quelque monument. Dans la direction de la Brière, on aperçoit une autre butte granitique, le Rohin, sur laquelle se dresse une énorme tête de roche ressemblant de loin à un dolmen. Elle est également couverte de bassins et de petites cupules, disposées trois par trois.

§ V.

Dolmens de la Motte

L'île de la Motte, en Saint-Lyphard, possède deux dolmens, dont l'un, intact, est l'un des plus beaux monuments de ce genre du département. Il fut fouillé, il y a une vingtaine d'années, par W. Lukis. Le résultat de ces fouilles nous est inconnu.

A cinquante mètres de ce monument, se dresse un second dolmen en ruine. Le tumulus qui le recouvrait a été détruit depuis peu. Sa forme est circulaire ; c'était une simple chambre, formée de blocs considérables, de plusieurs mètres d'élévation. L'un des piliers porte encore sur deux faces une inscription formée de cupules. L'une de ces inscriptions, gravée sur la face qui supportait la table quand ce dolmen était

debout, prouve que nombre de ces sculptures étaient exécutées avant l'érection des monuments.

Ce dolmen fut fouillé partiellement à plusieurs reprises. M. Lukis y tenta le premier des recherches. Un celt en aphanite y fut découvert par M. Benoist, de Guérande. Quand j'arrivai, il ne restait que bien peu de choses à faire. Néanmoins, sous une table qui avait glissé à l'intérieur de la chambre, je pus découvrir dans une couche de terre noire une bonne partie d'une urne en terre noire mince, un percuteur, un fragment de hache-marteau en diorite, un morceau de quartz poli, des fragments de vases en terre rouge ou noire, et quelques éclats de silex.

§ VI.

Sépultures sous roche de Krémeur.

A une centaine de mètres du célèbre moulin gothique de Krémeur, existent, dans un champ, deux pierres semblant indiquer les restes d'un dolmen. Ayant fait pratiquer des fouilles autour de ces roches, je pus constater sous chacune d'elles une sépulture renfermant, dans une couche de terre jaune, de la cendre, des charbons de bois, des fragments d'urne en terre noire, des silex et un percuteur en quartzite. Autour de ces mégalithes, la terre n'avait pas été remuée, preuve qu'ils n'appartenaient pas à un dolmen mutilé.

Dans le champ, il n'est pas rare de trouver des silex taillés, des celts, des percuteurs, et autres objets néolithiques. Les deux mégalithes sont des sépultures néolithiques à rite spécial, communes aux environs de Guérande.

§ VII.

Etablissement néolithique de Beaulieu, et les polissoirs sur roches.

En 1899, en défrichant un landier situé près de l'ancien manoir de Beaulieu, à un kilomètre environ de Guérande, le fermier mit à découvert un établissement de l'âge de pierre, qu'il bouleversa sans y attacher d'importance.

En passant dans ce champ quelque temps après, je trouvai auprès de quelques pierres entourées de terres jaunes et noires, telles qu'on en trouve sous les dolmens, un aiguiser rectangulaire en quarz lydien, un fragment de vase ornementé (1) en terre noire (Planche II, fig. II). d'autres fragments plus grossiers en terre rouge, des silex et une pierre couverte de rainures parallèles bien polies à l'intérieur, ayant probablement servi de polissoir.

A propos de cette pierre, je crois intéressant de dire qu'autour de Guérande il en existe d'autres semblables. Ce sont pour moi des polissoirs néolithiques, et non des traces de l'époque glaciaire, comme on a voulu le croire. Les deux plus beaux spécimens que j'en connaisse sont au Croisic : sur l'un les sept rainures parallèles sont considérables, et au fond la forme du celt est indiquée d'une manière remarquable. Les découvertes de celts ont été peu nombreuses au Croisic. M. de Lisle ne signale qu'un celt trouvé près de la Pierre-Longue (2) ; mais, en 1897, en construisant un châlet près du Port-Lin, on découvrit une série de sept celts, disposés en cachette.

Un polissoir semblable à ceux du Croisic, mais à rainures fines, comme celui de Beaulieu, se trouve dans le jardin même du musée de M. Lehuédé, de Batz, sur un rocher naturel.

§ VIII.

Dolmen du Clos d'Orange.

Le village du Clos d'Orange, en Saint-Lyphard, l'un des ports les plus fréquentés de la Brière, est connu principalement par sa fameuse Pierre-Fendue, menhir aujourd'hui détruit, que saint Lyphard coupa en deux, en tuant un

(1) Un fragment, dont l'ornementation est identique, est reproduit par M. du Châtellier, dans son ouvrage sur *la Poterie aux époques préhistorique et gauloise en Armorique* (Pl. III, fig. 12).

(2) *Dictionnaire archéol. de la Loire-Inférieure.*

dragon qui désolait le pays. Près de ce menhir, existait un dolmen dont il reste encore deux supports. Son orientation devait être N-E-S-O. Quoique complètement ruiné, on avait chance de trouver quelques indications intéressantes autour des blocs demeurés en place ; car ce monument, détruit dans l'espoir de trouver des trésors, n'avait pas dû être fouillé à fond.

Je fis dégager les deux piliers restant, en faisant fouiller tout le terrain que devait occuper le dolmen primitif. Mais ce monument avait été trop bouleversé ; je ne pûs y trouver qu'un percuteur en quartzite et une pendeloque (Planche II, fig. V) en éclogyte, grossièrement ébauchée, sur laquelle on avait commencé à percer un trou en double cône.

Autour de ce dolmen, des découvertes intéressantes ont été faites depuis deux ans. Un collier fut trouvé sous une pierre — telle est du moins l'explication que m'a fournie l'inventeur — ; mais il est fort probable que cette pierre devait être un dolmen ou un reste de dolmen. Ce collier fut détaillé et vendu à divers collectionneurs ; j'en ai vu une pendeloque en jadéite et un gros grain en cornaline. Parmi les nombreux celts que je me suis procurés en cet endroit, plusieurs sont en silex poli, en fibrolithe, en jadéite ; l'un est en jade néphrite, laissant voir l'emplacement d'un tron que l'on s'est contenté d'ébaucher. Un grand poignard — 20 centimètres — fort bien travaillé, et un grattoir, — 12 centimètres — à encoches aux extrémités, tous deux en silex de Pressigny, furent découverts autour de ce dolmen du Clos d'Orange. Les grattoirs de cette forme, si communs dans les sépultures de la Marne (1), sont extrêmement rares autour de Guérande ; je n'en connais qu'un autre exemplaire, beaucoup plus petit — 15 millimètres — trouvé dans la station à silex géométriques de Gras.

A quelque distance du dolmen du Clos d'Orange, se trouve

(1) Voir De Baye, *Archéologie préhistorique*.

le menhir souvent cité, dit la Roche au Moine, planté en pleine tourbe (1). Les petits instruments de silex sont relativement rares autour de Saint-Lyphard ; la pierre polie y domine ; le Clos d'Orange est même l'endroit qui a fourni le plus de celts, tandis que, lorsqu'on se rapproche de Guérande, les celts deviennent plus rares et les silex plus nombreux. On serait même tenté de croire que les époques de la pierre polie et de la pierre taillée ont été bien séparées à Guérande ; il n'y a pas, en effet, concordance exacte dans les découvertes d'objets de ces époques ; il semble que les populations de pierre polie aient entouré exactement la Brière, tandis que celles de la pierre taillée se soient concentrées du côté de Guérande. Une exception est à faire pour la Butte des Pierres, station de silex exclusivement taillés, mais qui est de beaucoup postérieure à l'époque néolithique (2). Il est cependant impossible de séparer les silex taillés, non géométriques, de la pierre polie. Si l'on trouve ces deux sortes d'objets dans des centres différents, c'est qu'il y a une raison qu'il faut demander aux mœurs, au commerce, aux relations ; c'est même probablement parce qu'autour de la Brière les monuments mégalithiques sont plus nombreux qu'autour de Guérande, et que, dans ces sépultures, les celts étaient employés plus fréquemment que les silex. De même que l'on a trouvé des ateliers de silex, il a pu exister des endroits où l'on fabriquait les celts polis.

§ IX

Dolmen de Kerlô.

Le dolmen de Kerlô était primitivement recouvert d'un tumulus, détruit il y a une vingtaine d'années. Il est situé, comme le menhir de la Pierre-Blanche (3), au bord des marais tourbeux qui s'étendent jusqu'à Pompas et Mesquer.

(1) En ce qui concerne ce menhir, voir Vincent et Orioux, *Histoire et Géographie de la Loire-Inférieure*, tome I.

(2) *L'Anthropologie*, op. cit.

(3) *Bulletin de la Société Arch. de Nantes*, 1898.

Aujourd'hui il est absolument ruiné : il n'en reste qu'une énorme table, couverte de bassins, et des fragments de supports. Les fouilles que j'y fis me permirent d'y constater les traces d'une sépulture néolithique : fragments de vases apodes en terre noire, silex taillés, cendres et charbons de bois, percuteurs, cristaux prismatiques de quartz hyalin, tels que j'en ai trouvés dans d'autres dolmens, notamment à Sandun (1).

Les environs du dolmen renferment des quantités considérables de silex taillés. A une centaine de mètres du monument, au bord même du marais, était l'atelier où l'on travaillait le silex (2) et dont la superficie était extrêmement restreinte. Cet atelier, faisant face à l'une des stations de Gras à silex géométriques, placé de l'autre côté du bassin tourbeux, m'a livré quelques instruments géométriques qui me paraissent plus récents que les silex néolithiques.

Parmi les objets polis provenant de cet endroit, et actuellement dans mes collections, je dois citer un ciseau celtiforme en jadéite, trouvé près du dolmen de Kerlô.

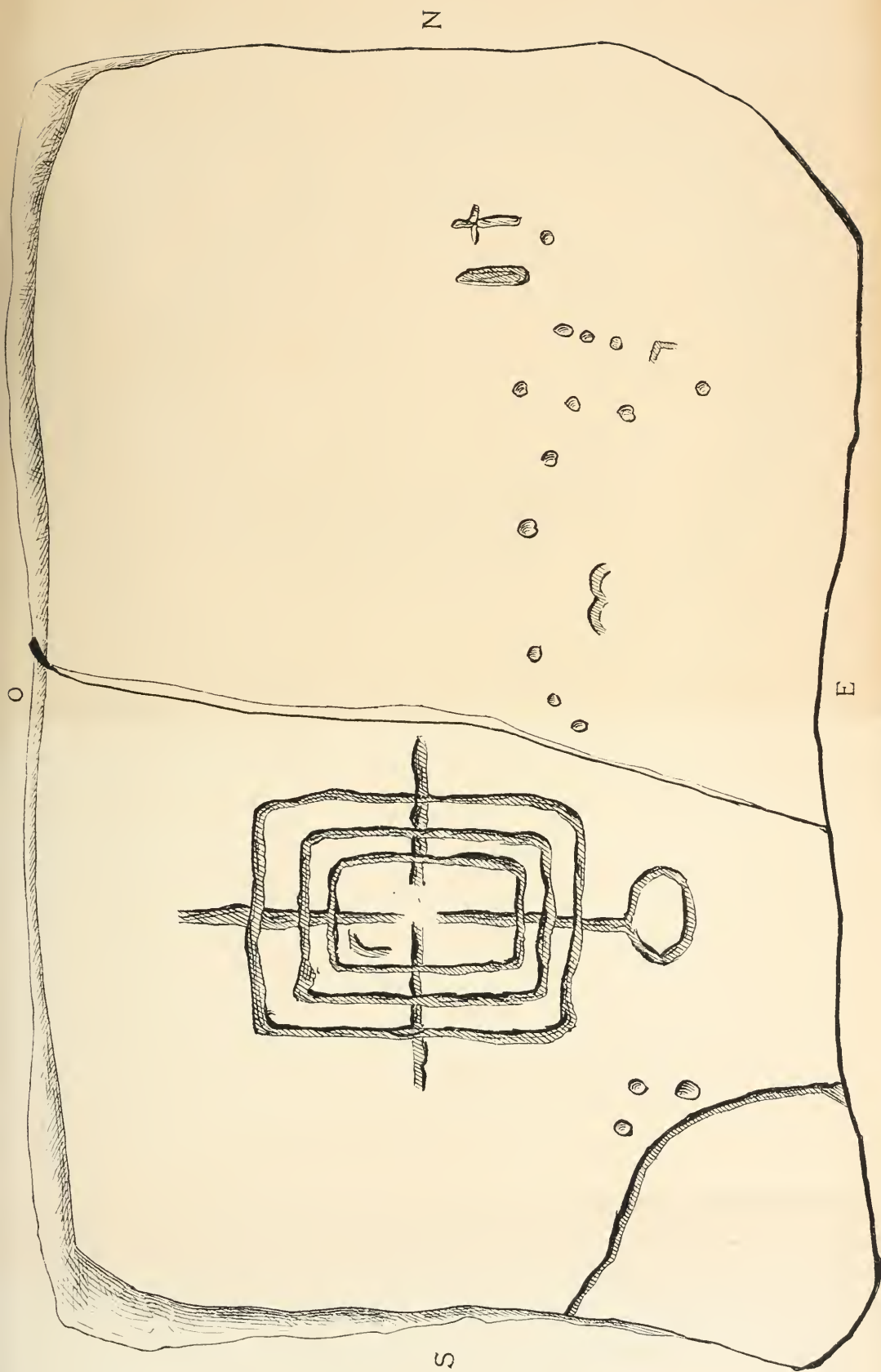
Henry QUILGARS.

Vannes, janvier 1900.

(1) H. Quilgars, *Bulletin de la Société Arch. de Nantes*, 1897.

(2) Id., *Quelque considération sur les monuments mégalithiques du pays guérandais*.





PLAN DU CHATELLIER DES KRAPADOS

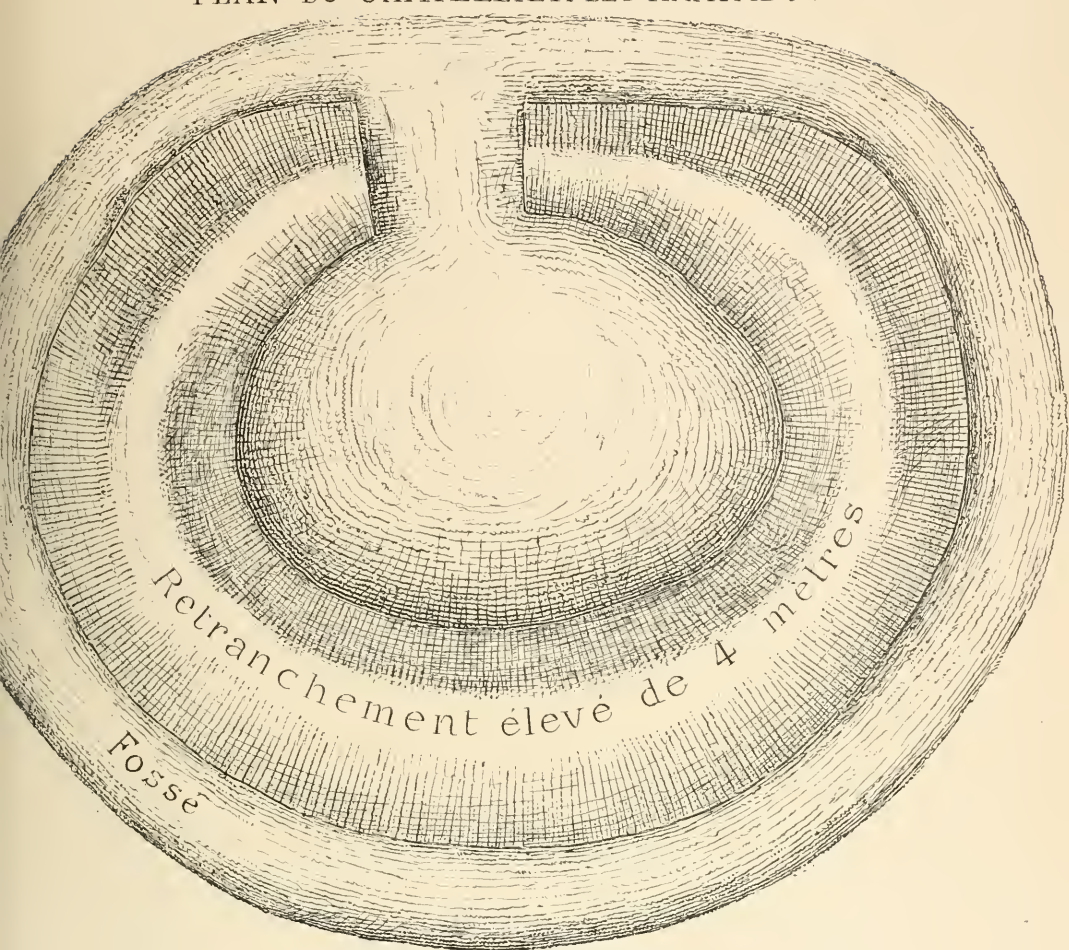


Fig. I

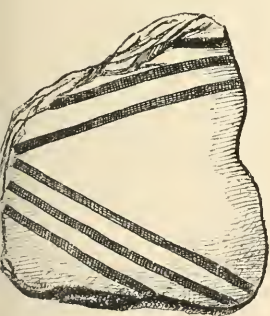


Fig. II

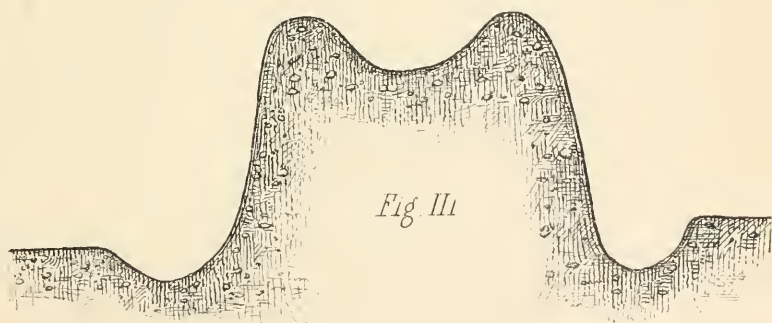


Fig. III

Coupe du Chatellier



Fig. IV



Fig. V ($\frac{1}{2}$ grandeur)

UN ÉPISODE
DE LA
GUERRE DE SEPT-ANS

LES MARINS FRANÇAIS

DANS LES DERNIERS COMBATS LIVRÉS AUX ANGLAIS

Sur les côtes de Bretagne

JANVIER 1761

Documents extraits des Archives de la Marine.

Depuis quelque temps, la presse s'occupe souvent des armements maritimes et de la défense de nos côtes, en prévision d'une éventualité qui, tôt ou tard, pourrait bien se réaliser.

L'histoire de la guerre de Sept-Ans nous enseigne que la Bretagne fut toujours exposée la première aux invasions de nos ennemis, ordinairement nos plus proches voisins, et que la suite des désastres de cette funeste campagne consumma la ruine de la marine française, auparavant si florissante.

Dernièrement, je relisais une intéressante brochure de M. Odon du Hautais, intitulée : *Séjour de la flotte française en Vilaine, 1759-1761*, au sujet de cet épouvantable échec qui anéantit notre ancien prestige comme puissance maritime. Au mois de novembre 1759, le vieux maréchal de Conflans se laissait surprendre, à la hauteur de Belle-Ile, par l'escadre de l'amiral anglais Hawke, qui avait habilement profité des lenteurs du maréchal français, occupé à Brest à réparer les avaries qu'une campagne de six mois avait fait subir à ses vaisseaux.

Les vingt bâtiments qui composaient cette flotte furent détruits et dispersés ; et six d'entre eux, presque tous de l'escadre de M. de Kersaint, étaient forcés d'entrer dans la Vilaine où ils restèrent étroitement bloqués, du 21 novembre de cette année au mois d'août 1761, comme la flotte espagnole à Cuba.

Le maréchal de Conflans mit le comble à son incurie en ordonnant, après sa défaite, de brûler le *Soleil Royal*. Quelques-uns des autres navires restèrent en rade de l'île d'Aix, et un très petit nombre put retourner à Brest.

On conçoit la douleur et le découragement de tous les jeunes et intrépides officiers de nos escadres, condamnés à une humiliante inaction. Mais bientôt le désir de la revanche se réveilla plus ardent que jamais ; sur toutes nos côtes, dans tous nos ports, on organisa des croisières contre les Anglais, et les navires armés en course ne tardèrent pas à remporter des succès partiels dans bien des combats demeurés la plupart oubliés ou inconnus.

Les jeunes officiers s'étaient empressés de solliciter le commandement de ces navires, pour tenter les plus hardies expéditions. L'Etat, dont les finances étaient épuisées, accepta, de son côté, les propositions des riches armateurs, offrant d'armer d'anciens bâtiments, corvettes et frégates qui avaient échappé à nos défaites.

Les Archives du ministère de la Marine et de nos anciens ports renferment sur cette période de notre histoire maritime de nombreux documents inédits, où l'on trouve les émouvants récits d'actions héroïques qui atténuent l'amertume de pénibles souvenirs.

J'ai eu l'occasion de le constater, lors des recherches que je fis faire dans ces Archives par deux écrivains aussi dévoués qu'érudits, et dont les noms ne sont pas inconnus des historiens de la Marine, MM. Isidore Guët et Louis Sandret, et par le savant conservateur de la bibliothèque du port de Brest, M. C. Levot, le continuateur du *Dictionnaire* d'Ogée. Le résultat de ces longues recherches fut la découverte de plus de cent vingt à cent trente lettres officielles, relatives à ces armements contre les Anglais. Mon intention était de compléter les documents dont mon ami, M. Anatole de Barthélemy — actuellement vice-président de l'Académie des Inscriptions et Le-Bellestres, — s'était servi pour la notice biographique d'un jeune marin

de ma famille, que publia, en 1865, la *Revue de Bretagne et Vendée*¹.

Ce fait particulier m'a donné la certitude que l'on pourrait largement puiser à une mine aussi riche qu'abondante, et en extraire une foule de documents d'un réel intérêt et tout à l'honneur et à la gloire de notre marine nationale de l'avant dernier siècle. D'ailleurs, nous ne ferions que suivre l'exemple de M. de la Nicollière-Teijeiro qui a écrit la biographie de plusieurs célèbres marins nantais, et de M. le marquis de Granges de Surgeres, auteur d'une série d'articles sur les corsaires pendant la guerre de l'Indépendance².

*
* *

Il y a peu de temps, un journal de Nantes, en parlant de la récente alliance de deux honorables familles bretonnes, rappelait précisément le souvenir d'un jeune enseigne de vaisseau auquel on avait confié le commandement d'une frégate du Roi, armée en course contre les Anglais, et qui, en 1761, livra un brillant combat contre deux frégates ennemies³. Or, dans la collection de documents que j'ai fait extraire des Archives de la Marine, se trouvait la copie du rapport que René Brunet du Guillier, commandant de la frégate la *Brune*, et prisonnier de guerre, adressait de Plymouth au ministre de la Marine.

C'est cette pièce inédite que je suis heureux de communiquer à la Société Archéologique de Nantes. Mais, auparavant, je

¹ *Charles de Bremond, marquis d'Ars*, tué à bord de la frégate l'*Opale*, dans un combat contre les Anglais sur les côtes de Bretagne. Le jeune commandant de l'*Opale*, né en 1737, était petit-fils de Jean-Louis de Bremond, marquis d'Ars, chevalier de Saint-Louis, capitaine des vaisseaux du Roi en 1709, et de Judith de Sainte-Maure Montausier.

² *Revue des Questions Héraldiques, Arch. et Hist.*, dirigée par M. le vicomte de Poli. Ces différentes notices ont été réunies en brochure sous le titre : *Prises des Corsaires Français pendant la guerre de l'Indépendance* (1778-1783), Nantes. 1900.

³ L'*Espérance du Peuple*, du 29 octobre 1899 : mariage de M. le vicomte Brunet du Guillier avec M^{lle} Donatienne Levesque.

demande la permission de la faire précéder de quelques autres documents, pour donner une idée plus claire des circonstances qui décidèrent de l'armement de cette frégate.

Je dois encore faire remarquer qu'il ne m'a pas été très facile de résumer cet épisode de nos annales maritimes et d'en abrégér les détails, aujourd'hui inutiles, vu le nombre prodigieux de lettres officielles, écrites à cette occasion par le ministre, le commandant en chef, les commandants de port, chefs d'escadre, les commissaires-généraux de la marine, et par les simples officiers : cela dépasse presque la quantité de dépêches télégraphiques expédiées par nos administrations et chefs de service — d'un style autrement laconique que ces anciennes circulaires, invariablement terminées par de longues formules de salutation.

Il est vrai de dire que cette vieille et cérémonieuse politesse française est rigoureusement proscrite par nos ministres du régime actuel, et cependant l'égalité est loin d'y avoir gagné ; et même je ne puis trop m'expliquer comment alors un jeune enseigne de vaisseau, par exemple, écrivant à M. le duc d'Anguillon ou à tout autre chef supérieur, lui disait *Monsieur*, sans aucun titre ou qualification : ce n'était qu'au ministre que l'on donnait du *Monseigneur*.

* *

Parmi les armateurs qui concouraient à ces armements en course, beaucoup étaient des juifs, très empressés naturellement d'avoir une excellente occasion de s'enrichir davantage. En ce temps-là, les fils de Sem nous aidaient à combattre les Anglais : ils avaient leur utilité ; peut-être n'en serait-il pas de même aujourd'hui. Quoi qu'il en soit, on avait alors traité à Brest avec le représentant de MM. David Gradiz et fils, négociants israélites de Bordeaux. J'ai sous les yeux une longue correspondance relative aux conditions de l'armement des corvettes et frégates que l'Etat consentait à prêter, conditions qui n'étaient pas toujours acceptées par les officiers de la ma-

rine royale, notamment pour ce qui leur était attribué dans le bénéfice des prises, tant à eux qu'à leur équipage.

Le ministre ayant consenti, d'après les ordres du Roi, à l'armement de la frégate l'*Opale* que devait commander M. d'Ars pour une campagne de six mois, écrivait à cet officier la lettre suivante, dont un double était envoyé à M. Hocquart, commissaire-général de la marine à Brest, et à M. le comte de Blénac, commandant en chef de ce port¹,

Le Ministre à M. le Marquis d'Ars².

A Versailles, le 15 septembre 1760.

« Comme M. Gradiz consent, Monsieur, à la proposition que vous lui avez faite de fournir aux frais de l'armement de la frégate l'*Opale*, aux mêmes conditions qui lui avoient été accordées pour l'armement en course de l'*Amphion* avec cette frégate, et que je suis bien aise d'avoir cette occasion de vous employer, je consens volontiers à la demande qu'il m'en a fait faire lui-même, au moment de son départ de Paris pour Bordeaux, où je lui écris aujourd'hui pour l'en prévenir et lui prescrire de donner ses ordres en conséquence à son correspondant à Brest. Je le mande de même à M. le comte de Blénac et à M. Hocquart, et je donne ordre de faire délivrer

¹ Jean de Courbon, comte de Blénac, lieutenant-général des armées navales, grand'croix de Saint-Louis, d'une famille de Saintonge qui a fourni des officiers de marine distingués. On cite ce fait peut-être unique. L'un d'eux, Charles de Courbon, comte de Blénac, également lieutenant-général des armées navales, gouverneur des îles françaises de l'Amérique, dirigea pendant quelque temps une escadre de six vaisseaux, commandés par ses six fils. Il avait épousé Angélique de la Rochefoucauld-Bayers.

L'un des fils du commandant du port de Brest, le marquis de la Roche Courbon-Blénac, maréchal de camp, se maria en 1773 à M^{lle} de Verdelin, nièce dumarquis d'Ars.

(RAINQUET : *Biographie Saintongaise*).

Le ministère de la Marine était occupé à cette époque par Nicolas-René Berryer qui avait été successivement conseiller au parlement, intendant du Poitou et lieutenant de police en 1747, et qui devint, par la faveur de M^{me} de Pompadour, conseiller d'Etat, ministre de la Marine et enfin garde des sceaux. Né à Paris en 1703, il mourut en 1762.

² *Archives de la Marine*, folio 118.

pour votre armement les vivres nécessaires des magasins du munitionnaire, dont M. Gradiz paiera le prix comptant. Je recommande d'ailleurs de seconder, par toutes les facilités qui dépendront du port, les dispositions que vous aurez à faire pour accélérer votre armement. Je suis bien persuadé de l'activité que vous y apporterez.

« Il y aura à arranger de faire *donner aux officiers et à l'équipage le tiers des prises, déduction seulement des frais de justice et de vente*, et non avec la déduction des frais d'armement qui ne tomberont que sur les deux tiers revenant à M. Gradiz et à ses associés. »

Le commandant de l'*Opale* sollicita ensuite l'adjonction d'une deuxième frégate, la *Brune*,¹ qu'il désirait voir confiée à son ami M. Brunet du Guillier, enseigne de vaisseau, avec lequel il avait toujours navigué¹. Il fallut donc échanger encore plusieurs dépêches pour décider cette combinaison. Je ne rapporterai ici que les principales.

Le Ministre à MM. David Gradiz et fils²

A Versailles le 30 septembre 1760.

« J'ay reçu, Messieurs, votre lettre du 23 de ce mois, pour me remercier du consentement que j'ay donné à l'armement en course de la frégate l'*Opale*, par M. le marquis d'Ars. Cette frégate est hors de carenne actuellement, et avoit déjà, suivant les dernières lettres de Brest, une partie de son équipage occupé à en presser l'armement. Je suis prévenu par M. Hocquart que, tant pour la partie des vivres que pour les autres facilités qui peuvent dépendre du port, cette opération ne

¹ Le marquis d'Ars avait été lui-même embarqué sur la frégate la *Brune*, au mois de janvier 1757 : elle était alors commandée par M. de la Prévalaye qui, à l'île Royale (Canada), livra un brillant combat contre un bâtiment anglais dont il s'empara avec quatorze canons et vingt pierriers, et fit cent-vingt prisonniers. La frégate française n'avait eu qu'un seul homme blessé pendant ce combat qui dura trois heures. C'était un souvenir d'heureux présage.

² *Archives de la Marine*, fol. 135

souffrira aucun retardement. Mais sur ce que M. le marquis d'Ars m'a marqué que vous pourvoiriez volontiers aux frais d'armement d'une deuxième frégate, pour être jointe à l'*Opale*, si je voulois vous céder encore cette seconde frégate, j'ay adhéré sans difficulté à cette demande, et les ordres en conséquence sont partis pour Brest dès le 27, en recommandant néanmoins à M. Hocquart de n'aller en avant, pour l'armement de cette frégate, qu'autant que votre correspondant à Brest l'assureroit que vous étiez disposés à fournir les fonds pour cette expédition. »

Sur ces entrefaites, M. d'Ars eut avec les officiers de l'Amirauté certaines contestations, au sujet des prises qu'il avait faites dans une expédition précédente, et il s'en plaignit au ministre qui écrit à M. de Grandbourg :

« M. d'Ars, commandant des frégates de S. M. l'*Opale* et la *Brune*, se plaint que les officiers de l'Amirauté de Brest ont refusé deux fois de recevoir la déclaration qui a été portée à leur greffe par l'écrivain d'une de ces frégates, sous le prétexte que cet officier ne s'était point, avant son départ, muni d'une commission de guerre. Ces juges ont même prétendu que cette omission devait rendre confiscables les prises que cet officier avait faites. Je n'ignore point que les officiers, en général, ne sont que trop portés à se soustraire aux formalités et aux règles ; mais, dans l'occasion présente, la prétention des officiers de l'Amirauté est dénuée de tout fondement. On n'ignore point que les commissions de guerre sont délivrées aux navigateurs qui n'ont point de titre pour les autoriser à courir sus et à combattre les ennemis de l'Etat, et empêcher qu'ils ne soient regardés et traités comme des forbans et pirates. Mais les officiers du Roy, dont l'état et les fonctions sont de porter les armées, ne peuvent être méconnaus, et moins encore des juges de l'Amirauté que de tout autre, puisque les commissions ou brevets, délivrés à ceux de la marine, sont revêtus de l'attache de M. l'Amiral. C'est d'ailleurs un usage constamment suivi : et tous les officiers de la marine qui, dans

la précédente guerre, ont, comme M. le marquis d'Ars, commandé des vaisseaux ou autres bâtimens armés en course, n'ont point été assujettis à prendre des commissions de guerre. Je m'attends donc que vous me ferez sentir aux officiers de l'Amirauté de Brest que la difficulté qu'ils ont faite n'est fondée ni en raison ni en usage, et qu'ils doivent se renfermer à recevoir les dépositions qui leur sont faites, et à instruire la procédure, pour mettre le conseil des prises en état de prononcer sur la validité de celles dont M. d'Ars s'est emparé et qui ont été conduites à Brest. »

Le Ministre à M. le Marquis d'Ars.¹

A Versailles, le 27 septembre 1760.

J'ay reçu, Monsieur, la lettre que vous m'avez écrite le 9 de ce mois, pour me remercier de vous avoir accordé la frégate *l'Opale* pour la course, et me proposer en même temps de vous accorder une deuxième frégate à joindre à celle-cy, et de l'armement de laquelle vous assurez que M. Gradiz fera volontiers la dépense. Je mande à M. le comte de Blénac et à M. Hocquart que je veux bien y consentir, si le correspondant de ce négociant les assure de ces dispositions de sa part, et vous pouvez choisir sur les frégates qui sont dans le port, excepté cependant la *Comette*, la *Malicieuse*, la *Bouffonne* et l'*Hermione*, celle qui vous conviendra le mieux, pour la faire monter par M. du Guillier ; je vois avec satisfaction que vous espérez que cette augmentation de dépenses et de travail ne retardera que très peu votre expédition. »

¹ Archives de la Marine, fol. 130 verso.

Le Ministre à M. le Comte de Blénac¹.

A Versailles, le 4 octobre 1760.

MONSIEUR.

« J'ay reçu les lettres que vous m'avez écrites les 24, 26 et 29 du mois dernier. J'ay vu que la frégate l'*Opale* étoit sortie carennée du bassin ; je dois la compter actuellement fort avancée dans son armement. Je dois juger aussi que M. le marquis d'Ars n'aura rien oublié pour presser l'expédition de la deuxième frégate que j'ai consenti de joindre à l'*Opale*, si le correspondant du sieur Gradiz a pu assurer les fonds pour ce second armement » ...

Le Ministre à M. le Comte de Blénac².

A Versailles, le 29 octobre 1760.

MONSIEUR.

« J'ai reçu les lettres que vous m'avez écrites les 20 et 24 de ce mois. Je dois juger par celle de M. le marquis d'Ars que les deux frégates qu'il commande sont armées actuellement... »

Le Comte de Blénac au Ministre de la Marine.

Brest, le 27 octobre 1760.

« Les vents de S.-O. forcés qui ont régné hier et aujourd'huy ont empesché M. d'Ars d'appareiller de la rade comme il se l'estoit promis. Ses deux frégates n'attendent uniquement qu'un vent favorable pour suivre leur destination. »

Le Comte de Blénac au Ministre de la Marine.

Brest, le 31 octobre 1760.

« Les frégates l'*Opale* et la *Brune* ont toujours eu les vents favorables depuis leur départ d'icy, et doivent être rendues à leurs croisières.

La *Brune* est commandée par M. du Guillier. »

¹ *Archives de la Marine*, fol. 142.

² *Archives de la Marine*, fol. 180.

Le Ministre à M. le Comte de Blénac¹.

A Versailles, le 5 novembre 1760.

MONSIEUR,

« J'ai reçu la lettre que vous m'avez écrite le 31 du mois dernier. J'y ai vu avec plaisir que les frégates l'*Opale* et la *Brune* avoient mis à la voile dès le 29, avec un vent favorable et forcé qui a dû les conduire à leurs croisières. »

Le Comte de Blénac au Ministre de la Marine.

Brest, le 28 novembre 1760.

« Les frégates l'*Opale* et la *Brune* rentrèrent ici mercredi au soir, et y ont conduit un corsaire de *Gersey* (*sic*), armé de dix canons, six pierriers et cinquante-trois hommes d'équipage.

Ces frégates ont fait six autres prises : l'une rentrant dans la Manche, venant de Quiberon, avec le chargement d'un chasse-marée français venant de Bordeaux, qui avait été pris par l'escadre angloise. Les cinq autres bâtiments faisoient partie d'une flotte nombreuse destinée pour Lisbonne et Gibraltar, escortée par une frégate de 40 canons. .

MM. d'Ars et du Guillier, après avoir enlevé ces cinq bâtiments de la queue de la flotte, se proposaient de continuer à la poursuivre et même d'attaquer le bâtiment de guerre qu'ils sçavoient chargé de beaucoup de marchandises et n'être armé que de 160 hommes d'équipage. Mais le mauvais temps ayant encore augmenté et les frégates fatiguées étonnament, il s'est ouvert une voye d'eau considérable à l'*Opale*, et le mât de beaupré de la *Brune* s'est rompu, ce qui a obligé nos frégattes d'abandonner cette flotte et de chercher à réparer leurs dommages. Toutes les pompes garnies, à bord de l'*Opale*, furent un long temps à franchir l'eau de cette frégate. M. d'Ars fit passer une civadière piquée sous les fonds de sa frégate, pour

¹ Archives de la Marine, fol. 196.

tâcher de masquer la voye d'eau et de pouvoir découvrir à peu près le lieu où elle pouvoit être. Mais son travail devint inutile ; et continuant toujours de faire trente pouces d'eau par heure, il a jugé ne pouvoir tenir la mer dans cette situation, et indispensable de relascher icy pour y remédier ; et aussy pour changer le beaupré de la *Brune*. Les frégates ont remis au château de Brest 95 prisonniers de leurs différentes prises dont on ignore encore la rentrée dans nos ports. La frégate l'*Opale*, sur la demande de M. d'Ars, sera rentrée aujourd'hui dans le port, et mise en déchargement sans nul retardement, pour y être virée en quille, et pouvoir découvrir et remédier à la voye d'eau. Comme cette frégate conservera tout son équipage, la besogne sera faite en peu de jours, et remise en état de reprendre sa croisière.

Le Ministre à M. le Marquis d'Ars¹

A Versailles le 6 décembre 1760.

« J'ay reçu, Monsieur, la lettre que vous m'avez écrite le 28 du mois dernier, pour m'informer de votre relâche avec la *Brune*, dans la rade de Brest, et me rendre compte des circonstances qui vous ont nécessité à prendre ce parti. J'en suis d'autant plus touché que, par le détail de votre navigation jusqu'à ce moment, vous vous trouviez dans une position bien propre à tirer un parti avantageux de votre course. Je juge par ce que M. le comte de Blénac et M. Lebrun me marquent de l'empressement que l'on a eu à procurer à la *Brune* le mât de beaupré et ce qui lui étoit nécessaire pour se regréer en rade, et pour faire entrer dans le port l'*Opale*, afin de la carenner à flôt, dans la vue de remédier plus sûrement à sa voie d'eau, qu'au moyen de tous vos équipages qui auront pu être employés à ces opérations, elles seront promptement finies. Je compte aussi, sur l'envie que vous me témoignez de ressortir promptement, que vous n'aurez rien

¹ Archives de la Marine, fol. 233 verso.

négligé pour les accélérer, et que vous tarderez peu à vous trouver en état de reprendre votre course. Je vous y souhaite d'aussi bonne rencontre, mais moins de contrariété et d'accidents que dans la dernière.

Le Ministre à M. le Comte de Blénac¹

A Versailles, le 13 décembre 1760.

MONSIEUR,

« J'ay reçu les lettres que vous m'avez écrites les 3, 5 et 8 de ce mois... J'ai vu avec plaisir qu'on étoit parvenu à reconnaître et réparer la voie d'eau de l'*Opale*. M. le marquis d'Ars m'a marqué s'occuper vivement de son réarmement, pour pouvoir ressortir promptement avec la *Brune*, qu'il n'a pas jugé à propos de faire sortir seule. Je compte que ces deux frégates tarderont peu à remettre dehors ».

« Je suis très parfaitement, M... etc. »

Le Comte de Blénac au Ministre de la Marine

Brest, le 17 décembre 1760.

« — J'eus l'honneur de vous prévenir, par ma dernière, que les frégates l'*Opale* et la *Brune* manœuvraient pour appareiller. Elles tinrent toute l'après-midy sous voiles, sans pouvoir sortir du Goulet, par le peu de force du vent ; et se voyant, à l'approche de la nuit, maniées par les courants, elles rentrèrent dans la rade où elles mouillèrent. Les vents au S. O. et forts ne leur permirent pas d'appareiller hier. Les vents sont au N., mais faibles. Elles vont tenter d'en pouvoir profiter et manœuvrent pour appareiller. Je doute pourtant qu'elles en puissent sortir.

¹ *Archives de la Marine*, fol. 240.

Le Comte de Blénac au Ministre de la Marine.

Brest, le 19 décembre 1760.

Malgré le temps peu favorable, les frégates l'*Opale* et la *Brune* mirent mercredi à la voile, et ne purent, dans toute la nuit, s'élever jusqu'à l'île d'Ouessant. Les vents ayant forcé au jour, et de la partie du O.-N.-O., il ne leur a pas été possible de doubler cette île ; ce qui les a forcés, — menacés de mauvais temps, — de rentrer hier au soir dans la rade avec un vaisseau de commerce party d'icy avec elles, et qu'elles comptoient mettre au large et en sûreté des corsaires.

Le Ministre à M. le Comte de Blénac.¹

A Versailles, le 27 décembre 1760.

MONSIEUR,

J'ai reçu les lettres que vous m'avez écrites les 17, 19 et 22 de ce mois.

J'y vois avec peine qu'il n'avoit point encore été possible aux frégates l'*Opale* et la *Brune* de quitter la rade, à cause des vents soufflant constamment du Sud-Ouest, malgré les diverses tentatives que M. le marquis d'Ars avoit faites pour en sortir. J'espère cependant que vos premières lettres m'annonceront son départ...

Le Comte de Blénac au Ministre de la Marine².

Brest, le 29 décembre 1760.

Les frégattes en course, aux ordres de MM. d'Ars et du Guillier, sont appareillées ce matin par un très petit vent de Nord.

¹ *Archives de la Marine*, fol. 260.

² *Archives du port de Brest*.

Le Comte de Blénac au Ministre de la Marine.

Brest, le 5 janvier 1761.

La frégate l'*Opale* reutra icy vendredy, deuxième du mois, avec l'*Incester* (sic), paquebot anglois de 14 canons de six et de quatre, destiné pour la Nouvelle-Yorck (sic), armé de 30 hommes d'équipage.

M. d'Ars, séparé de la *Brune* la seconde nuit de la sortie d'icy, par un vent forcé de S.-O., cherchant à se rallier à cette frégate, aperçut le premier ce paquebot, et lui donna chasse jusqu'à la hauteur de l'isle de Groix, E.-O., à 20 heures au large.

Ce bâtiment se voyant approcher, revint tout à coup au vent, toutes voiles hautes, pour tirer sa bordée : ce qu'il fit dans l'espoir d'éloigner M. d'Ars. — Dans ce mouvement, son grand mât d'hune vint à rompre, ce qui le fit joindre dans un instant, et amener son pavillon, sans combattre davantage.

La volée qu'a essuyée l'*Opale* n'a tué ny blessé personne. Deux boulets seulement ont percé ses voiles.

L'on vient de m'avertir, de l'avancée, que M. d'Ars étoit à la voile et doubloit la pointe en dehors de la rade, les vents au S.-S.-E., pour rejoindre la *Brune*, dont il s'étoit séparé dans la nuit avant la rencontre qu'il a faite de la frégate angloise.

Le Ministre à M. le Marquis d'Ars¹.

A Versailles, le 10 janvier 1761.

J'ay reçu, Monsieur, votre lettre du 3 de ce mois, dattée de la rade de Brest, où vous veniez d'amener la frégate angloise le *Lincester*, dont vous vous étiez emparé l'avant-veille à vingt lieues au large de Groa (*Groix*,) après vous être séparé dans la nuit précédente de la frégate la *Brune*. Cette nouvelle m'a fait plaisir, et je souhaite fort que dans la suite de votre course vous trouviez quelque nouvelle occasion de vous distinguer et de rendre utile votre armement. »

¹ Archives de la Marine, fol. 4.

Par une bien triste coïncidence, ce même jour du 10 janvier où le ministre de la Marine félicitait le commandant de l'*Opale* de la récente capture d'une frégate anglaise au large de l'île de Groix, le jeune et vaillant marin était tué, au moment où il se disposait à prendre à l'abordage une autre frégate ennemie, après un combat acharné: et — presque à la même heure — la frégate la *Brune* était, elle aussi, attaquée par deux vaisseaux anglais qui l'obligeaient à se rendre après une lutte aussi héroïque, comme on le voit par le rapport de M. du Guillier ci-après¹ :

Rapport de M. Brunet du Guillier, Enseigne de vaisseau, Commandant de la frégate la *Brune*, prisonnier de guerre des Anglais. à Plymouth, au Ministre de la Marine.

Plymouth, 18 janvier 1761.

MONSEIGNEUR,

« J'ay l'honneur de vous informer que je suis parti du port de Brest, le 29^e décembre, avec l'*Opale*. Le 30^e, nous avons essuyé un coup de vent très violent qui nous a séparés dans la nuit du 30 au 31. Ayant perdu mon camarade, j'ai fait tout de suite la route qui pouvait me conduire au rendez-vous que M. d'Ars m'avoit indiqué en cas de séparation. J'y suis arrivé le 3^e jour de janvier et j'y suis resté jusqu'au 9 au soir, comme il m'étoit ordonné; mais n'ayant eu aucune connaissance de l'*Opale*, j'ay fait de la voile pour me mettre en parage de rencontrer les vaisseaux anglais que je jugeais être sortis des ports d'Angleterre, pour aller dans leurs colonies.

¹ Le rapport de M. Pineau, le lieutenant de l'*Opale* qui en prit le commandement après la mort du marquis d'Ars, est textuellement reproduit dans la notice biographique ci-dessus citée, notice publiée à part avec notes et appendice. (Nantes, Emile Grimaud, 1866, brochure in-8°, 45 pages).

« Le 10, au matin, un quart d'heure avant le jour, j'ai rencontré deux frégates angloises, la *Vénus* et la *Junon*, portant chacune 26 canons de douze sur le pont, et 10 canons de six sur le gaillard. Les ayant reconnues pour forces supérieures, j'ay fait la manœuvre convenable pour les éviter, mais inutilement, parce qu'elles marchaient mieux que moy. Elles m'ont joint et attaqué à neuf heures du matin : et, après trois heures de combat, et n'ayant plus aucune espérance de sauver la frégate du Roy, parce que mes voiles et mes mâts étoient très endommagés, et parce que j'avois plusieurs coups à l'eau, auxquels il n'étoit pas possible de remédier pendant le combat, j'ai cru qu'il étoit inutile de faire périr des hommes qui pourront rendre service à l'Etat dans une occasion plus heureuse, et que je devois me rendre, puisque l'honneur du pavillon étoit à couvert.

« J'ay eu, dans cette malheureuse affaire, 55 à 60 hommes hors de combat, dont 19 morts ; le reste blessés, dont plusieurs sont mutilés. Je n'y comprends point plusieurs autres blessés légèrement qui, dans peu de jours, seront guéris.

« Le désordre qui, comme vous le savez, Monseigneur, règne toujours dans ces événements, ne me permet pas de vous envoyer une liste des morts et des blessés. Mais j'ay chargé M. Condamin, écrivain embarqué sur la *Brune*, de faire toutes les recherches nécessaires, et j'y donnerai aussi tous mes soins, afin de pouvoir, sous peu de jours, vous envoyer une liste exacte, et noms par noms, des morts, des blessés et de la qualité de leurs blessures. Deux de mes officiers sont du nombre des morts : MM. le chevalier de Cardaillac et de Monty-Sansonnière¹. Il m'en reste encore trois bien portants : MM. de Cillart, de Launay-Tromelin et de Beaumanoir.

¹ Le chevalier de Cardaillac dont il est ici question, étoit Arnaud de Cardaillac, né le 24 juin 1741, au château de Lomné, en Bigorre. Il fut reçu chevalier de Saint-Jean de Jérusalem, passa très jeune encore dans l'île de Malte où il demeura jusqu'en 1756 ; obtint la permission de rentrer en France pour servir dans la marine et fut embarqué sur la frégate la *Brune* où il périt glorieusement, le 10 janvier 1761, à peine âgé de vingt ans. Il étoit fils d'Ar-

La bravoure avec laquelle ils se sont distingués est au-dessus de tout éloge. Mais je puis vous assurer qu'ils ne se sont point conduits comme des jeunes gens, mais comme de bons officiers; et je vous prie, Monseigneur, de faire attention que

naud, comte de Cardaillac, seigneur de Lomné, Bastère, Espèche, Gayan, etc., dans les Hautes-Pyrénées, chevalier non profès de Malte, et de Louise-Françoise-Gabrielle de Mirande, dame de Sainte-Gemme, en Saintonge.

Le jeune chevalier de Cardaillac était frère puîné de Paul de Cardaillac, également chevalier de Malte, marin illustre qui donna souvent, durant sa carrière, des preuves éclatantes de courage et de générosité.

Dans un combat livré en 1755 contre un navire anglais devant la Rochelle par le vaisseau *l'Aquilon*, commandé par M. de Maurville, Paul de Cardaillac avait eu le bras droit fracassé par un boulet de canon : il n'avait alors que dix-sept ans. En 1779, nous le retrouvons comme commandant de la frégate la *Fox*, avec laquelle il s'empara d'une goëlette anglaise. Peu de temps après, ayant rencontré le corsaire *l'Actif*, de Corck en Irlande, lequel menait le vaisseau danois les *Trois-Frères*, dont il s'était emparé, Paul de Cardaillac n'hésita pas à attaquer *l'Actif*, et l'ayant capturé après un sanglant combat, il rendit aussitôt la liberté aux *Trois-Frères*. Le bailli de Suffren qui connaissait déjà la valeur de ce brillant marin, l'appela auprès de lui pour lui confier le commandement de *l'Arlésien*, de son escadre. Mais au combat de la Praya (16 avril 1781), Paul de Cardaillac, toujours intrépide, est malheureusement tué à l'abordage d'un vaisseau anglais.

J. François d'Hozier, dans son ouvrage manuscrit intitulé *l'Impôt du sang*, publié en 1875 par M. Louis Paris, mentionne Paul et Arnaud de Cardaillac, ainsi que trois autres personnages de la maison de Cardaillac, l'une des plus anciennes races féodales du Quercy, qui a réuni tous les genres d'illustrations, et, à toutes les époques de notre histoire, a généreusement versé son sang pour la France.

Les renseignements complémentaires de cette note que j'ai cru devoir étendre davantage pour ajouter des exemples de plus de cette constante intrépidité de nos marins, m'ont été obligeamment communiqués par M. le marquis de Cardaillac, habitant le château de Latrayne dans le Lot, et M. le baron de Cardaillac, conseiller à la Cour d'Appel d'Agen, correspondant du Ministre de l'Instruction publique, et président de la Société des Lettres, Sciences et Arts d'Agen.

2^e Laurent de Monti de Rezé, que le commandant de la *Brune* nomme M de Monti-Sansonnière, né le 19 décembre 1740, était fils de Joseph-Claude de Monti, comte de Rezé, seigneur de la Chalonnaière, la Sansonnière, l'ont-Rousseau, la Trocardière, Mesnil-Kermainguy, des Palets et de la Grande-Haye, page de la grande-écurie du Roi, et de Madeleine Jouault du Mesnil; et petit-fils d'Yves de Monti, seigneur de la Chalonnaière, et de Françoise de Charette. Son frère aîné, Louis de Monti, comte de Rezé, épousa en 1764 Marie-Anne Louise de la Roche-Saint-André, et fut l'aïeul de M. le comte Edouard de Monti de Rezé, dont le nom restera synonyme de chevaleresque fidélité. Laurent de Monti est donc l'arrière-grand-oncle de notre confrère, M. le comte Henri de Monti, neuvième comte de Rezé depuis 1672, époque à laquelle la vicomté

c'est la seconde affaire où se trouvent MM. de Cillart et de Launay-Tromelin¹.

« Je ne puis finir sans vous témoigner combien je suis satisfait de la conduite de M. Pigeon, chirurgien-major de la frégate. Il a eu un soin particulier des blessés, et j'espère qu'il en sauvera plusieurs. Permettez-moi, Monseigneur, de vous représenter que, n'étant pas pointentretenu au port de Brest, il lui sera difficile de vivre avec la solde que le Roy d'Angleterre accorde aux prisonniers. Cependant, c'est un bon sujet, et d'autant plus à ménager, qu'ils sont rares dans nos ports.

« J'ay encore une grâce à vous demander. Monseigneur, c'est celle d'échanger, s'il est possible, une partie de mon équipage contre les cent prisonniers que nous avons faits dans notre première sortie.

« Pour moy, Monseigneur, je n'ay rien à vous demander : et je vous assure que vous ne serez point importuné, puisque je suis né sans protecteur. Toutes mes espérances sont fondées sur votre justice qui sera pour moy une puissante protection,

de Rezé, unie à la seigneurie de la Chalonnaière, fut érigée en comté, par lettres patentes de Louis XIV, en faveur d'Yves de Monti, issu de l'ancienne et illustre maison des Monti, l'une des plus célèbres et des plus considérables de Florence. Notre Société s'honore de compter aujourd'hui, parmi ses membres MM. Henri, Claude, Bernard et Yves de Monti.

Un cousin de Laurent de Monti, Anne-Georges-Augustin de Monti, fils de Joachim de Monti, seigneur de la Giraudais, et d'Anne-Louise Le Loup de la Biliais, entré fort jeune dans la marine, fut l'un des compagnons de La Pérouse dont il partagea le triste sort, après s'être également signalé dans cette mémorable campagne de l'*Astrolabe*.

Une intéressante notice sur ce vaillant marin, par l'abbé Courteaud, a paru dans la *Revue Historique de l'Ouest* au mois de juin 1893. Nous y renvoyons le lecteur, car il serait trop long de résumer ici tous les services rendus dans les armées de terre et de mer par les membres de la famille de Monti.

¹ Jean-Marie de Cillart de la Villeneuve, sous-brigadier à bord de la *Brune*, avait déjà été prisonnier des Anglais en 1756, au combat de Louisbourg étant garde-marine à bord de l'*Arc-en-Ciel*. Il devint capitaine de vaisseau chevalier de Saint-Louis, et de l'ordre de Cincinnatus. Il périt fusillé à Quiberon le 21 juillet 1795.

Il faut peut-être lire Launay-Romelin. Cet officier pouvait appartenir à la famille de Launay, seigneur du Tertre, de Launay-Romelin, etc., au diocèse de Nantes, ou bien à la famille Boudin de Tromelin. (V. PORIER DE COURCY.)

si je suis assez heureux pour vous persuader que j'ay fait mon devoir.

J'ay l'honneur, *etc.*

BRUNET DU GUILLIER.

A Plimoul, le 18^e janvier 1761.

(*Archives de la Marine*).

René Brunet du Guillier, rendu à la liberté, revint à Brest et continua de servir sur les vaisseaux du Roi. Plusieurs années après, nous le voyons encore occupé à régler les anciens comptes de l'armement de la frégate la *Brune* avec un négociant de Brest, M. Brisson, qui réclamait 1693 livres pour la fourniture des marchandises et denrées, qu'il avait livrées pour la table du commandant de la *Brune*, compte qui fut acquitté le 28 janvier 1766.

René Brunet du Guillier, d'une très ancienne famille noble de Bretagne¹, avait été nommé garde de la marine au département de Brest, le 23 mai 1754, et garde du pavillon amiral, le 16 septembre suivant. Au mois de février 1770, il reçut le brevet de lieutenant de vaisseau, signé du roi et du duc de Penthièvre. Il mourut célibataire à Brest, en 1772.

René Brunet du Guillier était l'arrière-grand-oncle de M. le comte Th. Brunet du Guillier, conseiller-général des Côtes-du-Nord, qui a eu l'obligeance de nous donner ces quelques détails.

.*.*

Les combats soutenus par les deux frégates l'*Opile* et la *Brune*, furent presque les derniers livrés sur nos côtes avant la fin de cette guerre si malheureuse pour nos armes : aussi furent-ils l'objet de l'attention générale dans les gazettes et chroniques du temps. On s'émut au récit des traits d'héroïsme accomplis par l'élite de ces jeunes marins qui cherchaient toutes les occasions de venger l'honneur du pavillon français.

¹ LA CHENAYE-DESBOIS : *Dict. de la Noblesse*, et POTIER DE COURCY, *Nobiliaire Breton*.

Sans rapporter ici le journal détaillé de la frégate l'*Opale*, adressé au ministre par le lieutenant Pineau (de la Rochelle) qui en prit le commandement aussitôt la mort du marquis d'Ars, nous dirons que cet officier alla relâcher dans la rivière de Morlaix, pour y débarquer ses nombreux blessés.

La lutte avait été acharnée durant cinq heures contre des forces bien supérieures : néanmoins la frégate française avait criblé ses adversaires et fut même sur le point de s'emparer des navires anglais qu'elle contraignit d'éteindre leurs feux. Mais les pertes de notre côté étaient bien grandes. Outre son commandant, l'*Opale* eut huit officiers mariniers, six soldats et treize matelots de tués ; douze officiers mariniers, dix soldats et quarante matelots si grièvement blessés que la plupart succombèrent deux jours après le combat.

Le chevalier de Champigny, l'un des officiers de la marine royale, frappé par un boulet qui lui dépouilla les deux cuisses, mourut à Morlaix, après vingt-deux jours d'horribles souffrances¹.

MM. de la Martelière et de Tromelin avaient également reçu de graves blessures en sautant à l'abordage.

Jean-Jacques Rousseau partagea l'émotion que causèrent ces douloureux événements : et, le 26 février 1761, il écrivait à la marquise de Verdelin, sœur du jeune et infortuné commandant de l'*Opale*, une lettre souvent citée :

¹ Je dois à l'obligeance de M. Henri Bourde de la Rogerie, archiviste du Finistère, la copie suivante de l'acte de décès de M. de Champigny qu'il a récemment découvert dans les registres de la paroisse de Saint-Martin de Morlaix.

« Ecuyer Anne-Philippe Bochart, chevalier de Champigny, sous-brigadier des gardes de la marine au département de Brest, mort muni de tous les sacrements, le 3 février 1761, et enterré le lendemain à Saint-Mathieu. » Le registre est signé : Guisshen, Wolbock, Nicolas Le Forestier de Keresvet, de Trobriand. Le chevalier de C...y, (*illisible*), le chevalier de Tromelin en Tretern de Lézérec. Il appartenait à une famille bien connue dans les annales maritimes. Né le 14 mai 1711, garde-marine en 1735, il était fils de Jean Paul Bochart de Champigny, maréchal de camp, et petit-neveu d'Antoine Bochart de Champigny, lieutenant-général des armées navales, et neveu du marquis de Champigny, commandeur de Saint-Louis, gouverneur de la Martinique, etc.

« J'apprends, Madame, la cruelle perte que vous venez de
« faire. Je connais trop bien votre sensibilité pour ne pas con-
« cevoir votre affliction, et je vous suis trop attaché pour ne
« pas la sentir moi-même. Je ne plains pas les hommes de
« courage qui meurent pour leur pays, mais je plains beaucoup
« ceux qui les aimaient, qui leur survivent et que l'amour de
« la patrie ne peut plus consoler de rien. Il n'y a que le temps
« qui console, la douleur ne se paie point de vains discours,
« etc. »

Nous terminerons en disant, avec M. Anatole de Barthélemy :

« Il est peu de familles, dans les provinces de l'Ouest, qui
n'aient fourni des combattants à cette intrépide marine qui,
durant la guerre de Sept-Ans, se montra aussi valeureuse dans
les désastres que la brillante pléiade de Louis XIV, alors que
la fortune des armes souriait aux flottes françaises. »

Et avec M. Alfred Nettement :

« Dans cette douloureuse période des guerres maritimes du
XVIII^e siècle, il ne resta plus à nos marins qu'à illustrer nos
défaites par leur héroïsme ».

De nos jours, on verrait encore briller les mêmes exemples
de courage et de dévouement pour sauver l'honneur et l'indé-
pendance de la France où le culte de l'héroïsme et de l'abné-
gation fut toujours héréditaire.

..

Nous avons vu que les officiers de la marine royale avaient
protesté contre l'obligation à laquelle l'amirauté de Brest
avait voulu les soumettre, celle de prendre une commission
de guerre pour commander les navires du Roi armés en
course. Le marquis d'Ars s'était fait leur interprète auprès du
ministre qui avait admis ces justes représentations. Mais,
aussitôt la mort du commandant de l'*Opale*, les armateurs
réclamèrent de nouveau au ministère l'abrogation de sa pré-
cédente décision. Cependant, le comte de Blénac, commandant
du département de Brest, avait reçu l'ordre du grand amiral,

M. le duc de Penthièvre, de séquestrer les prises faites par la frégate l'*Opale*, et le ministre écrivait de ne point relâcher l'équipage du navire anglais récemment capturé, comme nous le voyons par la lettre suivante.

Le Ministre à M. Guillot,
commissaire général de la Marine.

19 janvier 1761.

« Monsieur, il doit vous avoir été envoyé de Brest un lieutenant de vaisseau de la marine d'Angleterre, nommé le s^r Jean Morris, commandant cy-devant le paquebot le *Laister* dont M. le marquis d'Ars, commandant la frégate l'*Opale*, s'est emparé. Vous ne permettrez pas à cet officier anglais de retourner chez lui, non plus qu'aux sieurs Georges Inbartre et William Mac-Kette, faisant fonction de second capitaine et de lieutenant sur le même paquebot, jusqu'à ce que vous ayez reçu de nouveaux ordres de ma part. »

De son côté, le second de l'*Opale*, le lieutenant Pineau, avait prié le ministre de ne pas priver les marins français, vainqueurs des Anglais, de quelques profits si chèrement gagnés. Ce fut en vain. Dès ce temps-là, les négociants israélites étaient probablement très-influents dans les ministères, auprès des autorités gouvernementales et même des grands personnages, puisque M. Berryer n'hésitait point à se déjuger, ainsi que le prouve la lettre qu'il adressait à M. le duc de Penthièvre, le 28 janvier 1761, c'est-à-dire quatre mois après celle pourtant si explicite, écrite à M. de Grandbourg, le 22 septembre 1760.

Le Ministre de la Marine à Son Altesse Sérénissime
Monseigneur le Duc de Penthièvre¹.

Le 28 janvier 1761.

MONSEIGNEUR,

« J'ay déjà eu l'honneur d'entretenir Votre Altesse Sérénissime au sujet de la commission en guerre que M. le marquis d'Ars n'avoit pas cru devoir prendre à l'Amirauté de Brest, s'étant persuadé qu'il étoit, par son état d'officier du Roy, suffisamment autorisé à courir sur les ennemis de l'Etat. J'avoue que j'avois d'abord pensé que sa prétention étoit fondée ; mais, mieux informé par la suite de ce qui s'est pratiqué dans les précédentes guerres, j'ay donné, dès le 12 de ce mois, les ordres les plus précis pour que les officiers qui, comme luy, prendront le commandement des vaisseaux et frégates de Sa Majesté, accordés à des particuliers pour faire la course, ne se dispensent point de cette formalité, à laquelle M. du Guillier sera assujéti lors de la première relâche de la frégate la *Brune*².

« Quant à l'omission commise par M. le marquis d'Ars, qui a été tué dans le combat qu'il a soutenu contre une frégate angloise, il n'est pas possible de la luy faire personnellement réparer.

« Dans ces circonstances, je ne puis refuser d'appuyer auprès du Votre Altesse Sérénissime les représentations des sieurs Gradiz, armateurs des frégates l'*Opale* et la *Brune*. Ces négociants, distingués par un zèle que leurs entreprises ont manifesté depuis cette guerre, sont dans les plus grandes inquiétudes sur le sort des prises dont ces frégates se sont emparées : non qu'ils puissent douter un moment de la justice

¹ Louis-Jean-Marie de Bourbon, duc de Penthièvre, né en 1725, mort en 1793, avait succédé à son père, le comte de Toulouse, dans la charge de Grand-Amiral de France.

² Le Ministre ignorait le sort de la frégate la *Brune* et n'avait pas encore reçu le rapport de M. du Guillier, daté de Plymouth le 18 janvier.

et de la générosité de Votre Altesse Sérénissime : mais constitués dans de grosses avances pour les frais de leur armement, leur fardeau se trouve aggravé par les dépenses que leur ont occasionnées les relâches des frégates, sans que le produit des prises, qui a été saisi et mis en séquestre puisse venir à leur secours : de sorte qu'ils se trouvent lésés pour un fait qu'il ne dépendoit pas d'eux de pouvoir prévoir ni empêcher.

« Je ne doute point que ces considérations, dans un temps où les entreprises par mer contre les ennemis de l'Etat ont le plus grand besoin d'être favorisées et protégées, ne déterminent Votre Altesse Sérénissime à faire lever sans délai les ordres qu'Elle a donnés pour séquestrer le produit des prises faites par les frégates du Roy l'*Opale* et la *Brune*. »

Je suis avec un profond respect,

MONSEIGNEUR,

De Votre Altesse Sérénissime le très-humble et obéissant serviteur,

BERRYER.

M. le duc de Penthièvre adopta la proposition du ministre et les armateurs obtinrent gain de cause contre les officiers du Roi ; M. Berryer se hâta d'en informer MM. Gradiz par une lettre assez brève, il est vrai, et où il semble vouloir dégager sa responsabilité.

Le Ministre à MM. Gradiz et fils.

le 4 février 1761.

« Je vous prévien, Messieurs, que Monsieur l'Amiral a donné des ordres dans les différents ports où il a été conduit des prises faites par les frégates l'*Opale* et la *Brune*, pour que leur produit vous soit remis sans difficulté. Vous pouvez remercier Son Altesse Sérénissime et en donner avis à vos correspondants. »



Les officiers de la marine royale, auxquels on disputait un bien faible dédommagement, n'étaient pas aussi âpres dans la défense de leurs intérêts pécuniaires. Ils ne se bornaient pas à sacrifier leur existence, à verser généreusement leur sang dans toutes les rencontres avec l'ennemi, mais ils contribuaient aussi pour leur part aux dépenses des armements en course.

Je puis citer, comme un exemple entre cent, le dévouement, sous ce rapport, du jeune officier que de nombreux documents personnels m'ont fait connaître.

Avant d'entreprendre la dernière campagne de la frégate l'*Opale*, le marquis d'Ars avait en soin d'exposer l'état de ses affaires et d'exprimer ses volontés dernières, en cas de mort — qu'il semblait prévoir — sous un pli cacheté, daté du 25 octobre 1760, qu'il confia à M^{me} de Kersaint, la veuve de cet intrépide amiral de Kersaint, mort enseveli avec son vaisseau le *Thésée*, à la funeste bataille de Quiberon, en voulant se porter au secours du *Soleil Royal* que montait le maréchal de Conflans. (27 novembre 1759).

Cette famille de Kersaint avait pris en affection le jeune enseigne depuis qu'il était entré au port de Brest comme garde-marine ; et, d'après une correspondance entre le comte de Kersaint et le père du marquis d'Ars, on voit qu'il avait été question d'un projet d'alliance avec l'une des filles de l'amiral¹.

Ce pli cacheté aux armes du marquis d'Ars porte pour suscription :

« Ce papier renferme l'estat des affaires de M. le marquis d'Ars, et on ne le décachetera qu'au cas que sa mort soit

¹ Guy-François de Coëtnempren, comte de Kersaint, né au Manoir de Kersaint, près de Morlaix, en 1707. — Mlle de Kersaint, sa fille, qui devait épouser le marquis d'Ars, se maria en 1764, à M. de la Landelle, capitaine de vaisseau.

« bien constatée, de façon qu'on n'en puisse douter. Alors il
« prie M^{me} de Kersaint, comme elle le lui a promis, d'en faire
« l'ouverture et le faire passer à ses parents. »

On voit que le commandant de l'*Opale* « avait emprunté,
dit-il, au sieur Anthoui, de Brest, 1940 livres¹; 1500 livres à feu
M. de Kersaint « qu'il remit à M. de Morogue pour des provisions
« de mer; plus 1200 livres qu'il me fit tenir en lettre d'échange
« (*sic*) à mon départ de Lorient; plus à M^{me} de Kersaint,
« quatorze moutons et cinq quarts de farine; plus diverses
« sommes, sur billets, au sieur Clermont, négociant; etc. etc.»

Il indique aussi des dettes personnelles : trente louis d'or
à M. Bayard, lieutenant de vaisseau; trente-sept louis d'or
à son ami, le chevalier de Monti de Rezé, enseigne de vaisseau²,
etc. Il donne également l'état de ce qu'il lui était dû :

« M. de Linière me doit 45 louis d'or; M. le chevalier du
« Boisberthelot, seize ou vingt louis d'or : il s'en ressouviendra
« peut-estre mieux que moy : je les lui ay presté à Louisbourg,
« au Canada; M. de Champigny me doit 300 livres; M. de
« Longueval, garde-marine, 240 livres; etc. etc. »

L'écrit se termine par ces paroles empreintes d'un généreux
désintéressement :

« Je supplie mes parents de faire honneur à mes affaires, vu
« que je n'ay contracté ces dettes que pour suivre et me pous-
« ser dans mon service. Je prie aussi mes parents de ne
« gêner en aucune façon ceux qui me doivent : mon intention
« ayant été de les obliger et non pas de leur faire de la peine
« pour le remboursement. »

¹ Papoul Anthony, bourgeois de Brest, mais originaire du midi, louait des
chambres meublées aux jeunes officiers de marine et renseignait leurs parents
sur les habitudes religieuses et les mœurs de ses pensionnaires.

Il en est parlé dans une notice biographique que le baron de Batza publiée
dans la *Revue hebdomadaire* (2 et 9 septembre 1899), sous le titre : *Un officier
de marine, Henri de Montégut, pendant la guerre d'Amérique.*

Dans ces deux intéressants articles, l'auteur a rapporté quelques lettres de
Papoul Anthony, extraits trop abrégés, car il donnait d'utiles indications
sur les officiers de marine de Brest au dernier siècle.

² D'après une lettre de M. le chevalier de Monti de Rezé, nous voyons que
ce fut le frère du commandant de l'*Opale* qui acquitta cette dette.

C'est au lecteur à comparer cette noble façon d'agir d'un jeune officier, tout dévoué au service de son pays, avec l'âpreté des revendications relatives aux prises que ces vaillants marins, au prix de leur sang, avaient conquises sur les Anglais.

A. DE BREMOND D'ARS.

Quand un mémoire historique contient de nombreux documents officiels, le lecteur est toujours satisfait d'en avoir l'analyse pour mieux en comprendre l'objet et l'importance.

C'est pourquoi nous avons pensé qu'il ne serait pas inutile de reproduire ici l'extrait du procès-verbal des séances de la Société Archéologique de Nantes où fut lu le mémoire qui précède : d'autant mieux que le secrétaire général, M. Paul de Berthou, avec l'expérience et l'érudition d'un ancien élève de l'Ecole des Chartes, a le rare talent de rédiger les comptes-rendus de chacune des réunions d'une manière si fidèle, et sous une forme si habilement résumée, que l'on a aussitôt, en quelques lignes, le tableau complet du sujet, du développement et de la conclusion des différentes questions traitées.

A. DE B. D'A.

LES ÉGLISES ET LES VILLAS

AUX V^e ET VI^e SIÈCLES

Les poètes Sidoine Apollinaire, au V^e siècle, et Venance Fortunat, au VI^e, nous entretiennent des mœurs de leur génération, des faits dont ils étaient témoins, des églises, des habitations qu'ils voyaient édifier. Pour l'histoire de leur temps, ils complètent Grégoire de Tours, l'historien ecclésiastique des Francs. Avec ces trois remarquables écrivains, l'homme d'étude peut visiter les demeures, se rendre compte des mœurs, assister à la vie, suivre le mouvement religieux de la société et voir se dérouler les événements concernant l'histoire locale, aussi bien que l'histoire de l'agonie de la Gaule romaine et de l'essor de la Gaule franque.

J'ai essayé de tirer des choses plus modestes, des œuvres d'Apollinaire, de Fortunat et de Grégoire de Tours ; je leur ai demandé des renseignements sur les églises et les villas construites, restaurées ou agrandies de leur temps.

La religion chrétienne ne fut portée qu'assez tard dans les Gaules. Au milieu du III^e siècle, sept évêques y furent envoyés de Rome pour prêcher dans les villes : de Narbonne à Paris et à Limoges ; mais les persécutions arrêtaient ce premier mouvement. Il fut repris sous Constantin (303-337) ; avec saint Martin, évêque de Tours en 374, il continua sa marche conquérante vers le couchant et parvint bientôt jusqu'à l'Océan (1).

Ce fut un disciple des sept évêques qui enseigna aux habitants de Bourges la manière de construire une église.

(1) *Histoire ecclésiastique des Francs*, par Grégoire de Tours, liv. 1, ch. 28, 36.

Léocade, un des principaux de la cité, leur offrit sa maison qu'ils acceptèrent, la trouvant digne de leur ministère ; il reçut d'eux trois pièces d'or, non en paiement, mais en signe d'amitié. Léocade se fit chrétien, fit de sa maison une église qu'il orna avec un soin admirable et enrichit de reliques (1). Ce fut la première église de Bourges ; elle existait au temps de l'évêque Grégoire.

C'est au IV^e siècle qu'on peut faire remonter l'établissement de nos premières églises ; au V^e siècle, on les voit surgir en certain nombre.

Quand les premiers chrétiens purent célébrer publiquement leur culte, ils choisirent les monuments civils d'origine grecque, appelés basiliques par les Romains. La basilique romaine, tribunal, bourse ou bazar, avait la forme d'un rectangle terminé par un hémicycle, l'abside, et divisé en trois parties, les nefs, par deux rangs de colonnes : l'abside reçut l'autel ; il était plus élevé que le transept destiné au clergé, et que les nefs où s'assemblaient les fidèles.

Les premières églises furent généralement établies d'après ce modèle. L'art roman le modifia, en construisant des arcades qui reposaient sur des colonnes ou des piliers (2).

I

LES ÉGLISES.

Apollinaire, en parlant des églises, ne s'attache guère à les décrire, si ce n'est celle de Lyon qui semble l'avoir tout particulièrement intéressé. Il en dit d'abord quelques mots dans une lettre, écrite vers l'an 474 à l'évêque *Patiens* : « Je ne parle
« pas de l'église qui t'a été confiée : tu l'embellis avec tant
« d'amour qu'on ne sait, en la regardant, si les parties nou-
« velles que tu élèves l'emportent sur les anciennes que tu

(1) *Histoire ecclésiastique des Francs*, par Grégoire de Tours, I, 29.

(2) *Manuel élémentaire d'archéologie nationale*, par l'abbé Corblet, p. 136.

« réparez. Je ne dis rien des basiliques dont on voit surgir les
« fondements en divers lieux, ni de leurs ornements multi-
« pliés (1) ».

Dans une lettre adressée l'année suivante à son ami Hesperius, il décrit ainsi cette basilique : « On vient de bâtir à Lyon,
« une église dont l'achèvement est dû aux soins du pape
« *Patiens*. Le temple est élevé au bord de l'Arar et le soleil
« levant éclaire sa haute façade. La nef a un triple portique
« formé de *superbes colonnes en marbre d'Aquitaine*. Un second
« portique intérieur, semblable au premier, forme l'atrium, et
« une forêt de pierre taillée en colonnes enferme le vaisseau.
« Au dedans jaillit la lumière et quand le soleil en éclaire les
« lambris dorés, il promène sur le jaune métal ses rayons de
« même couleur. Des marbres de nuances variées ornent la
« voûte, le sol, les fenêtres : sur le fond vert du vitrail, entre-
« mêlé de bleu, se dessinent des figures diverses. Les côtés
« de la basilique qui avoisinent l'autel sont illustrés de vers
« hexamètres (2) ».

En consacrant un assez grand nombre de poésies aux églises, Fortunat s'est appliqué à vanter les vertus de leurs saints patrons plutôt qu'à décrire la forme des monuments. Cependant, s'il est assez bref sur le corps des édifices, il s'arrête volontiers aux ornements qui ajoutent à leur beauté.

Il nous apprend qu'il y avait, de son temps, des églises déjà vieilles qui ne répondaient plus aux besoins du culte, soit parce qu'elles étaient trop petites ou trop communes, ou que leur état laissait à désirer : on restaurait ou on embellissait les unes, on reconstruisait ou on agrandissait les autres. Il a parlé surtout de celles du diocèse de Bordeaux.

La basilique de Saint-Vincent, au midi de la Garonne, fut édifiée par l'évêque Léonce. C'est lui qui en choisit le site et en jeta les solides fondements. Elle fut appelée *Vernemète* qui,

(1) Lettre XCII, p. 144.

(2) Lettre C, p. 152. Il y avait des vers d'Apollinaire.

dans la langue celtique, signifie le *Grand Temple*. Léonce fit recouvrir d'un toit d'étain l'édifice où reposaient les membres sacrés de Vincent (1).

Le même évêque reconstruisit la brillante basilique du bienheureux Nazaire, à la place de l'ancienne qui était trop petite pour les fidèles (2). Par la même raison, il fit également rebâtir la basilique de Saint-Denis dans le diocèse de Bordeaux (3).

La basilique de Saint-Bibien fut fondée par Eusèbe et achevée par Léonce. Le tombeau du saint avait un couvercle d'argent dont la surface était sillonnée d'incrustations en or. « Le bois a reçu des mains de l'artiste, dit le poète, des « beautés qu'on ne lui connaissait point encore ; les animaux « qui y sont représentés semblent vivre (4) ». L'évêque Léonce fit restaurer la basilique de Saint-Eutrope dont les délicates sculptures de la voûte étaient évidées et rivalisaient avec les jeux ordinaires du pinceau. Les murs disparaissaient sous les figures créées par l'artiste (5).

Fortunat ne consacre que deux ou trois vers à l'église de Saint-Germain de Paris, construite par le roi Childeberr : « La voûte superbe porte sur des colonnes de marbres... Elle « reçoit par les verrières de ses fenêtres les premiers rayons « du jour ». Mais le commentateur de ses œuvres, Charles Nisard, a pris le soin de nous en donner de curieux détails. Les murailles et le toit étaient couverts de dorures ; des tablettes de marbre, percées à jour, emplissaient les baies des fenêtres où elles formaient une espèce de treillis, dont les interstices étaient remplis par des morceaux de verre blanc et parfois coloré.

C'est au VI^e siècle que l'usage du verre fut généralisé pour la cloture des baies. (6)

(1) Poésies de Fortunat, liv. I, 8 et 9.

(2) *Idem*, liv. I, 10.

(3) *Idem*, liv. I, 11.

(4) *Idem*, I, 12.

(5) *Idem*, II, 8.

(6) *Idem*, III, 41.

Le poète Fortunat a donc connu un grand nombre d'églises exécutées ou restaurées dans le diocèse de Bordeaux sous l'épiscopat de l'évêque Léonce. Il eut des relations d'amitié avec Félix, évêque de Nantes ; il l'a rencontré dans ses voyages ; il l'a visité dans sa ville et à sa belle résidence de *Chassay*, près de Nantes, qu'il appelle *Cariacum*. Cependant il ne nous apprend rien des églises restaurées ou construites dans notre diocèse. Faut-il en conclure que, très occupé à la construction de sa belle cathédrale, le grand évêque ait négligé les modestes églises de la campagne ? Cela n'est guère probable. Mais l'attention de Fortunat n'a pas été attirée de ce côté-là. D'ailleurs que n'a-t-il pas dit du magnifique monument élevé à la gloire de saint Pierre et saint Paul ?

C'était une basilique à trois nefs ; elle était vaste, et le comble surpassait en hauteur les autres temples.

Au centre, une tour se dressait au-dessus de la toiture : sa base était établie sur un carré ; elle se rétrécissait vers le comble pour recevoir un couronnement rond qui, par une succession d'étages en arcades, s'élevait à une grande hauteur et se terminait en flèche. La nef avait de larges fenêtres ; le plafond était décoré de peintures dont le coloris semblait donner la vie aux figures ; le toit était couvert de plaques d'étain (1).

L'évêque Félix gouverna le diocèse de Nantes de l'an 550 à l'an 583 ; la dix-huitième année de son épiscopat, il fit faire en grande pompe la dédicace de la belle église, commencée par son prédécesseur et achevée par lui.

De ce commencement de la période latine, je ne connais dans notre diocèse qu'une église : c'est la petite chapelle Saint-Donatien, du VI^e siècle, où le petit appareil gallo-romain se rencontre dans quelques parties des murs. Celle de Saint-Hermeland, à Indret, est, au moins partiellement, de la fin du VII^e siècle.

(1) Poésies de Fortunat, liv. III, poésie 7, page 91. Dans la poésie 6, Fortunat dit que la basilique avait une triple voûte : ce devaient être des voûtes cintrées en bois, une sur la nef centrale, deux sur les ailes.

Les églises de Grégoire de Tours. — L'évêque métropolitain Grégoire, si bien placé pour nous renseigner sur les églises de sa province, n'en cite qu'un petit nombre, et il en parle assez brièvement.

La basilique de Tours, construite au VI^e siècle par l'évêque Perpétue, sur l'emplacement d'une petite chapelle dont le plafond était d'une élégante structure, mesurait 52 mètres de long, sur 20 de large et 15 de hauteur sous plafond ; vingt fenêtres éclairaient la nef et trente-deux le côté de l'autel ; il y avait treize portes et cent-vingt colonnes. Le prédécesseur de Grégoire, pour conserver le plafond de la chapelle primitive, fit construire une autre chapelle de même dimension et l'y fit placer (1).

L'église de Clermont fut bâtie dans le même temps par l'évêque Namatius : elle était en forme de croix et avait, à peu de chose près, les mêmes dimensions que celle de Tours, un peu moins longue, un peu plus haute et de même largeur. Elle avait des ailes d'une forme élégante sur les côtés et une abside ronde sur le devant ; on y comptait huit portes, quarante-deux fenêtres et soixante-dix colonnes. Différentes espèces de marbres ciselés ornaient les parois du côté de l'autel (2).

L'église de Châlons était ornée de marbres variés et de peintures en mosaïques (3).

II

LES VILLAS

Varron, qui vécut de l'an 116 à l'an 26 avant l'ère chrétienne, nous apprend que le nom de *villa* désignait le lieu où l'on

(1) Liv. II, § 14. Un archéologue, qui a découvert les fondations de la primitive église, y a rencontré une *abside* comprenant cinq chapelles absidales rayonnantes, et un *atrium* ou *déambulatoire* en avant vers la nef.

(2) *Idem*, 15.

(3) Liv. V, 46.

transportait les fruits de la terre : c'était la ferme, la métairie (1). A l'époque gallo-romaine, le maître y avait une habitation avec son personnel d'esclaves et de colons. Le nom de *villa* a continué sous les Francs. Nous savons par l'fortunat qu'au VI^e siècle on construisait encore des villas somptueuses. La villa est devenue le château et sa dernière représentation c'est le manoir moderne, demeure édifiée entre les fermes d'un côté, les dépendances d'un autre côté et en face de l'entrée, le tout formant les quatre côtés d'un vaste quadrilatère, avec la grande cour au milieu.

Les villas de Sidoine Apollinaire. — Sidoine Apollinaire, après la chute de l'empereur Avilus, son beau-père, habita alternativement à Lyon et à sa villa d'Avitacum, située près de Clermont, qu'il tenait de sa femme Papianilla (3). Il y vivait en grand seigneur et c'est là que les suffrages du peuple allèrent le chercher, en 472, pour l'élever à l'épiscopat. Il avait alors 40 ans et il avait été marié à 20 ans.

Il a longuement décrit cette agréable résidence, dans une lettre adressée à son ami Domitius : j'en détache les passages les plus saillants (2).

L'édifice avait une face au midi et une au nord. A son couchant, s'élevait une montagne escarpée « quoique de terre », d'où partaient des collines plus basses qui se prolongeaient des deux côtés de la vallée et venaient mourir au pied de la résidence.

Les bains avaient une grande importance : ils étaient adossés à des rochers couverts de bois, de façon que les bûches coupées dans la forêt venaient tomber, en roulant comme d'elles-mêmes, tout près du fourneau contigu à la salle des bains chauds. L'eau chaude circulait en des canaux de plomb, dirigés à travers les murs.

(1) *De la Langue latine*, 35.

(2) Lettre lili, pages 49 et 5.

(3) Les villas portaient le nom de leur fondateur.

La salle des bains froids était carrée et pouvait le disputer, comme étendue, aux piscines publiques ; son toit, en forme de pyramide quadrangulaire, était couvert de tuiles creuses. Le lambris était beau ; les murs étaient revêtus d'un stuc remarquable par sa blancheur. Là, point de belles nudités, point de visages bouffons, point d'athlètes aux poses lascives : rien dont la pudeur pût avoir à rougir.

Le baptistère, où l'on se rendait au sortir du bain chaud, « pour se raffermir les chairs amollies par la chaleur (1) », était à l'extérieur, vers l'Orient ; il contenait vingt mille muids d'eau. Trois passages ouverts dans le mur, en forme d'arceaux et séparés par des colonnes « appelées la pourpre des édifices », conduisaient des bains chauds aux bains froids. L'eau descendue de la montagne était recueillie dans un tuyau qui faisait extérieurement le tour de la piscine, et s'en échappait par six ouvertures terminées en têtes de lions.

La salle des parfums, la salle de la vaporisation, le réfectoire des femmes, l'office et l'atelier à tisser étaient près des bains.

Un terrain découvert servait de vestibule à la maison. Le portique, soutenu par de simples piliers ronds, regardait au levant, vers le lac qui avait dix-sept stades de long (2). Le vestibule était suivi d'une galerie fermée, donnant accès à une salle d'une grande fraîcheur ; ici, la troupe babillarde des clients et des nourrices se réunissait le soir et y trouvait des lits pour son usage, lorsque le maître de la maison et les siens avaient gagné leur chambre à coucher. De la même galerie, on passait dans la salle à manger d'hiver, suivie d'une autre salle munie d'un lit pour se mettre à table : de cette dernière pièce, on découvrait un beau paysage et le lac tout entier ; on voyait les pêcheurs pousser leurs bateaux et tendre leurs filets ou leurs lignes.

(1) Poésie, 15, p. 235.

(2) Le stade, de 70 au degré, était de 158^m76.

On sortait de table pour passer dans une salle voisine, très fraîche et très agréable en été, qui aspectait le nord et que ne visitait guère le soleil.

En quittant le portique pour descendre vers le rivage, on trouvait un large gazon, puis un bois ouvert à tout le monde, où Apollinaire s'exerçait à la paume avec ses amis, sous le vert ombrage de deux énormes tilleuls.

Le Burgus de Pontius Léontius (1). — Dans l'angle formé par le confluent de la Dordogne et de la Garonne, au pied d'une montagne remarquable par sa hauteur, au bord des eaux et comme sortant de leur sein, s'élèvent de hautes et puissantes murailles.

Le palais à double façade est précédé d'un double portique qui ne reçoit que le passage d'un char et dont le couronnement est élégant. Deux ailes disposées en arc de cercle ont leurs extrémités tournées vers l'un des portiques ; le palais regarde le levant par sa courbe de droite, la gauche regarde le couchant, le front est tourné vers le midi. Par sa disposition en demi-lune, il reçoit le soleil toute la journée. Le portique d'été est tourné vers le nord. Le palais est orné de belles peintures représentant de grandes scènes prises à l'histoire et à la mythologie. Des greniers immenses s'étendent sur la ligne des toits.

L'appartement d'hiver des maîtres est du côté du soleil couchant ; le feu y pétille, alimenté par de grosses bûches. Près de là, sont les ateliers de tissage : « C'est ici que l'épouse
« du grand Leontius file les laines de Syrie, tord les fils de
« soie sur des roseaux légers, ou transforme en toile d'or le
« flexible métal qui charge son fuseau ».

Près de la première ou dernière cour, un large portique en demi-cercle, dont le bord extérieur figure une forêt épaisse de colonnes de pierre, précède la salle à manger avec ses portes hautes et mobiles. C'est là que, dans la saison d'hiver,

(1) Épitre XIX, p. 241.

les maîtres placent la table et les lits. L'odorat est flatté par les excellentes provisions que renferment le cellier et l'office.

Des thermes magnifiques sont contenus dans les remparts. D'un tertre élevé, l'eau arrive sur ceux d'en haut, et elle est distribuée par de larges conduits qui portent partout l'eau courante. « Comment dire, s'écrie le poète, le nombre et la « beauté des colonnes qui soutiennent les bains » ! On lit ces mots au début de l'épître : « Qui que tu sois, qui, après « avoir vu cette noble demeure, lui refuses tes éloges, tu seras « un sujet d'étonnement ».

Apollinaire écrivait cette description en 465. Les Alains avaient déjà traversé la Gaule du nord au midi, en pillards ; Les Francs arrivaient à Orléans et les Visigoths étaient à la veille de s'emparer de l'Aquitaine.

La Terre Octavienne. — Apollinaire était évêque depuis quatre ou cinq ans, lors qu'il décrit la *Terre Octavienne*, demeure patricienne située près de Narbonne. (1) « La maison « avait de très hauts murs, construits avec art et selon toutes « les règles de l'architecture. Son temple, ses portiques, ses « thermes magnifiques, la faisaient briller au loin ; les champs, « les eaux, les vignobles, les oliviers, le vestibule, la plaine, « ajoutaient à ses agréments ». Le mobilier était d'une grande richesse, et vaste était la bibliothèque. Le maître Consentius s'adonnait à l'agriculture et aux lettres.

Le mortier de Pouzzolane. — Apollinaire nous apprend que les Romains transportaient, de son temps, leur pouzzolane jusqu'à Bysance. L'enceinte des murailles de cette ville venait d'être agrandie par l'établissement de môles qui avançaient dans la mer, et de remblais qui remplissaient l'espace ainsi gagné. On employait, dans les maçonneries, du mortier formé de la poussière des sables de Pouzzole qui, dit Apollinaire, *devient solide en entrant dans l'eau*, de sorte que la

(1) Lettre 124, page 174.

masse durcie soutient des plaines importées dans une mer étrangère.

Les villas de Fortunat. — Fortunat, qui aimait passionnément les voyages et recevait partout une large hospitalité, a décrit plusieurs des villas, des demeures qu'il avait visitées.

La villa Besson était à sept milles de Bordeaux. Le bâtiment primitif étant tombé de vétusté, l'évêque Léonce le remplaça par un somptueux édifice ayant des portiques de grandeur égale sur trois côtés. « C'est maintenant, dit Fortunat, comme un palais, jadis enseveli, qui sort plus beau des décombres... Cependant les salles de bains (*nova balnea*) d'aujourd'hui ont été faites dans le style ancien, et il y a des baignoires commodes (*lavacra*) pour les gens fatigués qui veulent réparer leurs forces (1) ».

Ces bains faits dans le style ancien, étaient de vastes réservoirs où l'on apprenait à nager.

Le Poète n'a pas oublié la demeure de l'évêque Léonce dont maintes fois il a fait l'éloge.

La villa Veregine (2) était située au bord de la Garonne, près de Bordeaux. « Une courte montée s'élève en pente douce sur le flanc d'une colline et conduit le voyageur au faite, par un sentier tournant... A mi-côte, est une maison artistement construite. D'un côté, le mont la domine, de l'autre, elle domine la plaine. La maison est suspendue sur une triple arcade ; près de là, est un bassin où l'eau douce, s'échappant d'un conduit en pur métal, tombe en jets qui ne s'épuisent jamais. »

La villa Præmiacum, près de Bordeaux, était bâtie sur un plateau de médiocre hauteur qui allait en pente jusqu'au bord du fleuve. La maison était belle, les bains étaient magnifiques et d'une solide construction (3).

(1) Poésies, liv. I, 18 p. 57

(2) Liv. 20. p. 58.

(3) Liv. I, 20, p. 58.

Le domaine de Cariacum. — Fortunat reçut plusieurs fois l'hospitalité de l'évêque Félix qu'il a loué en termes magnifiques (1). Il a parlé de sa résidence au sein d'un beau paysage, dans le voisinage de Nantes ; il n'a rien dit de la maison que je suppose avoir été modeste. Il s'exprime ainsi dans une lettre adressée à Félix : « Un aimable séjour vous retient dans
« ces campagnes que la Loire baigne de ses eaux limpides.
« Le riant domaine de Cariacum (*Cariaci ager*) descend par
« une pente douce vers la rivière ; d'un côté le fleuve réjouit
« le regard, de l'autre, la vigne étale ses pampres et les pins
« dressent leurs cimes chevelues, que le vent du Nord fouette
« en sifflant (2) ».

Dans une lettre à la reine Radegonde, le poète parle d'un voyage qu'il fit à la demeure de Cariaxa (*Cariacæ-Aulæ*) et dans le diocèse d'Angers, voyage suivi d'une promenade en bateau sur la Maine (3). Il n'y a rien de plus dans ces deux lettres, pour nous fixer sur l'importance de l'édifice, que le mot vague *aula*, qu'on a traduit par palais et qui ne devait être qu'une simple habitation de campagne. C'est ce voyage de Poitiers à Nantes et à Angers, que des auteurs distraits transforment en promenade dans le pays de Guérande et sur le littoral, en barque, du Croisic à Piriac, et sur la Vilaine.

Dans ce même temps, on construisait aussi de riches demeures en bois. « Je préfère aux murs de pierre et de
« marbre de Paros, dit Fortunat, le bois de cet artisan : son
« palais de planche élève jusqu'au ciel sa masse imposante.
« Le sable, la chaux, l'argile, ont été rendus inutiles dans la
« construction de cet édifice ; la forêt seule en a fourni les

(1) « Quand j'aurais deux langues à mon service, la grecque et la latine, « elles ne suffiraient pas pour vous louer selon vos mérites » (III, 4, puis 5, p. 8).

(2) V. 7, p. 141. Quand Apollinaire parvint à l'évêché, il reçut un domaine du nom de *Uticiacum* contigu au faubourg de Clermont (Lettre 81).

(3) XI, 25, p. 263. Des latinistes pourront remarquer la différence de déclinaison dans les mots *Cariaci* et *Cariacæ*. Mais Fortunat, écrivain de la décadence, est rempli de ces négligences.

« matériaux. Il est entouré d'un vaste et haut portique carré,
« il est orné de sculptures, œuvres de la fantaisie de
« l'ouvrier (1) ».

Les travaux de Félix sur le fleuve. — Si l'on prenait à la lettre la description faite par Fortunat des grands travaux de l'évêque de Nantes, on ne manquerait pas de trouver que cela frise l'impossible. Je résume la traduction de M. Charles Nisard, en supprimant les répétitions qui sont fréquentes et en adoucissant quelques expressions, pour me rapprocher de la vraisemblance (2).

« Félix contraint les vieux fleuves à prendre un nouveau
« cours. Une digue les force à quitter la route qui les condui-
« sait à la mer. Ici, vous comblez une vallée, là, vous abais-
« sez une montagne : la montagne devient vallée et la vallée
« devient montagne. A l'endroit où l'eau fuyait à travers la
« plaine, la terre amoncelée forme comme un rempart : où
« passaient les navires, les chariots cheminent. Le flot fran-
« chit la barrière que lui opposaient les collines. Au point où
« le cours du fleuve était le plus rapide, il s'arrête : la colline
« sortie du sol le force à rebrousser chemin. On fait la mois-
« son sur l'ancien lit du fleuve ».

Ce récit des travaux de Félix nous suggère quelques réflexions. *Construire une digue, pour dévier le cours du fleuve, puis remplir le vide par des remblais* qui font obstacle au passage de l'eau et l'obligent à suivre une autre direction, cela est possible et se comprend ; *où passaient les navires, les chariots cheminent*, cela se comprend encore. Mais on ne peut pas dire, sans une exagération inadmissible, qu'en faisant ce travail, on a *abaissé une montagne et comblé une vallée*. Et puis qu'on *fait la moisson sur l'ancien lit du fleuve*, et que *les chariots y cheminent*, c'est la preuve que cet ancien lit n'est pas devenu montagne ou colline.

(1) Liv. IX, 15, p. 230.

(2) Liv. III, 10, p. 95.

Des auteurs ont pensé que ces travaux se rapportent à l'ouverture du canal Saint-Félix, entre le bras de la Magdeleine et celui du Château. Cela serait difficile à prouver, à justifier. Le canal a 500 mètres de long et 110 mètres de large, soit une surface de 55 mille mètres carrés ou cinq hectares et demi. Admettons deux mètres, ce qui est peu de chose, pour la profondeur du déblai au-dessus comme au-dessous des eaux : le volume de terre à enlever eut été de 110 mille mètres. Remuer un pareil cube de terre n'a rien d'extraordinaire, si le déblai est au-dessus des eaux : vingt-cinq mille journées d'hommes y suffiraient ; mille hommes l'auraient exécuté en un mois. Mais le sol étant composé de sable qui laisse passer les eaux, celles-ci, par filtration, auraient rempli le canal à mesure de son abaissement au-dessous de leur niveau normal : il aurait fallu travailler dans l'eau pour exécuter la dernière moitié des travaux, et en ce temps-là, les pompes puissantes, qui nous paraissent indispensables en pareil cas, étaient absolument inconnues ; cependant on aurait pu employer des dragues, des bateaux plats, faire une montagne de remblai qui n'a pas laissé de traces, en triplant la durée des travaux. Je ne crois pas que les choses se soient passées ainsi.

Les vastes prairies de la Loire sont actuellement formées, ici et là, de plusieurs îles dont les canaux de séparation ont été alluvionnés par le temps. Les traces de ces canaux ont persisté jusqu'à nos jours. Au temps de saint Félix, des alluvions sablonneuses modernes existaient à l'amont du port de Nantes : nous savons que l'Eglise possédait l'île Adunet dans la prairie actuelle de Sainte-Luce, et aussi l'île de la *Hanne* située dans la prairie de Mauves et séparée de la Hienne, au XII^e siècle, par une douve et une écluse (1). De cette situation, on peut affirmer qu'au VI^e siècle, les prairies de Sainte-Luce et de Doulon étaient en formation ; qu'elles étaient représentées par des grèves, des îlots, des îles, qui

(1) L'abbé TRAVERS, t. I, p. 256-257.

s'étendaient vers l'aval, jusque vis-à-vis la Fosse. D'ailleurs, ces annexions, ces soudures des îles, entre elles et avec la terre ferme, se rencontrent, se reconnaissent encore, dans toute l'étendue du fleuve, d'Ingrandes à Paimbœuf. Les alluvions de la basse Loire sont bien postérieures à celles des environs de Nantes.

Deux bras du fleuve : la Belle-Croix et la Poissonnerie, qui ne formaient qu'un bras avant l'existence de l'île Feydeau, étaient certainement en communication, au VI^e siècle, avec la Loire, vers l'amont. Si la communication n'était pas représentée alors par le canal Saint-Félix, elle l'était sûrement par un ou plusieurs bras disparus, passant à travers les alluvions de la prairie de Mauves et tenant la place de ce canal. Dans ce cas, l'exécution du canal de l'évêque aurait consisté à redresser, à dériver, à rétablir l'un des canaux qui reliaient le bras de la Madeleine au bras de la Belle-Croix.

Ce n'est pas que ces travaux eussent été d'une exécution facile au VI^e siècle, mais pareille exécution eut été plus praticable que l'ouverture d'un canal de cinq à six hectares de surface dans un sol spongieux, en grande partie au-dessous du niveau des eaux. Dans tous les cas, il me paraît absolument impossible que les eaux du port de Nantes aient été alors sans communication directe avec celles qui arrosaient les alluvions de la prairie de Mauves, et tout me porte à croire que cette ou ces communications avaient de l'importance.

Le canal Saint-Félix n'a pas été créé tout d'une pièce, comme on le croit communément ; mais il n'est pas impossible que l'évêque de Nantes ait fait améliorer l'entrée du port, à l'amont de la ville, en régularisant les berges et le cours des eaux.

III

LES MOEURS DU TEMPS

Apollinaire, Grégoire et Fortunat nous donnent de nombreux renseignements sur les mœurs de leur temps. Il y a là, pour le moraliste, des sources abondantes et instructives. Guizot, Augustin Thierry et bien d'autres y ont puisé. Si on veut bien admettre que l'antiquité de leurs peintures autorise à leur donner une place dans un sujet archéologique, je me permettrai de tirer de mes auteurs deux ou trois exemples.

D'abord, d'une lettre d'Apollinaire, un tableau émanant de ces temps où la barbarie commençait à s'introduire dans la civilisation raffinée des Romains. Quand Apollinaire écrivait cette lettre, les Francs et les Saxons avaient déjà abordé le milieu du cours de la Loire ; les Burgondes et les Visigoths occupaient depuis soixante ans la Bourgogne et la Provence, et notre poète était à la veille de lutter courageusement, noblement, contre ces derniers.

Les mœurs de Vectus. — Vectus avait le titre d'*illustre*. Sa maison entière gardait, comme le maître, une pureté de mœurs absolue. « Les esclaves sont laborieux, dit Apollinaire, les colons dociles, polis, affectionnés, contents de leurs maîtres. Sa table est ouverte à l'étranger comme au client. Son hospitalité est grande et plus grande sa sobriété... Il ne cède à personne dans l'art d'élever les chevaux, les chiens, les faucons... Il satisfait son goût pour la chasse, sans toucher à la venaison... Quant à ses esclaves, il ne leur parle pas d'un ton menaçant, il ne repousse pas leurs conseils avec dédain, et, s'il y a quelque faute commise, il ne s'acharne pas à la découverte de l'auteur ; c'est moins par l'autorité que par la raison qu'il gouverne la condition et l'état de ses inférieurs ; on dirait qu'il est moins le maître que l'administrateur de sa propre maison (1). ».

(1) Œuvres d'Appollinaire, lettre LXIII, p. 114.

Voici, extrait d'une poésie du même auteur, un second tableau tracé vers 460, dont il envoya copie à un de ses amis, quelques années après la chute de l'empire romain. La quiétude d'esprit conservée par l'évêque de Clermont, dans ces temps si troublés, pourra bien nous causer quelque étonnement. Mais, il faut bien le dire, l'Eglise avait alors le sentiment que les malheurs du monde venaient du despotisme impérial et que les succès des barbares étaient dans les voies de Dieu; elle était portée d'instinct vers eux, et se réjouissait dans l'espoir que l'Evangile allait les transformer. Ce fut une quinzaine d'années plus tard que se convertit Clovis.

Le banquet d'Apollinaire. — « Que la table circulaire soit
« couverte d'un lin plus blanc que la neige; qu'elle soit char-
« gée de *lauriers*, de *lierre*, de *pampres verts*. Que les larges
« corbeilles se remplissent de fleurs de *cytise* et de *safran*,
« d'*anémones* et de *romarin*, de *troène* et de *soucis*; que leurs
« guirlandes odorantes décorent le buffet et les lits. Qu'une
« main enduite des odeurs de l'*amome* dompte les cheveux re-
« belles, et que la vapeur de l'encens d'Arabie s'élève jusqu'aux
« lambris ».

« Qu'à l'approche de la nuit les lampes nombreuses soient
« suspendues au plafond de la voûte brillante, et que de leurs
« flancs rebondis s'exhale en brûlant le parfum du baume ».

« Que les serviteurs, courbant la tête sous les plats de métal
« ciselé, apportent les mets somptueux. Dans les coupes, les
« verres, les buires, que le bouquet du falerne s'unisse au
« parfum du nard. Couronnez de guirlandes de *roses* les am-
« phores et les trépieds. J'aime à errer parmi les fleurs sus-
« pendues à l'albâtre éclatant de blancheur (1) ».

Le troisième tableau est pris à Fortunat qui ne montre pas l'élévation d'esprit d'Apollinaire, et dont un certain nombre de lettres révèlent assez la gourmandise.

(1) Lettre CXXXI, entremêlée de vers, page 179.

Un goût de Fortunat. — « Il arrive quelquefois, dit ce poète, que tel, au sortir de la table des rois où il s'est régalé, voudrait bien un peu goûter de celle de paysans. Souvent un ruslique offre à son seigneur un morceau qui lui agréé. Quoique la vaisselle d'or et les tapisseries de pourpre brillent aux festins des rois, on ne laisse pas que d'aimer mieux s'asseoir à une table dressée à l'ombre de berceaux de lierre ou de pampres chargés de grappes (1) ».

Les récits de mœurs sont de toutes sortes dans les œuvres que nous venons d'effleurer. Un auteur patient pourrait en tirer une ample et curieuse moisson, d'un grand intérêt.

Résumé.

Pour en terminer avec les édifices de ces vieux temps, résumon en quelques lignes ce que nos trois auteurs nous en ont appris.

LES ÉGLISES. — Lors de l'établissement de la religion chrétienne dans les Gaules, on se servit, d'une part, de la basilique romaine, et d'une autre part, on contruisit des églises qui bientôt ne répondirent plus aux besoins du culte. Au V^e siècle et au VI^e, on édifia des basiliques à trois nefs et aussi en forme de croix : elles étaient bien éclairées, les portes y étaient nombreuses ; ni les colonnes, ni le marbre, ni les pierres de choix n'étaient ménagés (2) ; l'étain luisait au soleil sur la couverture. A l'intérieur, les murs, les voûtes ou le plafond étaient ornés de peintures ; le bois artistement travaillé représentait des animaux ou des motifs d'architecture ; il y avait des lambris en stuc, en marbre ciselé. Le chœur de l'église n'était pas nécessairement tourné vers le levant.

LES VILLAS. — On édifiait de riches villas sur des éminences où l'on jouissait des beautés de la perspective, des agréments de la campagne et de la pêche. Quelques-unes étaient de véritables palais, construits selon les règles de l'art. Elles avaient

(1) Liv. X, lettre 3, p. 237.

(2) On employait du marbre d'Aquitaine ; cette province s'étendait alors jusqu'aux Pyrénées.

des colonnes, des portiques, des ailes ; l'intérieur était richement décoré de peintures, de sculptures, de lambris en stuc. Le mobilier était riche, la bibliothèque était vaste. Les maîtres avaient conservé l'usage des lits dans la salle à manger, et ils trouvaient dans la villa toutes les commodités de l'existence. Les thermes étaient magnifiques et établis suivant l'ancien usage.

Au V^e siècle, on rencontre le puissant château avec ses tours et ses hautes murailles. Au VI^e siècle, la villa avait toujours ses portiques ; on construisait de riches demeures en bois. On y rencontrait encore le luxe et le bien-être. Et l'existence de grand seigneur, on la menait encore pendant et après ces terribles invasions qui avaient couvert la Gaule de sang et de ruines !

Et maintenant ne pouvons-nous pas tirer une conclusion qui peut avoir son importance ?

Ces exemples d'églises, de villas, construites il y a quatorze à quinze cents ans à l'image des édifices romains ; ces thermes magnifiques établis suivant l'ancien usage ; ces riches portiques, ces colonnes en si grand nombre ; l'emploi du marbre ciselé, de pierres de choix, de l'étain brillant, du bois artistement travaillé ; cet antique appareil formé alternativement d'assises parallèles de pierres et de briques, que nous avons vu, touché, à Saint-Philbert-de-Grand-Lieu, à la fin du mois d'avril, dans une église carolingienne reconnue, dès 1864, pour être du IX^e siècle ; cet ensemble de choses curieuses ne semble-t-il pas de nature à nous faire réfléchir, à nous rendre réservés, quand nous cherchons la date des ruines anciennes, avec le sentiment de les vieillir encore ; quand nous nous laissons entraîner à les attribuer — absolument — à telle époque du passé, sans nous demander si une époque moins reculée ne résulterait pas d'un examen plus approfondi ? Enfin, lorsque nous rencontrons, dans les ruines antiques, des signes d'une haute antiquité, ne serait-il pas sage de chercher quelque autre raison de valeur, avant de conclure que l'édifice est du temps auquel il a emprunté ces signes qui ont longtemps persisté ?

12 juin 1900.

E. ORIEUX.

LE COUVENT

DES

BÉNÉDICTINES DU CALVAIRE

A NANTES

(*Documents inédits*).



L'établissement des Bénédictines de l'institut du Calvaire fut proposé le 23 janvier 1623, et autorisé à la condition qu'on imposait depuis longtemps à toutes les communautés, de s'établir dans un faubourg et de ne bâtir qu'avec l'autorisation de la Ville. Les religieuses achetèrent, par acte du 5 mai 1625, la tenue *des Ballues* ou de la *Motte-Ballue* (en Saint-Nicolas), près la Motte Saint-Nicolas (aujourd'hui place Bretagne), de Georges de Johannès et de Judith de Tehillac, son épouse, seigneur et dame de la Perine, en Mauves; l'amortissement leur en fut accordé par l'évêque de Nantes, le 2 mai 1626, confirmé, la même année, par *Lettres royales*, et, le 20 novembre 1628, elles en obtenaient du roi une seconde confirmation, sans doute après agrandissements et constructions. La première pierre du nouveau couvent avait été posée en 1626 dans la tenue *des Ballues*, Mgr Revel, évêque de Dol, officiant. On lira dans la *Revue de Bretagne et de Vendée*, octobre et novembre 1862, une excellente notice de M. Eugène de la Gournerie, intitulée : « *La commune de Nantes et les biens de main-morte, avant 1789* », dans laquelle sont résumées les diverses négociations, entamées en 1788 et qui aboutirent, en 1789, à la cession par les religieuses du Calvaire de diverses parties de leur enclos, dont la Ville avait besoin pour le

percement de certaines voies et la création du quartier qui environne la place Delorme. Cette dissertation de M. de la Gournerie, vrai modèle de l'art d'utiliser les documents originaux, doit être recommandée aux curieux. Dans l'analyse qui suit de quatre pièces inédites, on trouvera des débordements fort intéressants pour l'étude de l'ancienne topographie nantaise.

I

13 mai 1603. — Aveu de la maison, prés et terres de la Motte-Ballue, rendu à Charles de Bourgneuf, évêque de Nantes, en sa cour des Regaires, par damoiselle Catherine Ballue, dame de la Chesnaye (en Saint-Similien) et de la Motte-Ballue (en Saint-Nicolas).

La tenue de la Motte-Ballue, contenant 142 boissellées, joint, par devant, la Motte Saint-Nicolas ; d'un côté, les Buttes de l'arc (devenues depuis le *Jardin royal des Apothicaires*) et le pré de la chapellenie de Sainte-Catherine ; d'autre côté, les maisons et terres à Michel Couperye, Jean Derouvres, s^r du Chapeau-Rouge, Imbert d'Orléans, Olivier Michel, et la venelle qui conduit du Bignon-Lestard aux moulins du Marchix (C'est la ruelle du *Pertuis Morel*, dont un fragment est conservé de nos jours, sous le nom de *rue Lekain*).

Catherine Ballue tient encore de l'évêque six livres de rente, sur deux maisons possédées par François Rabotteau et Mathieu Servasier, sur la Motte Saint-Nicolas. Tous ces biens, pour lesquels elle devait dix sous de rente à l'évêque, lui venaient de son père, noble homme Mathurin Ballue.

II

13 janvier 1629. — Procès-verbal de l'état des lieux de la tenue des Ballues, rédigé par Philippe Varice, s^r de Vallière, maître des Comptes, assisté du procureur-général près la même Chambre et de Denis Coquin, aumônier des religieuses du

Calvaire, conformément à l'ordonnance contenue dans les lettres d'amortissement, obtenues par ces religieuses pour ladite tenue, le 20 novembre 1628.

Le *lieu des Ballues*, en la paroisse Saint-Nicolas, est situé entre le faubourg de la Fosse et celui du Marchix. Il est composé de maisons, jardins et prés, joignant, d'un côté, les terres des héritiers Erard ; d'autre côté, un fossé relevé, fait pendant les guerres de la Ligue, pour la défense du faubourg de la Fosse, et qui paraît avoir été usurpé sur la *tenue des Ballues*, ce qui semble résulter de la forme dudit fossé, fait en pointes et bastions, et ce qui paraît encore plus vraisemblable, si l'on considère que la *tenue des Ballues* appartenait alors à des protestants.

Ladite tenue est bornée, au-delà de ce fossé, par les jardins appartenant à Imbert d'Orléans, au sieur Michel, aux héritiers René Le Breton, et aux enfants du sieur de la Garde ; au-dessous dudit fossé, vers la ville, par le jardin du Chapeau-Rouge, appartenant au sieur de la Garde, les jardins des héritiers du sieur Milsent, avocat, les logis du sieur Brélineau et consorts, et le logis de Couprie ; par un bout, la Motte Saint-Nicolas ; d'une partie, le jeu de l'arc ou jardin de la Butte ; d'autre partie les fossés de la Ville-Neuve ; par un autre bout, le jardin du sieur de Gesvres et une pièce aux Dames Carmélites, un petit chemin entre les deux.

Au plus haut *des Ballues*, lieu sujet aux eaux, malgré son élévation, sont l'église, le dortoir et les logements des religieuses du Calvaire.

La *tenue des Ballues* contient huit journaux et demi et six cordes, et entre les bâtiments du couvent et les fossés de la ville, il y a 786 pieds de distance.

Le fossé et bastion, défendant la Fosse et usurpé sur la *tenue des Ballues*, contient, en superficie, deux tiers de journal.

Les bâtiments, cloître, pavillon, et l'enclos, encore imparfait, ont, de tour, 152 toises. Les murailles ont de 2 à 3 pieds d'é-

paisseur, par le bas. Les murs de l'église et les plus épaisses murailles auront 2 pieds d'épaisseur, par le haut, et les moins épaisses, 20 pouces.

Du haut des bâliments, auquel on monte par un grand escalier de pierre, on a vue sur les maisons de la ville, entre la porte de Sauvetour et « *ses donjons* » et le boulevard Saint-Nicolas (*Archives départementales*, II. 141).

III

13 septembre 1639. — Aveu rendu à Gabriel de Beauvau, évêque de Nantes, en sa cour des Regaires, par Anne Jollins, dite Sœur de l'Annonciation, prieure des Bénédictines du Calvaire, et par François de Goulaine, dite Sœur de la Conception, Elizabeth Morreau, dite Sœur Saint-Augustin, Claude Despinoze, dite, Sœur Saint-Louis, et Jeanne Main, dite Sœur Saint-Jean-Baptiste, religieuses du même couvent, pour les bâliments et terres qu'elles occupent en la paroisse Saint-Nicolas, autrefois appelés le *lieu des Ballues*.

Ce couvent est entouré de murs, avec un petit logis et jardin, au devant, pour l'aumônier. Il comprend l'allée ou chemin qui y donne accès, avec un petit morceau de terre vers le Chapeau-Rouge, le tout en un tenant. Il est borné par la Motte Saint-Nicolas, les logis des défunts sieurs Couperye et Brélineau, les logis du Chapeau-Rouge, les logis du sieur de la Rougeraye et du sieur Michel, un chemin conduisant du Bignon-Lestard au moulin du sieur Renoul, les logis et terres d'autre défunt sieur Renoul, la douve de la Ville-Neuve, le logis, jardin et jeu de l'arc de la Butte, et le chemin conduisant dudit jeu de l'arc à la Motte Saint-Nicolas.

Il a été acquis par les religieuses d'Ecuyer Georges de Johannès et Judilh de Tehillac, sa femme, seigneur et dame de la Périne (en Mauves), par contrat du 5 mai 1625. Elles en ont pris possession le 8 juillet suivant, et l'amortissement

leur en fut accordé, le 2 mai 1626, par Monseigneur de Cospéan, évêque de Nantes, qui ne se réserva sur leur tenue qu'un plat de fruits du jardin, quand il y en aurait, puis ratifié par lettres du roi, de juillet 1626.

IV

18 juin 1738. — Aveu rendu par les religieuses du Calvaire à Monseigneur Turpin-Crissé de Sanzay, évêque de Nantes, pour leur couvent du Calvaire, en Saint-Nicolas.

Au derrière, sont de petits jardins en dépendant, qui ont issue sur la venelle du Pertuis Morel, allant du Bignon-Lestard aux moulins du Marchix.

Dépendent encore du couvent une maison, au bout de l'allée d'entrée dudit couvent, vis-à-vis la rue de la Motte Saint-Nicolas, ainsi que plusieurs autres maisons, au bout et au côté de la même allée ; de plus, au haut de la dite allée, une maison adossée au mur du logement des religieuses, nommée *le Pensionnaire* du monastère ; et une autre maison, nouvellement construite dans un ancien jardin, donnant sur ladite allée, de l'autre côté du monastère.

L'enclos des religieuses s'étend depuis le grand portail, donnant sur la rue de la Motte Saint-Nicolas, jusqu'au petit portail qui joint le coin de ladite dernière maison neuve et le bout des couvents, maisons et jardins, se joignant les uns aux autres.

Il est borné, en partie, par la douve et le rempart de la Ville-Neuve ; d'autre partie, par la Butte du jeu de l'arc, aujourd'hui nommée le Jardin royal des Apothicaires, et le chemin qui y conduit ; d'autre côté, par les logements et jardins du Bon-Pasteur, par les jeux de boule du Chapeau-Rouge, appartenant au sieur de Maurepas Cochon, et les maison et jardin du sieur Hersant, héritier de la dame de la Ville ; d'un bout, par le devant, par la rue de la Motte Saint-Nicolas, conduisant de la place au faubourg du Marchix ; et d'autre bout, par le derrière,

en partie par les maisons et jardins du Pavillon, et en partie par le chemin conduisant du Bignon-Lestard aux moulins de la Bastille.

Les religieuses ne doivent à l'évêque qu'un plat de fruit du crû de leur jardin, et, par ailleurs, lui reconnaissent tous les autres droits seigneuriaux de haut-justicier, qui sont tout au long énumérés dans l'acte, et parmi eux « *la quintaine qui se court sur la rivière de Loire* ».

Les aveux, n^{os} I, III et IV, ont été achetés chez un marchand de curiosités de la place Bretagne.

PAUL DE BERTHOU.

VENTE

DE LA

TERRE ET JURIDICTION DE LA HUNAUDAVE

(En Saint-Herblain et Chantenay)

le 23 novembre 1532, par Raoul Tournemine
à Jean de Pledran.



Dans un précédent mémoire, inséré au Bulletin de 1897, nous avons déjà parlé de cette seigneurie de la Hunaudaye, en Chantenay et Saint-Herblain, unie, au XVI^e siècle, à la terre de Launay-Dionis qui lui devait toute son importance féodale. Dans notre dernière séance, il a été lu un très intéressant travail de M. de la Nicollière-Teijeiro, sur la chapelle de la Madeleine, fondée dans la cathédrale de Nantes, par l'évêque Guillaume Guegen ; il nous a appris que le droit d'enfeu dans cette chapelle fut uni à la seigneurie de Launay, en Chantenay (distincte de Launay-Dionis, en la même paroisse), par le doyen du Chapitre, Jean de Pledran, seigneur de Launay, héritier de Guillaume Guegen, son oncle. Plus tard, vers la fin du XVI^e siècle, la Hunaudaye, Launay et Launay-Dionis furent réunies et ne formèrent plus qu'une même juridiction, à laquelle se joignait le droit d'enfeu dans la chapelle de la Madeleine. On en trouve la preuve dans le très curieux procès-verbal de visite de cette chapelle, en 1628, que nous a fournis M. de la Nicollière. Nous venons aujourd'hui présenter à la Société un nouveau document gracieusement mis à notre disposition par M. le v^{ic} Louis Urvoy de Portzamparc, l'érudit généalogiste de la maison de Trogoff, qui possède une impor-

tante collection de titres et de notes concernant les familles bretonnes. Nous y verrons comment la Hunaudaye fut d'abord réunie à Launay en Chantenay : c'est l'acte de vente, du 23 novembre 1532 (et non 1539, comme l'a cru M. de Cornulier) de la juridiction de la Hunaudaye à Jean de Pledran, seigneur de Launay, conseiller du roi en sa cour de parlement de Bretagne. Il pourra servir à ajouter quelques noms et quelques dates à l'excellent *Dictionnaire des terres du comté Nantais*.

La Hunaudaye appartenait, en 1471, à Gilles Tournemine, de la maison des sires de la Hunaudaye (en Plédeliac) dont le nom fut ainsi donné à une portion des paroisses de Chantenay et de Saint-Herblain.

Après lui, la Hunaudaye en Chantenay passa à François et à Raoul Tournemine, enfants de Jean Tournemine, seigneur de la Guérche, fils cadet du sire de la Hunaudaye et de Mathurine du Perrier, héritière de Porterie (« *Grandes Seigneuries de Haute-Bretagne* », par M. l'abbé Guillotin de Corson). Il est possible que Jean fût frère cadet de Gilles, et que cette terre fût attribuée, soit à lui, soit à son fils aîné, en partage ou en héritage. Quoi qu'il en soit, François mourut sans alliance, à son manoir de Porterie, le 30 octobre 1529, à l'âge de 72 ans. Peu de temps avant son décès, le 13 avril 1529, il avait vendu la Hunaudaye, en Chantenay à Guillaume Loaysel, seigneur de la Thebaudaye. Son frère Raoul hérita de ses biens, fit le retrait féodal de la Hunaudaye, et la revendit, le 23 novembre 1532, à Jean de Pledran.

PAUL DE BERTHOU.

23 novembre 1532. — « Sachent tous que, par nostre court
« de Nantes, en droict a esté présent devant nous et person-
« nellement estably noble et puissant Raoul Tournemine,
« chevalier, seigneur de la Guerche, Jaczon, Portherie,
« Mallenone, Rouant, Chémeré et Arlhon, lequel
« a choaysi et esleu demention en sa maison
« en ceste ville de Nantes, près de l'église et convent des

« Frères Mineurs de Sainc-François.
« et a esté cognaissant avoir vendu par cesdictes
« présentes, à noble homs, vénérable et discret Maistre Jehan
« de Pledran, seigneur du Bossiguel et de Launay, conseiller
« du roi en sa court de parlement de ce pays et duché de
« Bretagne. . . . scavoir est la piecze, terre et seigneu-
« rie de la Hunaudaye, siise ès parroesses de Saint-Herblen
« et de Chantenay, près ceste dicte ville de Nantes, ainsi
« qu'elle se consiste et comporte, tant en rentes par deniers,
« bledz, chappons, tiers, quarts et complaintz de vignes, pretz,
« pastures, landes, frostz, communs, dismés, terraiges, pré-
« minences d'églises, et tout ferme droict de juridiction haulte,
« moyenne et basse sur les hommes et subgetz de ladite
« terre et seigneurie, hommes, hommaiges, rachaptz,
« soubz rachaptz, ventes, loddés, espaves, galloitz, es-
« tangs, moullins à eau et à vent, destroict sur les hommes
« et subgetz, et aultres droictz seigneuriaux queulxcom-
« ques; et généralement tout ce que audiçt Missire Raoul
« appartient èsdictes parroesses, par le déceix de feu Missire
« François Tournemyne, aussi chevallier en son vivant, à
« cause de sa seigneurie de Portheric, tant en rentes par
« deniers, quarteries de vignes, que aultres terres, héritaiges
« et choses héritelles queulxcomques, provenantz estantes
« des deppendances de ladite seigneurie de Portheric que
« ledict Tournemyne a retenu et réservé à luy; pour ledict de
« Pledran d'icelle seigneurie de la Hunaudaye, èsdictes
« parroesses de Saint-Herblen et Chantenay, jouir, faire et
« disposer, tout ainsi et de la manière que ledict Tournemyne,
« par luy, ses fermiers, commis et depputéz. et maistre
« Guillaume Loaysel, seigneur de la Thebaudaye, auquel
« ledict Tournemyne, dès le traeziesme pour d'avril, l'an
« mil cincens vignt neuff, l'avoit vendue, o condicion de
« rescousse. et l'avoit retirée au moyen d'icelle con-
« dicion, avoint, chaineun en son temps respectivement,
« accoustumé de jouir auparavant cestz heures. La dicte

« pièce, terre et seigneurie franche et quicte de toutes rentes,
« charges, ypothecques et debvoirs queulxcomques, sauff de
« foy, hommaige et rachapt, quant le cas y advient au duc,
« nostre souverain seigneur, par raison de sa compté de
« Nantes. Et a esté la vente faicte à gré de parties, scavoir
« par une parcelle, pour neuff centz quinze escuz couronne et
« douze ducalz, le tout d'or, bons et de mise, et vint soulz
« tournoys, qui ont esté par ledict Tournemyne bailléz, renduz
« et rembourcéz, cedict jour, audict Loaysel ; et oultre
« pour la somme de troyz cents livres monnoye tournoys,
« payée et baillée pareillement dudict de Pledran audict
« Tournemyne qui les a eues et receues en paiement de qua-
« tre vignts douze escuz sol et demy, ung ducat, le tout d'or,
« bons et de mise, et quatre vingts unze comptes de trezains,
« à vint ung souls dix deniers chaincun compte ; et d'icelles
« mainbors et parcelles d'or et monnoye susdictz, s'est ledict
« Tournemyne tenu et tient à contant et bien poyé dudict de
« Pledran.

« Et a voulu et consenty ledict Tournemyne que celuy de
« Pledran pranne et appréhende la pocession, propriété et
« seigneurie de la dicte pièce, terre et seigneurie de la
« Hunaudaye.
« o condicion toutesfoiz accordée et consentie dudict de Ple-
« dran. que ledict Missire Raoul Tournemyne,
« ses hoirs ou cause ayans puissent avoir et retourner à eulx,
« si bon leur semble, dedans neuff ans, prochains venans,
« lesdictes choses cy-dessus vendues et transportées par
« ledict Tournemyne audict de Pledran, poyant, ren-
« dant et rembourçant audict de Pledran, ou qui cause aura
« de luy, les parcelles et semblables espèces quelles a baillées
« ledict de Pledran audict Tournemyne, et non aultrement,
« avecques les mises raisonnables, si aulcunes sont ; et sans
« que les jouissances, fruitz, levées et revenuz que aura pers-
« ceuz et cuilliz ledict de Pledran et sesdicts successeurs
« desdites choses vendues, vaillent acquit ou diminution

« audict Missire Raoul Tournemyre ou sesdictz hoirs, sur le
« sort principal desdictes sommes et espèces d'or et monnoye,
« dessus baillées ne desdictes mises.

« Donné tesmoign le scel estably aux contractz de nostre
« dicte court, consenty en ceste ville de Nantes, en la maison
« dudict Tournemyne, près l'église et couvent des Cordeliers
« de Nantes, le vingt troysiesme jour de novembre, l'an mil
« cinq centz trante deux ».

JAHAN *passe.* O. LE FEVRE *passe.*

CHARTRE FRANÇAISE

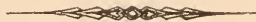
DE

J E A N I I

DUC DE BRETAGNE

Avec le sceau de la Prévôté de Nantes au XIII^e siècle

Document inédit tiré des Archives du Chapitre de Nantes.



I

19 janvier 1289 (Nouveau style)

« A touz ceaux qui cestes présentes lettres verront e orront,
« Jahan, duc de Bretaingne, conte de Rychemont, saluz en
« Nostre Seignour.

« Sachent touz que nous donnons, assignons e baillons à
« liglise de Saint Père de Nantes quarante soudées de
« rente, à avoir, à prendre e à recevoir sus les rentes de
« nostre prévosté de Nantes. à paier landemain de la Saint
« Denys, checun an, pour fere, celui jour, laniversaire sol-
« lempnel nostre seignour nostre père, Jahan, jadis duc de
« Bretaingne, dont Dieux ait larme, en ladite yglise de Nantes.
« E les chanoines qui seront présenz audit anniversaire fere,
« celui jour, auront la meitié, e les prestres e les clers auront
« lautre meitié. E à ce nous obligons les rentes de ladite
« prévosté. E volons que celui qui tendra e recevra les rentes
« de ladite prévosté ou par ferme ou autrement, face le pae-

« ment desus dit au chapitre de Nantes. E totes les faiz que il
« deffaudra de fere ledit paement celui jour, que il paege dez
« sous de paine. En tesmoygn de laquele chose nous meimes
« nostre seel à cestes présentes lettres. Ce fut doné le mer-
« credi après la feste saint Hylaire, lan de grace mil douz cen-
« quatre vinz e oipt ».

(Scellé sur double queue de parchemin. Le sceau a disparu).

II

14 octobre 1297.

Vidimus de la pièce précédente ; même provenance.

« Sachent touz que nous, Eon Bodart, valet, en celui temps
« prévost de Nantes, avon veu et regardé diligeamment unes
« lettres non cancellées, non blécées, ou grant seau de nostre
« seignor le duc de Bretayngne seellées, contenant la forme
« qui sensuyt.

« A touz ceaux etc

« E en tesmoyng des dites lettres veues e leues, nous ledit
« prévost seellames cestes lettres dou seau douquel len use
« en ladite prévosté pour ledit nostre seignor le duc.

« Ce fut fet e transcript le jour de lundi emprés la feste de
« la Seint Denis, lan de grace mil e dous cenx e quatre vinz e
« dez e sept ».

(Scelle sur simple queue, du sceau de la Prévôté).

III

Variante donnée par le vidimus, pour le texte reproduit :
Bretayngne, lendemain, seint, chescun, anniversayre, Diex,
lerme, chanoines, meytié, recevra.

Au point de vue philologique, ces actes prêtent matière à
plusieurs constatations.

La prononciation *ai* prédominait, dans notre pays, sur la prononciation *oi* ; on disait *aveir*, *meitié*, *paier*, *faiz*, pour *avoir*, *moitié*, *poier*, *fois*.

La forme *lendemain*, pour *le en demain*, était encore dans sa pureté originale : on ne songeait pas encore à redoubler l'article par un pléonasme vicieux qui a prévalu depuis, grâce à l'agglutination de la lettre *l* au mot suivant : *le l'en demain*.

La forme *arme* ou *erme*, qui devait se prononcer de la même façon, contient tous les éléments du latin *anima* d'où elle sort. Par application de la règle de la permutation des lettres congénères, *n* a souvent été changée en *r* ; *diaconus*, *London*, *Lingones* ont donné *diacre*, *Londres*, *Lingres*. Aujourd'hui, dans le mot *âme*, l'accent marque la place de la consonne disparue.

La forme *seel*, avec ses deux *e*, est plus voisine de *sigillum* que notre mot *scel*. Ce n'est que plus tard que des copistes ignorants ont pris le premier *e* pour un *c*, et en ont fait la forme bizarre que les mots *scel* et *sceau* présentent actuellement. Le mot *lettres* est toujours employé au pluriel, bien qu'il ne s'agisse que d'un seul acte : *unes lettres non cancellées*. Le pluriel français rappelle le pluriel latin, *litteræ*, par lequel cette langue donnait à entendre que ce que nous appelons une *lettre* est composé de plusieurs lettres.

Le vidimus du prévôt, outre l'intérêt qu'il présente par le texte de la Charte du duc, en offre encore un autre, grâce au sceau dont il est muni.

Ce sceau est celui de la Prévôté de Nantes au XIII^e siècle, M. de la Nicollière a déjà publié un sceau de cette Prévôté, dans ses *Privilèges de la Ville de Nantes*, p. 55. Voici l'interprétation qu'il en donne.

« Droit : dans la nacelle nantaise, le duc, armé de toutes
« 'pièces et en position de combat, porte sur l'écu l'échiqueté
« de Dreux au franc quartier d'hermines, ce qui indique le
« XIII^e siècle, ou tout au plus le commencement du XIV^e.
« Légende : *S. prepositure nannetensis* ».



SCEAU DE LA PRÉVOTÉ DE NANTES
AU BAS D'UN ACTE DE 1297

On voit en effet que ce sceau, appendu à une charte du XV^e siècle, était bien du XIII^e.

Entre le sceau publié par M. de la Nicollière et celui que reproduit ici la main exercée de M. Paul Soullard, bibliothécaire de la Société Archéologique, nous signalons cependant une différence. Le sceau de 1297 ne porte, dans le champ, ni le croissant ni l'étoile, situés près de la tête et sous le bras du duc, dans le sceau conservé aux Archives de la Mairie.

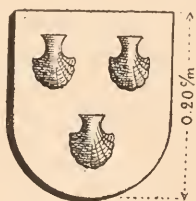
G. DURVILLE

NOTES SUR LES ARMOIRIES

ET

L'ENFEU DE L'ÉGLISE DE N.-D. DE PITIÉ AU CROISIC

Dans l'église Notre-Dame de Pitié du Croisic, au-dessus de l'autel consacré, le 20 aout 1546, à la Sainte Trinité, et devenu depuis l'autel du Rosaire, on remarque, à gauche de cet autel, un écusson d'alliance en granit, portant *cantonné, aux 2 et 3*, les armes d'une famille jadis bien connue dans cette contrée, les Jouan, sieurs de Kercassier, de Ranzégat, de Kervenoaël, *d'azur au chevron d'or, chargé de trois molettes de gueules; aux 1 et 4, de... à trois coquilles, 2-1*, dont on ne peut déterminer la nature. Ces 3 coquilles se trouvent reproduites en plein sur un autre écusson, situé à la droite du même autel. Tout porte à croire que l'enfeu placé à côté, dans la muraille Ouest de l'église, a reçu les restes des personnes aujourd'hui ignorées, dont les armes sont indiquées ci-dessus.



M. le vicomte Jouan de Kervenoaël, notre collègue, à qui je les ai signalées, a parfaitement reconnu les armes de sa famille; mais il n'a pu me renseigner sur les possesseurs des trois coquilles, n'ayant sur les alliances féminines des siens que des documents fort incomplets.

Après quelques recherches demeurées infructueuses, j'avais renoncé à les continuer quand, au mois d'août 1899, en dépouillant un registre des délibérations du général de la paroisse de Batz et ville du Croisic, qu'avait bien voulu me communiquer le curé, M. l'abbé Clénet, je découvris la « remontrance » suivante, faite par le premier marguillier, Jacques Le Mauguen :

« Le dimanche, quinzième de janvier de l'an mil sept cent
« huit, estant dans la sacristye de l'église N.-D. de Pitié du
« Croisic, après les vespres y dites et chantées, a esté par N. H.
« Jacques Le Mauguen, premier marguillier de la paroisse de
« Batz et ville du Croisic, remontré que, le seize décembre
« dernier, noble homme René Cocquard, sieur de Kerougay, l'un
« des bourgeois de cette ville, fit d'autorité et sans en donner
« avis audit sieur Le Mauguen, marguillier, ouvrir le tombeau
« qui est dans la muraille de la chapelle du Rosaire par des
« maçons, pour y inhumer le corps de la damoiselle de Cois-
« pean, décédée le jour précédent. A quoi le sieur marguillier
« se voulut opposer, sur ce que chacun prétendra y être in-
« humé sans y avoir droit, et les droits des inhumations dans
« l'église ainsy perdus. Pourquoi, il fit le dit jour, publier aux
« vespres la présente assemblée, et requiert qu'il soit délibéré
« s'il doit appeler le dit sieur de Querougay et le dit sieur de
« Coispéan, pour aparoir les titres en vertu desquels ils ont
« le droit de faire inhumer dans le dit tombeau la dite demo-
« selle de Coispéan, et payer soixante sols pour le droit d'in-
« humation, et a le dit sieur marguillier signé : LE MAUGUEN ».

Le registre des assemblées du général demeure muet sur les suites données à la « remontrance du marguillier Le Mauguen, ce qui semble indiquer que les intéressés justifièrent, en temps opportun, de la régularité de leurs actes et acquittèrent la taxe de soixante sols. Voici l'acte de décès de la personne qui donna lieu à ce conflit :

« Le seize de décembre mil sept cent, a été inhumé le cors
« de damoiselle Renée Yviquel, âgée d'environ quarante-
« deux ans, compagne de noble homme René Cocquard,

« sieur de Coispéan. Signé : LAPORTE du Bochet, JAN DE GEN-
« NES et GOUPIL, vicaire » (*Archives municipales*).

D'après le *Dictionnaire des Terres et Juridictions de l'ancien comté Nantais*, de M. E. de Cornulier, la terre de *Coipéan* ou *Coïrpéan*, paroisse de Guérande, avait été cédée en 1670 à *Jean Cocquard, sieur de Kerné*, par *Pierre de la Haye, sieur de Silz*. Or, les *de la Haye*, sieurs de Silz, de Cosquet, de la Villejammes, de Kercamaret, ressorts de Vannes, de Guérande et de Rennes, portaient, dit Pol de Courcy, « *de gueules à trois coquilles d'argent* ». Propriétaires de la terre de Silz, située dans la paroisse de Batz, à une époque où la ville du Croisic était englobée dans cette paroisse, il est permis de supposer qu'ils avaient fait sculpter leurs armes dans l'église Notre-Dame de Pitié, au-dessus de l'autel du Rosaire, et qu'ils avaient leur enfeu à côté, plutôt que dans l'église Saint-Guignolay de Batz, où se trouvaient déjà l'enfeu des sieurs d'Kerbouchard et celui des prieurs.

En devenant propriétaires de la terre de Coipéan dont ils prirent aussitôt le nom, les Cocquard purent acquérir certains droits sur l'enfeu en question, soit par suite d'arrangements, soit par suite d'alliance, et y faire inhumer le corps de Renée Yviquel.

Enfin, des familles bretonnes, citées par le R. P. Toussaint de Saint-Luc et P. de Courcy, comme ayant trois coquilles dans leurs armes (1), la famille de la Haye paraît la seule qui ait pos-

(1) *Relevé des familles de Bretagne portant trois coquilles dans leurs armes :*

Harscoët, sieur de Keringant, de Quélèn, de Kerstanguy, évêché de Saint-Brieuc :

D'azur à trois coquilles d'argent.

Haye (de la), sieur de Silz, de Cosquet, de la Villejammes, de Kercamaret, ressorts de Vannes, de Guérande et de Rennes :

De gueules à trois coquilles d'argent.

Lezonnet ou Lezenet (de), sieur du dit lieu, paroisse de Gué :

De sable à trois coquilles d'argent.

Lemoine, sieur de Trévigué, évêché de Cornouaille :

D'argent à trois coquilles de gueules.

sédé des terres dans le pays guérandais. C'est encore un argument de plus en faveur de l'hypothèse que ce sont là les armes et l'enfeu des *de la Haye*. Une objection, toutefois, que l'on peut faire, c'est que l'écu ne porte pas trace de lignes verticales, indiquant le champ de gueules.

Les Coquard ne figurent pas dans l'*Armorial de Bretagne* ; les Yviquel au contraire y sont mentionnés.

Le nom du marguillier Jacques Le Mauguen se trouve dans les *Annales Croisicaises*. Le 15 avril 1529, Nicolas Le Mauguen prit, comme curé, possession de l'église Notre-Dame-de-Pilié qu'on venait d'achever (CAILLO). En 1621, 1631 et 1668, Sylvestre, Jacques et Marc Le Mauguen furent successivement maires du Croisic.

Une étude pleine d'intérêt sur ce que l'on nommait « le général de la paroisse » et sur les attributions de cette assemblée, a été publiée récemment par M. Eugène Orieux dans le bulletin de notre Société, du 2^e semestre 1898.

Nantes, 30 Octobre 1899.

A. DE VEILLECHÈZE.

Margaro (de), sieur du dit lieu, ressort de Rennes :

D'azur à trois coquilles d'argent.

Marie, sieur de la Higourdais, évêché de Dol :

D'argent à trois coquilles de sable.

Morand, sieur d'Orgère, ressort de Ploërmel :

D'argent à trois coquilles de sable.

Pellerin, sieur de Penhoat, paroisse de Fégréac, évêché de Nantes :

D'argent à trois coquilles de sable.

Robert, sieur du Moulin-Hinriet, évêché de Nantes, paroisse de Sainte-Pazanne :

De sable à trois coquilles d'or.

Roger, sieur de la Mouchetière, 84^e maire de Nantes :

D'azur à trois coquilles d'argent.

Rouxel, sieur du Prérout, de la Fosse-Colleur, évêché de Saint-Brieuc :

De sable à trois coquilles d'azur.

Saussay (du), sieur de la Guichardière, évêché de Nantes :

De gueules à trois coquilles d'or.

JUGEMENT, CONDAMNATION ET EXÉCUTION

Les 12 et 29 Octobre 1793

DE DEUX HABITANTS DU CROISIC

Au temps où, dans ma jeunesse, j'habitais momentanément le Croisic, j'eus occasion d'entrer en relations avec un certain nombre de personnes appartenant aux anciennes familles notables du pays. Plus tard, j'y suis devenu possesseur d'un pied-à-terre où, chaque été, depuis trente-quatre ans, je vais passer la belle saison. Ce séjour, aussi intermittent que régulièrement répété, a transformé l'étranger des premières années en une sorte de concitoyen, et c'est à ce titre que j'ai pu recueillir certaines traditions, certains récits dont l'un, plus vivement que les autres, a piqué ma curiosité. C'est celui de la condamnation à mort et l'exécution, en 1793, de M. René David de Drézigué, ancien maire de cette ville. Le fait était bien établi ; les détails faisaient complètement défaut. Un jour qu'à un chercheur émérite je faisais part de mon désir d'être plus explicitement renseigné, il me conseilla de recourir aux collections qu'a léguées à la bibliothèque de Nantes notre ancien collègue M. Dugast-Matifeux, et dont le classement venait d'être terminé. Je me hâtai de suivre son conseil et, sans difficulté, on put me communiquer deux jugements dont on trouvera ci-après la copie, l'un concernant un ancien soldat du régiment de Bourbon, originaire de Gascogne, l'autre, M. David de Drézigué. J'ai su, depuis, que la famille de ce dernier possédait un double dudit arrêt, imprimé sous forme d'affiche.

D'un autre côté, mon ami et ancien condisciple, M. Augustin Maillard, actuellement sénateur de la Loire-Inférieure, a bien

voulu me donner quelques détails sur son ancien prédécesseur à la mairie du Croisic. « M. David de Drézigué, me dit-il dans une lettre en date du 26 janvier 1899, a été fusillé au Croisic devant le mur de l'ancien cimetière, qui se profilait dans le sens de la grille de la cure actuelle, et près d'une petite porte touchant l'église et donnant accès dans le cimetière (1). Il avait coutume de venir tous les soirs faire la partie, rue de l'Eglise, chez mon arrière-grand'mère du Châtelier. J'ai souvent entendu dire à ma grand'mère maternelle, alors âgée de 8 à 9 ans, qu'elle était postée derrière une fenêtre fermée, quand le tombereau, dans lequel on conduisait cet excellent homme au supplice, vint à passer. Il récitait des prières. En l'apercevant, il lui fit un signe d'adieu, et ce signe resta si profondément gravé dans la mémoire de l'enfant que, devenue vieille, c'était toujours avec une vive émotion qu'elle en entretenait ses petits-fils ».

Nantes, 10 Janvier 1900.

A. DE VEILLECHÈZE.

(1) Cette indication m'a été confirmée par le petit-fils de la victime, l'honorable abbé David de Drézigué.

JUGEMENT

Qui condamne David de Drézigué à la peine de mort.

EXTRAIT DES REGISTRES DU GREFFE DU TRIBUNAL CRIMINEL
DE LA LOIRE-INFÉRIEURE, SÉANT A GUÉRANDE.

*Du 29 octobre 1793, neuf heures du matin. — Au nom du
Peuple Français. — L'an 2 de la République.*

Le Tribunal criminel du département de la Loire-Inférieure séant à Guérande, après avoir entendu Dardel, faisant fonctions d'accusateur public, dans la répétition de son acte d'accusation contre René David, dit de Drézigué, assesseur du juge de paix du canton du Croisic, âgé de 69 ans, natif et domicilié de la commune du Croisic, marié, ayant trois enfans, présent :

Pierre Brouard, âgé de 67 ans, négociant ; Yves-Marie Le Lyon, âgé de 50 ans, receveur principal des Douanes, et Marie-Anne Clochet, veuve de Pierre Cailleau, marchande, âgée de 48 ans, les trois domiciliés de la commune du Croisic, témoins assermentés, dans leurs dépositions orales, reçues en présence de l'accusé ; ce dernier dans ses interrogatoires, et Dardel dans ses concusions.

Le Tribunal ordonne qu'il en sera délibéré en la chambre du Conseil et, après y avoir délibéré, le tribunal rentré, le Président a prononcé le jugement qui suit :

Le Tribunal, considérant qu'il est appris par les dépositions des témoins entendus le 19 octobre présent mois et ce jour, aveux et reconnaissance de René David accusé, que ce dernier a paru vouloir saper les fondemens de la Constitution

dès son origine ; qu'en 1789, lors de la tenue des derniers Etats de la ci-devant Bretagne, à Rennes, il fut élu député par les citoyens de la commune du Croisic pour s'y rendre ; qu'au lieu de prendre les intérêts du Tiers, il fut du nombre des seize qui signèrent une protestation contre le vœu général du ci-devant ordre du Tiers ; que ses commétants, indignés de sa conduite, le révoquèrent et en envoyèrent un autre pour le remplacer ; que, de retour au Croisic, il fut nommé par cabale procureur de la commune du Croisic et ensuite assesseur de Decombe, juge de paix de la dite ville et qui a toujours été reconnu pour l'ennemi juré de la Constitution ; que le dit René David avait d'étroites liaisons avec ce dernier et ne faisait sa société que d'aristocrates ; que lors de l'arrivée de Lannouan, chef des rebelles, au Croisic, et qui eut lieu dans le courant du mois de mars dernier, René David fut à sa rencontre sur le port où il débarqua, le complimenta et lui témoigna par un baiser la joie qu'il ressentait de le voir ; qu'il l'accompagna jusqu'à la Maison de Ville ; qu'il prit place au bureau et qu'après s'être faiblement excusé sur son âge, il accepta la place de procureur du roi-syndic dans la municipalité qu'établit alors le dit Lannouan ; qu'en cette qualité il a concouru à une proclamation faite par cette municipalité au nom du roi et du régent du royaume, portant défense à tout citoyen patriote de se trouver plus de trois ensemble ; qu'antécédemment ledit René David avait été maire, subdélégué et procureur de la commune du Croisic ; qu'enfin sa conduite a toujours été celle d'un contre-révolutionnaire bien caractérisé ; l'a déclaré atteint et convaincu des dits faits ; pour réparation de quoi et conformément aux lois du 19 mars et 5 juillet derniers, condamne le dit David à la peine de mort, et conformément à l'article VII de la dite loi du 19 mars dernier, a déclaré ses biens acquis et confisqués au profit de la République ; ordonne pour la conservation des dits biens, qu'il sera par l'accusateur public adressé au département de la Loire-Inférieure séant à Nantes, une expédition du présent

jugement qui sera imprimé, affiché et exécuté sur la place de la ville du Croisic, de jour et dans les 24 heures, si faire se peut.

Fait en audience publique où présidait Savariau et assistaient Régnault, Bruneau et Mérot, juges du tribunal, qui ont signé.

Présent DARDEL, faisant fonctions d'accusateur public.

Pour copie conforme : RAMET.

JUGEMENT

Qui condamne Dominique François dit Bitacle
à la peine de mort.

EXTRAIT DES REGISTRES DU GREFFE DU TRIBUNAL CRIMINEL DU
DÉPARTEMENT DE LA LOIRE-INFÉRIEURE, SÉANT A GUÉRANDE

*Du 12 octobre 1793, l'an 2 de la République Française,
avant midi. — Au nom du Peuple Français.*

Le Tribunal Criminel du département de la Loire-Inférieure, séant à Guérande, après avoir entendu Bréger, faisant fonctions d'accusateur public, dans son accusation contre Dominique François, dit Bitacle, âgé de 62 ans, portefaix, natif de la paroisse de Pibrac, département d'Auch en Gascogne, et domicilié de la commune du Croisic, marié, ayant deux enfans, présent.

Renée Dubauchet femme de Heric Gardemann, négociant, âgée de 44 ans ; Augustin Dubauchet, âgé de 72 ans, négociant ; Mathurin Moriceau, âgé de 28 ans, volontaire ; Marie-Anne Clochet, veuve de Pierre Caillaud, âgée de 48 ans, marchande ; Marguerite Alusic, âgée de 25 ans, sans état ; Marie-Joseph Cordier, âgé de 35 ans, sans état ; Nicolas Cordier, âgé de 34 ans, marin ; Jean-Hugues Milon, âgé de 53 ans, marin ; François Mesnard, âgé de 25 ans, ferblantier et volontaire ; Pierre Juhel, laboureur, âgé de 54 ans, et François Chelet, âgé de 37 ans, laboureur, les onze domiciliés de la commune du Croisic ; Etienne Tessier, âgé de 25 ans, marin, et Louis-Armand Mérés, âgé de 22 ans, commis à l'administration du district de Guérande, les deux domiciliés de la commune de Guérande ; et Raoul Prévôt, âgé de 45 ans, lieutenant des douanes, domicilié de la commune de Piriac, témoins assermentés, dans leurs

dépositions orales, reçues en présence de l'accusé ; ce dernier dans ses interrogatoires, et Bréger dans ses conclusions.

Le Tribunal ordonne qu'il en sera délibéré en la chambre du Conseil et, après y avoir délibéré, le Tribunal rentré, le Président a prononcé, en présence de l'accusé, le jugement qui suit :

Le Tribunal, considérant qu'il est appris, par les dépositions des témoins, que Dominique François dit Bitacle, accusé, le jour qui précéda l'entrée des rebelles en la ville du Croisie, avait forcé un canot qui partait de la dite ville du Croisie pour Nantes, d'arborer le pavillon blanc ; que, sur ce qu'on lui présenta un mouchoir blanc ayant une petite raie bleue, il le refusa et exigea qu'on en mit un tout blanc, parce que, disait-il, il le fallait sans lache ; qu'armé d'un sabre et portant la cocarde blanche, signe de la rebellion, il a fait volontairement partie de l'attroupement de rebelles qui s'empara de la ville du Croisie sur la fin du mois de mars dernier ; qu'aussitôt l'arrivée des rebelles en cette ville, il courut prendre l'uniforme qu'il avait chez lui, étant soldat dans le régiment ci-devant Bourbon, se munit d'un tambour et les conduisit, tambour battant, à la Maison de Ville, pour prêter le serment d'être fidèles au Roi ; que lui-même n'a cessé de crier « Vive le roi », et de dire qu'en qualité d'ancien serviteur des Bourbons, il verserait son sang pour les Bourbons ; qu'à cette époque, il se porta avec une cohorte de brigands dans la cour du citoyen Hugues Milon ; qu'il y fit les plus exactes perquisitions, croyant trouver des armes et des munitions de guerre, pour les remettre aux brigands ; qu'aidé de ses complices, il vida un puits qui se trouvait dans la dite cour, dans l'intime persuasion qu'on y avait jeté des armes ; l'a déclaré atteint et convaincu des dits faits ; en conséquence et conformément aux articles 1^{er} des lois des 29 mars et 9 avril derniers, condamne le dit Dominique François, dit Bitacle, à la peine de mort ; conformément à l'article VII de la loi du 19 mars aussi dernier, a déclaré ses biens acquis et confisqués au profit de la République ; ordonne, pour la conser-

vation des dits biens, qu'il sera par l'accusateur public adressé au département de la Loire-Inférieure séant à Nantes, une expédition du présent jugement qui sera imprimé, affiché et exécuté de jour et dans les 24 heures.

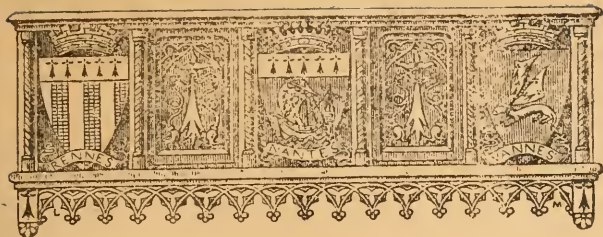
Fait en l'audience publique où présidait Savariau et assistaient Regnault, Bruneau et Mérot, juges dudit tribunal, qui ont signé la minute du présent.

Présent BRÉGER, faisant fonctions d'accusateur public. —
Pour copie conforme : RAMET.

A Nantes, de l'imprimerie de A. J. Malassis, Imprimeur libraire du Tribunal, Place du Pilory, n° 2.

Le Gérant : J. LE BAYON.

Vannes. — Imp. LAFOLYE, 2, place des Lices.



SÉANCE DU MARDI. 3 JUILLET 1900

Présidence de M. le marquis DE BREMOND D'ARS-MIGRÉ, président.

Etaient présents : MM. DE BERTHOU, René BLANCHARD, le vicomte DE BOUARD, Marc CITOLEUX, Georges CHARON, Alcide DORTÉL, l'abbé DURVILLE, Joseph HOUDÉT, Edouard PIED, Raymond POURVREAU, Paul SOULLARD, le médecin principal TACHARD, Paul TRÉMANT, DE VEILLECHÈZE, Félix VINCENT, le baron Christian DE WISMES.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté. M. le vicomte P. de Lisle du Drèneuc s'est fait excuser et ne pourra lire sa communication, portée à l'ordre du jour, savoir : « *Cérémonial de la prise de possession du fief de Chemeré, par écuyer Jean Guillon, en 1783* ».

A propos de ces actes, avec force mentions des anciens droits et usages du moyen-âge, restes d'un état de chose déjà éloigné à l'époque de leur rédaction, et que l'on rencontre encore à la fin du XVIII^e siècle, M. le président cite la *Revue des questions héraldiques*, n^o du 25 juin 1900, dans laquelle on trouve une semblable prise de possession, celle de la terre de Pressignac, en Périgord, par Jean Gontier du Soulas, en date du 8 mai 1754, acte qui rappelle aussi de très anciens souvenirs féodaux.

M. Alfred Caravanniez qui s'est, depuis peu, fixé à Paris où l'ont appelé divers travaux d'art, se rappelle gracieusement à notre souvenir et regrette de ne pouvoir suivre nos travaux et nos excursions, dont il lit les comptes-rendus avec un vif intérêt.

Lecture est donnée d'une lettre en date du 1^{er} juillet adressée à M. Charles Riardant par M. Emile Travers, ami dévoué et exécuteur testamentaire du regretté comte de Marsy, occupé, en ce moment,

à présider le congrès annuel de la Société Française d'Archéologie, réuni à Chartres. M. Emile Travers nous exprime ses sentiments de condoléance et ceux de sa savante compagnie, à l'occasion de la mort de M. de la Nicollière-Teijeiro dont il appréciait vivement le mérite.

Lecture est encore donnée d'une lettre adressée à M. le président par M. Félix Chaillou qui prend une grande part à la perte que nous éprouvons en la personne du dernier de nos fondateurs, dont il était l'ami et dont il regrette de n'avoir pu suivre les obsèques.

M. le président tient à exprimer de nouveau la douloureuse émotion de notre Société, en voyant disparaître le dernier témoin de ses origines, l'érudit consciencieux et le chercheur infatigable qui lui a consacré ses premiers et ses derniers travaux, et n'a jamais cessé, toute sa vie, d'enrichir son bulletin. Il s'occupait encore de nous, dans les mois qui précédèrent sa mort, et ses derniers plaisirs ont été de corriger les épreuves des mémoires contenus dans notre volume de 1899.

L'œuvre scientifique de M. de la Nicollière-Teijeiro est connue de tous les érudits, et spécialement en Bretagne; sa carrière laborieuse a été résumée dans un intéressant article de M. Joseph Rousse, paru dans la *Revue de Bretagne, de Vendée et d'Anjou* de 1893; notre Société elle-même, comme mue par un pressentiment, a tenu à honneur de publier la bibliographie complète de ses travaux, dans son dernier bulletin: d'éloquents discours ont été prononcés sur sa tombe; mais il manquerait quelque chose à la louange qui lui est due, si nous ne consacrons pas un souvenir spécial à sa mémoire en cette séance, alors que nous venons de lui rendre les derniers devoirs et que pèse sur nous l'impression produite par sa mort, survenue inopinément le 17 juin dernier, au moment où il se disposait à fréquenter de nouveau assidûment nos réunions dont sa santé l'avait tenu quelque temps éloigné.

Né à Nantes le 25 mars 1824, Stéphane Praud de la Nicollière appartenait à une ancienne et honorable famille, originaire de Machecoulet et alliée à celle du célèbre architecte Boffrand. Par une touchante attention, il voulut plus tard joindre à son nom celui de sa dévouée compagne, M^{lle} Teijeiro, qu'il avait épousée en 1861. Elle était d'une noble famille espagnole, et son père, général au service de Don Carlos, dont il était premier chambellan, avait émigré vers 1838, à Nantes où il resta jusqu'à sa mort, victime de sa fidélité à la branche aînée des Bourbons, et refusant la soumission imposée à son parti par le traité de Vergara, en 1837.

Le père de M. de la Nicollière était marin, et fut l'un de ces intrépides corsaires qui firent tant de mal aux Anglais au début du XIX^e siècle; d'abord lieutenant du *Chéri* (navire sur lequel notre regretté confrère a réuni un dossier précieux), puis capitaine de frégate, M. de la Nicollière entendit donc, dans son enfance, bien des récits de mer; il eut voulu suivre l'exemple paternel, et le regret de toute sa vie fut d'en avoir été empêché par la faiblesse de sa vue; mais il trouva moyen, plus tard, de donner carrière à son goût, en étudiant avec passion l'histoire de la marine et la vie des marins Bretons, surtout des oubliés et des méconnus et en particulier des corsaires. C'était pour lui faire acte de piété filiale.

Il sut toutefois satisfaire ses instincts aventureux; engagé dans un régiment d'infanterie, il fit campagne en Afrique et prit part à l'expédition de Crimée⁴; et s'étant conduit partout avec courage et honneur, quitta l'armée avec le grade de sous-officier, et comblé des plus flatteurs témoignages d'estime de ses chefs. Sur cette époque de sa vie notre confrère a toujours gardé le plus profond silence; il était même difficile de soupçonner l'ancien militaire dans le savant archiviste de la Ville de Nantes.

Quant aux études historiques dans lesquelles il s'acquit tant d'honneur, le goût lui en avait été révélé dès sa jeunesse, par une sorte de coup de foudre, alors qu'àgé d'une quinzaine d'années, il assistait à une séance archéologique, présidée par M. de Caumont. « Je veux devenir archéologue », avait-il dit à son père, en lui demandant la petite somme nécessaire pour participer à de semblables réunions. Plus tard, ce souvenir d'enfance, étouffé un instant par l'ardeur militaire, se raviva, et, sans autre formation qu'un travail persistant, sans le secours d'aucune école ni d'aucun guide, il acquit les connaissances qui servent de fondement à la critique historique et devint l'érudit que nous avons tous connu, placé sans conteste au rang des maîtres.

Ses premières œuvres datent des environs de 1860, et la plus importante fut la monographie de notre antique collégiale. Elle lui valut d'unanimes éloges, une médaille offerte par la Société Académique, et le fit de suite distinguer. Aussi, lorsque la place d'archiviste de la Ville de Nantes vint à vaquer par la mort de M. Etiennez, il demanda et obtint de le remplacer. C'était en juin 1870.

Depuis lors, M. de la Nicollière se livra assidûment à la rédaction du volumineux inventaire des archives de notre ville, et aimait à offrir ses découvertes aux revues et sociétés savantes de Bretagne; mais c'était la Société Archéologique de Nantes, dans la-

quelle il était entré des premiers, en 1845, qu'il affectionnait tout particulièrement. Il lui était réservé de présider aux fêtes de son cinquantenaire, en 1895, et nul n'avait plus de droits que lui à cet honneur, puisqu'il était le dernier survivant de ceux qui l'avaient fondée.

Les travaux si nombreux et si variés de M. de la Nicollière-Teijeiro nous sont connus : tous nous avons fréquenté son modeste cabinet de l'Hôtel-de-Ville, monté le curieux escalier du XV^e siècle, débris de l'hôtel des Dervallières, qui y donnait accès ; et l'on aimait à recourir à ses lumières, au milieu d'une foule de plans, de vues, d'objets de toutes sortes, qui racontaient le passé de notre ville. Si les curiosités de l'histoire de Nantes furent toujours l'objet de ses recherches favorites, rien de ce qui concerne l'étude des temps anciens ne lui fut étranger : critique historique, archéologie préhistorique et monumentale à toutes les époques, art héraldique, généalogies, marine, on trouve de tout dans son œuvre, et il fut des premiers à recourir toujours aux sources originales et à les employer avant tout autre document. Mais chez lui, la précision et la critique n'exclurent jamais l'élégance et le fini du style ; aussi tous ses ouvrages sont-ils d'une lecture agréable, même pour les profanes, et présentent-ils un côté littéraire très remarquable.

Il sut donc tirer le meilleur parti du dépôt précieux qui lui était confié et ne négligea jamais de l'utiliser pour la science, entretenant une volumineuse correspondance avec une foule d'érudits, et s'empressant de fournir les renseignements qu'on lui demandait de toutes parts.

M. de la Nicollière-Teijeiro était officier d'Académie, depuis 1887, et cette distinction était venue récompenser son zèle à préparer les travaux du congrès de la Société Française d'Archéologie, qui se tint à Nantes en 1886. Il avait été nommé, dès le 2 juin 1869, associé correspondant des Antiquaires de France.

Toujours à la recherche des occasions d'enrichir nos collections nantaises, son zèle fut plusieurs fois agréablement récompensé : c'est ainsi qu'il eut le plaisir d'acquérir pour un prix insignifiant une copie précieuse du premier Livre Doré, ouvrage que l'on croyait à jamais perdu et dont l'original avait été brûlé en 1793.

Il savait découvrir dans les ventes, dans les boutiques poudreuses et au milieu des objets disparates accumulés sur nos marchés, les moindres débris intéressants : plans manuscrits, gravures, restes ou souvenirs d'édifices disparus, rien n'échappait à ses investigations.

Aux Pompes Funèbres il demandait la série des faire-part de mort;

il surveillait la collection des journaux de Nantes, réunissait des affiches, des plaintes, de petits imprimés, aujourd'hui jetés dédaigneusement dans le ruisseau, mais documents curieux pour nos descendants. Tout ce qui pouvait intéresser l'histoire de Nantes, dans ses plus petits détails, il le mettait de côté avec soin pour la Ville.

Quant à la place Bretagne, il en fut certainement l'un des plus heureux explorateurs, et nombre d'objets curieux, qu'il aimait à montrer triomphalement à ses amis, avaient été recueillis au cours de l'excursion qu'il ne manquait jamais de faire, chaque samedi, sur notre célèbre marché aux vieilleries, tout en se plaignant de la rareté croissante des bonnes occasions. Citons le plat d'étain aux armes de Thomas Le Roi (aujourd'hui au Musée Archéologique) ; la planche de cuivre, gravée par Musseau, en 1824, et donnant la vue du bas du cours Saint-André, à cette époque ; enfin et surtout, le très précieux sceau des Templiers de Nantes, très simple, avec la légende : *Sigillum militie Templi*, qu'il avait acheté pour la somme de vingt sous !

Les dernières intentions de M. de la Nicollière vont être scrupuleusement remplies : ses livres, ses curieuses gravures, ses manuscrits et ses objets de curiosité vont enrichir notre Bibliothèque publique, et sans doute quelques doubles iront former le noyau d'une petite bibliothèque particulière, attenante aux Archives de la Ville, selon son désir maintes fois exprimé.

M. le président termine en remarquant que notre regretté confrère a laissé beaucoup de manuscrits inédits, des dossiers sur différentes familles, notamment un portefeuille de fiches, concernant la célèbre famille nantaise des Ruiz, d'origine espagnole, le tout patiemment recueilli au cours de la rédaction de son Inventaire. Un de ses plus importants manuscrits sera prochainement publié par un de nos anciens confrères, M. le baron Hulot de Collart. Il est intitulé : *Un héros de la grande armée : Jean-Gaspard Hulot de Collart, officier supérieur d'artillerie (1780-1854) ; d'après ses lettres de service, ses notes, sa correspondance, celle du général, J.-L. baron Hulot, son frère, les archives du ministère de la guerre et du dépôt central de l'artillerie*

M. le président signale les remarquables discours prononcés sur la tombe de M. de la Nicollière-Teijeiro, par M. le maire de Nantes et par M. Léon Maître, qui ont parfaitement fait ressortir les caractères de cette personnalité, nantaise par excellence.

M. Dortel désirerait que la Société possédât un portrait de M. de

la Nicollière-Teijeiro et le joignit, s'il était possible, à son bulletin. Celui qui appartient à M. Girard, rue Boileau, est très ressemblant. Ce serait le point de départ d'une collection de portraits de nos anciens présidents, qui ornerait notre salle, de même que, dans la salle des avocats, au Palais, on a réuni les portraits des bâtonniers.

M. le baron de Wismes observe que cette collection a déjà été décidée en principe, il y a douze ans : l'occasion serait excellente pour donner suite à cette décision ancienne.

M. Edouard Pied offre un portrait de M. de la Nicollière, placé dans un petit groupe d'amis photographiés sur les fouilles des Cléons. S'il était possible de l'isoler de ce groupe et d'en extraire sa seule figure, elle ferait un très bon portrait.

M. le président a relevé, dans le Bulletin de la Société Archéologique du Limousin, tome XLIX, un article concernant les anciennes cloches de la paroisse de Sainte-Anne, dans une monographie du canton d'Eymoutiers. Cette paroisse possède une relique insigne de sainte Anne, but d'un pèlerinage bien plus ancien que celui de Sainte-Anne-d'Auray. D'ailleurs c'est à Tarascon que l'on peut vénérer la plus grande portion du corps de sainte Anne. Dans le même volume, il faut encore signaler une étude sur les anciennes cloches du diocèse de Limoges, par M. le chanoine Lecler, fort utile à consulter pour les archéologues qui, comme notre confrère, M. Edouard Pied, s'occupent d'inscriptions campanaires.

M. R. Oheix a eu l'aimable attention de nous envoyer divers renseignements sur les anciens monuments de Clisson et sur le château de la Roche, en Gétigné, qui vont être l'objet de notre excursion de demain. Cette lettre, dont il est donné lecture, tire de cette circonstance un intérêt particulier.

M. le docteur Alfred Rouxeau nous annonce qu'un comité est formé, pour placer dans le jardin de l'Hôtel-Dieu les bustes des docteurs Maisonneuve et Chassaignac, deux célébrités nantaises. La Société Archéologique sera représentée dans ce comité par son président.

EXHIBITIONS. — 1^o M. le vicomte de Bouïard présente un sifflet de marine, en argent, de la fin du XV^e siècle, et du travail le plus soigné. L'une de ses extrémités se termine en forme de colonne polygonale ; à l'autre se montre la tête d'un animal fantastique ; une petite galerie gothique court dans toute sa longueur, et la face opposée porte une statuette de saint, tenant en main un bourdon ou bâton de pèlerin. Le son est produit par le choc de l'air sur le bord d'une boule creuse. Le sifflet est suspendu à deux chaînes très élé-

gantes, à chaînons rectangulaires, dont les bouts sont réunis par un anneau. Ce rare et charmant objet, d'un grand intérêt artistique, a été trouvé dans les sables de la Loire, du côté de Chantenay.

Comme points de comparaison, on trouvera le dessin des deux sifflets de la Renaissance, du même genre, dans le *Magasin Pittoresque*, entre 1850 et 1860.

II^e M. Robuchon, après avoir lu le compte-rendu de nos excursions à Nalliers et à Tiffauges, nous a envoyé plusieurs belles héliogravures, extraites de ses *Paysages et Monuments du Poitou*, donnant diverses vues du château de Tiffauges, et deux épreuves photographiques, représentant la belle collection de verreries et de poteries romaines, recueillies dans les cendres de Nalliers, par M. Marais, propriétaire de l'Îleau-les-Vases.

III^e. M. l'abbé Durville nous montre le calque d'un très curieux plan de la place Bretagne (Motte St-Nicolas), au milieu du XVIII^e siècle, provenant des Archives départementales, C 39. Ce plan, présente les vues cavalières de la porte Sauvetour et des murailles et maisons bordant la place, dont plusieurs existent encore.

IV^e M. Paul Soullard exhibe la photographie d'un intéressant portrait de Cacault, le célèbre auteur du plan de Nantes en 1756 et ministre de France à Rome, au commencement du XIX^e siècle. Sur cette peinture, conservée au Musée d'Angers, Cacault est coiffé d'un bonnet assez grossier. La figure est bien analogue à celle d'un autre portrait gravé que M. Soullard nous montre également.

LECTURES

1^{re} « *Les Bénédictines du Calvaire de Nantes : documents inédits* ».

L'établissement des Bénédictines du Calvaire fut autorisé le 23 janvier 1623. Elles achetèrent la tenue de la Motte-Ballue ou des Ballues (en St-Nicolas), de Georges de Johannes et Judith de Tehillac, seigneur et dame de la Perine (en Mauves), par acte du 5 mai 1625 ; l'amortissement leur en fut accordé par l'évêque de Nantes, le 2 mai 1626, et confirmé, la même année, par *lettres royaux* ; mais elles en obtinrent une nouvelle confirmation, le 20 novembre 1628, sans doute après agrandissements et constructions. En 1788 et 1789, la Ville leur acheta portions de leur enclos, pour y percer diverses voies, et les pourparlers à ce sujet ont été parfaitement résumés par M. E. de la Gournerie, dans « *La commune de Nantes et les biens de main-morte* » (*Revue de Bret. et de Vendée*, octobre et novembre

1862). L'enclos des Bénédictines était compris entre la ruelle du Pertuis-Morel, la tenue du Pavillon, le jardin des Frères de la rue Mercœur, celui des Apothicaires, ancienne Butte de l'arc, et la rue Paré. Sur cet emplacement ont été percées les rues du Calvaire, Dugommier, Marceau et Lafayette. Les pièces inédites présentées à la Société sont :

1° Aveu du 13 mai 1603, rendu à l'évêque de Nantes, par Cathérine Ballue, dame de la Chesnaye, en Saint-Similien, et de la Motte-Ballue, en Saint-Nicolas, pour le lieu et tenue des *Ballues*.

2° Procès-verbal d'état des lieux du couvent du Calvaire, rédigé le 13 janvier 1629 (Archives départementales; H 441).

3° Aveu rendu à l'évêque de Nantes par les religieuses, le 13 septembre 1639.

4° Autre aveu, du 18 juin 1738.

Ces pièces contiennent des débournements, très intéressants pour l'étude de l'ancienne topographie nantaise.

II° *Compte-rendu de l'excursion dans le vieux Nantes, le lundi 18 juin 1900*. Cette excursion eut lieu dans le quartier situé au sud de la Cathédrale; le compte-rendu en sera imprimé à la suite des procès-verbaux des séances.

III° « *Fouilles autour de Guérande* », par M. Quilgars. Dans cet excellent mémoire, nous remarquerons l'étude des pierres de Brandu et de Meniscoul, entre Piriac et Guérande, présentant les sculptures cruciformes et scutiformes, ornées de cupules, dans lesquelles M. Quilgars n'hésite pas à voir les restes d'un ancien culte. Il les attribue à l'époque néolithique. On consultera également, sur ces curieux monuments, les travaux de M. Martin, au tome XIII de notre bulletin.

L'île de la Motte, en Saint-Lyphard, a été étudiée en 1863 ou 1867, par M. Lukis; mais on ne sait où ont été consignés les résultats de ses fouilles. M. Quilgars a trouvé dans le même endroit des objets polis, notamment un ciseau celtiforme en jadéite, près du domaine de Kerlo.

Avant de clore cette séance, la dernière de l'exercice 1899-1900, M. le président présente à M. René Blanchard les félicitations de toute notre compagnie, à l'occasion de sa nomination au poste si honorable d'archiviste de la Ville de Nantes. Plus que tout autre, M. Blanchard, le savant compilateur des *Lettres de Jean V* et l'éditeur du *Cartulaire des sires de Rais*, était digne de remplacer le regretté M. de la Nicollière-Teijeiro; la Société Archéologique est fière de voir l'un de ses vice-présidents chargé de remplir ces importantes fonctions, et ce choix si heureux, fait par M. le maire

de Nantes, a été accueilli dans toute la ville par une approbation unanime à laquelle nous nous associons de tout cœur.

C'est donc à M. Blanchard qu'incombera le soin de présider à l'installation des archives de la Ville dans le nouveau logis que l'on élève à cet effet, à l'angle des rues Garde-Dieu et Saint-Léonard, et dont la construction est déjà avancée. Il saura s'acquitter mieux que personne de cette tâche difficile, et aura enfin la joie de voir les archives, les nombreux plans et les collections nantaises, classés dans des locaux qui les mettront en valeur et en faciliteront la communication.

Une dizaine des sociétaires présents se promettent de prendre part à l'excursion qui doit avoir lieu demain à Clisson.

Vendredi, 9 courant, la Société fera une seconde excursion dans le vieux Nantes, et étudiera la rue de Briord et environs. Cette excursion sera annoncée dans les journaux.

M. le président termine en priant tous les membres de la Société de ne pas négliger d'utiliser leurs déplacements de vacances, en décrivant les monuments, dépôts d'archives et objets curieux qu'ils pourront rencontrer. Ils en feront ainsi l'objet d'instructives communications, au mois de novembre prochain.

La séance est levée à 5 h. 1/2.

Le secrétaire général,
Paul DE BERTHOU.

SÉANCE DU MARDI 6 NOVEMBRE 1900

Présidence de M. le baron Christian DE WISMES, vice-président.

Etaient présents : MM. le colonel ALLOTTE DE LA FUYE, DE BERTHOU, René BLANCHARD, Georges CHARON, DORTÉL, DUBREIL, l'abbé DURVILLE, FRABOULET, Henri GOUSSET, Joseph HOUDÉT, Alcide LEROUX, le vicomte P. DE LISLE DU DRÉNEUC, Edouard PIED, RIGAUT, Paul SOULLARD, le médecin principal TACHARD, Paul TRÉMANT, DE VEILLECHÈZE, Antoine VINCENT, Félix VINCENT.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté, sauf une observation de M. l'abbé Durville au sujet des reliques insignes de sainte Anne : ce n'est point à Tarascon, mais bien à Apt qu'elles sont conservées.

Lecture est donnée d'une lettre de M. le marquis de Bremond d'Ars, retenu à la campagne, et d'une dépêche de M. Riardant, en déplacement à Paris, tous deux exprimant leurs regrets de ne pouvoir prendre part à la séance d'aujourd'hui.

Il est procédé au vote sur les présentations de MM. Léon Guillon, par le marquis de Bremond d'Ars et le vicomte P. de Lisle du Dréneuc ; et l'abbé Ferdinand Brault, professeur aux Enfants-Nantais, par MM. le comte de Bondy et l'abbé Durville. MM. Léon Guillon et l'abbé Brault sont admis au nombre des membres titulaires de notre Société.

M. Georges Charon exhibe plusieurs monnaies, dont deux espagnoles, du XVI^e siècle, qui paraissent provenir des Indes, une médaille frappée en Allemagne, en mémoire du mariage d'Henri IV, et une monnaie de Justinien, en plomb, portant au revers un K grec.

Les sociétaires sont prévenus que le premier volume des *Réformations de la noblesse de Bretagne* par M. le comte René de Laigue, ne tardera pas à paraître. Il concerne le diocèse de Vannes. Cette importante publication, à laquelle on peut souscrire chez Plihon et Hervé, à Rennes, fournira de nombreux renseignements pour l'histoire de l'assiette de l'impôt en Bretagne, aux XV^e et XVI^e siècles.

L'excursion à Machecoul, que M. René Blanchard devait diriger, est remise au printemps prochain, à cause du mauvais temps. A la même époque, nous ferons la belle excursion à Pornic, Prigny et Les Moutiers, étudiée et préparée par M. le baron Christian de Wismes.

M. le président signale un intéressant travail de M. Dominique Caillé, paru dans *La Province*, numéro du mois d'août, et intitulé *Mouvement littéraire, artistique et commercial de Nantes*. On y trouve les noms de plusieurs centaines de nos concitoyens.

Les albums destinés à recevoir les photographies que l'on voudra bien nous offrir, sont déposés sur le bureau. Appel est fait, pour les garnir, à tous les photographes amateurs de notre Société.

Lecture est donnée d'une autre lettre de M. de Bremond d'Ars, signalant à notre attention les beaux vers de M. le baron de Wismes : *la rille de Pornic et la Toussaint*, parus dans le *Chercheur des provinces de l'Ouest* et dans l'*Espérance du peuple*.

M. de Bremond d'Ars a publié dans la *Revue de Saintonge*, n^o du 1^{er} novembre 1900, une étude sur l'émeute causée à Saintes, en 1815, par le passage de Joseph Bonaparte, se rendant à Rochefort, pour revoir son frère Napoléon, prêt à s'embarquer pour Sainte-Hélène.

Citons encore une jolie nouvelle de notre sympathique confrère,

M. Joseph Rousse, intitulée : *Jean le Sournois*, que l'on pourra lire dans la *Revue de Bretagne, de Vendée et d'Anjou*, n° d'octobre 1900.

M. de Lisle du Drèneuc n'ayant pas sous la main, en ce moment, le « *Cérémonial de la prise de possession, en 1783, de la seigneurie de Chèmeré, par écuyer Jean Guillon* », la lecture de cet intéressant document est remise à la prochaine séance.

LECTURES.

1° « *L'hôtel Barbier, Boulevard Delorme, 26* », par M. Le marquis de Bremond d'Ars-Migré.

Cet hôtel, dont l'enclos faisait le coin du Boulevard Delorme et de la rue Harrouÿs, a été démoli en septembre et octobre 1900. C'était une belle habitation d'un style simple et sévère, construite dans les dernières années du XVIII^e siècle, et probablement par le célèbre Ceineray à qui la ville de Nantes doit tant de beaux édifices. En effet, il était très semblable à un autre hôtel, l'hôtel Bertrand-Geslin, bâti par cet architecte, en 1785, sur le même boulevard, n° 19. Toutefois le balcon supporté par deux colonnes grecques, qui orne la façade de l'hôtel Bertrand-Geslin, lui a été ajouté, sans doute sous l'Empire.

L'hôtel Barbier, précédé d'une cour à laquelle donnait accès un porche monumental, et flanqué de divers bâtiments de service, était suivi de vastes jardins qui s'étendaient du boulevard jusqu'à la rue Deshoulières, et où l'on admirait de magnifiques plantations, notamment un cèdre de grosseur peu commune que la tempête du 13 février 1900 a renversé, ainsi que tant d'autres arbres de la même espèce. M. Gaspard-Augustin Barbier, ancien député de la Vendée, tenait de sa femme, M^{lle} Marie Lepot, cette propriété qui avait appartenu auparavant à M. John Clegg, à M^{me} Marguerite Lecomte, veuve de M. Mauclerc de la Muzanchère, et à M. Siméon Plumard.

M^{lle} Henriette Pépin de Belleisle (fille de M^{lle} Sidonie Barbier et de M. Julien Pépin de Belleisle) épousa, en 1846, M. le baron Gabriel de la Tour du Pin-Chamoly qui hérita ainsi de l'hôtel Barbier.

En 1869 et 1870, ce dernier propriétaire vendit deux portions de son vaste jardin, le long de la rue Harrouÿs (1), l'une à M. le marquis

(1) En souvenir de Guillaume Harrouÿs, Charles Harrouÿs et Louis Harrouÿs, successivement maires de Nantes en 1572, 1588 et 1623, et dont le nom est souvent cité dans les lettres de Madame de Sévigné. Cette rue était d'abord appelée *rue Pétrarque*, et M. de la Tour du Pin avait demandé qu'on lui donnât le nom de *rue Barbier* ; mais la Ville préféra rappeler celui de ses trois anciens maires.

de Bremond d'Ars-Migré, et l'autre, donnantsur la rue Deshoulières, à M. Joseph Bourgaux, qui firent bâtir chacun un hôtel avec jardin, sur leurs emplacements respectifs.

Après la mort de M. de la Tour du Pin, l'hôtel Barbier devint la propriété de ses deux filles, M^{me} la comtesse de la Jaille, femme de l'amiral de ce nom, et M^{lle} Marguerite de la Tour du Pin, connue par l'œuvre de charité, l'*Hospitalité universelle*, qu'elle a fondée. Ces dames le vendirent en 1899.

Ce quartier du boulevard Delorme va donc être renouvelé par trois constructions qui prendront la place de la demeure d'un de nos concitoyens les plus distingués, M. de la Tour du Pin, longtemps président du conseil général de la Vendée, président de la Société française de secours aux blessés, commandeur de Saint-Grégoire le Grand, et membre de notre Société depuis le 6 mars 1846.

Gardiens des souvenirs du passé, nous devons consacrer cette note à sa mémoire.

II° « *Compte-rendu des deux dernières excursions de la Société dans le vieux Nantes, les 6 et 9 juillet 1900* ». Il comporte principalement les descriptions des restes de l'église Saint-Vincent, de l'hôtel de Briord, de la maison de la Papotière, de l'hôtel Saint-Aignan (maison de Saint-Vincent de Paul), et de l'enclos des Cordeliers (aujourd'hui la Retraite).

III° « *Compte-rendu de l'excursion de la Société à l'abbaye de Villeneuve et aux restes du château de Touffou le 9 juillet 1900* ».

IV° « *Les monuments de Clisson* », par M. de Berthou : excursion du 4 juillet 1900.

Description archéologique de la chapelle Saint-Jacques et de l'église de la Trinité.

V° « *Causerie archéologique sur l'Exposition Universelle* ». M. Georges Charon nous fait parcourir en quelques mots les principales collections et exhibitions archéologiques que l'Exposition présentait aux curieux, et, en particulier, les expositions centennales des diverses industries.

Le Petit Palais contenait une précieuse série d'objets du règne de Louis XVI, et même plusieurs bijoux ayant appartenu à la famille royale ; des tableaux, tapis et meubles de la même époque, parmi lesquels on remarquait la magnifique pendule aux trois Grâces, par Falconet, qui figura à la vente Double et y fut vendue 1500.000 fr. On y admirait aussi de nombreuses pièces d'orfèvrerie, du IX^e au XIX^e siècle, des armes et des curiosités exhibées par divers musées de province.

M. le colonel Allotte de la Fuye y a distingué un aquamanile du XIV^e siècle, en bronze, semblable à celui de la collection Dobrée. Il représente Aristote, marchant tant sur les mains que sur les genoux, et portant sur son dos la courtisane Laïs, sujet tiré d'un fabliau intitulé « *Le lai d'Aristote* », assez populaire au moyen-âge. Cet objet est reproduit dans le *Glossaire archéologique* de Victor Gay.

M. Dortel signale aussi, dans les collections d'objets préhistoriques, une énorme statue de Mercure, trouvée en Auvergne, et qui semble un menhir taillé à l'époque romaine. Il fait partie de la collection du docteur Picque, de Clermont-Ferrand.

D'autres dépôts contenaient des séries de meubles de style Empire, des boîtes et des tabatières.

M. Charon a particulièrement remarqué le musée de l'ameublement, sur l'esplanade des Invalides, qui présentait le trône de Napoléon, les berceaux du roi de Rome et du duc de Bordeaux ; le musée céramique de Limoges ; le palais de Hongrie, contenant de précieux spécimens de l'art turc, en armes et en bijoux, des reliquaires et des mithres très riches ; le palais d'Allemagne, orné de nombreux tableaux de l'école française du XVIII^e siècle et de souvenirs historiques appartenant à la collection particulière de l'empereur d'Allemagne ; les belles tapisseries flamandes du pavillon d'Espagne.

Il nous donne encore un aperçu des scènes intéressantes du Palais du costume, reconstituées d'après des objets authentiques. Des fragments d'étoffes anciennes pouvaient servir de point de comparaison avec celles qui les imitaient.

Il nous parle enfin de l'exposition du vieux Paris, avec ses nombreuses curiosités, extraites des magasins de l'hôtel Carnavalet ; de l'exposition des anciens moyens de transport, présentant une série de véhicules de toutes sortes ; de l'exposition de la Monnaie de Paris, et du Musée préhistorique du Trocadéro. Dans ce dernier local, on pouvait comparer les monuments de l'âge de pierre des différents pays ; les dernières fouilles de Tunisie étaient reproduites en relief, et l'on regardait avec étonnement la reconstitution de l'homme tertiaire ou *pithecanthropus*, mannequin assez étrange et d'une valeur scientifique douteuse.

M. le colonel Allotte de la Fuye signale à l'attention de la Société l'ensemble des travaux de M. de Morgan, notamment en Egypte. Cet infatigable explorateur a reconnu les trésors des pharaons sous les pyramides, et, fouillant toujours plus profondément, a découvert une couche très ancienne, antérieure aux Egyptiens, et qui contient

des objets d'une époque préhistorique, présentant une entière similitude avec ceux de l'époque correspondante dans nos contrées. Il a suivi la même méthode et obtenu les mêmes résultats dans le Caucase, sur les bords de la mer Caspienne et à Suze où il a continué et poussé aussi loin que possible les recherches, simplement indiquées par M. Dieulafoy. Dans cette dernière ville, M. de Morgan a creusé des puits de 45 mètres de profondeur, et y a constaté des traces de civilisations superposées, dont la plus ancienne peut remonter à 3.300 ans avant notre ère. Il est dernièrement reparti pour la même région et y continuera ses grands et intéressants travaux.

La séance est levée à 6 heures.

Le secrétaire général,
Paul DE BERTHOU.

OUVRAGE OFFERT

« M. Eugène Orieux, étude biographique », par M. Charles Lemé ; in-8° de 20 pages, avec deux portraits (Extrait de la *Revue de Bretagne, de Vendée et d'Anjou*, 1900).

SÉANCE DU MARDI 4 DÉCEMBRE 1900

Présidence de M. le baron Christian DE WISMES, vice-président.

Etaient présents : MM. le colonel ALLOTTE DE LA FUYE, DE BERTHOU, René BLANCHARD, l'abbé BRAULT, CHARON, DORTÉL, l'abbé DURVILLE, Henri GOUSSET, Joseph HOUDET, le vicomte DE LISLE DU DRÉNEUC, A. OHEIX, Edouard PIED, POUVREAU, RIARDANT, le vicomte de SÉCILLON, SENOT DE LA LONDE, P. SOULLARD, DE VEILLECHÈZE, le baron Gaëtan DE WISMES.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. de Lisle du Dréneuc signale un très intéressant travail de M. de Berthou, paru dans le numéro de novembre de la *Revue de Bretagne et de Vendée*. Ce travail très documenté sur une des questions les plus délicates et les plus discutées, celle des *origines et de l'indépendance bretonnes*, fait le plus grand honneur à l'érudit qui l'a écrit.

M. le président donne communication d'une lettre de M. le marquis de Bremond d'Ars qui présente ses regrets de ne pouvoir

assister à la réunion et qui promet de venir présider la réunion mensuelle de janvier. M. de Bremond d'Ars signale également à ses collègues le travail de M. de Bertou .

M. Dortel lit une lettre qu'il vient de recevoir de M. Félix Chaillou. L'infatigable chercheur vient de découvrir dans la riche station gallo-romaine des Cléons une cachette contenant plus de 1300 bronzes gallo-romains.

M. Chaillou se propose de communiquer à la Société, à la séance de février ou à celle de mars, cette intéressante trouvaille. La Société adresse à M. Chaillou toutes ses félicitations, et accepte avec reconnaissance la primeure de cette communication.

Avant de voter sur les candidatures portées à l'ordre du jour, MM. Pied et le baron Christian de Wismes rappellent les titres de MM. les docteurs Lerat et Vignard qui ne sont pas seulement des praticiens et des hygiénistes distingués, au courant des découvertes et des progrès modernes, mais qui sont encore des amis du passé et des observateurs.

Il est procédé au vote par scrutin secret sur la présentation de MM. les docteurs Fernand Lerat, professeur à l'Ecole des Sciences, et Elmond Vignard, présentés par MM. Pied et le baron Christian de Wismes ; et de M. Henri Cheguillaume, ingénieur des Ponts-et-Chaussées, par MM. le baron Gaëtan de Wismes et Alfred Lallié.

M. le baron Gaëtan de Wismes présente en quelques mots M. Henri Cheguillaume qui, à l'école de M. Lallié, l'érudit Nantais, et le consciencieux historiographe de nos annales révolutionnaires, a su, malgré ses occupations nombreuses, occuper ses rares loisirs à l'étude de notre histoire locale et au passé de notre ville. En vertu de ce vote, ces Messieurs sont admis dans notre Société en qualité de membres titulaires.

M. le président souhaite la bienvenue à M. l'abbé Brault, dont l'érudition et la connaissance du vieux Nantes sont appréciées de tous.

Aux termes de l'article 7 du règlement, il est procédé à l'élection, au scrutin secret, de trois membres du comité.

Sont élus : M. l'abbé Allard.	18 voix.
M. l'abbé Durville.	18
M. de Veillechèze	17

M. Dortel communique une lampe en terre cuite qu'il vient de recevoir de Bizerte.

MM. de Lisle du Dreneuc et Riardant expriment quelques doutes sur son authenticité, en raison de son poids. M. le colonel Allotte de la Fuye pour qui l'archéologie de l'Afrique romaine n'a point de secret, réplique qu'il en a vu souvent d'une pâte aussi grossière et d'un poids aussi lourd. Il fait remarquer que cette lampe qui porte gravée une colombe, est une lampe chrétienne du III^e ou du IV^e siècle.

M. Senot de La Londe exhibe un très intéressant petit étui en ivoire du XVIII^e siècle, dont les sculptures fort soignées représentent un petit amour avec son carquois, et au-dessus deux cœurs enlacés.

M. Senot de la Londe communique également un petit godet en argent avec un crochet de suspension pour le fixer à la taille. Ce godet était destiné à humecter les doigts des fileuses. L'objet, dit M. de Berthou, est rarissime et se trouve dans peu de collections. Il porte les armes de la famille de Boylesve.

Au sujet de la conservation de la porte Saint-Pierre, la Société émet le vœu suivant :

« La Société Archéologique de Nantes émet le vœu que les parties
« du Palais Episcopal comprenant l'ancienne porte Saint-Pierre,
« soient conservées, pour servir de local à un Musée diocésain où
« l'on réunira les objets intéressants provenant tant de la cathé-
« drale que des autres églises du diocèse ».

M. Pouvreau fait passer sous les yeux de l'assemblée des placards du siècle dernier, fort intéressants et par le nom des familles nantaises qui y sont mentionnées, et par les gravures sur bois qui en forment l'ornementation et l'encadrement. Le premier de ces placards est une lettre d'invitation aux obsèques du marquis de Becdelièvre, seigneur de la Seilleraye, en l'église Saint-Vincent, le 21 avril 1787, des presses de la veuve Querro à Nantes.

Le second est une invitation au service funèbre de Marie-Thérèse Boux de Laubriais, dame Basile de la Barre, en l'église Saint-Clément, le samedi 13 septembre 1760, de l'imprimerie veuve Querro.

Le troisième placard contient l'invitation aux obsèques de Madame de Laubriais, pour le 11 novembre 1774, en l'église Sainte-Croix, de l'imprimerie de J. Malassis.

Enfin le quatrième est une invitation au service de Messire André Le Boucher, seigneur de la Bazilière, pour le 14 janvier 1779, en l'église des RR. PP. Minimes.

LECTURES

I^o M. de Lisle du Dréneuc donne lecture d'un travail sur la prise de possession de la seigneurie de Chéméré par écuyer Daniel-Jean Guillon, seigneur de Princé, conseiller secrétaire du roi, le 13 octobre 1783.

Cette pièce est fort curieuse, car les formalités usitées au moyen-âge sont observées à cette date si rapprochée de nous de 1783. Ce document très intéressant qui concerne la terre de Princé dont la fondation remonte à 1078, figurera au bulletin.

L'écuyer Daniel-Jean Guillon, dont il est question dans cette pièce, est mort au château de Princé en 1798. Il était en même temps héritier et possesseur du marquisat de Buzenval.

Son fils, Jean-Baptiste-Christophe Guillon, écuyer, secrétaire du roi, naquit en 1750 et mourut en 1822. Il avait épousé, le 23 floréal an IV de la République, M^{lle} Pronzat de Langlade. En 1793, il fut enfermé 5 mois dans la prison du Bouffay. Il fut jugé par le tribunal révolutionnaire, et n'obtint son salut qu'en achetant les juges et en leur versant 300.000 livres.

II^o M. de Berthou continue la lecture de son intéressant travail sur Clisson. Après avoir étudié la chapelle de la Madeleine et sa commanderie, l'auteur arrive à la partie principale de son travail, le château. M. de Berthou fait justice de toutes les légendes archéologiques et de toutes les fantaisies monumentales, insérées jusqu'à ce jour dans les guides et dans les monographies de Clisson et de ses seigneurs : oubliettes, portes sarrazines etc., etc. Il essaie, avec le plan dressé par M. Josso, de dégager ce que fut la première enceinte du château, et quelle fut la partie construite par les ancêtres du connétable.

III^o M. Blanchard commence la lecture d'un très important travail sur les Ferro, gentilshommes verriers Italiens qui s'établirent successivement à Machecoul, à Nantes et à Héric. L'auteur examine la question de savoir si Giovanni Ferro, époux de Marthe Bianca qui, en 1596, obtint de Henri IV des lettres de naturalisation pour établir une verrerie à Machecoul, est le même que le Giovanni Ferro qui, en 1597, obtint de Mercœur des lettres de naturalisation pour s'installer à Nantes. M. Blanchard fait passer sous les yeux de l'assemblée de très curieux restes vitrifiés (fonds de creuset ou carrelages de four), ramassés à Machecoul sur l'emplacement même de l'éta-

blissement exploité par les Ferro, et qui ont une très grande analogie avec des scories modernes, provenant de la verrerie de Couëron.

La séance est levée à six heures.

Le secrétaire général,
Alcide DORTÉL.

OUVRAGES OFFERTS.

I° « *Saint Friard et Saint Secondel* », par M. André Oheix, in-8° de 28 pages. Tirage à part d'une communication faite au Congrès de l'Association Bretonne en 1898. A ce sujet, M. de Berthou rappelle l'impression produite sur les congressistes par ce travail très important et les éloges qui furent adressés, à cette occasion à M. Oheix, par le très regretté M. Audren de Kerdrel.

II° « *Les Marins Français pendant la guerre de Sept-Ans* », par M. le M^{re} de Bremond d'Ars-Migré, ouvrage paru dans notre bulletin.

III° *Circulaire de Monseigneur l'évêque de Quimper et de Léon, constituant une commission diocésaine d'architecture et d'archéologie* ». Quimper, A. de Kerangal, 1901, in-8° de 12 pages.

Il serait à souhaiter que cet exemple fût suivi par les prélats des divers diocèses de France, et particulièrement par M^{re} l'évêque de Nantes dont la science archéologique est connue de tous, et qui, dans la restauration de la très intéressante église carolingienne de Saint-Philbert de Grand Lieu, a su donner des avis et des indications fort précieuses.

EXCURSION

A

SAINT-PHILBERT DE GRANDLIEU

Le Dimanche 29 Avril 1900

Prirent part à cette excursion : MM. Beaufreton, de Berthou, René Blanchard, Georges Charon, Marc Citoleux, Cormerais, Alcide Dortel, Lecornu, Le Meignen, Léon Maitre, Orieux, Edouard Pied, Riardant, Séchez, le vicomte de Sécillon, Paul Soullard, Marcel Soullard, Antoine Vincent, Félix Vincent, le baron Christian de Wismes.

Rien ne pouvait être plus agréable ni plus utile à la Société Archéologique qu'une visite à l'ancienne église de Saint-Philbert de Grandlieu. Aussi, le dimanche 29 avril, une vingtaine de ses membres, auxquels s'étaient joints plusieurs amis, se trouvèrent-ils au rendez-vous, fixé à midi, à la gare de Legé, empressés à se rendre à l'aimable invitation de M. Cormerais, leur confrère, maire de Saint-Philbert, dont les efforts dévoués ont tant contribué à la restauration du curieux monument qu'ils allaient pouvoir étudier, beaucoup pour la seconde fois, mais dans des conditions bien différentes de la première.

En 1896, en effet, lors de la première visite de la Société, à peine cette église sortait-elle de l'oubli où son crépissage et des décombres accumulés l'avaient tenue si longtemps enfouie, malgré les avertissements de deux archéologues sagaces, M. Orieux et, après lui, M. Marionneau, qui en avaient déjà signalé l'importance et l'avaient reconnue comme appartenant à l'époque carolingienne, le premier dans ses « *Etudes archéologiques dans la Loire-Inférieure* » (Annales de la Société Académique, 1864, avec plan et coupe de la crypte de Saint-Philbert), le second dans sa *Collection archéologique du canton de Vertou* » (Bulletin de la Société Archéologique, 1876) ; mais arrêtés par de grandes difficultés, ces deux distingués érudits n'avaient pu pousser suffisamment leurs investigations.

Il était réservé à M. Léon Maitre, aidé du concours efficace de M. Cormerais, de mettre en lumière l'exceptionnelle valeur scientifique de l'église de Saint-Philbert de Grandlieu, et, en dépouillant ses murs de la croûte dont les siècles les avaient empâtés, de faire ressortir, un à un, les caractères si rares et si précieux de l'époque carolingienne, qu'ils présentent aujourd'hui à nos regards.

La description complète d'un monument du milieu du IX^e siècle fut une grande nouvelle pour tous les archéologues, et M. Maître fit tous ses efforts pour la répandre partout où elle pouvait être appréciée. Il contrôla ensuite ses découvertes par les documents historiques, notamment la charte de Louis le Débonnaire, concédant Déas aux religieux de Noirmoutier, en 819, et la *Translation des reliques de Saint Philbert*, par le moine Ermentaire, extraite de l'*Histoire de l'abbaye de Tournus*, qui nous fait assister à la reconstruction de l'église de Saint-Philbert, et nous fournit l'explication de bon nombre des particularités qui y abondent.

Une communication sur ce sujet fut accueillie avec le plus grand intérêt par le congrès annuel des sociétés savantes à la Sorbonne, en 1896, et par la Société Française d'Archéologie, siégeant à Brest, au mois de juin de la même année. Bientôt des savants de premier ordre, comme le R. P. de la Croix, MM. de la Borderie, de Lasteyrie, Giry, vinrent étudier l'antique église ; et M. de la Borderie mit le comble à sa réputation, en lui faisant les honneurs d'une description détaillée et de plusieurs planches, dans la partie de son second volume de l'*Histoire de Bretagne*, consacrée aux institutions du IX^e siècle.

Ces découvertes ont d'ailleurs ranimé le culte de saint Philbert chez les habitants du pays ; le tombeau qui a contenu ses reliques est couvert de couronnes et d'ex-votos, et est devenu l'objet d'un concours pieux et reconnaissant. Mais nous ne pouvons ici nous étendre sur des détails ; car les travaux de M. Maître ont été résumés dans plusieurs ouvrages, faciles à consulter et auxquels on pourra recourir : *Déas et Saint-Philbert de Grandlieu*, tome II, 4^e livraison, des *Villes disparues de la Loire-Inférieure* ; — « *Rapport sur l'établissement de Déas, sur la translation des reliques de Saint-Philbert et sur l'âge de l'église de Saint-Philbert de Grandlieu* (Bulletin de la Société Archéologique de Nantes, 1896) ; — *Une église carolingienne à Saint-Philbert de Grandlieu* (Caen, Delesques, 1899, extrait du Bulletin monumental de 1898) ; — *Saint-Philbert, sa vie, ses monastères, ses reliques et son église de Grandlieu* (Nantes, imprimerie moderne, rue du Calvaire, 1898).

Tel est le monument que la Société Archéologique a visité le 29 avril. Ailleurs on trouve fréquemment des restes des grandes époques artistiques ; mais nulle part on ne peut rencontrer de manifestations d'une période plus obscure et dont l'étude soit plus fructueuse pour l'archéologue.

M. Cormerais vint aimablement recevoir ses confrères, et les conduisit aussitôt dans la vieille église où des bancs et un bureau avaient été préparés. Un grand nombre d'habitants du bourg s'y étaient déjà réunis : ils semblaient aussi fiers de leur monument dont de nombreux visiteurs leur ont déjà fait connaître le haut intérêt, qu'empressés à nous en faire les honneurs, et nous eûmes le plaisir de les voir suivre nos travaux avec l'attention la plus sympathique. M. le curé de Saint-Philbert voulut bien aussi se joindre à nous et nous prêter un concours qui fut vivement apprécié.

Quand chacun eut pris place, M. Cormerais prononça l'allocution suivante qui résume en termes excellents l'origine, la suite et l'état actuel des travaux, dûs à son initiative et à ses efforts incessants, et qui donne quelque idée des difficultés qu'il eut à vaincre et dont il sut triompher par une volonté persistante, soutenue par son goût éclairé pour l'archéologie et par son désir d'être utile au pays de Saint-Philbert.

MESSIEURS,

« C'est aujourd'hui la seconde fois depuis trois ans que la Société d'Archéologie fait l'honneur au maire de Saint-Philbert d'accepter son invitation et de venir visiter sa vieille église. Nous étions alors au début des travaux. Depuis ce temps nous avons travaillé. L'œuvre n'est pas achevée, mais je crois pouvoir dire que nous avons accompli la partie la plus difficile de notre tâche : nous pouvons donc aujourd'hui exprimer l'espoir de la mener à bonne fin.

« Il ne m'appartient pas, Messieurs, de traiter le côté archéologique de la question. Ce sera tout à l'heure le rôle de M. Maître. Mon rôle personnel n'a été que celui d'un modeste ouvrier, chargé surtout de trouver l'argent. Permettez-moi cependant de vous redire en quelques mots l'histoire abrégée de nos travaux. Pour vous, qui n'avez pu comme moi les suivre, jour par jour, ce récit d'un témoin peut offrir un intérêt.

« C'est le 25 juillet 1896 que les travaux ont commencé. Nous

« étions fort pauvres alors. J'avais pu trouver dans le budget
« communal une somme de 150 francs ; la Commission départemen-
« tale nous avait, sur notre demande, accordé un secours de
« 200 francs, et c'est avec ces modestes ressources que nous nous
« sommes mis à l'œuvre.

« Notre premier travail a consisté à piquer l'enduit épais qui re-
« couvrait les murs et les piliers. Nous avons vu alors apparaître
« ce bel appareil, composé d'assises alternées de briques et de pierres
« blanches, qui donne à tout l'édifice un aspect si caractéristique.
« Fort des renseignements obtenus par ce travail et par quelques
« fouilles qu'il avait pu faire, M. Maître put envoyer à la Sorbonne
« un savant mémoire qui eut pour résultat de faire classer comme
« monument historique l'église de Saint-Philbert. Devant la Com-
« mission des Monuments Historiques notre cause triompha sans
« peine. Le rapporteur était M. Courajod, dont je cite le nom
« parce qu'il est bien connu de vous tous et qu'il était pour moi un
« ami personnel. Son rapport fut bref. « Messieurs, se borna-t-il à
« dire, je viens vous demander une réparation d'honneur. Il y a
« longtemps que l'église de Saint-Philbert devrait être classée.
« Si elle ne l'est pas encore c'est par un oubli regrettable que je
« vous demande de réparer ». Nous étions classés ; mais il fallait
« trouver des ressources. Le Conseil municipal vota 2000 francs ;
« le Conseil général nous donna une égale somme et le Minis-
« tère des Beaux-Arts nous accorda un secours de 8000 fr. Cette
« somme totale de 12000 francs nous a permis d'exécuter les tra-
« vaux que nous vous présentons aujourd'hui.

« Tout d'abord, nous avons cherché les anciens niveaux. Le dal-
« lage usé et rompu, qui existait il y a trois ans, était plus élevé
« que le dallage ancien. Pendant des siècles l'église avait servi de
« cimetière..Nous avons dû enlever, dans toute l'étendue de la nef
« et de l'avant-chœur, 0^m80 de déblais, et dans le déambulatoire du
« côté sud, où on avait établi deux petites pièces servant de sacris-
« tie, près de 3 mètres de terre et de pierrailles.

« C'est au début de ce travail, au mois d'octobre 1896, que nous
« avons eu la bonne fortune de recevoir le R. P. de la Croix.
« Venu à Saint-Philbert pour y passer trois heures entre deux
« trains, il y est resté quinze jours, retenu et captivé par l'intérêt
« puissant de l'étude d'un monument curieux et rare. Il m'avait
« demandé l'autorisation de faire des fouilles à ses frais, et ceux qui
« comme moi ont eu la bonne fortune de le voir chaque jour pen-
« dant ce trop court séjour, ont conservé de sa science profonde,

« de la verueur et du charme de son esprit, de l'originalité de sa conversation, un inoubliable souvenir.

« Le R. P. de la Croix n'a pas été notre seul visiteur. M. de Lasteyrie, professeur à l'école des Chartes, M. de la Borderie, d'autres encore, sont venus à Saint-Philbert. Tous, sans s'être vus, ont redit la même phrase : « C'est un des monuments les plus curieux de France ». Curieux par sa rareté, curieux parce qu'il est un témoin presque unique d'une époque disparue, nous avons donc le droit d'en être fiers et le devoir de travailler de notre mieux à le conserver pour l'avenir.

« Après avoir retrouvé le niveau ancien, nous avons dû restaurer les grands arcs. Ce beau quadrilatère, formé par les quatre grands cintres que vous voyez aujourd'hui, était bien incomplet et nous avons dû panser bien des blessures. Un seul des arcs était intact, avec son cintre et ses pieds-droits. Les colonnes avaient disparu ; mais au cours des déblais, nous avons trouvé leurs anciennes bases encore en place, et en cherchant dans la maçonnerie d'un contre-fort extérieur nous avons découvert un fragment de colonne en belle pierre blanche, qui s'adaptait exactement sur ces bases. Nous avons ainsi les éléments certains d'une reconstitution. C'est d'après ces données que les trois arcs ont été restaurés. Quant au quatrième, dont les arrachements bien visibles indiquaient la place exacte, il a été reconstruit d'après le plan approuvé par la Commission des Monuments Historiques.

« C'est au cours de ces travaux et en faisant les fouilles nécessitées par la pose des colonnes, que nous avons trouvé ces beaux blocs de pierre, débris d'un monument romain dont il ne m'appartient pas de rechercher la date et l'emplacement ; je ne puis que vous indiquer, Messieurs, l'étude de ce curieux problème. Notre rôle a dû se borner à exposer ces pierres comme témoins, ainsi que les bases anciennes et le fût de colonne si heureusement retrouvé. C'est aussi comme témoins des transformations subies aux XII^e et XIII^e siècles, que nous avons reconstruit, dans les extrémités du transept, les deux portes, l'une ogivale, l'autre formée d'un cintre supporté par des colonnes antiques, surmontées de chapiteaux disparates, qui donnaient accès dans les côtés du transept. Aujourd'hui les grands arcs, sous lesquels ces portes étaient placées, ont repris la forme et l'ampleur qu'ils avaient autrefois.

« La crypte était intacte et n'avait pas besoin de réparations. Cachée depuis des siècles sous une double muraille, elle avait

« échappé aux regards et par suite aux profanations. Le tombeau
« de saint Philbert n'avait subi aucune atteinte. Il a suffi de le suré-
« lever un peu pour le mettre en lumière. Le côté imprévu de la
« crypte, c'est la façade, mise au jour par le Père de la Croix qui
« l'a dégagée de la double muraille qui depuis mille ans, peut-être, la
« cachait à tous les yeux.

« Quand j'aurai dit que nous avons eu à reconstruire deux petits
« arcs, situés derrière la crypte et dont les pieds-droits seuls res-
« taient debout, que nous avons consolidé deux autres arcs un peu
« ébranlés, et reconstruit, d'après des témoins certains, les curieuses
« voûtes biaises qui reliaient ces arcs deux par deux, je vous aurai
« indiqué à grands traits les principales phases de nos travaux.
« Mais je tiens, avant de terminer ce trop long aperçu, à rendre à
« mes collaborateurs la justice qui leur est due. Tous les travaux
« exécutés ici depuis quatre ans, ont été faits par les ouvriers de
« Saint-Philbert, et l'architecte du Ministère des Beaux-Arts n'a eu
« que des éloges à leur donner. Quant à la surveillance des travaux,
« elle est restée depuis le premier jour entre les mains de M. Beau-
« freton, agent-voyer cantonal, votre confrère, Messieurs, qui a mis
« dans un travail souvent délicat et difficile, tout le soin d'un ar-
« chéologue et en outre une bonne volonté et une intelligence à
« laquelle ceux qui l'ont vu à l'œuvre se sont plu à rendre justice.

« En donnant maintenant la parole à M. Maître, je ne veux plus
« que vous demander pardon de vous avoir retenus si longtemps.
« J'ai pensé que votre bienveillance ne ferait pas défaut à un ou-
« vrier de la première heure qui espère continuer et mener à bonne
« fin l'œuvre intéressante et rare à laquelle il a eu la bonne fortune
« d'être appelé à collaborer. »

M. Léon Maître prit alors la parole et, dans une savante causerie, résuma et coordonna les principaux arguments qui l'ont porté à attribuer l'église de Saint-Philbert à l'époque carolingienne, répondant ainsi à certaines critiques qui lui ont été dernièrement objectées et d'après lesquelles ce monument ne serait que du XI^e siècle.

« Les visiteurs, dit notre savant confrère, n'ont pas manqué à
« l'église de Saint-Philbert : les professeurs, les membres de l'Ins-
« titut, le R. P. de la Croix, lui-même, ont admiré en silence
« l'aspect étrange de ses vieux murs et les divers membres de sa
« structure. Quelques critiques ont élevé des objections assez faibles
« contre son antiquité, en s'appuyant sur ce fait qu'elle ressemble
« à certaines églises du XI^e siècle. Mais bientôt, sans doute, l'opi-
« nion des archéologues deviendra unanime, et ne fera plus de

« difficulté de reconnaître que le vieil édifice que nous voyons est
« bien celui qui a été décrit par le moine Ermentaire, au IX^e siècle.

« 1^o La crypte, à elle seule, en fournit une démonstration ; car
« elle contient une confession close, mystérieuse, qui n'a aucun
« trait de ressemblance avec les cryptes vastes et éclairées, posté-
« rieures à l'an mil. Sa *fenestrella* rappelle les ouvertures prati-
« quées dans le flanc de certains tombeaux des catacombes, et ne
« peut avoir été inventée en Gaule que dans la période de panique
« des invasions normandes.

« Or, il est visible que cette confession est insérée dans le fond
« d'une abside qui lui est antérieure de toute nécessité. Donc le
« contenant et le contenu ne peuvent être postérieurs au IX^e siècle
« et à 836, date de l'arrivée des reliques.

« 2^o Les matériaux ont un caractère spécial qui les distingue des
« autres : ils sont mêlés d'assises de briques très épaisses, qui se
« retrouvent dans la crypte, dans l'arrière-chevet, dans le transept
« et dans la nef. Cet ensemble de procédé de décoration suppose
« l'unité de conception.

« 3^o Les moulures du XI^e siècle sont très simples : elles se com-
« posent d'un chanfrein aux impostes des arcades ; rien de plus.
« Or, à Déas, la décoration est plus savante : elle a beaucoup de
« rapports avec l'art enseigné par Vitruve, non seulement aux ar-
« cades du chevet, mais encore dans la nef. Dans certains revers
« d'arcades, il existe des restes de moulures, composées de ban-
« deaux, de filets, de doucines, qui prouvent que, avant leur mu-
« tilation, les travées de la nef avaient le même aspect. L'emploi
« de la même mouluration ayant été constaté à Saint-Martin d'An-
« gers, qui passe, sans conteste, pour un édifice carolingien, on doit
« en conclure que les architectes du IX^e siècle connaissaient mieux
« l'art antique que les ouvriers du XI^e, ce qui est tout naturel,
« puisque les traditions romaines étaient toujours vivantes au
« temps de Charlemagne.

« 4^o. Les arcs doubleaux qu'on représente comme une invention
« postérieure à l'an mil, dans la plupart des traités, sont une pra-
« tique ancienne qui se constate dans les arènes de Nîmes, dans
« le colysée de Rome, dans les cryptes mérovingiennes et carolin-
« giennes. Les doubles cintrages qui se voient à Déas ne doivent
« donc pas être relevés par les critiques, comme une anomalie.

« 5^o On a fait des piliers renforcés, non pas pour supporter des
« voûtes ; mais pour leur donner plus d'élégance, sans diminuer

« leur résistance. Ce qu'on appelle sans raison des *dosserets*, ce sont
« des contre-forts destinés à supporter les entrails de la charpente
« La Bretagne n'est pas un pays où les ouvriers savaient faire des
« voûtes : les plus vieilles et les plus riches abbayes de la Basse-
« Loire avaient des nefs couvertes d'un lambris. Il n'est pas pos-
« sible que l'architecte de Déas ait eu d'abord l'intention de voûter
« sa nef, et ait ensuite renoncé à son projet, même en le faisant
« vivre au XI^e siècle.

« 6° Le pourtour du chevet n'est pas un déambulatoire, analogue
« aux conceptions du XII^e siècle. Non, c'est un couloir qui s'impo-
« sait pour conduire les pèlerins dans l'arrière-chevet ».

Après avoir ainsi réfuté une à une les objections de ses contra-
dicteurs, M. Léon Maître conclut ainsi :

7° « Il est invraisemblable que l'église de Déas ait été commencée
« en 815 ou 836, et achevée au XI^e siècle, avec des matériaux iden-
« tiques. Il est au contraire sensible que son élévation est due à
« une seule génération. Son antiquité est accusée par sa structure
« et par la patine que le temps a déposée sur ses vénérables mu-
« railles ; son plan est d'accord avec les circonstances historiques
qui sont relatées par Ermentaire ».

Les membres de la Société Archéologique visitèrent alors l'église
dans tous ses détails, sous la conduite de M. Maître.

Nous n'en donnerons point ici la description, non plus que celle
des curiosités qu'elle contient : pierres tombales, statues etc

On les trouvera dans les divers ouvrages, consacrés à Saint-Phil-
bert et que nous avons cités plus haut.

Cependant nous croyons utile de consigner ici les observations
suivantes, faites par les sociétaires.

1° La belle colonne de marbre blanc, cannelée, trouvée au cours des
travaux, mérite une mention spéciale.

2° Les tailloirs chanfreinés, ornant le sommet des pieds-droits des
arcades, dans la nef, et attribués à tort au XI^e siècle, présentent
certaines moulures grossières, indiquant une époque beaucoup plus
ancienne, et constituent un ensemble d'une extrême rareté.

Ces moulures avaient été empâtées par des badigeons successifs,
de manière que les tailloirs qui les portent avaient l'apparence de
ceux des XI^e et XII^e siècles.

3° Dans la crypte et dans les couloirs qui y conduisent, les groupes
de moulures, tenant lieu de chapiteaux aux piliers, sont des types
de l'art du IX^e siècle aussi rares qu'intéressants. Ces moulures ont

été remarquées par tous les visiteurs et méritent d'être dessinées et reproduites comme documents de premier ordre, ainsi que celles qui ornent les tailloirs de la nef.

4° Sur la face d'un des piliers de la crypte, à gauche en y entrant, est gravée l'inscription suivante, qui semble du IX^e siècle :

IDVS IVN̄.
DEDICATIO
DI SAL. VATO
R † S.

Dans le transept, au haut d'un pilier, se voit une autre inscription monogrammatique, sans doute de la même époque, et formée de plusieurs lettres entourées d'un cercle.

Dans le bas-côté ouest, est une petite inscription du XVII^e siècle.

Toutes ces inscriptions, que la disparition du crépissage a rendues visibles, méritent d'être estampées avec le plus grand soin.

Après avoir fait honneur à l'excellent vin du pays, offert par M. Cormerais, et après avoir été photographiés en groupe, et à plusieurs reprises, par MM. le baron de Wismes, Paul Trémant et Alcide Dortel, les membres de la Société reprirent le chemin de Nantes. Ils garderont le meilleur souvenir de cette instructive excursion qui marquera dans leurs annales.

Le secrétaire-général,
Paul de BERTHOU.

EXCURSIONS

DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE

DANS LA VILLE DE NANTES



1^o Excursion du lundi 18 juin 1900, à 9 h. du matin.

1^o *Cathédrale*. — Au coin Sud de la façade, derrière la croix de mission et derrière l'angle du porche latéral Sud, ancienne chaire extérieure, du style gothique le plus élégant de la fin du XV^e siècle. Elle a été bouchée en 1739, et devant son ouverture donnant sur la place, fut plantée, en 1741, une croix, remplacée par la croix de mission actuelle (Voir, sur cette chaire extérieure, un article de M. l'abbé Durville, dans *Le Chercheur des provinces de l'Ouest*, n^o d'août 1900). Au-dessus de la porte d'entrée de cette chaire, s'ouvrant dans le coin du porche latéral sud, écusson aux besans de Malestroit, surmonté d'une mitre et d'une crosse. Cet écusson présente une particularité curieuse : il est renversé, la pointe en haut. Peut-être est-ce l'écusson de Jean de Malestroit (1419-1443). Peut-être encore faut-il y voir une allusion au bannissement, en 1471, de Guillaume de Malestroit (1443-1462) et de son neveu et successeur, Amaury d'Acigné, fils de Catherine de Malestroit (1462-1477), qui tous deux refusèrent le serment de fidélité au duc et moururent hors du diocèse. Voir, sur cette importante querelle, D. LOBINEAU, I, p. 714 ; et TRAVERS, II, pp. 111 et suivantes.

2^o *Haute-grand-rue*, n^{os} 1 et 3. — Ancien escalier de pierre, en vis, fin du XV^e siècle. — Au-dessus d'une porte donnant dans une petite cour, écusson fruste, dans une guirlande Louis XIII.

3^o *Rue des Carmélites*, n^o 16. — (Au XIV^e, s. *rue Perdue*, puis *rue Saint-Gildas* et *rue de l'Huis-de-fer*, du nom d'une maison ainsi appelée). Vieux doyenné, puis hôtel de la Bretonnière ; escalier de pierre, en vis, auquel donne accès une entrée extérieure surmontée d'un arc en accolade, avec pinacle, de la fin du XV^e siècle.

4° *Rue des Carmélites*. — Ancienne chapelle des Carmélites, transformée en atelier de ferronnerie. Belle porte de bois sculpté, avec cartouches et guirlandes, du XVII^e siècle. Une feuillure de chambranle d'un portillon, percé dans la grande porte, présente les mêmes ornements.

A l'intérieur est conservée une pierre portant la date : 1622.

5° *Rue des Carmélites*, n° 6. — Restes du cloître des Carmélites : arcades et piliers d'un style très sévère, et voûtes d'arêtes du XVII^e siècle. Dans un bâtiment voisin, escalier de pierre, en vis, de la fin du XV^e ou du XVI^e siècle. Dans l'encognure des paliers, consoles ornées : tête de fou, à bonnet garni de grelots ; autre tête dans des feuillages de style Renaissance.

Dans une cour, se voient les anciens bâtiments du couvent, avec fenêtres et lucarnes du XVII^e siècle.

6° *Rue Basse-du-Château*, n° 3. Hôtel de Lisle du Fief : bel escalier de pierre, à cage carrée et à balustres, du XVII^e siècle.

7° *Impasse Dubois*, n° 2 (jadis : *rue Brandouille*). — Ancienne hôtellerie des Jacobins, dite *maison des Jacobins* (Voir une lithographie des *Archives curieuses* de Verger). Beau spécimen de l'architecture civile de la fin du XV^e siècle. Escalier de pierre, en vis, dans une tourelle polygonale saillante, se terminant par une pièce surplombant de tous côtés, et présentant quatre étages, séparés par des larmiers.

Au 3^e étage, superbe cheminée gothique, en pierre, et plafond à poutres supportées par des corbeaux de pierre, sortant hors de l'aplomb des murs.

Il paraît qu'il y a de semblables cheminées au 1^{er} et au 2^e étages.

8° *Rue de l'Emery*, n° 8. — Hôtel de Bruc. Très curieux édifice de l'extrême fin du XV^e siècle, au fond d'une petite cour, séparée de la rue par un mur à créneaux, couverts, ainsi que leurs merlons, de rampants imbriqués à bord saillant. Le tout forme une série de rampants, alternativement haut et bas, d'un bel effet et d'un modèle rare.

L'hôtel est un bâtiment flanqué de petits pavillons carrés, très élégant.

9° *Rue de l'Emery*, n° 2. — Balcon Louis XV, en fer forgé et à feuillages repoussés, chef-d'œuvre de ferronnerie, d'une grande richesse.

II^e Excursion du vendredi 6 juillet 1900, à 9 h. du m.

1^o *Rue Saint-Denis, n^o 9.* — Façade d'une maison du XVIII^e siècle, sans caractère, remplaçant celle de l'église paroissiale de Saint-Denis. Il n'est pas impossible qu'il y ait là quelque reste de la véritable façade de l'église Saint-Denis, reconstruite au XVII^e siècle.

2^o *Rue Strasbourg, hôtel de Bretagne.* — Des fenêtres du grand escalier de cet hôtel, on voit très distinctement le chevet de l'ancienne église paroissiale Saint-Vincent (Jusqu'au XIII^e siècle, cette église porté le nom de Saint-Aubin).

Ce chevet circulaire paraît roman, avec deux contre-forts plats et une fenêtre en plein cintre, de ce style. Une autre fenêtre y a été percée dans la seconde moitié du XV^e siècle. Elle présente des restes de *mouchettes* et de *soufflets*, et a été bouchée.

3^o *Rue Beau-Soleil.* — Au mois de novembre 1899, les restes de la chapelle de Mercœur (sur l'emplacement de celle bâtie par Pierre Landais en 1480), qui flanquaient le côté Sud de l'église Saint-Vincent, étaient visibles, par la démolition de la maison qui en occupait la place. On y remarquait des amorces de voûtes et des nervures du XV^e siècle. Sur l'emplacement de cette chapelle, a été élevée, cette année même, la maison neuve qui fait le coin de la rue Beau-Soleil et de la place Saint-Vincent. Les débris de la chapelle de Mercœur ont été photographiés par notre confrère, M. Paul Trémant.

4^o *Place Saint-Vincent.* — La maison de M. Michot, quincaillier et marchand de fer, présente encore une façade du XVIII^e siècle ; c'est celle même de l'église Saint-Vincent.

Le magasin occupe la nef principale de l'église. On y voit aussi l'ancien bas-côté Nord, symétrique de la chapelle de Mercœur, à voûtes d'arêtes et du XVII^e siècle ; et, sur le même côté, une petite sacristie, de la même époque, à fenêtres grillées. Sur le côté Sud se trouve l'ouverture bouchée qui donnait jadis accès à la chapelle de Mercœur.

La nef principale ainsi que les chapelles latérales du côté Nord portent la marque du XVII^e siècle, époque de leur reconstruction.

5^o *Place Saint-Vincent, n^o 1.* — Dans une cour, se voient les restes de l'hôtel de Portric, puis hôtel Despinoze, où s'installèrent les Dames du Refuge, avant d'occuper leurs logements actuels. Escalier dans une élégante tourelle polygonale, avec pièce supérieure surplombante. Les marches de cet escalier en vis sont chanfreinées

par-dessous, de façon que leur face interne présente une disposition en éventail, assez rare.

6° *Rue de Briord*, n° 13. — Maison de la Papotière (ancien hôtel de Châteaubriant). Elle appartenait dernièrement à M. Chéguillaume ; la Ville vient de l'acquérir et y a installé ses bureaux.

Sur la rue, remarquable portail de bois sculpté, du XVII^e siècle.

Dans l'extrémité Nord du logis, bel escalier de la même époque, à rampe de fer forgé.

A l'intérieur, salons ornés de riches boiseries modernes : quelques portes, sur lesquelles on voit deux coqs, paraissent anciennes.

Sur le jardin, beau perron à double rampe, semblable à celui qui donne sur la cour.

Du jardin, on voit la tourelle ronde, sur cul-de-lampe, qui donne sur la *rue des Saintes-Claïres* (aujourd'hui *Fénélon*) et qui passe pour avoir appartenu jadis à l'hôtel Barrin. Le logis auquel tient cette tourelle semble avoir fait partie jadis de la maison de la Papotière. Aujourd'hui, ce sont deux corps de logis distincts, séparés d'ailleurs par un mur (ainsi que leurs jardins), et de construction différente. Les toitures, mansardes et corniches ne correspondent pas.

Au fond du jardin de la Papotière, on voit d'anciennes écuries, fort délabrées. Cette maison avait une sortie sur la *rue des Saintes-Claïres* (aujourd'hui *Fénélon*). Sous le logis de la Papotière, il y a encore de belles caves.

7° *Rue de Briord*, n° 9. — Hôtel de Briord, aujourd'hui à M. Leglas-Maurice ; d'abord maison de l'abbé de Villeneuve, puis maison de Pierre Landais, seigneur de Briord, dont la fille le transmit aux L'Espervier. En 1671, les Pères Jésuites s'y installèrent, et dans la petite cour de derrière, se voit le chevet de leur ancienne chapelle, construite au XVII^e siècle.

Au 4^e étage de la maison qui remplit les murs de cette chapelle, et dont l'escalier est moderne, on voit dans un grenier, la partie supérieure interne de l'ancien chevet : restes de vitraux brisés ; un rétable du XVII^e siècle qui y a été transporté et qui a, sans doute, orné l'autel. Sous cette chapelle, dans toute sa longueur, sont des caves voûtées. On y voit deux arcs brisés qui paraissent avoir appartenu aux anciens logements de l'abbé de Villeneuve. Au coin Sud du bâtiment moderne de M. Leglas, et donnant sur la première cour, est un escalier de pierre, en vis, fort étroit, dans une cage ancienne.

8° Au coin de la rue Briord et de la rue Beau-Soleil, était le colège de la Meilleraye.

9° Derrière les maisons nos 10 et 12, de la rue de Briord, était placée, croit-on, la maison habitée par le père de Descartes ; car nous savons qu'il logeait en face l'hôtel de Briord.

10° Rue Fénélon (ancienne rue des Saintes-Claïres), n° 7 : hôtel de Lendormière qui appartint à la famille Boux de Casson.

11° Rue Saint-Jean. — Au coin de la rue de Strasbourg, maison des Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul qui y sont installées depuis le 10 décembre 1819, et y ont fait construire un corps de logis en 1840, avec des fonds dûs à la charité de M. Angebault et, pour une moitié, à celle de la Ville ; M. Driollet, architecte, et M. Thomas Louis, sculpteur. C'est l'hôtel de Saint-Aignan, d'abord de la Guerche, bâti par les Tournemine, seigneurs de la Guerche, en Saint-Brévin.

Cet hôtel, un des édifices les plus remarquables de Nantes, est du style gothique de la dernière période, de l'extrême fin du XV^e ou des premières années du XVI^e siècle. La façade sur la cour a été reproduite dans le *Voyage en Bretagne*, par Charles Nodier, Taylor et Adolphe de Cailleux, dans l'*Histoire de Nantes* de Guépin, par Hawke, et dans tous les grands ouvrages descriptifs qui traitent de la Bretagne.

Par derrière, dans les bâtiments des Sœurs, se voient deux des chapelles latérales Ouest des Cordeliers, accolées perpendiculairement à la petite nef de la chapelle des Cordeliers, occupée aujourd'hui par la Petite-rue-du-Refuge.

Dans la cuisine des Sœurs, restes d'une de ces chapelles, avec beaux ornements sculptés, style de la Renaissance. Près de là, on trouve la partie supérieure d'une des chapelles latérales des Cordeliers, voûtée sur croisée d'ogives et avec clef de voûte du XIV^e siècle. Les nervures de cette croisée d'ogives sont très élégantes, et la clef de voûte est entourée d'une cordelière ou cordon de Saint-François. Dans cette salle, contre les murs, se voient deux écussons : le premier, petit écu pointu, en usage encore au XV^e siècle, est chargé d'une *bande, accompagnée de deux coquilles* ; le second, en losange (forme affectée aux écussons des femmes, veuves, chanoinesses, douairières), est *mi-parti, au 1^{er} chargé d'une bande avec deux coquilles* (comme l'écusson qui précède) ; *au 2^e, portant un chevron, accompagné d'une coquille, en chef, et d'un arbre, en pointe*. Bien entendu, on ne voit sur ces écussons sculptés aucune indication de couleurs. Ils nous ont paru de la fin du XV^e siècle.

A côté, l'on trouve une autre chapelle latérale des Cordeliers, voûtée sur croisée d'ogives, avec des doubleaux en plein cintre]

Cette chapelle, qui sert aujourd'hui de classe, est éclairée par un œil-de-bœuf du style de la Renaissance, et paraît du XVI^e siècle.

Dans une cour, se voient les pignons extérieurs de ces deux chapelles. L'un d'eux porte un écusson du XVII^e siècle, difficile à déchiffrer. Autant que l'on en peut juger, il est *mi-parti, au 1^{er} chargé d'une barre avec trois cœurs ou coquilles en chef, et une tour en pointe ; au 2^e chargé d'un arbre accompagné d'une tour* (sans doute, deux tours, sur l'écusson entier).

La partie supérieure du grand escalier en vis de l'hôtel de la Guerche, est garnie d'une boiserie ornée de *feuilles de parchemin* (assez caractéristiques de la fin du XV^e et du commencement du XVI^e siècle).

12^o *Rue des Pénitentes*. — Hôtel du Bois-Jouan, appartenant, au XV^e siècle, aux Gallery, seigneurs du Bois-Jouan, en Saint-Mars de Coutais.

III^e Excursion du lundi, 9 juillet 1900, à 9 h. du m.

Maison de la Retraite, ancien monastère des Cordeliers. — Dans la cour, sont deux colonnes de marbre bleu-gris, posées à terre ; et dans le coin Est du mur romain (dont nous allons parler) on voit deux colonnettes rondes, du XIV^e siècle, seul reste de la chapelle primitive des Cordeliers, et deux jambages ayant fait partie d'une chapelle de la Renaissance.

Le mur romain, débris de l'enceinte antique de la ville, traverse l'enclos de part en part. Il a été très bien reproduit dans les « *Villes disparues de la Loire-Inférieure*, » par M. Maître, tome I. Sous ce mur, dans la partie Ouest, est un caveau rempli d'ossements, sans doute un ancien enfeu de la chapelle voisine.

Un passage du XVI^e siècle, en voûte demi-cylindrique, traverse le mur romain et donne sur un jardin qui occupe l'emplacement de la principale nef de l'église des Cordeliers. Au débouché du passage voûté dans la nef, petite salle du XV^e siècle, avec colonnettes et consoles ayant supporté jadis la retombée des nervures de la voûte.

Dans le jardin (grande nef), on voit des ornements de la fin du XV^e siècle, un enfeu profond sous un arceau qui recouvre une grande pierre tombale dont la figure a été tellement grattée qu'on n'en distingue plus que quelques traces très vagues. La rainure de la grille qui fermait l'enfeu est très visible.

En remontant le jardin, on trouve, sur le même côté Nord de la

nef, deux autres ouvertures d'enfeu, semblables, mais bouchées, chacune sous un grand arceau du commencement du XV^e siècle.

Le chevet, plat comme celui des Jacobins, était éclairé par une grande et superbe verrière dont il reste encore quelques traces, et dont on peut voir le dessin au Musée archéologique.

Près du chevet et appliquées au flanc Nord de la grande nef, se trouvent les ruines d'une grande chapelle. On y voit des ouvertures amorties en anse de panier, des débris d'arceaux de la fin du XV^e siècle. Cette chapelle, à deux travées, était voûtée sur croisées d'ogives, avec colonnes polygonales sans chapiteaux, les nervures sortant directement des colonnes (procédé de la fin du XV^e siècle.)

De l'autre côté du chœur était la *chapelle des Espagnols* ou de la *contratation d'Espagne*, dont il ne reste plus rien aujourd'hui.

Il y avait, sur le flanc Nord de la grande nef, d'autres chapelles, dont l'emplacement est aujourd'hui occupé par des bâtiments modernes.

Les piliers polygonaux de la grande nef existent encore en partie ; mais on remarque avec surprise qu'ils sont placés sans symétrie et sans se correspondre. La petite nef (à l'Ouest de la grande) est occupée aujourd'hui par la *Petite-rue-du-Refuge*, percée sur son emplacement. Cette rue a porté le nom de *rue des Trois-Marchands*. Les arcades^s faisant communiquer les deux nefs sont visibles, quoique bouchées par le mur qui sépare le jardin de la Retraite de la Petite-rue-du-Refuge. Dans cette dernière rue, on voit l'une des faces des piliers de ces arcades ; elle porte des ornements de la fin du XV^e siècle. Peut-être les bases ont-elles été refaites plus tardivement.

Les chapelles, accolées perpendiculairement à la petite nef (et répondant, de ce côté, aux chapelles qui se trouvaient sur le côté Nord de la grande nef) font aujourd'hui partie de la maison des Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, et nous les avons visitées dans notre précédente excursion.

On verra le plan de la chapelle des Cordeliers sur le plan de Nantes ms. de Portail, 1739, aux Archives municipales. Il a été reproduit, avec de nombreuses explications, dans l'*Essai sur les Cordeliers de Nantes*, par M. de la Nicollière-Teijeiro (Bulletin de notre Société, 1877), ouvrage où l'on trouvera également de curieux documents sur la *chapelle des Espagnols* ou de la *contratation d'Espagne*.

Le secrétaire général,

Paul de BERTHOU.

EXCURSION A CLISSON

Le Mercredi 4 Juillet 1900

Prirent part à cette excursion : MM. de Berthou, Dortel, l'abbé Durville, Joseph Houdet, Raymond Pouvreau, le médecin principal Tachard, Riardant, Paul Soullard, Félix Vincent, le baron Christian de Wismes.

Partis de Nantes à 9 h. 12 du matin, les membres de la Société Archéologique ci-dessus nommés arrivèrent à Clisson vers 10 h. 1/2, et furent cordialement accueillis par M. Branger-Perraud, maire de Clisson, qui avait eu l'aimable attention de se rendre au-devant d'eux, et voulut bien les accompagner partout, pendant cette journée.

Ils étudièrent successivement et dans le plus grand détail : Saint-Jacques, la Trinité, le château de la Roche (en Gétigné), la Madeleine, et surtout le château de Clisson. Cette excursion, au cours de laquelle plusieurs clichés photographiques des monuments et détails archéologiques les plus curieux furent pris par MM. le médecin principal Tachard, le baron Christian de Wismes et Dortel, a été l'objet d'un mémoire que l'on trouvera dans le présent volume et auquel nous renvoyons le lecteur.

Le secrétaire général.

Paul de BERTHOU.

EXCURSION

DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE

A L'ABBAYE DE VILLENEUVE

ET AUX RUINES DU CHATEAU DE TOUFFOU

Le Lundi 9 Juillet 1900

Prirent part à cette excursion : MM. de Berthou, Dortel, l'abbé Durville, Paul Soullard, le baron Christian de Wismes.

Les excursionnistes partirent de Nantes à midi et, arrivés aux Sornières, montèrent en voiture et prirent la route de Villeneuve.

En chemin ils remarquèrent d'abord les Granges de Villeneuve, jolie habitation du XVIII^e siècle, style Louis XVI. Les deux grilles latérales de fer forgé, placées de chaque côté du grand portail, paraissent anciennes. A côté, est un ancien champ de foire, fondé par les religieux de Villeneuve. Ils levaient un certain droit en nature sur les marchandises qui s'y vendaient ; d'où *les Granges*, bâties en cet endroit, nom qui marque toujours une ancienne dîmerie.

Dans un champ, près de la route, et en face les Granges, se voit, au pied d'un arbre, un grand bénitier carré du XV^e siècle (analogue à celui de Saint-Fiacre), orné de moulures, et qu'il serait à souhaiter que l'on mit à l'abri.

La route traverse le grand étang de Villeneuve, en partie desséché. Dans les environs passait une voie romaine, dont le souvenir est conservé par le nom du village *des Viais*, et dont on appelle encore les débris : *la voie, le pavé*. On passa ensuite par le village dit : *le Peroux*, et par le bois des *Bouteilles*, reste de la forêt de Touffou.

Le terrain de Villeneuve avait d'abord été donné par le comte de Nantes, Hoël, vers 1155, aux religieux de Buzay qui y bâtirent, sans doute, d'abord la *Grange* dont nous avons parlé, pour y mettre leurs récoltes et leurs dîmes. Quant à l'abbaye, elle fut fondée en 1201,

par la duchesse Constance, pour les mêmes religieux, et dédiée en 1225 (Voir *Gallia Christiana*, XIV, col. 865 ; — et Travers, I, pp. 285, 302, 303).

La maison abbatiale a été reconstruite en 1708, ainsi que le porte la date inscrite sur le fronton. Elle est telle que les religieux l'ont laissée, et appartient aujourd'hui à M. Perrochaud. C'est une belle habitation rectangulaire d'un style simple, noble et sévère, entourée de jardins plantés d'arbres magnifiques, cernés de murs d'un côté, et, de l'autre, bordés par la petite rivière de l'Ognon. Un domaine important en dépend encore, ainsi qu'une vaste réserve, fermée de murs.

Dans la cour de ferme, se voit une tombe carolingienne, ainsi que l'indique la place réservée pour la tête du mort. Au moyen-âge, elle a servi pour d'autres sépultures, et sur son côté gauche se voient deux écussons accolés, très frustes, qui nous ont paru du XV^e siècle à leur forme ; mais dont nous n'avons pu distinguer les pièces. L'un d'eux semble porter des lions rampants ; l'autre est peut-être mi-parti avec des *fascés*.

À l'une des extrémités de la cour est l'ancienne chapelle qui a contenu jadis le tombeau de bronze de la duchesse Constance et celui de la duchesse Alix dont on trouvera la gravure au tome I^{er} de D. Morice ; et un magnifique reliquaire, fondu en 1793. dont Viollet-Leduc a donné le dessin dans son *Dictionnaire du mobilier français*. Dédicée à sainte Apolline (que l'on invoque contre le mal de dents), cette chapelle a été consacrée vers 1225. On y voyait les sépultures des Maillard, ancienne famille nantaise à laquelle appartenait Brient Maillard, sénéchal de Nantes au XIII^e, et dont M^{lle} Maillard de Bois-Saint-Lys possède une généalogique manuscrite très détaillée. Cette famille a donné son nom à la Maillardière, en Vertou.

Les diverses pierres tombales de l'abbaye de Villeneuve ont d'ailleurs été dessinées par les soins de Gaignières, et on en voit les dessins dans les collections laissées par cet érudit. M. de la Nicollière-Teijeiro en a parlé dans sa notice sur la *Tombe d'Olivier de Machecoul*, dont nous ferons mention plus loin et qui a été publiée dans le Bulletin de notre Société, de 1860.

La chapelle de Villeneuve a été reconstruite depuis le XIII^e siècle. Dans son état actuel, fort délabré d'ailleurs, elle n'a plus de lambris ; sa partie supérieure a été coupée, pour asseoir un toit moderne. Sur le côté Nord, on voit les restes d'une fenêtre en arc brisé, avec la base d'un meneau, et qui a été murée de nos jours. Le chevet est plat ; il était percé d'une grande fenêtre, aujourd'hui bouchée, dont les traces sont visibles.

La façade d'entrée, à l'Ouest, présente une porte en arc brisé, très simple. De chaque côté de sa partie supérieure, ressort un corbeau de pierre. Ces corbeaux ont peut-être servi à appuyer un *balet* ou *chapitreau*. A l'intérieur, une porte moderne a été percée dans le chevet, à la place de l'autel. Au côté de l'épître, est une crédence en arc brisé, du XV^e siècle, avec étagère, ménagée dans l'épaisseur du mur ; et, tout auprès, une petite armoire plus moderne, peut-être du XVI^e siècle ; ça et là, quelques traces de peintures anciennes, sur les murs.

BÂTIMENT ABBATIAL. — La façade principale regarde l'Est ; sur l'attique qui en surmonte la partie centrale, est sculptée la date 1708. Elle domine un joli perron circulaire et une terrasse qui élève le bâtiment au-dessus du niveau du jardin. Le rez-de-chaussée de la façade Ouest est occupé par une galerie ou portique ouvert, à voûtes d'arêtes et à piliers très simples, qui forme comme l'un des côtés d'un cloître. C'était le promenoir abrité des religieux.

Dans le coin Nord de l'habitation, sur la façade du même côté, est incrusté un boulet qui y a été lancé pendant les guerres de la Vendée.

INTÉRIEUR DU LOGIS. — Vestibule du XVIII^e siècle, à voûtes d'arêtes. Dans la salle à manger, beau plan, lavé en couleurs, de la terre de Villeneuve, en 1872, signé *Gaillard*, avec vues des deux façades du logis.

Dans l'extrémité Sud de l'habitation, un petit escalier en vis du XVI^e siècle, reste d'un édifice plus ancien, conduit du premier étage au grenier.

Au premier étage, beau vestibule ou large couloir, dont les fenêtres regardent l'Est et sur lequel s'ouvrent les portes des anciennes cellules qui surmontent le cloître ou galerie ouverte du rez-de-chaussée, et dont les fenêtres aspectent l'Ouest.

Le grand escalier de pierre, très monumental, à cage carrée, qui conduit du rez-de-chaussée au premier étage, est orné, sur l'extrémité supérieure de sa rampe massive, d'une statue de plâtre, de style romantique, représentant une jeune femme sauvage à ceinture de plumes, les mains enchaînées (signée : Adolphe Hurel, rue d'Orléans, à Montrouge). Le parc est bordé, du côté Ouest, par la rivière de l'Ognon, qui se jette dans le lac de Grandlieu, et dont les eaux sont retenues, près de là, par une chaussée qui supportait jadis un moulin. Non loin de la rivière est une statue en pierre, représentant Neptune. Dans une salle de verdure et formant table

de jardin, se voit la pierre tombale d'Olivier de Machecoul, dont la partie supérieure (un tiers environ) a disparu. Ce rare document sur le costume militaire du XIII^e siècle est aujourd'hui assez abandonné et couvert de mousse. Il a été l'objet d'une intéressante notice de M. de la Nicollière-Teijeiro, parue dans notre bulletin de 1860, avec une belle gravure exécutée par l'auteur, et présentant une restitution de la partie manquante (sans doute, d'après le dessin de la collection Gagnières.)

Pres de la galerie ouverte, est posée une ancienne pierre tombale, avec une cavité rectangulaire, occupée jadis par une table de cuivre gravée, aujourd'hui absente.

Dans la partie du jardin à l'est de l'habitation, au pied d'un arbre énorme, plus que centenaire, et près de l'Ognon, on voit une table champêtre, faite d'une superbe pierre tombale, grattée à dessein, mais sur le bord de laquelle on lit encore, en capitales du XIII^e siècle :

TRANSIT : LE Q'NT IOVR AVAT LA CHANDELOVR
: LAN DE GRACE : M : CC : LXVIII :

Autant qu'on en peut juger, les vêtements longs de l'une des figures qui ornaient cette pierre et qui est presque entièrement grattée, sont ceux d'une femme. Elle était représentée sous un dais gothique, dont quelques vestiges subsistent. La figure de son mari, étendu près d'elle, a totalement disparu.

Sur cette pierre tombale sont gravés deux écussons à extrémité inférieure aiguë, du style du XIII^e siècle. Sur l'un est figuré un *lion issant* ou debout. L'autre est *mi-parti*, au 1^{er} chargé d'un *lion semblable*, au 2^e portant encore le même lion.

Dans l'autre côté du jardin, près de la grille de clôture, une autre pierre tombale sert de support à une jardinière qui la cache entièrement. Ajoutons qu'à l'extrémité Sud du logis, sur un pilier terminant la terrasse de ce côté, on a placé un joli groupe de terre cuite représentant un combat de coqs.

Château de Touffou.

Cette résidence ducal¹, château fort de grande importance, a été démolie en 1614 (voir Travers, III, p. 189). Parmi les capitaines à qui la garde en fut confiée, on cite Gilles d'Elbiest, en 1404 ; Eonnet Sauvage, seigneur du Plessis-Guerry, en Monnières, commandant l'arrière-ban de Bretagne pour l'évêché de Nantes, en 1476, gouverneur de Touffou en 1487 (Voir Travers, II, pp. 160, 170, 191, 253 : — D. Morice, *Preuves*, I, II, III, à la table). Cette famille des Sauvage², éteinte depuis longtemps, a joué, dans notre contrée, un rôle militaire distingué, aux XIV^e et XV^e siècles : la garde de Clisson lui fut plusieurs fois attribuée.

Aujourd'hui les décombres du château de Touffou³ occupent une petite éminence, couverte d'une futaie dans laquelle sont ménagés des allées et des cabinets de verdure, et qu'on aperçoit de fort loin.

Au pied de cette éminence vient aboutir une énorme et longue digue, ayant servi à retenir les eaux d'un étang, transformé en prairie, et sur laquelle était jadis un moulin.

Dans la futaie, on reconnaît diverses enceintes circulaires, aujourd'hui difficiles à déterminer, toutes les décombres étant recouvertes de terres et de bois depuis des siècles. Il semble cependant que la forme des tours et des murailles soit indiquée par les salles

¹ 1404 : Gilles d'Elbiest est nommé capitaine de Touffou (Arch. de la Loire-Inférieure : table d'anciens registres de chancellerie).

1463 : Mandement au capitaine de Touffou de régler les sujets à faire le guet, selon l'institution du Parlement (*Ibidem*).

1489-1490 : Concession, à titre de jouissance, du château et de la châtellenie de Touffou à Odet d'Aydie, comte de Comminges (*Ibid.*, B 12, registre de chancellerie, folio 101).

1520 : La justice de la Maillardière, citée près de la forêt de Touffou (*Ibid.*, table d'anciens registres de chancellerie).

1637 : Cession du vieux château de Touffou, d'un étang, d'une borderie et de trois métairies, paroisse du Bignon, pour une rente de 300 livres, à Claude Gouyon, écuyer, sire de la Houdinière, à la charge de rebâtir de suite la chapelle et d'y faire célébrer chaque semaine une messe pour la famille royale (*Ibid.*, B 77).

² Sauvage portait : *de gueules à une aigle éployée d'argent, becquée et membrée d'azur*.

³ Le château de Touffou fut pris et pillé par Jeanne de Belleville, veuve d'Olivier de Clisson, traîtreusement mis à mort à Paris, en 1343. Cet événement a été chanté par notre confrère, M. Joseph Rousse, dans de beaux vers que nous donnons en appendice (Voir D. Lobineau, I, p. 334).

rondes et les allées percées dans la verdure. La base d'un gros donjon circulaire, sans doute du XIII^e siècle, se distingue assez nettement, ainsi que celle de deux autres tours rondes plus petites, à l'Ouest-Nord-Ouest du donjon, et celle d'autres constructions.

Le donjon paraît avoir été placé à l'extrémité Sud-Est du château et en avoir dominé l'enceinte. Tout au bas de l'éminence, du côté Est-Sud-Est, et touchant à la prairie voisine, on croit reconnaître les traces d'une longue muraille courbe, indiquées par le galbe d'une allée. A côté de ces ruines, ou plutôt de cet amas de décombres assez vagues, est le joli manoir de la Cour-Neuve, appartenant à M^{me} Berneaudaux qui accueillit les excursionnistes avec la plus parfaite bonne grâce.

Ce manoir qui semble dater du premier quart du XIX^e siècle, est surmonté d'un lanternon, et précédé d'une cour fermée de grilles, avec pièce d'eau et statues de la même époque. Aux environs s'étendent de magnifiques jardins d'un très bon style français, bordés de charmilles et de haies d'épines taillées, et entourés de murs.

Enfin les belles prairies qui touchent à cette habitation en font un séjour des plus agréables.

Le secrétaire général,

Paul de BERTHOU.

APPENDICE

Le Château de Touffou

Sur des amas pierreux, restes de vieux remparts
Que longe un grand chemin, au fond d'une vallée,
Des sapins, des ormeaux, des chênes sont épars,
Baignés d'une eau qui court, sous des aulnes voilée.

C'est Touffou, ce château que Jeanne de Clisson
Détruisit dans un jour de farouche vengeance.
Sa haine s'assouvit sur un juge félon,
Bourreau de son époux, mis à mort par la France.

A travers la forêt, dans l'ombre de la nuit,
Conduisant ses vassaux avides de pillage,
Elle entoura le fort ; et froidement, sans bruit,
Ordonna d'y porter la flamme et le carnage.

Bientôt le ciel rougit de sanglantes lueurs ;
Le château tout entier croula dans l'incendie ;
Puis Jeanne s'éloigna, rêvant d'autres fureurs.
Un silence de mort suivit la tragédie.

Ce vallon est encor triste. Les hauts sapins
Y balancent au vent leurs dômes d'un vert sombre.
Les grands chênes, penchés au bord des prés voisins
Et de l'étang profond, les couvrent de leur ombre.

Les vieux murs écroulés sont vêtus de buissons,
Et l'étranger qui passe auprès de ces ruines,
Ne sait pas qu'un château des puissants ducs Bretons
Dort au pied des sapins, sous ces fourrés d'épines.

JOSEPH ROUSSE.

CONCOURS TRIENNAL

Il a été décidé qu'une *médaille d'or* et un *diplôme* seront décernés, tous les trois ans, à l'auteur de la meilleure communication intéressant le département de la Loire-Inférieure et l'ancien diocèse de Nantes.

Le titulaire sera désigné par l'assemblée générale, d'après un rapport dressé par un jury également nommé par elle.

Le quatrième concours est actuellement ouvert et sera clos le 1^{er} novembre 1901. Le jury sera nommé à la séance de ce mois, et lira son rapport à celle de décembre. La médaille et le diplôme seront remis au lauréat dans la séance solennelle de janvier.

LA CATHÉDRALE DE DOL

A Dol, ainsi qu'à Pise, auprès des vieux remparts,
Sur une vaste place où croit une herbe épaisse,
Dominant des marais où planent les regards,
La cathédrale antique et superbe se dresse.

Ses tours, dont le granit par le temps s'est doré,
S'élèvent fièrement dans leurs lignes sévères.
De créneaux protecteurs le chœur est entouré ;
Les trèfles élégants font place aux meurtrières.

Les évêques de Dol, en des jours périlleux,
Comme des chevaliers savaient porter le glaive.
A côté de Mercœur, sous la Ligue, l'un d'eux
Veillait sur les remparts et combattait sans trêve.

Ils dorment aujourd'hui, couchés dans leurs tombeaux ;
Mais, comme aux temps anciens, on voit leurs armoiries,
Gardant leur souvenir, briller sur les vitraux
Et jeter des reflets dans les nefs assombries.

Un sentiment profond, grave et mystérieux,
Saisit le voyageur parcourant cette église ;
Il rêve, malgré lui, d'un passé glorieux
Que cette cathédrale immense symbolise.

Il ne peut détacher ses yeux inassouvis
Du chevet où s'étale une fleur merveilleuse,
Ecrin de diamants, vitrail de paradis,
Où le vieux peintre a mis son âme radieuse.

Des hommes ont brisé, plus cruels que le Temps,
Les tombeaux précieux et les nobles statues ;
Mais d'autres ont passé, dévoués et vaillants,
Qui surent relever les œuvres abattues.

Sous le porche profond aux gothiques arceaux,
Un pauvre mendiant est assis en silence.
C'est le soir ; il est seul, regardant les corbeaux
Qui traversent le ciel terne et sans transparence.

On vient fermer la porte. Il reprend son bâton
Et longe à pas trainants la vaste cathédrale,
Aspirant le vent frais du rivage breton
Qui loin des marais verts borne l'horizon pâle.

Joseph ROUSSE.



CLISSON. — VUE ANCIENNE, N^o 1

CLISSON

ET

SES MONUMENTS

DESCRIPTION ARCHÉOLOGIQUE

Le premier monument qui doit attirer l'attention de l'archéologue, dans la charmante ville de Clisson, est la chapelle de l'ancien prieuré Bénédictin de Saint-Jacques (1), dépendance de Saint-Jouin-de-Marnes, qui donne son nom au faubourg environnant.

L'édifice actuellement conservé est un bâtiment rectangulaire, sans voûtes, composé de quatre travées, séparées extérieurement par des contreforts romans, en forme de simples bandes verticales, terminées par le haut en talus. Il y en a cinq sur chaque face ; les deux placés aux extrémités, plus élevés que les trois autres et atteignant la toiture. La façade regarde le Nord-Ouest. Elle est percée d'une porte en arc brisé, inscrite en retrait dans un arc semblable de plus grande portée, tous deux simples et sans moulures ni chapiteaux. Cette porte, surmontée d'une étroite fenêtre romane en plein cintre, est placée entre deux contreforts du même style que ceux des murs latéraux, mais moins élevés et avec talus dont le bord inférieur est orné d'une petite moulure ronde qui manque au talus des autres contreforts. Aux angles de cette façade, sont deux contreforts, de même forme que ceux des murs latéraux, mais plus élevés et montant jusqu'au faite.

(1) Voir *Archives de la Loire-Inférieure*, H 176 ; — *Etudes archéologiques dans la Loire-Inférieure*, par M. Orieux (*Soc. académ. de N.*, 1864) : la pl. 10 donne le dessin de la grande porte et celui de la porte latérale de Saint-Jacques.

Le mur latéral du côté Sud-Ouest est percé de quatre fenêtres romanes, étroites, amorties en plein cintre et fortement ébrasées à l'intérieur, placées chacune au milieu de sa travée. Il ne présente point d'autre ouverture. Ses fenêtres sont de dimensions légèrement moins grandes que celles de l'unique fenêtre de la façade Nord-Ouest, quoique de forme identique.

Le mur latéral du côté Nord-Est offre une porte en plein cintre, avec pieds-droits ornés d'un simple tailloir dont l'angle inférieur est abattu ou chanfreiné (semblable à celui que l'on remarque à la chapelle de la Madeleine, dont nous parlerons plus loin). Cette porte est inscrite en retrait dans un cintre plus grand, dont les pieds-droits sont garnis du même tailloir, placé à la même hauteur que celui qui reçoit les retombées du premier cintre. Elle n'est point au milieu de sa travée, mais placée plus près du contrefort de gauche que de celui de droite ; elle n'est donc point au-dessous de la fenêtre qui la surmonte et qui est placée bien au milieu de la travée.

Quant aux fenêtres du côté Nord-Est, elles sont en plein cintre, de proportions beaucoup plus grandes que celles des fenêtres du côté Sud-Ouest, et inscrites en retrait dans un cintre de plus grande portée. Leurs pieds-droits sont sans ornement ni tailloir ; l'une d'elles, la plus rapprochée de la façade, a été remplacée par une fenêtre moderne. La fenêtre, placée dans la même travée que la porte latérale Nord-Est, est de plus grandes dimensions, en tous sens, que celles des autres fenêtres du même côté, quoique de même style, et, à très peu de chose près, de même forme. Son premier cintre, inscrit dans un autre plus grand, présente la particularité qui la distingue : il est légèrement creusé en forme de niche, c'est-à-dire qu'il s'évase un peu vers le dehors. D'ailleurs, elle n'a aucun ornement.

Les fenêtres de ce côté Nord-Est ne sont que très légèrement ébrasées. Toutefois, celle qui est dans la même travée que la porte latérale Nord-Est, n'a point d'ébrasement ; à l'intérieur du bâtiment, la forme de ses deux cintres et de leurs pieds-droits est nettement accusée.

Que doit-on conclure du manque de correspondance entre la porte placée de ce côté et la fenêtre de sa travée, et de la légère différence qui existe entre cette fenêtre et celles qui l'avoisinent ? Sans doute, il y a là l'indice d'un remaniement ; mais ce remaniement est ancien, et, en tout cas, d'une époque très peu éloignée de celle de la construction primitive. Nous n'oserions aller plus loin.

L'extrémité Sud-Est, opposée à la façade d'entrée, présente une grande ouverture en arc brisé, aujourd'hui murée, ancien *arc triomphal* qui donnait accès dans l'abside. Cette abside qui était certainement voûtée (car quelques amorces de sa voûte existent encore) a été malheureusement démolie. Elle était peut-être précédée d'une travée de chœur. Sa largeur était d'un mètre environ plus restreinte que celle de la nef. A l'extérieur, de chaque côté de l'*arc triomphal* muré, et parallèlement aux murs de la nef, on voit les amorces de deux grands arcs, doublés chacun par un arc de moindre largeur, qui semblent avoir décoré les deux côtés extérieurs de l'abside ou du chœur (s'il en a existé un). Leurs doubles pieds-droits rectangulaires accolés (l'un moins large que l'autre) sont garnis tous deux, à leurs impostes, d'un tailloir chanfreiné.

Au-dessus de l'abside ou du chœur, s'élevait le pignon de la nef, orné d'une corniche en forme de tailloir chanfreiné, encore existante.

Vers l'extrémité Sud-Est, on voyait, il y a quelques années, des ruines d'une époque indécise, peut-être les restes des logements du prieuré. Elles ont disparu aujourd'hui.

La charpente assez curieuse de cette chapelle est chargée de grossiers ornements, et se fait remarquer par des entrails sculptés en forme de gueules de crocodile d'où ils semblent sortir. Sur l'un des entrails est inscrite la date 1583, qui paraît celle de cette charpente.

Si l'on tient compte des deux grandes ouvertures en arc brisé, et des baies romanes assez larges du flanc Nord-Est, cette chapelle pourra être attribuée à la seconde moitié du XII^e siècle. D'autant plus que les parties d'un style plus ancien, savoir les

tailloirs chanfreinés de la porte romane du Nord-Est et les petites fenêtres étroites du flanc Sud-Ouest, se retrouvent à Clisson même, dans la chapelle de la Madeleine qui est certainement postérieure à l'an 1142, comme on le verra plus loin.

Contre la muraille Nord-Est de la chapelle, à l'extérieur, sont appuyées deux pierres tombales qui en proviennent certainement. L'une ne présente plus rien de visible. Sur l'autre, d'ailleurs en assez mauvais état, on voit un écu chargé d'une bande héraldique ; à sa gauche, est sculptée une épée, la pointe en bas, à garde en croix et poignée très simples. Cette épée et l'écu qu'elle accompagne, petit et aigu, tous deux d'ailleurs grossièrement représentés, sont du style du XIII^e siècle, époque à laquelle remonte la pierre tombale.

En somme, le prieuré de Saint-Jacques, dans son état actuel, est un petit monument de la fin de l'époque romane, très intéressant pour l'archéologue, malgré sa simplicité.

.*.

De Saint-Jacques, pour se rendre au faubourg de la Trinité, on descend le coteau et on traverse le pont de *Nid-d'Oie*, sur la Sèvre. Il paraît qu'il y eut jadis un fief de *Nid-d'Oie*, quoique le manoir n'en ait jamais été nettement cité. A une demi-lieue de là, sur la rive gauche de la Sèvre, un peu avant le bourg de Gorges, on trouve les vieilles murailles et la fuie circulaire du manoir de la Bastardière, aujourd'hui transformé en ferme, qui tire son nom d'une famille Bastard et qui est cité dès le XII^e siècle.

Dans le faubourg de la Trinité, se voient plusieurs maisons, construites dans le joli style italien qui distingue la ville de Clisson et qui y a été apporté au début du XIX^e siècle, par les frères François et Pierre Cacault et par le statuaire Lemot, après leur retour de Rome. Ces trois hommes de goût, dont les deux premiers seuls étaient Nantais, s'étaient rencontrés en Italie ; charmés par le site pittoresque de Clisson, que les guerres de Vendée avaient transformé en un monceau de ruines, ils s'y fixèrent, y acquirent de vastes terrains, et y apportèrent le modèle des gracieuses cons-

tructions de la campagne romaine, ajoutant ainsi un caractère et un attrait très particuliers au paysage déjà si poétique que présentent les bords de la Sèvre, en cet endroit. C'est à Lemot que l'on doit la conservation de la Garenne, des ruines du château et de la chapelle de la Madeleine ; il contribua grandement à faire sortir Clisson de ses décombres, et cette charmante ville lui est redevable de sa réputation européenne (1).

Parmi les jolies maisons à l'italienne du faubourg de la Trinité, à toits aplatis couverts en tuiles et à ouvertures cintrées garnies de briques, se remarque l'hôtel de l'Europe, dominant la Sèvre du haut de sa rive droite, en face le coteau de *Nid-d'Oie*, et dans un site des plus pittoresques. La mairie et la poste (ancien *Hôtel de France*) méritent aussi d'être citées comme édifices du même style.

La Trinité était autrefois un prieuré Bénédictin, dépendant de Saint-Jouin-de-Marnes, cité dès 1103, et occupé depuis le 2 juin 1643, par des religieuses du même ordre (2), auxquelles on doit probablement attribuer toutes les constructions et tous les ornements qui y ont été ajoutés et qui portent le caractère de cette époque.

Le vénérable Olier, fondateur des Sulpiciens, a été prieur commendataire de la Trinité de Clisson.

L'église est orientée. Elle est formée d'une nef avec deux bas-côtés, et coupée par un transept, portant une très petite absidiole en cul-de-four sur chacun de ses bras. Un chœur très allongé et à chevet plat, a remplacé, au XVII^e siècle, l'ancien chœur roman et son abside.

Avant 1867, la nef n'avait point de voûtes, non plus que ses bas-côtés.

Les grandes arcades, en arc brisé, sont anciennes ; elles sont soutenues par un arc semblable plus étroit, dont les pieds-droits

(1) « *Souvenirs du statuaire Lemot et de Clisson* », par Charles Marionneau (*Société archéol. de Nantes*, 1896).

(2) Voir Travers, I, p. 235 ; III, p. 329 ; — *Archives de la Loire-Inférieure*, H 176 ; — M. Orioux (*Soc. acad. de Nantes*, 1864, pl. 9, fig. 1, donnant le dessin de la grande porte, avant sa reconstruction).

sont accolés aux faces correspondantes des gros piliers qui sont carrés et ornés, à la retombée des arcs, d'un simple tailloir chanfreiné. Contre les deux autres faces de ces piliers, c'est-à-dire contre les faces qui regardent la nef et les bas-côtés, sont accolés verticalement des bandeaux plats et étroits (des deux côtés, montant jusqu'à la hauteur des voûtes modernes), terminés par des tailloirs semblables à ceux des gros piliers et qui recevaient, sans doute, jadis les extrémités des entrails de la charpente, tant dans la nef que dans les bas-côtés.

Les pieds-droits des arcs qui soutiennent les grandes arcades ont aussi des tailloirs pareils à ceux des gros piliers et placés à la même hauteur, et il en est de même pour les tailloirs terminant les bandeaux plats qui jadis recevaient l'extrémité des entrails des bas-côtés et qui aujourd'hui reçoivent la retombée des doubleaux de leurs voûtes modernes.

Des deux côtés de la nef, court une corniche romane, soutenue par des modillons en forme de figures grimaçantes.

Les deux bras du transept ont des voûtes anciennes, en arc brisé, sans nervures, avec un simple doubleau en arc brisé qui divise chaque bras en deux travées. Contre la face interne de chacune de leurs extrémités, est un autre doubleau semblable, en façon de formeret. Les pieds-droits de ces doubleaux sont garnis d'un simple tailloir, à la naissance des voûtes.

La façade seule du bras Sud est ancienne ; elle est percée de trois baies romanes, celle du milieu placée plus haut que les deux autres, d'ailleurs semblables, très étroites et très ébrasées, amorties en plein cintre.

Sur la face Ouest de chaque bras du transept, est percée une petite fenêtre romane, étroite et ébrasée.

La croisée du transept seule est soutenue par quatre groupes de deux piliers ronds, à chapiteaux ornés tantôt de figures, tantôt d'entrelacs et de feuillages romans, tantôt des premiers crochets gothiques (1). Sa voûte repose sur l'entrecroisement de deux nervures rondes.

(1) Plus exactement, la croisée du transept est soutenue par quatre

Une petite portion de voûte, ayant appartenu à la première travée de l'ancien chœur, existe encore, derrière la croisée du transept.

Dans le coin de l'absidiole Nord, une petite porte donne accès à un couloir qui conduit à une sacristie du XVII^e siècle, couverte par des voûtes d'arêtes. Dans la première partie de ce couloir, est une très petite baie romane, amortie en plein cintre, mais murée. Dans la seconde partie, un peu avant la sacristie, on trouve deux arcades romanes, basses et en plein cintre, dont l'ouverture est aujourd'hui murée, soutenues par trois courts piliers ronds et trapus qui supportent de gros chapiteaux sans ornements, dits *cubiques*, surmontés d'un tailloir épais, chanfreiné par le bas. Ces chapiteaux sont garnis d'une astragale, taillée dans le même bloc. A la base des piliers, des griffes ou pattes très simples sortent sur un groupe de grossières moulures arrondies. Ces chapiteaux et ces bases pattées sont identiques à ceux des piliers de la crypte et de l'ancienne coupole du chœur de la cathédrale de Nantes, et peuvent être attribués à la fin du XI^e siècle.

Les deux arcades romanes que nous venons de décrire ont fait partie d'une série d'arcades semblables qui séparaient l'ancienne abside de son déambulatoire. Tout à côté d'elles et dans le fond du même couloir, l'entrée de l'ancien déambulatoire se reconnaît à une grande ouverture en plein cintre, aujourd'hui murée.

Le chœur, du XVII^e siècle, est fort long ; il est garni, de chaque côté, d'une rangée de belles stalles de chêne, d'un style sobre et élégant, qui y ont été placées en 1840, par M. Mortier, curé de la Trinité, mais qui nous paraissent renfermer plusieurs morceaux du XVII^e siècle, et avoir été seulement restaurées.

Le chevet est plat ; contre sa face interne, est appliqué un

gros piliers carrés ou massifs de maçonnerie, qui ont chacun deux faces noyées dans les murs de la nef et du chœur. Sur leurs deux autres faces sont appliqués deux des piliers ronds dont nous venons de parler. Deux de ces piliers ronds supportent les retombées de l'*arc triomphal* ; deux autres, celles de l'arc d'ouverture du chœur ; les quatre autres, celles des arcs des bras du transept.

magnifique rétable du même style : ses colonnes, de marbres précieux et de diverses couleurs, sont surmontées de chapiteaux corinthiens dorés ; il est richement orné de guirlandes et de mascarons, sculptés en pierre, des statues des quatre Évangélistes, en plâtre, sur des consoles, et, à sa partie supérieure centrale, d'un bas-relief allégorique, dans un médaillon ovale, représentant la Sainte-Trinité. Ce rétable est du même style que celui qu'on appelait improprement le *jubé* de la cathédrale de Nantes et qui a été démoli vers 1885, mais d'une exécution et de matériaux bien supérieurs.

Le chœur des religieuses s'ouvrait près de l'autel, du côté de l'Épître, par une large baie grillée, aujourd'hui murée. Il était en angle droit avec le chœur de l'église, et ses débris existent encore au dehors, dans les jardins de la propriété Valentin.

Derrière et contre le chevet plat du chœur de l'église, est appuyée extérieurement une autre sacristie du XVII^e siècle, surmontée d'un toit en appentis, formée de deux travées couvertes par des voûtes d'arêtes assez basses et séparées par un doubleau. Elle communiquait directement avec le chœur, par deux portes symétriques, percées de chaque côté du rétable, et avec le chœur particulier des religieuses, par un couloir voûté en berceau, placé contre le côté Sud du chœur de l'église.

La Trinité de Clisson a subi, entre les années 1867 et 1870, des réparations aussi importantes que malheureuses ; aussi ne présente-t-elle que bien peu de parties, outre son aspect et son plan général, qui puissent servir de documents archéologiques. Si les voûtes en arc brisé du transept sont anciennes, celles de la nef et des bas-côtés sont modernes ; toutes les sculptures ont été repiquées, des ouvertures de diverses formes ont été percées dans les murs, pour donner plus de jour à l'intérieur de l'édifice ; enfin, la très curieuse façade principale romane a été remplacée, de la façon la plus regrettable, par une façade nouvelle, ainsi que la façade du bras Nord du transept. Le bénitier, orné, à chaque coin, d'une feuille gothique grossière, que l'on trouve à droite de la grande porte, en entrant, a été repiqué comme le reste de la nef.

Seule, la tour carrée qui surmonte la croisée du transept, a échappé à ces restaurations. Elle est couronnée par une corniche en simple tailloir chanfreiné, et percée, sur chaque face, de deux longues et étroites ouvertures tréflées qui nous paraissent du XIII^e siècle.

Avec les arcades basses que l'on voit derrière l'absidiole Nord, cette tour est la partie la plus intéressante de l'église.

La Trinité de Clisson, à en juger par l'épaisseur des gros piliers carrés de sa nef, et par les bandeaux plats à tailloir, qui leur sont accolés verticalement, nous paraît avoir été primitivement couverte de voûtes semblables à celles du transept. Ces voûtes auraient été plus tard remplacées par des lambris, auxquels ont succédé les voûtes modernes.

Nous croyons pouvoir l'attribuer à la fin du XII^e siècle, d'après la forme brisée de ses grandes arcades et des voûtes anciennes du transept, et d'après le style de ses chapiteaux ornés qui présentent quelques crochets gothiques, malheureusement retouchés.

Quant aux arcades basses, restes d'un déambulatoire disparu, dont nous avons parlé, elles sont d'une époque antérieure, et semblent avoir appartenu à une première église de la fin du XI^e siècle, remplacée, à la fin du XII^e, par celle que l'on admirait avant sa restauration.

Sur la place, entre le côté Nord de l'église et la porte du presbytère, se voient divers fragments de pierres tombales, provenant de l'ancien cimetière et employées comme dalles de pavage. L'on remarque celle d'un boulanger nommé *Dabin*, sur laquelle est grossièrement tracée une *pelle à enfourner*, avec la date 1610 ; celle d'un tailleur ou d'un drapier, portant le dessin de gros ciseaux ou *forces*, terminés carrément par le bout ; celle d'honorable homme *Jan Mocquart* et de *Renée Angebaud*, sa femme, avec les dates 1625 et 1633 ; enfin une tombe, sur laquelle est sculptée une croix (indiquant sans doute la sépulture d'un prêtre), avec le nom *Jan Grenouilleau*. Tous ces noms sont encore portés à Clisson.

A côté de ces tombes, un reste de socle, indique la place d'une croix de pierre qui a disparu.

Sur la place et tout à côté de l'église, se trouve la belle maison Valentin, dont les merveilleux jardins, traversés par la Moine, ont été visités par des artistes de tous les pays, et où le regretté peintre, Français, a pris de nombreuses études de paysage, que l'on retrouve dans ses tableaux. Ancien logis des religieuses, c'est aujourd'hui une importante habitation, reconstruite au commencement du XIX^e siècle, à l'imitation des châteaux de la campagne romaine, et dans le style italien le plus caractérisé, avec deux pavillons rectangulaires, minces et élancés, dominant ses toitures, et une belle terrasse couverte de treilles.

* *

De là, le visiteur peut se rendre au manoir de la Roche en Gétigné, distant d'une demi-lieue environ, en traversant la Moine, sur le magnifique viaduc de pierre, construit en 1840.

L'on passe près de la jolie chapelle de Toute-Joie, édifice du XV^e siècle, entièrement reconstruit dans ces dernières années, d'une manière d'ailleurs élégante et heureuse, quoique la destruction de l'ancienne chapelle soit regrettable. L'on y a joint une chaire extérieure, analogue à celle de la collégiale de Guérande. Dans une niche, au-dessus de la grande porte, est placée une belle statue de la Sainte Vierge, en vieille faïence polychrome, pieusement conservée et très vénérée (1).

L'ancienne cloche de Toute-Joie a été brisée tout dernièrement, la terrible tempête du 13 février 1900 ayant renversé le petit campanile qui la renfermait. Ses fragments sont conservés à la cure de Gétigné ; on y lit les noms de ses parrains : *Perraud* et *Poelune*, appartenant à de riches familles de *foulonniers* de Cugand qui sont encore représentées de nos jours.

Une vieille croix de pierre, placée au milieu du parvis ou *carroi*, a été restaurée avec soin. Son socle a été refait.

(1) Sur l'ancienne chapelle de Toute-Joie, voir une notice par M. Perraud, dans le *Congrès de la Société française d'archéologie*, tenu à Nantes en 1856, page 50 ; — *La chapelle de N.-D. de Toutes-Joies lez Clisson*, par M. l'abbé Jul.-Stan. Allard (*Bibl. de N.*, n^o 37. 957) ; Nantes, Bourgeois, octobre 1861, in-12, 23 pp.

Dans la sacristie sont deux belles consoles Louis XV, en bois sculpté et doré.

Un nombre considérable de familles des paroisses voisines vont en pèlerinage à cette chapelle, depuis un temps immémorial, dans la nuit qui précède la fête de la Mi-Août ; on doit marcher en silence, en récitant le chapelet. Ce pèlerinage nocturne est encore très fréquenté, et le matin l'on entend la messe, célébrée à la chapelle. L'on visite même le sanctuaire pendant tout le mois d'août, spécialement consacré, dans son entier, au pèlerinage à Toute-Joie.

Une pratique superstitieuse s'était jointe à cette pieuse coutume : les filles et les garçons, arrivés à une certaine distance de la croix dont nous avons parlé, fermaient les yeux et, marchant le bras tendu, essayaient de mettre le doigt dans un trou percé dans son socle. S'ils y parvenaient, c'était un signe qu'ils se mariaient dans l'année.

Le château de la Roche, en Gétigné, présente des parties de deux époques, savoir du XIV^e et de la fin du XV^e siècle.

Au XIV^e siècle appartiennent la voûte d'entrée et la salle qui la surmonte, percée sur la cour intérieure d'une fenêtre à meneaux trèflés ; et diverses portions de murs, avec trois belles cheminées et plusieurs portes de granit en arc brisé, dans les bâtiments du fond de la cour, servant de logements aux fermiers. L'une de ces portes est remarquable par un encadrement de petites boules taillées dans la pierre ; une autre est entourée d'une légende en caractères gothiques, malheureusement trop frustes aujourd'hui pour être lus. Les cheminées du XIV^e siècle qui se trouvent dans ces bâtiments présentent une frappante analogie avec plusieurs des cheminées du château de Clisson, notamment avec celle placée dans une salle qui termine, vers le Sud, le corps de logis de la chapelle de ce château. Leur manteau repose sur des consoles à double ressaut, avec moulure ronde sur laquelle est taillée une bande plate, courant du haut en bas, de chaque côté.

Au XV^e siècle très avancé appartiennent les bâtiments situés au Sud de la porte d'entrée, en particulier le grand escalier en vis et

sa belle cage polygonale saillant sur la cour, percée de fenêtres en anse de panier, ornées de choux frisés. La grande porte d'entrée est flanquée au Nord par une petite tour arrondie. Au Sud, il devait y en avoir une semblable, remplacée par un pavillon rectangulaire, lors d'un remaniement postérieur.

Le manoir de la Roche, précédé de larges avenues d'un bel aspect et d'un parc fermé de murs, est un type intéressant de ces maisons fortes, capables de résister à un coup de main, comme il y en avait jadis beaucoup dans nos campagnes. Il est fort rare d'en rencontrer du XIV^e siècle, et celle-ci est très digne d'être remarquée et étudiée. Autant que l'on peut en juger par les bâtiments subsistants, le plan de ce petit château était rectangulaire.

En quittant la Roche, pour retourner vers Clisson, l'on peut passer la Sèvre sur un pont de bois, près du village de Fouques, bien connu des artistes par son site pittoresque. Remontant le coteau qui domine la rive gauche de la rivière, on voit de loin, un peu vers le Sud-Ouest, le joli manoir du Grand-Pin-Sauvage, qui tire son nom de la famille des Sauvage, éteinte depuis deux ou trois cents ans, et l'une des premières de la contrée aux XIV^e et XV^e siècles. Les Sauvage étaient alors seigneurs du Plessis-Guerry, en Monnières ; la garde des châteaux de Clisson et de Touffou leur fut plusieurs fois confiée ; ils commandèrent, à plusieurs reprises, la noblesse de l'arrière-ban du pays, et l'un d'eux, Eon Sauvage, était chambellan du duc en 1488. Ils portaient pour armes : *de gueules à l'aigle éployée d'argent, becquée et membrée d'azur* (1). Ce petit manoir fort élégant, qui présente des parties du XVI^e siècle et un pavillon carré du XVII^e, était légèrement fortifié. Sa porte, de style Renaissance et assez remarquable, est surveillée par une petite bretesche dont les consoles semblent avoir été tirées d'un monument plus ancien.

(1) Voir D. Morice, *Preuves*, I, II, III, à la table ; — Travers, II, pp. 160, 170, 191, 253 ; — D. Lobineau, I, p. 761.

Dans une tourelle cylindrique en tuffeau, plus large à la base qu'au sommet, coiffée d'une petite coupole, et reposant sur un cul-de-lampe de granit orné d'un mufle de lion, sont percés plusieurs trous ronds, pour y passer des canons d'arquebuses.

Le Grand-Pin-Sauvage est bâti tout près et même en dehors, croyons-nous, de la limite qui sépare la Bretagne du Poitou. Cette situation est encore accusée par le nom de *la Marche*, donné à un village très voisin.

Non loin de ce manoir, vers le Nord, se trouve la chapelle de la Madeleine, ancien bénéfice de l'ordre du Temple (1).

Les Templiers n'ayant été introduits en Bretagne que dans les environs de 1142, la partie ancienne de ce très curieux édifice est attribuable à la fin du XII^e siècle, soit 1160 ou à peu près.

Et tout d'abord, l'on remarque que la chapelle primitive est précédée d'un bâtiment ajouté après coup, auquel donne accès une ouverture assez large, en arc brisé, dont le tableau présente une coupe polygonale, attribuable au XV^e siècle, surmontée d'une large fenêtre moderne, garnie en tuffeau. Les angles de cette façade qui aspecte le Nord-Ouest, sont soutenus par deux contre-forts à base saillante. Près de chaque angle et de chaque côté de la porte, fait saillie sur la muraille un corbeau de pierre, ayant sans doute servi à supporter une toiture légère, formant auvent devant l'entrée.

Derrière la porte, à droite en entrant, est un bénitier de granit, de forme carrée, à récipient circulaire, placé sur un massif de maçonnerie.

Une fenêtre en arc brisé, à meneaux du XV^e siècle avancé, est percée dans le flanc gauche ou Nord-Est du même bâtiment qui devait être certainement couvert d'une toiture ; et cependant, si le pignon de sa façade paraît bien construit pour recevoir le double rampant d'un toit, on est étonné, d'autre part, de ne point voir, sur la façade de la chapelle primitive, les traces qu'aurait

(1) Voir « *Les Commanderies du comté Nantais : le Temple de Clisson* », par M. l'abbé Guillotin de Corson (*Association Bretonne, congrès de Guérande*, 1899, pp. 143-164) ; — *Archives de la Loire-Inf.*, H 462,

dù y laisser le toit de la construction ajoutée postérieurement c'est-à-dire au XV^e siècle.

Ce bâtiment, postérieur à la chapelle elle-même, offre un détail curieux, difficile à expliquer : sur son flanc gauche, tout près de son point de jonction avec l'ancienne chapelle et à hauteur d'appui, l'on voit, à l'extérieur, une petite baie en arc brisé, fermée, en retrait de son tableau, par deux pierres plates, ajustées sur leur épaisseur et formant ainsi une petite cloison, percée d'un trou rond dans son milieu. Cette baie répond à une autre baie circulaire, beaucoup plus grande que le trou dont nous venons de parler, aujourd'hui murée et qui s'ouvrait sur la face interne du mur.

On entre dans la chapelle du XII^e siècle par une belle ouverture en arc brisé, entre deux contreforts romans très simples. A chaque angle de la façade, est un autre contrefort semblable, mais plus élevé (1). Au-dessus de la grande porte, s'ouvre une petite fenêtre en plein cintre, étroite et ébrasée.

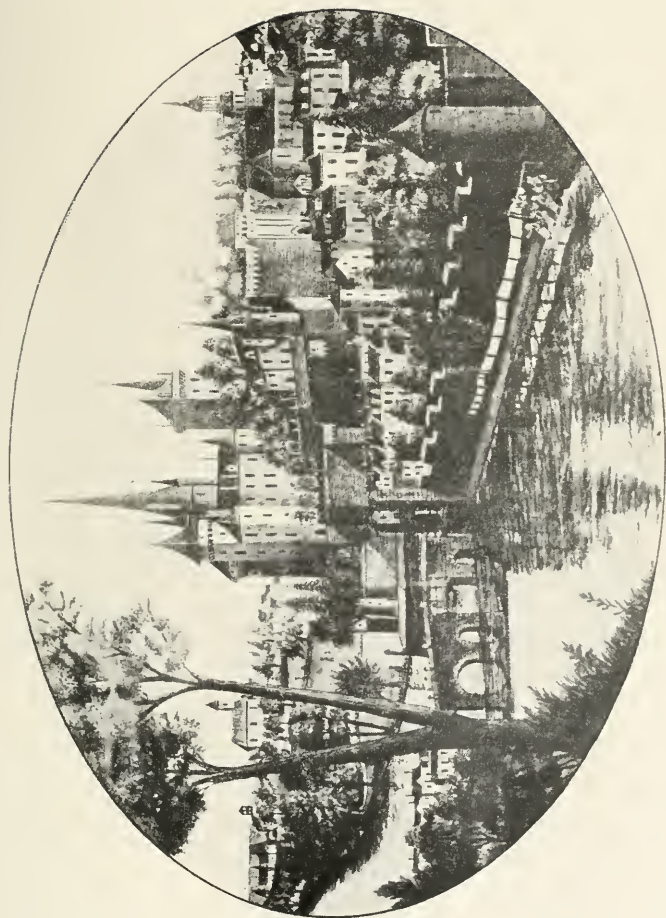
Cette façade est surmontée d'un petit campanile, à deux baies ouvertes et arrondies à leur partie supérieure, dont les retombées sont supportées par trois courts piliers rectangulaires, à tailloir tenant lieu de chapiteau. Le même comble à deux rampants recouvre les deux baies. Les clochers de ce genre sont assez caractéristiques des bénéfices du Temple et de l'Hôpital.

L'ensemble de la façade est un modèle de style roman, aussi remarquable par son élégance harmonieuse que par sa sobriété.

La nef se compose de trois travées, voûtées en arc brisé ou en tiers-point, sans nervures, et séparées l'une de l'autre par un doubleau à coupe rectangulaire, aussi légèrement brisé. Dans chaque travée est percée une fenêtre en plein cintre, étroite et très ébrasée, comme celle de la façade. Sur le flanc gauche ou Nord-Est, une fenêtre à meneaux triflés a remplacé, au XIV^e siècle, une fenêtre romane.

De chaque côté de la nef, à hauteur de la naissance des voûtes, court une corniche en forme de tailloir chanfreiné à sa partie in-

(1) Les deux contreforts sont très rapprochés l'un de l'autre, près de chacun des deux angles de la façade.



CLISSON. — VUE ANCIENNE, N° 2

férieure, qui passe sur les pieds-droits des doubleaux. Ce tailloir est semblable à celui que l'on remarque à Saint-Jacques.

Du côté gauche de la nef, est un enfeu sous un arceau brisé ; et dans le côté droit, on en voit un de même forme.

L'*arc triomphal*, légèrement brisé, à coupe rectangulaire, est doublé par un second arceau de même forme et moins large.

A l'extérieur, le pignon à deux rampants de la nef ressort fortement au-dessus du chœur qu'il domine, et même au-dessus de la nef. Il fait aussi saillie sur les côtés de la nef, avant sa jonction avec le chœur.

Le chœur, plus bas et légèrement plus étroit que la nef, est aussi voûté en arc brisé ; il comprend une travée, éclairée par deux fenêtres, semblables à celles de la nef. Le tailloir chanfreiné qui, à l'intérieur, lui sert de corniche, est plus bas d'un mètre environ que celui de la nef. Les pieds-droits redoublés de l'*arc triomphal* qui sépare le chœur de la nef, sont aussi ornés, du côté du chœur, d'un tailloir chanfreiné par en bas, placé à la même hauteur que la corniche semblable de ce chœur, par conséquent un mètre environ au-dessous de celle de la nef. Mais, du côté de la nef, les pieds-droits du plus grand des deux arcs superposés qui forment l'*arc triomphal*, n'ont point de tailloir. Les pieds-droits du plus petit de ces deux arcs en sont, au contraire, ornés sur leurs trois côtés.

L'abside, voûtée en cul-de-four sans nervures, est éclairée par trois fenêtres romanes, beaucoup plus grandes en tous sens que celles de la nef, quoique de même forme, et réunies par une petite corniche en forme de tailloir chanfreiné. Elle est un peu moins élevée et plus étroite que le chœur, et, à l'intérieur de l'édifice, le cul-de-four de cette abside fait une petite saillie, en rejoignant la voûte du chœur. A l'extérieur, les murs de l'abside sont légèrement en retrait sur ceux du chœur.

Dans l'abside, est une pierre tombale, placée à terre et hors de sa place primitive, sur laquelle est sculpté un *abacus*, non pas des Templiers, à la *croix ancrée*, inscrite dans un orle, mais des Hospitaliers qui leur succédèrent, c'est-à-dire une *croix pattée*,

sans orle, au bout d'un bâton, garni d'une petite boule ou saillie ronde, au-dessous de la croix.

A l'extérieur de la chapelle, les travées sont marquées par des contreforts romans très simples, en forme de bandes verticales, talutées par le haut.

De chaque côté, la nef est soutenue par quatre contreforts, dont un s'appuie contre le côté extérieur du pignon qui joint le chœur (ou de l'*arc triomphal*). Le chœur n'a qu'un contrefort sur chacun de ses côtés. L'abside en a quatre, et sa corniche extérieure est supportée par une série de modillons romans à figures grimaçantes.

Quant aux contreforts qui soutiennent la façade du bâtiment ajouté après coup, ils sont d'un style différent, indiquant le XV^e siècle.

En dehors et à droite du chœur, se voient les restes d'une jolie chapelle de la Renaissance, avec niche à coquille, guirlandes de fleurs et de fruits et têtes d'anges, dite la *chapelle Sainte-Marguerite*, lieu de pèlerinage fréquenté par les femmes enceintes. Elle communiquait avec la nef voisine par une petite porte du XV^e siècle, amortie en anse de panier, et aujourd'hui murée.

Près de la chapelle de la Madeleine, dans une sorte de grotte, a été trouvée une bague en or, conservée aujourd'hui par M. le baron Lemot, propriétaire de l'édifice et des terrains environnants ; et les débris de toutes sortes qui jonchent la nef ont fourni une croix de cuivre, longue de quelques centimètres, portant un crucifix émaillé, et qui paraît du XII^e siècle.

En prenant la route qui conduit de la Madeleine au château, on voit, sur la gauche, les ruines du manoir du Petit-Pin, dit aussi la *Verrie* ou la *Verrerie*. Il offre des parties du XV^e siècle, dont on a tiré plusieurs entourages de porte, en arc brisé et en anse de panier, qui se remarquent aux maisons du village voisin. Les murs étaient d'une construction grossière, avec de la terre au lieu de chaux. Un beau pavillon carré, à toit aigu, un peu plus petit que celui du Grand-Pin, y a été ajouté au XVII^e siècle (1).

(1) Les restes du manoir du Petit-Pin ou de la Verrie ont été démolis en septembre et octobre 1900, et ont entièrement disparu depuis que ces lignes ont été écrites.

De ce côté de la route, est une vieille croix de pierre, dite *croix de Moron*, dont la base renferme une petite statue de faïence, dans une niche grillée ; tout auprès, se trouve la *fontaine de Moron* qui fournit une eau excellente.

A un quart de lieue vers l'Ouest, on rencontre une autre fontaine, dite *fontaine de Tabary*. Nous la citons ici, parce que son nom rappellera aux archéologues celui de *Hue de Tabarie*, poète du XIII^e siècle, auteur de « *L'ordene de chevalerie* ».

L'on arrive ainsi au faubourg Saint-Gilles, jadis siège d'une petite paroisse très pauvre. Son église ruinée a été remplacée par le tombeau monumental, de style grec, du sculpteur Lemot, le restaurateur de la ville de Clisson et le créateur du Clisson italien moderne, qui domine le charmant coteau de la Sèvre, en face de la célèbre Garenne et du beau château à l'italienne, bâti par son fils, le baron Lemot, avec un grand sentiment du genre qui convenait à ce magnifique paysage. L'on doit aussi au baron Lemot le pittoresque moulin du même style, avec pavillons rectangulaires, construit à l'extrémité d'une chaussée coupant la rivière entre la Garenne et Saint-Gilles, et sur la même rive que ce faubourg.

L'ancien cimetière Saint-Gilles, à droite de la route, sert aujourd'hui de cimetière à la paroisse Notre-Dame.

Tout auprès, et dominant le coteau qui forme la rive droite de la Sèvre, sont les vastes bâtiments, en partie démolis et vides aujourd'hui, élevés dans les premières années du XIX^e siècle, et dans lesquels Cacault, ministre plénipotentiaire à Rome, sous le Consulat, avait installé ses collections de tableaux, statues et gravures, qui sont devenues, en 1810, le noyau du Musée de Nantes.

LE CHATEAU

En suivant la même route, l'on arrive près du château, ensemble de constructions bien digne d'exciter la sagacité de l'archéologue comme l'admiration de l'artiste. Elevée dans un espace de temps relativement restreint, sa partie ancienne (indépendamment de l'enceinte, qui lui a été adjointe au XV^e siècle) présente une série d'édifices très difficiles à dater, en l'absence de tout document précis. Nous essayerons cependant de le faire, en nous inspirant des excellentes règles émises par M. de la Borderie, dans ses « *Documents pour l'histoire de l'architecture militaire en Bretagne* » (Congrès de l'Association Bretonne à Saint-Malo, 1883), aidé d'ailleurs par un plan (1) très exact, jusqu'ici inédit, levé par M. Clément Josso, architecte, membre de la Société Archéologique de Nantes, qui a consacré plusieurs mois à ce difficile travail. Ce plan est d'ailleurs indispensable pour se reconnaître au milieu du dédale embrouillé, sans symétrie ni points de repère, qu'offrent aujourd'hui les restes du château de Clisson.

A première vue, l'on n'y voit que des murailles et des tours, jointes ensemble comme par hasard et très confusément ; rien n'indique l'idée des architectes qui ont présidé à leur construction, et, pour la plupart des visiteurs, ce n'est qu'une masse de ruines pittoresques.

De plus, les auteurs des *Guides* et des *Itinéraires à Clisson*, publiés en assez grand nombre depuis le commencement du XIX^e siècle, ont contribué de toutes leurs forces à fausser les idées sur ce château. On y a vu, nous ne savons vraiment pourquoi, un édifice de style *sarrazin*, et même la copie du château de Césarée, dit la *Tour des Pèlerins* ; on a été jusqu'à donner le nom de *moucharabi* à une bretesche de la fin du XV^e siècle, construite par

(1) Sur ce plan, le tracé noir indique l'enceinte de l'ancien château des seigneurs de Clisson ; le tracé avec hachures indique les parties ajoutées par les ducs, surtout par François II.

le duc François II. Et chacun de s'extasier, en copiant ses devanciers, sur l'élégance de ce style *sarrazin*, comme si le château de Clisson était une imitation de l'Alhambra de Grenade ou des tours d'Almeria.

A cela se joignirent de vulgaires légendes, inspirées par les ouvrages de l'époque romantique, où toute la friperie d'un moyen-âge de théâtre est déployée, pour effrayer le lecteur naïf. Dans cette littérature, point de château sans *oubliettes* ; aussi a-t-on placé celles de Clisson dans une tour étroite qui a perdu ses planchers, bien que, depuis longtemps, Viollet-Leduc ait fait justice de cette sinistre invention. Les *oubliettes*, il est vrai, ont existé, mais les exemples en sont très rares : à peine peut-on citer les cachots profonds et d'une forme singulière qui existaient à Loches, à Beaugency, à Pierrefonds et sous le Grand-Châtelet de Paris. De plus, nous ne sommes point porté à y voir une manifestation des mœurs féroces du vrai moyen-âge : elles nous paraissent plutôt un raffinement de cruauté, dû à l'influence italienne, dans les temps qui ont immédiatement précédé la *Rennaissance*, quelque chose d'analogue aux cages de fer du roi Louis XI, dont parle Philippe de Commines qui les connaissait pour « en avoir tâté », dit-il dans ses Mémoires. En un mot, bien que le fait mérite d'être vérifié plus soigneusement, nous ne croyons pas que l'invention cruelle des oubliettes, qui ne s'est d'ailleurs manifestée en France que d'une façon rare et isolée, soit antérieure à la fin du XV^e siècle. Quoi qu'il en soit, si l'on trouve un caveau obscur à la base de toutes les hautes tours de défense, rien n'autorise à croire qu'on y ait enfermé jamais des malheureux, pour les y oublier.

Lorsque les magistrats criminels de la châtellenie (1) de Clisson eurent à faire usage, dans toute sa rigueur, du droit de haute justice dont ils étaient les dépositaires, ce qui ne pouvait avoir lieu que dans des cas fort restreints, du moins au bas moyen-âge ;

(1) Malgré la puissance de ces seigneurs, Clisson n'a jamais été que *châtellenie*, et non point *baronnie*.

il est très vraisemblable qu'ils tiurent à honneur de le faire solennellement et au grand jour, aux fourches patibulaires du lieu. Et cependant, à Clisson, on n'a pas hésité à transformer en instruments de supplice certains crochets de fer à plusieurs branches, scellés dans la voûte d'une tour de la fin du XV^e siècle, bien qu'ils ne ressemblassent en rien à une potence. Or ces crochets appartiennent, sans doute, à une époque bien plus récente encore, et ont très probablement servi à suspendre au frais des quartiers de viande !

Donc, peu de choses à tirer des *Guides à Clisson*, publiés jusqu'à ce jour.

Il faut cependant reconnaître que le *Guide* de M. de Kersabiec, jolie brochure bien imprimée, ne contient aucune de ces fables ridicules. Son auteur s'est borné à donner une agréable description de la route de Nantes à Clisson et des curiosités clissonnaises ; il a prudemment passé avec légèreté sur l'épineuse étude archéologique du château.

En outre, M. Orieux, dans ses *Etudes archéologiques dans la Loire-Inférieure* (Annales de la Société Académique de Nantes, 1864), a publié de très bons aperçus sur cet édifice ; mais son cadre ne lui a pas permis d'entrer dans de grands détails (1).

(1) Voir encore : *Voyage pittoresque dans le bocage de la Vendée, ou vues de Clisson et de ses environs, dessinées d'après nature et publiées par C. Thiénon, peintre ; gravée à l'aqua-tinta par Piringer* » (Paris, P. Didot, l'ainé, imprimeur du roi. 1817), 1 vol. in-4^o de 118 pages, 1 frontispice et 30 belles planches ; — *Voyage en Bretagne*, par Nodier, Taylor et Ad. de Cailleux (Firmin-Didot. 1816) — *Voyage pittoresque dans la Loire-Inférieure*, cinquième lettre : *Voyage à Clisson*, par E. Richer, in-4^o, Nantes, Mellinet-Malassis, 1823 ; — « *Vues de Clisson, dessinées d'après nature et lithographiées par Dugnan* », 1829.

Au point de vue de l'histoire des seigneurs de Clisson, nous devons encore indiquer les notes jointes par M. Savagner aux pages 472-498 du tome I^{er} de son édition de l'« *Histoire de Nantes* » par Travers (Nantes, Forest, 1836-1841, 3 vol. in-4^o) ; et surtout, les « *Grandes seigneuries de Haute-Bretagne : Clisson, châtellenie* », par M. le chanoine Guillotin de Corson (Société Archéologique de Nantes, bulletin de 1895 ; et Rennes, Plihon et Hervé, tome III). Dans « *La ville de Nantes et la Loire-Inférieure* » (Nantes, E. Grimaud, 1898), II, p. 305, on trouvera encore une courte notice bien rédigée, sur Clisson, par M. le D^r Doussain.

Nous ne donnerons point ici une description du château de Clisson, au point de vue pittoresque ; elle nous entraînerait trop loin et on la trouvera partout ailleurs. Nous nous bornerons à proposer, non sans hésitations, une date approximative pour chacune de ses parties, sans nous prononcer d'une façon absolue. Nous n'entendons exprimer ici que des probabilités, heureux si ces lignes peuvent suggérer à d'autres des opinions mieux appuyées, et empressé à profiter de leurs observations.

I

PARTIES LES PLUS ANCIENNES (1) DU CHATEAU
DE CLISSON

1° La barbacane ou entrée primitive AAA (précédée par une autre barbacane *u*, dite *Bastion des Ormes*, sur laquelle nous reviendrons). Elle défendait l'accès de l'ancien et premier château, et se composait de deux petites tours rondes. Celle de l'Ouest a été, aux deux tiers, remplacée par un bâtiment de forme rectangulaire G, ajouté postérieurement. Sur la face externe de ces deux tours, et pour les soutenir, on a construit, à une époque récente, deux gros contreforts ou piliers carrés qui les masquent en grande partie.

Ces deux petites tours défendent l'entrée d'un couloir assez étroit, voûté en arc brisé, aigu et lancéolé, dont la première porte du château fermait l'orifice extérieur. Derrière la porte, une herse glissait de haut en bas, dans une rainure encore très visible.

Cette barbacane est surmontée d'une petite pièce, munie d'une

(1) En 1217. Guillaume de Clisson reconnaît avoir pris, pour faire les murs et les douves de son château, certaine aire qui appartenait à l'Hôpital de Clisson, auquel il donne, en dédommagement, un autre terrain contigu aux fossés de son château (« *Les commanderies du comté Nantais : le Temple de Clisson* », par M. l'abbé Guillotin de Corson, dans le Bulletin de l'Association Bretonne de 1899, p. 145). C'est la plus ancienne mention du château de Clisson qui soit parvenue jusqu'à nous.

cheminée : elle est flanquée, à l'Ouest, de bâtiments plus modernes G.

Les parties anciennes AAA, que nous venons de décrire, sont en assez mauvais état, et, par leurs proportions exiguës comme par leur forme et leur médiocre construction, indiquent clairement le style du XIII^e siècle (1).

II^e La tour de forme arrondie B, accolée à la tour Est de la barbacane qui précède. Elle lui est jointe intimement et sans liaison postérieure, et paraît avoir été construite en même temps.

Elle est petite, assez élancée, à flancs légèrement aplatis, du même type que ces *tournelles* qui garnissaient, à Paris, l'enceinte de Philippe-Auguste, et dont on peut voir des restes dans le passage du Commerce et dans la rue des Françes-Bourgeois.

Sa hauteur paraît avoir été divisée par deux ou trois ceintures de moëllons, mal agencés et peu distincts sur son parement fort irrégulier et en mauvais état. Elle a été profondément remaniée à l'intérieur comme à l'extérieur, et on y a percé, à une époque moderne, deux grandes fenêtres rectangulaires dont l'une est amortie par un simple palâtre de bois.

Cette tour semble bien du XIII^e siècle, comme les tours de la barbacane voisine. On la nomme la *tour Robinière* : ce nom, qui n'est pas ancien, lui vient de M. Bureau de la Robinière, régisseur ou magistrat de la châtellenie, qui l'habitait, dit-on, au XVIII^e siècle.

III^e Les deux hautes tours arrondies accolées C D, jointes par une façade interne qui leur est commune, et qui regardent la Sèvre, au fond du château : l'une très grosse C, et l'autre d'un diamètre fort restreint D. Cette dernière D, dont le flanc Est est

(1). Par application de la règle émise par M. de la Borderie (*op. cit.*), à savoir que « *plus les tours sont petites et mal construites, plus elles sont anciennes* », ces deux tours et celle qui leur est accolée à l'Est, et dont nous allons parler, nous paraissent les trois tours les plus anciennes du château. Il n'est pas impossible qu'elles aient appartenu au château dont Guillaume de Clisson préparait le terrain de construction, en 1217. Voir la note précédente.

très aplati, vient rejoindre la grosse tour, sa voisine à l'Ouest, sans achever sa courbure de ce côté.

La grosse tour C est presque r^{onde}, sauf sa face interne qui est commune aux deux.

La hauteur de ces deux magnifiques tours est divisée en quatre parties, par trois ceintures de gros moëllons qui ressortent sur leur parement, d'ailleurs fort soigné (1).

Elles n'ont point aujourd'hui de mâchicoulis, et n'en avaient sans doute pas davantage dans leur état primitif ; mais si l'on ajoute foi à une peinture du XVIII^e siècle, sur laquelle nous reviendrons, il paraît qu'on en avait garni leur sommet, vers le XV^e siècle.

La défense de leur partie supérieure consistait seulement en quatre ouvertures carrées pour la grosse tour, et en deux ouvertures semblables pour la petite, qui suffisaient à en surveiller la base. Deux forts corbeaux de pierre, creusés par dessus, se voient aux deux angles supérieurs de chacune de ces ouvertures carrées ; ils recevaient les tourillons de fer d'un volet, se soulevant de bas en haut et qui protégeait l'homme de garde. Ce genre de défense au sommet des tours nous paraît remarquable : sans doute, il a succédé aux anciens *hourds* dont il peut tenir lieu en partie.

Ces deux tours sont de hauteur égale ; ni l'une ni l'autre n'avait de voûtes. Les planchers qui les divisaient en 5 étages au-dessus du rez-de-chaussée (sans compter celui de la galerie à mâchicoulis, dans le cas où elle aurait existé) ont disparu, mais ont laissé vides les fortes rainures circulaires dans lesquelles ils étaient engagés. Il faut avouer que cette absence de voûtes (que nous constaterons aussi dans le donjon) constitue pour ces tours une infériorité, relativement à d'autres édifices de la même époque.

(1) Ces ceintures de moëllons sont placées à intervalles inégaux. Les deux de la partie inférieure sont rapprochées l'une de l'autre ; la troisième est beaucoup plus écartée de la seconde. Elles divisent donc la hauteur en quatre parties très inégales, les deux parties inférieures bien moins longues que les deux supérieures.

Elle est même assez étrange, eu égard à leur épaisseur et à leur belle construction.

Un petit escalier en vis, dans une cage en forme d'amande, fait saillie sur la face interne (angle Ouest) de la grosse tour C, du côté de la cour intérieure. Il se termine en la surmontant en forme de tourelle de guet, inspectant au loin toute la contrée. La partie inférieure de ce petit escalier repose sur un beau cul-de-lampe, et présente une porte d'entrée élevée de plus de deux mètres au-dessus du sol, sans communication visible avec les constructions voisines.

Au flanc Nord de la grosse tour C et près de son petit escalier en vis, est encore adhérente une petite portion d'ancienne construction, contemporaine de cette tour, et dont la liaison avec le bâtiment voisin UUU est très visible de la cour intérieure. Extérieurement, cette portion forme une sorte de contrefort à coupe rectangulaire, dominant la corniche du bâtiment UUU et accolé à la grosse tour C, et surmonté par une petite guérite ménagée dans l'épaisseur de son sommet. C'est à ce contrefort et aux quelques arrachements d'anciens murs, visibles sur le flanc Nord de la grosse tour C dont ils sont contemporains, que vient se joindre le bâtiment plus moderne, à face polygonale, UUU.

Un grand escalier, bâti avec sa cage F au XVII^e siècle, donne aujourd'hui accès à ces deux tours. La plus petite D a reçu le nom d'*oubliettes*, à cause de l'abîme sombre et profond qu'elle offre à l'œil, depuis la chute de ses planchers. On y voit des ouvertures de formes et d'époques très différentes, et même une porte en anse de panier, de la fin du XV^e siècle.

IV^e La grosse demi-tour ronde E, peu élevée, près du donjon.

Elle est fort massive, avec trois ceintures de moëllons ; pas de traces de machicoulis. Elle contenait deux étages voûtés, dont le premier seul subsiste ; le second avait été remanié au XVII^e siècle, ainsi que le prouvent des débris de corniches de tuffeau, vers la naissance de sa voûte disparue. Dans sa base sont percées des archères étroites et allongées, avec une ouverture ronde dans leur milieu.

M. de la Borderie (Assoc. Bret., 1885) attribue, d'une façon générale, au XIV^e siècle les ceintures de moëllons, divisant la hauteur des tours. Toutefois il est vraisemblable que cette particularité puisse se rencontrer à la fin du XIII^e siècle. Or, nous savons qu'Olivier II, seigneur de Clisson, écuyer en 1261, chevalier en 1273, cité dans les *osts* de 1294, était mort en 1320. Nous sommes donc porté à lui attribuer les parties que nous venons de décrire, sauf la barbacane et la *tour Robinière* qui lui est accolée à l'Est. Cette barbacane AAAB, avec son couloir étroit, à voûte en arc très aigu, et ses tours petites et mal construites, nous paraît présenter des signes sérieux d'ancienneté plus grande encore, et nous la croirions volontiers du milieu du XIII^e siècle.

Il est assez vraisemblable qu'à la petite tour qui flanque cette entrée à l'Ouest, a été jadis accolée en angle droit une autre tour, semblable et symétrique à la *tour Robinière*, et remplacée ensuite par le petit bâtiment rectangulaire G, dont nous avons parlé.

Quant aux autres tours précédemment décrites, elles présentent des caractères communs, savoir : absence de mâchicoulis, ceintures de moëllons, formes arrondies. Toutes ces parties, en y comprenant la barbacane ou ancienne entrée, nous paraissent subsister seules d'un château primitif, dont le plan est aujourd'hui impossible à reconstituer. En effet, elles ne sont pas liées aux constructions qui les environnent ; celles-ci leur sont simplement juxtaposées, et le fait est partout très visible, notamment en ce qui concerne la muraille extérieure qui s'appuie sur la plus petite D des deux hautes tours regardant la Sèvre.

Les restes du grand escalier F, construit, avec sa cage entière, au XVII^e siècle, remplacent peut-être une grande vis du XIV^e qui menait à ces tours. Quoi qu'il en soit, on devait primitivement monter à la grosse tour C par le petit escalier à cage saillante en amande, dont nous avons parlé et dont l'entrée est aujourd'hui isolée à plus de deux mètres au-dessus de terre, tandis que, dans le premier château, elle devait communiquer avec quelque bâtiment. Nous ne serions pas d'ailleurs très surpris que ces deux tours accolées C D eussent constitué le donjon d'Olivier II.

II

BÂTIMENTS DU XIV^e SIÈCLE

Nous croyons pouvoir les attribuer à Olivier III, cité en 1324, gouverneur de Vannes en 1342, décapité par ordre du roi Philippe VI, en 1343.

Ils sont composés de toutes les constructions qui joignent entre elles les tours dont nous venons de parler, formant avec elles l'ancien château des seigneurs de Clisson. Le plan de ce château présente les pans coupés d'un polygone irrégulier, hors duquel sortent les tours plus anciennes que l'on y a conservées, et garni par un bout d'un énorme donjon rectangulaire (probablement carré), dont l'ancienne barbacane ou ancienne porte d'entrée défendait les approches, du côté du Nord.

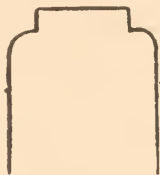


Fig. 1



Fig. 2

1^o Bâtimens rectangulaires G, à l'Ouest de la porte d'entrée ou ancienne barbacane AAA, à laquelle ils ont enlevé les deux tiers de sa petite tour Ouest. Nous croyons qu'ils ont remplacé une tour correspondante et symétrique à la *tour Robinière* B, jadis placée en angle droit contre le flanc extérieur de cette petite tour Ouest de l'entrée.

La face interne de ces bâtimens G forme un des côtés de la petite cour H qui se trouve entre l'ancienne entrée AAA et les abords du donjon. Ils avaient un étage avec cheminée.

On y trouve plusieurs baies à linteau droit porté sur deux consoles, placées dans l'épaisseur même du tableau (Fig. 1 et 2).

Ce genre d'amortissement est très fréquent à Clisson, et on l'y rencontre à chaque pas pour toutes sortes d'ouvertures. Il nous semble assez caractéristique du XIV^e siècle.

II^e Le donjon.

Il était précédé, du côté Nord, par une petite cour fermée ou bâtiment rectangulaire I qui masquait sa base de ce côté, et dont le mur, percé d'une porte assez large J, en arc brisé très simple (au côté Est de laquelle s'ouvre une petite porte K donnant accès à un étroit passage de sortie, en forme d'angle droit), est peu épais et devait être peu élevé. Sur la face interne de ce mur, au côté Ouest de la grande porte et au niveau du sol, est une cheminée L dont le manteau a disparu. La face Ouest du même bâtiment, qui venait rejoindre le donjon, est percée d'une ouverture à linteau droit sur consoles, conduisant à un réduit M qui surveillait le fossé intérieur du château. Ce réduit est ménagé dans l'intérieur d'un contrefort rectangulaire, à talus orné d'une petite corniche. La même face de ce bâtiment est aussi percée de meurtrières donnant sur le même fossé, mais qui paraissent plus récentes.

Du donjon il ne reste que la muraille NNN qui en formait la face Sud, et un passage O, couvert d'une épaisse voûte, qui le traversait de part en part.

Ce passage ou large couloir OO, voûté en arc brisé, sans nervures ni doubleaux, et coupé, un peu derrière son entrée Nord, par une forte porte maintenue par deux barres de fer qui glissaient dans l'épaisseur des murs, et par une herse P, n'est pas droit, mais s'incline quelque peu vers l'Est, pour gagner la cour intérieure du château, de l'autre côté du donjon. Sur la face Sud du donjon, il s'ouvre par une large baie en arc brisé, très simple. Derrière la porte qui la fermait on pouvait aussi pousser deux grosses barres, glissant dans l'épaisseur des murs par des trous carrés qui subsistent encore.

Le couloir voûté n'avait d'autre communication avec l'étage supérieur qu'une petite ouverture rectangulaire Q, très facile à observer et à défendre, percée vers le milieu de son flanc Ouest, de manière que l'ennemi eût pu circuler dans ce couloir sans, pour

cela, se rendre maître du donjon. On devait forcément y passer pour pénétrer dans la cour intérieure du château, et il semble qu'un homme à cheval ait pu le faire, en se baissant un peu.

La petite ouverture Q, percée dans le flanc Ouest du couloir, donne accès à un petit escalier très raide, qui conduit, à travers l'épaisse voûte, à l'étage situé au-dessus, c'est-à-dire au premier étage. Ce petit escalier correspondait avec un autre escalier, aussi fort étroit, montant aux étages supérieurs et encore visible dans l'angle S.-O. du donjon. Il était indispensable, en effet, de pénétrer d'en haut dans le couloir, pour fermer, par dedans, les portes placées à ses deux extrémités.

Ce couloir, dont l'axe forme une ligne légèrement brisée (mais droite, entre ses deux portes), était, par un de ses côtés, très rapproché du flanc intérieur Ouest du donjon, ce qui rendait très irrégulière la forme du rez-de-chaussée de l'édifice. Il ne devait y avoir pour rez-de-chaussée au donjon, qu'une salle basse R, à l'Est, et peut-être, un réduit S, à l'Ouest du couloir voûté.

La face Sud du donjon NNN existe encore dans toute son élévation. Elle a cinq étages, avec une galerie à machicoulis au-dessus du dernier. De nombreuses ouvertures y ont été percées à différentes époques, soit en arc brisé, soit avec linteau droit sur consoles, soit simplement rectangulaires. Quelques-unes sont grillées.

L'entrée du donjon s'ouvrait probablement sur la cour intérieure, par la petite ouverture en arc brisé, placée un peu au-dessus du sol, à hauteur du premier étage, à droite ou à l'Est de l'entrée du couloir voûté dont nous avons parlé. Dans l'épaisseur du mur, de chaque côté de l'ouverture, sont deux trous carrés qui recevaient les barres de soutien de la porte. A l'extérieur, deux petits trous ronds peu profonds sont creusés, l'un à droite, l'autre à gauche de cette ouverture ; ils nous paraissent avoir contenu l'extrémité des deux bras d'un pont volant ou léger, s'appuyant par l'autre bout sur des piliers placés dans la cour et qui ont disparu.

Toujours du côté de la cour, au niveau du sol, à droite ou à l'Est de l'entrée du couloir voûté, et légèrement encore à l'Est de

l'ouverture supérieure qui précède, est une autre petite baie en arc brisé T. Elle nous semble avoir donné accès au rez-de-chaussée du donjon, indépendant de l'étage supérieur, et séparé en deux parties par l'épaisse voûte du couloir qui le traversait.

Toutes ces ouvertures sont surveillées par la galerie à machicoulis (mais non crénelée) du donjon. Le donjon était ainsi à cheval sur le passage conduisant à la cour intérieure, et le commandait des deux côtés.

Sur la face interne de ce côté Sud du donjon, on voit de belles cheminées de diverses formes, dont l'une à hotte arrondie et conique, avec consoles qui indiquent le XIV^e siècle. Les planchers qui formaient les cinq étages de ce vaste édifice ont laissé des traces très reconnaissables ; ils étaient sans doute supportés par des murs de refend ou des piliers intérieurs. Le petit escalier en vis qui conduisait à ces étages se voit dans l'angle Ouest de la face subsistante ; il part du premier étage auquel on pouvait aussi monter par l'ouverture percée dans le milieu du couloir traversant le donjon, et à travers la voûte de ce couloir. Ce petit escalier ne communiquait point avec le rez-de-chaussée qui restait indépendant des autres parties de l'édifice, et qui avait sa porte T, comme nous l'avons vu, sur la cour intérieure.

A quelle époque remonte le donjon ?

Ce n'est assurément pas un donjon roman du XI^e ou du XII^e siècle. Il n'avait point de voûtes, mais de simples planchers ; il était mal construit, en blocage médiocre, et ne présente point l'épaisseur énorme, le blocage noyé dans un mortier indestructible et aussi dur que la pierre, l'apparence massive ni les contreforts qui caractérisent les donjons romans (1). Sa forme rectangulaire, peut-être même carrée (à en juger par une ancienne

(1) On peut voir au bourg du Pallet, à deux lieues au N.-O de Clisson, les restes d'un beau donjon rectangulaire du XI^e siècle, dont le blocage est d'une extrême dureté. Tout au près, est une chapelle romane, également du XI^e siècle ; jadis attenante à l'ancien château du Pallet que l'on croit avoir été ruiné, en 1420, par l'armée des Bretons, allant au secours du duc Jean V, prisonnier des Penthievre à Châteauneux.

peinture), ne permet point de l'attribuer au XIII^e siècle. Nous le croyons du milieu environ du XIV^e.

La tradition rapporte que ce donjon s'est écroulé de lui-même, par un vice de construction, vers le milieu du XVIII^e siècle, accident qui causa une sorte de tremblement de terre dans le pays.

III^e Entrant dans la cour intérieure, à droite, près du donjon, on trouve la face interne de la tour demi-ronde E dont nous avons parlé et que nous croyons de la fin du XIII^e siècle ; puis un vaste bâtiment UUU dont le plan extérieur forme trois pans coupés, de longueur différente. Par un bout, ce bâtiment touche à la demi-tour E, et, par l'autre, à la grosse et haute tour C sur la Sèvre, dont il n'est séparé que par quelques restes de constructions qui paraissent contemporaines de cette tour et que nous avons mentionnées en la décrivant.

À l'intérieur, ce ne sont plus que des ruines accumulées, et sa face sur la cour a complètement disparu ; mais, à sa face extérieure qui figure trois côtés d'un polygone très irrégulier, et au

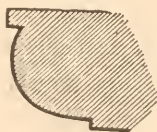


Fig. 3

style de quelques-unes de ses ouvertures, il nous paraît du XIV^e siècle. Son manque de liaison intime avec les deux tours qu'il réunit montre qu'il leur est postérieur. Il n'a point de machicoulis, mais une corniche arrondie (Fig. 3) qui recevait la toiture, surmontait un chemin de ronde, percé de petites meurtrières rectangulaires. Sa hauteur se divisait en deux parties ; la partie supérieure, légèrement en retrait sur la partie inférieure, était réunie à cette dernière par une moulure formée d'un bandeau chanfreiné ou taluté à sa partie supérieure, soigneusement appareillée et jouant le rôle de larmier (Fig. 4).

La muraille extérieure de ce bâtiment UUU présente, sur sa face interne, une grande fenêtre rectangulaire du XVII^e siècle, garnie en tuffeau, et d'autres ouvertures plus anciennes ; un passage V, couvert d'une voûte en berceau faite de tuffeau, faisait communiquer ce bâtiment avec une petite construction rectangulaire X qui protégeait extérieurement sa jonction avec la grosse tour C vers la Sèvre, et dont nous allons parler.

IV^o Le petit bâtiment rectangulaire X, ajouté au point de réunion

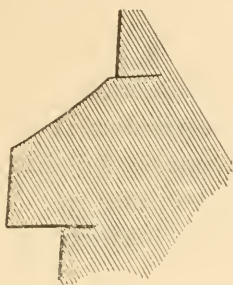


Fig. 4

de la grosse tour C vers la Sèvre avec le bâtiment à face polygonale qui lui est joint, pour le masquer et le défendre. Ce petit bâtiment avait un toit en appentis dont on voit les traces, et était percé de plusieurs meurtrières étroites, au-dessus desquelles se voient deux ouvertures rondes. Il n'avait point de mâchicoulis ; sa toiture reposait sur une corniche à moulure arrondie, semblable à celle (Fig. 3) du bâtiment UUU situé derrière, avec lequel il communiquait, comme nous l'avons dit, par un passage dont la voûte en berceau a été refaite de tuffeau au XVII^e siècle. Il est donc contemporain du grand corps de logis à face polygonale, situé derrière, et a dû être construit pour protéger la jonction de ce logis avec la grosse tour voisine.

V^o Continuons à longer les bâtiments de la cour intérieure : nous rencontrons la face interne des deux hautes tours accolées C D qui regardent la Sèvre et que nous avons décrites.

Un escalier F, construit au XVII^e siècle et reposant sur un frag-

ment de pavage à carreaux bleus et blancs alternant, se présente à nous. Il remplace peut-être un escalier plus ancien et conduit tant à ces deux tours qu'à l'appartement situé au-dessus de la grande salle du château Y. La cage de cet escalier, c'est-à-dire l'extrémité Ouest du bâtiment qui le contient, a été bâtie au XVII^e siècle, comme l'indiquent une corniche et une fenêtre de tuffeau et, d'ailleurs, la mauvaise construction du mur.

La grande salle Y aspecte la Sèvre par une large et belle fenêtre Z. Sa porte devait s'ouvrir à l'une de ses extrémités, sur la cour intérieure, et l'on devait y accéder par un perron. Sa magnifique position au Midi, sa vue sur le confluent de la Sèvre et de la Moine et sur le coteau boisé de la Garenne, les proportions colossales de sa fenêtre, indiquent clairement que c'est ici la salle d'honneur. On lira dans le *Dictionnaire d'architecture* de Viollet-Leduc, dans son *Histoire d'un château*, ainsi que dans ses monographies de Pierrefonds et de Coucy, d'intéressantes considérations sur les salles d'apparat, souvent ornées, par un bout, d'une galerie pour placer des musiciens, les jours de fête, des statues des *neuf preux* et des *neuf preuses* etc.. Celles de Coucy et de Pierrefonds en sont les types les plus connus ; mais dans tous les châteaux, la *salle des preux*, la *grant salle*, la salle d'honneur occupe la partie la plus inaccessible de l'édifice, et généralement aspecte le paysage le plus étendu (1). A Clisson la profondeur de la grande fenêtre de cette salle, la longueur des bancs de pierre qui en garnissent les côtés donnent une idée de l'épaisseur énorme de la muraille, dans laquelle on a pu ménager divers retraits, notamment des cabinets d'aisance *a*, curieux exemple d'un réduit de ce genre au XIV^e siècle. L'entrée de ces cabinets, élégante et étroite, amortie par un linteau droit sur consoles, s'ouvre à droite de la grande fenêtre. Leur couloir en ligne brisée est éclairé par une petite ouverture donnant sur le dehors, et se termine par un siège de pierre.

(1) Au-dessous de la grande salle était une pièce basse, de même grandeur, chauffée par une cheminée dont on voit les débris.

À l'extrémité Est de la grande salle, était une magnifique cheminée *b*. Au dessus, était l'appartement principal du château, éclairé par une large fenêtre sur la Sèvre, juste au-dessus de celle de la grande salle, et garnie d'une belle cheminée dans le style du XIV^e siècle, dont les débris existent encore.

Au-dessus, était un second étage, avec cheminée (1). Enfin le pignon Est *c* de ce corps de logis, qui subsiste toujours, donne la plus grande idée de l'aspect imposant et monumental qu'il devait présenter jadis. Quant aux détails de la partie qui regardait la cour, nous les ignorons ; car cette face a disparu entièrement.

En continuant dans la direction de l'Est, nous trouvons les cuisines *d*. On voit dans cette salle une curieuse cheminée double *e e*, appuyée contre le grand pignon dont nous venons de parler, et séparée en deux parties par un arc intérieur supportant une cloison montant jusqu'au sommet. Ses deux tuyaux d'une prodigieuse hauteur, s'élèvent au-dessus du faite du pignon. Le manteau, sous lequel on passe sans se baisser, forme deux arcs sans style, supportés par trois piliers polygonaux à six côtés et dont la base fait saillie ; celui du milieu est isolé et supporte la retombée des deux arcs ; les deux autres piliers sont engagés à moitié dans les murs voisins. Cette forme polygonale des piliers indiquerait assez le milieu du XV^e siècle.

Dans la partie supérieure du manteau, au-dessus de chacun des deux arcs de la cheminée, on remarque des arcs de décharge superposés, d'un dessin semblable à celui des arcs d'ouverture. Il en est de même dans la cloison intérieure. Dans ces vastes cheminées on pouvait faire rôtir tout entiers les plus gros animaux.

Un peu derrière la cuisine et un peu plus vers l'Est, s'ouvre la bouche d'un passage souterrain *f* conduisant à un escalier *f* qui sort du château sous la protection de deux fortes murailles encore existantes, qui l'accompagnent des deux côtés, pour gagner un moulin situé au bord de la Sèvre, au-dessous. On pouvait ainsi

(1) Ce qui fait quatre cheminées superposées contre le même pignon, en comptant celle de la salle basse située sous la grande salle.

s'approvisionner de farine, sans se mettre à découvert. Cet escalier arrivait au moulin en passant sur une arcade *g* qui subsiste en partie et dont l'ouverture, fermée par une *porte de fer*, constituait une des entrées de la ville. Aujourd'hui, on appelle, par corruption : *porte d'enfer* le chemin assez étroit passant entre le moulin et le château.

Le passage souterrain et l'escalier ne sortent pas du bâtiment des anciennes cuisines, mais du premier des deux pavillons relativement modernes *h i*, accolés à l'extrémité de ce bâtiment. Ils ne sont pas perpendiculaires à la face de ce pavillon, mais en sortent obliquement. Cette communication avec le moulin paraît donc se rattacher à une partie du château qui a disparu, pour faire place au pavillon ou tour carrée plus récente.

La cuisine est éclairée par deux belles et larges fenêtres donnant sur la Sèvre, garnies de banes de pierre. Elle était surmontée d'un étage, avec une très grande fenêtre placée entre les deux fenêtres dont nous venons de parler. Un second étage était encore au-dessus du premier. Ces deux étages répondaient à ceux qui surmontaient la grande salle, et communiquaient avec ces derniers par d'étroits couloirs qui subsistent encore.

La cuisine termine le corps de logis à trois pans *YYY*, formant la face polygonale Sud du château, qui part de la plus petite *D* des deux hautes tours dominant la Sèvre, sur laquelle il est appuyé sans liaison, et à laquelle il est, par conséquent, postérieur.

Ce corps de logis est couronné d'une galerie à créneaux et mâchicoulis, semblable à celle des parties plus modernes du château, et qui paraît lui avoir été ajoutée à la fin du *XV^e* siècle. Par dehors, sa hauteur est divisée en deux parties, comme celle du corps de logis de l'ouest *UUU*, par une moulure en forme de bandeau chanfreiné par en haut ou taluté (Fig. 4) ; et cette moulure, soigneusement appareillée, réunit la partie inférieure à la partie supérieure, cette dernière légèrement en retrait sur la première.

Le pan du même corps de logis qui s'appuie sur la petite tour *D*, présente, à son sommet et contre le flanc de cette petite tour, un appendice singulier qui paraît bien avoir été construit en

même temps que le reste de la muraille, pour donner plus de largeur à un appartement, mais dont l'utilité ne se comprend guère. C'est une portion de muraille, dépassant très légèrement l'aplomb du parement dont elle sort, et reposant sur une corniche arrondie, à double ressaut. La galerie crénelée à mâchicoulis en défend le sommet, faisant une petite saillie en angle droit, correspondante à la saillie que produit cette construction elle-même sur le mur voisin.

Tout ce grand corps de logis du Sud, dont la face polygonale extérieure présente trois pans, constitue l'habitation principale du château ; c'est ~~la~~ que vécurent les seigneurs de Clisson et, après eux, les ducs de Bretagne et leurs successeurs. Son aspect très imposant du dehors a souvent été reproduit par les artistes : avec les deux tours qui le joignent au Sud-Ouest, c'est la vue classique et célèbre de ce château. Nicolas Poussin lui-même vint s'en inspirer, pendant un de ses séjours à Nantes, et en rapporta des études qui lui servirent pour plusieurs de ses paysages. Son tableau de *Diogène brisant sa tasse*, au Louvre, présente, dans le fond, des masses architecturales dont le modèle a été fourni par ce côté du château de Clisson (1).

Poussant toujours dans la même direction de l'Est, ou rencontre deux pavillons ou petites tours carrées *h i*, d'une construction très postérieure, qui font saillie sur l'enceinte polygonale primitive, en s'appuyant sur le premier pan du bâtiment de la chapelle dont nous parlons plus loin.

La première de ces tours carrées *h*, qui peut remonter au XV^e siècle, à en juger par les mâchicoulis qui la couronnent sur une peinture du XVIII^e siècle, est simplement juxtaposée, sans aucune liaison, contre l'extrémité du dernier pan du corps de logis polygonal Sud. Ce dernier devait primitivement se terminer vers l'Est et se joindre au corps de logis de la chapelle *III*, par une construction disparue de laquelle sortait l'escalier menant au moulin, et remplacée plus tard par ces pavillons.

(1) Voir un article sur Clisson dans le *Magasin Pittoresque*, vers 1850.

Les deux pavillons carrés *h i* présentent des salles hautes et basses, avec voûte d'arêtes et fenêtres de tuffeau, du XVII^e siècle. Le second et dernier *i* est moins élevé que son voisin : ses salles sont éclairées, sur sa face Nord, par les œils-de-bœuf en tuffeau *j*. Ces pavillons ont une très belle vue sur la Sèvre, le faubourg Saint-Antoine, la Vallée et la Trinité. Ils ont dû être complètement remaniés au XVII^e siècle, et faire partie des derniers bâtiments habités du château.

Entre le premier *h* de ces pavillons et la cour intérieure, et entre les cuisines et l'extrémité Sud du logis qui contenait la chapelle, on voit des ruines d'importantes constructions du XVII^e siècle *k*, dont les ouvertures et les salles sont garnies en tuffeau. On y trouve aussi un reste d'escalier de la même époque (semblable à l'escalier F que nous avons mentionné derrière les deux hautes tours accolées C D), qui conduisait aux étages supérieurs des deux pavillons.

VI^e Le corps de logis *lll* contenant la chapelle. Il ferme l'enceinte polygonale du château du côté de l'Est et du Nord-Est. Sa face extérieure présente un beau mur, formé de trois pans égaux sur des plans différents *lll*. La hauteur de cette triple face (comme celle des faces extérieures polygonales des deux autres corps de logis UUU et YYY que nous avons décrits) est divisée horizontalement par une fine moulure de granit, bien appareillée, faite d'un bandeau chanfreiné à sa partie supérieure, et formant larmier (Fig.4). Ce larmier réunit la partie supérieure du bâtiment à la partie inférieure, la première étant légèrement en retrait sur la seconde. A l'étage supérieur du bâtiment ont été percées six grandes fenêtres rectangulaires, placées irrégulièrement, deux sur chacun des trois pans ; elles indiquent un remaniement postérieur, peut-être du XVI^e siècle. Placées avec peu de soin et sans symétrie, elles ont été bouchées ensuite. Au-dessous de l'une d'elles, sur le pan qui rejoint le donjon, une petite bretesche domine une porte basse, aujourd'hui cachée sous des décombres.

Au-dessus de ces fenêtres et au sommet du corps de logis, on voit les restes d'un chemin de ronde, percé de petites meurtrières

rectangulaires. Une corniche arrondie, semblable à celle du bâtiment polygonal Ouest UUU (Fig. 3), supportait le toit et faisait saillie sur l'aplomb de la face extérieure des trois pans de la muraille. A la base et sous la chapelle, s'ouvrent des archères allongées et très étroites, fortement ébrasées à l'intérieur. Trois de ces archères sont placées côte à côte sur le pan du milieu. D'autres ont été bouchées dans les remaniements qu'a subis l'édifice.

Ce corps de logis est orienté, dans sa longueur, du Sud au Nord, et nous avons dit que sa face extérieure regarde l'Est. Dans son extrémité Sud qui rejoint le bâtiment des cuisines et en est séparée par des ruines du XVII^e siècle *k*, il contenait une salle chauffée par une admirable cheminée du XIV^e siècle nettement déterminé, dont la moitié seulement subsiste. Cette cheminée est garnie de boudins sur lesquels ressort un petit bandeau plat, et son manteau repose sur des consoles à double ressaut, ornées de feuillages simples, mais délicatement sculptés.

Au Nord de cette salle était la chapelle, entièrement ruinée aujourd'hui, et que rien ne ferait reconnaître si la face de ce logis regardant la cour (la seule subsistante dans tous les bâtiments du XIV^e siècle qui bornent cette cour, sauf le donjon) ne présentait une porte en arc brisé fort ouvert, avec un gable formé de moulures rondes et surmonté d'un petit ornement circulaire détaché de la muraille, sur lequel on voit une croix. Cette façade intérieure a été remaniée à la fin du XV^e siècle, comme le prouvent deux petites portes amorties en anse de panier, percées à ses extrémités.

Dans son milieu, la chapelle était éclairée sur la cour par une belle fenêtre rectangulaire, à hauteur d'appui, divisée en quatre parties par deux meneaux se croisant, aujourd'hui détruits, mais dont on trouve encore les amorces.

A en juger par les fines colonnettes rondes qui la garnissent et par le style de leurs bases, cette fenêtre nous semble bien appartenir au XIV^e siècle.

Sur la même façade, intérieure, mais plus au Sud, se voient les traces d'une fenêtre semblable, aujourd'hui murée, dont la partie

inférieure a été remaniée à la fin du XV^e siècle, pour donner place à l'anse de panier d'une petite porte.

La chapelle était surmontée d'un étage où se voient les restes d'une cheminée ; et, au-dessous d'elle était une salle basse dans laquelle s'ouvraient les archères dont nous avons parlé. Son extrémité Nord rejoignait le donjon, achevant ainsi la clôture de la cour.

Le grand pin que l'on voit vers le milieu de cette cour, indique la place d'un puits très profond, dans lequel, après la grande victoire des Vendéens à Torfou, un détachement de l'armée de Mayence précipita pêle mêle un bon nombre de malheureux habitants qui s'étaient réfugiés dans le château.

III

CONSTRUCTIONS ET REMANIEMENTS DU XV^e SIÈCLE ET DES SIÈCLES SUIVANTS

Après l'attentat des Penthievre sur le duc Jean V, en 1420, Clisson fut confisqué par ce prince qui le donna à son frère, Richard, comte d'Etampes. Le château passa ensuite aux Avaugour, comtes de Vertus, descendants du fils naturel du duc François II, et fut transmis par eux aux Rohan-Soubise qui le possédaient à la fin du XVIII^e siècle (1). C'est donc aux successeurs de Jean V,

(1) Louis d'Avaugour, comte de Vertus (fils de Claude), dont parle Tallemund des Réaux et qui a défrayé la chronique du XVII^e siècle, fit de Clisson son séjour habituel, et c'est à lui que nous attribuons les nombreux remaniements de cette époque, que l'on trouve dans ce château.

« Prince Breton, prince Breton,

« Vous êtes un joli poupon »,

lui écrivait Scarron, à propos de son second mariage, en 1641. Il épousa 1^o Françoise de Lude, 2^o Françoise-Louise de Balzac de Clermont d'Entraigues. Sa sœur, Marie d'Avaugour (fille aînée de Claude), née en 1611, épousa, en 1628, Hercule de Rohan, duc de Montbazou, et mourut en 1657.

Henri-François d'Avaugour étant mort sans postérité, le 2 septembre 1746, son oncle, le prince de Soubise, duc de Rohan-Rohan, hérita des biens paternels du baron d'Avaugour, en qualité de petit-fils de Marie

surtout à François II, que l'on doit attribuer nombre de remaniements du XV^e siècle, qui se rencontrent çà et là dans les parties anciennes du château. Clisson paraît avoir été l'une des résidences favorites du duc François II qui y tint une cour brillante, et y donna des fêtes et des chasses en l'honneur d'Antoinette de Maignelais.

En 1466, ainsi que le prouve un mandement de cette année (1), il forma le projet de restaurer et d'agrandir considérablement le château de Clisson (déjà réparé en 1464) ; et, de fait, il lui adjoignit, au Nord-Ouest, une enceinte très étendue, plutôt pour en accroître la force et en faire une place de guerre que pour en augmenter les logements ; car cette enceinte est composée de tours et de courtines d'une destination exclusivement militaire. Les appartements de l'ancien château, beaucoup plus petit, durent toujours servir d'habitation au duc et à sa cour. Un second château, distinct et séparé, ou, pour mieux dire, une vaste enceinte fortifiée, dans laquelle on pouvait même faire camper des troupes, fut donc ajoutée au château des seigneurs de Clisson. Les fossés Nord-Ouest *m m m* de ce premier château ayant été conservés, il devint une forteresse particulière, très distincte de la seconde.

d'Avaugour, duchesse de Montbazou. Cette succession lui suscita de longs procès avec la couronne. V. « *Mémoire pour l'inspecteur général du domaine de la couronne, sur la réunion à la couronne de la baronnie d'Avaugour et de la châtellenie de Clisson* » (Bibliothèque de Nantes, n^o 54.791 : Liquidation de la succession de Henri-François d'Avaugour, en 1786) ; — Bio-bibliographie bretonne » de M. Kerviler, articles *Avaugour, Clisson* ; — Travers, I, notes de M. Savagner, aux pp. 472-498, et p. 534 ; II, pp. 5, 136, 160 ; III, p. 18 ; — *Les Grandes Seigneuries de Haute-Bretagne : Clisson, châtellenie* », par M. l'abbé Guillotin de Corson (Société Archéologique de Nantes, bulletin de 1895).

(1) Archives de la Loire-Inférieure, B 4, registre (1466), folio 58 : Ordre de consacrer aux réparations de Clisson les revenus des terres de la feue comtesse d'Etampes ; — *Ibid.*, B 8 (1477), registre, folio 21 : Mandement de faire achever les « *faulces brayes, tour, belouart et mœneaux qui sont encommencéz à faire environ la basse court du château de Clisson* » ; — Travers, II, p. 136 ; — D. Morice, *Preuves*, III, col. 119 ; — D. Lobineau, I, pp. 447, 511, 544, 553, 589, 604, 608, 651, 685, 689, 715, 734, 761, 773, 777, 799.

I^o La grande et belle porte *n* de la nouvelle enceinte, ouvrant vers le Nord-Est, devenue la première et principale entrée du château.

Elle était surmontée d'une galerie à créniaux et à mâchicoulis, ornée, entre chaque console, de trèfles à feuilles aiguës et écrasées en forme d'accoiade, très caractéristiques de la fin du XV^e siècle ; un écusson, dont on ne voit plus que l'emplacement vide, la décorait. Cette entrée recevait le tablier d'un large pont-levis à deux bras, dont les traces sont très visibles et qui retombait sur un pont de pierre jeté sur le fossé. A droite, une poterne était munie d'un pont-levis spécial et fort étroit, à un seul bras. Plus à droite encore, sur la courtine, une bretesche d'une forme originale et élégante, couverte d'un toit de pierre triangulaire, surveillait une petite porte basse donnant dans le fond du fossé.

C'est, en particulier, dans cette grande porte et dans cette bretesche, qui présentent tous les caractères du style gothique à son déclin et qui sont certainement postérieures à 1466, que certains auteurs ont vu, nous ne savons pour quelle cause, une imitation du style *sarrazin*.

II^o Les deux belles tours rondes *o p* qui terminent la nouvelle enceinte, vers le Nord-Ouest. Elles sont d'une admirable construction et présentent une grande analogie avec les tours du château de Nantes (1).

Celle de l'Ouest *o* n'a pas de mâchicoulis. Son chemin de ronde est protégé par un parapet taluté, avec une bretesche au-dessus d'une porte basse, et, sur l'un de ses côtés, une assez large ouverture rectangulaire, en forme d'embrasure. Cette tour renferme une magnifique salle voûtée, percée à sa base par des embrasures de canon. De sa face interne sur la cour, formant pignon orné de crochets, sort une jolie gargoille gothique.

L'autre tour *p* est couronnée de créniaux et de mâchicoulis, et regarde la ville. Elle supporte d'élégants bâtiments d'une construction très soignée, avec pignon garni de crochets sur leur face qui regarde la cour, et tuyaux de cheminées (peut-être du XVI^e siècle) faits de briques disposées d'une façon ingénieuse.

(1) On y remarque, comme aux tours de Nantes, l'alternance d'assises carrées et d'assises minces et plates.

Elle renferme aussi une belle salle voûtée, percée d'embrasures à sa base, et qui a servi de prison à la justice du lieu. Les prisonniers ont laissé sur les murs de cette salle de grossiers dessins, et c'est à sa voûte qu'est scellé le crochet de fer à plusieurs branches dont nous avons parlé plus haut.

Les jugements se rendaient, croyons-nous, au moins pendant les deux derniers siècles, dans les appartements supérieurs.

Cette tour est visible, avec sa toiture à deux ressauts dont l'un couvrait le chemin de ronde, sur l'une des trois peintures anciennes appartenant à M^{me} T^{***}, de Montfaucon, dont nous parlerons plus loin.

Deux petits ouvrages rectangulaires *q q* masquaient la jonction des deux belles tours que nous venons de décrire avec la courtine de l'extrémité Nord-Ouest du château, qu'elles flanquaient. Ces petits ouvrages en complétaient la défense.

III^e Quant à la grosse tour ovale *r*, d'un dessin singulier, placée sur la courtine Sud-Ouest de la nouvelle enceinte, elle nous paraît un bastion du commencement du XVI^e siècle, du type qui précéda immédiatement les fortifications très basses à angles saillants. Point de créneaux ni de mâchicoulis à son sommet; mais un simple chemin de ronde, percé d'étroites meurtrières. Du milieu de son élévation sort une légère tourelle de guet, élégante et de forme arrondie, portée sur un cul-de-lampe de granit à plusieurs ressauts.

Le chemin de ronde avait peut-être une couverture légère; mais il nous paraît peu probable que cette tour basse et très large ait jamais été surmontée d'un toit; elle est très différente d'aspect des deux superbestours *o p* qui flanquent l'extrémité Nord-Ouest du château, et leur est très inférieure sous le rapport de la construction et des matériaux: on n'y voit point traces de voûtes. La courtine à laquelle elle a été ajoutée est soutenue par un énorme terre-plein *s s s* sur lequel on a planté un jardin, de nos jours. De l'autre côté de la porte Sud-Ouest *t*, ce terre-plein *s* se continue jusqu'au fossé de l'ancien château, *m m m*.

IV^e Continuant le tour de l'enceinte ducale, nous arrivons à la

porte Sud-Ouest *t* à laquelle nous venons de faire allusion. Elle est en face la porte Nord-Est, mais non pas dans le même axe, et s'ouvre sur le fossé Sud-Ouest du château. Au dedans de la grande cour, elle est précédée par quelques débris de constructions ornées de pilastres de granit, dans le goût du XVII^e siècle, et, au bout du pont auquel donne accès son pont-levis, de l'autre côté du fossé, est une élégante petite porte, assez monumentale, moitié d'ornementation, moitié de défense, qui semble attribuable également au règne de Louis XIII.

V^e Pour joindre convenablement la nouvelle enceinte au vieux château, pour masquer et défendre leurs points de jonction, certains ouvrages parurent nécessaires. De ce nombre sont :

1^o Le bastion *n*, assez bas, avec deux faces aplaties et un angle arrondi ; écrasé, sans toit, muni, à sa partie supérieure, d'un chemin de ronde avec nombreuses meurtrières pour armes à feu, et, à sa partie inférieure, de plusieurs embrasures de canon, qui masque l'ancienne entrée AAA et est commandé par elle.

Il en est séparé par un fossé intérieur *m*, qui n'est autre que l'ancien fossé du vieux château, sur lequel est jeté un petit pont de pierre.

Ce bastion est encore entouré extérieurement d'un fossé spécial *ver* ; l'une de ses faces surveille la face interne de la grande entrée nouvelle du Nord-Est, et l'assaillant eût été exposé à son feu après avoir forcé cette entrée.

Sa porte qui recevait le tablier d'un pont-levis jeté sur son fossé particulier *v*, donne accès à un chemin qui fait angle droit avec le pont qui mène de ce bastion à l'ancienne entrée du château AAA ; et la face sur laquelle s'ouvre cette porte regarde la grande cour et le bord du fossé intérieur qui sépare le vieux château du nouveau.

Du côté de la vieille entrée AAA, le bastion est ouvert et sans défense, de manière à ne pouvoir servir d'abri à l'assaillant qui s'en serait emparé.

Ce bastion, dit *bastion des Ormes*, à cause de deux ormeaux énormes qui ont poussé dans son enceinte, est appuyé sur la face

interne de la courtine du XV^e siècle qui le domine et le surveille. Il est certainement de la fin du même siècle, et a servi de complément aux travaux de François II ; mais son entrée à pont-levis présente des colonnettes à chapiteaux étroits et des moulures rondes du XIV^e siècle, ce qui a fait hésiter sur sa date. Nous sommes convaincu que cette entrée a été faite avec de vieux matériaux, provenant de l'ancien château et dont on aura trouvé bon d'orner cette nouvelle construction.

L'entrée de ce bastion est surmontée par une bretesche dont la face extérieure est percée d'une fenêtre rectangulaire que fermait jadis un volet, supportée par d'élégantes consoles (Fig. 5), garnissant les ouvertures de ses mâchicoulis :



Fig. 5

A droite, on trouve une autre bretesche, plus petite, dominant une porte basse qui descend dans le fossé spécial à ce bastion, à l'endroit où il rejoint le fossé de l'ancien château.

2^o Le bastion *w* formé de deux faces aplaties et d'un angle arrondi, qui relie la nouvelle enceinte au vieux château, du côté du Sud-Ouest, et donne sur le fossé extérieur de ce côté.

Il est large, bas et sans toit, avec un chemin de ronde couvert par un parapet terminé en talus, percé de meurtrières, et duquel sortent quatre bretesches à comble de pierre triangulaire, savoir : trois à un seul mâchicoulis, et une quatrième à deux mâchicoulis. Cette dernière surveille une petite porte cintrée, inscrite en retrait dans un tableau rectangulaire, qui donne dans le fossé, du côté de la grande porte Sud-Ouest *l*.

Ce bastion bat, d'un côté, sur cette porte et le pont qui y mène, et, de l'autre, sur la grosse tour ancienne C et sur la Sèvre. A sa base sont percées des embrasures de canon. Il est entièrement dominé et commandé par la tour ancienne demi-ronde E, près du donjon, et par le corps de logis à face polygonale UUU qui la touche. Il est certainement de l'extrême fin du XV^e siècle, comme le précédent *u* avec lequel il présente de frappantes analogies (notamment quant au plan général), et a été construit postérieurement à la nouvelle enceinte sur laquelle il s'appuie.

3° Le terre-plein bastionné anguleux *xxxx* qui défend toute la base du vieux château, depuis le pavillon du XVII^e siècle *i* sur la Sèvre, jusques et y compris la *tour Robinière* B qui flanque l'ancienne entrée. Sa pointe la plus saillante est couronnée d'une bretesche à plusieurs mâchicoulis. Il nous paraît de la fin du XV^e siècle. L'une de ses faces anguleuses bat sur le pont de la grande entrée Nord-Est (défendue, de l'autre côté, par l'une des grosses tours *p* de l'extrémité Nord-Ouest de la nouvelle enceinte).

Dans l'épaisseur de ses murailles, circulent un escalier et un corridor voûté qui conduisent à un caveau bas, situé au niveau du fossé extérieur qu'il inspecte et surveille par des meurtrières.

Certains auteurs ont vu, bien à tort, dans ce caveau la prison du duc Jean V, en 1420, oubliant qu'il n'était point construit à cette époque. D'ailleurs, Jean V, que l'on conduisait en toute hâte à Châteauneux, ne fit que passer à Clisson, et il est vraisemblable qu'il fut enfermé dans le donjon.

4° Un autre petit terre-plein *y*, construction massive en forme d'angle aigu, qui inspecte la vallée de la Sèvre, du haut du terre-plein bastionné *x*, que nous venons de décrire et au-dessus duquel il est élevé. Ce petit bastion en terrasse *y* est placé entre la cour du donjon I et la *tour Robinière* B. Sa forme indique l'époque de la Ligue.

VI° Le flanc Sud-Ouest du château, au-delà de son grand fossé extérieur et en-deçà de l'enceinte de la ville, est protégé par quelques petits angles saillants terrassés, de l'époque de la Ligue.

VII^e Nous avons signalé, en passant, les deux tours carrées ou pavillons du XVII^e siècle *h i*, donnant sur la Sèvre, ainsi que les ruines de la construction *k*, comprenant un escalier, qui les précédait derrière les cuisines, et une autre cage d'escalier *F*, appartenant au corps de logis Sud de la cour de l'ancien château, le tout du XVII^e siècle. Nous avons aussi parlé de différents remaniements de la même époque que l'on remarque dans la grosse tour demi-ronde *E* près du donjon, et dans quelques autres endroits.

VIII^e Notons encore les écuries ruinées *z*, placées vers l'extrémité Nord-Ouest de la seconde enceinte, et qui ne datent que du XVIII^e siècle.

*
* *

En résumé, le château de Clisson se compose de deux parties principales, bien distinctes, et de quelques parties accessoires, à savoir :

1^o Le château des seigneurs de Clisson, enceinte polygonale irrégulière, formée de trois grands corps de bâtiment, chacun à trois pans. Il est flanqué de trois tours qui nous semblent avoir été conservées d'un château plus ancien. Ces tours *CDE* sont placées très irrégulièrement sur son périmètre, et toutes trois à peu près du même côté.

À une époque récente on a élevé ou tout au moins profondément remanié, sans doute sur les fondations d'un édifice plus ancien, les deux pavillons ou tours carrées *h i* qui se trouvent à la jonction des deux corps de bâtiment regardant le Sud et l'Est.

Cette enceinte polygonale était défendue, vers le Nord, par un donjon rectangulaire (probablement carré), précédé par un ouvrage avancé formé de trois petites tours, restes d'un château primitif (1), auxquelles on avait adjoint un petit bâtiment rectangulaire *G*, à une époque postérieure.

(1) Ce premier château, peut-être le même que celui dont Guillaume de Clisson jetait les fondements en 1217, aurait précédé celui auquel appartenaient les trois hautes et grosses tours *CDE* dont il a été question. En tout cas, il est certain que les trois petites tours *AAB* garnissant la première entrée ou barbacane, sont très différentes de ces trois grosses et hautes tours *CDE*, et par leur construction assez médiocre et par leurs

Les trois bâtiments à face polygonale et le donjon carré qui forment cette enceinte présentent des caractères généraux et des détails qui ne peuvent appartenir qu'au milieu du XIV^e siècle. Ils ne sont point liés intimement, mais seulement juxtaposés aux trois tours CDE qu'ils réunissent. Donc ils leur sont postérieurs ; donc ces trois tours doivent dater de la fin du XIII^e siècle, ainsi que leur forme arrondie et divers détails semblent d'ailleurs l'indiquer.

Tel est le raisonnement sur lequel nous nous sommes appuyé, dans la description de cette partie du château.

2^e L'enceinte fortifiée, formant un second château joint au nouveau. Elle appartient à la fin du XV^e siècle et au règne du duc François II.

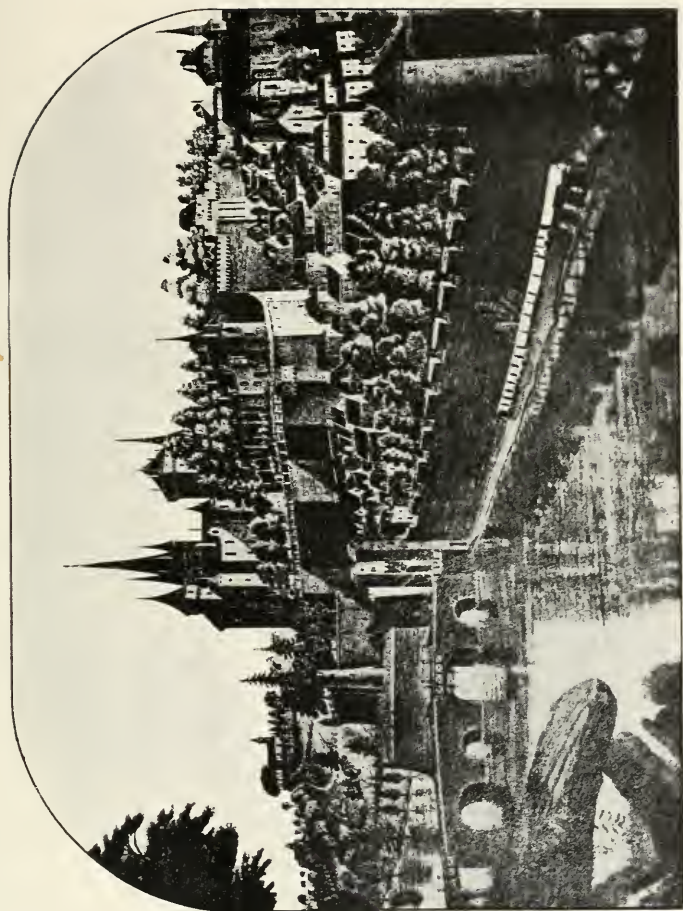
3^e Deux grands bastions, l'un intérieur *u*, dit le *bastion des Ormes*, l'autre extérieur *w*, sur le côté Sud-Ouest, ont été construits peu après la seconde enceinte dont ils sont le complément, pour la joindre plus étroitement à la première.

Un terre-plein anguleux *xxxx*, soutenu de fortes murailles, a été ajouté à la base Est de l'ancien château, probablement peu après la construction de l'enceinte nouvelle.

*
*
*

Trois curieuses peintures, appartenant à M^{me} T***, de Montfaucon, représentent le château de Clisson tel qu'il était au commencement du XVIII^e siècle, avant l'écroulement du donjon, 1^o vu du bas de la Vallée ou coteau qui lui fait face ; 2^o vu du bas de la rive droite de la Sèvre, entre les Cordeliers et le coteau qui fait face au coteau de *Nid-d'Oie* ; 3^o vu à peu près du même endroit et sous le même aspect que dans le numéro précédent, mais pris de plus loin, ce qui permet de voir l'enceinte de la ville sur le bord de la Sèvre, les maisons de la ville et même une des tours *p* de l'extrémité Nord-Ouest du château, avec sa curieuse toiture.

dimensions restreintes qui indiquent une époque plus reculée. Nous aurions donc des édifices de trois époques dans la partie ancienne du château de Clisson.



CLISSON. — VUE ANCIENNE, N^o 3

Trois copies de ces peintures ont été exécutées au crayon, de nos jours, vers 1875, par M. Bouchaud, de Clisson, et on les a reproduites en photographie. Ces vues sont assez grossièrement dessinées ; mais les originaux sont-ils d'une exécution plus correcte, c'est ce que nous ignorons. Quoi qu'il en soit, elles constituent trois documents d'un haut intérêt.

Bien que les toitures du château y affectent une élévation évidemment très exagérée, elles nous donnent bien l'idée de l'aspect féerique que devait présenter le château de Clisson, il y a 160 ou 180 ans : rien de plus capricieux ni de plus grandiose n'a jamais été imaginé par la fantaisie des peintres ni des romanciers.

Sur ces dessins, les divers bâtiments du château sont très bien mis en relief par leurs toitures différentes, et se voient avec leurs fenêtres et leurs divers appendices, dans toute leur élévation. Le donjon paraît carré. Les ouvertures carrées, au sommet des deux hautes tours sur la Sèvre, sont représentées garnies de leurs volets, mais surmontées de mâchicoulis, certainement ajoutés après coup, et qui, d'ailleurs, n'existent plus aujourd'hui.

A gauche, sur le dessin n° 2, on aperçoit la maison du Temple de la Madeleine, bâtiment orné de tourelles, et l'église Saint-Gilles, dominant le coteau de la rive gauche de la Sèvre, à l'endroit précis où s'élève aujourd'hui la chapelle funéraire de M. Lemot. Sur les trois dessins, on remarque les angles aigus de l'enceinte bastionnée qui entourait la ville et le château, à l'époque de la Ligue.

Au bas du château, on voit, un peu avant la *porte de fer* qui fermait l'enceinte de la ville près du moulin, sous le château, deux petites tours carrées flanquant une porte à pont-levis qui interceptait le débouché du pont de la Sèvre. Les deux culées de ce pont étaient, d'ailleurs, réunies à sa partie centrale par de simples passerelles de bois que l'on pouvait détruire facilement. L'enceinte, ancienne et crénelée, se continue à droite, sur le bord de la rivière, jusqu'à une petite tour ronde (dont les fondations subsistent près d'un lavoir nommé aujourd'hui *Cul-Chaud*) qui en

faisait l'angle, pour remonter de là vers l'Ouest, retrouver l'enceinte plus moderne à angles saillants.

Les halles, qui n'ont point changé de forme, sont nettement indiquées, ainsi que l'église Notre-Dame, et, au-dessous, la vieille maison à laquelle est accolée une tour ou cage d'escalier carrée, que l'on voit encore aujourd'hui.

* *

Notons pour mémoire que, dans le château, plusieurs objets ont été trouvés : 1° un grand nombre d'anciens boulets de pierre, amassés en tas derrière la grande porte d'entrée ; 2° dans une des fenêtres de la grande tour C sur la Sèvre, un fragment de morion du XVI^e siècle ; 3° une jolie bombarde du XV^e siècle, composée d'anneaux de fer mobiles, dont certaines pièces manquant aujourd'hui faisaient l'assemblage ; 4° une lame de sabre de l'époque des guerres de la Vendée, et quelques ferrailles sans importance.

Il paraît, en outre, qu'un lot de vieilles armes a été trouvé dans la salle basse sous la chapelle, ce qui a fait croire à quelques personnes que la salle d'armes était en cet endroit. Il nous semble toutefois peu croyable que l'arsenal ou salle d'armes ait été placé sous la chapelle.

Du temps de la Ligue, la ville de Clisson fut entourée d'une nouvelle enceinte qui s'appuyait sur la Sèvre par les deux bouts et enfermait le château. Elle était composée de bastions en pointe, à oreilles arrondies, et affectait la forme d'une portion d'étoile, selon l'usage du temps. Trois de ces bastions sont encore visibles et bien conservés, l'un à l'Ouest, les deux autres au Nord-Ouest du château, près du champ de foire aux chevaux. C'est en ce dernier endroit que l'on peut admirer la jolie porte de ville, attenante à cette enceinte et placée entre deux angles saillants ou bastions à oreilles. Elle était munie d'un pont-levis, et de sa face extérieure sortent deux élégantes tourelles de briques, supportées par des culs-de-lampe de granit. A côté de la porte principale, une poterne avait son pont-levis particulier, à un seul bras. Cette porte de ville est très monumentale et d'un beau caractère.

*
* *

L'on ne peut se promener dans Clisson sans admirer les deux ponts anciens, l'un sur la Sèvre, dit *pont de la ville*, l'autre sur la Moine, dit *pont Saint-Antoine*, et qui tous deux présentent un réel intérêt archéologique.

Le *pont de la ville* est un beau type de pont du moyen-âge. Deux anciennes passerelles de bois qui le coupaient à ses deux extrémités, ont été remplacées par deux arches de pierre ; mais sauf cette utile innovation, il est bien tel que nos ancêtres nous l'ont laissé, avec son petit parapet massif et ses cinq éperons, placés sur la face opposée au courant de ses cinq piles, afin d'en rompre la force et d'écarter les glaces et les troncs d'arbres en temps de grandes eaux. L'épaisseur de ces éperons figure sur chaque pile une plate-forme triangulaire.

Ce pont est composé de six arches, de largeur très différente. L'arche qui précédait le pont-levis et celle percée dans le massif central du pont sont fort petites et basses ; mais les quatre autres, quoiqu'inégales, sont plus hautes et plus larges, surtout celles qui ont remplacé les passerelles de bois.

La partie centrale portait, plus près de la rive droite que de son milieu, une croix de pierre sur un petit socle (encore existant), qui a été conservée et restaurée avec soin, mais transportée juste au milieu du pont auquel elle contribue à donner un aspect ancien très remarquable ; elle a servi et sert peut-être encore de délimitation entre les paroisses de Notre-Dame et de la Trinité.

Il est à remarquer que, comme toutes les paroisses de villes murées, celle de Notre-Dame n'a guère pour circonscription que le périmètre de l'ancienne enceinte. Le même fait se présentait, au siècle dernier, pour la paroisse du Pallet, composée seulement des maisons du bourg et de quelques villages très voisins, bien que, depuis des siècles, elle eût perdu son enceinte.

Dans la rue qui conduit du *pont de la ville* au *pont Saint-Antoine*, on lit les inscriptions suivantes, encastrées dans l'angle d'une vieille maison, à hauteur du premier étage.

LEAV. A. MONTE

A. CETTE 

HAVTEVR

DV. 23. AV. 26

9^{BRE} 1770

POSE. PAR

M. P. PERER

1771.

Le *pont Saint-Antoine* est jeté sur la petite rivière de la Moine. Il est d'une forme rare et savante, d'une extrême élégance, et remonte probablement au XV^e siècle. Il est composé de deux larges arches en arc brisé, de hauteur et largeur inégales ; sa pente ascendante se continue dans presque toute sa longueur, jusqu'à l'extrémité qui touche à la rive gauche de la Moine, et, en cet endroit, le profil du parapet indique un petit dos-d'âne comprenant deux lignes brisées. La pile qui sépare les deux arcs est munie d'un petit éperon vers l'amont de la rivière.

Ce pont tire son nom de l'ancienne *chapelle Saint-Antoine* (1), aujourd'hui remplacée par l'hôpital, dans la situation la plus heureuse, en face le château, au confluent de la Moine et de la Sèvre et au milieu de charmants jardins. Un peu au-dessus, se trouve la célèbre Garenne, chantée par tant de poètes et d'artistes, ancienne réserve de chasse des seigneurs de Clisson, conservée par les soins du baron Lemot qui y a construit un beau château à l'italienne, parfaitement approprié au paysage environnant.

Un couvent de Cordeliers. (2) existait autrefois à Clisson ; ses bâtiments existent encore et font partie d'une belle propriété, sur la rive droite de la Sèvre, presque en face le château.

Il reste quelques débris de la façade de leur chapelle : une

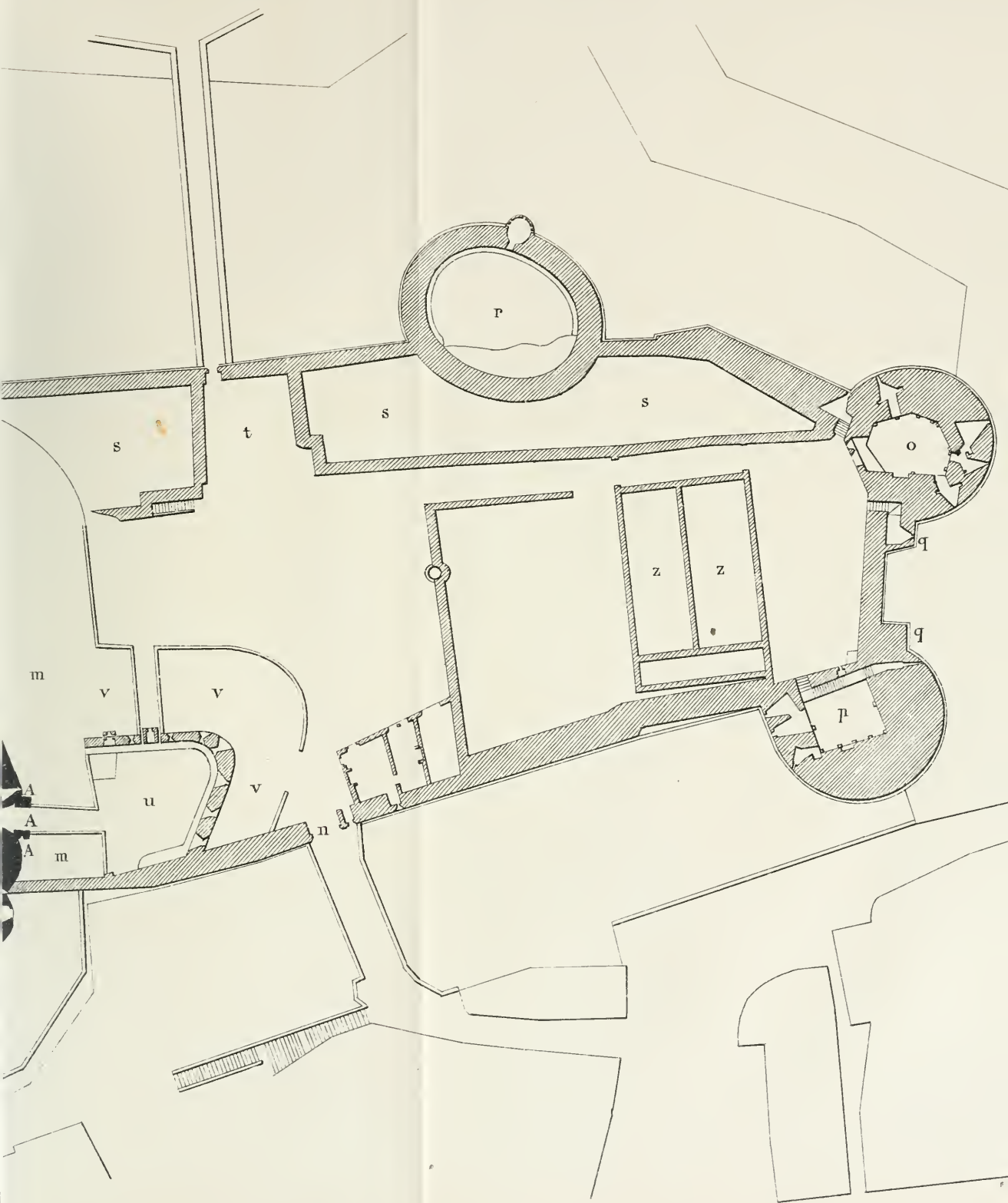
(1) Aumônerie fondée en 1433 par Richard de Bretagne, comte d'Estampes et seigneur de Clisson. Voir Archives de la Loire-Inférieure, H 479.

(2) V. Arch. de la Loire-Inférieure, H 282.

Château de Clisson

Plan par M^r Clément Josso.





porte à pieds-droits ornés de moulures qui paraissent du XVI^e siècle, surmontée d'un cintre en tuffeau du XVII^e, supportant une niche dans laquelle on a placé une statue de Saint François. Au-dessus de cette niche, on voit les traces de la partie inférieure d'une grande fenêtre, percée dans la façade.

C'était dans l'église collégiale de Notre-Dame (1), chapitre fondé en exécution du testament du connétable Olivier, qu'était l'enfeu des seigneurs de Clisson. Elle a été rebâtie dans ces dernières années, avec un élégant clocher carré et dans un style roman très bien choisi, qui ne change rien à l'aspect italien et classique que présente le coteau de la ville de Clisson.

Cette curieuse et charmante ville possède encore un fragile monument que nous nous reprocherions de passer sous silence et qui marque l'ancienneté de son importance commerciale ; nous voulons parler de ses vieilles halles, vaste toiture irrégulière, couverte en ardoise, supportée par une forêt de poteaux de bois, reliés par une charpente compliquée, réparée à bien des reprises et où les vieilles poutres se mêlent aux nouvelles dans un désordre pittoresque. Ces halles, composées d'une grande nef entre deux bas-côtés et d'un modèle qui se fait rare aujourd'hui, nous paraissent dater du XVII^e siècle, à la forme de leur toit dont les extrémités s'abaissent pour écarter la pluie de l'intérieur, et autant qu'on peut en juger sur d'aussi faibles indices. Assez sombres et silencieuses les jours ordinaires, elles sont égayées, chaque vendredi, par les étalages des petits marchands et par la foule des habitants des paroisses voisines qui s'y pressent avec animation, lors du marché hebdomadaire. Puissent-elles leur continuer longtemps encore leurs vieux et bons services !

Août 1900.

Paul DE BERTHOU.

(1) Voir Archives de la Loire-Inférieure, G 345 et 379 (liasses) ; — « *Excursion archéologique à Clisson et à Tiffauges* », par M. Ch. Livet (Associat. Bretonne, 1852) ; — « *La collégiale de N.-D. de Clisson* », par M. l'abbé Grégoire (Revue Historique de l'Ouest, 1886) ; — Alain Bouchard, édit. des Biblioph. Bretons, fol. 172 ; — Travers, I, p. 472 ; — D. Morice, *Preuves*, II, col. 575.

LES FERRO

GENTILSHOMMES VERRIERS ITALIENS

A MACHECOUL, A NANTES ET A HÉRIC

Une petite trouvaille, faite il y a trente ans dans un pays que nous connaissons bien (1), nous a semblé pouvoir intéresser nos collègues de la Société archéologique de Nantes et de la Loire-Inférieure.

En faisant enlever des substructions dans la cour d'une maison qu'il possédait alors à Machecoul, un de nos amis, M. Dutertre, jadis membre de notre Société, mit à jour une certaine quantité — plein une brouette environ — de débris, les uns en argile blanche rendue très compacte par la cuisson, les autres en terre brunâtre. Un fragment affectait la forme d'un fond de cuve ovale. Tous ces morceaux, dont nous vous présentons deux spécimens recueillis par nous, étaient recouverts d'une couche vitreuse parfois très uniforme. On se trouvait là manifestement en présence de restes provenant d'une verrerie, représentée par des fragments de four et de creusets, par des scories et aussi par quelques débris isolés de verres assez épais.

Ce n'était point accidentellement que ces restes se trouvaient à cette place. La preuve, c'est que l'hôtel d'où ces résidus ont été exhumés s'est longtemps nommé la Verrerie : une série de textes l'établit.

Les premiers en date sont l'aveu rendu au roi, le 21 avril

(1) Nous avons déjà publié dans ce bulletin même : *Un cimetière de l'époque mérovingienne à Machecoul* (1891) ; — *Observations sur quelques dates du cartulaire des sires de Rays* (1877) ; — *Le pays de Rays et ses seigneurs pendant la guerre de Cent Ans* (1897).

1674, par Pierre de Gondi, duc de Retz, pour sa châtellenie de Machecoul, et la déclaration du 23 septembre 1679 pour la réformation du domaine. Les termes en sont identiques : « Le lieu et maison de la Verrie située près la porte de Saint-Nicollas, appartenants aux herittiers du feu sieur Foullonneau est aussy tenu à rachapt. (1) » Le 20 octobre 1724, en affermant une métairie qu'il possédait en Paulx, le propriétaire, Jean Peraud, sieur de la Vrignais, se disait « demeurant en sa maison noble de la Vesrie, fauxbourg et paroisse de Sainte-Croix de Machecoul. » (2) A la date de divers contrats passés les 16 mars et 15 juillet 1726, le 20 septembre 1730 et le 4 novembre 1731, Jean Peraud habite toujours « la Vesrie » ; le 15 septembre et le 15 décembre 1733, c'est sa veuve, demoiselle Anne Pineau (3). Enfin, du 4 novembre 1736, nous avons un aveu rendu pour le logis lui-même (4). Comme il est des plus précis pour le sujet qui nous occupe et, d'autre part, intéressant pour la topographie de l'antique petite ville de Machecoul, la partie essentielle en doit être conservée. A la date susdite, demoiselle Anne Pineau, veuve de noble homme Jean Peraud, sieur de la Vrignais, reconnaissait tenir de François-Louis de Neufville, duc de Villeroy et de Retz, « un grand corps de logis vulguairement apellé la maison de la Verrie et cy devant la maison de la Moraudière, avec toutes ses appartenances, composée de deux caves, plusieurs chambres basses et hautes, greniers..., le tout couvert d'ardoize, avec le portal par lequel l'on entre en ledit logis, avec la cour et pourprix en dépendant, qui est entre ledit grand corps de logis et portal cy dessus ; plus un autre logis fait construire et basty au derrière de la dite maison de la Moraudière... ; item, un jardin enfermé de ses murs, joignant

(1) *Arch. Loire-Inf.*, B 345, p. 33, et B 707, f° 19 ; cotes de l'ancien inventaire.

(2) Minutes de Savariau, en l'étude de M^e Gendreau, notaire à Machecoul.

(3) Min. de Savariau.

(4) Min. de Savariau.

ledit logis neuf, où autrefois estoit la douve et closture de Machecoul... ; le tout siis et sittiué au bourg de Sainte-Croix de Machecoul, vis à vis la chapelle de Saint-Nicollas, et le-
nant d'un costé, l'orient, à une maison, grange et jardin appartenant au sieur abbé Dupond, prestre, vicaire de Saint-Nicollas à Nantes et consorts, et d'un bout, vers le midy, au jardin des R. P. Capucins de ce lieu, chemin vulguairement appelé *Remparts* entre deux, et vers l'occidant qui est l'autre costé, encore ledit chemin, et d'un bout par le devant, la Grande Rue et pavé qui conduit du bourg de Sainte-Croix au carfour Rouaud. »

La maison de la Verrerie débornée d'une façon aussi complète, il n'y a point à se méprendre sur son emplacement actuel. Elle existe encore telle que la décrit l'aveu de 1736 et c'est de là qu'ont été exhumés les débris dont nous parlions en commençant.

Dans les textes précités, il est bien question d'une maison appelée d'abord la Moraudière, puis la Verrerie ; mais rien ne fait voir qu'elle eût été le siège d'une industrie. Manifestement dès 1674 les fours qui, de nos jours, ont donné des preuves de leur ancienne activité étaient éteints. On sait heureusement par ailleurs à quelle époque ils furent allumés et, de l'ensemble des documents contemporains, on peut même tirer la conclusion qu'ils ne chauffèrent pas de longues années. Un acte de la période industrielle (24 février 1600) que nous citerons en son lieu, en nous montrant les verriers établis dans la paroisse Sainte-Croix de Machecoul, qui était celle — on l'a vu plus haut — du logis de l'époque postérieure, permet de relier l'une à l'autre les deux périodes et de reconnaître dans la maison dite la Verrerie de 1674 à 1736 celle qui précédemment avait servi de siège au travail que rappelle son nom.

L'historique de la verrerie de Machecoul est intimement lié à celui des origines des verreries de Nantes et de Héric. Il permet même de compléter et de rectifier sur plus d'un

point ce que nous savons des fabriques nantaises. Ici, nous ne nous étendrons pas au-delà de la première famille des verriers de Nantes dont les noms se trouvent mêlés à la courte existence de la fabrique machecoulaise. Pour Héric, nous donnerons le dépouillement d'un petit dossier qui ne semble point avoir été utilisé jusqu'à présent.

Le sujet que nous traitons l'a déjà été par Benjamin Fillon, d'abord incidemment dans son *Art de terre chez les Poitevins* (1864), puis d'une façon plus complète dans un chapitre de *Poitou et Vendée*, intitulé : *Céramique poitevine* (1865). M. André, dans son long mémoire : *De la verrerie et des vitraux peints dans l'ancienne province de Bretagne* (1878), n'a guère fait, en ce qui nous concerne, que reproduire M. Fillon. A côté de ces auteurs, les seuls qui aient parlé de la verrerie de Machecoul (1), tous les annalistes de Nantes ont dit quelques mots, à sa date, de la création de la verrerie de cette ville ; mais ils se sont bornés à reproduire les indications de l'abbé Travers, le premier d'entre eux, encore parfois en les dénaturant, faute d'avoir recouru aux sources de leur prédécesseur. B. Fillon, tout en se servant de Travers, a le premier élargi le sujet en utilisant les registres des Mandements de la Chambre des Comptes de Bretagne. Nous avons pu ajouter quelques données à son récit.

Le document à produire tout d'abord est une lettre de naturalisation, octroyée en avril 1596 par Henri IV et dont Fillon a publié la partie importante (2). Sans être le plus ancien en date — celui-ci est du 11 août 1588, nous en reparlerons — l'acte d'avril 1596 a néanmoins la priorité, car, dans ses considérants, il relate un état de choses antérieur à 1588. Voici ce texte, d'après le registre original : « Henri... A tous... salut. Nostre cher et bien amé Jehan Fer, gentilhomme en l'art et science de verrerye, natif de l'Altare, au

(1) Jacquemart, *Les Merveilles de la Céramique et Hist. de la Céramique*, la mentionne en passant, d'après B. Fillon.

(2) *Céramique poitevine*, p. 20.

marquisat de Montferrat, nous a fait dire et remontrer que depuis trente ans en çà ou environ, lui estant fort jeune (1), il se seroit retiré avecq sa femme en nostre ville de Lyon, puis à Nevers, où il auroit travaillé quelques années avec aultres du dict art de verrerye et jusques à l'année mil V^e quatre vingts huict, (2) que, pour cause de quelque dissolution de société, il se seroit habitué à Machecoul, en Rez, près nostre ville de Nantes, et là, avec l'ayde de ses amis, dressé une verrerye à faire verre et christal, en intention d'y perpetuer et finir le demeurant de ses jours. Mais, d'autant qu'il est estranger, » il redoute, par suite du droit d'aubaine, des difficultés dans la transmission de ses biens à ses héritiers. Le roi, en conséquence, permet à Ferro, (3) en le naturalisant, de disposer de sa succession et lui fait même remise des droits afférents à l'obtention des lettres. « Donné au camp de Trancey, au mois d'avril 1596 » (4).

Par suite des circonstances, ces lettres ne purent être enregistrées dans le délai légal. Pour régulariser sa situation, Jean Ferro profita du séjour d'Henri IV à Nantes en avril 1598, et, le 16 de ce mois, le prince adressait un mandement aux gens des comptes : « Ayant, dès le mois d'avril 1596, octroyé à nostre bien amé Jehan Fer, gentilhomme en l'art et science de verrerie, nos lettres de naturalité ci attachées..., lesquelles lettres, à l'occasion des troubles et de l'occupation de ladite ville de Nantes, il n'aurait pu vous les presenter dedans l'an de l'octroi d'icelles, ce qu'il desire faire à present qu'elle est remise en nostre obeissance. A quoi voulant lui subvenir, » le roi prescrit d'entériner ses premières lettres

(1) M. Fillon a omis ces quatre mots.

(2) Sur le registre on lit quatre vingts dix huict : faute manifeste du scribe dans une lettre de 1596. La leçon donnée par Fillon s'impose et concorde avec les autres témoignages.

(3) *Jouane Ferro*, telle est la manière dont notre personnage signe un aveu original du 24 février 1600. Presque tous les autres documents francisent son nom sous la forme Fer.

(4) *Arch. Loire-Inf.*, B 65, 14^e liv. des mandements, f^o 268.

comme si elles n'étaient pas surannées. Le 18 juin 1598 le tout fut enregistré et le lendemain le trésorier délivrait une quittance de 8 écus un tiers qu'avaient dû verser « Jehan Fer et Marthe Bianque, natifs d'Italie (1). » Marthe Bianque (2), l'on en a d'ailleurs la preuve, était la femme de Jean Ferro, que les lettres d'avril 1596 avaient mentionnée sans la nommer (3). Elle était donc bien l'épouse du verrier de Machecoul : nous aurons à revenir sur cette particularité.

Les formalités auxquelles furent astreintes les lettres de naturalisation de 1596 formant pour ainsi dire corps avec celles-ci, nous ne pouvions les en séparer. Force nous a été par suite de descendre un peu loin. Il est temps de revenir sur nos pas.

Le 11 août 1588, dans l'assemblée du Bureau de Ville de Nantes, fut présentée une requête « par Jan Ferro, gentil-homme voirryer, tendant à ce qu'il luy soit permys soy habiter en cette ville et ressort, et y travailler et eccersser ladite voirrye, mesme pour y ouvrer de la vesselle blanche, aux droictz et priveileiges qui apartiennent aux autres gentiltz-hommes voyryers, selon qu'il a aparue par les privilèges mentionnez par sadite requeste et permission de Monsieur le seneschal de Nantes, le tout y ataché. » Le corps de Ville déclara « qu'il n'empesche ledit suppliant de faire eccercisse de son art de voyrye en ceste ville, forsbourgs et comté de Nantes, et de joyr du fruict et effet de sesdits privilèges, ainsy que de raison. Dont luy a esté donné acte (4). » Travers qui a relevé le fait ajoute : « Il est le premier verrier qui se soit éta-

(1) Les diverses pièces de 1598 sont transcrites à la suite de l'acte d'avril 1596.

(2) On trouve d'ordinaire dans nos textes la forme plus francisée *Blanche* qui doit correspondre au nom italien Bianchi. D'après un aveu du 28 décembre 1609, Marthe ne savait pas signer.

(3) Cet oubli fut réparé plus tard. Par lettres spéciales du 22 déc. 1598, Henri IV déclara « que par erreur et inadvertance il a esté obmis par lesd. lettres de naturallité (d'avril 1596) expressement designer le nom de Marthe Blanche, femme dud. Le Fer » ; néanmoins ceux-ci jouiront de leur entier effet (*Arch. Loire-Inf.*, B 67, 16^e l. des mandements, f^o 66).

(4) *Arch. mun. de Nantes*, BB 20, reg. des Délibérations, à la date.

bli à Nantes (1). » L'hypothèse du savant abbé était d'autant plus naturelle que, d'une part, il a connu d'autres passages des mêmes registres des Délibérations, prouvant l'établissement — réel, mais postérieur à 1588, suivant nous — de Ferro à Nantes et que, d'autre part, il n'a point fait usage des Mandements de la Chambre des Comptes.

M. Fillon (2) qui a connu les deux sources n'insiste pas sur ce qu'elles peuvent, à première vue, offrir de contradictoire ; mais M. André va plus loin : « En même temps que Giovanni ou Jehan Ferro s'établissait à Machecoul, un autre du même nom, s'appelant aussi comme lui Giovanni Ferro, venait s'établir à Nantes. » Puis il s'efforce d'indiquer ce qui concerne chacun des deux Jean Ferro (3). Une semblable homonymie devrait déjà donner l'éveil ; mais M. André qui a su que Jean Ferro de Nantes était l'époux de Marthe Bianchi — ce que nous ne contestons pas — a ignoré le nom de la femme de Jean Ferro de Machecoul. Or, on l'a vu plus haut, ce dernier était également marié à une Marthe Bianchi. L'hypothèse des deux Ferro devient dès lors inadmissible.

Il n'y a pas d'ailleurs de contradiction dans les textes. En effet, il ressort du premier que Ferro, jeune encore, était venu avec sa femme à Lyon, puis à Nevers, et qu'en 1588 il s'était installé à Machecoul où il avait dressé une verrerie. Comme c'est au lendemain des faits, en 1596, qu'il fournit ces renseignements, il n'y a point à les suspecter. Ils seraient au besoin corroborés par un document du 23 octobre 1587, attestant que ce jour « noble homme Jehan Fer, gentilhomme verrier et un des maistres des verreries establies ès villes de Lyon et de Nevers, » était à Nevers où il faisait exécuter par un notaire de cette ville une copie des privilèges octroyés aux gentilshommes verriers par plusieurs rois de France (4). Il ré-

(1) *Hist. de Nantes*, t. III, p. 3.

(2) *Céramique poitevine*, p. 20.

(3) *De la verrerie*, etc., dans *Bul. et Mém. de la Soc. archéol. d'Ille-et-Vilaine*, t. XII, p. 368-371.

(4) *Arch. Loire-Inf.*, B 65, f° 296.

sulte du second texte que Ferro, après avoir exhibé ses privilèges et demandé à se fixer à Nantes ou dans le ressort, fut autorisé, le 11 août 1588, par les maire et échevins à exercer son art « en ceste ville, forsbourgs et comté de Nantes. » Or Machecoul était précisément dans le comté Nantais.

Lorsqu'il présenta sa requête aux magistrats de Nantes, Ferro avait-il pris une détermination sur le lieu précis où il comptait s'installer ? Nous ne serions pas éloigné de pencher pour l'affirmative et d'adopter le sentiment de Fillon quand il nous dit, sans preuves il est vrai, que c'étaient les Gondi qui avaient établi Ferro à Machecoul. Lorsque celui-ci, après sa « dissolution de société », émigra si loin de Nevers pour venir en Bretagne où déjà d'autres membres de sa famille s'étaient fixés (1), ce ne fut vraisemblablement point sans avoir pris ses renseignements. Ses compatriotes ne manquaient pas dans le pays. Sans parler du maréchal Albert de Gondi, duc de Retz et seigneur de Machecoul, il y avait là notamment le Vénitien Francisco Veniero, seigneur de la Salle, capitaine de Machecoul et gouverneur du duché de Retz (1583-1594) (2), et le Piémontais Jean-Jacques Fabry, commis aux finances pour le marquis de Belle-Ile, fils d'Albert de Gondi (3).

Quoi qu'il en soit, appelé ou non à Machecoul même par le maréchal de Retz, c'est dans cette ville que Ferro s'installa en 1588. Le logis près duquel ont été trouvés les débris de ses fours, par ses caractères architecturaux, semble d'ailleurs remonter à cette époque. Il est fort possible que ce soit lui qui ait fait remanier l'ancienne maison de la Moraudière et construire, en partie du moins, l'habitation actuelle, l'une des plus anciennes et des plus intéressantes de la petite ville de Machecoul.

(1) Une Jeanne Fer, femme de Jean Souhier, peintre verrier, fut inhumée en 1573 dans la cathédrale de Quimper (Le Men, *Monographie de la cathédrale de Quimper*, p. 114).

(2) *Arch. Loire-Inf.*, E 600, titres de la seigneurie de la Salle.

(3) *Arch. Loire-Inf.*, B 65, f° 278, et B 66, f° 290. En 1598, Fabry se dit fixé depuis vingt ans dans le pays.

Travers (1) a rapporté assez exactement un fait qui a été fort mal interprété. Voici au surplus les textes : Le 21 avril 1589, le procureur syndic de Nantes remontre à l'assemblée que « le voyryer qui est au Marchix, à cause duquel et de son mestyer les boys de chauffage et cherbon sont fortchers, au moiende quoy est le prejudice grande au public, » et l'assemblée en conséquence arrête, « pour le regard dudit voyrier, qu'il vuydera et luy sera signifié et commandé de ce faire dans quinzaine hors l'evesché. A faulte de quoy seront les fourneaulx rompuz et mys à bas et son boys vendu, et que ly sera signifié dans demain, avec deffanse de non travailler desormais et d'achapter aucun boys sur peyne de confiscacion. » (2) Huit jours après (28 avril), nouvelle délibération « Touchant le voyryer qui travaille à present au Marchix, a esté dict sur sa requeste qu'il tardera jusques à la venue prochaine de M^{re} le gouverneur (le duc de Mercœur). Et s'pendant ne pourra achapter aucuns bois que ceulx qu'il a à present chés ly ; et luy est permys de travailler pendant ledit temps de son mestier (3). » Nous laissons à Travers le bénéfice d'une observation adoptée par ceux qui l'ont suivi, à savoir que l'enchérissement du combustible n'était qu'un prétexte et que le motif vrai de l'expulsion était l'opposition du verrier au parli de la Ligue. Cette assertion n'est rien moins que prouvée.

Les textes, on a pu le voir, parlent simplement du verrier du Marchix sans le nommer. C'est donc à tort que Guépin dans son *Histoire de Nantes* (4) s'exprime ainsi : « L'année 1589 nous rappelle le peu de protection accordée au XVI^e siècle à l'industrie. Jean Ferra qui avait obtenu l'année précédente l'autorisation d'établir à Nantes une verrerie, fut expulsé de la ville sous prétexte qu'il faisait renchérir les combustibles. »

(1) *Op. cit.*, t. III, p. 21.

(2) *Arch. mun. de Nantes*, BB 21, reg. des Délibérations, f^o 234.

(3) *Ibid.*, f^o 241.

(4) 2^e édit., p. 267.

Renoul (1) est plus précis encore : « En 1588, nous trouvons la trace du premier établissement industriel fondé dans le quartier de Saint-Similien. Le 11 août, Jean Ferro présenta requête à la ville... ; (il) est le premier verrier établi à Nantes ; il se plaça au Marchix, comme le constate cette inscription recueillie par Fournier : « MDIV^{xx}VIII. Par permission de la Communauté de ville, M. Jean Ferro, gentilhomme verrier, établit une verrerie et le premier travaille de cet estat à Nantes. » Si le monument en question avait été trouvé dans le Marchix à l'état d'original, tout en relevant ce qu'il peut avoir de contradictoire avec l'assertion des lettres d'avril 1596, nous n'aurions qu'à nous incliner. Mais il est loin d'en être ainsi. Fournier reconnaît lui-même que l'inscription est uniquement commémorative (2), comme beaucoup d'autres qu'il rapporte, c'est-à-dire confectionnée après coup. Son autorité est par suite fort amoindrie. A notre avis, l'inscription dont il est cas a été composée à l'aide du passage de Travers à une date qu'on ne saurait préciser, peut-être même par l'auteur de l'*Histoire lapidaire* (3).

Quand en 1625 Antoni Ribe, neveu et successeur de Jean Ferro, adressa une requête aux magistrats de Nantes, il fit bien allusion aux demandes antérieures de son oncle, des 11 août 1588 et 3 septembre 1598, nullement aux arrêtés d'avril 1589. Travers, en signalant ces derniers, s'en était tenu au texte, sans y mêler le nom de Ferro ; mais, en avançant que celui-ci était le premier verrier de Nantes, il avait ouvert la porte aux conjectures formulées par ses successeurs.

Quel était ce verrier du Marchix dont on ne saurait nier l'existence en 1589 ? Nous l'ignorons. En tout cas, nous connaissons un verrier, autre que Ferro, déjà fixé à Nantes à

(1) *La paroisse et le quartier de Saint-Similien*, p. 75-76.

(2) *Hist. lapidaire de Nantes*, t. II, p. 259. Bibl. de Nantes, ms. fr. 1425.

(3) Les érudits Nantais savent fort bien que le recueil de Fournier fourmille d'erreurs, sur les provenances notamment, et que toutes ses assertions ont besoin de contrôle.

cette époque. Une note de B. Fillon nous apprend qu'Angélique, fille de Martin Buisson, verrier à Lyon (1), épousa en 1572 Jean Merlin, verrier de Nantes (2). Bien qu'il n'ait pas indiqué la source de son renseignement, on peut en croire l'auteur, en général bien documenté. Un certain Jean Merlin figure d'ailleurs avec Henri Girard, Jean et Augustin Ferro parmi ceux qui firent enregistrer à Nantes, le 22 juin 1598, la confirmation des privilèges généraux, octroyée dans la même ville, en avril précédent, par Henri IV, aux gentilshommes en l'art de verrerie (3). Les attaches de Jean Merlin avec la cité nantaise sont encore mieux précisées par ce fait que le 7 mai 1609 on procéda, en l'église Saint-Saturnin, à l'inhumation de « Mathurine Menuet, veffve de deffunct Jan Merlin, voyrier (4) », et que le clergé de Saint-Nicolas y participa (5) : déploiement de pompes prouvant que son mari n'était point un simple ouvrier. Jean Merlin avait-il contracté deux mariages? L'époux de Mathurine Menuet n'était-il qu'un fils ou un parent du mari d'Angélique Buisson? Il n'en reste pas moins établi que Merlin — peut-être n'est-il pas le seul — exerça la verrerie à Nantes au temps de Ferro, et que celui-ci n'a pu être visé par les arrêtés de 1589 puisque depuis un an il était installé à Machecoul.

Il y avait huit ans qu'il résidait dans cette ville, quand Jean Ferro obtint d'Henri IV les lettres de naturalisation d'avril 1596 dont nous avons parlé et qui nous ont révélé ses débuts. On a vu également que les troubles politiques empêchèrent la faveur royale d'avoir son effet immédiat. Entre temps, le verrier s'adressa à celui qui détenait le pouvoir, et, le 25 septembre 1597, il recevait de nouvelles lettres de naturalisation, datées de Nantes, octroyées par Philippe-Emmanuel de Lorraine, duc de Mercœur à « Jan Fer, gentilhomme en l'art de

(1) Il y résidait encore le 28 janvier 1576 (*Arch. Loire-Inf.*, B 65, f° 295).

(2) *Céramique poitevine*, p. 23, note 1.

(3) *Arch. Loire-Inf.*, B 65, f° 298.

(4) *Arch. mun. de Nantes*. GG 306.

(5) *Ibid.*, GG 203.

verrerie, natif de la ville d'Altare, et Marthe Bianque sa femme..., atandu la longue demeure desdits exposans en ce royaume de France et particulièrement en cedit duché, en toute bonne fame et renommée, en atendant la presence d'ung roy recogneu catholicque. » Le 19 décembre 1597, les époux payèrent 12 écus pour les droits et leur naturalisation fut enregistrée (1).

Après la soumission de Mercœur, Jean Ferro s'empessa de se mettre en règle, et c'est à ce moment qu'il obtint d'Henri IV alors à Nantes la surannation du 16 avril 1598 pour ses premières lettres d'avril 1596 (2).

La présence du roi dans notre ville fut marquée par deux autres actes à signaler ici. Il confirma d'une façon générale (avril 1598) les privilèges des gentilshommes verriers, et ce à la supplication de « Jehan Fer, Augustin Fer, Henry Girard et Jehan Merlin, gentilzhommes en l'art et science de verrerye. » Avant de procéder à l'enregistrement de ces lettres, la Chambre des Comptes transcrivit sur ses registres des privilèges analogues concédés par François I^{er}, Charles IX et Henri III, ainsi que plusieurs autres pièces (22 juin 1598 (3)). A la même date d'avril 1598, Henri IV naturalisait « Augustin Fer, natif de l'Altare..., habitué en cesthuy nostre royaume au lieu de... (4), pays de Bretagne. » (5) Augustin Ferro dont le nom paraît pour la première fois dans les deux documents d'avril 1598, et encore d'une façon assez peu précise, était le propre neveu de Jean Ferro dont il a été question jusqu'à présent.

(1) *Arch. Loire-Inf.*, B 63, 13^e liv. des mandements, f^o 183.

(2) Voy. ci-dessus, p. 160.

(3) *Arch. Loire-Inf.*, B 65, 14^e l. des mandements, f^{os} 290 à 298. Ici le nom de Merlin, omis dans les lettres d'Henri IV, ne paraît que dans leur vérification du 22 juin ; mais, dans une autre expédition des mêmes lettres, publiée d'après les Reg. du parlement aux archives de la Cour d'Appel de Rennes, Jean Medelin (*sic*, manifestement le Jean Merlin des autres sources) figure à côté de ses trois collègues (André, *De la verrerie, loc. cit.*, p. 372-373).

(4) Le nom du lieu est resté en blanc sur le registre.

(5) *Arch. Loire-Inf.*, B 65, f^o 267.

La verrerie de Machecoul ne fonctionnait-elle point au gré de tous ses désirs ? L'arrivée d'Augustin en Bretagne vint-elle au contraire ouvrir de nouveaux horizons à Jean Ferro ? Quoi qu'il en soit, à peine les lettres de naturalisation des deux Ferro enregistrées (à la même date du 18 juin 1598), Jean formulait une seconde requête aux magistrats de Nantes afin qu'il lui fût permis de « s'habituer en ceste ville. » Le texte de sa pétition ne nous est point parvenu et l'autorisation du 3 septembre n'en précise qu'imparfaitement les termes. On les trouve néanmoins assez au long dans un document postérieur et c'est ici leur place. On y voit percer la préoccupation qui avait motivé les arrêtés d'avril 1589 contre le verrier du Marchix. Donc, en septembre 1598, Ferro offrait, « à ce que sondit exercice et establissement ne cause aucune incommodité à ladite ville par l'encherissement du boys, de n'employer à ses fourneaulx aucuns boys venant par la rivière d'Erdre, de n'en prandre ny achapter d'aucun marchent qui ne soit esloigné de ladite ville de six lieues pour le moins et de représenter aud. Bureau, de quartier en quartier (c'est-à-dire tous les trois mois), les marchez et achaptz de boys qu'il fera ; se submettant en cas de contravention directe ou indirecte à la desmolition de ses fourneaulx, confiscacion en pure perte dud. boys et à cent livres d'amende ; et du tout bailler bonne et suffizante caution (1). » Le 3 septembre 1598, le Bureau autorisa Ferro à « s'habituer aux forsbourgs de ceste ville et y exercer sadite art de voyryer fidèlement et sans fraude, » aux charges de sa requête (2).

A la différence de la permission du 11 août 1588, qui vise à la fois la ville, les faubourgs et le comté de Nantes, celle du 3 septembre 1598 ne parle que des faubourgs. Le cas n'est plus le même. Du reste nous allons voir Jean Ferro et, après

(1) Autorisation du 3 juillet 1625 pour Antoni Ribe, neveu et successeur de Ferro (*Arch. mun. Nantes*, BB 31, f^o 48).

(2) *Arch. mun. Nantes*, BB 24, à la date. Cf. Travers, *op. cit.*, t. III, p. 252.

son décès, sa veuve Marthe Bianchi dans le milieu fixé par la seconde autorisation.

Le 24 décembre 1598, Henri IV ratifia la décision du Bureau de ville et le 12 février 1599 les lettres royales avaient été dûment publiées et enregistrées, ainsi que le constate un jugement du sénéchal de Nantes (1). Jean Ferro pouvait se rendre dans cette ville, et de fait il n'y tarda point.

Le 24 février 1600, en effet, aveu fut présenté à l'évêque Charles de Bourgneuf, pour des immeubles qu'il possédait à Nantes, par « Jan Fer, gentilhomme voyrier demourant pour le presant en la parroesse de Sainte Croyx de Machecou. » Ils sont ainsi énumérés : « Troys maisons couvertes d'ardoyze, deulx petites et une grande, avecques ung aultre logeix au bout du grand, » cour, puits, jardin, le tout en un tenant, acquis par Ferro de Renée Janvret, Jean Binet et François Tual (*alias* Vial), suivant trois contrats divers, « le tout bourné d'un costé ung petit chemin et ruelle qui conduit de la rivière de Loyre aux vignes qui sont près le manoyr de la Touche, d'autre costé maisons appartenantes à Mathurin Binet, venelle commune entre deulx, d'un bout par le devant la grand rue et pavé qui conduit de l'église de S. Jullien au pré l'Evesque, d'autre bout par le derrière vignes en frost du petit clos de la Touche, avec le cail (le quai) au devant desd. logeix tirant à la rivière et y abouttant, circuit de murailles alentour (2). » La rue qui mène de Saint-Julien (place Royale) au pré l'Evêque (rue de Launay), c'est le quai de la Fosse ; le petit chemin allant de la Loire aux vignes de la Touche (musée Dobrée), c'est à peu près la rue actuelle de la Verrerie. La position des acquêts de Ferro est suffisamment explicite et nous touchons là au point de départ de l'ancienne verrerie de

(1) Nous n'avons point retrouvé le texte de ces dernières pièces, mais elles sont visées dans la permission du 3 juillet 1625 mentionnée ci-dessus, p. 168, note 1.

(2) Orig. portant la signature : Jouane Ferro (*Arch. Loire-Inf.*, G 15, Déclarations féodales rendues à l'évêque de Nantes pour ses biens en Saint-Nicolas, n° 81).

la Fosse dont une de nos voies publiques perpétue le souvenir. Il n'est point, il est vrai, question d'établissement industriel ; mais un aveu postérieur le mentionnera à cette même place. D'ailleurs Jean Ferro résidait toujours à Machecoul et la verrerie de Nantes n'avait pas dû encore allumer ses fours.

Le domicile d'Augustin Ferro avait été laissé en blanc, on l'a vu (1), sur ses lettres de naturalisation d'avril 1598 ; toutefois, en juin 1601, il résidait à Machecoul. Nous le savons par les lettres de même nature octroyées à cette date par le roi à son « amée Franquete Mouceaux, fille de Luce Mouceau, natifve de Calicent en Italie, naguères mariée avecques Augustin Fer et habituée au lieu de Machecoul en nostre pays de Bretagne, où elle desire faire sa demeurance et finir le reste de ses jours avecques led. Fer son mary » (2). L'enregistrement ne se fit pas attendre ; le 30 juin 1601 la formalité était remplie. Mais il n'est pas bon d'aller trop vite. Pour Marthe Bianchi on avait déjà été obligé de rédiger deux lettres : son nom ayant été omis sur la première. Le cas de Franquette était plus grave ; le 25 mai 1602, Henri IV dut expédier un mandement rectifiant son état civil : « Nostre bien amée Franquette Blanche, natifve de Calizani en Itallie, fille d'Anthoyne Blanc et de Lucye Moceau sa femme, nous a faict remonstrer qu'elle auroit esté conjointe par mariage avecques Augustin Fer et se seroit habituée au lieu de Machecoul... ; mays, d'autant qu'elle avoit charge d'obtenir noz lettres de naturalité, par inadvertance ou autrement, au lieu de surnom paternel Blanc y a fait employer le surnom maternel Mouceau et icelles, auparavant qu'elle en eust communicacion, enregistrer en nostre Chambre des Comptes. » Le roi en conséquence veut que désormais Franquette soit appelée Blanche et non Mouceau. La réclamante dut produire son extrait de baptême constatant qu'elle était née au mois de décembre

(1) Ci-dessus, p. 167, n. 4.

(2) *Arch. Loire-Inf.*, B 66, 15^e liv. des mandements. f^o 278.

1583, et le 4 février 1603 la Chambre enregistra le mandement royal (1).

A partir de 1602 il n'est plus question de la verrerie de Machecoul dont les fourneaux ne tardèrent pas à s'éteindre ; mais, avant de suivre les Ferro dans leurs nouveaux centres d'exploitation, il nous faut dire un mot d'un autre établissement machecoulais. Tout ce que nous en savons se borne à un contrat publié par Fillon et que nous n'avons pu retrouver (2). Le 22 janvier 1590, le maréchal de Retz et sa femme Claude-Catherine de Clermont, se trouvant en leur château de Machecoul, ratifièrent un acte de vente « d'une maison sise en ladite ville de Machecoul, en la ruelle qu'on va du chasteau à la rue de la Grand Halle, consenti le huitiesme jour dudit mois de janvier par maistre François Fourestier, leur procureur, à Jacques et Loys Ridolfe escuyers, frères, gentilzhommes de l'art de verre et de terre de Faenze, natifz de Chefayole (Chaffagiolo), païs d'Italie, de present establis en icelle ville de Machecoul, aux prix et conditions establies audit acte de vente. » Etait-ce une faïencerie, était-ce une seconde verrerie à côté de celle de Jean Ferro que les Ridolfi voulaient exploiter ? Nous l'ignorons ; ce qu'on peut affirmer, c'est que la maison acquise par eux, située qu'elle était dans la rue du château aux halles, par suite sur le territoire de la paroisse de la Trinité de Machecoul, ne saurait être confondue avec celle de Ferro. Celui-ci était installé à l'extrémité opposée de la ville, dans la paroisse Sainte-Croix, sur un emplacement déterminé par des restes d'exploitation. Nulle part ailleurs il n'est question des Ridolfi pour lesquels nous n'avons point trouvé de lettres de naturalisation. Leur établissement à Machecoul fut sans doute éphémère, si tant est qu'il fut même parachevé.

Le 28 décembre 1609, au lendemain de la mort de Jean,

(1) *Arch. Loire-Inf.*, B 67, f^o 66.

(2) *Céramique poitevine*, p. 19-20, d'après les archives du greffe du Tribunal de Paimbœuf.

Augustin Ferro se qualifie sieur de la Nivardière. Cette terre sise en Pont-Saint-Martin avait été acquise par son oncle dont il était l'héritier. En 1587 la Nivardière faisait partie de la succession de Marguerite de Rochereul, fille mineure de feu René de Rochereul. Celui-ci avait laissé une situation fort obérée qu'il fallait alléger. Le 4 décembre 1587, un décret de vente visait la Nivardière, la Petite Esturmière et d'autres terres en Pont-Saint-Martin et la Chevrollière. Il sembla plus avantageux d'aliéner les biens séparément. La Petite Esturmière sacrifiée d'abord trouva un acquéreur, le 4 février 1588, en la personne de noble homme Olivier Martel (1). Pour la Nivardière, nous ignorons la date précise à laquelle elle fut cédée ; mais en 1609 elle était la propriété des Ferro, sans doute depuis longtemps déjà. Cette terre resta vraisemblablement indivise puisqu'en 1616, Augustin Ferro et Isabelle Poulain sa seconde femme, dans deux documents différents, s'intitulent l'un sieur, l'autre dame de la Nivardière (2), et qu'en 1625, tandis qu'Augustin se dit toujours sieur de la Nivardière (3), Marthe Bianchi, veuve de Jean Ferro, prend le même qualificatif (4). Après la mort de Marthe et d'Augustin, Antoni Ribe, neveu de Jean Ferro, d'un côté (5), et Isabelle Poulain, de l'autre (6), se titrent de la même sorte. Finalement, peu après et l'année même du décès de Ribe, Isabelle rend aveu, le 23 juin 1642, pour la Nivardière (7). A cette époque Isabelle Poulain était veuve de René de la Tullaye, son second mari.

(1) *Arch. Loire-Inf.*, E 496.

(2) *Bibl. de Nantes*, ms. fr. 1551 ; et *Arch. de Héric*, GG 1, registres paroissiaux (cité *Invent. des arch. de la Loire-Inf.*, t. V, E supplément, n° 2403).

(3) *Arch. mun. de Nantes*, GG 182, f° 155.

(4) *Ibid.*, f° 175.

(5) Aveu de 1629 cité plus loin (*Arch. Loire-Inf.*, G 16, n° 11) et actes de baptême de ses enfants, de 1631 à 1637 (*Arch. mun. Nantes*, GG 183 et 184).

(6) Bail du 9 février 1632 dont il sera question ci-après.

(7) *Arch. Loire-Inf.*, E 496.

Ce que nous disons de la Nivardière (1) — outre l'avantage de nous faire mieux connaître les Ferro et leur famille — ne semblera point hors de propos ici, si l'on songe que cette terre était située dans un pays encore fort boisé au temps d'Ogée (2), et n'était pas éloignée des forêts de Machecoul et de Touffou. Or la question du bois était une grosse affaire pour un verrier. Celui du Marchix l'avait bien vu en 1589, et Jean Ferro, lorsqu'il demandait de venir à Nantes en 1598, avait pris des engagements formels à ce sujet, notamment de n'employer aucun bois arrivant par l'Erdre. Possessionné de l'autre côté de la Loire, il ne s'aventurerait pas.

*
* *

Le 13 mai 1605 il est question de « noble homme Jan Fer, maistre de la voyrye de Nantes, et Augustin Fer son nepveu, demourantz à la Fosse dudit lieu. » Ils avaient donc quitté Machecoul et cela sans espoir de retour, car la pièce qui renferme ce passage a trait précisément à un troisième établissement des Ferro. Ce jour-là ils affermaient du duc de Rohan pour vingt années, au prix de 50 livres, « les maisons, logis, escurye et jardins du chasteau de Heric », pour « dresser une voyrerie, y faire les bastimantz et reparations requises », suivant procès-verbal daté de la veille (3). Rédigé à la requête de Jean Ferro par trois maîtres maçon, charpentier et couvreur, venus de Nantes avec lui, ce procès-verbal des réparations nécessaires au château « pour y habiter, loger et dresser voyrrie », ne manque pas d'intérêt ; mais autre chose qu'une mention nous entraînerait trop loin.

(1) Dans son *Dictionnaire des terres du comté nantais*, M. de Cornulier ne mentionne pas de propriétaires de la Nivardière entre Jean Rochereul (1542) et René de la Tullaye (1642).

(2) *Dictionnaire historique de Bretagne* (1778), v° Le Pont-Saint-Martin.

(3) Bibl. de Nantes, fonds Bizeul ; anciennes Arch. des Rohan. Cette pièce et celles de même provenance dont on fait ici usage ont été retrouvées par nous aux archives municipales, où elles avaient été provisoirement transportées avec un certain nombre d'autres, et ne figurent pas au Catalogue des manuscrits de la Bibl. de Nantes, dressé en 1893 par M. A. Molinier.

Ce n'était point Jean Ferro qui avait eu l'initiative d'allumer des fours à proximité de la forêt de Héric. Dès le 13 décembre 1603, Claude Lorcier, maître pâtissier à Nantes, rue de la Casserie, et « Savyn Fer », (vraisemblablement un parent de Jean Ferro), maître verrier de la ville de « Loster en Italie », alors domicilié chez Lorcier, avaient loué pour neuf ans le château de Héric afin de s'y loger, « faire hostellerye sy bon leur semble et y dresser une verrerye », à la charge de 60 livres par an et de deux douzaines de verres de la façon de ladite verrerie pour le service de la maison de Rohan. Comme « ledit chasteau est indigent de reparations », les fermiers en feront les avances (1).

Pour une raison ou pour une autre les premiers associés n'avaient pas tardé à résilier leur bail et à passer la main aux Ferro. Par ce qu'on sait de la suite, on peut supposer que Jean se réserva la maison de Nantes et que celle de Héric, tout en restant la propriété de l'oncle et du neveu, fut confiée plus spécialement à Augustin. Le premier ne survécut pas longtemps à la fondation de la verrerie de Héric. On peut lire en effet sur les registres paroissiaux de Saint-Nicolas, qui embrassait le quartier de la Fosse, la mention suivante : « Le vandredy vingt huit^e jour d'augst 1609, fut inhumé en l'eglise parochialle de Mr S^t Nicollas de Nantes deffunct n. h. Jan Fer (2). » Ces registres étant moins un relevé des décès de la paroisse qu'un livre des recettes faites par suite de ces décès, le nom de Jean Ferro y revient à plusieurs reprises à l'occasion de la cérémonie d'octave, du paiement de divers quartiers de l'« annuel » célébré pour lui et de son service du bout de l'an (3).

La mort de Jean nécessita un acte qui nous renseigne un peu sur la destinée des deux verreries. Le 28 décembre 1609, « noble homme Augustin Ferre, gentilhomme voirier, sieur de

(1) Bibl. de Nantes, f. Bizeul.

(2) *Arch. mun. de Nantes*, GG 203, f^o 101.

(3) *Ibid.*, f^{os} 105, 110, 113 et 115.

la Nipvardière et maistre après Dieu de la voirierie de Yheric, et damoiselle Marthe Blanche, veuffve et donatrixe des biens meubles dudit sieur Jean Ferre, sa tante, demourantz et faisant à presant leur plus grande et continuelle residance aux chateaulx et voirerie de la ville et parroisse dudit Heric, » rendaient aveu à l'évêque de Nantes pour les trois maisons de la Fosse. Les débornements et l'origine de propriété sont reproduits comme dans l'aveu du 24 février 1600, et les déclarants ajoutent qu'ils sont possesseurs chacun de la moitié desdits biens comme héritiers de Jean Ferro (1).

Si, à partir de 1609, on peut suivre le sort de l'établissement de Héric, en revanche nous sommes moins bien renseignés sur ce qui se passa à Nantes. Toutefois Marthe Bianchi demeura constamment, jusqu'à son décès, propriétaire sinon de la totalité au moins d'une partie de la fabrique à l'exploitation de laquelle elle dut pourvoir. En effet Antoni Ribe reconnut plus tard que la verrerie lui était advenue par succession de Marthe. C'est seulement en 1625 qu'il en est question d'une façon précise. Néanmoins dans l'intervalle on peut noter trois documents. En mars 1611, Louis XIII délivra des lettres de naturalisation à « Antoine Blanche, natif de la ville de Calissano, au marquisat del Final, pays d'Italie..., depuis les deux ans derniers retiré avecq un sien filz (Georges, baptisé le 1^{er} février 1599) (2) en nostre ville de Nantes et ès environs, » pour s'y fixer (3). Sans doute la pièce ne dit point que ces Bianchi fussent verriers; mais on ne saurait s'empêcher de remarquer que leur arrivée à Nantes coïncide avec la date de la mort de Jean Ferro, et que la femme d'Augustin, Franquette, était aussi de Callisano et fille d'un Antoine Bianchi.

(1) Orig. passé à Héric et signé notamment d' « Augustin Fero » : Marthe ayant déclaré ne le savoir faire (*Arch. L.-Inf.*, G 15, n° 148).

(2) D'après la vérification en la Chambre du 27 juin 1611, annexée aux lettres de naturalisation.

(3) *Arch. Loire-Inf.*, B 69, 18° l. des mandements, 1° 97.

Par autres lettres de juillet 1620, le roi naturalisa « Anthoine Ribbe italien, filz de Augustin Ribbe et Jacquemine Blanche, natif de Callizano, » lequel « s'est puis quelque temps retiré en nostre conté de Nantes (1). » Comme suite à ces lettres, ajoutons qu'« escuier Anthoine Ribe, sieur de la Vererie, » épousa, le 15 août 1623, demoiselle Marguerite Chardon, paroissienne de Sainl-Nicolas de Nantes (2). Tout imprécis qu'ils soient, ces documents sont suffisamment éclairés par ce qu'il nous reste à exposer pour montrer leur corrélation avec les débuts de la verrerie nantaise. Nous arrivons en effet à un acte des plus importants pour son histoire.

Le 3 juillet (3) 1625, le Bureau de Ville, vu « la requeste présentée par Anthoine Ribe, gentilhomme verrier, propriétaire de certaine maison appelée la Verrye, sittuée au bout de la Fosse de cetted. ville de Nantes, tendant à ce qu'il luy feust permys exercer en icelle l'art de verrerye, mesme pour y ouvrir et faire vesselle blanche, suivant les privillèges concedez par les roys aux gentilzhommes verriers, tout ainsy qu'a-voit faict Jan Fer son oncle jusques à son decès, » lui donna l'autorisation demandée « pour le temps de cinq ans prochains, à commencer de ce jour, aux charges desd. offres et avec deffances d'y contrevenir, sur lesd. peynes de desmolition desd. fourneaulx, confiscacion de boys et de cent l. d'amende aplicable les deux tiers à l'hospital de cette ville et le tiers au denonciateur (4). » Le Bureau mentionne ses délibérations antérieures sur la matière et même d'autres actes non autrement connus. Nous les avons cités à leurs dates, notamment la requête de Jean Ferro (5).

(1) *Ibid.*, B 71, 20^e l. des mandements, f^o 241.

(2) *Arch. mun. de Nantes*, GG 196, f^o 1 v^o.

(3) Et non le 13, comme le dit Travers (*op. cit.*, t. III, p. 252) qui du reste ne mentionne le fait que très sommairement. Cette date erronée a été reproduite par divers auteurs et, en dernier lieu, par M. de la Nicollière dans son *Inventaire des archives de la ville de Nantes*.

(4) *Arch. mun. de Nantes*, BB 31, reg. des Délibérations, f^{es} 48-49.

(5) Voy. plus haut, p. 168.

En juillet 1626, Louis XIII étant venu à Nantes, « Anthoine Ribre, gentilhomme de l'art et science de verrerie et maistre d'icelle, demeurant ès fauxbourgs de la Fosse, » en profita pour faire confirmer les privilèges dont avaient joui « Jan Fer, Augustin Fer, Henry Girard et autres, ses oncles, parens et alliez (1). »

Sur ces entrefaites Marthe Bianchi vint à mourir (2). Non plus qu'elle, Augustin Ferro qui la suivit de près dans la tombe ne laissait d'enfants (3). Ribe alors donna à entendre qu'il était le plus proche parent du défunt, et là-dessus la reine mère, qui jouissait du droit d'aubaine ou de deshérence au comté de Nantes, abandonna au demandeur, par brevet du 10 juin 1627, les biens d'Augustin (4). Mais Ribe non seulement faisait preuve de peu de tact en formulant sa requête au lendemain même du décès de son collègue, il outrepassait ses droits. La reine mère mieux informée révoqua le brevet du 10 juin et, par un autre du 30 novembre 1627, attribua la succession à Isabelle Poulain, veuve de Ferro (5). Au dire de celle-ci, Ribe n'était « point du tout parent du deffunct contre lequel mesme, de son vivant, il a eu de grandes animosités qu'il voudroit encorres exercer contre ladite Poullain. » Que l'exécution du contrat de mariage par lequel Augustin aurait fait des avantages à sa femme fût traversée par le don octroyé à Ribe, c'est de toute évidence ; mais qu'il ne fût point parent du décédé, on n'y saurait souscrire. Ils étaient cousins : l'ensemble des documents l'établit.

Toutefois le verrier de Nantes ne se tint pas pour battu. Il trouva moyen, en janvier 1628, d'obtenir des lettres du roi qui, passant par dessus le brevet du 30 novembre et sans en

(1) *Arch. Loire-Inf.*, B 73, 22^e l. des mandemens, f^o 217.

(2) Elle fut enterrée à Saint-Nicolas le 5 avril 1627 (*Ar. mun. de Nantes*, GG 205, f^o 15).

(3) Inhumé le 3 juin 1627. Voy. plus loin, p. 180.

(4) Visé dans un arrêt de la Chambre du 4 août 1628 (*Arch. Loire-Inf.*, B 246) et dans des lettres de la reine du 31 déc. 1628 (*Ibid.*, B 74, f^o 31).

(5) *Arch. L.-Inf.*, B 74, 23^e l. des mandemens, f^o 32.

tenir compte, confirmaient celui du 10 juin en sa faveur (1). Isabelle dut plaider. Une série d'arrêts des 21 et 27 juillet, 3 et 4 août 1628 lui donna gain de cause (2), et le 31 décembre de la même année la reine mère lui renouvela sa donation par lettres patentes qui furent enregistrées le 3 février 1629 (3).

Par suite de la mort de Marthe Bianchi, Antoine Ribe, sieur de la Nivardière, dut le 8 juin 1629 rendre aveu à l'évêque de Nantes Philippe de Cospéan, pour son établissement, borné au devant par « la rue de la Fosse qui conduist de la porte Saint Nicollas au pré l'Evesque. » Les autres délimitations sont semblables à celles des précédents aveux de 1600 et de 1609 (4). Comme il est ici question d'une maison neuve, on en peut inférer que la fabrique était loin de périlcliter. Ribe terminait ainsi : « Ausquelles choses ledit sieur de la Nivardière est demourant, tient et exerce la ver-rye, et luy sont escheues et advenues par succession de defuncte damoiselle Marthe Blanche, sa tante, vivante femme et compaigne de defunct Jan Fer, aussy gentilhomme verrier (5). »

A la mutation du siège épiscopal, Ribe se vit obligé de fournir un nouvel aveu à Gabriel de Beauvau (5 juillet 1639). Cette fois il parle en son nom et en celui de demoiselle Marguerite Chardon sa femme, et, dans le dénombrement des biens pour lesquels il reconnaît la suzeraineté de l'évêque, on trouve non seulement la maison de la verrerie, consistant en trois corps de logis, dont « l'un basti de neuf et l'autre plus vieil », à lui échue de Marthe Bianchi, mais encore deux autres logis, le premier appartenant à Marguerite comme héritière d'Elie Chardon, le second acquis récemment de Guillaume Sorin

(1) Mentionnées dans les actes des 4 août et 31 déc. 1628 ; ci-dessus, p. 177, note 4.

(2) *Arch. Loire-Inf.*, B 226.

(3) *Ibid.*, B 74, f^{os} 31-32.

(4) Plus haut, p. 169 et 174.

(5) *Arch. Loire-Inf.*, G 16, n° 11.

par Antoni Ribe (1). La situation de ces immeubles également à la Fosse, par suite à proximité de l'établissement primitif, semble bien indiquer que celui-ci était en pleine prospérité. Le neveu des Ferro ne tarda pas d'ailleurs à succomber. On peut lire en effet sur les registres de sa paroisse la note suivante : « Le 29^e mars 1642 a été inhumé en l'église paroissiale de Saint Nicolas de Nantes, le corps de defunct Anthoine Ribe, sieur de la verrie (2). »

*
* *

C'est, on l'a vu, Savin Ferro et un pâtissier de Nantes qui avaient eu l'idée d'installer une verrerie à Héric (13 décembre 1603); mais en réalité ce sont les Ferro, verriers de Mache-coul, puis de Nantes, qui en furent les véritables fondateurs, puisque les premiers, après avoir passé un bail de neuf ans, laissaient, moins de deux ans après (13 mai 1605), Jean et Augustin maîtres de la situation (3).

Bien qu'il résidât à Nantes où il finit ses jours, Jean Ferro, tant qu'il vécut, ne se désintéressa jamais de la maison de Héric. C'est en son nom que se faisaient les achats, témoin celui-ci du 10 novembre 1608 : « noble homme Jean Fair, maistre de la vairie, quatre fournitures de chesne et trois fousteaux luy delivrez et merquez le 22 septembre dernier, attendant la vente : 329 liv. » (4) L'oncle n'ayant pas tardé à mourir (août 1609), (5) ce fut le neveu qui, le 6 octobre 1609, acquitta cette dette. (6) On sait d'ailleurs qu'Augustin faisait sa résidence à la verrerie de Héric dont il s'intitule le maître après Dieu (7).

(1) *Ibid.*, G 16, n° 33.

(2) *Arch. mun. de Nantes*, GG 207, f° 116.

(3) *Ibid.*, p. 173-174.

(4) Comptes des ventes de bois de la forêt de Héric (Bibl. de Nantes, ms. fr. 1551).

(5) *Voy. plus haut*, p. 174.

(6) Note marginale du compte de nov. 1608.

(7) Aveu du 28 déc. 1609 pour la verrerie de Nantes rapporté ci-dessus, p. 174.

L'union d'Augustin Ferro avec Franquette Bianchi, que nous avons constatée en 1601 et 1602, à propos des lettres de naturalisation de celle-ci (1), ne dura pas longtemps. Est-ce de Franquette qu'il est question dans la mention suivante : Le dimanche 10 décembre 1606 « fut faict l'enterrement de la femme d'un voyrier » ? (2) Bien qu'il y ait concordance dans les dates, il serait téméraire de l'affirmer. Quoi qu'il en soit, un contrat de mariage fut conclu entre Augustin Ferro et Isabelle Poulain (3) et, à partir de ce moment, on peut suivre facilement les deux époux dans les différents actes de la vie journalière. Le 9 novembre 1611 « fut faict un service pour les parens de M^{lle} de la Verrerie la jeune (4), M^{lle} Ysabel Poullain, et le lendemain en fut encores faict un. » (5) Les 26 décembre 1616 et 28 mars 1617, Isabelle remplit à Héric les fonctions de marraine. (6) De son côté le maître de verrerie se manifeste à nous par diverses ventes de bois à lui consenties par le grand maître des forêts du duc de Rohan : le 22 octobre 1612, « une fourniture de chesnes, tant bons que moyens », 80 livres ; le 14 octobre 1613, « une fourniture de moiens chesnes, » 100 livres ; le 10 juin 1615, 10 chênes pour 63 livres ; le 24 octobre 1616, 31 chênes pour 200 livres (7).

Le bail du château de Héric où les Ferro installèrent leurs fours leur avait été consenti pour vingt années (13 mai 1605). Lorsqu'il toucha à son terme, Augustin le renouvela par un acte du 2 octobre 1623 (8). C'est le dernier document dans lequel il intervienne. Il mourut en 1627 et fut inhumé le 3 juin

(1) Cf. p. 170.

(2) Reg. des sépultures de Saint-Saturnin (*Arch. mun. de Nantes*, GG 306, à la date).

(3) Visé dans un arrêt du 4 août 1628 (*Arch. L.-Inf.*, B 226).

(4) Par opposition à Marthe Bianchi, veuve de Jean Ferro.

(5) Reg. de Saint-Nicolas (*Arch. mun. Nantes*, GG 203, f^o 127).

(6) *Arch. de Héric*, GG 1, *loc. cit.* Cf. p. 172, note 2.

(7) Comptes des ventes de bois de la forêt de Héric (Bibl. de Nantes, ms. fr. 1551).

(8) Nous n'avons pas retrouvé ce bail, mais il y est fait allusion dans un autre du 9 février 1632 dont on parlera tout à l'heure.

à Saint-Nicolas de Nantes où de nombreux services furent célébrés à l'intention de « n. h. Augustin Fer, s^r de la Nivardière » (1).

Nous avons raconté les difficultés suscitées par Antoni Ribe à Isabelle Poulain au lendemain même du décès de son mari dont il convoitait la succession. Nous ignorons à quelles conditions la veuve du second Ferro céda son industrie : on peut toutefois les présumer. En effet le 9 février 1632 l'intendant de Monseigneur de Rohan afferma à n. h. Edouard Buisson, maître de la verrerie de Héric, et à demoiselle Isabelle Poulain, dame de la Nivardière, demeurant à Nantes, rue du Château, pour six ans, au prix de 60 l., « en cas qu'elle y vueille prandre part », le château de Héric, pour « y tenir et exercer la verrerie, ainsy qu'ils ont fait cy devant et font encore à present », à charge d'entretien, « de la manière que feu n. h. Augustin Fer, vivant mary de ladite dame de la Nivardière, estoit obligé par autre acte du 2 octobre 1623 » (2).

L'aveu qu'Isabelle rendit le 23 juin 1642 au duc de Retz pour la Nivardière, nous apprend qu'elle habitait alors la paroisse Notre-Dame de Nantes, qu'elle était veuve en secondes noces du maître des comptes René de la Tullaye, seigneur de Bellisle (3), et qu'elle possédait la Nivardière, tant par don de son premier mari à elle fait pour ses deniers dotaux que par gratification de la reine-mère (4). Isabelle Poulain mourut le 10 (*aliàs* le 4) mars 1657 et fut enterrée à Saint-Denis (5).

Poursuivre les destinées de la verrerie de Héric, maintenant qu'elle est sortie des mains des Ferro, serait sortir de notre sujet. Le dépouillement des sources permettrait sans doute de pousser plus loin cette étude. Nous indiquerons toutefois

(1) *Arch. mun. Nantes*, GG 205, f^{os} 16 et suiv.

(2) *Bibl. de Nantes*, f. Bizeul. Cf. p. 173, note 3.

(3) Décédé le 10 février 1635 et inhumé à Saint-Denis (*Arch. mun. Nantes*, GG 4, Reg. de Notre-Dame).

(4) *Arch. Loire-Inf.*, E 496.

(5) *Arch. mun. Nantes*, GG 46, Reg. de Saint-Denis, et GG 4, Reg. de Notre-Dame.

brièvement en terminant les derniers documents de ce dossier peu connu du fonds Bizeul (1) dont nous avons déjà fait usage, nous contentant d'y intercaler deux ou trois pièces d'autre provenance.

1635, février. — Naturalisation d'Edouard Buisson, gentilhomme verrier, maître de la verrerie de Héric, natif de la « ville de Lhostel au marquisat de Montferrat », habitant Héric depuis trente ans (2).

1638, 15 août. — Ferme pour six ans des château et verrerie de Héric à nobles hommes Thomas Amoureux et Joseph Borniol.

1639, 15 décembre. — Vente à Edouard Buisson et à Joseph Borniol, maîtres de la verrerie de Héric, de 113 chênes et de 37 fontaux pour 661 livres (3).

1645, 30 avril. — Exploit d'un sergent relatant que le bail de Thomas Amoureux et de Joseph Borniol ayant pris fin le 24 juin 1644, le château de Héric est depuis lors resté inhabité.

1647, 10 août. — Ferme pour quatre ans consentie à Jean Marin, écuyer, s^r du Chastelet, pour « exêrcer la verrerye ». Et d'autant que le château et les logis de Héric sont en mauvais état « pour n'avoir esté habilé ny entretenu depuis les trois ans derniers que le sieur Thomas Amoureux et autres verriers en sortirent », il sera fait un procès-verbal de visite.

1647, 14 août. — Procès-verbal d'expertise à requête de Jean Marin.

1654, janvier. — Naturalisation de Jean Marin, maître de verrerie, demeurant à Héric, natif de « Lhostel, païs de Montferat...., marié avecq demoiselle Judith de Roussy, de la province d'Angoumois, duquel mariage sont issus Jean, autre Jean, Laurens et Anne Marin (4). »

René BLANCHARD,
Lauréat de l'Institut.

(1) Bibl. de Nantes.

(2) *Arch. Loire-Inf.*, B 76, 25^e l. des mand., f^o 12.

(3) Bibl. de Nantes, ms. fr. 1551.

(4) *Arch. Loire-Inf.*, B 80, 29^e liv. des mand., f^o 193.

ETUDES LOCALES

DEUX PROCESSIONS DE FÊTE-DIEU

MOUVEMENTÉES A NANTES

(Années 1707 et 1720)

Les cérémonies publiques, et en particulier les processions, se faisaient autrefois avec un déploiement de personnel, un luxe d'insignes et d'ornements, dont nous ne retrouvons dans celles d'aujourd'hui qu'une image bien affaiblie. On y voyait figurer le clergé suivi de ses corporations et de ses frairies, les corps d'arts et métiers précédés de leurs torches (1), les corps d'états.....

Ce n'était pas chose facile que d'assurer le bon ordre dans cet immense cortège. Pour éviter tout conflit les places de chacun étaient désignées à l'avance, et les détails d'étiquette minutieusement fixés, sur le papier tout au moins.

(1) On portait aux processions de gros cierges appelés torches dont quelques-uns avaient des dimensions respectables et atteignaient jusqu'à soixante pieds. Celle de la Ville de Nantes avait coûté six cents livres; elle était en bois, ornée de dorures, de peintures et de sculptures.

Le nom de torches s'est aussi appliqué aux théâtres portatifs, autour desquels s'avançaient les divers corps d'arts et métiers; il fallait jusqu'à seize hommes pour porter semblable pièce, signalée dans une procession à Angers. Et c'est évidemment de l'une de ces torches qu'il s'agit dans un acte que j'ai relevé dans les archives de la Ville : le corps des échevins, à une veille de procession, fut avisé par la corporation des tailleurs que sa torche était en si mauvais état qu'il y avait danger pour la sécurité publique et que les maîtres s'abstiendraient d'y figurer. Messieurs les échevins, prudents et qui avaient peut-être leurs raisons pour devenir méfiants, décidèrent que l'état de solidité de la torche serait constaté par un expert en la matière qui en dressa procès verbal (La pièce est signée Crucy, grand-père de l'architecte de notre ville), et déclara, que, moyennant quelques réparations sans importance, tout irait pour le mieux et que les maîtres de ladite corporation pourraient assister à la procession sans crainte d'écraser le public ni eux-mêmes.

Aussi, malgré ces précautions, il n'était pas rare (1) de voir surgir des questions de préséance, que les protocoles les mieux entendus n'ont pu, même de nos jours, faire disparaître complètement. C'est que les places étaient dévolues, quelquefois par des réglemens, mais le plus souvent par l'usage, un usage qui se perdait dans la nuit des temps, ou par de simples compromis.

De là des différends, comme ceux dont j'ai trouvé le récit dans deux documents des archives de la Chambre de commerce de notre ville (2), qui m'ont paru assez intéressants. Ils nous renseignent en effet sur certaines parties du cérémonial de cette époque, et nous montrent les rapports qui existaient entre les administrations publiques.

Le premier en date est un mémoire des consuls de Nantes qui relate les incidents de la procession de la Fête-Dieu, en 1707. Nos consuls, mécontents de voir leurs places dans le chœur de Saint-Nicolas occupées par le clergé, protestèrent énergiquement contre le chapitre de la cathédrale de Saint-Pierre : il s'ensuivit des violences, des voies de fait, qui donnèrent lieu à un échange de lettres de réclamations auprès de l'Intendant de la province de Bretagne, et de placets présentés à Sa Majesté.

Lettre à M. l'Intendant de Bretagne.

2 juillet 1707.

MONSEIGNEUR,

« C'est avec douleur que nous nous trouvons obligés de vous porter nos plaintes contre MM. les chancines de l'église cathédrale de Saint-Pierre de Nantes qui ont traité le corps des juges et consuls du commerce avec indignité et mépris en leur ostant avec violence et voye de fait les places que ce corps occupoit dans l'église de Saint-Nicolas à la procession du Saint-Sacrement, qui n'en pouvoit prendre d'autres sans causer du

(1) Voir la communication faite par M. le baron Gaëtan de Wismes, dans la séance du 5 avril 1898 (*Bulletin de la Société Archéologique de la Loire-Inférieure*.)

(2) C 582, registre des Archives de la Chambre de commerce, et C 593, cahier n° 1 des copies de Lettres du commerce.

trouble par l'opposition qu'y auroient apporté les autres corps. Nous savons trop, Monseigneur, la déférence qui est due au sacerdoce pour avoir prétendu leur disputer des places qui eussent été de prééance. Ils nous ont laissé jouir de celles en question comme inférieures pendant 140 ans. N'est-il pas étrange qu'ils se soient avisés de nous les enlever au bout de ce temps là par violence. Nous n'avons donc pû, Monseigneur, nous dispenser d'en dresser notre procès verbal que nous avons l'honneur de vous envoyer avec notre requête au Roy, par la quelle nous demandons qu'il plaise à Sa Majesté de commettre un commissaire pour faire informer des faits contenus dans notre procès-verbal qui sont très conformes à la vérité. Monseigneur notre Evêque nous a dit avoir envoyé son procès-verbal qu'il a avoué avoir dressé sur des faits qui lui ont été rapportés, ne les ayant pas vus par lui-même, de manière que ces rapports faits par des personnes qui n'ont pour objet que de rendre leur conduite moins blâmable sont fort suspects. Nous espérons, Monseigneur, de votre justice que vous voudrez bien vous faire rendre compte de la vérité des outrages que nous avons reçus, et que vous ne permettrez pas que le commerce reste dans une mortification aussi sensible et aussi publique, particulièrement dans un temps comme celui-cy, où le conseil du Roy veut bien nous témoigner mille bontés par rapport à l'importance qu'il y a de donner de l'émulation aux négocians. Nous en espérons, Monseigneur, une satisfaction, et nous vous supplions de nous accorder l'honneur de votre protection en cette occasion. Nous la réclamons avec confiance, puisque nous avons celui d'être avec tout le zèle et la fidélité et le respect que nous devons.

« Signé LAURENCIN, PAVAGEAU, JACQUES GAUVIN, DESCARSAUX-HERVÉ, GUILLOCHEAU, PIERRE MICHEL, BARBIER, LAISNÉ, GUILLORÉ, ROZÉE, DE BEAULIEU, BELOTEAU, ANDRÉ GAUVIN, JEAN MICHEL, GUILBAUD, M. MERCIER, JEAN DOLLU, BRIDON, NICOLAS POLLY.

« Le corps des juges et consuls, tant en exercice qu'antiens, des marchands de la ville de Nantes s'étant assemblé ce jour jeudy vingt troisième juin mil sept cent sept environ les neuf heures du matin à l'Hôtel de Ville, dans la chambre de la juridiction du consulat, aux fins de la convocation faite à la manière accoutumée par Messieurs les juges et consuls en charge, pour ensuite aller suivant l'usage ordinaire à la procession générale du Très-Saint-Sacrement de l'autel où assistent tous les corps de la dite Ville en leur ordre et rang, et étant sortis du dit Hôtel de Ville sur les dix heures immédiatement après le corps de Messieurs les Maire et Echevins pour se rendre à l'église cathédrale où commence la procession, ils auroient été surpris de trouver fermée une chapelle que l'on avoit coutumé de leur donner tous les ans dans la cathédrale pour se reposer et prendre des torches, sans scavoir d'où cette nouveauté pouvoit provenir, et a suporté cette innovation par modération sans en rien témoigner dans ce moment, et le dit corps des juges et consuls a marché en ordre de procession, dans leur rang ordinaire, précédé du greffier et des deux huissiers audianciers, et suivant cet ordre de procession ils sont arrivés environ midy dans l'église paroissiale de Saint-Nicolas, où étant le corps des juges et consuls a marché en ordre de procession dans leur rang ordinaire précédé du greffier et des deux huissiers audianciers, se seroient placé suivant la possession où ils sont depuis l'institution de la juridiction consulaire faite en cette ville, l'année 1566, dans le chœur de ladite église parroissiale, partie dans des chaises dudit cœur qui ont esté de tout temps..... comme elles ont esté refaites nouvellement, et l'autre partye sur des bans lorsque ces chaises ne sufisoient pas, au derrière des places que le clergé avoit coutume d'occuper et inférieurement à eux qui estoit la seule place libre qui leur convenoit. Et qui suivirent immédiatement le corps de la communauté de la ville dans la quelle ils ont toujours depuis continué de se placer annuellement, avec d'autant plus de justice que tous les corps

avoient précédemment et avant l'institution de la juridiction consulaire choisy leur places, sy bien que Messieurs du clergé avoient les leurs dans le sanctuaire depuis le cœur j'usqu'au grand autel de lad. église de Saint-Nicolas, Messieurs de la Chambre des Comptes à la droite dudit sanctuaire, et Messieurs du Présidial, de l'Université, des juridictions de la Prevosté, et le corps de Ville du costé gauche, estant à remarquer que les places du cœur occupées par le corps des juges des marchands n'ont jamais esté regardées et ne le sont pas mesme à présent que comme inférieures, puisque celle du seigneur Evesque a toujours esté ainsy que cette année, dans ledit sanctuaire. D'ailleurs, dans cette occasion, le cœur n'est considéré que comme un endroit assessor et à se reposer des lassitudes d'une longue marche de la procession, que l'on n'y fait alors aucune fonction des cérémonies de l'église, que toutes les prières récitées en pareil cas qui consistent dans un moté chanté par la musique, se font à l'autel et dans le sanctuaire, et que les places que les dits juges et consuls occupent dans ledit cœur sont proprement celles dont le clergé n'a point autrefois voulu. On ne pouvoit leur en indiquer d'autres sans les confondre avec le peuple qui se trouve ordinairement dans cette cérémonie en grand nombre. En sorte que lesdits juges et consuls du commerce estans dans leurs places ordinaires et accoutumées. ils ont esté fort étonnés que les sieurs chanoines du chapitre de la cathédrale de S. Pierre ont prétendu les faire oster de leurs places et encore plus de ce que les sieurs chanoines de Vertamont, de Pontual et Davaugour, neveu du seigneur Evesque de Nantes, avec des manières hautaines et peu convenables à leur caractère, et bien moins propres à édifier le public qui estoit en grand nombre à la suite de la dite procession, ont proféré des discours mesprisans pour tout le corps, et ledit sieur abbé Davaugour en particulier ayant dit que c'estoit bien à des gens comme nous à occuper ces places, et, par ironie, qu'ils avoient envoyé exprès des soldats

pour nous les garder, avec nombre d'autres paroles de mépris, outre lesquelles les dits sieurs chanoines ont par violence et voye de fait atlaqué les sieurs Viau, Guilloré, Rozée et André Gauvain, anciens consuls, revestus de leurs collets et robés de judicature consulaire, et ledit sieur de Pontual a mesme déchiré la robe dudit sieur André Gauvain et iceluy pris par son collet sans aucun respect ny vénération pour le Très-Saint-Sacrement qui n'estoit pas éloigné d'eux, ayant traité lesdits sieurs Viau, Guilloré, Rozée et André Gauvain de la manière du monde la plus indigne, la plus violante et la plus scandaleuse, ce qui les a obligés par des sentiments de piété et de religion de céder à la violence desdits sieurs chanoines susnommés, et de se lever de leurs places avec modération pour éviter un plus grand scandale, et se sont tenus debout dans une place indécente à leur caractère ; le sieur Laurencin, juge en chef exerçant, ayant mesme eslé contraint de sortir de sa place à la honte et au mépris des juges du commerce, pendant qu'il y en avoit nombre de vides et plus qu'à sufire, que lesdits sieurs chanoines du chapitre et clergé avoient coutume d'occuper, lorsque celles du sanctuaire ne suffisoient pas pour les placer, et qu'ils affectèrent de laisser afin de faire insulte audit corps des juges et consuls, comme aussy le sieur Robard, chanoine et l'un des directeurs du séminaire, ayant veu le sieur Jacques Gauvain, consul en charge, debout, a pris cette occasion pour le pousser et l'obliger à sortir de sa place, dont il s'est emparé avec violence. Toutes ces voyes de fait et ces discours injurieux, joints à la privation de la chapelle qu'on avoit coutume de leur donner dans la dite église cathédrale, marquent bien le dessein prémédité qu'avoient les dits sieurs chanoines de leur faire la querelle en question, et nommément les dits sieurs de Vertamont, de Pontual, Davaugour et Robard. On a voulu dire que le seigneur Evesque, comme juge né de ce qui arrive dans les processions, avoit parlé et décidé dans le moment de cette querelle, mais les voyes de fait et les violences estoient pas-

sées. Enfin le mottet chanté, et la bénédiction donnée dans la dite église de Saint-Nicolas, ils auroient suivy la dite procession jusqu'à ladite église cathédrale de Saint-Pierre, et icelle finie, ils se sont rendus en leur chambre du consulat où ils ont fait et rédigé le présent procès-verbal qu'ils ont fait escrire par M^e Nicolas Poirrier, greffier de la dite juridiction consulaire, et protesté que le trouble fait par les dits sieurs chanoines de Saint-Pierre, violences et voyes de fait exécutées par les dits sieurs de Vertamont, de Pontual, Davaugour et Robard dans les personnes des dits sieurs Jacques Gouvain, consul en charge, Viau, Guilloré, Rozée, et André Gouvain, anciens consuls, ne pourra nuire ny préjudicier au corps desdits juges et consuls de cette ville, qui se réserve à continuer de se placer en leurs mesmes rangs, qu'ils ont toujours occupés depuis leur institution, mesme de porter leurs plaintes et de pourvoir par les voyes de droit contre les violences des dits sieurs chanoines susnommés, et les inconvenances par eux commises dans un lieu saint et en présence du Très-Saint-Sacrement. Lequel présent procès verbal a esté signé de Messieurs GERMAIN, LAURENCIN fils, PIERRE PAVAGEAU, et JACQUES GAUVAIN Juge et consuls en exercice la présente année, de Messieurs JOACHIM DUCAZEUX, JACQUES BARBIER, LAISNÉ ANTHOINE, MACÉ JULIEN HERVÉ, JEAN BRIDON, PIERRE VIAU, ROLLAND EDELIN, MATHURIN MERCIER, GUILLAUME GUILLOCHEAU, JEAN DOLLU, NICOLAS POLLY, GUILLAUME GUILLORÉ, JEAN GUILBAUD, PIERRE MICHEL, ANDRÉ GAUVAIN, MICHEL ROZÉE, JEAN MICHEL RENÉ BELOTEAU, sieur de BEAULIEU, anciens juges et consuls, et du greffier entre les mains duquel il a esté déposé lesdits jour et an que dessus. La minutte est signée G. LAURENCIN, juge, P. PAVAGEAU, consul, JACQUES GAUVAIN, consul, HERVÉ, ancien juge, JOACHIM DUCAZEUX, ancien juge, GUILLOCHEAU, M. ROZÉE, ANTHOINE MACÉ, ancien juge, G. GUILLORÉ, JEAN MICHEL, PIERRE MICHEL, DE BEAULIEU, BELOTEAU, JEAN BRIDON, ancien juge, JEAN DOLLU, M. MERCIER, BARBIER, LAINÉ, ancien juge consul, NICOLAS

POLLY, GUILBAUD, ANDRÉ GAUVAIN, EDELIN, VIAU, et POIRIER greffier.

Lettre à Sa Majesté.

SIRE,

« Les juges et consuls de la Ville de Nantes remontrent très humblement à Votre Majesté que depuis cent quarente ans que la juridiction consulaire y est établie ceux qui ont exercé les charges de juges et consuls ou qui les exercent actuellement ont fait un corps particulier, lequel assiste aux processions et autres cérémonies, où il a toujours eu un rang fixe et certain qui, en les mettant après les autres corps de la même ville, sert du moins à les séparer du peuple. Il y a encore à Nantes une chambre des comptes, un présidial, une prévosté, un corps de ville, avec qui les suplians n'ont jamais eu de contestation, chacune de ces compagnies s'étant tenue en la place qu'elle a coutume d'avoir. Celle du corps des consuls est immédiatement après le corps des maire et échevins, et comme c'est la dernière, aucun autre corps ne peut avoir interest de la luy disputer. Les chanoines de l'église cathédrale qui prétendent la préséance sur les officiers du présidial ont encore moins de prétexte de penser à la place du corps des consuls qui est fort inférieure à celle du présidial. Mais par un esprit d'animosité ces chanoines s'étant proposés de faire insulte au corps du consulat choisirent pour cela le jour de la Feste-Dieu, et voicy de quelle manière ils s'y prirent.

« Les consuls suivant l'ancien usage étant sortis de l'Hôtel-de-Ville après les maire et échevins sur les dix heures du matin le 23 juin dernier jour de la Feste-Dieu se rendirent à l'église cathédrale où commence la procession. Ils y reçurent un premier outrage. Ce fut de trouver fermée une chapelle où ils avaient accoutumé d'entrer en pareilles occasions, pour s'y reposer, y prendre des torches et se mettre en état de marcher à la procession. Par respect pour la céré-

monie et pour ne pas l'interrompre, les supplians souffrirent d'abord cette première insulte sans murmurer, et marchèrent en leur rang à la procession. Mais lorsqu'ils furent entrés dans l'église de Saint-Nicolas, ils reçurent une seconde insulte. Car à peine eurent-ils pris les places que de tout temps ils ont accoutumé d'avoir dans le chœur de cette église sur des chaises et des bancs, ils furent troublez par les chanoines de la cathédrale, avec tant de violence que tout le peuple en fut scandalisé. Une partie des chanoines dirent des injures atroces aux supplians, les autres chanoines se jetèrent avec fureur sur les sieurs Laurencin, juge en chef, Viau, Guilloré, Dollu, André et Jacques Gauvain, tous revêtus de leurs robes consulaires, les arrachèrent de leurs places et déchirèrent même leurs collets et leurs robes. De quoy les supplians après qu'ils se furent retirés à l'Hôtel-de-Ville dressèrent le même jour un procès-verbal, où ils expliquent plus amplement ce qui s'est passé. Ces outrages sont aggravés par plusieurs circonstances, 1^o que les chanoines de l'église cathédrale n'étoient pas dans leur église, mais dans une autre église de la ville; 2^o que la place du clergé est dans le sanctuaire; en dehors de l'espace qui est entre le sanctuaire et les pilliers de la nef, du costé de l'évangille à la même hauteur que les bancs des chanoines qui sont hors du sanctuaire, est la Chambre des Comptes, et de l'autre costé le présidial et la prévosté. Mais entre les pilliers est d'un costé le corps de ville, et de l'autre costé le corps des consuls, de sorte que si le clergé s'étendoit entre les pilliers il quitteroit sa place naturelle pour en prendre une moins honorable, puisqu'il s'éloigneroit du sanctuaire; 3^o que même entre le sanctuaire et la nef, il y avoit plusieurs places vuides que les chanoines auroient pu occuper, s'il eût été besoin, sans ôter aux consuls leurs places ordinaires; 4^o que les chanoines qui doivent donner un bon exemple, surtout dans les églises, et lorsque le Saint-Sacrement y est exposé, prièrent au contraire le temps de la cérémonie la plus sainte pour se déchaîner en

injures contre les suplians, et pour user de voyes de fait scandaleuses, au lieu que s'ils avoient été fondés dans leur prétention ils pouvoient se contenter de se plaindre après la cérémonie, et de dresser un procès verbal, ainsy que les suplians ont pratiqué. Ainsy par un renversement glorieux pour les suplians ils osent dire qu'en cette occasion ils ont servy d'exemple aux chanoines qui devoient eux-mêmes servir d'exemple aux suplians. Les chanoines n'avoient pas même raison de fermer dans leur église cathédralle la chapelle qu'ils avoient accoutumé de laisser ouverte aux suplians pour s'y délasser et prendre les torches séparément du peuple. Car outre qu'en fait de cérémonie les anciens usages doivent toujours être religieusement observés, quel interest les chanoines peuvent-ils avoir d'empêcher l'entrée de cette chapelle aux suplians ? Ne devoient-ils pas, au contraire, d'eux mêmes la leur offrir, pour séparer ainsy du peuple un corps aussy utile à l'état, et même à l'église, par les avantages que leur commerce et leur équité naturelle y procure tous les jours ? Et ce qui fait encore plus de peine aux suplians, c'est que le sieur Evesque de Nantes s'est déclaré contre eux, et est leur plus forte partie, à cause qu'il a parmy les chanoines un neveu qui est le principal auteur de la querelle. A ces causes requeroient qu'il plust à Votre Majesté ordonner qu'il sera informé des insultes faites par les chanoines de l'église cathédralle de Nantes au corps des juge et consuls de la même ville par tel commissaire qu'il vous plaira, pour ce fait et raporté en votre conseil condamner les chanoines à une réparation proportionnée aux outrages qu'ils ont faits, même à une amande et aux dépens dommages et interests, leur faire deffenses de plus troubler les juges et consuls anciens et nouveaux dans les rangs et places qu'ils ont accoutumé d'avoir aux églises et autres lieux publics, aux processions et autres cérémonies, à peine de trois mille livres d'amande, et de tous dépens, dommages et interests, et ils continueront leurs prières pour la santé et prospérité de Votre Majesté.

Aucune réponse n'arrivait, et la procession de 1708 allait avoir lieu : Messieurs les consuls, préoccupés de la conduite à tenir en cette année, se décidèrent à écrire de nouveau à MM. de Ferrand et de Torcy, pour demander un avis.

Si nous nous en rapportons aux trois lettres du 8 et 31 mai de cette même année, ce fut le système de l'abstention qui prévalut.

Lettre du 8^e may 1708 à M^{sr} FERRAND

« Nous avons esté un peu paresseux à faire réponse à Messieurs du chapitre sur l'affaire que nous avons avec eux. Afin que le seigneur Evesque et Messieurs les chanoines ne pussent pas nous accuser de manquer de disposition à entendre des propositions raisonnables, si on avait jugé à propos d'en faire à monsieur notre subdélégué : mais comme, loing de là, nous avons appris que le seigneur Evesque n'est à Paris dans un espoir fort éloigné de la paix que nous avons souhaité, nous avons cru ne devoir pas différer davantage de répondre à leurs escrits. Nous prenons la liberté de vous envoyer la coppie de leur placet et celle de notre réplique, nous vous supplions très humblement de vouloir bien en prendre lecture et d'avoir agréable de nous honorer d'une protection pour empêcher les effects de la mauvaise volonté de nos parties. On assure que le seigneur Evesque se propose d'obtenir une lettre de cachet qui le mette en pouvoir de décider par provision les choses à son gré à la procession prochaine de la Feste-Dieu. Si alors elles ne sont pas finalement terminées, il nous paroist que cette voye ne se rapporteroit pas à celle que le conseil a pris de demander notre avis. Nous serions très mortifié si cela arrivoit ; Il nous paroist que si on avoit quelque chose à régler par provision, ce devroit estre de mettre les choses à l'ordinaire en notre faveur puisqu'une longue possession. (il y a un passage oublié) Nous avons eu l'honneur d'en escrire déjà à M^{sr} le marquis de Torcy et de luy envoyer coppie du placet et de notre réponse. Nous sommes.....

Lettre du même jour à M^{sr} DE TORCY

Nous prenons la liberté au nom du commerce de cette ville que nous représentons d'envoyer à Vostre Grandeur une copie du placet adressé au Roy, que Messieurs du chapitre de la cathédrale de cette ville ont donné icy contre nous, en réponse de la requeste qui a esté mise de notre part au conseil, sur le faict des contestations qui arrivèrent entre eux et nous à la procession de la Feste de Dieu dernière, dont le renvoy a esté fait à M. de Ferrand, Intendant de la province. Nous joignons aussy icy le mémoire servant de réponse à ce placet que nous avons mis entre les mains du subdélégué de Monsieur l'Intendant. Nous vous supplions très humblement, M^{sr}, de vouloir bien prendre lecture de ces deux pièces, les termes impérieux du placet et l'esprit dans lequel il est conçu vous persuaderont de reste que ces Messieurs n'ont esté que trop capables de commettre les insultes dont nous nous plaignons par notre procez verbal. Vous recevrez sans doute dans peu, M^{sr}, l'avis de Monsieur l'Intendant sur la question. Nous osons nous flatter que Vostre Grandeur voudra bien nous soutenir dans cette occasion sensible et nous donner des marques de sa bonté, en faveur du commerce. Il seroit fort à souhaiter qu'il pust y avoir une décision finale avant la prochaine Feste de Dieu, afin qu'il n'arrivast aucun trouble nouveau. Le seigneur Evesque est sur le point de partir pour Paris ; il a si fort témoigné prendre party contre nous dans cette affaire que nous devons estre certains qu'il se donnera de grands mouvements pour soutenir le chapitre à notre préjudice. On a mesme dit qu'il se proposoit de demander une lettre de cachet, qui le mist en pouvoir de décider à son gré par provision à la procession prochaine. Supposé que l'affaire ne fust pas entièrement finie, ce seroit, M^{sr}, une grande mortification pour nous, et nous vous supplions très-humblement de considérer qu'il s'est déclaré notre partie, qu'il ne doit pas en

estre crû, et que si on devoit ordonner quelque chose par provision, il seroit juste que ce fust en réglant que les choses se feroient à la manière ordinaire. Nous ne faisons en tout cela, M^{sr}, que soutenir une possession de 140 ans dans laquelle nous sommes actuellement, dont on veut nous chasser par violence. Nous sommes.....

Coppie du placet de Messieurs les chanoines du chapitre de la cathédrale de Nantes, adressé au Roy.

SIRE,

« Nous avons veu avec étonnement que les juges consuls de cette ville ayant eu la hardiesse de présenter à Votre Majesté un placet et un procez verbal tout remply de suppositions, et pour y répondre les doyen, chanoines et chapitre de l'église cathédrale de Nantes remontrent humblement à Votre Majesté qu'ayant droit d'occuper les premières places dans toutes les églises du diocèse, ils n'ont pas crû que le dernier corps de la ville pût disputer les chaises à bras d'un cœur ecclésiastique dans l'église de Saint-Nicolas, le jour de la feste du Saint-Sacrement. Il est vray qu'avant que ce cœur fust construit, on mettoit des bancs couverts de tapis pour y placer les dignitaires et chanoines de l'église cathédrale dans le mesme lieu où est le cœur présentement, et sans qu'on fist aucune attention aux juges consuls, ils se mettoient derrière, assis ou debout, sans tenir aucun rang, ces places n'estant destinées, à aucuns des corps, mais Monseigneur l'Evesque de Nantes ayant ordonné dans son procez verbal de visite du (*laissé en blanc*)... qu'on construïroit un cœur ecclésiastique avec des chaises à bras pour la décence du service divin et commodité des prestres qui sont en assez grand nombre dans cette paroisse, et l'exécution de cette ordonnance ayant été arrêté par une délibération capitulaire des paroissiens du (*laissé en blanc*)..., les chaises furent construites quelques

mois avant la feste du Saint Sacrement. Cela supposé comme une chose de notoriété publique, nous déclarons premièrement ne point comprendre ce que veulent dire les juges consuls par ce prétendu outrage qu'ils disent leur avoir esté fait de leur avoir fermé une chapelle de l'église cathédrale où ils avoient, disent-ils, coutume de s'assembler. Il est certain que cette permission n'a jamais esté accordée par le chapitre et qu'elle n'a mesme jamais été demandée. Si on avoit fait une pareille concession ce seroit par conclusion capitulaire, on en auroit donné coppie aux sieurs juges consuls, et pour justifier ce qu'ils avancent ils devroient l'avoir représentée. Ils se plaignent d'une autre prétendue insulte dans l'église de Saint-Nicolas aussy mal fondée que la première. Ils entrent les premiers dans l'église parce qu'ils sont les derniers de tous les corps laïques. Quand ils y furent entrés par une entreprise autant inouïe qu'elle est scandaleuse, ils s'allèrent saisir des chaises à bras du cœur ecclésiastique, ne laissant pour la cathédrale que des bancs au pied des dites chaises. Quand les dignitaires et chanoines entrèrent, précédant immédiatement Monseigneur l'Evesque de Nantes qui portoit le Saint-Sacrement, ils furent fort surpris de trouver les juges consuls dans les places qui ne devoient estre occupées que par des ecclésiastiques; un des chanoines dit fort honnestement à un de ces juges consuls qu'il le prioit de luy céder sa place et ce marchand luy répondit d'une voix haute que c'estoit sa place et qu'il ne la quitteroit pas. Monseigneur l'Evesque de Nantes qui étoit prêt d'entrer dans le cœur ecclésiastique pour aller mettre le Saint-Sacrement sur l'autel demanda ce que c'estoit, on luy dit le sujet de la contestation. Il ordonna par provision que les juges consuls quitteroient les chaises ecclésiastiques qu'ils occupoient, et le chancre en dignité s'avança vers eux : « Messieurs, Monseigneur a prononcé. Vous n'avez point party à prendre que celui d'obéir ». Un des chanoines prit alors un des juges consuls par un bout de la robbe, mais sans aucune violence, et luy dit : Monsieur, vous voyez que

vous estes dans ma place, et que Monseigneur vous ordonne de me la céder. Ce marchand se retira et quelqu'autres avec luy, mais plusieurs autres comme les sieur Laurencin et Duhalay ne voulurent point du tout obéir et se tinrent toujours dans les chaises ecclésiastiques, ce qui scandalisa toute l'assemblée et que les chanoines souffrirent avec patience, par respect et pour conserver la modération édifiante qui convient à leur estat.

« Voilà, Sire, l'exposition du fait très sincère, et quant aux violences et injures atroces dont se plaignent ces juges consuls, ce ne sont que des effets de leur imagination et les diffuges ordinaires de ceux qui veulent colorer leur injustice et avoir raison avec une mauvaise cause.

« Sire, de ce que nous avons l'honneur de représenter à Votre Majesté, il paroist clairement « 1^o que nous n'avons point fait fermer de chapelle dans la cathédralle pour empescher les juges de s'y assembler, n'ayant jamais connu sur cela leur droit ny leur possession.

« 2^o Que les chanoines n'ont point voulu prendre les places des juges consuls dans l'église de Saint-Nicolas, mais seulement se mettre dans les chaises à bras du cœur ecclésiastique que les dits Juges consuls ne peuvent prétendre.

« 3^o Que les dits juges consuls disent, contre la vérité et contre leur propre connoissance, que les places ordinaires des dignitaires et des chanoines de la cathédralle sont dans le sanctuaire, la chose n'ayant jamais esté pratiquée et ce sanctuaire estant si étroit que tous les chantres n'y peuvent estre même debout en chantant le motet, et qu'il faut que plusieurs d'entre eux soyent hors du sanctuaire auprès des balustres.

« 4^o Que dans le vuide qui est entre les chaises ecclésiastiques des deux costés, on ne peut mettre que six bancs couverts de tapis pour y placer les chanoines des deux chapitres et les curés de la ville qui ne peuvent estre dans les chaises à bras qui ne sont pas en nombre suffisant.

« 5^o Que les sieurs de Vertamont, Ponctual, Davaugour et

Robard, tous chanoines de la cathédrale, n'ont fait aucune instance aux juges consuls pour avoir leurs places, qu'après que Monseigneur l'Evesque de Nantes a ordonné par provision aux juges consuls de les quitter.

« 6° Que les dits juges consuls font une très fausse supposition, lorsqu'ils disent qu'on a fait insulte au sieur Laurencin, et s'il veut dire la vérité comme il y est obligé en honneur, il déclarera qu'on l'a laissé paisiblement dans sa place sans luy rien dire.

« 7° Que les prétendus déchirements de robbes et paroles injurieuses dont se plaignent ces juges consuls n'ont aucun fondement dans la vérité et ne sont que des détours illusoires dont les chicaneurs embarrassés dans une mauvaise cause remplissent ordinairement leurs procez verbaux.

« 8° Qu'ils sont très mal conseillés lorsqu'ils allèguent pour la deffence de leur mauvaise cause que nous ne devons pas prétendre les chaises à bras du cœur de Saint-Nicolas, parce que ce n'est pas nostre église. Cette ignorance seroit excusable si ces messieurs ne voyaient pas dans toutes les processions que les dignitaires et chanoines de la cathédrale occupent les premières chaises de l'église collégiale de Notre-Dame, quoy qu'elle ne soit pas plus nostre église que celle de Saint-Nicolas. Ce considéré,

Sire,

Plaise à Votre Majesté ordonner que les Juges consuls demanderont pardon à Monseigneur l'Evesque de Nantes de la désobéissance scandaleuse qu'il ont fait à son ordonnance provisoire dans l'église de Saint-Nicolas, qu'il feront réparation d'honneur aux chanoines qu'ils ont témérairement accusés de violence, de déchirements de robe et de paroles injurieuses, qu'ils réparent par telles peines et amendes qu'il plaira à Votre Majesté ordonner l'irrévérence qu'ils ont commise en présence du Saint-Sacrement par leurs injustes contestations

et qu'à l'avenir ils se contenteront des places que Monseigneur l'Evesque de Nantes leur assignera hors du cœur ecclésiastique, et nous continuerons les prières et sacrifices que nous faisons tous les jours à Dieu pour la conservation de Vostre Majesté et l'heureux succès de ses justes desseins. Ainsy signé les très humbles et très obéissants et très fidèles sujets les doyens chanoines et chapitre de l'église de Nantes. Par ordonnance du chapitre. Signé : BAUDOUIN, scribe, au chapitre de l'église de Nantes, le 9 septembre 1700.

Lettre du 31^e may 1708 à M^{se} l'INTENDANT

« Nous avons veu la lettre que vous nous avez fait l'honneur de nous écrire le 25^e de ce mois qui nous marque que l'intention du roy est que les juges consuls se dispensent de marcher cette année à la procession du Saint-Sacrement, à cause de l'indécision de la question qui est entr'eux et le chapitre sur les places qu'on doit occuper dans l'église de Saint-Nicolas, et ce sans préjudice aux droits des parties. Nous ferons faire demain une assemblée pour donner connoissance aux anciens juges et consuls de cet ordre provisionel, auquel on obéira comme on le doit. Cependant permettez-nous de vous dire, Monseigneur, que le party qu'on a pris est assez mortifiant pour nous puisque nos parties, outre le plaisir qu'elles auront de nous exclure, prendront possession des places qu'ils nous disputent. Si, en même temps qu'on nous deffend d'assister à cette cérémonie, on avoit aussi ordonné au chapitre de se dispenser d'occuper les places qu'ils nous disputent, nous serions consolés. Quoy qu'il en soit, Monseigneur, nous prenons la chose avec bon espoir, en nous flattant que vous ferez cesser notre mortification, et que vous aurez la bonté de nous obtenir dans peu une décision favorable du conseil. Nous vous en supplions très humblement. Nous sommes.....

Mémoire des juges consuls de Nantes servant de réponse à la lettre que Messieurs du chapitre de la cathédrale de Nantes ont écrite à Monseigneur le marquis de Torcy, le 27^e juin 1707, et aussi au placet qu'ils adressent au roy en datte du 9 septembre de la mesme année. L'un et l'autre sur la constatation arrivée entr'eux et les juges consuls le jour de la procession du Saint-Sacrement dans l'église de Saint-Nicolas.

On commencera par observer que le renvoy qui a esté fait par Monseigneur le marquis de Torcy de cette lettre de Messieurs du chapitre à Monseigneur Deferrand, Intendant en Bretagne, étoit accompagnée d'une autre lettre que luy escrivit le seigneur Evesque de Nantes sur le mesme sujet, qui auroit deu nous estre également communiquée, et que nous n'avons cependant point vüe, quoy que la lettre que Monseigneur l'Intendant a fait l'honneur d'escrire aux juges consuls le 6^e aoust en fasse mention. — Comme cette lettre du seigneur Evesque fait sans doute preuve du party qu'il a jugé à propos de prendre dans cette affaire contre les juges consuls, il est de leur interest de faire faire attention au malheur qu'ils ont de l'avoir pour partie sans l'avoir mérité, en quoy sans doute l'interest de M. le chanoine Davaugour, son neveu, l'un des auteurs de ce qui est arrivé, a beaucoup de part : si cette lettre contenoit des choses qui deussent faire quelque consequence contre eux, il ne seroit pas juste d'y avoir égard, puisque, faute de la communiquer, on ne peut y répondre.

Le placet n'a point esté renvoyé de la cour et n'a esté produit que depuis le renvoy de l'affaire à Monseigneur l'Intendant. On le supplie très humblement d'en prendre lecture. Il est tissu d'un esprit de hauteur et de mépris fort éloigné des maximes de l'évangile et de cette modération edifiante dont ils veulent parler. Rien ne peut mieux que les termes de ce placet servir à prouver qu'ils n'ont que trop esté capables des faits portés par le procès verbal des juges consuls. Ils

portent leur mépris jusqu'au point de dire que les juges consuls se plaçoient debout ou assis au derrière d'eux sans qu'ils y fissent attention (s'ils estoient assis on leur demande quelles places ils occupaient donc.)

Il seroit au reste fort malheureux pour les juges consuls qui représentent les négocians qu'un corps de l'importance de celui du chapitre leur porta aussy peu d'état, s'ils ne estoient amplement dédomagez par la distinction que les ministres et le conseil du roy trouvent bon de leur accorder en faveur du commerce, leur faisant assez de grâce et d'honneur pour les souffrir au bureau du conseil royal du commerce et de leur y donner des chaises à dos de niveau avec eux. Mais il est étrange qu'après avoir resté 140 ans dans la prétendue indifférence de ces Messieurs du chapitre, ils se soient avisez de les appercevoir au jourdhuy pour leur faire insulte, que ne continuoient-ils de les honorer toujours de cette mesme indifférence ? Si on répondoit au chapitre avec ressentiment on n'auroit pas de peine à faire voir à ces Messieurs qu'ils se sont fort oubliez et que leur manière de parler et d'écrire ne se raporte guère au caractère dont ils sont revestus ; ils devroient se souvenir que les juges consuls qu'ils traitent si impérieusement sont juges royaux, que comme tels ils méritent leur attention et les d'autant moins meconnoistre, qu'il leur arrive de se trouver en occasion de venir plaider devant eux.

Pour venir au fait, on dira que la lettre et le pladet du chapitre contiennent une contestation formelle de tous les faits du procès-verbal des juges consuls et sont un exposé de la chose tout différant, dou il s'ensuit qu'on ne peut parvenir à scavoir la vérité que par des preuves. Les juges consuls demandent avec instance qu'il en soit fait judiciairement, il est nécessaire que ce soit par vertu de lettres monitoriales, en ce que Messieurs les curez, religieux et autres ecclésiastiques, qui ont mieux vu que personne tout ce qui s'est passé pourroient estre retenus de rendre leur témoignage s'ils n'y estoient

obligez par ces voyes ; au reste, Messieurs du chapitre ont réduit par leur placet leurs raisons à huit points ausquels ont va repondre sucintement par ordre.

1^o Ils contestent la pocession de l'usage de la chapelle dans l'église de Saint-Pierre, sous prétexte qu'on ne représente pas le titre.

A quoy on dira qu'une pocession de 140 ans de notoriété publique doit en cas pareil produire un droit suffisant aux fidelle de faire usage des temples du seigneur, sans devoir y trouver de l'opposition de la part des ministres surtout à un jour tel que celui de la Feste de Dieu, où les églises sont toujours trop petites. Il est sy vray que cette chapelle fut fermée d'un dessein prémédité qui n'y avoit que celle-là qui le fut, toutes les autres estoient ouvertes et mesme les confrère de la frairie de la Passion, qui sont aussy en pocession d'en occuper une, trouvèrent la leur ouverte et s'y mirent quoy qu'ils n'ayent à la procession de rang qu'après les juges consuls.

2^o Ils alèguent qu'ils n'ont point voulu prendre les places des juges consuls, mais seulement se mettre dans les chaises à bras du cœur, que les juges consuls ne peuvent prétendre. Ils ajoutent en un autre endroit, que ce n'est que de cette année qu'il y a eu un cœur fait, afin d'apuiier le droit de disputer les places des juges consuls, d'où il résulte de scavoir si ces places du cœur que les juges consuls occupoient sont ou non les mesmes places qu'ils estoient en procession d'occuper depuis 140 ans ; si on a peu les en oster par violence et voyes de fait, et s'il n'y a pas toujours eu un cœur à Saint-Nicolas, on soutient positivement l'affirmative à l'égard des places et aussy que le cœur en question n'est point nouveau, qu'il y en a toujours eu un semblable, avec des chaises à dos et à bras de la mesme espèce des nouvelles qu'y sont aujourd'huy, elles ne diffèrent qu'en ce que celles cy sont plus modernes, mieux travaillées et plus ornées que les autres ; et à l'égard de la cloture ou balustrade du cœur, à laquelle ont veu faire faire attention comme à une nouveauté, que forme ce cœur. Il n'y a aussy de diffé-

rence de l'ancienne qu'en ce que celle qui a esté refaite n'apoint esté cette année levée comme elle avoit coutume de l'estre les années précédantes à pareil jour. C'est une novation à laquelle les juges consuls n'ont point de part et qui est mesme contre la teneur du marché fait avec le menuizier pour la construction dudit cœur, qui porte en terme exprès que les balustrades se poseront avec des crochets pour pouvoir estre otées et remis quand il est nécessaire, et on demande que la ditte cloture du cœur soit rétablie comme elle estoit pour pouvoir estre levée à l'ordinaire le jour de la procession. Aussy est-il vray que ce jour là le cœur n'est regardé que comme un passage, qu'on n'y fait aucune fonction de cœur, le pepitre en estant mesme osté, et les prières se faisant à l'autel. Il est évidant que ce lieu n'est pas regardé ce jour là comme un cœur, ny les chaises comme des places de dignité, puisque le fauteuil du seigneur évesque et celluy du gouverneur de la ville n'y sont pas mis et sont placés au devant du sanctuaire. En effect les places occupez par les juges consuls sont les seules qu'on ne tapisse point, ils ne les ont pas possédez comme places de dignité, mais parce qu'elles sont auprès des piliers, au derrière des places tapissées du chapitre. Si les autres corps laïques, qui marchent à la procession inférieurement au chapitre et supérieurement aux juges consuls, avoient cru les places de ceux-cy plus avantageuses que celles qu'ils occupent, ils les leur auroient disputez, d'où il s'ensuit qu'on ne pourroit aujourd'hui en indiquer d'autres aux juges consuls sans les confondre avec le peuple, ou sans les mettre en compromis et en dispute avec les autres corps.

3° Ils contestent que les places du chapitre n'estoient pas dans le sanctuaire.

Il ne faut que le témoignage public pour détruire cette allégation, et rapeller que le fauteuil du seigneur évesque se metant dans l'espace qui est au devant du sanctuaire, il est de la suite et de la mesme nécessité que Messieurs du chapitre le suivent et l'environnent, on soutiendra donc que le clergé

s'y place toujours et aussy dans le cœur sur des bancs tapissés qui s'y mettent pour leur servir, lorsque les places du sanctuaire et du devant ne suffisent pas pour les contenir, on entend le sanctuaire non seulement ce qui contient l'enclos du grand autel, mais aussy la place qui est entre le balustre du grand autel et celui du cœur.

4° Ils disent que le vuide du cœur entre les deux cottéz des chaises à bras ne peut contenir que 6 bancs couverts de tapis qui ne leur suffisent pas.

Si cela est vray, c'est une preuve qu'il est de nécessité que le chapitre occupe le sanctuaire et la place qui est au-devant pour avoir des places à suffire et qu'ils ne viennent occuper les bancs placez dans le cœur que par suplément des places du sanctuaire. Cela est sy vray qu'il y a eu cette année dans le cœur deux bancs entiers vuides et non occupez ; pendant que tout est gesné à l'église ce jour-là, ils aiment mieux les laisser vuides que d'y souffrir personne.

5° Ils disent que les sieurs chanoines de Vertamont, de Pontual, Davaugour et Robar n'ont fait instance aux juges consuls pour avoir leur place qu'après que le seigneur Evesque leur eust ordonné par provision de les acquitter.

On conteste ce fait formellement et on soutient, comme on l'a établi dans le procès verbal, que la violence et les voyes de fait estoient exercés et qu'on avoit déplacé ceux d'entre les juges consuls qui furent insultés, avant que le seigneur Evesque eust paru et parlé à l'entrée du cœur.

6° On dit que le sieur Laurencin, juge en charge, a esté laissé tranquil dans sa place, sans qu'on luy ait rien dit.

On soutient qu'il fut obligé de la quitter, et qu'il se mit sur un banc au derrière de quelques curés de la ville qui en peuvent rendre témoignage. On répondra en cet endroit à un passage du prélude du placet de Messieurs du Chapitre qui dit que les sieurs Laurencin et Duhallay ne voulurent point obéir aux ordres du seigneur Evesque et qu'ils se tinrent toujours dans les chaises ecclésiastiques ; rien n'est sy con-

traire à la vérité, car à l'égard du sieur Laurencin, il fut, comme on vient de le dire, obligé de quitter sa place et à l'égard du sieur Duhallay, il n'eust point la peine de sortir d'une chaise puisqu'il n'en occupoit point, et qu'il ne se plaça depuis le commencement jusqu'à la fin que sur un des bancs du cœur au bout des chaises ; il avoit au-devant de luy Monsieur le curé de Saint-Laurent qui entr'autres pourrabien en rendre témoignage.

7° Ils essaient de réfuter les voyes de fait et les paroles injurieuses en les traitant d'imagination et d'illusion.

Les juges consuls ne peuvent en cet endroit que se référer à leur procès verbal et en demander la preuve ; peut estre sera-t-elle assez étendue pour justifier le dessein prémédité qu'ont eu ces messieurs de faire la querelle en question, estant encore revenu aux juges consuls que quelqu'uns des Messieurs du Chapitre s'estoient entre dit avant la procession qu'ils colteroient bien chacun un des consuls et les feroient bien sortir de leurs places.

8° La réponse du 8° article se trouve dans la seconde de cette réplique. Reste à répondre aux conclusions que Messieurs du chapitre ont prises contre les juges consuls ; et non contans de vouloir leur faire perdre par violence des places qu'ils pocèdent sans trouble depuis 140 ans et de refuser la réparation qu'il doivent chrétiennement aux insultes commises, ils veulent encore leur faire faire amande honorable ; sy la dignité dont ils sont revêtus agrave devant Dieu le scandale qui a esté causé, ils seront doublement coupables, puisqu'il est certain que c'est eux seuls qui l'ont causé. On pourroit donc avec raison retorquer contr'eux les mesmes conclusions qu'ils ont prises contre nous ; mais pour marquer la modération de nos sentimens, on les abandonne aux remords et à la confusion qu'ils doivent avoir eux-mesmes de leur procédé indigne, et on se contente de conclure.

1° Qu'à l'égard de la chapelle dans l'église de Saint-Pierre, elle sera ouverte annuellement le jour de la procession à la

manière ordinaire pour les juges consuls, ainsy qu'il se pratique pour celle destinée au corps de ville.

2° que l'enclos du cœur de St-Nicolas sera remis à crochet comme ill'a esté de tous temps, sans estre attaché à demeurer pour pouvoir être levé et osté le jour de la procession, ainsy qu'il s'est toujours pratiqué :

3° Que les juges consuls seront maintenus dans la pocession où ils sont de ce pouvoir mettre à la manière ordinaire dans les places qu'ils ont coutume d'occuper, avec deffence au chapitre de les y troubler et de tomber en cas pareil.

4° Qu'à l'égard des irrévérances commisses et de la satisfaction qui est dene par les sieurs chanoines de Pontual, de Vertamont et Davaugour à ceux des juges consuls qui ont esté insultez, suivant notre procès verbal, on s'en raporte à ce qu'il plaira au conseil ordonner.

A Nantes, ce 30 avril 1708

Suivent les signatures.

Les choses demeurèrent en l'état pendant plusieurs années; puisque, dans un procès-verbal du 20 juin 1715, on lit : « Il fut représenté par nous juges et consuls en charge que depuis l'année 1707 le consulat n'a point marché à la procession de la Feste-Dieu, à cause d'un différent qu'on a eu avecq Monseigneur l'évesque de Nantes et le chapitre de Saint-Pierre au sujet des places qu'on occupoit cy-devant dans le cœur de Saint-Nicolas, qu'ils ont prétendu leur appartenir, pour lesquelles il y a instance au conseil d'estat du roy..... »

En 1720, les consuls arrêtent d'écrire de nouveau à l'Intendant ; sa réponse n'est pas nette, et nous aurions lieu de nous étonner qu'après 13 ans de discussion il lui fallût encore quelques éclaircissements, si nous ne nous reportions aux placets des deux parties dont les prétentions étaient si opposées. Plus d'un juge, Salomon lui même eût-il été appelé à donner son avis, eût montré la même hésitation.

Là s'arrête la correspondance, et je n'ai pu apprendre comment la question avait été tranchée, ni à quelle époque, ni même si elle l'avait été.

Lettre à M^{sr} FERRAND du 9^e mars 1720.

MONSEIGNEUR,

« Nous avons l'honneur de vous escrire pour vous supplier très humblement de nous faire scavoir s'il vous plaist sy vous avez eu la bonté de régler la constestation que nous avons eue avec Messieurs les chanoines de l'église cathédrale de cette ville au sujet des places que nous avons toujours occupées dans l'église de Saint-Nicolas lors de la marche de la procession du Très-Saint-Sacrement depuis nostre établissement en cette ville, afin que nous nous conformions aux ordres que vous nous prescrirez là-dessus. Nous vous supplions très humblement, Monseigneur, de nous faire l'honneur et la justice de nous protéger dans une cause sy favorable pour nous, par une longue possession sans trouble dont nous avons toujours jouy depuis plus de cent quarante ans, et qui depuis ce temps là n'a jamais receu aucune atteinte que par une nouveauté préméditée par le recteur de la dite paroisse, qui dans la mesme année s'avisa de faire fermer le lieu destiné pour nos places. Nous avons l'honneur d'estre avec un très grand respect.....

« Signé : LES JUGES CONSULS. »

Réponse du dit, à la date du 13^e mars suivant.

« J'ay receu, Messieurs, vostre lettre du 8^e de ce mois au sujet de l'affaire que vous avez avec Messieurs du chapitre de l'église cathédrale de Nantes, touchant les places que vous avez occupées dans l'église de Saint-Nicolas lors des processions. J'ay encore besoin de quelques éclaircissements sur cette affaire; aussytost qu'ils m'aurent esté donnés, j'auray l'honneur d'en rendre compte à M. le marquis de Torcy.

« Je suis, Messieurs, vostre très humble et très affectionné serviteur.

« Signé. FERRAND. »

Faut-il cependant renoncer à tout éclaircissement ? Le doute m'est venu en trouvant, dans une brochure imprimée en 1734, le relevé d'une délibération prise précédemment, mais dont on s'est cru obligé de rappeler les termes, probablement à la suite d'une difficulté du même genre, et l'on sait si elles se renouvellent souvent, peut-être même comme une solution à notre affaire.

Voici la copie de cette pièce (1).

2 Mars 1734.

*Copie de ce qui est écrit sur le livre des délibérations
de la paroisse de Saint-Nicolas.*

Pour servir de mémorial à MM. les fabricqueurs qui suivront, il a été ordonné par lettre de cachet les places des corps qui assistent à la procession générale le jour de la Feste Dieu dans l'église de Saint Nicolas seront : premièrement que les seigneurs, évêques et gouverneurs auront des prie Dieu et carreaux à la coutumée, ce seront les seuls qui auront des prie Dieu.

M. le premier président de la chambre des comptes se mettra au retour du banc de la chambre couvert des tapis de lad. chambre avec un carreau sous ses coudes et un sous ses genoux, aussi carreau de lad. chambre, et il aura pour s'asseoir le banc ordinaire de la chambre seulement.

M. le sénéchal aura un petit tapy qu'on mettra sur le balustre devant lequel il s'agenouille et un carreau sous ses genoux, point de fauteuil.

M. le maire aura seulement un carreau sous ses genoux, point de fauteuil.

M. le recteur de l'Université un carreau sous ses genoux, point de fauteuil.

M. le prévôt, suivant lad. lettre de cachet, aura seulement un carreau sous ses genoux.

Lad. lettre de cachet envoyée par ordre de S. M. à M. de Fieubet, Intendant et commissaire en cette province.

Ce que dessus et de l'autre part est conforme à ce qui est écrit au f^o 71 r^o du livre des délibérations de la paroisse de

(1) G. 640 n^o 6 cote 4.

Saint-Nicolas de Nantes, chiffré et millésimé les 5 novembre 1683 par Monsieur Charet, écuyer, seigneur de la Gacherie, entre la délibération du 13 novembre 1697 et celle du 24 aoust 1698. En foy de quoy, nous soussignés marguilliers en charge de lad. paroisse de Saint-Nicolas, du jour de la fête de la Toussaint dernière, avons signé le présent, à Nantes ce mardy deuxième mars 1734.

Signé : PIERRE LORY et ARCHAMBAULT.

Nous venons de voir, dans le placet présenté au roi par le corps consulaire au sujet de son différend avec les chanoines de Saint-Pierre, que cette compagnie se glorifiait de n'avoir jamais eu de semblable difficulté avec aucun des corps de la ville.

C'était peut être vrai pour le passé, mais ne l'était plus en 1720 ; car le deuxième document a trait à un incident survenu entre les juges consuls et le Corps de Ville. Celui-ci heureusement était de moindre importance, et fut étouffé presque aussitôt, comme en font foi les deux procès verbaux qui suivent.

L'an mil sept cent vingt le jeudy trente may, jour de la Feste solemnelle de Dieu, nous Louis Fresneau, sieur de la Couronnerie, et Pierre Sarrebourse, sieur d'Audeville, et François Brelineau, juges et consuls en charge, nous sommes transportez dans notre chambre de conseil du consulat, environ les huit heures du matin, où étant, M. Héron Augustin Denison, notre greffier, nous auroit dit que suivant les ordres qu'il en avoit reçu de nous, il se seroit rendu au chapitre de l'église cathédrale de Saint-Pierre, où étant il auroit demandé de notre part à Messieurs dudit chapitre lors assemblez, la première chapelle d'en hault du costé gauche en entrant dans la ditte église pour y être en attendant le départ de la procession, ce qui luy auroit été accordé par la bouche de Monsieur l'abbé de la Couronnerie Fresneau, l'un des chanoines de la ditte cathédrale, qui lui déclara que ces Messieurs l'accordoient, pour cette année seulement, et que, pour les suivantes, ces Messieurs prétendoient que les juge et consuls vinssent eux

mêmes leur en faire la réquisition, sans quoy ils n'accorderoient point de chapelle ; qu'il se seroit aussy transporté au chapitre de la collégiale de Notre-Dame, pour demander à l'ordinaire une chapelle pour nous y reposer pendant que le Très-Saint-Sacrement seroit dans leur église, ce que Messieurs les chanoines assemblez luy auroient accordé très gracieusement ; qu'aussy suivant nos ordres il auroit dès le vingt-cinq de ce mois convoqué par billets Messieurs nos anciens juges et consuls, pour les prier de notre part de se trouver ce jour et heure dans notre chambre du consulat pour marcher avec nous à la procession solennelle de ce jour ; en effet, à l'instant, se sont rendus en notre ditte chambre Messieurs Pierre Lory, Fleurent Bernier, Jean Michel, Guillaume Guiloré, Guillaume Guillocheau, Rolland Edelin, sieur de la Praudière, et Jacques Gauvain, sieur des Ripottières, anciens juges, et les sieurs Pierre Bernier. Pierre Leprieur, Claude Lory, Jacques Bonnet, Lefou de la Termissinière, Guillaume Hendrix, Pierre Bridon, et Louis Bernier, sieur de la Richardière, anciens consuls, auxquels nous avons déclaré, et fait rapport, que nous avions personnellement été chez monsieur le maire, pour luy demander deux archers à la manière accoutumée, pour nous précéder dans la marche de la ditte procession, ce qu'il nous auroit refusé indignement, que même ce matin, nous Louis Fresneau de la Couronnerie et Pierre Sarrebourse d'Audeville, nous serions transportez au grand Bureau, où nous aurions trouvé mon dit sieur le maire, auquel nous aurions réitéré la demande que nous luy avions cy devant fait de deux archers pour aller à notre teste à la manière accoutumée, et la salle pour y établir nos tables, et en même temps l'aurions prié et tout le bureau servant (1) à dîner avec nous, lequel dit sieur maire nous auroit répondu qu'il falloit voir Messieurs du Bureau ; et qu'il croioit devoir nous dire que nous ne nous souvenions pas des grâces que le Bureau

1) C'est-à-dire celui de l'armée.

nous faisoit ; à quoy nous répliquâmes que les honestetez qui étoient en usage entre les deux corps étoient réciproques, et ne devoient pas être nommées des grâces ; sur quoy nous nous serions retirez sans pouvoir rien obtenir dudit sieur maire, nonobstant les civilitez que nous lui avions fait ; et ayant pris nos robbes de cérémonie, Messieurs les maire et eschevins nous ont envoyé des gans, (1), que nous avons refusé de l'avis de la compagnie à cause de la réception malhoneste que nous avoit fait le dit sieur maire, aussy bien que d'aller déjeuner avec eux dans la grande salle commune de la Ville , et nous étans munys de gans que nous avons distribué à Messieurs nos anciens juges et consuls à la manière accoutumée, et néanmoins à nos dépens. Messieurs de Ville étant sortis pour se rendre à Saint-Pierre, nous les avons immédiatement suivis, précédés de M^e Jean Tarail, notre premier huissier audiancier seul, et de M^e Héron Augustin Denison, notre greffier aussy seul à notre teste, et étans entrez dans cet ordre à Saint-Pierre, nous avons trouvé la première chapelle du costé gauche en haut ouverte, ainsy qu'on nous l'avoit promis, où nous sommes entrez, et avons pris les torches que nous y avions fait porter nous même, et achetées à nos dépens sans avoir voulu prendre celles qui avoient été envoyées par les dits sieurs maire et eschevins, ensuite sommes sortis de Saint-Pierre après Messieurs du Sang Glorieux, (2) dans le même ordre, tous la torche et le boncquet à la main, hors le dit Tarail, notre huissier, seul et sans torche, notre greffier aussy seul avec la torche, puis les anciens consuls et juges, suivant leur rang de réception, et étant arrivez a Saint-Nicolas Messieurs les marguilliers avoient fait mettre une grande chaise à dos pour asseoir le juge en chef, proche la porte du cœur, et à costé gauche d'icelle un banc tapissé pour MM. Sar-

(1) Le juge et les deux consuls recevaient chacun une paire garnie et bordée de rubans noir et blanc et une paire unie, les anciens chacun une paire unie, et les huissiers également.

(2) C'était une confrérie fondée à l'église Sainte-Croix.

rebouse d'Audeville et François Bretineau, consuls, joignant la marche de l'autel de Saint-Michel, où nous avons pris chacun nos places, de même que Messieurs nos anciens juges et consuls, et notre greffier, sur trois bancs derrière et le mottet chanté, continuans la procession, nous sommes arrivés à Notre-Dame, où avons trouvé la chapelle qui est au milieu des trois du costé droit en entrant ouverte, ainsy que Messieurs du Chapitre l'avoient promis à notre greffier, avec des bancs que nous avons pris soin d'y faire mettre la veille parle sonneur, et après le mottet chanté, nous nous sommes rendus à Saint-Pierre dans les deux balustrades des deux costez de la porte du cœur, où nous sommes demeurez, jusqu'à la fin de la Procession, après quoy, nous sommes revenus dans notre ditte chambre du consulat, le tout pour la plus grande gloire de Dieu. En suite de quoy nous avons diné dans notre chambre du consulat avec Messieurs nos anciens juges et consuls, où Messieurs de Ville ne se sont pas trouvez, quoy qu'invitez par billets, et depuis par nous même personnellement.

Signé : LOUIS FRESNEAU, CLAUDE LORY, BONNET, PIERRE BRIDON, EDELIN, SARREBOURSE D'AUDEVILLE, GUILLAUME HANDRIX, LOUIS BERNIER.

Du mercredy 17 juillet 1720.

Messieurs les anciens juges et consuls des marchands à Nantes, ayant été convocquéz par nous, Louis Fresneau sieur de la Couronnerie, juge en chef, Pierre Sarrebourse, sieur d'Audeville, et François Bretineau, consuls en charge, suivant les billets de notre greffier du jour d'hier, pour se trouver ce jour trois heures de rellevée dans la salle ordinaire du consulat. Les sieurs soucignéz s'y étant rendus, nous juge et consuls susdits avons représenté aux dits sieurs anciens qu'y ayant eu plusieurs altercations, entre Messieurs les maire et eschevins de la communauté de cette ville et nous

au sujet des cérémonies ordinaires qui se sont toujours observées entre les deux corps à la solennité de la Feste de Dieu dernière rapportée dans notre procez verbal du trente may dernier, ce qui auroit causé une espèce de division entre le corps de ville et celui du consulat, laquelle ne pouroit causer que de très mauvais effets pour la suite. Il étoit nécessaire d'y pourvoir pour l'avenir, et que comme notre année d'exercice finit le vingt-quatre de ce mois, et qu'il s'agit de procéder à l'élection de sujets capables de remplir nos places, il étoit à propos de prendre des mesures justes pour éviter les contestations qui pouroient encore survenir dans cette occasion, Surquoy nous les avons prié de délibérer, et d'aviser aux moyens convenables pour rétablir la bonne intelligence, et réunir les esprits, à quoy tous ayant unanimement concouru, la compagnie a été d'avis de rédiger un mémoire de nos griefs et demandes et de les présenter à Messieurs du Bureau, afin de les porter à nous rendre justice, et à rétablir entre les deux corps la paix et la tranquillité, auquel mémoire ayant travaillé dans le même esprit il a été conçu dans ces termes.

Messieurs les juge et consuls ne désirent rien de plus que de vivre dans une étroite union et bonne intelligence avec Messieurs de la Communauté, qu'ils voient avec regret interrompue par le deffault d'observation des anciens usages ; pour la rétablir, ils demandent que Messieurs de la Communauté ayant agréable de faire faire les réparations de la maison consulaire, suivant l'usage, et ce qui a toujours été pratiqué, qu'ils veuillent bien inviter Messieurs les juges et consuls, par un archer de la Ville, à la cérémonie de la Mairie. Elle est publique, et personne n'en représente mieux une partie des plus considérables que les chefs du commerce.

Comme les juges consuls ont été convocquéz aux enterremens et services des puissances qui ont été faits par la communauté, ils espèrent qu'à l'avenir elle voudra bien avoir la même attention pour eux, les places que les deux corps occu-

pent dans l'église cathédrale sont marquées dans les autres lieux, il ne doit point y avoir de difficulté que Messieurs de la Communauté occupent le costé de la droite, et Messieurs les juges consuls la gauche.

Ils espèrent encore que Messieurs de la Communauté voudront bien à la Feste de Dieu continuer de leur donner deux de leurs archers, pour marcher devant Messieurs les juges et consuls à la procession, leur faire distribuer des torches, et des gands à la manière accoutumée, et Messieurs les juges et consuls enverront leur greffier à l'assemblée de leur bureau les prier de se souvenir de cet usage.

Comme le juge en chef et le premier consul sont exempts de droit de logement de gens de guerre, l'on prie Messieurs de la Communauté d'avoir agréable d'en vouloir bien exempter aussy le second consul ; un seul logement intéresse peu le public, et il est désagréable à une personne qui donne une année de son temps aux affaires du commerce de ne jouir pas au moins de cette petite exemption, qui n'a été interrompue que pendant la dernière année.

Duquel présent mémoire a été délivré coppie à Messieurs Sauvaget, ancien consul et soumaire de la Communauté, et Pierre Leprieur, eschevin en charge, et ancien consul, présens à cette assemblée, pour être par eux communiqué à Messieurs du Bureau servant, et nous en procurer la réponce, ce qu'ils ont promis de faire incessamment. De tout quoy nous avons fait et rédigé le présens notre procez verbal, et ont nos anciens juges et consuls présent signé avec nous.

Et avenant le lundy, vingt deuxième juillet, présent mois et an, nous Louis Fresneau, sieur de la Couronnerie, juge en chef, Pierre Sarrebourse, sieur d'Audeville, et François Bretineau, consuls en charge, étans dans notre chambre du conseil du consulat, prêts à monter à notre auditoire, à la manière accoutumée, Monsieur Pierre Le Prieur, ancien consul et eschevin en charge s'est transporté près de nous, et nous a fait rapport qu'ayant communiqué le mémoire cy dessus à

Messieurs les maire et eschevins, et ayant été par eux délibéré sur iceluy, il avoit été résolu par ces Messieurs de nous donner toute sorte de satisfaction, ce qu'il s'étoit chargé de leur part de nous annoncer, et qu'ils étoient dans le dessein de rétablir entr'eux et nous la bonne intelligence et la tranquillité et qu'ils convenoient d'observer le contenu dans notre mémoire de griefs et plaintes. De quoy nous avons rapporté le présent pour valloir et servir où besoin sera, les jour et an que dessus.

ED. PIED.

ÉTUDES HAGIOGRAPHIQUES

NOTE SUR LA TRANSLATION

DES

RELIQUES DE SAINT PAUL AURÉLIEN

A FLEURI

(Vers 960)

L'exode des corps saints hors de Bretagne est un sujet qui a été peu traité jusqu'à présent. M. de la Borderie s'en est cependant occupé assez longuement dans son *Histoire de Bretagne* (1) et a donné d'intéressants détails sur quelques-unes de ces translations. L'exode des reliques de saint Paul Aurélien à Fleuri ou Saint-Benoît-sur-Loire (2), n'a encore été l'objet d'aucune étude spéciale.

Avant de s'occuper de cette translation, il est bon de remonter un peu plus haut. A la mort de saint Paul Aurélien, il arriva que les moines de l'île de Batz, où il était mort, voulurent garder son corps que réclamaient également les habitants et les prêtres de la ville qu'il avait fondée et où, avant de mourir, il avait choisi sa sépulture. De là sortit une de ces querelles de moines si communes à cette époque. Pour mettre fin au débat, on résolut de s'en rapporter à la décision du ciel et le cercueil du saint fut placé sur deux chariots,

(1) Tome II, pp. 304-310, 310-314, 324-327, 330, 353-354, 364-371, et surtout 507-519. — Voir aussi : Dom Plaine, *Les invasions normandes en Bretagne et la translation générale des saints bretons* (*Bulletin de la Société Archéologique du Finistère*, tome XXVI).

(2) Fleuri, ancienne abbaye bénédictine. Aujourd'hui, Saint-Benoît-sur-Loire, commune de l'arrond. de Gien (Loiret.)

dont l'un était tourné vers la mer et l'autre vers le monastère de Batz. Le corps se retrouva sur le char des Léonais qui enterrèrent le saint dans leur église, comme il en avait manifesté le désir de son vivant. Les choses restèrent ainsi jusque vers le milieu du X^e siècle. En 884, son corps était encore dans son tombeau, intact et sans corruption. (1)

Le récit de la translation du corps de saint Paul a été fait par Aimoin, moine de l'abbaye de Fleuri, et continuateur d'Adrevald, l'auteur des *Miracles de saint Benoît*. Aimoin vivait au XI^e siècle, ce n'est donc pas un témoin contemporain : il le dit lui-même. Cependant on peut avoir confiance en lui, car il rapporte un fait assez important dans l'histoire de l'abbaye : s'il n'a pas consulté de sources écrites, il a du moins eu recours à la tradition orale des moines.

Voici, du reste, la traduction de ce qu'on lit dans son ouvrage (2) :

« Il y a une île de l'océan, nommée Ouessant (3) séparée de la partie du continent armoricain appelée Cornouaille, par une étendue de seize pas de mer. Nous avons vu dans sa vie que le bienheureux Paul, surnommé Aurélien, y mena une vie solitaire. Enfin devenu évêque de la ville de Castel-Paul (4) en Bretagne, saint Paul, célèbre pendant sa vie par ses nombreuses vertus, y reçut la sépulture par ordre de Dieu. Longtemps après sa mort, son corps fut apporté à notre monastère de Fleuri, par Mabbon, évêque du même lieu. Puisque l'occasion s'en présente, nous avons pensé à faire le récit de cette translation, quoiqu'elle ait eu lieu longtemps avant nous, comme nous l'avons entendu raconter à nos devanciers. Le vénérable évêque Mabbon, enflammé du désir divin de la vie contemplative, ne savait où il pourrait accomplir son dessein. Il lui fut merveilleusement révélé qu'il ne pourrait

(1) *Vita sancti Pauli*, éd. Plaine, p. 51 ; M. de la Borderie, *op. cit.*, I, p. 549.

(2) *Miracula sancti Benedicti*, lib. III, cap. XI ; édition E. de Certain, p. 154.

(3) *Osa*.

(4) *Oppidum sancti Pauli*.

l'accomplir nulle part ailleurs plus convenablement qu'auprès du corps de notre très-saint père Benoît, qui était le chef et le porte-enseigne de la règle que lui-même désirait suivre. Ayant donc pris les évangiles, les remarquables ornements sacrés et le très saint corps de l'éminent évêque Paul, il parvint à la demeure qu'il désirait. L'abbé de ce saint monastère, nommé Wlwalde, et toute la congrégation le reçurent avec respect et lui donnèrent un rang honorable dans la communauté, tant qu'il vécut avec eux. Quand il eut achevé le cours de sa louable vie, il reçut la sépulture devant l'autel de saint Jean l'Evangéliste, dans la basilique de sainte Marie, mère de Dieu. On plaça le corps du confesseur Paul, dans un cercueil spécial, derrière celui de notre très-saint père Benoît. Tous deux étaient enfermés dans une cassette plus grande, couverte d'argent. »

Se fondant sur un passage mal compris de Pierre Le Baud, certains hagiographes (entre autres Albert Le Grand et Lobineau) ont placé en 878, l'exode de tous les corps saints de Bretagne. C'est là une erreur que n'a pas commise Le Baud, qui dit qu'elles furent transportées en France, « lors (en 878) et autres foiz ». Mais cependant ce même historien a commis une autre erreur, copiée aussi par beaucoup de ses successeurs, en disant que les reliques de saint Paul furent transportées en même temps que celles de saint Méen à Saint-Florent-sur-Loire. Il n'y eut que celles de saint Méen et de saint Judicaël qui allèrent à Saint-Florent : comme on l'a vu, le corps de saint Paul fut porté à Fleuri (1).

Non seulement Albert Le Grand prétend que saint Paul fut porté à Saint-Florent, mais il dit même que cette translation fut faite en deux fois : la première fois par Liberalis, évêque de Léon, et la seconde par Mabbon (2). Liberalis n'est pas un

(1) Alain Bouchart, (*Ed. des Bibliophiles Bretons, fol. 73 rect.*) dit que « saint Paul, saint Florent et saint Tudigal furent portez en l'esglise de Chartres ».

(2) *Vie de saint Paul*, éd. Kerdanet, p. 200, et *Catalogue des évêques de Léon* (2^e éd. 1659), pp. 270 et 272

inconnu : c'est un des évêques simoniaques déposés par Nominoë ; il dut donc quitter son siège vers 848 (1). S'il eût emporté une partie du corps de saint Paul, c'eût été sans aucun doute à cette époque. Or en 884, comme on l'a vu plus haut, ce corps était encore intact dans son tombeau. Liberalis n'a donc pu en emporter une partie en 848, quoique les Bolandistes (2) aient admis cette hypothèse. Il n'est d'ailleurs dit nulle part que Liberalis se fût retiré à l'abbaye de Fleuri, ni même à celle de Saint-Florent.

C'est donc Mabbon seulement, qui a transporté à Fleuri les reliques, ou du moins une partie des reliques de saint Paul. On n'est pas fixé sur la date exacte de cette translation. Les différents auteurs qui en ont parlé ne sont pas tous d'accord, et varient entre 950 et 963. Cette translation dut avoir lieu entre 958 et 960. Vers cette époque en effet Hesdren, qui occupait le siège épiscopal de Nantes après avoir occupé celui de Léon, revint à ce dernier quand Mabbon s'en fut démis (3). Le successeur d'Hesdren sur le siège de Nantes, Gautier, fils de Wicohen archevêque de Dol, fut élu entre 958 et 960. Par là on est à peu près fixé sur la date du départ d'Hesdren, et par suite de celui de Mabbon. Avant de se retirer définitivement à Fleuri, Mabbon dut avoir des relations avec cette abbaye, car on le voit, vers 954, signer une charte, par laquelle les moines de Fleuri rentrent en possession de l'église Saint-Pierre de Chartres (4).

Quelques historiens (5) ont prétendu que Mabbon transporta les restes de saint Paul à Fleuri dans la crainte d'une invasion normande. Cela est peu probable. Après la défaite qu'ils subirent à Trans, le 1^{er} août 939 (6), les Normands ne se

(1) M. de la Borderie, *op. cit.*, t. II, p. 54.

(2) *Acta Sanctorum*, t. I martii.

(3) *Chronique de Nantes*, éd. Merlet, p. 104, note 1.

(4) « Mabbo Pauliniani episcopus », *Gallia Christiana*, VIII, *instrumenta* col. 289-291.

(5) Notamment M. Hauréau, *Gallia Christiana*, XIV.

(6) M. de la Borderie, *op. cit.*, II, pp. 395-398.

montrèrent plus en Bretagne. Il est beaucoup plus vraisemblable, et sur ce point on est d'accord avec Aimoin, que Mabbon, comme beaucoup d'autres évêques, désira se démettre de l'épiscopat et se retirer dans une abbaye. Pour se faire bien recevoir, il dépouilla son église de ses reliques et de ses ornemens précieux : des faits semblables ne sont pas rares dans l'histoire des abbayes à cette époque.

Mabbon fut accueilli avec joie par les moines de Fleuri et par leur abbé Wlfulde. Un autel fut dédié à saint Paul Aurélien dans l'église Sainte-Marie de l'abbaye (1). Les reliques du saint furent conservées à Fleuri jusqu'en 1562. A cette époque, sous l'abbé commendataire Odet de Coligny, cardinal de Chatillon, et converti ensuite au protestantisme, les huguenots pillèrent l'abbaye et brûlèrent presque toutes les reliques, notamment celles de saint Paul Aurélien. (2)

Quelques hagiographes (3) disent que Mabbon laissa à Saint-Pol-de-Léon la tête et divers ossements de saint Paul : cela est possible, quoique Déric (4) prétende que sa tête ait été portée à Nantes. Travers va même plus loin et raconte le fait suivant : « On trouva au Bouffai (à Nantes), du temps du comte Aimeric, tuteur de Judicaël, une tête enfermée dans une cassette que les derniers ravages des Normans avaient fait cacher dans la terre. Quelque renseignement trouvé avec elle faisait conjecturer qu'elle était de saint Paul de Léon. Robert, abbé de Saumur, conseilla d'en faire la preuve par le feu, suivant l'usage adopté dans ces temps pour éprouver la vérité des reliques. On l'enferma par trois fois dans un feu de glettes ou de paille de lin, et par trois autres fois sous un feu de sarmens de vigne ; on l'en retira sans qu'elle eût reçu aucun dommage ; elle fut en conséquence jugée véritable et

(1) *Histoire de l'abbaye de Saint-Benoît-sur-Loire*, par l'abbé Rocher, p. 520

(2) Rocher, *op. cit.*, pp. 377-381.

(3) V. Dom Plaine, *Vie de saint Paul Aurélien*, p. XIV.

(4) *Histoire ecclésiastique de Bretagne* (2^e éd.), II, p. 534.

sainte relique. Robert la demanda au comte Aimeric et la plaça dans son monastère de Glonne ou de Saint-Florent-le-Vieux, dans le pays de Maulge » (1). Saint Paul Aurélien n'avait pourtant pas lui aussi deux têtes !

A la translation des reliques de saint Paul Aurélien à Fleuri, se rattache un trait de la vie d'un autre saint breton : Félix, depuis abbé de Ruis. Aimoin nous a laissé le récit de ce fait. Félix, né en Cornouaille, se retira avec quelques disciples dans l'île d'Ouessant. Ayant le désir de vénérer les reliques de saint Paul, qui, comme lui, avait habité cette île, il résolut d'aller à Castel-Paul. Pendant la traversée, le bateau qui le portait fut assailli par une tempête et chavira. Ceux qui ne savaient pas nager furent portés par la mer sur un rocher, et recueillis ensuite dans le bateau par saint Félix et un autre de ses compagnons. Il aborde enfin et va trouver l'évêque qui lui apprend que les reliques de saint Paul sont à Fleuri et qu'il a eu une vision la nuit précédente : il a vu le naufrage de Félix, et tous les autres incidents du voyage. Félix se rembarque pour aller à Fleuri. Pendant son voyage il est assailli par une seconde tempête, dont il échappe encore sans accident, arrive enfin à Fleuri et s'y fait moine. Cela se passait avant 1003. (2) Il devait bientôt revenir en Bretagne, pour relever les monastères de Loc-Menech et de Ruis.

André OHEIX

(1). *Histoire civile, politique et religieuse de la ville et du comté de Nantes*, I, pp. 181-182.

(2). M. de la Borderie, *op. cit.*, III, p. 160.

ÉTUDES

SUR LE VIEUX NANTES⁽¹⁾

XIV. — QUAI CEINERAY

Derrière la Préfecture.

*De 1791 à 1809, VII^e section ;
depuis 1809, II^e arrondissement.*

Si vaste que soit la surface de la terre, elle est loin de suffire, sinon aux besoins des hommes, du moins à leur insatiable avidité. Au lieu de s'arrêter à jouir de ce qu'ils ont, ils se donnent mille peines pour acquérir ce qu'ils n'ont pas. Par endroits, ils laissent inoccupés, sans habitation ni culture, des pays immenses : dans d'autres, ils disputent à la mer, à un fleuve, à un marais, un rocher, une grève, une touffe de roseaux pour augmenter leur territoire de quelques pouces aux dépens de l'aquatique empire.

« Les poissons, disait déjà Horace, il y a vingt siècles, sentent la mer resserrée par des constructions immenses qu'on y jette. Là, chaque jour, entrepreneurs et esclaves pré-

(1) Voir la deuxième livraison de 1899, p. 199.

cipitent des blocs énormes sous les yeux d'un maître qui n'a plus pour sa terre qu'un sentiment de dégoût ».

Les poissons de l'Erdre ont, à leur tour, senti leur domaine diminué par ce procédé renouvelé des Romains. A partir du bas du cours Saint-André jusqu'à la rue du Cheval-Blanc, tout ce quartier de Nantes a été pris sur les marais qui longeaient les murs de la ville. De superbes platanes, dans toute la force et la jeunesse de leurs quatre-vingts ans, plongent aujourd'hui leurs racines dans ces endroits, où, au siècle dernier le héron eût pu voir encore :

Des tanches qui sortaient du fond de leurs demeures.

Au silence que ces animaux, muets comme des poissons, étaient incapables de rompre, a succédé de nos jours, en haut, le gazouillement des oiseaux, en bas le caquetage des lavoirs, et, brochant sur le tout, le cri strident des bateaux à vapeur en partance pour Sucé.

Ces quartiers ne verront plus désormais

« Ma commère la carpe y faire mille tours
Avec le brochet son compère. »

Un sol plus solide porte des promeneurs plus intelligents qui jouissent de l'agrément de ces lieux sans se douter des peines et des sacrifices que leur transformation a coûtés. Travaux immenses : car pour solidifier la boue des marais, pour ramener dans le lit des fleuves une eau limpide et courante, il ne suffit pas à la parole de l'homme de dire : « Que toutes les eaux se réunissent en un même endroit et que l'élément aride apparaisse. » Depuis les jours de la création, la construction des quais ou des canaux est une des tâches réservées aux entrepreneurs : et nous n'avons encore rencontré nulle part qu'ils s'en soient jamais plaints.

Le premier projet du quai Ceineray figure dans un « devis des ouvrages à faire pour la construction d'un quai projeté

au port Communeau dans la rivière d'Erdre, du 20 octobre 1748 (1). »

D'après ce devis, le quai devait avoir « 230 pieds de longueur, de la tour du moulin Constant en s'allongeant vers la Grosse Tour, et sortir de 36 pieds, à prendre du mur de ville vers le moulin ». Au bout du quai, on devait faire une rampe de 30 pieds de longueur, pour servir d'abreuvoir.

Ce projet laissait subsister la porte de ville qui ouvrait sur le Port-Communeau (2) : il ne faisait que la déplacer et l'élargir. « Comme la porte de ville qui existe présentement est trop petite pour le service, il en sera faite une nouvelle qui aura 11 pieds de largeur sur 15 de hauteur, et on la placera vis-à-vis de la rue des Pénitentes, parce que l'on entend que la maison marquée C au plan sera démolie, et la vieille porte bouchée dans l'épaisseur du mur de ville qui a 6 pieds ».

La porte, d'après les dessins de Portail, devait être ornée, du côté de l'Erdre, de deux pilastres de deux pieds de largeur en grison, d'une plate-bande en pierre de Saint-Savinien; « d'une corniche et au-dessus une attique avec une petite corniche, dans laquelle il sera laissé du boussage pour pouvoir placer les armes qui seront indiquées lors de l'adjudication. »

L'ensemble des travaux était évalué à 4,582 livres.

Ce premier projet eut un commencement d'exécution.

Le 2 septembre 1750, « M. le maire représenta que, depuis longtemps, il voyait avec peine que le Port-Communeau, qui est un de ceux de la ville le plus nécessaire pour l'utilité publique, la plus grande quantité des denrées qui se consomment dans cette ville, comme beurre, bois, charbon de terre, fer, venant des différentes paroisses voisines de cet évêché, ne pouvaient y aborder qu'avec difficulté et avec beaucoup de frais, n'y ayant aucune place, ni quay pour

(1) *Arch. commun.*, DD, 192.

(2) Elle était précédée d'un pont-levis, avec herse, mais, pour plus de sûreté, en temps de guerre, on la murait. (*Travers.* t. III, p. 18, 255, 276). Elle fut ainsi bouchée en 1589, par Jean Briquet, entrepreneur (*Arch. commun.*, CC, 125, 175). Sur un plan de la première moitié du XVIII^e siècle et fait pour les travaux de la canalisation de l'Erdre, figure en cet endroit une tour qui ne paraît pas dans les autres plans anciens de la ville.

servir de port et décharges desdites denrées ; que ce port d'ailleurs sert actuellement de l'un des abreuvoirs de la ville le plus considérable : que la confusion des décharges des denrées et marchandises qui arrivent à ce port causent souvent des accidents aux personnes qui passent le bac pour aller du côté du Moulin-Gilet, la porte du Port-Communeau étant par elle-même si angustlée qu'une charrette à peine y peut passer (1). »

Sur ces observations, le Bureau arrêta qu'il serait fait des bannies pour la construction du quai et de la porte.

L'adjudication eut lieu le 2 décembre 1750, pour 3 680 l. En 1753, on fit un nouveau devis pour la continuation du quai. Ce devis comportait la démolition de la Grosse Tour située sur l'Erdre au bas du cours Saint-André. « Comme la Grosse Tour interrompt le quai, d'autant plus qu'elle est séparée et lésardée, elle sera démolie par l'entrepreneur à l'enlèvement du grand mur de ville qui la joint (2). »

Trouver des matériaux pour combler ces marais n'eût pas été facile en temps ordinaire. Mais on pouvait alors utiliser les déblais qui provenaient de tous les travaux en chantiers : notamment les débris des remparts et des tours de l'enceinte que l'on démolissait. Ainsi, en 1755, on trouve, pour 2450 l. une « adjudication des ouvrages à faire pour porter les déblais du cavalier situé dans la Chambre des Comptes sur le quai du Port-Communeau (3). »

Ce premier travail devait devenir en grande partie inutile. Un second projet, plus grandiose que le premier, vint bientôt en modifier le plan. La Ville ayant acquis des Chartreux, en 1752, tout l'étang de Barbin, on ne voulait rien moins que créer une promenade le long de l'Erdre, depuis le Port Communeau jusqu'à Barbin. Ceineray formulait ainsi l'article 15 de son projet de 1761 :

« Le redressement du canal de cette rivière (de l'Erdre) jus-

(1) *Arch. commun.* Délib. de 1750.

(2) La démolition en fut commencée le 12 octobre 1762. *Arch. commun.* DD. 192.

(3) *Ibidem.* .

qu'à la chaussée de Barbin, avec un mail de chaque côté, depuis cette chaussée jusqu'à celle du Port Communeau. »

Le premier quai construit suivait trop exactement la direction des anciens remparts de la ville, et faisait avec la place du Port-Communeau un angle obtus très disgracieux.

Or, dans les projets nouveaux, on reportait le palais de la Chambre des Comptes le long du quai, sur l'Erdre. Le nouveau palais, étant perpendiculaire à la rue Royale, n'aurait offert qu'une façade de biais sur le quai qu'on venait de construire. De là, la nécessité de reprendre un travail considérable à peine terminé.

Le Bureau de Ville désirait vivement recommencer immédiatement la reconstruction de ce quai, afin de l'élargir. Mais les ressources de la ville ne lui permettaient pas de réaliser ce désir. Heureusement la Chambre des Comptes vint à son secours. En bonne et généreuse voisine, elle offrit au Bureau de lui avancer les 1500 livres jugées nécessaires pour la réfection du quai qui la touchait de si près. Elle avait, il est vrai, son intérêt à la chose : mais, tout en cherchant son propre intérêt, elle rendait à la Ville un service immense en lui fournissant les moyens de faire à peu de frais un travail des plus dispendieux et de la plus grande utilité.

Voici, sur l'élargissement de ce quai, un mémoire sans date ni nom d'auteur, et qui semble avoir été fait par les soins de la Chambre des Comptes.

Observations sur la nécessité de faire faire l'élargissement du quay Le Bret depuis le pont du Port Communeau jusqu'au marais de Barbins, conformément aux projets du plan général de la ville et des faubourgs.

Le mur du quay actuel est absolument mauvais tant par la nature du fonds sur lequel il est établi que par sa mauvaise construction : il menace une chute prochaine dans la rivière, ce qui occasionnera la perte de tous les matériaux. Il convient donc de le faire démolir incessamment.

Les pierres de maçonnerie qui proviendront de cette démolition seront mises en toise cube sur le bord du quay et seront vendues ;

les pierres de taille de grison qui forment la tablette et les chaînes seront mises à part pour être remployées au besoin ; la barre de fer qui règne le long dudit quay, ainsi, que les 28 organeaux pourront peser ensemble environ 3 milliers 500 livres ; ce qui sera vendu plus de 400 livres ; si mieux on n'aime les garder pour être remployés ailleurs.

Suivant les projets faits pour tous les quays qui doivent border la rivière d'Erdre, celui dont est question doit être porté en avant de celui actuel de 42 pieds du bout vers le pont, et de 24 pieds de l'autre bout : les quays sont projetés pour être en pente douce dans toute leur longueur sans revêtement de maçonnerie, ayant seulement une file de pieux dans le bas dont toute la tête sera de niveau à la surface des plus basses eaux : lesdits pieux seront à 3 pieds de distance les uns des autres : il en faudra 240 depuis 12 jusqu'à 18 pieds de longueur, les intervalles entre chaque pieu seront remplis avec des planches de batteau attachées contre lesdits pieux : Le tout sera terminé par une ceinture de bois de chesne de 7 et 8 pouces de grosseur, assemblé en tenon et mortaise sur la tête desd. pieux ; cette ceinture sera retenue par des étriers de fer, posés de distance en distance, ce qu'on estime devoir coûter la somme de 1500 livres.

En prenant ce party on éviteroit la dépense qu'il faudra faire pour le remblay de cette élargissement parce qu'on profiteroit des terres qui proviennent du déblay du palais de la Chambre des Comptes. On estime que ce remblay coûteroit plus de 2000 écus à la Communauté, si elle ne se fait pas actuellement (1). »

Ce mémoire est accompagné de l'annotation suivante écrite de la même écriture.

Ayant remis les observations cy-dessus à M. le procureur du roy sindic, il en fit part à MM. du Bureau de ville pour prendre une délibération tendante à l'exécution de ce projet. Il fut répondu que la ville était hors d'état pour le présent de le faire exécuter.

Cependant il serait essentiel pour la Chambre que ce quay fut élargi parce qu'au lieu de transporter les terres des fondations à 60 et même jusqu'à 80 toises de distance, comme on est déjà obligé de le faire, on ne les transporterait qu'à 18 ou 20 toises, ce qui feroit une différence de plus des deux tiers pour la dépense. Pour profiter de cet avantage, on croit qu'il conviendrait que la Chambre fit

(1) *Arch. départ.* C. 490,

les avances de 1500 livres qu'il en coutera pour faire ce quay; parce que la Ville s'obligeroit de les rembourser dans un tel temps. D'ailleurs, comme la Chambre a besoin de pierre, elle prendra celle qui proviendra de la démolition du mur du quay actuel, aux conditions dont on conviendrait. On estime qu'il pourra s'en trouver pour environ 400 livres. Ainsi la Chambre n'avanceroit à la ville que 1100 liv. Si on trouve ce parti convenable, il y a point de temps à perdre parce que les eaux sont très basses (1).

Ces deux pièces ayant été envoyées à Rennes au subdélégué de l'Intendance, celui-ci écrit au Bureau de Ville la lettre suivante :

A Rennes, le 6 octobre 1762.

M^{rs} LES SOUS-MAIRE ÉCHEVINS DE NANTES,

Je vous envoie, M^{rs}, un mémoire d'observations que M. le duc d'Aiguillon m'a remis. Il me semble qu'il n'y a rien de si utile, et de si convenable à faire que ce qui y est porté. Il est certain qu'il faut démolir le quay dont il s'agit, et le reporter beaucoup plus loin; et que pour le remplir, les terres et décombres provenant de la démolition de l'ancien palais de la Chambre des Comptes et des fondations du nouveau, seront pour vous une grande ressource, qu'avec cette ressource vous ferez à présent pour 1.500 liv. ce que vous ne ferez pas dans toute autre circonstance pour 6.000 liv. Je sais que vous avez déjà eu connaissance de ce mémoire d'observation et que vous avez répondu que la Ville étoit, pour le moment présent, hors d'état de le faire exécuter. Comme l'on prétend que l'ouvrage proposé est un objet de dépense de 1.500 liv. et que la Chambre des Comptes a un fort grand intérêt qu'il soit entrepris, puisqu'elle aura un lieu voisin de la construction de son palais où pouvoir faire porter plus facilement, au meilleur marché, les décombres de l'ancien et du nouveau bâtiment, elle veut bien, en cette considération, vous faire l'avance desdits 1.500 liv. que vous lui rembourseriez dans quatre ans. Je ne crois pas que vous deviez balancer à accepter ses offres et à délibérer sur le champ sur l'exécution du projet proposé.

(1) *Arch. départ. G*, 490.

Il y a longtemps que tout le monde désire que la tour du Papegault soit abattue. Il est certain qu'elle masque tout le quartier de la Chambre des Comptes, et qu'elle masquera le nouveau palais qui va se construire et qui sera un beau monument pour la ville de Nantes. La Chambre des Comptes offre de faire abattre cette tour à ses frais, parce qu'elle pourra disposer des matériaux pour son bâtiment. M. le duc d'Aiguillon pense qu'il n'y a rien de mieux à faire que d'accepter les offres de la Chambre des Comptes, tant pour la tour du Papegault que pour l'avance des 1.500 liv. Je suis avec un très parfait attachement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur,

VEDIER (1).

Cette lettre triompha des hésitations du Bureau de ville. Dans sa délibération du 16 octobre, il accepta l'offre de la Chambre des Comptes et décida la reconstruction du quai Le Bret.

L'exécution de ces projets donna aux Nantais une promenade qu'ils apprécèrent dès son origine. En 1766, les auteurs de la *Description de la ville de Nantes* (2), écrivaient : « la promenade champêtre le long de la rivière de Barbin ou l'Erdre, entre la chaussée des moulins de Barbin et le pont du Port-Communeau, est beaucoup fréquentée depuis quelques années, c'est un diminutif des fameux boulevards de Paris. »

Cette « promenade champêtre » était, dans toute sa longueur, ombragée d'arbres. A ces arbres en ont succédé d'autres plantés en 1817 sous la direction de Demolon, fils, inspecteur voyer.

On planta 29 platanes à 5 fr. : 145 fr. et 29 blancs de Hollande à 1.50 43 fr. 50. Le devis des travaux s'élevait à 2.058 fr. 49 (3).

Sur ces 29 platanes, au bout de quatre-vingts ans, il n'en reste plus que 16. C'est peu pour des arbres : entre hommes, au bout de ce temps, on trouverait pourtant belle cette proportion.

(1) *Arch. commun.*, DD. 192 ; *Arch. départ.*, C 490.

(2) Publiée dans *Nantes ancien*, par Dugast-Matifeux, p. 382.

(3) *Arch. commun.* Cf. Mellinet, *Milice et Commune*.

Le principal ornement du quai a toujours été la façade postérieure de la Chambre des Comptes. Des deux parties du mur de ville qu'elle coupait, celle qui est située du côté du Port-Communeau fut démolie au XVIII^e siècle. En 1767, le sieur Pierre Biret, architecte, fut autorisé à démolir 50 mètres du mur de ville depuis la Chambre des Comptes jusqu'au terrain Chevas, situé à l'angle occidental du quai. Cette partie a été remplacée d'abord par des murs de jardin, puis par des maisons. L'autre partie, du côté du cours Saint-André subsista jusqu'en 1830. Elle figure dans la vue du quai Ceineray donnée par MM. Orioux et Vincent dans la *Géographie de la Loire-Inférieure*. Elle fut démolie lors de la construction de l'immeuble qui porte le n^o 2.

Le quai Ceineray a, pendant longtemps, porté le nom de *quai Le Bret*, en l'honneur de *Cardin-François-Xavier Le Bret*, ou, d'après sa signature, *Lebret*, Intendant de Bretagne.

Appelé *quai neuf* dans le plan de Vigny en 1755, il figure avec le nom de *quai Le Bret* dans celui de Cacault en 1757.

Pendant la Révolution, il porta le nom de *quai Raynal* en souvenir de l'abbé *Guillaume-Thomas-François Raynal*, successivement jésuite, prêtre desservant à Saint-Sulpice de Paris, et enfin écrivain philosophe, mort en 1796. Il paraît sous ce nom dans le plan de Nantes de l'an III, et le conserva jusqu'en 1818. L'arrêté municipal du 13 août lui restitua le nom de *quai Le Bret* qu'il garda jusqu'en 1830. Il reprit le nom de *quai Raynal* qu'il laissa encore pour celui de quay Le Bret, et déposa définitivement ce dernier pour prendre le nom de Ceineray, le grand architecte nantais, mort en 1811.

Voici l'arrêté municipal du 10 mai 1838 qui lui donne ce nom :

« Le Maire,

« Considérant que divers des plus notables édifices qui ornent notre cité et spécialement l'Hôtel de la Préfecture, ci-devant Chambre des Comptes sont dus au talent de feu J.-B. Ceineray, ancien archi-

Rue des Penitentes

Rue des Caves

A

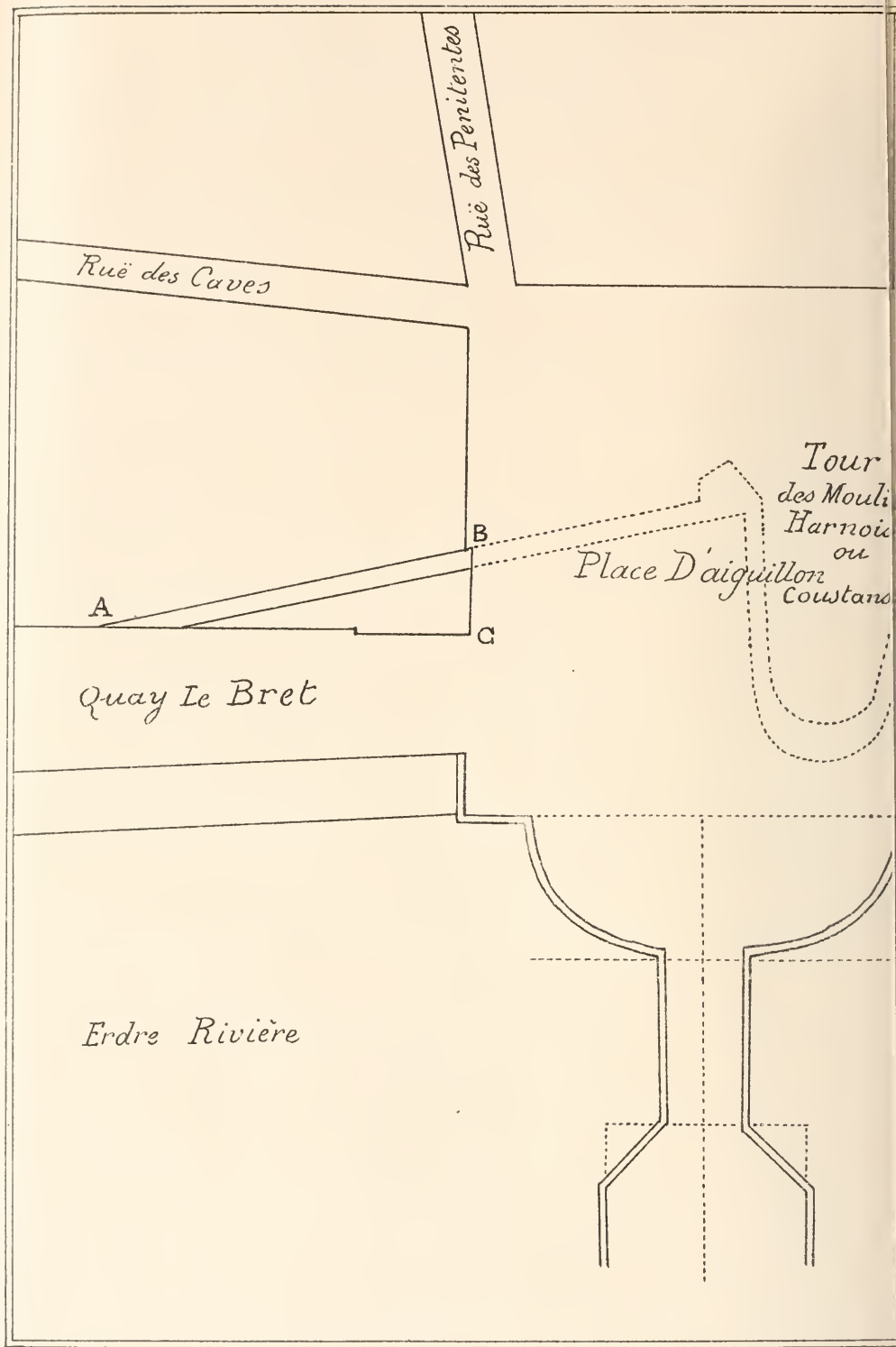
B

C

Quay Le Bret

Erdre Rivière

*Tour
des Moulins
Harnois
ou
Place D'aiguillon
Coustant*



Rue de St. Léonard

Nous soussigné architecte le voyer de la ville &
Communeauté de Nantes Certifions que le present
est conforme a l'original depose entre nos mains

G

F

Nantes Le 27 janvier 1766 *Ceineray*

D

E

Plan de la

Place du Port - Communeau
avec l'indication des parcelles de terrain
données à Cacault par la Ville de Nantes,
pour le récompenser de son plan.

Arch. départ. B. 504.

NOTA : Les lignes A B et G F. marquent la
Direction des murs de la Ville. La place
des Moulins Harrois ne figure pas sur le
plan de Ceineray. Nous l'indiquons en poin-
tillé, d'après un autre plan de la même époque.

tecte-voyer de la ville, et que jusqu'à ce jour aucune voye publique n'a reçu ce nom dont Nantes s'honore à juste titre.

« Arrête : le quai dit Lebret débordant au nord de l'Hôtel la Préfecture sera, à partir de ce jour, dénommé *quai Ceineray* (1).

Nous avons vu plus haut (2) que c'est là que Ceineray avait été le plus à la peine : c'était là qu'il convenait qu'il fût le plus à l'honneur.

(1) *Archives comm.* Arrêtés de 1838, p. 69.

(2) *V. Palais de la Chambre des Comptes* : VI. l'Architecte.

XV. — PLACE DU PORT-COMMUNEAU

A l'extrémité de la rue Strasbourg, sur l'Erdre.

*De 1791 à 1809, VII^e et VIII^e sections ;
depuis 1809, II^e et III^e arrondissements.*

FORT. — PLACE. — MARCHÉ. — PROJETS DE FONTAINES

La forme régulière de la place du Port-Communeau ne date que de la seconde moitié du XVIII^e siècle.

Son emplacement était autrefois traversé par une rue qui allait d'un trait depuis la Grosse Tour, ou Tour du Papegaut, à Saint-Léonard, aux Carmes, et à la place des Changes.

La place était autrefois formée par l'intersection de cette rue avec deux autres qui descendaient l'une de la chapelle des Cordeliers, l'autre, de la rue Garde-Dieu, jusqu'à la porte de ville, appelée porte du *Port-Communeau*, du port sur lequel elle s'ouvrait.

La rue qui conduisait de la Grosse Tour à Saint-Léonard devait suivre primitivement la direction de la rue actuelle sans fléchir vers le Port-Communeau. Au temps où elle était une de nos rues les plus importantes, la seule qui, en dehors de l'enceinte romaine de Nantes, mettait en communication la rue de Saint-André avec les ponts de la Loire et ceux de l'Erdre, on ne s'expliquerait pas le détour qu'elle fit plus tard en décrivant sur l'Erdre une demi-circonférence.

Mais l'établissement du Port-Communeau attira d'une manière plus active la circulation vers la rivière. Le port devint le point terminus des deux rues dont l'une, très fréquentée, descendait de la vieille ville dans la direction de la rue des Pénitentes, les maisons situées entre cette rue et la rue d'Enfer s'avancèrent peu à peu vers le port, et le terrain occupé actuellement par la place s'en trouva envahi.

C'est ainsi que, au XVI^e siècle, les maisons de l'îlot limité par les rues des Pénitentes et d'Enfer s'approchaient beaucoup plus près de l'Erdre qu'elles ne le font aujourd'hui.

Pendant les guerres de religion, la Ville, craignant une attaque des huguenots par ce côté, prit plusieurs mesures pour le fortifier. Elle fit successivement planter des pieux dans l'Erdre au-delà de la chaussée de Barbin, griller les issues des moulins Coutant et Harnois, et murer la porte du Port-Communeau. Ces mesures lui paraissant encore insuffisantes, elle décida la construction d'une suite de forts en terre tout le long des remparts baignés par l'Erdre, depuis la Grosse Tour jusqu'à la tour de l'Arbalèterie, en face l'église Saint-Léonard.

La place actuelle du Port-Communeau fut un des endroits choisis pour la construction de l'un de ces forts.

En 1568, « on ordonna aux habitants, dit Travers, d'avoir chacun sa hotte pour, en son rang, porter des terres au nouveau fort du Port-Communeau. La Ville l'avait entrepris depuis peu, pour se couvrir de ce côté-là, et l'élevait sur un fonds dont elle avait acheté ou arrenté les maisons qui l'occupaient (1). »

Il est certain que la Ville fit alors une importante commande de hottes pour des fortifications qui ne sont pas spécifiées. Il est également certain que, le 10 février 1568, elle délégua « pour voir besongner au Port-Communeau, M^e Guil. Meneust, garde de la Chambre des Comptes, et Morice Cosnyer, tant pour faire mener la pierre que faire remplir la crevace de la muraille estant près le moulin de Coustans, et faire réparer la muraille qui est en danger de tomber près la maison du feu s^r de la Ripvyère (2). » Cependant les terrains nécessaires pour la construction du fort du Port-Communeau ne furent acquis que vingt ans plus tard. Il faudrait donc conclure que, si la Ville commença cette construction dès 1568, elle ne pen-

(1) *Travers*, II, 402.

(2) *Arch. communales*, BB. 7, f. 18 et 25.

sait pas alors lui donner l'importance que les événements l'amenèrent à lui donner.

M. de Bouillé ayant, l'année suivante, proposé la construction d'un autre fort dans le jardin des Cordeliers ou dans celui de la Chambre des Comptes, la Ville à qui cet ouvrage aurait beaucoup coûté, le pria, dit encore notre historien, de ne pas donner suite à ce projet et l'on s'attacha uniquement au fort du Port-communeau (1).

Ici encore, nous nous permettons une rectification. La construction du fort de la Chambre des Comptes ne fut pas abandonnée, elle ne fut, tout au plus, que remise. Les comptes des miseurs la font figurer dans le même article que celle du fort de Port-Communeau.

« *Item*, j'ai payé pour 854 hommes qui ont travaillé au fort de la grosse Tour et au fort du moulin à Harnoy depuis le 12^e jour de may 1590, au prix de 3 sous par jour... 42 escus, 42 sous (2).

C'est vers cette époque que la Ville acquit les immeubles qui lui étaient nécessaires pour les travaux du fort. Parmi les maisons dont le fonds fut pris alors (3), signalons particulièrement la *Maison aux Lions* (4).

Cette maison dut être une des plus grandes curiosités du quartier. On y voyait, non pas des lions peints sur des enseignes, mais des lions nature, au nombre de trois. Aussi la maison s'appelait-elle la maison des *Lions* ou des *Trois-Lions*.

Ces lions nantais appartenaient au duc de Bretagne. La mai-

(1) *Travers*, II. 419. Le *Registre des Délibérations municipales* de cette époque n'existe plus.

(2) *Arch. comm.* CC, 129, compte de Guil. Rouxeau : f. 22.

(3) Voici les noms des propriétaires auxquels furent pris ces terrains : Silvestre de Francheville, s^r de Truscat, tuteur de René de Francheville, s^r de Kergo et du Bois-Adam ; le s^r des Ormeaux ; les religieuses de Saint-François ; la chap. de Saint-Blaise et Sainte-Oportune, à N.-D. ; Jan Laisné, not. roy ; M^e Julien Guillemoys, s^r de Beauvoys ; Jul. Nouville ; le légat de Belle-Joye, à Saint-Léonard (*Arch. comm.*, comptes du miseur 1591-1594, f. 102 ; et CC, 377, actes relatifs au paiement de ces dettes).

(4) *Arch. départ.* Terrier de 1678, B, t. 5, f. 156.

son qui leur servait de ménagerie avait été arrentée d'Yvon Jaunay, pour 10^l par François II. D'après un titre de 1537, la maison des Trois-Lions près le Port Communeau, aurait été arrentée par le duc en 1494. Cette date est erronée, François II étant mort en 1488. Dailleurs, dans les Registres de Chancellerie figure, à la date du 24 novembre 1473, une « institution pour Jeh. Lucas de *garde des lions* ».

Les lions ne restèrent que quelques années dans leur « maison (1). » En 1504, la duchesse Anne, par lettre donnée à Blois le 20 septembre, concéda à Pierre Pineau, sommelier de son échançonnerie, « la maison des lions, assise en la ville de Nantes, près la Porte Communau », pour en jouir comme en avait joui Jehan Lucas auquel elle en avait fait don précédemment. Les actes qui accompagnent la lettre de la duchesse nous apprennent que Jehan Lucas avait la garde desdits lions, et que « autresfois et puis naguères de temps souloit estre les lions en cette maison vulgallément appelée la maison des Lyons (2) ».

Ce nom était tellement connu que l'on s'en servait pour désigner les lieux voisins.

« A Jean Gaudin pour avoir tiré des galloueres et estapes et chapeaux et deux grans souliveaulx, en nombre 9 piesses, et les a tirez du Port Communau, pres la meson des Lyons, où il a fait huit voyages à 20^d par voyage, 13^s, 4^d (1501); courtil près Erdre, entre maison appelée la maison des Lyons, d'un

(1) Ils y étaient encore en 1489. Dans les mêmes Registres de Chancellerie, nous trouvons un mandement s'adressant à Jeh. de Lespinay, trésorier et receveur général et à Jeh. du Boul, recev. ord. de Nantes de poier Jehan Lucas) garde des lyons et lyonnes et aussi d'un vuste et d'une louverce (loup cervier, estans en la ville de Nantes, selon les ordonnances qui par cy devant luy ont esté faictes par feu le duc que Dieu absolle, sur lad. recepte, tant pour les gaiges dud. Lucas de lad. garde, que pour la noureture desd. bestes, et semblablement pour ung lion et une lionne dont avait la charge ung nommé Allain Drugeon, par ce que led. Drugeon l'a delaissée, et icelles bestes laissées en garde aud. Lucas, au desir des mandemens de feu dut, quel le dit Lucas leur aparoistra, daté le XXVII^e de novembre. *Arch. départ.* Reg. de chancel. 1473, f. 155 ; 1489. f. 34.

(2) *Arch. départ.*, B, 130.

cousté, et aultre cousté, le coign qui conduict au Port Communau (1537). (1) »

Ainsi, quand les lions eurent cessé de rugir dans ce coin de Nantes, leur souvenir continua de persévérer jusqu'au moment où l'on reprit les travaux du Port-Communeau.

A partir de cette reprise, on déploya la plus grande activité. Le miseur Guil. Monniera donna, mois par mois, semaine par semaine, dans son compte de 1591-1594, le détail des « deniers payés aux hotiers et hotières qui auraient porté de la terre au marreau et de la pierre aux massons travaillant tant au fort du moulin à Harnoys que à l'espron qui a esté depuis construit près la Grosse Tour de cested. ville, durant 2 ans, 1 mois et 21 jours enliers, commanczés le 9^e jour de novembre 1592, et finys le dernier jour de décembre 1594 (2) ».

Outre ces journées de prestation imposées aux habitants chargés de porter la hotte, ces travaux coûtèrent à la Ville trois cents écus par semaine.

En 1601, la Ville compléta ce travail, en faisant paver, à la requête des habitants de Saint-Léonard, les différentes rues de ce quartier.

Le fort construit à si grands frais fut de courte utilité. De bonne heure, les propriétaires voisins cherchèrent à s'en assurer la jouissance pour aller y prendre l'air.

Comme il n'était qu'un amas de terre sans mur pour soutien, le 25 juillet 1603, « le sieur Gesbaud de Saint-Lô (Doulon), proposa à la Ville de le faire enclore de murs à ses frais, et d'y mettre une porte, demandant pour cela que la Ville lui accordât d'y aller prendre l'air, mais, du reste, ne prétendant rien à la propriété, ni du fonds ni du mur, et laissant à la Ville le pouvoir d'en disposer selon son bon plaisir, moyennant le remboursement de ce que le mur lui aurait coûté. La Ville renvoya au bureau à conclure sur cette propo-

(1) *Arch. comm.*, compte de 1501-1503, CC. 278; *Arch. départ.*, rentier de 1537.

(2) *Arch. comm.*, CC, 139 f. 39.

sition. Peu de temps après le fort fut fermé de murs (1). »

Ces murs ne durent pas avoir assez d'élévation pour défendre le fort. L'œuvre élevée contre les ennemis de la ville devint un abri pour les pires ennemis de la société. « La caverne située au milieu de la montagne » devint une caverne de coureurs de nuit.

Les voisins eurent à en souffrir, et l'un d'eux Jean Macé, écuyer, sieur de la Roche (2), adressa aux maire et échevins de Nantes la supplique suivante :

« Supplye humblement et vous remonstre Jean Macé, escuyer, sieur de la Roche, conseiller du Roy et auditeur en sa Chambre des Comptes de Bretagne, disant qu'il y a proche le logis où il est demeurant, en la rue qui descend des Cordeliers au Port-Communeau, une motte de terre appelée le Fort du Moullin à Harnoys autrement du Port-Communeau, laquelle est très difforme et apporte de grandes incommodités au supplyant et à tous les voisins, parce que plusieurs garnements et coureurs de nuit montent et descendent ladite motte facilement, s'y retirent, et commettent du scandalle et des désordres.

Ladite motte de terre est entièrement inutile et n'apporte aucun revenu comme elle est, et ne peult servir à aucune chose qu'en faisant une très grande despense ; même ladite motte tombe tous les jours par terre parce que les murailles ne sont suffisantes d'empescher la terre de tomber, estans fort basses, et seroit nécessaire de haulser lesdites murailles de plus de 4 toises, pour empescher ladite terre de tomber, ce que ne se peult fere qu'à très grande despence et peu de proffilt, et seroit expédient de donner à rente ladite motte. Ce considéré vous plaise. Messieurs, arrenter au supplyant ladite motte ô l'offre qu'il fait de payer annuellement la somme de 30 livres de rente parce qu'il en pourra bastir 22 pieds de large à prendre le long dudit logis, depuis la rue qui descend des Cordeliers audit Port-Communeau jusqu'à la rue appelée Garde-Dieu et fere explanader ce qui en restera, à la charge qu'en cas de siège devant la ville, elle se pourra servir d'iceluy fort (3). »

(1) *Travers.* t. III, 144. — Le *Registre des Délibér. municip.* de 1603, n'existe plus.

(2) V. *Rue des Pénitentes*, n° 10 p. 264.

(3) *Arch. commun.* DD. 67.

Cette requête ne semble pas avoir eu plus de succès que celle du seigneur de Saint-Lô, et la Ville continua de laisser cette caverne d'Ali-Baba à l'usage de plus de quarante voleurs.

En 1663, nouvelle tentative d'un voisin pour s'emparer du fort. « Ecuyer François Le Breton, sieur du Blotreau (1), proposa le 6 décembre d'arrenter le cavalier sur le Port-Communeau, à 20 sous par an, pour faire un jardin et un corps de logis ; la ville y contribuant de 1000 livres pour le ceindre d'un mur de 20 pieds de haut, avec le droit d'y faire mettre des canons en temps de guerre. La ville fit la dépense de fermer son fort et se le conserva (2). »

Mais là où avait échoué le sexe fort, le sexe faible devait réussir. La prise du fort, inutilement tentée par les seigneurs de Saint-Lô, de la Roche et du Blottereau, était réservée à des femmes. Les religieuses de Sainte-Marie-Madeleine, s'étant établies dans la maison située en face de l'ouverture de la rue des Caves, finirent par acquérir les immeubles qui les séparaient de la place jusque-là imprenable, et adressèrent, à leur tour, à la Ville, la requête qu'elle était déjà habituée à se voir représenter tous les vingt ans. De simples prières de femmes devaient faire tomber les murs de notre Jéricho.

La Ville s'empressa de favoriser l'institution moralisatrice des Pénitentes. Après avoir reconnu l'utilité de leur établissement, les officiers municipaux accordèrent aux religieuses par délibération du 17 mai 1702, l'usage d'un terrain inutile, appelé le Fort-Communeau. Ils imposaient en même temps à la communauté la charge d'acquitter la rente de 32 l. 19 s. qu'elle devait sur ces terrains depuis leur expropriation et la condition de les rendre, en cas de guerre ou d'autre nécessité (3).

(1) Propriétaire de l'hôtel du Bois-Rouaud : v. rue *Garde-Dieu*, côté du midi, n° 2.

(2) *Travers*, t. III, p. 382.

(3) *Arch. départ.* H. 354.

En rappelant la donation de ce fort, qu'il place à tort en 1700, et cette condition de le rendre en cas de besoin, Travers ajoutait, vers 1750 : « ce besoin est bien éloigné, et apparemment n'arrivera point. » (1).

C'est bien le cas de dire qu'il ne faut jurer de rien. Ces lignes étaient à peine écrites que ce besoin se présentait. De Vigny, dans son plan de 1755, traçait le premier projet de la place du Port-Communeau et la Ville reprenait aux religieuses, pour en faire une place, le terrain qu'elles avaient converti en jardin.

Profitant de la facilité avec laquelle le roi permettait de démolir l'enceinte de la ville, on y faisait de larges brèches. Après avoir naguère décidé la reconstruction de la porte du Port-Communeau, on venait de la détruire avec tout le mur de ville situé de ce côté. Ce travail entraîna dans un autre.

Le 24 février 1757 sur la représentation faite au Bureau que, depuis qu'on a démasqué la chaussée du Port Communeau par la suppression du mur d'enceinte de la ville et de la tour voisine, le public, choqué de la difformité qu'occasionne le cavalier appartenant à la communauté de cette ville et joignant le couvent des dames de sainte Marie-Madeleine, désire avec empressement que ce cavalier soit aussi supprimé, au moyen de quoi on ouvriroit une communication en ligne droite, utile et d'ailleurs nécessaire, de la rue de Saint-Léonard à celle des Caves, et que, par là, on donneroit une forme régulière avec une étendue convenable à une place dont la ville a besoin pour le commerce, ce qui procureroit encore un accès commode et décent au Palais de la Chambre des Comptes.

Le Bureau délibérant... a arrêté que led. cavalier... sera demoly et deblayé de jour à autre à l'alignement de la Rue des Caves à celle de Saint-Léonard, du côté du midy ; après, néantmoins, que lesd. religieuses auront esté prévenues de cette opération pour qu'elles puissent retirer de ce cavalier ce qui peut leur appartenir ; et comme l'alignement cy-dessus prescrit n'emporte pas la totalité dud. cavalier, la communauté consent que lesd. dames religieuses jouissent de la partie qui restera jusqu'à ce que le bien public exige qu'elle

(1) *Travers*, III. p. 42.

soit entièrement demandée ou employée à d'autres usages qui pour-
ront estre jugés nécessaires au bien de la ville.

En prenant aux Pénitentes la partie de terrain nécessaire pour la formation de la nouvelle place, la Ville leur laissait ainsi la jouissance de la partie dont elle n'avait pas alors besoin. Mais les religieuses, qui avaient dépensé 15 000 l. en clôtures et bâtiments sur ce terrain (1), furent rendues plus prudentes par cette expérience coûteuse. Comme la Ville leur laissait le reste du terrain occupé autrefois par le Fort Communeau, à la condition de le reprendre encore, si elle en avait besoin pour une autre cause, elles demandèrent qu'on leur abandonnât ce terrain complètement, avec la liberté absolue d'en disposer comme elles le jugeraient à propos (2).

Voici les considérations exposées dans leur requête :

« Les maire et échevins ont pris, le 26 février 1757, une délibération par laquelle il a été arrêté qu'il seroit employé une partie du terrain concédé, à l'occasion du projet d'embellissement de la ville, ce qui fera une diminution très considérable sur toute la longueur dudit terrain, en sorte qu'il sera réduit à 148 toises de superficie dont les maire et eschevins ont consenti par la même délibération que les lesdites exposantes continuassent de jouir tant que l'utilité publique le permettroit : mais les exposantes leur ayant fait des représentations au sujet de cette clause qui les tiendrait dans une perpétuelle incertitude, et qui les empêcheroit de faire construire sur le terrain en question des boutiques qui concoureroient à la décoration qu'on se propose de procurer à la ville, les maire et échevins ont pris le 26 mars 1757 (3) une seconde délibération par laquelle, en considération des services que les exposantes rendent au public, ils leur ont accordé et concédé la pleine et entière propriété de ce qui restera dudit terrain, le long de leurs maisons, entre les rues des Cordeliers et de Saint-Léonard, consistant en 148 toises de superficie ; et se sont chargés de faire faire dans la longueur dudit terrain, une façade avec des ouvertures de boutiques et de logements au désir des exposantes, sur le dessein qui en seroit arrêté par la Ville pour tenir lieu du mur de clôture, auquel ils seroient engagés par la

(1) *Arch. commun.* BB. 95, p. 87.

(2) *Arch. départ.* B, 102, f. 103.

(3) Elle se trouve : *Arch. commun.* BB. 95, f. 93.

délibération précédente ; comme aussi de faire faire le déblai du terrain concédé dans la profondeur de 18 pieds : le tout à la condition que les exposantes renonceraient à toute prétention d'indemnité pour raison de la démolition d'un pavillon qu'elles avoient fait construire. »

Les Religieuses ne furent pas les seules à profiter des bonnes dispositions de la Ville, lors de la formation de la place du Port-Communeau. Pour montrer à Cacault toute sa satisfaction des soins avec lesquels il avait dressé son remarquable plan de la ville de Nantes, la mairie lui abandonna les parcelles de terrain que la place n'avait pu utiliser.

Les considérations qui motivèrent ce don sont si élogieuses pour l'auteur de ce plan, que nous rapporterons en entier la délibération dans laquelle un travail aussi précieux fut dignement récompensé.

Du samedi 19 novembre 1757, environ les quatre heures de l'après-midi. Au Bureau de la maison commune de l'Hôtel-de-Ville de Nantes où présidoit M. Gellée Prémion maire, assistants MM. Bridon, de Navière, Haugardière, Bruneau, cons. magistrats échevins et Giraud procureur du Roy syndic.

Le sieur François Cacault est entré et a dit que, conformément aux ordres contenus dans la délibération du Bureau du 28 juin dernier, il avoit levé le plan des fauxbourgs de Nantes et l'avoit joint sur une même carte à celui de la ville ; qu'il prioit le Bureau de permettre qu'il eût l'honneur de luy présenter cet ouvrage ; ce qui ayant été agréé, ledit sieur Cacault a fait apporter une grande carte de luy signée contenant une copie du plan de la ville accepté par la susdite délibération, et le plan des fauxbourgs de Nantes ; et, à l'endroit, sont entrés MM. de Blavaux, ingénieur de la marine, et Ceyneray, architecte-voyer de la communauté, lesquels, à la réquisition de M. le Maire, avoient fait la vérification dudit plan des fauxbourgs et ont déclaré qu'ils l'avoient trouvé de la plus rare exactitude, ce dont ils ont donné leur certificat sur ledit plan.

Sur quoy le Bureau délibérant, et ouy le procureur du Roy syndic en ses conclusions, a témoigné audit sieur Cacault qu'il étoit très satisfait de son zèle et du succès de son ouvrage, lequel a été accepté pour être déposé aux archives de la Communauté, et mention faite, sur ledit plan de la ville et des fauxbourgs, de Nantes, de laditte acceptation ;

après quoy ledit sr Cacault sorty, ayant conféré avec mesdits sieurs de Blavaux et Ceineray de la récompense qu'ils croyoient être due audit sieur Cacault, le Bureau délibérant, voulant donner au sieur Cacault et à sa postérité des marques subsistantes de sa satisfaction, a, du consentement du procureur du Roy sindic, fait don, sous le bon plaisir du Roy, audit sieur François Cacault, des deux portions de terrain lavées en bleu sur le plan G. attaché, et terminées, la première par les points A. B. C. la seconde par les points E. F. D. G. situées aux deux côtés de la nouvelle place, pour jouir par ledit sieur Cacault, ses héritiers et ayant cause, des dits terrains en pleine propriété, à la charge seulement d'y bâtir des maisons conformes pour la décoration extérieure aux élévations qui luy seront prescrites par le Bureau, et les relever roturièrement du domaine de Sa Majesté, sauf à confirmer ledit don, lorsque la Communauté aura été autorisée par le Conseil du Roy à la vente desdits terrains ; et ayant fait entrer ledit sieur Cacault, auquel on a déclaré que la Communauté luy faisoit don des terrains dont il s'agit, en récompense dudit plan, il les a acceptés et a témoigné sa reconnaissance ; et la présente délibération sera envoyée à Mgr l'Intendant pour qu'il luy plaise la sceller de son autorité.

Ainsi signé : Fr. Cacault, Gellée de Premion maire, Bridon, de Navière, Haugardière, Bruneau et Giraud proc. du Roy sindic.

Vu bon par nous intendant en Bretagne pour être la délibération cy-dessus exécutée dans toutes ses dispositions selon sa forme et teneur sous le bon plaisir du Roy, et à la charge de faire confirmer le don qui y est porté par Sa Majesté. Fait à Rennes le 13 déc. 1775.

Signé : LE BRET.

BUART, greffier (1).

Aussitôt après sa concession aux Dames Pénitentes, la Ville chargea « François Cacault, entrepreneur, de la construction d'une façade dans toute la longueur de la place pour tenir lieu de clôture aux dites Dames ». Cette façade comprenait « des ouvertures de boutiques et des logements ». Elle était ornée de sculptures ainsi mentionnées dans les comptes du miseur, exercice 1757-1758.

« Art. 342 : au sieur Lefèvre, sculpteur, 396 livres, tant pour les armes de M. le duc d'Aiguillon, placées dans le fronton

(1) *Arch. départ* C. 333. *Arch. commun.* BB. 95 f. 149.

de la façade du côté de la maison des religieuses Pénitentes, que pour les deux écussons aux armes de la ville, posés aux deux extrémités de la façade (1). »

Ces sculptures désignèrent naturellement la façade de l'édifice aux coups des vandales de la Révolution.

« La place du Port-Communau, écrivait Guimar, en 1792, plus petite que celle de la Chambre des Comptes, mais aussi quarrée à peu près et régulière, présente à la nouvelle rue de Rennes plusieurs arcades dont le fronton portait ci-devant les armes du duc d'Aiguillon. Mais les décrets de l'Assemblée nationale qui *ont fait raser ces armes*, ont rendu à la place son premier nom.

C'est là, ajoutait-il, que se tient le samedi de chaque semaine le marché des denrées qui viennent à Nantes par la rivière d'Erdre ou de Barbin, telles que poulets, œufs, beurre, fils, etc. (2). »

Le projet d'un marché en cet endroit remonte en 1745. Une délibération municipale du 27 janvier rappelle à ce sujet une requête adressée au Parlement par la Ville et dans laquelle il est question de la navigation de l'Erdre et de la place du Port-Communeau.

Rien n'est plus intéressant pour l'Etat que l'augmentation du commerce et la faculté de la navigation ; ces deux objets se rencontrent dans le projet formé par la communauté de la ville de Nantes ; projet que cette communauté n'a jamais perdu de vue et qu'elle pense toujours très sérieusement à exécuter sous le bon plaisir de Sa Majesté.

La rivière d'Erdre étant jointe à la Loire, sans aucun obstacle pour la navigation, le commerce sera beaucoup plus facile et par conséquent beaucoup plus abondant, parce que le nombre prodigieux de voitures dont on est forcé de se servir pour la communication d'une rivière à l'autre, et qui coûtent des sommes immenses, ne sera plus nécessaire.

Le royaume y trouvera un avantage considérable surtout dans les circonstances semblables à celles où nous sommes aujourd'hui

(1) *Arch. comm.*, CC. 224, art. 334.

(2) *L'Indicateur nantais*, 1792.

c'est-à-dire en temps de guerre avec la nation angloise, ou quelque autre nation dont on a coutume de tirer des matières propres et absolument nécessaires pour les armements, comme le beurre, le fer et le charbon de terre.

Aux environs du bourg de Nort où la rivière d'Erdre commence à porter batteaux, et sous la distance de 4, 5 et 9 lieues, il y a 7 forges de fer; dans la paroisse même de Nort et dans les paroisses voisines, il y a plusieurs mines de charbon qui sont très abondantes et qui sont presque de la même qualité et bonté que celui d'Angleterre. La meilleure partie du beurre qui se consomme à Nantes et qui sert pour les armements, lorsque le commerce est interdit avec l'Irlande, se tire de l'évesché de Rennes. Toutes ces marchandises et plusieurs autres qui viennent de ce costé là comme toilles, lins, chanvres et autres espèces sont voiturées par la rivière d'Erdre jusqu'au lieu appelé Barbin, qui est à un bon quart de lieu de la ville de Nantes, d'où il faut les faire venir par chevaux ou charettes, ce qui coûte infiniment. Quel avantage ne seroit-ce point si toutes ces marchandises pouvoient estre conduites en bateau jusque dans le cœur de la ville et même jusque dans la Loire, d'où l'on pourroit les transporter à Brest et dans tous les autres ports, sans autre dépense que celle de les faire passer d'un bateau dans un autre. (1)

L'établissement du marché dut suivre cette requête. En 1781, une ordonnance de police en augmenta l'importance en fixant le marché au coutil sur la place d'Aiguillon où le marché au fil se tenait déjà.

Les considérants de cette ordonnance sont assez curieux. Ils nous apprennent, entre autres choses, que les fabricants de coutils de Clisson, de Vieillevigne et d'Aigrefeuille se laissaient facilement exploiter par les rusés Normands. Heureusement que la police du roi avait l'œil sur cette exploitation aussi funeste au fabricant qu'à l'acheteur, et prit les moyens de la faire cesser.

M. le Procureur du Roy de police a remontré que, contre la raison et les réglemens, les samedys aux heures de nuit, il est tenu, dans une ruelle appelée la rue de la Salorge, un marché assez considérable de couetils fabriqués à Aigrefeuille, Clisson, Vieillevigne et

(1) *Arch. commun.* BB, 88, 92.

autres lieux. qui doit présenter à la lumière des abus commis dans l'obscurité par des marchands monopoleurs ;

Que des Normands et autres étrangers, une heure après minuit, se rendent à ce marché, achemtent à tout prix ce qui y est porté de couetils, et metent le plus ordinairement les marchands de la ville dans la nécessité de rachepter d'eux ;

Que le paysan fabriquant leur donne volontiers la preference, parce qu'il est en apparence trop content de vendre, sitôt son arrivée, de pouvoir être de retour chez lui avant le lever du soleil, et surtout de ne pas rester longtemps au marché à pareille heure, et souvent par des tems très rigoureux ; qu'un tel insensé se trouvant sans doute content d'un petit benefice, peu jaloux de se faire connoître, ne voit pas qu'il seroit de ses interets que son couetil soit exposé à la vente aux heures ordinaires des marchés, et que la concurrence lui assureroit un lucre plus avantageux ;

Que ce seroit remplir les intentions du gouvernement de forcer les gens de tirer de leur industrie le meilleur parti possible ; qu'il lui paroît donc convenable de changer le lieu de ce marché de couetils connu des seuls marchands, de n'en permettre l'entrée aux etrangers qu'à des heures fixes, d'assurer aux marchands de la ville les facilités de faire leur choix et aux citoyens d'achepter de la première main ce qu'ils ne recevroient que de la troisième.

A ces causes, le Procureur du Roy requiert qu'il lui soit donné acte de sa remontrance, et qu'il soit ordonné qu'à l'avenir le marché de couetil qui étoit tenu dans la rue de la Salorge soit au contraire tenu sur la place d'Aiguillon aux mêmes jour et heure que celui du fil qui y est déjà etably ; qu'il soit defendu aux marchands etrangers de s'y presenter avant 7 heures en été et 8 heures en hiver ; que la peine de 20 l. d'amende, et même de confiscation de marchandise en cas de récidive, au profit des hopitaux, soit prononcée contre les contrevenants, et qu'il soit enjoint au commissaire de police de veiller à l'exécution de l'ordonnance qui interviendra (1).

Le 17 mai 1781, le siège adopta les conclusions du Procureur et porta les défenses qu'il réclamait. Les administrations de nos jours ne prennent pas plus à cœur les intérêts des acheteurs et des fabricants.

On vendit vivres et étoffes sur la place du Port-Communeau jusqu'à la Révolution. A cette époque, l'acquéreur du couvent

(1) *Arch. commun.* Ordonnances de police, 17 mai 1781. p. 83.

des Cordeliers, voulut, pour tirer le plus grand profit de son acquisition, transformer en halle aux toiles l'église du couvent.

Le 15 floréal an IV, le citoyen Orillard, manufacturier, présenta au Département « une pétition expositive du besoin qu'a la cité d'offrir aux manufacturiers d'étoffe et ouvriers employés à la filature des laines, fils et cotons, un local vaste et commode où chacun pût, à jour fixe, faire échange de matières et d'industrie », et offrit dans ce but « la ci-devant église des Cordeliers qui lui appartient (1). »

L'administration de la commune renvoya à l'administration centrale la pétition et les pièces à l'appui. L'affaire n'aboutit pas alors : mais le citoyen Orillard revint à la charge et, le 9 pluviôse an IX, vit la municipalité se rendre à ses désirs.

Le XVIII^e siècle avait formé la place du Port-Communeau ; le XIX^e lui donna ses derniers embellissements.

En 1808, on songea pour la première fois à orner d'une fontaine la « place de la Concorde » mais ce projet resta sans exécution. On y revint en 1820. Un particulier ayant demandé l'autorisation de capter les eaux de sources de la route de Rennes, pour les vendre au public, l'Administration ajourna sa réponse, ne voulant prendre aucun engagement qui pût empêcher l'établissement de la fontaine projetée.

Vu la délibération par laquelle M. Pradeau fils, sollicite de M. le Préfet l'autorisation de recueillir les eaux des sources qui sortent sur la route de Rennes, en face de l'ancien jardin de Tivoli (2) pour les clarifier, distribuer et vendre à son profit dans l'étendue de cette ville ;

Considérant que l'intention de l'administration municipale est de faire servir les ressources (*sic*) en question à l'établissement d'une fontaine publique reconnue de la plus grande utilité sur la place du Port-Communeau, à l'effet de procurer de l'eau à tout un quartier populaire éloigné de la Loire et privé conséquemment d'eaux de bonne qualité ; que déjà le conseil municipal en a exprimé le vœu verbalement

(1) *Arch. commun.* Arrêtés de l'an 4, p. 8.

(2) C'est aujourd'hui le bel établissement des frères de Bel-Air. L'alignement de cet immeuble sur la rue de Bel-Air fut donné au Directeur des Frères par arrêté municipal du 5 juin 1841.

dans plusieurs occasions ; qu'un tel établissement qui n'aura qu'un objet d'utilité pour but, peut être fait à peu de frais et très prochainement ; et que jusqu'à ce qu'un parti définitif ait été adopté à cet égard, il ne peut être autorisé aucunes dispositions antérieures sur l'emploi des eaux en question, parce qu'elles pourraient contrarier les intentions de l'Administration ;

Est en conséquence d'avis qu'il soit tardé à délibérer et statuer sur la demande de M. Pradeau, jusqu'à ce qu'il ait été prononcé sur l'établissement de la fontaine en question (1).

Ce projet de fontaine publique était à l'ordre du jour en 1829. Un plan qui en fut présenté par M. Théodore Nau, alors jeune architecte de Nantes, fut soumis à l'examen d'une commission composée de MM. Molchmeth, Cottin de Melville et Ogée, père. Le rapport de la Commission, rédigé par Ogée le 3 février, a été publié dans le *Lycée Armoricain* de mars 1829.

La fontaine du Port-Communeau devait être alimentée par les deux sources de la route de Rennes « sources à découvert, peu distantes entre elles et séparées par la route, à peu près en face du jardin appelé autrefois le *Tivoli* de Nantes (1) ».

Mais, s'il y a loin de la coupe aux lèvres, il y a, parfois, aussi loin de la source à la fontaine ; et les sources de la route de Rennes n'ont jamais jailli par les bouches de la fontaine du Port-Communeau.

Deux raisons empêchèrent principalement le projet d'aboutir : on jugea que le monument était en disproportion avec la pauvreté et l'étendue de la place, et que les deux sources de la route de Rennes ne pouvaient pas fournir le volume d'eau nécessaire pour l'alimentation de la fontaine, avec ses douze jets dirigés des coupes dans la grande vasque.

(1) *Arch. commun.*, Arrêtés, 23 sept. 1820.

(2) Une de ces fontaines se trouvait près de la propriété de M. Naud. Une pétition de 1815 porte qu'elle avait été établie au pied de son jardin par feu M. Naud, architecte et qu'un nombre infini de personnes, jusque du centre de la ville, vient y puiser. L'eau en est « la plus salubre de la ville, puisque les médecins ordonnent à leurs malades d'en faire usage et que, tous les matins, quantité de monde viennent s'en servir. Cette fontaine porte dans son carré parfait environ 4 pieds ». *Arch. départ.*, Route n° 137.

« La question des eaux est vitale pour les fontaines. Quel que soit le mérite de l'architecture et même de la sculpture dans ces sortes de compositions, si elles cessent d'être animées par le mouvement et le jeu des eaux, elles deviennent froides, tristes, monotones, et ne produisent qu'une faible impression sur le spectateur (1) ».

Cette réflexion sensée est la critique judicieuse de certaines fontaines monumentales. La nature a ses sources intermittentes. L'art, corrigeant la nature, devrait savoir préserver nos fontaines publiques de ce défaut.

Quand on contemple tous ces personnages à longue barbe de fleuve,

« Appuyés d'une main sur leur urne penchante »,

on s'attend toujours à voir une eau limpide sortir tumultueusement de leur urne. Mais loin de n'avoir point de fond, il semble que cette urne soit à double fond pour mieux empêcher l'eau de s'enfuir. Les quartiers qui possèdent ces fleuves inoffensifs peuvent avoir à craindre l'incendie, mais sont garantis contre toute inondation.

Le projet de fontaine de la place du Port-Communeau revint-il sur l'eau en 1855 ? On serait tenté de le croire. Meilinet cite, à cette date, « un projet de fontaine pour cette place (2) ». Le plan de M. Nau est exposé, nous le répétons, dans le numéro de mars 1829 du *Lycée Armoricaïn*. Peut-être Mellinet fait-il allusion à une reprise de ce projet.

La place du Port-Communeau a longtemps attendu sa fontaine. Enfin, depuis quelques années, les arbres qu'on y a plantés en ombragent une modeste. Que son onde soit fraîche en été, et, en toute saison, saine et agréable à tous ceux qui, pour étancher leur soif, se contentent de recourir à son filet maigre et peu coûteux.

(1) *Lycée Armoricaïn*. Ibidem.

(2) *La Commune et la Milice*, I, 351.

Avec sa fontaine monumentale, la place du Port-Communeau manqua aussi un autre monument.

Nantes, pendant longtemps, s'est demandé où placer son Palais de justice. On l'a promené en projet, un peu partout, jusqu'au moment où il finit par s'élever à l'endroit qu'il occupe aujourd'hui. Chaque année, pour ainsi dire, apportait un projet nouveau. Le projet de 1839 fut de l'édifier sur la place du Port-Communeau (1).

Ce projet, heureusement, n'aboutit pas. Il eut été un obstacle insurmontable au prolongement de la route de Rennes. La place et la ville eussent beaucoup perdu à l'érection d'un monument qui eût, pour toujours, empêché l'ouverture d'une rue aussi bien conçue que l'a été la rue Strasbourg.

On peut voir au musée départemental d'Archéologie un curieux dessin d'Hénon, représentant la place du Port-Communeau en 1769 (2), à l'époque même de sa formation. Son aspect était, à peu près celui qu'elle présentait avant l'ouverture de la rue Strasbourg. Le fond de la place est occupé par un bâtiment des Pénitentes. Devant ce bâtiment, on remarquait les arcades et autres décorations construites par Cacault, et dont nous avons déjà parlé plus haut. Aux deux coins de la rue, donnant sur l'Erdre, s'élèvent les pavillons que l'on y voit encore actuellement.

La vue étant prise de la route de Rennes, la place est en partie masquée par le dos d'âne très accentué du pont de Port-Communeau ou Pont-Morand.

La place du Port-Communeau, s'est appelée, dès sa formation, place d'Aiguillon en l'honneur du duc d'Aiguillon, qui fit tant pour l'embellissement de la ville de Nantes. Pendant la Révolution, elle porta le nom de la place de la Concorde, et prit dès le temps de l'Empire, avant 1812, le nom de place du Port-Communeau. Elle a conservé jusqu'à nos jours ce nom

(1) Mellinet, *Milice et Comm.*, t. I, p. 367.

(2) Vue perspective de la nouvelle place d'Aiguillon, prise à l'entrée du nouveau chemin de Rennes, ce 2 de mai 1769, par A. Hénon architecte.

qui lui fut maintenu officiellement par arrêté municipal du 13 août 1818.

Ce nom lui a été donné, tout naturellement, par suite de sa situation sur le Port-Communeau. Seul port de l'Erdre placé à l'une des portes de Nantes, ce port était autrefois de la plus grande importance pour la ville.

Depuis le XV^e siècle, il s'est appelé d'abord *Port Communal*, et *Port Communau*. On a écrit depuis : *Communeau*, et même par une bizarrerie des plus singulières : *Commune-Eau*. En écrivant ce nom : *Communau* on serait plus voisin de sa forme primitive. Par suite de la résolution si fréquente de l'*l* en *u*, on disait jadis indifféremment *Communal* et *Communau*. Le suffixe *eau* supposerait une forme primitive *el*, forme que nous n'avons jamais rencontrée ; le suffixe *au* suppose la forme primitive *al* que ce nom revêt si souvent. En écrivant *Communeau*, on commet la même faute que si l'on écrivait *cheveaux*, *généreaux*, au lieu de *chevaux*, *généraux*.

Cette faute, nous l'avons commise sciemment dans cet article. Que le lecteur nous le pardonne : nous avons préféré pécher contre l'étymologie, plutôt que de heurter ses habitudes de lecture. L'orthographe de plusieurs noms de nos rues auraient grand besoin d'être rectifiée. Les plaques officielles qui notifient ces noms aux passants ont toujours pour elles l'autorité, mais pas toujours la raison. Il y aurait dans ces inscriptions si courtes bien des choses à reprendre. Même les plaques qui ont été fondues l'année dernière ne sont pas exemptes de tout reproche.

Nous le ferons remarquer à l'occasion : non pas pour avoir le plaisir de signaler une faute, mais par amour de l'exactitude, et un peu aussi dans notre intérêt. Ayant beaucoup à écrire sur le *vieux Nantes*, il est impossible que nous ne commettions pas quelques méprises. On nous les pardonnera plus facilement si l'on considère que nous les cachons, parmi beaucoup de mots, au fond d'un livre, où, en passant *incognito*, elles n'offenseront personne ; tandis qu'un service mu-

unicipal, chargé spécialement de la chose, trouve le moyen d'afficher les siennes au coin d'une rue, dans la seule inscription de deux mots.

Il semble pourtant qu'une inscription sans faute n'en coûterait pas plus à fondre. Mais on ne peut pas exiger d'une ville de province que ceux qui fondent ou font fondre les plaques de ses rues soient membres de l'Académie des Inscriptions.

XVI. — RUE DE L'ECHELLERIE (1)

Du Port-Communeau à la place du Change.

Le Port-Communeau est relié à la place des Changes par une voie désignée, le plus souvent autrefois, dans toute sa longueur, sous la même dénomination, et qui forme aujourd'hui les trois rues du *Port-Communeau*, de *Saint-Léonard* et des *Carmes*.

Jusqu'à la rue des Halles où elle rencontrait en biais la seule voie charretière qui conduisait de la vieille ville à Saint-Similien, cette voie n'était croisée par aucune autre.

Du côté de l'Erdre, quelques venelles se détachaient de la rue. Depuis le Port-Communeau jusqu'à la place des Petits-Murs, elles conduisaient sur la muraille de la ville ; de cette dernière place jusqu'à la rue des Halles, directement sur l'Erdre.

De ces venelles, deux ont réussi à sortir de la bassesse de leur condition. L'une, située en face de l'église de Saint-Léonard, avait été englobée au XVI^e siècle dans la tenue de l'Arbalèterie : elle forme aujourd'hui la rue du *Muséum*. L'autre a été prise, à la fin du XV^e siècle, sur une propriété particulière : elle forme aujourd'hui la rue du *Cheval-Blanc*. Les autres sont restées à l'état de ruelles ou, pour leur conserver le nom qu'elles portent encore aujourd'hui, de *cours* : la *Cour d'Erdre*, la *Cour Vallée*, la *Cour Gaillard*.

Toute communication étant, de ce côté, barrée soit par les

(1) Nous remettons l'article sur les *Moulins Coutant et Harnois* à la partie de ces études qui parlera de l'Erdre. Ils y seront mieux à leur place entre les *Moulins l'Evêque* ou *Barbin* et les *Moulins des Halles*.

murs de la ville, soit par la rivière, aucune rue importante n'eût eu sa raison d'être. Ce ne fut qu'après la destruction de ces remparts, que le XVIII^e siècle perça la rue du *Muséum*, et la *Petite rue du Marais*, laissant au XIX^e le soin de percer les rues *Thiers* et de l'*Ecluse*.

De l'autre côté, vers la Mairie, deux coupures divisaient la voie en trois tronçons : la rue *Garde-Dieu* et la rue des *Trois-Croissants* ou *Petite rue des Carmes*.

La rue Garde-Dieu aboutissait sur la rue à l'église de Saint-Léonard, souvent indiquée comme point initial ou *Terminus* de ces rues diverses. De ce point partaient : dans la direction du Port-Communeau, la rue qui, depuis le XVIII^e siècle, porte plus spécialement le nom de rue du *Port-Communeau* ; et dans la direction des Changes, la rue *Saint-Léonard*.

La rue des *Trois-Croissants* tombait perpendiculairement sur la rue des Carmes qui se prolongeait depuis la place des Changes jusqu'en face de la rue du Cheval-Blanc. Elle longeait dans toute sa longueur l'église des Carmes et se terminait, comme la Petite rue des Carmes qui la remplace, à cette rue.

Le XIX^e siècle n'a percé, de ce côté qu'une rue nouvelle : la rue *Thiers*.

On a parfois avancé que cette voie occupait l'ancien lit de l'Erdre. L'étude du terrain à ses différentes profondeurs, peut seule montrer ce qu'il faut penser de cette assertion. Des documents écrits prouvent qu'elle existait dès le XIII^e siècle. Rien ne prouve que dès le temps des Romains, il n'y avait pas, entre la rivière et les murs de Nantes, une voie pour mettre en communication la vallée de l'Erdre avec le sud de la Loire sans entrer dans la ville, mais en en contournant simplement les remparts.

Pierre de Dreux a pu rétrécir le cours de l'Erdre : mais c'est exagérer l'importance de ses travaux que d'admettre qu'il conquit sur le marais toute la partie de Nantes située hors des vieux remparts. Une simple considération suffira pour se convaincre de cette vérité.

Les terrains situés hors de ces vieux murs appartenait à trois paroisses : celles de Saint-Léonard, de Saint-Vincent et de Saint-Saturnin. Celle de Saint-Vincent franchissait les murs : celles de Saint-Léonard et de Saint-Saturnin n'avaient pas un pouce de territoire à leur intérieur. A la rigueur, on pourrait admettre que Saint-Léonard avait, pour exister, assez de territoire hors des marais, depuis la Motte-Saint-André jusqu'à la rue Saint-Léonard, et que la partie des marais prise pour cette rue aurait simplement augmenté une paroisse déjà existante. Mais pour Saint-Saturnin, pareille supposition est impossible. La paroisse était toute entière entre les vieux murs de Nantes et l'Erdre, par conséquent, dans la partie que Pierre Mauclerc aurait conquise sur la rivière. Dans l'hypothèse que nous combattons, la paroisse Saint-Saturnin, faute d'habitations et d'habitants, n'aurait pas pu exister avant Pierre de Dreux, c'est-à-dire avant le XIII^e siècle. Or un document écrit constate sûrement son existence dès 1101. De cette existence, on doit conclure que les rues des Carmes et de la Poissonnerie n'ont pas été prises au XIII^e siècle sur le marais.

L'existence des rues des Carmes et de la Poissonnerie, et probablement celle des autres de ce parcours, remonte donc au moins à la fondation de la paroisse de Saint-Saturnin.

A partir de l'église de Saint-Léonard jusqu'aux Changes, cette voie longeait l'enceinte romaine de Nantes.

Le mur d'enceinte se détachait de l'église dans la direction de la mairie faisant un angle droit avec l'autre mur de la même enceinte qui longeait la rue Garde-Dieu et sur lequel l'église était appuyée. Quand les remparts de la ville eurent été reportés jusqu'à l'Erdre, des maisons s'adossèrent à la muraille romaine délaissée, sur toute sa longueur⁽¹⁾. Pour con-

¹ Plusieurs de ces « ataches de maison au vieux mur de la ville » se firent au commencement du XV^e siècle, par la permission des ducs de Bretagne, moyennant une redevance à la Prévôté. Voici une de ces concessions faite le 27 juillet 1413, à un peintre qui porte le nom étranger de *Wiccinguier* ou *Wiczinguier*, appelé aussi *Lepaintre*, et, en 1537, par erreur de

naitre exactement le tracé de cette enceinte, il eût suffi de connaître la profondeur des maisons qui la séparaient de la rue. Nous donnons cette profondeur d'après un document du XVII^e siècle. Mais l'alignement de ce côté de la rue Saint-Léonard ayant été modifié depuis, cette donnée perd une grande partie de son intérêt.

Ce mur suivait assez exactement la rue actuelle jusqu'à la Petite rue des Carmes, appelée depuis l'année dernière rue de l'Ecluse. La maison qui fait l'angle de cette rue avec la rue des Carmes et occupée aujourd'hui par une pharmacie, était en 1426 et 1537 appuyée au mur ancien de la ville.

L'église des Carmes était-elle aussi appuyée à ce mur? D'un côté, on serait tenté de le croire. Elle se trouve sur la ligne directe qui va du jalon précédent au Change. Plusieurs de nos églises ou chapelles, comme celles des Cordeliers, de Saint-Léonard, de Saint-Saturnin, des Jacobins, étaient appuyées à cette antique enceinte. Il semble d'ailleurs que la paroisse de Saint-Saturnin fut primitivement séparée de celle de Sainte-Croix par ce mur. Or la séparation entre ces

copiste, Hames Lepaige. Il possédait deux immeubles attachés au vieux mur : l'un rue des Carmes, (voir côté d'orient, n° 1) l'autre, rue Saint-Léonard (voir côté d'orient, n° 4). Il s'agit ici de ce dernier.

« Sachent tous que par nostre court de Nantes en droit furent presens et personnelment establiz Hannes Wiccinguier, peintre, et Durance sa femme... lesquels et chacun — confessèrent — que Jehan Couldebouc, receveur de Nantes, a baillé et transporté a tonziourmais pepétuellement à héritage auxdiz Hannes, sa femme, leurs heirs et pour ceulx qui d'eulx auront cause au temps avenir, assavoir est l'attache de la maison auxdiz Hannes et sa femme en dous airaux de maison joignant l'un à l'autre sis en la ville de Nantes, eu la paroisse de Saint-Lenard, entre la maison Phelippot de la Mesonneuve d'un costé et la maison Gefroy Laloué, fournier, d'autre, ferans et habitans par le derrière aux murs anciens de ladite ville et par le devant au grand chemin et pavé comme l'on va des Changes de Nantes à Saint-Lenart, lesquels dous airaux Juhane, femme feu Olivier du Bugnon, avoit naguère baillé par héritage auxdiz espoux comme disoient, pour atacher et fortifier leur dite maison du mur de l'ancienne forteresse de ladite ville, par autant comme celle maison contient, et pour y faire cheminées et fenestres jusques à la moitié dud. mur et que ils povoint et pourront fere yssue et avoir leur allée jusques à lad. moitié dudict mur; et lesdictes baillées et prinses avoint esté et sont faictes pour le pris de deiz et ouyct deniers de rente annuelle et perpétuelle ». *Arch. départ.*, B. 689.

deux paroisses était, à partir de la Petite rue des Carmes, entre la rue des Carmes et celle du Moulin. Ces raisons porteraient à croire que le rempart suivait la direction de la rue actuelle des Carmes sans s'en écarter sur aucun point.

Mais, d'un autre côté, on rencontre, en 1426 et en 1537, « une tourelle *sise ou veïl mur de la clousture ancienne* de la ville, *près l'estanc de la rivière d'Erde*, au-dessus de la cohue des Halles ». Cette tourelle était sûrement située entre la rue des Carmes et l'Erdre, et les rues de l'Ecluse et des Halles. Quand ces textes ne nous diraient pas qu'elle était sise au vieux mur de la clôture *ancienne* de Nantes, nous devrions le conclure. La clôture nouvelle ne dépassait pas de ce côté la place des Petits-Murs.

Se trouverait-on ici en présence d'un ouvrage isolé de fortification? Ce texte, en rattachant cette vieille tourelle à la vieille enceinte, ne se plie guère à cette interprétation. Il faudrait donc conclure que, parvenu à la Petite rue des Carmes, le mur romain barrait la rue des Carmes, poussait une pointe vers l'Erdre, et revenait prendre ensuite sa direction première dans l'alignement de la rue jusqu'au Bouffay. Du reste, pour fixer autant que possible la base du triangle fait par cet écart, nous pouvons dire que le mur de la vieille enceinte reprenait, à l'Est de la rue des Carmes, à la cinquième maison de la rue à partir de la place du Change.

Différents travaux ont, à plusieurs époques, ramené au jour une partie de cette vieille enceinte romaine. Les derniers ont eu lieu il y a deux ans, à l'occasion de la construction du bâtiment destiné aux Archives communales. On a pu constater alors que l'ancienne église Saint-Léonard, que ce bâtiment remplace, était bien appuyée à ce vieux mur. Il eût été intéressant pour la topographie de Nantes de relever sous quel angle se croisaient en ce point le mur septentrional et le mur occidental de cette enceinte. Nous avons peine à croire que ce travail n'ait pas été fait par ceux que la chose regarde. Mais, comme ce fait est tout récent, nous n'avons pas re-

cherché s'il en avait été fait ou publié un compte-rendu.

Voici, du moins, celui d'une fouille faite au commencement de ce siècle et relatif à la découverte d'une partie de l'enceinte romaine au sud de la rue Thiers. Nous le trouvons enregistré dans les délibérations municipales du 12 fructidor an IX.

Lecture faite d'un procès-verbal en date du 9 de ce mois, relatif à la rencontre d'un ancien mur de ville sur le terrain de la ci devant chapelle de Notre-Dame de Toute-Joye.

La mairie arrête qu'il en sera fait mention à la séance de ce jour, et qu'il sera inscrit à la suite du présent.

L'an 9 de la République Française, le 9 fructidor nous J.-B. Chauvet et J. Avilau, adjoints au maire, chargés de la surveillance des travaux publics, ayant avec nous P.-Nic. Fournier, adjoint de l'architecte-voyer, nous sommes transportés rue de la Commune, sur le terrain de la ci-devant chapelle de Toute-Joye, joignant l'hôtel de la Mairie, à l'effet de constater la situation d'un gros mur trouvé dans l'affouillement fait pour établir une glacière, et où étant avons reconnu, au milieu de la cour une excavation ayant 7 pieds de profondeur dans son grand diamètre, et une seconde excavation au fond dicelle ayant 3 pieds de profondeur, traversée du côté de l'ouest par un fragment de mur ayant 3 pieds de hauteur et 3 pieds 3 pouces d'épaisseur bâti à chaux et meslé de sable de carrière jaunâtre et en pierre de rocher taillée à soirie parementée en dedans et en dehors et d'applomb sur ses deux faces, ledit mur assis sur un fonds de terre noirâtre vaseuse, pure et sans mélange.

Passant ensuite à l'examen des terres dudit affouillement, nous avons reconnu que le sol, à 5 pieds en contrebas, était d'une terre noirâtre rapportée, faiblement meslée de pierres, briques et démolitions, que la tranchée dudit mur avait été faite dans une couche de terre glaize ayant également 5 pieds d'épaisseur, et couverte à sa superficie par une couche de retaille de tuffeau d'un pouce d'épaisseur, que ledit mur avait sa direction Nord 20 degrés est, et Sud 20 degrés Ouest.

Ayant fait placer deux jallons sur le parement intérieur dudit mur et tendu un cordeau, nous avons reconnu qu'il s'alignait avec l'angle de face du bâtiment servant ci devant de consulat, et prolongeant ledit cordeau nous avons reconnu que sa direction se prolongerait jusqu'au jambage est de la porte d'entrée du jardin sous la gallerie : pourquoi nous estimons que ce mur fait partie de l'enceinte de ville construite, en 1213, par Pierre de Dreux, et que

ledit mur aboutissait vers nord au mur de ville qui part de Saint-Léonard passant dans les Cordeliers, se joignait à la tour du Trépied, et vers sud allait joindre la porte de ville qui était construite près Saint-Saturnin et continuait de là jusqu'au château du Boufflay.

De tout quoi nous avons rapporté le présent procès-verbal, ordonné qu'il serait fait un plan et une coupe dudit affouillement pour y être joint, et le tout déposé aux archives de lamairie à Nantes, lesdit jours et an que dessus.¹

En attribuant la construction de ce mur à Pierre de Dreux, Fournier a commis une méprise : Pierre de Dreux ayant délaissé cette enceinte primitive de Nantes pour en construire une nouvelle sur l'Erdre. Malgré cette erreur d'interprétation, ce procès-verbal que nous croyons pouvoir lui attribuer, nous a semblé renfermer plusieurs détails intéressants à rappeler.

Cette partie de l'enceinte romaine était, comme les autres, flanquée de tours. Au XV^e siècle, de l'église Saint-Léonard au Change, on en voyait encore plusieurs.

C'est de cette église à la rue Thiers que nous placerons les deux qui sont mentionnées dans ce texte d'un rentier de 1426.

« Jehan Blanchet, sur la maison et appentiz qui fut Jehan Moreau, Fournier, et a present tient par louaige Jehan Bigorret bouchier, sise en ladite rue de l'Eschellerie, près Saint-Leonart, et joignant *au vieil mur ancien de la ville* entre une *tourelle* qui est oudit mur à l'endroit du jardin de Derval d'un costé et le pavement qui est entre celuy apentiz et la *tour* de devant Saint-Leonart d'autre, du costé devers ledit hostel de Derval. XXI d. »

L'église Saint-Léonard longeant le mur d'enceinte dans le sens de la rue Garde-Dieu, la tour qui se trouvait devant l'église devait donner sur la rue Saint-Léonard. Le mot de *tour* employé ici indique son importance, elle était évidemment d'un plus fort diamètre que les autres tourelles échelonnées le long du mur.

¹ Arch. commun. Délibér.

Le jardin de Derval est aujourd'hui le jardin de la mairie : la tourelle dont il est ici question flanquait donc la partie du mur de ville qui, à la suite de la rectification de cette rue, est entrée toute entière dans ce jardin.

Pour ne pas multiplier les tourelles outre mesure sur une partie de mur si restreinte, nous identifierons celle dont il est ici question avec celle que nous trouvons ainsi mentionnée dans le rentier de 1537.

« Item nous suysmes transportez en une maison qui autresfoiz fut à Perrot Davaugon et en ung apprentilz et en *une tourelle près les vieilles murailles de la ville*, du cousté vers Saint-Leonard ladite tourelle, d'autre cousté ung heral, par le devant vis-à-vis des estuffes, par le derrière le jardin feu Jehan François, esqueulx maison apprentilz et tourelles avons trouvé Jehanne Hubert, veuffve de Charles Charpentier et Yvon Charpentier, lesqueulx nous ont congneu et confessé lesd. choses leur appartenir ».

Le jardin de feu « Jehan François » est le même que le jardin de Derval » ces différentes dénominations désignent toujours le jardin de la mairie. En plaçant en si peu d'espace une tour et deux tourelles nous arriverions à trop fortifier ce côté de la ville, et nous aurions autant de raison d'appliquer à Nantes qu'à Jérusalem la parole du psalmiste : *abundantia in turribus tuis*.

Un peu plus loin en allant vers le Change, le même rentier de 1426 nous signale une autre tourelle : « Olivier Le Texier sur une *veille tourelle* et mur ancien au derrière de leur hostel, entre celui hostel et le jardrin du prévost de Vertou, XII^e ».

La maison du prévôt de Vertou se trouvait du même côté de la rue avant la rue du Cheval-Blanc, presque en face du jeu de paume remplacé aujourd'hui par une droguerie au n° 19. Nous placerons donc cette tourelle vers le n° 16.

Si nous passons de la rue Saint-Léonard à la rue des Carmes, nous y trouverons une autre tourelle encore : « Hannes Weczinguier, pour atache de sa maison au mur ancien de ville, VI^e.

Ledit Hannes, pour une tourelle du mur ancien de la ville qui fut à Olivier Lequeu, lui baillée à rente à XI^e, VI^d ».

Cette tourelle existait encore en 1537. « Item nous suysmes transportez en une tourelle estante audit mur, que tint aultresfois Hames Lepaige, Olivier Lequeu, Jeh. Coursault, en laquelle tourelle nous avons trouvé M^e Vallentin Coursault, prestre, lequel nous a dit ladite tourelle luy appartenir ».

La maison de Valentin Coursault existe encore à l'angle de la rue des Carmes et de la place du Change. C'est celle qui avance sur la rue et porte pour enseigne : *Au vieux Nantes*.

Toutes ces tourelles étaient situées du côté oriental des rues de Saint-Léonard et des Carmes. Comme nous le disons plus haut, il s'en trouvait cependant une entre la rue et l'Erdre. Nous la trouvons mentionnée de 1409 à 1537.

En 1409, Girard Prevost reconnaît « avoir prins de Jeh. Couldelbouc, receveur de Nantes, *une vieille tourelle* siise au *vieil meur de la closture* pres l'estang de la rivièrre d'Erdre au dessus de la maison de la cohue des Hales, à l'endroit de l'hostel et courtil de Thomas Larcher, siis en la rue du Carme, entre ung petit apentiz à Jeh. Bihier d'un costé et la rue et la venelle et issue comme l'on va de la maison au Stonnet par ledit mur à lad. rivièrre d'Erdre ».

Cet extrait emprunté à un inventaire (1) nous semble avoir sur quelques points mal copié l'acte qu'il analyse. Son analyse est cependant fidèle. En 1426, nous retrouvons le même Girard Prevost enrôlé pour une rente de 3 s., « pour une *tourelle sise au vieil mur de la clousture ancienne de la ville près l'estanc de la rivièrre d'Erde*, au-dessus de la cohue des Halles, ou derrière de l'ostel et courtil Thommas Larchier ».

Cette tourelle existait, ainsi que celle du Change, en 1537.

« Item nous suysmes transportez en une vieille tourelle qui fut à def. Guil. Michel, estant au *vieil mur de la ville* ou derrière de l'hostel et jardin qui fut Thomas Larcher et où

(1) *Arch. départ.* Turnus Brutus. Cf. Travers, T. I, 502.

il demeura, et dempuix y demoura Jeh. Clemens, sellier, et Yvon Millon, sellier; en laquelle tourelle nous avons trouvé Toussaint Paiget et Gilles Richerot queulx nous ont dit chaincun d'eulx, lad. tourelle leur appartenir, et chaincun d'eulx pretend estre son heritaige ». (1)

D'après les différentes indications données par ces textes on doit placer cette tourelle entre la rue des Halles et la rue de l'Ecluse. L'emplacement de la cohue des Halles située rue de ce nom, près de l'Erdre, est aujourd'hui occupé par le quai Penhièvre et par la rivière. La venelle et issue dont parle le contrat de 1409, est la petite venelle qui conduisait de la rue des Carmes à l'Erdre, et qui va aujourd'hui du n° 3 de la rue Saint-Léonard à la rue du Marais. Entre la tourelle et cette venelle se trouvaient les immeubles de l'Hôtel du Péllican, situés en face de l'église des Carmes. C'est donc entre ce dernier point et la rue des Halles qu'il faut chercher cette tourelle du vieux mur de Nantes.

La situation de cette tour entre la rue des Carmes et l'Erdre, devait faire décrire un angle à l'enceinte romaine de Nantes, et en rompre la régularité. Peut-être cette tour, en s'avancant sur l'Erdre au-dessus de la cohue des Halles, avait-elle pour objet de défendre la vieille voie qui passait près de là pour aller au-delà de la rivière : nous ne pouvons que signaler le fait sans prétendre l'expliquer.

En résumé, l'enceinte romaine de Nantes présentait donc à l'Ouest, du côté de l'Erdre : 1° la tour de Saint-Léonard ; 2° une tourelle, au moins, dans le jardin de la mairie ; 3° une autre vers le n° 16 de la rue Saint-Léonard ; 4° une autre à l'angle de la rue des Carmes et de la place du Change ; 5° celle qui se trouvait entre la rue des Carmes et l'Erdre, au-dessus de la cohue des Halles, et dont la situation en dehors de la ligne jalonnée par les autres ne cadre guère avec ce que l'on a souvent dit du tracé suivi par ce mur romain.

(1) Arch. départ., rentiers de 1426 et 1537.

La voie qui nous occupe portait autrefois dans toute sa longueur, c'est-à-dire du Port-Communeau au Change, le nom de rue de l'*Echellerie*.

Quelques-uns de nos historiens, tant anciens que modernes, se sont mépris sur la situation et sur la direction de la rue de ce nom. L'erreur la plus commune est celle qui confond la rue de l'Echellerie avec celle du Cheval-Blanc ou avec une venelle qui aurait abouti sur l'Erdre, débouchant aux Petits-Murs. Dans cette opinion, le nom de rue de l'Echellerie serait venue de l'échelle ou des degrés par lesquels on montait sur le rempart qui servait de passage aux piétons.

Cette explication, sinon l'opinion dans son ensemble, a, sans doute, sa source dans un passage de l'abbé Travers. Parlant de travaux faits en 1722, et qui concernent la rue du Cheval-Blanc, il ajoute que ces travaux furent faits « afin de faciliter le passage du quartier de Sauvetour à la rue de l'Echellerie, maintenant rue des Carmes, et appelée autrefois rue de l'Echellerie, *à cause de cette muraille passante ou pont de pierre*, et qui était une vraie échelle de pierre montante et descendante d'espace en espace pour arriver au niveau du haut de la rue de la Boucherie autrefois de Sauvetour (1) ».

Dans un autre endroit, il identifie la porte de l'Echellerie mentionnée par le titre de la fondation des Carmes en 1327, avec la porte Sauvetour. « On voit ici, dit-il, que la porte de l'Achellerie est la porte de Sauvetour (1) ».

Un peu plus loin, il place cette même porte près du couvent des Carmes, au débouché, à ce qu'il semble, de la Petite rue des Carmes, sur la grande rue de ce nom. « Albert de Morlaix, dit-il, met la maison des Carmes entre cette porte (des Changes) qu'il appelle Guerrandoise, et la porte de l'Echellerie sortant sur la rue de ce nom près de la Petite rue Notre-Dame, autrement Toute-Joie. (3)

(1) *Travers*, t. III, p. 462.

(2) *Ibidem*, t. I, p. 409 et 501.

(3) *Ibidem*, t. II, p. 501.

Cette opinion transporte la porte de l'Echellerie, de la porte Sauvetour, près des Carmes, et par conséquent de la nouvelle enceinte de Nantes à l'ancienne. La seule étude des lieux lui donnerait une assez grande probabilité. On peut admettre en effet, que l'enceinte romaine était percée vers les Carmes d'une porte ou peut-être, plutôt, d'une poterne qui donnait accès sur l'Erdre. La direction de la Petite rue des Carmes, sur ce point, serait suffisamment expliquée par cette supposition. Si de la place Saint-Léonard jusqu'à celle du Change, l'enceinte romaine de Nantes n'avait eu aucune issue sur l'Erdre, on ne verrait pas pourquoi l'ancienne rue de Verdun (aujourd'hui rue de la Commune) aurait fléchi vers l'ouest et envoyé vers la rivière, avant d'arriver à la place du Change, deux voies qui, barrées par les remparts ne se seraient rencontrées en ce lieu que pour y aboutir à une impasse.

La Petite rue Notre-Dame et la Petite rue des Carmes sont des voies très anciennes. On pourrait, il est vrai, attribuer leur formation et leur direction à l'établissement des Carmes fondé en 1327. Mais d'autres considérations nous les font croire antérieures au déclassement de l'enceinte romaine occidentale de Nantes. Aussi ne faisons-nous aucune difficulté d'admettre que cette enceinte était percée d'une porte ou d'une poterne, à la rencontre de ces rues.

Mais en admettant l'existence de cette porte, nous avons peine à voir en elle la porte de l'Echellerie. Le même texte, par suite d'une interprétation différente, a servi à Albert Le Grand et à Travers pour placer la porte de l'Echellerie, l'un près du couvent des Carmes, l'autre à la porte Sauvetour. Il nous servira à la placer plus loin, à l'extrémité de la rue.

Ce texte est celui de la fondation des Carmes en 1327. Dans cet acte Guill. de Rochefort donne aux religieux (1) : « Un emplacement situé à Nantes entre la maison de Guil. Laillier

(1) « Locum... situm Nannetis inter domum Vredum, et vicum per quem itur ad portam quæ dicitur de la Cellerie, ex altera. » (D. Mor., Pr. I, 1346)

d'un côté sur la rue appelée vulgairement Verdun, et la rue par laquelle on va à la porte de la *Cellerie* ».

La rue de Verdun est suffisamment connue. Elle allait de la place Saint-Jean à la Basse-Grand-Rue où elle débouchait sur le carrefour de la Laiterie. Elle formait les deux rues actuelles de la Commune et du Moulin. Grâce à cette indication précise, il est facile de trouver la rue parallèle à la rue du Moulin et qui limitait de l'autre côté l'établissement des Carmes. Cette rue est évidemment la rue dite, de cet établissement, rue des Carmes et qui se dirigeait du Change au Port-Communeau, en passant devant la grande porte de la chapelle du couvent. Les expressions « rue par laquelle on va à la porte de la Cellerie » supposent que l'on n'est pas encore à cette porte, qu'il ne faut pas la chercher sur l'un des points latéraux de la rue auprès de l'emplacement désigné, c'est-à-dire près des Carmes, mais à l'une de ses extrémités vers le Port-Communeau.

Peut-être même, comme cette porte de l'Echellerie (nous parlons ici de la porte et non de la rue) n'est mentionnée qu'en 1327, faudrait-il la confondre avec la porte appelée aussi porte des Caves, ou porte du Port-Communeau, qui appartenait non pas à l'enceinte romaine, mais à celle de Pierre de Dreux.

Quoi qu'il en soit de la situation de cette porte, il est certain que la vieille rue de l'Echellerie conduisait du Change au Port-Communeau, et non à la porte Sauvetour. C'est la direction que l'abbé Travers, lui-même, lui donne dans d'autres endroits où il est mieux inspiré. « La rue de l'Echellerie, dit-il, ainsi appelée de plusieurs échelles, qui montaient sur le mur de ville, commençait au Port-Communeau et se terminait aux Changes. — Cette rue conduisait des Changes jusqu'aux moulins Coustans au Port-Communeau. — La rue des Carmes depuis les Changes jusqu'au Port-Communeau était connue sous le nom de l'Echellerie (1) ».

(1) *Travers*, t. I, 363 et 502 ; t. II, p. 158.

Cette direction est indiquée ou supposée par tous les textes des XIII^e, XIV^e, XV^e, XVI^e et XVII^e siècles qui mentionnent ce nom. Tous font passer la rue de l'Echellerie dans la direction du Change au Port-Communeau, par devant les églises des Carmes, de Saint-Léonard, ou devant les maisons importantes situées sur ce parcours. Nous n'en connaissons aucun qui place cette rue dans la direction perpendiculaire que supposerait son débouché à la Porte Sauvetour.

On trouvera plusieurs de ces textes dans les articles que nous consacrons aux maisons des rues du Port-Communeau et de Saint-Léonard : citons-en cependant ici quelques-uns.

C'est d'abord, en 1234, un titre qui concerne l'emplacement de l'église Saint-Léonard. Le cellier qu'elle remplace est dit situé dans la paroisse de Saint-Cir sur la rue de la Chalerie¹. En 1246, le même emplacement donné par Pierre Mauciere pour la reconstruction du couvent et de l'église de Saint-Cir et de Sainte-Julitte, est situé *rue de l'Echellerie, près de l'Hôpital* « *in Scalaria, juxta Hospitale* ». Or l'Hôpital dont il est ici question est l'Hôpital dit plus tard la Commanderie Saint-Jean, qui se trouvait entre la place Saint-Jean et le prieuré de Saint-Cir reconstruit rue Garde-Dieu (2).

1352. Meson devant l'yglese de Saint-Leonart achevante par davent à la rue de l'Eschellerie par où l'on veit de l'iglese dou Carme ès Molins Coustens. — 1426. Rue devant le puiz de la Prevosté, commenczant à l'ostel qui fut Perrot Lepevriier faisant le coign des Changes comme l'on va de Saint-Saournin à la Prevosté et au change de feu Simon Lepevriier, s'en allant par la rue devant le Carme à la rue de l'Eschellerie, à Saint-Léonart et jusques à la porte des Caves. — 1458. Meson de def. Geffroy Laloué, sise en la rue de l'Eschellerie par où l'on va des Changes à Saint-Léonard. — 1481. Maison en la rue de

(1) « Cellarium nostrum... situm in parrochia S. Cirici in vico de la Chalerie cum tota via quæ est juxta cellarium illud a magno vico de la Chalerie usque ad vicum novum. » *Arch. départ.*, H 351.

(2) *Travers*, t. I, 364.

l'Eschalerie par où l'on va des Changes à Saint-Léonard.—1678.
Rue Saint-Léonard autrefois appelée rue de l'*Eschellerie* (1).

De ces différents textes, et d'autres plus nombreux qui font passer la rue de l'Eschellerie devant les maisons des rues du Port-Communeau et de Saint-Léonard, il est évident qu'il faut identifier la vieille rue de ce nom avec ces dernières, et qu'en étendant le nom à toute la voie dont elles font partie, on doit admettre qu'il a été porté dans sa plus grande extension par la voie qui va des Changes au Port-Communeau.

D'où venait ce nom ? Ici la question est plus difficile. On pourra lui assigner une double origine, suivant la forme que l'on adoptera pour sa forme primitive.

Si l'on adopte pour forme plus ancienne «la *Cellerie*», en rapprochant ce nom de celui de rue des *Caves* on pourra admettre qu'il vient des celliers nombreux qui se trouvaient dans ces quartiers. Le texte de 1234 que nous citons concerne précisément un cellier.

Mais, à cette même époque, le nom latin de la rue est aussi *Scalaria* : traduit exactement par le mot *Eschellerie* ou *Echellerie* : mot qui suppose un endroit accessible avec une échelle ou par des degrés. Où était cet endroit ? Quelle était sa nature ? Était-ce un point des remparts de l'enceinte romane ? Était-ce un point de la douve ? Était-ce un autre point quelconque de la voie du Change au Port-Communeau qui présentait quelques degrés à franchir ? dans le même quartier se trouvait un autre endroit appelé le saut des chiens : *saltus canum* (2).

Sans pouvoir répondre d'une manière satisfaisante à ces questions, signalons cependant dans la rue Saint-Léonard, du

(1) *Arch. départ.*, H. 34 : rôles rentiers 1426 ; — 1678, *Arch. du Chapitre*.

(2) In *Scalaria juxta Hospitale*, Trav., I, 364. En 1303, Gilles Martin, citoyen de Nantes, donne à la chapellenie de Saint-Louis à la cathédrale 70 s. de rente « super domo Robini de Basogiis, civis nannet, sita in *Scalaria* nannetensi, inter domum def. Andree Anglici et domum Thome Piperarii, civis nannet » et 20 s. « super domo que quondam fuit Damonis Vertou, sita in *Scalaria* Nannetensi, prope domum que fuit Rollandi Martelli ». *Arch. départ.* G 176.

côté de la Mairie, deux maisons appuyées à l'ancienne enceinte de Nantes et appelée autrefois la maison de l'*Echellerie*. La première appartenait au prévôt de Vertou. En 1426, « le prévôt de Vertou » devait une rente à la Prévôté de Nantes « sur sa maison de l'Eschellerie, sise entre la maison de James Lebel et l'héral d'Olivier Le Texier. » En 1537, la maison du dit James Lebel, que le scribe appelle par erreur James Leblois est dite « sise entre la maison de l'Eschellerie appartenant au prevost de Vertou... par le devant la rue qui conduit des Carmes à Saint-Léonard, par le derrière yssue sur la venelle qui conduit du coign de la maison de Geneston à Notre-Dame de Toute-Joaye ».

La seconde située un peu plus près de l'église Saint-Léonard est mentionnée dans les titres du Chapitre sous le nom de maison de l'Echellerie, depuis 1527 jusqu'en 1720.

D'autres maisons du même côté de la rue payent une rente à la Prévôté pour issue sur le mur ancien de la ville ; « Olivier Le Texier pour avoir atache au mur ancien de la ville et y fere usserie pour yssir et entrer de la maison où il demeure sise en ladite rue de l'Eschellerie (1426) ; maison arrentée en 1448 avec son droit « à yssir du derrière de lad. meson sur les vieux murs de ceste ville de Nantes ».

Ces documents porteraient à conclure que, après le déclassement de l'ancienne enceinte de Nantes, les particuliers qui construisirent dans sa douve, placèrent pour accéder sur le haut du rempart, des degrés semblables à ceux que l'autorité publique plaçait en certains endroits pour donner accès sur les fortifications. Ainsi, le long de ces remparts se seraient établies plusieurs échelles, d'où le nom de maisons de l'Echellerie données d'abord aux maisons derrière lesquelles se trouvaient des échelles de ce genre, puis à la partie de la rue qui passait devant ces maisons, et enfin à la rue toute entière.

Nous avouons cependant que cette explication est loin de nous satisfaire complètement. Elle ne justifie pas assez les mots de *Scalaria juxta hospitale* et de *Scalaria nannetensis* :

l'Échellerie près de l'Hôpital : l'Échellerie de Nantes, donnés en 1246 et en 1303 à cette rue.

Quelque douteux que restent certains points que nous avons touchés au sujet de la rue de l'Echellerie, son existence est incontestable. Du XIII^e siècle au XVII^e elle est appuyée sur plus de témoignages qu'il n'en faut pour faire admettre n'importe quelle vérité.

Ce n'est donc pas sans étonnement que nous avons trouvé un acte passé par devant notaires et signé par les gens du quartier, attestant qu'il n'y a jamais eu, à Nantes, dans la paroisse de Saint-Léonard de rue appelée rue de l'Echellerie. Voyons plutôt ce document.

Devant nous notaires royaux de la cour de Nantes soubz signez, ont comparus en personnes n. h. Est. Mabit, s. de la Boire, advocat en la cour, aagé, comme il a dit, de 75 ans, ou environ, Touss. Chauffeton, m^e architecte, aagé de 70 ans ou environ, Math. Riant, m^e cherpantier, aagé de 55 ans ou environ, le s. P. Jolly. m^e boulanger, pareillement aagé de 56 ans ou environ, Michel Morisset, terrasseur, aagé de 50 ans ou environ, comme ils ont aussi dit, les tous demeurans séparement aud. Nantes rue et paroisse de Saint-Léonard; m^e P. Bauquin, commis au greffe du Présidial, de Nantes, y demeurant, paroisse de Sainte-Croix, aagé de 50 ans, ou environ, ainsy qu'il a dit, et h. h. Anthoine Rodrigues, m^d droguiste audit Nantes, y demeurant, paroisse de Saint-Saturnin, aagé de 60 ans, ainsy qu'il a dit ou environ; lesquels ont vollontairement, sans aucune contrainte et unanimement declarez et attestez par ces présentes avoir bonne connoissance que, de tout temps immémorial, et pour l'avoir ouy dire à leurs predecesseurs, qu'il n'y a jamais eu, en la paroisse, de rue nommée de l'Eschallerye, et n'en ont jamais ouy parler, et que la rue qui prend depuis la maison de l'arballestrye à vis l'église paroichiale dud. Saint-Leonard, jusques au port Communau et des deux costés s'appelle et a tousjours été nommée la rue de Saint-Leonard: en laquelle rue sont les maisons des sieurs Dorsepmaine, Gerouard, Poisson, la veuve de Jan Renaud, et autres maisons qu'ils ont ouy dire estre pretendues en mouvance par les pères de l'Oratoire, et mesme qu'en toust l'estendue de lad. paroisse de Saint-Leonard, il n'y a eu aucune rue supozée de l'Eschallerye: que lesd. sieurs sus nommez ont tous jurez et affirmez véri-

tables et promis repeter, lorsque requis seront devant qu'il appartiendra : de tout quoy nousd. notaires avons raporté le present acte pour valoir et servir que de raison. Faict audit Nantes ce jour 24^e juin 1674 avant midi où lesd. sieurs cy devant ont signez, fors led. Chauffeton qui a dit ne pouvoir signer a raison de sa maladie de paralisye et aage (1).

Donnez-vous donc la peine d'exister sous un nom pendant cinq cents ans pour voir, dans le lieu même où vous avez existé, des gens venir nier, par devant notaire, et votre existence et votre nom. Il semble que, pour faire signer cet acte, on dut choisir à Nantes les rares personnages qui n'avaient jamais entendu parler de la rue de l'Echellerie. La chose dut être difficile : à l'époque même de ce document les registres de la Réformation des domaines, actes officiels et dressés d'après les documents authentiques et les enquêtes les plus sérieuses, donnaient la liste des maisons situées « rue Saint-Léonard autrefois appelée rue de l'*Eschellerie* ». Une sentence du Parlement de Bretagne du 3 juillet 1674, plaçait ces mêmes maisons « en la rue qui conduit de l'église Saint-Léonard au Port-Communeau, autrement nommé de l'*Eschellerie* (2) ». Mais s'il est des choses que l'on ne voit point quand on en est trop près, il en est d'autres que la postérité, plus éloignée d'elles, voit mieux que les contemporains. Voilà pourquoi des Nantais du XX^e siècle sauront mieux que ceux du XVII^e que l'on appelait encore, à cette époque, rue de l'Echellerie une partie de la rue qui va de la place du Change au Port-Communeau.

La voie qui mettait le Port-Communeau en communication avec la place du Change tirait déjà une grande importance du mouvement de plus en plus considérable de ce port. Cette importance augmenta grandement quand l'ouverture de la route de Rennes fit affluer sur ce point le trafic d'une partie de la Bretagne. La voie eut alors à ajouter un nouveau service à celui qu'elle rendait déjà. Seule avec celle qui con-

(1) *Arch. départ.*, H 351, p. 62.

(2) *Arch. départ.*, H 355, p. 474.

duisait au port Maillard, elle assurait, de l'Erdre à la Loire, le transbordement des marchandises qui, depuis l'établissement du canal de l'Erdre, passent directement de l'un à l'autre de ces deux cours d'eau.

Aussi, à partir de l'ouverture de la route de Rennes, cette voie a-t-elle été l'objet de nombreux projets de rectification et d'élargissement.

Un de ces projets consistait à abandonner le tracé actuel de la rue du Port-Communeau et à percer, dans l'axe de la rue Saint-Léonard, une voie directe pour unir cette rue à la place du Port-Communeau.

Ce projet figure ainsi sous l'article 8 du plan de de Vigny.

« De la porte du Port-Communeau qui va devenir l'entrée de Rennes, et d'une petite place qu'il sera nécessaire d'y faire, une rue la plus droite qu'il se pourra, jusqu'à la porte de la Poissonnerie, qui est l'entrée du côté des Ponts et du Poitou : ladite rue passant au travers d'une nouvelle place formée devant l'Hôtel-de-ville, du côté de la rivière l'Erdre, et au travers de la place de Saint-Saturnin. »

La Commission chargée d'examiner l'ensemble du projet, trouva « cette idée trop belle et trop juste pour n'y pas applaudir. C'est répandre la vie et le mouvement par tout. On ne coupe que dans un plein où les maisons ne sont que de peu de valeur (1).

Mais l'on se contenta d'admirer cette idée si belle et si juste, et de la coucher sur les plans des embellissements de la ville de Nantes, où l'on ne peut nier qu'elle ne fasse très bien. En attendant sa réalisation, on continua à donner à tous les propriétaires de la rue destinée à être remplacée tous les alignements nécessaires pour la reconstruction de leurs immeubles.

Ces rues avaient grand besoin d'être rectifiées. A voir les alignements tourmentés que présentent encore sur ce parcours leurs maisons tant soit peu anciennes, on peut juger qu'aucun

(1) *Arch. départ.*, C 325.

service de voirie ne présida jamais à leur formation. Celle du Port-Communeau était plus tortueuse encore que les autres. A partir du port, elle décrivait presque un demi-cercle pour parvenir à l'église de Saint-Léonard. On eût dit que les propriétaires d'un côté de la rue avaient poussé leur maison chacun un peu au devant de celle de son voisin pour mieux voir ce qui se passait dans la rue. L'étroitesse de ces rues causait pour la sécurité publique des dangers dont les paroissiens de Saint-Léonard se préoccupèrent.

Chaque paroisse jouissait alors d'une certaine autonomie. Le *Général de la paroisse*, sorte d'assemblée composée du recteur et des paroissiens notables, se réunissait le dimanche sous le chapeau de l'église, pour traiter des intérêts spirituels ou temporels de la paroisse, trancher définitivement les questions qui étaient de son ressort, et signaler aux autres administrations celles qu'il ne pouvait trancher sans leur concours.

C'est ainsi que le 16 février 1783, à l'issue de la grand messe, le Chapitre de la paroisse de Saint-Léonard eut à s'occuper d'une question de voirie.

Au chapitre de la paroisse de Saint-Léonard assemblé à la manière accoutumée après la convocation de droit et de fait, après la messe paroissiale dite et célébrée dans ladite église par missire Michel Beugeard recteur, auquel chapitre ont assisté mondit sieur le Recteur, et MM. Lelièvre, Alloneau, Glaize, Guilbaud, Cheva, Mesnard, le Page, Peccot, Chevalier, Bruneau, Rollin et MM. Robinet, Bertrand et Lelievre, les deux derniers marguilliers en charge ont dit qu'il leur auroit esté représenté que depuis les différents bastimens qui s'édifient dans cette paroisse, et notamment auprès de cette église, le grand nombre de voitures nécessaires pour y conduire les matériaux, le passage ordinaire et presque nécessaire des carosses vulgairement nommés fiacres dont les propriétaires demeurent près la place d'Aiguillon, l'importation du fer et du charbon de terre, bois de construction et autre, l'arrivée de tous les équipages et chevaux qui viennent et viendront encore plus fréquemment de la route de Rennes qui doit être incessamment ferrée et peut-être pavée, ce qui regarde la banlieue, tous ces différens objets, productions,

marchandises et voitures devront nécessairement, au moins pour éviter les plus grand frais, entrer dans l'intérieur de la ville par la rue de Saint-Léonard, il leur auroit esté représenté que l'endroit le plus fréquenté, et qui doit l'estre, l'extrémité de la rue qui conduit à l'église, étoit le plus étroit et le plus angustié ; qu'il étoit impossible qu'une voiture et un cheval chargé pussent y passer de front, qu'en conséquence la vie des gens à pied étoit à chaque instant en danger ; que plusieurs personnes avoient été renversées et faillis d'être écrasées, surtout depuis que le marché public a été établi sur ladite place d'Aiguillon ; pourquoi mesdits sieurs les marguilliers en exercice requèrent le général assemblé d'aviser aux moyens les plus prompts et les plus propres à remédier à des accidents qu'il est infiniment plus convenable de prévenir qu'il n'est facile ensuite de réparer ; et ont proposé de présenter à MM. les officiers municipaux une requête affin de les engager à faire démolir la maison servant de conciergerie aux anciens chevaliers du Papegault qui resserre précisément la rue de Saint-Léonard à l'embouchure de la petite place qui est vis-à-vis la porte de l'église ; que laditte requête devoit avoir un succès d'autant plus facile que laditte maison est absolument caduque et menace d'une ruine et écroulement très prochain ; que d'ailleurs elle appartient à la communauté de la ville qui n'en retire aucun ou presque aucun avantage ; qu'enfin MM. les maire et échevins et procureur du Roy sindic, comme pères du peuple, s'intéressent trop particulièrement à la seureté et à la vie des citoiens, pour ne pas entrer dans des vues si légitimes quand même le sacrifice et la dépense devroient être plus considérables ; la paroisse et la ville entière ayant été témoin de l'attention et du zèle avec lesquels ils ont condamné et fait démolir la maison du feu sieur Briaud dès l'instant qu'ils apprirent et reconnurent qu'elle pouvait mettre en danger la vie d'un seul homme ; qu'on s'occupe beaucoup et qu'il est louable de s'occuper de l'embellissement et agrandissement de la cité, mais qu'il est encore plus urgent et plus avantageux de pourvoir à la seureté des individus qui doivent composer et habiter ladite cité et la fréquenter » .

A la suite de sa délibération, le Général de la paroisse délégua des commissaires, approuvant d'avance ce qu'ils feraient. Sans s'en tenir à cette délégation, il envoya à l'administration la supplique suivante :

(1) Extrait du registre des Délib. de la par. S. Léonard, *Arch. Commun.*, DD 284.

MESSIEURS,

Les maire et échevins de la Ville et Communauté de Nantes,

Supplie humblement le Général de la paroisse de Saint-Léonard, disant que depuis longtemps le Général diffère d'adresser ses représentations au Bureau afin d'obtenir l'alignement et l'élargissement de la rue de Saint-Léonard depuis l'ancienne maison de Retraite des femmes jusqu'à la place d'Aiguillon, servant aujourd'hui de marché public. Le passage continuel des fiacres et autres voitures, des charettes chargées de bois de construction et autres, fers, charbons, celui des chevaux de crocheteurs qui vont et viennent dudit marché, celui des roulliers qui fréquentent les routes de Rennes, Vannes, même celle de Paris, enfin les batisses qui se font continuellement tant auprès de la Chambre des Comptes que dans les environs ; tous ces motifs paraissent exiger que le Bureau s'occupe de rendre ce quartier moins tortueux et plus large, afin d'éviter les dangers toujours renaissants auxquels les gens de pied sont particulièrement exposés.

D'un autre côté, l'écoulement des eaux ne peut se faire, parce qu'il n'y a pas assez de pente depuis la porte de l'église au touc qui passe sous la maison du feu sieur Briaud.

Si l'on ajoute à ces observations que la petite maison en bois où loge le concierge de la Butte est si caduque qu'elle peut à chaque instant s'écrouler et écraser ceux qui l'habitent, il y a lieu de croire que MM. les maire et échevins toujours occupés de prévenir des accidens aussi facheux et de faire le bien public, ne tarderont pas à faire démolir cette baraque (laquelle appartient au Bureau de Ville) et à faire par ailleurs ce que l'état des choses paroît exiger de leur prudence¹. »

Il est à croire que le Bureau se rendit à cette requête et qu'elle ne fut pas pour rien dans les travaux d'alignement qui se firent alors dans ces rues.

¹ *Arch. commun.*, DD 284.

XVII. — RUE DU PORT-COMMUNEAU

De la place Saint-Léonard à celle du Port-Communeau.

*De 1791 à 1809, VIII^e section ;
depuis 1809, III^e arrondissement.*

Nous avons assez parlé de cette rue à propos de la rue de l'Echellerie, pour avoir ici peu de choses à en dire. A la fin du XV^e siècle, elle était bordée de maisons des deux côtés. Derrière les maisons se trouvaient des « airaux », des courtils et des jardins. A cette époque, signalons, entre la rue et l'Erdre, des *étuves* ou bains, tenus par un particulier, et, de l'autre côté, les jardins et maison de Vigneux.

Entre la rue d'Enfer et la rue Garde-Dieu, on voyait, jusqu'au milieu du XIX^e siècle « une suite de vieilles maisons ignobles, basses, malsaines, inhabitables », faisant sur la rue un ventre dont le point maximum était, vers le milieu, à 6 mètres de l'alignement actuel. En 1860, on mit la hache et la pioche dans les N^{os} 6, 8, 10, 12 et 14, dont on prit le terrain pour la rue, sur le pied de 45 fr. le mètre ; et en 1862, on s'attaqua au n^o 2 à la suite d'une expropriation. Ainsi les maisons de ce côté de la rue n'ont pas encore cinquante ans.

L'autre côté de la rue avait changé d'aspect avant cette époque. Depuis la porte du Port-Communeau jusqu'à la maison de l'Arbalèterie toutes les maisons se joignaient en formant une ligne courbe qui, à partir des Moulins-Coutant, s'éloignait de plus en plus des murs de ville. Vers l'angle formé par le pavillon qui donne sur la rue et sur la place, on voyait un puits qui a disparu. La construction de ce pavillon a séparé d'une manière sensible la rue et la place qui n'était autrefois qu'un renflement de la rue aux approches du port. D'un autre côté, le percement de la rue du Muséum a séparé

définitivement la rue du Port-Communeau de la rue Saint-Léonard, avec laquelle autrefois elle était le plus souvent confondue.

Au temps où les rues tiraient leur nom de la profession des artisans qui s'y groupaient, la rue du Port-Communeau se serait appelée rue des *Charpentiers*. C'était en effet le quartier de ces charpentiers tantôt qualifiés d'entrepreneurs tantôt même d'architectes, qui édifiaient toutes ces vieilles maisons où le charpentier avait plus à faire que le maçon. Le voisinage du Port-Communeau où débarquaient tous ces bois de charpente, la facilité de trouver des chantiers dans les jardins qui s'étendaient entre la maison qui bordait la rue et les murs de ville voisins de l'Erdre, durent contribuer à fixer en Saint-Léonard les membres de cette corporation.

Depuis le XIV^e siècle qui nous donne, en 1398, Perot Noel charpentier, rue de l'*Eschallerie* (1), Saint-Léonard était leur paroisse : beaucoup, dans leurs testaments, demandent à être enterrés dans cette église. Un de ces testaments donne des détails intéressants sur une pieuse habitude à laquelle la corporation des charpentiers tient de nos jours à rester fidèle.

Chaque année, au jour de la fête de saint Joseph, le défilé des charpentiers se rend solennellement à l'église Sainte-Croix pour honorer son saint patron. Dans la première moitié du XVII^e siècle, la messe de saint Joseph se disait à l'église Saint-Léonard. C'est ce que nous apprend le testament du 2 mai 1641, de Pierre Parisy, maître charpentier ou architecte (2).

Il laisse « à la confrérie des maîtres charpentiers dudit Nantes, desservie en l'église de Saint-Léonard, en l'honneur de Monsieur saint Joseph, la somme de 90 l. qu'il entend estre délivrée, incontinent son décès, es mains desdits provots et anciens maistres charpentiers, pour estre employée

(1) Arch. départ., G 321.

(2) Il était fils de René et d'Hélène Potier, de la paroisse de Bunarde, diocèse de Soissons. Ses héritières furent sa nièce, Martine Sury, épouse de Marc Mureau, de la Grimaudière, en Nort, et Marie Sury, épouse de Jean Renaud, l'aîné, maître charpentier, de Nantes.

en achapt d'un callice, platayne et orceaux, le tout d'argent, et non à autre chose, sur lequel callice sera escript le nom dudit Parisy, qui fera mention dudit don, d'autant que lesdits provosts seront subjects de fere dire à l'intention dudit Parisy, à jamais à l'advenir, un *Libera* devant l'autel où se fera le service desdits charpentiers à l'issue des matines le jour de saint Joseph de chacun an (1) ».

C'est probablement à la piété des charpentiers que l'on doit attribuer l'antiquité du culte rendu dans l'église Saint-Léonard à saint Joseph qui y avait une chapellenie en 1534 (2).

Au XVIII^e siècle, comme au XVII^e siècle, le quartier de Saint-Léonard était plus spécialement habité par les charpentiers.

« Monseigneur l'Intendant, dit une délibération du 23 février 1721, sera supplié de permettre à la Communauté de faire la dépense, par économie, de l'ouverture d'une ancienne porte de la muraille du jardin de l'Hôtel-de-Ville du costé du nort, ouvrant sur la rue, et proche l'église de ladite paroisse de Saint-Léonard, et d'y faire établir une porte de bois fermant et ouvrant à clef, attendu que cette issue sera très commode pour assister au service divin dans ladite église et pour appeler et faire venir à l'Hôtel-de-Ville les *couvreurs et charpentiers dont la plupart demeurent* dans ladite rue Saint-Léonard, et qui se trouveront plus à portée de se munir à l'Hôtel-de-Ville des ustanciles nécessaires en cas d'incendie affin d'y remédier » (3).

La rue du Port-Communeau, considérée autrefois comme une partie des rues appelées rues des *Caves*, de l'*Eschellerie*, de *Saint-Léonard*, a porté ces différents noms. Jusqu'au milieu du XVIII^e siècle, on la trouve désignée par le vieux nom

(1) *Arch. départ.*, titres du fief de N.-D.

(2) Le logis s'en trouvait rue Garde-Dieu, V. plus haut, p. 267 et 275.

(3) *Arch. commun.*, BB 74 f. 5, Délib. municip.

de « rue des Caves qui conduit de l'église de Saint-Léonard au Port-Communeau (1) ».

Son nom actuel, qu'elle tire du voisinage du port auquel elle aboutissait, paraît plus souvent à partir du XVIII^e siècle. La Révolution lui donna le nom de rue *Morand*, nom qui fut aussi donné au pont du Port-Communeau. L'arrêté municipal du 13 août 1818, lui restitua le nom qu'elle porte aujourd'hui.

RUE DU PORT-COMMUNEAU

RUE SAINT-LÉONARD

1678

1724

*Côté d'orient, à droite en allant des
Changes au Port-Communeau.*

*A droite depuis le ruisseau de la
rue Garde Dieu jusqu'à celui de
la rue des Pénitentes où finit
ladite rue Saint-Léonard.*

	Larg.	Prof.		To.	Pi.	Po.
1. M. de la Hamelinière.	78	86	1. M. de la Hamelinière depuis led. ruisseau.	8.	1.	6.
			2. <i>Idem.</i>	3.	1.	
			3. <i>Idem.</i>	2.	3.	6.
4. Jeanne Maugeais.	15	30 $\frac{1}{2}$	4. Mad ^e la V ^e Guillinette.	2.	3.	6.
5. Mathurin Bussonnière.	10	45	5. M ^{rs} des Angelots.	5.	2.	
6. Estienne Renaud.	32	45	6. M. Briand.	1.	5.	
7. Le s. de la Haste.	21	81	7. M ^{me} de Maubreüil.	3.		
8. Jacques Duval.	20	88	8. M ^{me} Rousseau.	3.	2.	
9. Jacques Poisson.	17	92	9. Madame Poisson.	2.	5.	
10. M ^{re} Jean Bertaud, prestre.	80	51	10. Mademoiselle Delangle.	6.		
			11. <i>Idem.</i>	2.		
			12. <i>Idem</i> , jusqu'au ruisseau de la rue des Pénitentes.	4.	1.	6.

En 1699, un titre du prieuré de Saint-Cyr mentionne aussi et dans le même ordre, en commençant par la rue d'Enfer, ces douze numéros.

« De l'autre costé de lad. petite rue et venelle Garde-Dieu (rue d'Enfer) ledit Chupeau nous adit qu'il y a au coing de lad. venelle, un des corps de logis appartenant au s^r de la Saltière Lemasle, à cause des enfans du s^r Bertaud, premier mari de la femme dudit s^r de la Saltière, lequel premier logis joint par derrière et d'un costé les jardins dud. s^r des Montis;

(1) Arch. départ., H 354, actes de 1744, 1754, 1760.

ensuite duquel premier logis des Bertaud, sont les autres aussi appartenant aud. Bertaud (n^{os} 10 et 11) et qui font le coing de la rue pour continuer à aller dud. Port-Communeau, joignant par le derrière le jardin despendant du presbytaire ; et au proche et joignant desd. maisons Bertaud, dans le même enlignement, sont les maisons cy-après, scavoir : celle du s^r Bois Fayau qui a fait sa déclaration qu'elle est dans la mouvance de ladite juridiction de Saint-Cyr et Sainte-Julitte (n^o 9) ; celle de Louis Martinet boullanger (n^o 8), joignant aussi par le derrière dud. presbitaire, lequel Martinet néantmoins s'est desadvoué, quoique les deux maisons qui le joignent des deux costés et led. jardin du presbitaire par le derrière soient reconneues par les propriétaires relever dudit fief de Saint-Cir et Sainte-Julitte ; celle du s^r Gerouard le jeune (n^o 7, joignant la maison dud. Martinet ; celle d'Est. Regnault (n^o 6 ; celle de Mat. Bussonnière (n^o 5) ; celle de la veuve Gallard, (n^o 4), et deux petites maisons despendantes encore dud. logis du s^r de Ranzay et comprises dans son adveu, la dernière desquelles deux maisons joint et touche à l'autre petite maison dud. s^r de Ranzay » (H, 356, 390).

Un arrêt du Parlement du 12 octobre 1671, attribue au fief de la prieure de Saint-Cyr les n^{os} 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7. Un autre du 3 juillet 1674 attribue au prieur de Notre-Dame la mouvance des n^{os} 6, 7 et 9 et à la Prévôté celle des n^{os} 8 et 10. En 1678, les n^{os} 4 et 5 relevaient de la Prévôté « par réunion sur Saint-Cyr ».

Ce côté de la rue comprenait, jusqu'en 1860, dix immeubles qui portaient les n^{os} pairs de 2 à 20, correspondant exactement à nos n^{os} 1 à 10. Aujourd'hui les n^{os} s'arrêtent à 14, non compris une maison qui ne paraît pas numérotée¹.

¹ Les articles consacrés à chacun de ces immeubles et à leurs propriétaires successifs devenant trop considérables encombreraient trop le *Bulletin de la Société Archéologique*. Ceux pour qui ils offrent quelque intérêt le trouveront dans le tirage à part de ces études, ainsi que d'autres détails, moins importants et plus récents, qui complètent la plupart des articles pour lesquels la Société d'Archéologie veut bien nous offrir l'hospitalité de son Bulletin.

Côté d'occident, à gauche en allant des Changes au Port-Communeau.

	Larg.	Prof.
1. Jean Dorsemaine.	36	27 $\frac{1}{2}$
2. Anne Bouvier.	30	42
3. Chap ^{le} des Galapasou des Outins.	13 $\frac{1}{2}$	144
4. Héritiers P. Jagueneau, L ^{is} Planchot.	17	140
5. Nic. Desramée, M ^e charpentier.		144
6. Guil. Dubois, M ^e couvreur.		144
7. Marie Maurice, V ^e P. Guignard.	21	140
8. Franç. Laurent, boul.	12	127
9. Maurice Renaudin.	12 $\frac{1}{2}$	125
10. Ch ^{le} Saint-Michel.	22 $\frac{1}{2}$	102
11. M ^e Jean Ferré.	35	87
12. Joseph La Fontan.	35	87
13. Franç. Sezestre, not.	25	60
14. Charlotte Renaud, V ^e Courry.	48	54
15. Les Moulins Coustans.		
16. Maison des Harlais.		

A gauche depuis le jardin des Chevaliers du Papeguay, jusques vis-à-vis la Rue des Pénitentes.

	To.	Pi.	Po.
1. M ^{me} Dufresne.	5.	3.	
2. M. Crye.	2	1.	
3. M. Despinose prestre de Saint-Nicolas.	2.	2.	
4. M. Prunier.	2.	5.	
5. M. Chapuy.	3.	2.	6.
6. M. Le Roy.	3.	5	6.
7. M. Guignard.	3.	2.	
8. La V ^e Guerinet.	2.	2.	
9. M. Prunier.	2.		
10. Au Chap. de N.-D.	3.	4	
11. M ^{me} Gantier.	5	5.	
12. M. le Roy.	3.		6.
13. M. Bruneau.	4.		3.
14. M ^l ^{ls} Bureau.	6.	4.	6.

L'ordre des immeubles de ce côté de la rue, en 1671, nous est encore indiqué par une sentence du Parlement de Bretagne rendue le 12 octobre en faveur de la prieure de S^t-Cyr. Cette sentence attribuait au fief de la prieure, bien qu'à tort : « seize maisons depuis celle des Harlais à aller jusques à celle de l'arbaleste, scittuées sur la rue du Port-Communeau, dont la première est celle dudit Harlais (16) ; la seconde, celle desdits moullins de Coutant (15) ; la troisième, celle d'Estienne Regnault (14) ; la quatrième, celle d'Aufrère (13) ; la cinquiesme, celle de la Coussaye, V^e Regnault (12 et 11) ; la sixiesme, celle despendante de la chapellenie de S^t-Michel (10) ; la septiesme, celle dud. Regnault (9) ; la huictième, celle de Lorans (8), la neufviesme, celle de Dronneau et Guygnard (7) ; la dixiesme, celle de Ramée et du Bois (6) ; la onziesme, celle de Desramées (5) ; la douziesme, celle de Jacgueneau (4) ; la treiziesme, celle despendante de la chapellenie de S^t-Léonard (3) ; la quatorziesme, celle de Dubis (*sic* pour Aubin ou Dubois) ;

la quinzième, celle de Dorsemaine (1) ; la seizième celle de lad. Arbalesterie ». (H 356, f. 463).

Cette sentence fut modifiée par deux autres du 17 juillet 1674 et du 8 août 1680 (1). La dernière débouta la prieure de S^t-Cyr de la mouvance de toutes les maisons de ce côté de la rue excepté de celle de l'Arbalèterie.

Les N^{os} 1, 2, 3, 4, 5 relevaient du fief de N.-D. ; 11, 12, 13, 14 et 16 de la Prévôté ; 15, de la Gascherie. Les N^{os} 6, 7, 8, 9 et 10, litigieux en 1678, furent attribués, en 1680, à la Prévôté.

Si on laisse de côté les N^{os} 15 et 16 pris par la place, on constate que le nombre des immeubles était resté le même jusqu'à ces derniers temps. Ils sont classés sous les N^{os} impairs allant de 1 à 25, sur des plans de 1832 et des années suivantes, et de 1 à 23 sur un plan de 1846. Aujourd'hui le dernier N^o est 21. Le pavillon qui fait l'angle avec la place figure sous le n^o 5 de la place sur un plan de 1838.

XVIII. — FORT SAINT-LÉONARD. — ECOLE DE CHIRURGIE. — MUSÉUM D'HISTOIRE NATURELLE. — ECOLE COMMUNALE DE FILLES.

I. — Le Fort Saint-Léonard.

La construction du Fort Saint-Léonard se rattache au système de défense conçu par la Ville contre les Calvinistes, et dont nous avons déjà parlé plus haut (2).

Ce fort était situé près du jardin de l'Arbalèterie, entre l'Erdre et l'église de Saint-Léonard qui lui donna son nom.

Bien que la construction en ait été parfois attribuée à Mercœur, elle commença quelques années avant son arrivée à Nantes. « M. de Sanzai, lieutenant du château, ordonna, le 10 mars 1570, de porter la hotte par compagnies pour la perfection du Fort de Saint-Léonard et le nettoisement des douves

(1) *Arch. départ.*, rentier de 1678, B 5, 156.

(2) *V. Fort du Port-Communeau.*

depuis sept heures du matin jusqu'à midi, et depuis deux heures après-midi jusqu'à sept heures du soir (1) ».

Le registre qui renfermait les délibérations municipales de cette époque a disparu. Mais une autre délibération du 21 février 1571 nous apprend à n'en point douter que les travaux de ce fort n'attendirent point Mercœur pour être poussés assez activement. On voit par cette délibération que la Ville utilisait les « bourriers » pour la construction de son fort.

« Mathurin Destouches, meneur d'angrés et bouviers, présent, interrogé par serment, confesse qu'il mène les terres de sire Michel Lorient, sr de Fief Rosty, au Grand du Bouffay, et que, sur ce que le controle l'auroict reprins de les mettre où ils estoinct, et luy a commandé de les oster et lui auroict faict response qu'il les mettroict où il pourroict, disant que c'est luy qui a fait marché avec led. Lorient.

Il est fait commandement audict Destouches de oster seulement les terriers et bourriers qu'il a mené au Grand du Bouffay et les mener au Fort, près Saint-Leonnart, et les mettre le plus près qu'il pourra dud. Fort. En outre, est faict prohibition et deffence auxd. chartiers et Destouches, et tous aultres, de non plus mener aucuns bourriers et terriers aud. Grand du Bouffay, ny en aultre lieu et endroit de lad. ville et forsbourg que audit Fort. . .

Pour ce que lesd. chartiers et meneurs de terriers ont remonstré ne pouvoir mener lesd. terriers au Fort près S. Léonnart, à cause que leurs chartes ne chevaux ne peuvent passer ny aprocher dud. Fort, d'autant qu'il n'y a aulcun chemin ny allée près d'icelluy, il est faict commandement à sire Pierre Valleton controle, présent, et au miseur delad. ville de faire dresser lesd. terriers et faire unyr tellement qu'il y aict chemin propre et convenable pour faire aprocher lesd. chartes et chevaux (1) ».

Mais les travaux furent ensuite menés avec lenteur. Ce ne fut qu'au temps de Mercœur qu'on les reprit pour les terminer.

Cette reprise commença en 1589. La Ville fit cette année une commande de 152 hottes pour les travaux du fort. Elle pré-

(1) *Travers*, II, 419.

(1) *Arch. commun.*, BB 9., f. 176.

tait généreusement les hottes, les habitants n'avaient ainsi qu'à prêter leur dos.

Cette commande figure ainsi dans un compte de miseur.

« A Pierre Kervisier, la somme de 7 escus et 12^s. tns. pour le nombre de sept vingt douze hottes par luy faictes et fournyes du commandement verbal de messieurs de lad. ville pour porter la hotte sur le fort estant vis-à-vis de l'église de St-Léonard, selon et ainsy qu'il auroict été advisé en assemblée generale de paravant, ce qui auroict esté lors certiffy par Guil. Ernaud, controlleur de lad. ville quy auroict déclaré les avoir distribuées à l'un des capitaines d'icelles pour les habittants quy seroient à lad. hotte, laquelle somme de 7 escus 12^s tourn. led. comptable auroict payée aud. de Kerviser selon l'ordonnance desd. sieurs maire et eschevins du 20^e jour de juillet 1589 » (1).

Les porteurs de hottes étaient convoqués au son du tambour; instrument bien fait pour exciter leur ardeur guerrière. Aussi le même compte inscrit-il l'article suivant :

« A Laurans Corignet, tambour, la somme d'un escu sol deux tiers pour avoir servi à battre le tambour à la hotte quy se portoit lors, chacun jour, aux fors de lad. ville pour la fortiffication d'ycelle, et ce durant le temps d'un moys qui auroict finy le 2^e jour de juing 1589 (2)

Si Laurans Corignet avait vécu au temps des Grecs, il est à croire que leur imagination en aurait fait un Amphion. Entre le musicien et les pierres, ils auraient supprimé les hommes et leur hotte, et leurs poètes nous auraient chanté, grâce à la suppression de ces intermédiaires, que les pierres se remuaient directement au son du tambour. Ceux à qui sourira cette interprétation prosaïque d'une gracieuse légende auront moins de difficultés à croire

« Qu'aux accents d'Amphion les pierres se mouvaient ».

La duchesse de Mercœur qui, « élevée au-dessus de son sexe timide », cumulait à Nantes les fonctions les plus variées, et, entre autres, celles de général et d'ingénieur, pressait la

(1) *Arch. commun.*, CC 127, f. 189, 193.

(2) *Ibidem*, CC 129, f. 304. Cf. *Travers*, III, 22.

construction de ce fort. En 1590, en l'absence du duc, elle continuait son commandement et ses travaux.*

Les troupes royalistes menaçant de près la ville de Nantes, « on eut recours, dit Travers, à M^{me} de Mercœur, comme à l'oracle que l'on consultait dans les difficultés. L'oracle fut quelques jours sans donner de réponse ; puis, le 7 août, l'impérieuse dame fit dire de travailler aux forts de terre que l'on avait arrêté de construire au jeu du Papegault, vis-à-vis de Saint-Léonard et aux environs. Cette réponse n'en était pas une à ce que le Bureau lui demandait. Il la pria de trouver bon qu'on achevât le fort de la Grosse-Tour avant que d'en commencer d'autres, et lui représenta humblement que lorsque la nécessité obligerait d'y travailler, les chevaliers du jeu offrirait d'y porter la hotte » (1).

Les observations du Bureau n'arrêtèrent nullement les travaux. Bien plus, ce que femme voulait, le Bureau ne put pas se dispenser de finir par le vouloir, et ne tarda pas à poursuivre l'exécution de ce qui d'abord lui souriait si peu.

« Le 3 octobre de la même année, après être descendu sur les lieux, le Bureau arrêta que le fort de terre de Saint-Léonard, et la muraille servant au soutien des terres qui venaient d'écrouler, seraient réparés et relevés par le capitaine d'Urbain, maître ingénieur et entrepreneur de la ville neuve, dont les travaux avaient toujours continué, quelque nécessité qu'on eût d'ailleurs de faire travailler à d'autres ouvrages. La nouvelle ville plus élevée que l'ancienne lui commandait : mais le fort de terre de Saint-Léonard dominait entre eux et sur les deux villes. Le 9 novembre, l'ingénieur demanda des estapes, que nous appelons pieux et pilotis, pour battre en conservation d'un mur, vis-à-vis le fort, du côté de la rivière : ce fort qui coûta plus d'un million à la ville, n'est plus rien aujourd'hui vers 1750). Quant au mur, il ne paraît plus ; de nouvelles maisons bâties depuis, le couvrent entièrement (2) ».

(1) *Travers*, III, 44.

(2) *Travers*, III, p. 47, 48. Cf. *Arch. commun.*, CC 130, paiement pour les maisons abattues pour le fort, 1591-1592.

La porte du fort fut mise en octobre 1590. D'après le compte du miseur la Ville paya : « A Estienne Boutet, m^e charpentier, 6 escus deux tiers, pour avoir fait, construit et mys à sa place dans le mois d'octobre 1590, une grande porte de bois qui sert à présent à fermer la montée et descente du fort de terre lors fait à vis l'église de St-Léonard et une autre plus petite, aussy de boys, pour la fermeture d'une voulte qui est près et contre autre fort fait au même temps, un peu auparavant, près la Grosse Tour et le logis de la Chambre des Comptes ».

Les travaux terminés, on supprima un pont qui descendait dans la douve, à l'usage des gens qui, avec leurs hottes, étaient chargés soit de la curer, soit d'y prendre des terres pour l'élévation du fort. Le 17 décembre 1590, le Bureau décida que « le pont vis-à-vis du fort Saint-Léonard, qui servait cy devant à descendre en la douve par les hottiers, sera démoli, par commandement de madame de Mercœur, pour esviter l'inconvénient qui en pourrait arriver ; et sera fait un corps-de-garde à la tour de l'Arbalestrie pour la seureté du lieu ».

Le Fort de Saint-Léonard, à peine construit, devint par suite de la paix aussi inutile que celui du Port-Communeau. En 1631, la Ville pour faire face à des dépenses urgentes, augmentées encore par la nécessité de combattre la peste qui sévissait à Nantes, songeait à l'aliéner à condition de rachat perpétuel (1). Le 1^{er} mars 1640, elle arrenta au s. Dorsepmaine les logis qui sont au bas du fort de Saint-Léonard pour 12^l à charge « de faire bastir aud. emplacement pour sûreté de lad. rente, parce que led. Dorsepmaine laissera une voye compétente pour faire passer le canon quand il sera besoin de monter sur led. fort, faulte de quoy, il demeure obligé desmollir, pour faire le passage dud. canon lorsque sera requis, à ses frais et despans et sans qu'il puisse pour cet effect pretandre

(1) *Travers*, III, 283.

aucuns dommages et interests ; ne pourra aussy led. Dorsepmaine aplanir led. jardin ; et, s'il bastit, sera la muraille, du costé de l'arballesterye, mutuelle à l'endroit dud. bastiment(1)».

Cet arrentement cependant ne portait que sur une partie du terrain occupé par le Fort. La Ville demeura propriétaire du reste ; et au siècle suivant, faisant un meilleur emploi de ce sol, elle le consacra non plus à une construction destinée à tuer ou à mutiler des hommes, mais à un établissement dont le but est d'améliorer les moyens de les guérir.

II. — L'École de Chirurgie.

Nantes est fertile en chirurgiens remarquables qui y continuent dignement les traditions de nos grands chirurgiens nantais. Il n'est ni de notre dessein, ni de notre compétence de faire ici l'histoire de l'Ecole de chirurgie de Nantes, non plus que celle des sommités chirurgicales qui en sont sorties ou qui y ont enseigné. Mais comme nous rencontrons cette école sur notre passage, arrêtons-nous-y, pour en connaître les commencements.

En 1683 (2), la Ville avait accordé à un chirurgien de Nantes la permission de prendre une des tours des remparts pour y enseigner l'anatomie à son fils (3). L'année suivante le 2 mai 1684, nous trouvons les maîtres chirurgiens assemblés accidentellement « à la tour nommée la tour des Espagnols, proche la porte Saint-Nicolas », pour faire passer à un candidat ses examens d'anatomie (4).

(1) *Arch. commun.*, BB 39, l. 175.

(2) En 1470, le duc François II exempta « de toutes tailles et de tout devoir d'impôt et autres subsides, Michel Estaisse, à la charge de se faire instruire et estudier en l'art de chirurgien ». Malheureusement ce mandement, tout en nous prouvant l'intérêt que les ducs de Bretagne portaient au développement de la chirurgie, ne nous dit pas où Michel Estaisse se faisait instruire dans son art.

(3) *Arch. commun.*, BB 52.

(4) *Arch. départ.*, E 1617. Leur assemblée se tenait précédemment en leur chambre commune au couvent des Cordeliers.

Il faudrait une grande bonne volonté pour rattacher à ces faits la fondation de notre École de chirurgie. Du moins, pouvons-nous y voir la preuve de l'intérêt porté par le Bureau de ville aux études anatomiques et faire une autre constatation : c'est que la nature peu récréative des pièces nécessaires à cet enseignement empêchait de le donner dans des maisons particulières, où la répugnance instinctive des voisins l'aurait difficilement souffert.

Toutefois, nous aurons peu de temps à attendre pour voir les chirurgiens de Nantes se préoccuper d'y fonder une école gratuite pour l'enseignement de leur art.

Louis XIV avait donné en faveur des chirurgiens de son royaume son édit de 1692. Une délibération municipale du 12 janvier 1702 nous montre que nos chirurgiens songeaient déjà en profiter.

« Veu au bureau la requeste presantée par les sieurs Grillet et Duplessix Portau, m^{es} chirurgiens du Roy, par laquelle ils exposent que, par édit du Roy du mois de febvrier 1692, il est expressément porté qu'il sera fait dans chasque ville municipale du royaume des anathomies et opérations publiques pour chacun an, gratisse et à porte ouverte, pour l'instruction des estudians en chirurgie ; et, comme ils ont appris qu'il y auroit un sujet humain de jour à autre et qu'ils ont besoin d'un lieu spacieux et commode pour faire les leçons anatomicques et opérations publiques, c'est pourquoi ils supplient le Bureau de leur accorder la tour appellée vulgairement des *Espagnols*, où lesd. anathomies ont desja précédament esté faites, pour faire conformément à l'édit de Sa Majesté, lesd. anathomies : lad. requeste signée Grillet et Duporteau ».

Le Bureau de la ville agréa cette enquête et permit de faire ces anatomies dans la tour des Espagnols, mais « pour cette fois seulement ».

Les chirurgiens réussirent-ils à se maintenir dans cette tour ? Pour retrouver de leurs nouvelles dans les délibérations municipales, il faut chercher jusqu'au 15 mars 1741. A cette date ils présentent une nouvelle requête au Bureau de ville. Ils sont à la recherche d'un local pour donner leurs

leçons publiques. Ils chercheront ce local dans tous les quartiers de Nantes : ils mettront vingt ans, autant qu'Ulysse à trouver Itaque, plus qu'Enée à trouver le Latium, avant de trouver dans la rue du Port-Communeau, un emplacement que la Révolution ne leur laissera pas occuper vingt ans.

Tantæ molis erat !.

Le premier endroit auquel ils songèrent fut la grosse tour, située au bas de la motte Saint-André entre la tour du Papegaut et l'Erdre.

Veu au Bureau la requête y présentée par la communauté des m^{rs} chirurgiens de la ville et fauxbourgs de Nantes, suite et diligence des s^{rs} Fayol, lieut^e Lagrange, Beaugerard, fils, prévôts en charge, tendants pour les causes y refferées : 1^o à ce qu'il plaise au Bureau leur indiquer où faire bâtir une salle décente et convenable pour leurs opérations et exercices publiques ; 2^o leur assigner un fond de 600^l au moins par chacun an pour subvenir aux frais et dépenses des démonstrations ; 3^o leur permettre qu'au deffaut de cadavres de suppliciés, que les juges sont obligés de leur faire donner suivant les edits et declarations de Sa Majesté, il leur soit remis chaque année, pendant l'hiver, deux sujets humains de l'Hôtel-Dieu, ainsi qu'il se pratique en pareil cas à Montpellier et quelquefois à Paris : tout considéré, et, sur ce, ouy le procureur syndic du Roy en ses conclusions,

Le Bureau ayant faire droit sur lad. requête, a arrêté qu'il sera descendu par M. Bridon, cons. magistrat echevin, en présence du procureur du Roi, syndic, sur la Grosse Tour au bas de la Motte de S^t André, pour, en présence des chirurgiens, voir et visiter l'emplacement de lad. tour, et rapporté procès-verbal, pour, par iceluy et les conclusions du procureur du Roi syndic, estre ordonné ce qu'il sera veu appartenir (1).

L'endroit ne convint pas. Mais dans le même quartier, tout près des murs de la ville, sur la place actuelle du Port-Communeau du côté du quai Ceineray, se trouvait un corps de garde. Ce fut lui qui, deux ans plus tard, fut honoré de la visite de la Commission.

(1) *Arch. commun.*, BB 36, 66.

Lu au Bureau la requeste y présentée par les maîtres chirurgiens de cette ville tendante pour les causes y contenues à obtenir une salle pour leur écolle et assemblée publique, sur ce ouy le procureur du roy sindic en ses conclusions,

Le Bureau avant y faire droit a arresté qu'il sera fait un devis et état estimatif de la dépense nécessaire estre faite pour l'établissement de lad. salle, dans le corps de garde sur les murs de ville au derrière de la Chambre des Comptes, à cette fin ordonne au s. Nicolas Portail, architecte-expert de la voirie de cette ville, de se transporter avec l'un des prévôts du corps et communauté des maîtres chirurgiens dudit Nantes pour, lesd. devis et état estimatif reportés au Bureau, estre statué ce qui sera vu appartenir (1) ».

La Commission chargée de cette visite jugea que l'endroit ne pouvait convenir par ses issues presque impraticables, qu'il était d'ailleurs très étroit et incommode pour les opérations.

Les chirurgiens demandèrent alors « une salle pour leur écolle et assemblées publiques dans la petite rue Sainte-Catherine sur les murs de ville, dans une grosse tour vulgairement appelée la Tour du Connétable. » Le 10 avril 1743, le Bureau arrêta que « le s. Portail lèverait un plan et ferait un devis estimatif de ce qu'il pourrait en coûter à la Communauté pour la perfection d'une salle sur le plat-fond de la demye lune de la Tour du Connestable. » Pour ce plan et pour celui qu'il avait fait précédemment il reçut une somme de 200 livres (2).

Toutes ces démarches restèrent alors inutiles : les finances de la Ville, la difficulté des temps ne permettaient pas d'entreprendre de nouveaux travaux. Les chirurgiens qui tenaient de plus en plus à avoir une école et un amphithéâtre, proposèrent d'avancer les fonds nécessaires pour leur construction.

Ce jour, mardy 29 mars 1746, la Communauté des maîtres chirurgiens de cette ville, assemblée environ les deux heures de l'après-midy en leur chambre de juridiction de S.-Cosme tenue lieu ordinaire, par billets de convocation signez Bessaignet, 1^{er} prévost en

(1) *Arch. commun.*, BB 87, f. 74. Délibération du 20 mars 1743.

(2) *Ibid*, 80.

charge, faisant pour M^e Fayolle lieut^e absent... a esté représenté par les s^{rs} Hyac. Bessaignet et P. Dupuy prévosts en charge, qu'il estoit nécessaire et très important pour le bien public de représenter à MM. les maire et échevins et procureur sindic de cette ville... une nouvelle requête, ny ayant point eu de décision sur celles qui ont été présentées en 1743, touchant un endroit convenable dont ils ont besoin pour faire les démonstrations publiques de chirurgie : étant à présumer que le retardement de décision ne provient que des circonstances des tems présents qui mettent MM. les magistrats de la Communauté de cette ville hors d'état de pouvoir accorder aux demandes desd. requêtes. Pourquoi a été délibéré qu'en cette nouvelle requête, il sera fait les offres qui suivent ; scavoir : que la Communauté des M^{es} chirurgiens de cette ville, après la concession de la tour et terrain des connétables (*sic*), empruntera les deniers nécessaires à la construction du bâtiment et de l'amphitéâtre et conformément aux plans et devis qu'ils ont eu l'honneur de présenter au Bureau de la ville... et en payera l'intérêt jusqu'à ce que la Communauté de MM. les magistrats de la ville puisse commodément rembourser au tems qui sera limité ; que requête sera mise devant MM. du siège Royal de police pour obtenir la permission de faire led. emprunt ; que lesd. édifice et constructions seront, à l'avenir et pour toujours, entretenus de grosses réparations aux frais de la Communauté de lad. ville, et qu'en vertu de ce, la communauté de nous, M^{es} chirurgiens, aura la jouissance et usage desd. édifices, terrain et construction pour toujours, et à perpétuité à commencer du jour que le tout nous aura été concédé et accordé, parceque toutefois lors des démonstrations publiques que nous, dits M^{es} chirurgiens ferons, nous nous obligeons d'y inviter MM. le maire et échevins du Bureau servant de cette ville...

Signé : Fayolles, H. Bessaignet, P. Dupuy. Testu de Beauregard père, Mary, Guérin, Mignant, Testu de Beauregard, fils, Daluy, Le Blanc, J. Minée, D. Gaye, P. Légier. Arnoult et J. Boutin.

Cette requête présentée au Bureau de ville y reçut un accueil favorable ; et une délibération municipale du 6 avril 1746 donna aux chirurgiens la tour demandée. La jouissance de cette tour ayant été précédemment accordée aux archers de la ville, ils en furent indemnisés par la même délibération (1).

(1) *Arch. commun.*, BB 89.

Le 31 juillet, M. de Menou fut voir cet emplacement. Il s'y trouva avec le Bureau, les prévôts des chirurgiens et les architectes Portail et Briaud. Il examina les plans avec attention, les loua et dit « qu'il trouvait ce projet très à propos, qu'il fallait l'exécuter sans retardement. Ensuite, se promenant sur le terrain, autour de la Tour du Connétable, porté sur led. plan, et visitant les murs et la couverture de cette tour, également que les murs de palissade et la guérite, et ayant vu de nouveau led. plan et élévation, il reconnut davantage la nécessité d'exécuter ce projet proposé d'être fait, au lieu de celui sur lequel l'adjudication des ouvrages nécessaires pour l'établissement de l'Ecole de chirurgie approuvée de M^{re} l'Intendant le 31 mai 1746, et qui avait été auparavant proposé à M. le maréchal de Brancas, par M. Darquistade, il y a quatre ans ; qu'il est beaucoup plus avantageux et sera moins à charge à la communauté qui serait toujours chargée de l'entretien de la Tour, indépendamment du grand bâtiment de la salle d'amphithéâtre suivant le premier projet ; qu'elle n'aura point le gros entretien suivant le dernier projet qu'il approuvait, ne changeant rien dans les fortifications, lesquelles, au contraire, seront entretenues avec propreté dans l'exécution de ce dernier projet, au moyen duquel les murs de palissade, qui sont dégradés et en ruine seront réparés ; que ce sera d'ailleurs un moyen de rétablir la couverture de la tour qui tombe en ruine, la charpente en était toute pourrie et hors d'état par conséquent, de pouvoir subsister. Pourquoi M. le comte de Menou se serait porté à dire aux M^{rs} chirurgiens et au s. Briaud, adjudicataires desd. ouvrages, qu'ils pourront faire travailler tous les jours sur le nouveau plan qui sera d'une plus belle décoration que le premier, sans occuper les passages par-dessus les murs de ville qu'il faut conserver ; qu'à l'égard de la guérite, comme elle tombe partout et qu'elle n'est pas nécessaire, ils pourront la supprimer jugeant inutile de la rebâtir. (1) ».

(1) *Arch. commun.*, BB 89, 112.

Le maréchal de Brancas, donna au projet ainsi modifié l'approbation nécessaire, par lettres datées de Paris le 12 août 1746, « ce que j'ai fait, écrit-il, avec plaisir, n'ayant rien tant à cœur que de contribuer à tout ce qui peut être utile et avantageux à la ville de Nantes comme je crois qu'un pareil ouvrage le peut estre (1) ».

L'adjudication des travaux faite le 25 mai 1746 aux s^r Briaud et Sernin fut, par suite, résiliée, et les adjudicataires mis à même de les continuer d'après le nouveau plan. Sur leur refus, le Bureau proposa de les adjuger pour 6.000^l au s^r Nicolas Raynard, entrepreneur ; substitution qui fut approuvée, le 17 septembre, de l'Intendant de Bretagne, Poncaré de Viarmes.

A la date du 12 avril 1747, « les ouvrages faits par le s^r Raynard étaient prêts à recevoir les charpentes et couvertures, la salle d'amphithéâtre et pièces suivantes montées, à la hauteur de 8 pieds, et les autres ouvrages prêts à être finis » : en conséquence, on lui délivra 3000^l.

Les travaux cependant se prolongèrent encore deux ans. Le renable n'en fut rendu qu'en juin 1749. Le Bureau de ville délégua le 11, pour le recevoir, MM. Cottineau et Charet échevins.

L'installation de l'Ecole était à peine terminée que son maintien dans la tour du Connétable devenait impossible. Les plans arrêtés pour l'embellissement de la ville exigeaient la démolition de la tour pour la construction des Halles, aujourd'hui *Hôtel des Postes et Télégraphes*. Force fut aux chirurgiens de reprendre leurs courses à la recherche d'une autre position.

Dans cette seconde série de voyages, ils portèrent d'abord leurs vues vers le manège la Motte Saint-André (2).

Du samedi, 21 février 1762. — M. le Maire a représenté que l'Ecole ou amphithéâtre de chirurgie située sur la tour dite du Con-

(1) *Arch. commun.*, BB 89, f. 121.

(2) V. Bulletin de 1899 : la Motte Saint-André.

nétable se trouvant en partie comprise dans l'emplacement du quay de Brancas, le plus proche du fossé de Saint-Nicolas, vendu par la Communauté, et ladite tour devant d'ailleurs nécessairement être démolie, pour démasquer la halle projetée dans ledit fossé, et ordonnée par l'arrêt du Conseil du 22 avril 1755, il étoit nécessaire de transporter ailleurs les bâtimens de ladite Ecole ; que le lieu le plus convenable paroissoit être le terrain sur lequel sont les écuries de la ville dites le Manège, le long des Cours des Etats, du côté de Saint-André avec l'avance à l'alignement arrêté pour la rue ou chemin qui borde cette promenade ; qu'à cet effet il avoit fait prévenir les sieurs Bournave, lieutenant du premier chirurgien du Roi, Minée et Gaye, prévôts en charge des maîtres en chirurgie de la ville de Nantes qu'ils eussent à venir ce jour au bureau pour procéder à cet arrangement dont leur communauté étoit pleinement instruite ; eux entrées avec les sieurs Guérin et Joyaux, maîtres en chirurgie, commissaires nommés pour leur dite communauté, et après leur avoir expliqué ce dont il s'agissoit, ils ont déclaré, de la part de leur communauté, qu'elle étoit très disposée à consentir à ce que le bureau trouveroit de plus convenable pour l'utilité publique, ayant tout lieu d'espérer du zèle que le Bureau avoit toujours témoigné pour les progrès de l'art et science de chirurgie, que, dans le changement de position de leur Ecole ou amphitéâtre, non seulement tous les bâtimens existans sur ladite Tour du Connétable seroient rétablis en entier aux frais de la communauté de Nantes, dans le nouvel emplacement désigné avec les changemens relatifs à cette nouvelle position, mais aussi que la possession du nouveau terrain leur seroit accordée pour en jouir, par leur communauté, aux mêmes clauses et conditions qu'elle jouissoit de ladite tour.

Ils ont de plus observé qu'il leur paroîtroit à propos qu'avant de démolir les bâtimens de ladite Ecole, il fût dressé, en présence d'un de messieurs et des commissaires de ladite communauté des chirurgiens, par le sieur Ceineray architecte-voyer de la ville de Nantes, un procès-verbal pour constater la grandeur et figure de leur école, chambre et amphitéâtre, lequel seroit joint à la présente délibération ; qu'en égard à l'éloignement de l'eau il seroit nécessaire de faire un puits dans ledit nouvel emplacement ; qu'il convenoit qu'on commençât à travailler à la reconstruction dudit amphitéâtre au plus tard dans quinze jours, et qu'on continuât jusqu'à la perfection ou renable qui seroit rendu dans le courant du mois d'octobre prochain, et que, pendant que durera ladite construction,

la salle de l'Hôtel-de-Ville, servant cy-devant d'auditoire au siège royal du Consulat, fût donnée à leur dite Communauté, pour le dépôt de ses meubles, pour y tenir ses assemblées et y faire les démonstrations nécessaires...

Sur quoy le Bureau délibérant. . a arrêté que tous les bâtimens de l'Ecole ou amphitéâtre de chirurgie seront transportés dans l'emplacement des écuries de la Ville, dites le Manège ci-devant désigné, pour être reconstruit aux frais de la Communauté suivant le plan et élévation dressé par le s. Ceineray... dans une étendue de terrain de 3660 pieds quarrés; que ladite Communauté des maitres en chirurgie aura la possession dudit terrain pour en jouir aux mêmes clauses et conditions dont elle jouissoit de ladite Tour du Connétable, parce que néantmoins, s'il arrivoit que l'amphitéâtre fût transféré en un autre lieu, ou qu'il devint inutile aux chirurgiens, la propriété dudit terrain demeurera à la Communauté de la ville (1).

Ce premier projet de translation fut bientôt abandonné. Les terrains du Cours Saint-André, depuis les travaux qu'on y avait commencés, augmentaient de valeur chaque jour. L'emplacement nécessaire à la construction de l'Ecole représentait une somme de 8 à 10,000 livres. Le duc d'Aiguillon qui avait à cœur les intérêts de la ville de Nantes, trouva plus avantageux pour elle de transférer l'amphithéâtre dans un quartier où la Ville possédait des terrains de moindre valeur (2).

On jugea alors que « le lieu le plus convenable paraissait être sur le Cavalier ou fort Saint-Léonard, appartenant à la Ville, située vis-à-vis l'église de Saint-Léonard, joignant le mur de ville sur le bord des marais d'Erdre, entre le jardin de la Butte appartenant aux chevaliers du Papegault, et la maison du s. Briaud, architecte; et dans une délibération du 3 octobre 1761, « on arrêta que l'Ecole de chirurgie construite sur la tour G., devant ditte du Connétable, en conséquence de la délibération du 6 avril 1746... ainsi que tous les bâtimens ou dépendances seront transférés sur le Cavalier ou fort de Saint-Léonard, ci devant désigné, et rétably en leur

(1) *Arch. commun.*, BB 97, 101. *Arch. départ.*, C 402.

(2) *Arch. départ.*, C 402.

entier, suivant les plans et devis du s. Ceineray, architecte-voyer, aux frais de la communauté de lad. ville et avant le 1 juillet prochain (1) ».

L'Ecole devait finir par revenir dans ce quartier : mais les chirurgiens devaient encore aller en visiter un autre auparavant.

Le 24 octobre 1761, M. Le Beau, échevin, faisant les fonctions de procureur syndic, représenta que « le lieu le plus convenable pour placer led. amphithéâtre avoit paru être la *Place du Calvaire*, actuellement plantée d'arbres : cette place très irrégulière se trouvant inutile par le voisinage de celle de Bretagne, et parce que les arbres qui y sont plantés depuis longtemps n'y font aucun progrès, qu'avant d'en disposer pour l'objet dont il s'agit, il avoit été jugé convenable d'en prévenir M^{sr} l'évêque de Nantes, sous le fief duquel est cette place, et de le supplier très humblement d'approuver cet établissement en lui offrant un cens modique, en reconnaissance de son fief des Reguaires ; M. Le Beau du Bignon a ajouté qu'ayant eu cy-devant cette commission de la part du Bureau et s'en étant acquitté, M^{sr} l'évêque de Nantes avoit eu la bonté de l'assurer qu'il consentait volontiers pour l'utilité publique à cet arrangement, moyennant une rente annuelle de 10^s.

Sur quoy le Bureau délibérant... l'a chargé de faire à M^{sr} l'évêque de Nantes les très humbles remerciemens de la communauté, du consentement qu'il veut bien donner à cet établissement, et a autorisé mon dit s. Le Beau à passer un acte d'afféagement de lad. place du Calvaire dans l'étendue déterminée par les murs qui l'environnent à la charge par la communauté de payer 10^s de cens ou redevance annuelle ».

Cette place du Calvaire est aujourd'hui occupée par les maisons construites entre la place du Bon-Pasteur, les rues Guépin et Paré. Comme elle relevait du fief de l'Evêque de Nantes, son consentement était nécessaire pour son aliénation. Le Prélat le donna avec une bonne volonté à laquelle le Bureau de ville fut sensible. Mais toutes ces démarches furent inutiles, et l'on en revint au projet de construire l'Ecole dans le quartier de Saint-Léonard.

(1) *Arch. commun.*, BB 97, 82.

Du samedi, 8 mai 1762. — Sont entrés au Bureau les sieurs Gaye et Minée provosts en exercice, Guérin et Joyau commissaires de la communauté des maîtres en chirurgie de la ville de Nantes, lesquels ont dit que par délibération de leur dite communauté du 20 avril dernier, ils auroient été autorisés à venir en son nom prier le Bureau qu'il lui plût faire reconstruire leur amphitéâtre sur le fort Saint-Léonard plutôt que sur le cours des Etats, ainsi qu'il avoit été arrêté. Ils ont aussi représenté que, comme pour se procurer un accès et une entrée praticables et plus commode audit fort du côté de l'église de Saint-Léonard, la seule entrée du côté des marais d'Erdre ne pouvant pas de longtemps être accessible pendant l'hiver, ils seroient obligés d'arrenter la maison d'un bénéfice situé vis-à-vis ladite église dont le sieur recteur de Fresnay est titulaire, et que ladite maison exigeoit beaucoup de réparations ce qui seroit fort onéreux à leur dite communauté. Ils suppliaient le Bureau de leur accorder en cette considération : 1° les intérêts d'une somme de 4.000 livres qui leur est due par la communauté de Nantes pour reste de celle de 6.000 que leur dite communauté a avancée pour la construction de son école sur la tour du Conétable, et dont elle est obligée de payer les intérêts; 2° que pour indemnité de la caducité de ladite maison du bénéfice, il leur soit accordé une somme de 1.000 livres, avec les intérêts jusqu'à parfait paiement qui sera une année après la paix; 3° que les frais à faire pour parvenir à la pleine et paisible possession de ladite maison du bénéfice soient payés par la communauté de Nantes.

Sur quoi délibéré, et ouï M. Lebeau du Bignon pour le procureur du Roy syndic en ses conclusions, le Bureau a arrêté: 1° que l'amphitéâtre des chirurgiens au lieu d'être placé le long du Cours des Etats sera construit sur le fort Saint-Léonard dans le terrain borné au nord par la maison du s^r Briaud, à l'ouest par un mur qui le séparera de celle de M. Lebeau du Bignon, dudit bénéfice et du s^r de la Budorière, au midi par le jardin de l'Arbaleterie, à l'occident par le marais d'Erdre, suivant les plans arrêtés par le s^r Ceineray architecte, et aux conditions portées par lad. délibération desdits maîtres en chirurgie, déposée ce jour au greffe de la ville (1) ».

Cet arrangement faillit rencontrer un obstacle de la part d'un voisin.

(1) *Archiv. commun.*, BB 97, f. 112. *Arch. départ.*, C 402.

Le s^r Retau de la Budorière, payeur de la Chambre des Comptes, dit « qu'il avoit appris par M. le premier président de la Cour que Mgr le duc d'Aiguillon vouloit que l'amphitéâtre des chirurgiens fut placé sur le fort de Saint-Léonard qu'il croyoit appartenir à la communauté, situé entre le jardin de l'Arbaletrie et celui du s^r Briaud architecte, derrière la maison dont il est propriétaire et les trois suivantes, qu'il avoit représenté qu'à la vérité ce fort appartenoit cy-devant à la communauté, mais qu'en 1640 par l'arrentement du terrain sur lequel sa maison est bâtie, elle accorda à ses auteurs l'usage d'un jardin sur led. fort; dans lequel usage ils auroient été maintenus, que cette longue possession étoit un droit dont il ne pouvoit pas légitimement être dépouillé, qu'il le seroit cependant d'une partie de ce jardin suivant le plan qu'il avoit vu ».

Mais on s'arranga avec lui, et le nouvel amphithéâtre ne tarda pas à s'élever.

La construction en fut confiée à Ceineray qui avait déjà été chargé de le reconstruire à la place du manège. Le règlement de l'architecte est ainsi libellé dans les comptes du miseur, exercice 1765-1766.

Au s^r Ceineray, architecte et voyer de ville, la somme de 1.709⁵3^d, restant de celle de 7.565¹7^s3^d, pour dépenses par lui faites tant pour la démolition de l'amphithéâtre et logement de l'Ecole de chirurgie, ci-devant située sur la place Sainte-Catherine, que pour la reconstruction d'un nouvel amphithéâtre et logements sur le Fort au derrière de la rue Saint-Léonard suivant le mémoire de lui certifié le 2 octobre 1765. »

Voltaire, peintre de la ville, et fondateur de notre Ecole de dessin, fut chargé de la décoration du nouvel amphithéâtre. Les mêmes comptes de miserie, exercice 1763-1764, allouent « audit s^r Voltaire 294¹9^s7^d pour ouvrages de peinture et d'impressions par lui faits dans l'appartement et amphithéâtre des chirurgiens de cette ville et autres ouvrages de peintures faits aux ollivettes des promenades publiques de cette ville (1) ».

(1) *Arch. départ.*, anciennement B 2007.

Les travaux semblent avoir été terminés avant d'avoir été approuvés. Le 33^e article du plan Ceineray concerne « un nouvel amphithéâtre de Saint-Côme, sur un ancien cavalier appartenant à la communauté de Nantes, vis-à-vis l'église de Saint-Léonard, sur la rivière de l'Erdre, l'ancien devant être supprimé ». Ce projet ne fut approuvé que le 19 mars 1766, et le paiement des peintures figure dans des comptes de 1763-1764. Pour commencer les travaux, on voit que l'on n'avait pas attendu leur approbation : c'est un procédé souvent excellent pour l'obtenir.

La nouvelle école trop acculée sur les bords de l'Erdre était d'un accès peu facile. Dans la délibération du 8 mai 1762, il avait été question, pour lui donner une entrée plus accessible en tout temps « d'arrenter la maison d'un bénéfice situé vis-à-vis l'église de Saint-Léonard ». C'était le bénéfice connu autrefois sous le nom de chapellenie des Gallapars.

Les démarches faites pour cet arrangement réussirent, et en mars 1763, les mêmes Minée et Gaye, prévôt et trésorier de la Communauté des chirurgiens étaient en instance près de la Ville pour la construction d'un portail d'entrée « à la maison que cette Communauté fait construire sur un terrain dépendant du bénéfice appelé Galapart, situé dans la rue du Port-Communeau (1) ». Sur l'accueil fait à leur requête par la Ville, la Communauté des chirurgiens « s'obligea à faire élever et décorer à ses frais un portail à l'entrée de l'amphithéâtre sur la rue, sur lequel portail sera placé l'écusson des armes du Roi et au-dessous cette inscription : *Ecole de chirurgie*, et à faire placer sur la principale porte de l'extérieur de leur amphithéâtre l'écusson des armes de la ville... d'après le plan de Ceineray (2) ».

A ces armes du Roi et à celles de Nantes, les chirurgiens voulurent ajouter celles de Bretagne. Ils en demandèrent la permission aux Etats généraux réunis à Nantes en 1764. Les

(1) *Arch. commun.*, DD 278.

(2) *Arch. commun.*, BB 98, f. 68 (16 juin 1764).

registres de ces Etats rapportent que « sur la requête des maîtres chirurgiens de cette ville, lesdits Etats (1) consentent que les armes de la Province soient placées sur la porte de l'école suivant la demande de la Communauté, parce qu'il ne pourra résulter de la présente délibération que la province soit assujettie à l'entretien ou réparation de ladite Ecole ».

La nouvelle Ecole conserva le nom de saint Côme, patron des chirurgiens, nom que portait déjà l'ancienne établie à la Tour du Connétable. Même quand elle eut été remplacée par le *Muséum*, on disait encore que ce dernier se trouvait à *Saint-Côme*, rue Saint-Léonard.

Du reste, les chirurgiens honoraient solennellement chaque année leur patron ; le jour de sa fête, ils assistaient à la grand-messe aux Cordeliers, et dans de vieux comptes des Cordeliers de Nantes figure l'indication suivante :

« Messieurs les chirurgiens, pour la grand'messe du jour de saint Cosme, 24 livres ».

L'école avait pour but de former, avec les chirurgiens, des sages-femmes ainsi que des officiers de santé pour la marine. Par un privilège du 12 mai 1793, les élèves en chirurgie, officiers de santé, furent exemptés du service militaire. D'autres avantages attachés à leur diplôme donnèrent lieu à des abus que la municipalité eut à réformer.

« Le 22 février 1793, lecture a été faite d'une requête des citoyens officiers de santé destinés à la navigation, exposant que beaucoup de ceux qui naviguent sous ce nom l'ont usurpés, les uns en achetant des lettres de réception de ceux qui ne s'en servoient plus, d'autres en traitant avec des officiers de santé qui cèdent à ceux qui ne pourroient naviguer que comme second, leur permis d'embarquer pour premier chirurgien. Lad. requête tendant ; 1° à ce que, pour remédier à ces abus, tout officier de santé reçu présentât à un officier municipal son titre de réception et son extrait de baptême à l'appui ; 2° qu'il soit dressé un tableau d'inscription dont un double seroit placé à l'amirauté, avec injonction de le consulter, avant de délivrer le permis d'embarquer au chirurgien qui se présentera.

(1) *Arch. départ.*, C 446, p. 4.

Le citoyen Darbefeuille a ajouté que pour donner plus d'émulatio aux élèves qui se sont mis en état de se présenter à l'examen, il serait convenable que cet examen fût fait en public et qu'en conséquence il fût arrêté chaque semaine deux jours fixes à cet effet, dont il seroit donné connaissance aux citoyens par voie de l'affiche.

Sur tout ce que dessus... le Conseil a arrêté que l'examen de tout élève en chirurgie qui se présentera pour être reçu officier de santé pour la navigation, sera fait en public en la maison de Saint-Come, deux jours par semaine, lesquels seront indiqués par le citoyen (*sic*) Godebert et Bisson, examinateurs ».

Pour l'enseignement de l'école « le corps et la communauté des chirurgiens, écrivait Expilly en 1766, nomme tous les ans quatre démonstrateurs qui enseignent les élèves et font très fréquemment des démonstrations sur leur amphithéâtre, dans leur maison, près de St-Léonard ».

L'enseignement était gratuit. Afin de favoriser cette gratuité, les Etats de Bretagne allouèrent aux chirurgiens, jusqu'au 30 décembre 1789, une somme annuelle de 2.000 livres (1).

Cette allocation lui avait été accordée à la suite d'une requête adressée aux Etats. Les registres des *Etats de Bretagne* de 1760 mentionnent en effet une requête « pour la communauté des maîtres de chirurgie de la ville de Nantes qui, à l'exemple de celle de Rennes, priaient les Etats de lui accorder telle somme qu'il leur plairait pour l'établissement d'une école de chirurgie dans la ville de Nantes. Sur ce délibéré, les Etats ont ordonné et ordonnent qu'il sera encore fait fonds dans la présente tenue de la somme de 4.000 livres qu'ils ont accordée et accordent à la communauté des maîtres chirurgiens de la ville de Nantes, pour l'établissement d'une école de chirurgie dans ladite ville de Nantes (2) ».

Les Etats de Bretagne se réunissant alors tous les deux ans, cette somme de 4.000 livres devait se répartir sur les deux années.

(1) *Arch. départ.*, C 402.

(2) *Arch. départ.*, C 444, p. 169.

Les termes dans lesquels il est question de cette requête, et de la façon dont elle fut accueillie, semblent insinuer qu'il s'agissait alors de l'établissement de l'Ecole de chirurgie. Notre école nantaise fonctionnait pourtant depuis 1746 : mais depuis sa fondation elle n'avait pas encore recouru aux Etats de Bretagne. Comme les Etats accordaient chaque année une allocation à l'école de chirurgie de Rennes, elle s'autorisa de cet exemple ; et l'on peut croire que c'est à l'occasion de son établissement dans un autre endroit, qu'elle se décida à demander pour elle ce qu'elle voyait déjà accordé à d'autres.

L'Ecole de chirurgie fut supprimée pendant la révolution. La vente du mobilier de cette « ci-devant école » eut lieu le 7 prairial an VI, et produisit 63 fr. 65. La commune de Nantes faillit même être dépossédée de son immeuble, comme une simple fabrique, par la nation. Mais le 4 pluviôse an VII, un arrêté du département la réintégra dans son droit de propriété (1).

L'Ecole continue de figurer dans les *Etrennes Nantaises* jusqu'à l'an VI. Mais elle avait cessé d'exister avant le 25 pluviôse de l'an V. La communauté des chirurgiens avait été supprimée avant cette époque, comme toutes les autres communautés.

L'enseignement de la chirurgie se donna alors par des professeurs particuliers. Le 23 novembre 1792, Darbefeuille avait proposé à la municipalité d'établir un cours d'anatomie à l'Oratoire dans une salle du collège. Le Conseil avait décidé « qu'il n'y avait pas lieu de faire cet établissement ».

La République n'avait pas besoin de savants. La révolution ne les traitait pas à Nantes comme elle traitait Lavoisier à Paris, mais elle fermait leurs établissements et les empêchait d'en rouvrir. Darbefeuille attendit des temps moins mauvais pour recommencer sa tentative. Le 16 thermidor an II (1794), « le citoyen Darbefeuille, chirurgien-major de l'hos-

(1) *Arch. départ.*, Q, arrêtés du Départ.

pice de l'Humanité (Hôtel-Dieu), annonça à la municipalité qu'il ouvrirait son cours de chirurgie ». Les circonstances avaient changé. Il ne semble pas qu'il ait, cette fois, rencontré d'opposition (1).

Les anciennes *Etreennes Nantaises* renferment tous les éléments nécessaires pour reconstituer le personnel de cette école. Parmi des noms aujourd'hui inconnus, brillent des noms justement restés célèbres tels que ceux de Darbefeuille et de Bacqua (2).

Nous aurions bien des choses à dire sur Darbefeuille, sur ses opérations de la cataracte par lesquelles il donna la vue à des aveugles de naissance, du moins au rapport des documents du temps, sur ses boîtes fumigatoires instituées pour ramener les noyés à la vie, et sur les démonstrations publiques qu'il faisait de leur usage. Mais sans nous arrêter à parler des célébrités chirurgicales de Nantes, nous voulons simplement en citant des noms illustres, montrer que Nantes n'a pas attendu la fin du XIX^e siècle pour se faire un nom dans cette branche importante des sciences et des arts. Nos grands chirurgiens qui ont enseigné ou pratiqué leur art, soit à Nantes, soit à Paris, ont eu, dès le XVIII^e siècle, dans cette ville de glorieux prédécesseurs.

Pour aider à compléter cette étude sur l'art de la chirurgie à Nantes, notons que les *Statuts et règlements* pour la communauté des maîtres en chirurgie de la ville et comté de Nantes, du 18 mars 1758, publiés cette même année chez la v^e Antoine Marie, ont été réimprimés dans les *Archives curieuses* de Verger, t. III, p. 214, et que M. L. Maître a donné des détails sur le fonctionnement de notre école dans « l'Instruction publique dans les villes et campagnes du comté nantais avant 1789 » (3).

(1) *Délib.* an II, pp. 95, 102.

(2) Deux rues de Nantes portent leurs noms.

(3) V. aussi sur la Communauté des Chirurgiens, sur les examens de leurs réceptions à partir de 1674, *Arch. départ.*, séries E 1617, 1618, et C 402.

A peine les chirurgiens eurent-ils abandonné leur école que nous voyons les médecins, les officiers de santé et les pharmaciens chercher à y entrer. Le 5 pluviôse de l'an V, ils déclarent à la municipalité leur projet de se réunir en société dans le local qu'elle avait cessé d'occuper.

Vu l'exposé présenté par les citoyens Blin, Ulliac, Le Meignen, médecins, Cantin, Darbefeuille, Danilo, Autissier et Dabu, officiers de santé ou pharmaciens, lesquels ayant l'intention de se retenir (*sic*) à l'amphithéâtre du *ci-devant* collège de chirurgie, le 1^{er} ventôse prochain, à 3 h. de l'après-midi, afin d'aviser aux moyens d'organiser une société de santé, qui par la réunion et la communication réciproque des connaissances en l'art de prévenir et guérir les maladies, puisse rendre cette science plus utile et plus efficace, en prévient l'administration aux termes de l'art. 300 du titre 10 de la Constitution.

L'administration décerne acte aux exposants de leur déclaration parce que, dans leurs assemblées, ils demeurent tenus de se conformer aux lois et règlement de police(1).

La société des médecins et des pharmaciens ne dut se réunir que pendant peu de temps dans ce local. D'après une autre délibération municipale, on pourrait croire qu'elle se réunissait chez le citoyen Arnault, Haute-grand-rue n° 54.

L'École de chirurgie n'en resta pas, pour cela, longtemps inoccupée. En 1799, elle devint le berceau de la Société académique de Nantes, instituée l'année précédente sous le nom d'*Institut départemental des sciences et arts de la Loire-Inférieure*.

Le 1^{er} ventôse an VII (19 fév. 1799), le citoyen Blanchard directeur du jury des fêtes nationales, le citoyen Danilleau et le citoyen Degay, tous trois commissaires de l'*Institut des sciences et arts*, se sont présentés à l'administration pour l'inviter à lui donner la ferme du local de la ci-devant école de chirurgie, pour former l'établissement dudit Institut, moyennant qu'ils en payeront le prix du bail courant, aux mêmes clauses et conditions dont en jouissent les fermiers actuels.

(1) Arch. commun., Délib.

L'administration ayant égard à la demande des commissaires de l'Institut départemental des sciences et arts, et désirant seconder de tout son pouvoir un établissement qui ne pourra qu'être d'une très grande utilité pour les arts en général, a arrêté qu'il en serait incessamment délibéré.

Le citoyen Peccot, administrateur, et Fournier, adjoint de l'architecte voyer de la commune, sont nommés pour aller faire la visite de cette maison et rendront compte à l'administration de l'état actuel du local (1). »

L'Institut des sciences et arts entra ainsi en jouissance de la maison dite Saint-Côme, rue Morand, n° 3. Il y tint ses séances jusqu'en 1806, où, sur les démarches de M. Bertrand-Geslin, maire de Nantes, il la céda, malgré son bail, à la Ville pour l'installation du Muséum.

En dehors de l'Ecole de chirurgie, il y avait aussi pour les sages-femmes des cours dus à l'initiative du s^r Godebert. Il les donnait dans une maison particulière « louée pour ses cours d'accouchement » et pour le loyer de laquelle la municipalité lui allouait une somme de 150 livres.

Il avait constitué ses cours en 1777, à la suite d'une démarche faite près de la municipalité pour obtenir un « des fantômes obstétriques » de la d^e Boursier du Coudrai.

Le 25 janvier 1777 : « A esté rendu compte par le procureur du Roi, sindic, d'une requête présentée par le s. Godebert, m^e en chirurgie de cette ville, tendante pour les causes y contenues, à ce qu'il plût à la Communauté de ville luy confier un des fantômes obstétriques qu'elle a achepté de la dame Boursier du Coudrai, joint son offre : 1^o de donner chaque année, dans la saison la plus commode, un cours complet d'accouchement auquel seront invitées par lettres circulaires adressées à MM. les recteurs des paroisses de ce diocèse, les sages-femmes de la ville et de la campagne et les femmes qui se destinent à exercer des accouchements; 2^o de donner, tous les samedis, des leçons particulières et de faire manœuvrer sur le fantôme, les femmes de la campagne qui pourront se présenter ce jour-là chez lui; 3^o de visiter, dans les voyages qu'il fait à la

(1) Arch. commun., Délib.

campagne, les chirurgiens et les sages-femmes et de leur donner tous les conseils et toutes les instructions dont ils auront besoin.

Sur quoi... le Bureau considérant que le zèle, la bienfaisance et le désintéressement étant la baze de la demande du s. Godebert, il y a lieu d'espérer que son travail aura tout le succès qu'il s'en promet lui-même, a arrêté que l'un des fantômes obstetriques dont la communauté est propriétaire sera de jour à autre confié au s. Godebert, m^e en chirurgie avec la boîte qui le contient consentant qu'il en fasse usage pour démontrer l'art des accouchements suivant la méthode de la d^e du Coudray parce que, néanmoins, il fera sa soumission de rétablir le tout à l'Hôtel-de-Ville, à la première réquisition de la Communauté ».

La dame Boursier du Coudrai était précédemment venue de Rennes pour donner des leçons de son art, et céder à Nantes ces « fantômes ». En reconnaissance de ses services, la municipalité lui avait donné en 1775 « un étuy d'or gravé aux armes de la ville, avec cette légende autour : *donné par la Ville de Nantes* (1) ».

Godebert garda son « mannequin » jusqu'au 23 prairial an V. Il partit ensuite pour quelque temps à Paris.

III. — Muséum d'histoire naturelle.

A l'Ecole de chirurgie, quelques années après sa disparition, succéda le *Muséum d'Histoire naturelle*.

Sin nous voulions prendre notre Muséum à l'état embryonnaire.

(Des couleurs du sujet je teindrai mon langage, dit Boileau), il nous faudrait dire un mot de chacune des collections qui ont contribué à le former.

Au XVIII^e siècle, les naturalistes ne manquaient pas à Nantes. De leurs lointains voyages, les capitaines de navires apportaient les objets curieux qu'ils rencontraient dans les pays qu'ils touchaient. L'ancien jardin des apothicaires, les propriétés des particuliers s'enrichirent ainsi de plantes et

(1) *Arch. commun.*, BB. 104., Délibér. de 1775.

d'arbres exotiques les plus variés. Les magnolias, les cèdres plantés par les marins nantais du XVIII^e siècle, ont fait pendant longtemps et quelques-uns, même après des froids rigoureux, même après des tempêtes terribles, font encore l'orgueil de nos parcs. Dans la requête pour le maintien, à Nantes, de l'Université que Rennes réussit enfin à nous soustraire, on faisait valoir cette facilité que les relations commerciales de notre ville lui donnaient pour se procurer tant de raretés étrangères dont l'étude est l'objet des sciences naturelles.

Grâce à ces circonstances qui entretenaient dans les Nantais le goût de ces sciences, plusieurs naturalistes avaient formé des collections particulières qui n'étaient pas sans valeur. Citons parmi eux Blanchard de la Musse, Deloynes, Dutertre, Goullin et Desmortiers dont les collections sont aujourd'hui fondues dans celles du Muséum (1).

Mais c'est assez de parler des deux sources principales de notre Muséum. Pour faire connaître suffisamment un fleuve, on peut se contenter de n'indiquer que ses sources les plus importantes, sans s'arrêter à décrire tous les filets d'eau qui contribuent à sa formation.

De ces deux sources, la première, celle d'où découle officiellement le Muséum est la collection de M. Buron; la seconde est la collection Dubuisson.

« Le Cabinet d'Histoire naturelle, dit le compte-rendu du Conseil général de 1808, provient de l'acquisition faite aux frais du Département, du s^r Buron au prix de 37.000 francs, dont les deux premiers tiers ont été payés sur la caisse départementale, en vertu d'une délibération du 6 floréal an XIII de Son Exc. le ministre de l'Intérieur. Cette collection a été cédée à la commune de Nantes à la charge de payer le 3^me tiers. Elle a été transférée et établie dans les salles des anciennes Ecoles de chirurgie qui ont été disposées

(1) *Nantes et le département au XIX^e siècle*, par E. Maillard, p. 50.

à cet effet. Les dépenses faites par la commune pour ces deux établissements (la Bibliothèque et le Cabinet d'Histoire naturelle) s'élèvent à 55 291 francs (1). »

Le Conseil général s'était déterminé à acquérir la collection de M. Buron à la suite des raisons suivantes qu'il expose dans un rapport du III brumaire an X.

« Il n'existe point de musée public. Mais un de nos concitoyens possède un cabinet d'histoire naturelle extrêmement précieux. Ses facultés ne lui permettent pas d'en faire don. Il en offre la cession à des conditions avantageuses. Nous croyons, citoyen ministre, que cette acquisition serait de la plus grande utilité. Placée dans une ville maritime, une telle collection serait susceptible d'un rapide accroissement : elle aurait l'inappréciable avantage d'inspirer aux marins l'amour de la science et l'esprit d'observation. Que de richesses négligées dans un voyage, faute d'instruction. Mais les fonds particuliers du département ne pourraient suffire à cette acquisition. Le Gouvernement qui veut fortement le progrès des lumières consacrera, nous l'espérons, une partie des fonds généraux à cette transaction profitable ».

Par suite, dans sa session, le Conseil donna « son approbation à l'achat d'un magnifique cabinet d'histoire naturelle. De l'aveu des connaisseurs, après celui de Paris auquel nul ne peut être comparé, il n'en existe pas de supérieur, peut-être point de semblable, dans le reste de la république (2) ».

(1) *Arch. départ.*, compte-rendu des Conseils généraux.

(2) *Arch. départ.*, comptes-rendus des Conseils généraux. Voici sur le Muséum et sur Dubuisson un extrait de celui de l'an XIII.

Il existe à Nantes une bibliothèque publique, un jardin de botanique et un cabinet d'histoire naturelle extrêmement précieux, dirigé par un naturaliste le s^r Dubuisson, dont le nom et les travaux ont été plus d'une fois cités avec éloge par les compagnies savantes de la capitale.

Le gouvernement a précédemment autorisé l'achat du cabinet pour le compte du département. Le paiement avait été partagé en trois annuités : une seule a été payée. Les deux autres restent à acquitter : nous avons voté l'application à cet objet d'une somme de 10.000 francs.

Nous croyons essentiel de conserver au s^r Dubuisson un traitement qui le mette à lieu de continuer ses travaux pour les progrès d'une science à laquelle il consacre tous ses instants et a sacrifié son état. Ce père de famille a déjà fait dans la minéralogie de ce département des découvertes pré-

Le département une fois maître de ce magnifique cabinet ne tarda pas à en être embarrassé, et voulut passer son acquisition à la Ville. Le 3 janvier 1806, le Préfet prit à ce sujet un arrêté qu'il notifia ainsi au maire dès le lendemain.

Nantes le 4 janvier 1806.

MONSIEUR LE MAIRE,

« Je vous adresse mon arrêté du jour d'hier, en vertu duquel la propriété du cabinet d'histoire naturelle est transmise à la commune de Nantes.

« Cette riche collection était destinée à l'Ecole centrale, où cette partie de la science était spécialement professée. Il était convenable alors que ce fût une acquisition et une propriété départementale : mais l'Ecole centrale ayant été supprimée, le lycée qui la remplace n'ayant pas de cours d'histoire naturelle, le Cabinet devenait sans objet. Il ne servait plus qu'à l'ornement de la Ville : quelques voyageurs curieux, les seuls habitants de Nantes pouvaient en profiter, et l'entretien d'un établissement dont l'avantage était ainsi circonscrit à la Commune ne devait plus peser sur les fonds généraux du département.

« Ces considérations ont déterminé S. E. le ministre de l'Intérieur à permettre la cession que j'en fais à la Commune. Cependant le ministre a bien voulu que cette cession conservât tout le caractère d'un présent ; et, en effet, il a permis qu'on ne répât point les annuités échues, et que la mairie n'acquittât que la dernière qui était due au mois de brumaire dernier...

« Ainsi la mairie acquiert pour 12.000 fr. une propriété estimée 37.000 fr. et dont la valeur est inappréciable, si on considère la rareté d'une pareille collection, l'embellissement que son acquisition procure à la Commune, l'utilité que peuvent en retirer ceux de vos administrés qui cultivent les arts ou se livrent à ce genre d'études.

« Je ne doute, point M. le Maire, que vous ne sentiez tout le prix de ce présent, et que vous n'apportiez une attention particulière à conserver un aussi précieux dépôt et à le transmettre à vos succes-

cieuses. Nous vous prions, Monseigneur, de donner votre approbation aux mesures qui le concernent ».

Ces mesures consistaient à allouer à Dubuisson 1800 fr. comme traitement et 200 fr. pour indemnités des voyages qu'il fait dans le département pour en rechercher les richesses minéralogiques.

seurs enrichi par vos soins. Ceux de vos prédécesseurs dont les noms survivent, doivent cette gloire aux établissements utiles qu'ils ont formés ou soutenus : j'ai confiance aussi que vous saisissez cette occasion de laisser un monument éclatant et durable de votre administration.

« Je vous remets, avec les lettres que j'ai jugées vous êtes nécessaires, le catalogue des objets que renferme le Cabinet : vous pouvez le faire recoller ou vérifier si cela vous paraît convenable.

« Jusqu'ici le public n'a pu jouir de cette collection : elle est comme entassée dans des appartemens étroits et mal éclairés : vous aviserez au moyen de la placer dans un bâtiment communal, de manière que chaque pièce puisse être aperçue dans le jour et l'ordre qui lui conviennent.

« Au reste, M. le conseiller d'Etat, directeur de l'Instruction publique, a permis qu'on établit le Cabinet dans un des appartemens destinés au cours du Lycée. Mais ce parti ne pourrait être adopté qu'en cas qu'il fut impossible de faire autrement.

« Je crois inutile de vous parler du conservateur actuel dont le zèle, les rares talens vous sont connus, et qui mérite toute votre confiance, comme il avait la mienne. Il n'a besoin que de légers secours pour compléter les parties les moins fournies : ses goûts, d'accord avec ses devoirs, l'attachent invinciblement aux recherches et aux travaux qu'on doit désirer...

« Je vous prie de m'accuser réception de mon arrêté et des pièces qui l'accompagnent (1).

« J'ai l'honneur de vous saluer.

Signé . BELLEVILLE.

Mais loin « de sentir tout le prix de ce présent », la Ville mettait autant d'obstination à le refuser que le Département à le lui offrir. Elle le redoutait autant qu'un présent des Grecs. Elle voyait trop de quoi il y retournait, et se doutait que ces animaux, pour ne point manger, n'en étaient pas moins assez coûteux à entretenir en bon état, même après leur mort. Enfin, elle se laissa imposer, sans grand enthousiasme, le présent qu'elle craignait tant pour le bon équilibre de ses finances.

(1) *Arch. commun.*, Délib., n° 133.

Un extrait de la délibération municipale du 31 décembre 1816 nous mettra au courant de toutes les démarches faites de part et d'autre à cette occasion.

« Le 9 mars 1802, le département acquit de M. Buron cette collection qui forme aujourd'hui le Muséum d'Histoire naturelle. Cette acquisition approuvée par le Ministre de l'Intérieur le 11 avril 1803, eut pour motif l'utilité de l'instruction publique et fut destinée à l'Ecole centrale.

Le Département reconnut bientôt que cette dépense lui était très onéreuse. M. le préfet de Belleville fit valoir auprès du Ministre de l'Intérieur, diverses considérations spécieuses pour arriver à faire mettre ce Cabinet aux charges de la Ville et sans, au préalable, en avoir conféré avec les chefs de l'administration municipale. Cette demande fut même faite à son insu.

Le 3 janvier, il prit un arrêté par lequel le Cabinet d'Histoire naturelle était abandonné, à titre de présent, à la Ville de Nantes, à la charge pour elle de payer 12.900 dus au s. Buron pour 3^e tiers du payement...

Le prétexte de ce présent fut qu'attendu la suppression de l'Ecole centrale et que le Lycée qui la remplaçait ne devant point ouvrir de cours d'histoire naturelle, que, par conséquent, ce Cabinet devait faire l'ornement de la Ville qui y trouverait un avantage certain par les nombreux voyageurs attirés par la curiosité et le désir de l'instruction.

M. Bertrand-Geslin, alors maire, se refusa, par sa lettre du 9 janvier 1806, à enregistrer l'arrêté du préfet sous plus d'un motif dont il lui fit l'exposé.

Sans égard aux justes observations du maire, le préfet, par sa lettre du 21 janvier, insista et, par déférence, son arrêté fut enregistré à la mairie.

Néanmoins le Conseil municipal, par sa délibération du 10 mai 1806, déclara formellement que, vu la détresse des finances de la Ville, il se refusait à prendre à ses charges un établissement aussi coûteux. Sans égard à cette délibération, le Cabinet d'Histoire naturelle est resté aux charges de la Ville (1). »

(1) *Arch. commun.* Délib. municip. de 1816, p. 9.

Ces différents faits sont ainsi rappelés par Mellinét, t. I, 312, dans les lignes suivantes qui nous ont tout l'air d'une inscription du Nantes lapidaire de Fournier :

« Cabinet d'Histoire naturelle. L'an 1806, régnant Napoléon le Grand,

Doté, malgré lui, d'un Cabinet d'Histoire naturelle, le Conseil municipal dut songer à procurer à ses chers pensionnaires empaillés un abri où ils pussent mieux conserver, après la mort, leur précieuse peau qu'ils n'avaient pas su conserver de leur vivant. Ils habitaient l'Ecole centrale, installée « rue Pigalle, dans la maison des ci-devant Ursulines ». Mais le Lycée qui allait occuper la place de l'Ecole centrale ne voulait pas de son Cabinet d'Histoire naturelle. Force fut donc à la Ville de trouver un autre local pour l'installation de ce Cabinet.

Ce fut l'œuvre du maire de Nantes, M. Bertrand-Geslin, qui voulut utiliser dans ce but l'ancienne Ecole de chirurgie. Comme elle avait déjà été donnée à la Société des sciences et des Arts, il s'occupa d'abord d'amener cette société à chercher un autre lieu de réunion pour ses séances. Il écrivit donc au préfet la lettre suivante, datée du 26 mars 1806.

« MONSIEUR LE PRÉFET,

« Le Cabinet d'histoire naturelle, monument précieux pour notre ville étoit resserré dans un local peu propre à le contenir et qui ne pouvoit être regardé que comme provisoire. Mais votre arrêté réglementaire relatif au placement de ce cabinet qu'une décision de Son Excellence a transmis à la commune, me charge d'aviser au moyen de le placer plus convenablement : c'est pourquoi n'ayant d'autre bâtiment communal qui fût plus propre à le recevoir que celui connu sous le nom d'Ecole de chirurgie, je m'y suis transporté, accompagné de M. Dubuisson, directeur du Cabinet d'histoire naturelle et de M. Pecot, architecte-voyer. Ce bâtiment m'a paru susceptible de quelques réparations, qui sont, au reste, nécessaires à sa conservation, mais il seroit difficile de trouver, lorsque les répa-

empereur des Français, roi d'Italie ; par un bienfait de Sa Majesté, M. de Belleville, l'un des commandants de la Légion d'honneur, préfet de ce département, d'après les ordres S. E. M^r de Champagny, ministre de l'Intérieur, a fait don à la commune de Nantes de ce Cabinet d'Histoire naturelle qui a été évalué à la somme de 38.000 livres, dont les deux tiers ont été payés par le département, et le dernier tiers, des biens communaux. M. Mathurin Peccot, architecte-voyer, Pierre-Nicolas Fournier, ingénieur, inspecteur-voyer, M. René-André Dubuisson, premier directeur et conservateur. »

rations seront faites, un lieu plus commode et plus satisfaisant pour arriver au but que nous nous proposons : un seul édifice ayant deux issues sur deux quartiers principaux de la ville et dont la situation sur le bord du canal de navigation intérieure, augmente les avantages ; un quartier des plus populeux de la ville qui ne compte encore aucun monument public propre à le faire appercevoir ; un bâtiment communal qui, faute d'être habité, se dégrade journellement, et dont l'occupation par le Cabinet d'histoire naturelle assurerait la conservation et procurerait un bénéfice réel, puisqu'il lui économiserait le loyer qu'elle est obligée de payer pour l'emplacement de ce cabinet. Tels sont, Monsieur le Préfet, les motifs qui me font désirer que cet édifice soit uniquement destiné à recevoir le Cabinet d'histoire naturelle.

« Il est vrai qu'une décision de la mairie a déjà mis ce local à la disposition de la Société des Sciences et Arts de ce département. Mais cette société l'a abandonné, une fois et l'expérience prouve que pour la tenue des séances ordinaires le lieu des réunions n'est pas assez central. Si la Société des Sciences avoit délibéré, pour se dégager d'un loyer qu'elle paye ailleurs, de se rétablir dans le bâtiment et local de chirurgie, en votre qualité de président, je vous prie, Monsieur le Préfet, de vous charger de lui faire goûter les propositions suivantes : la Société pour tenir ses séances ordinaires qui sont peu nombreuses se procurerait un local dont le prix de location seroit modéré, et lors de ses séances extraordinaires, ces séances se tiendroient à l'Hôtel de la mairie où des sales (*sic*) d'une grande étendue pourroient être mises à sa disposition : bien entendu que la mairie feroit (*sic*) les frais de bois et de lumière à cet effet.

« Je ne doute pas, monsieur le préfet, que les motifs qui déterminent ces propositions, développés par vous à la Société qui a l'avantage de vous avoir pour président, n'obtiennent de cette Société tout son assentiment. Elle est trop intéressée à l'établissement définitif du Cabinet précieux que nous possédons ; elle a trop à cœur le progrès des sciences ; elle connoit trop combien le resserrement des objets qui composent ce Cabinet s'oppose au désir de ceux qui s'y rendent pour s'instruire, pour que la Société ne prenne pas des arrangements qui la mettent à même de se désister du bâtiment connu sous le nom d'Ecole de Chirurgie. D'ailleurs, vous le savez, Monsieur le Préfet, la pénurie des moyens de la commune est extrême : outre l'avantage qu'elle retirera de la translation de ce Cabinet, en lui assignant un lieu spacieux et convenable sous tous les rapports, elle y gagnera annuellement une somme de 400^l qu'elle paye pour le local actuel ».

Cette première démarche de M. Bertrand-Geslin fut couronnée de succès, et il put dès lors achever les travaux de cette translation. Dans une lettre du 27 mai 1806, il rappelait « la nécessité de déloger avant le 24 juin », et ajoutait en parlant du nouveau local destiné à recevoir les collections « on commence aujourd'hui les travaux adjugés au rabais (1) ».

L'installation complète du Muséum dans le nouveau bâtiment demanda quatre années. Bien que les *Etrennes Nantaises* antérieures à 1810 placent le « cabinet d'histoire naturelle, à Saint-Côme, rue Saint-Léonard », il est à croire qu'il n'était pas encore accessible à tout le monde. Ce ne fut que le 8 août 1810, que le maire de Nantes porta son arrêté dont le premier article était ainsi conçu :

Art. I. — Le Muséum d'Histoire naturelle appartenant à la commune de Nantes, établi rue du Port-Communeau, sera, à partir du 15 août 1810, ouvert au public pendant les six mois d'été, les mardi, jeudi et dimanche :... pendant les six mois d'hiver, le public ne sera admis que les mardi et jeudi (2). »

Quelques auteurs ont placé cette ouverture au 18 août (3) au lieu du 15. Une erreur typographique qui a fait mettre depuis quelque temps déjà, dans certains almanachs un 8 à la place d'un 5, a été la cause de leur erreur.

M. Bertrand-Geslin avait multiplié pour cette translation démarches sur démarches. Ses contemporains surent apprécier son zèle en termes que nous nous reprocherions de ne pas reproduire. « C'est à M. le baron Bertrand-Geslin, disent les *Etrennes Nantaises*, que les habitants de Nantes sont redevables du choix du local qui appartenait à la ville : c'est aux soins de ce respectable magistrat qu'ils doivent la restauration et le décor intérieur de cet établissement. L'ouverture du muséum a eu lieu le 15 août 1810 et les collections

(1) *Arch. départ.*, Muséum, série T.

(2) *Ibidem*, série T.

(3) A. Guépin, *Hist. de Nantes*, 512 ; *Hist. des progrès de Nantes*, 223. — E. Maillard, *L'Art à Nantes au XIX^e siècle*, p. 298.

précieuses qu'il contient y ont été réunies, par M. Dubuisson, professeur d'histoire naturelle, conservateur de cet établissement précieux (1) ».

Dubuisson, premier conservateur du Muséum, peut en être considéré aussi à bon droit comme le fondateur. Avant d'être appelé aux fonctions auxquelles le désignait sa réputation de savant naturaliste; il avait lui aussi, dès 1799, son Cabinet d'histoire naturelle, situé au n° 4 de la rue *Caylus* appelée auparavant rue des Cordeliers et, depuis, rue Saint-Jean.

L'ouverture de ce cabinet avait eu lieu en 1799. Le 9 ventôse de l'an VIII (27 février 1799), les citoyens Athenas, Le Meignen et Dubuisson, commissaires de l'Institut départemental se sont présentés à la séance et ont invité l'administration à se transporter chez le citoyen Dubuisson, rue *Caylus*, pour y voir le cabinet d'Histoire naturelle qui s'y trouve rassemblé, avant que l'ouverture en soit faite au public.

L'administration accédant à lad. invitation a arrêté de nommer deux de ses membres pour se transporter chez le citoyen Dubuisson (2) ».

Les *Etrennes Nantaises* de l'an VIII font de cette collection un pompeux éloge, tout à la gloire de Dubuisson.

Cabinet d'histoire naturelle, rue Caylus n° 4, près les ci-devant Cordeliers.

« Ce cabinet précieux, disent-elles, contient un système complet de minéralogie classé suivant la méthode de d'Aubenton : une conchyologie également complète, une magnifique collection d'oiseaux presque tous exotiques, des quadrupèdes, des reptiles, des insectes, des poissons, une riche réunion de polypiers marins, tels que coraux, madrépores, etc.

Le citoyen Dubuisson a formé ce cabinet à grands frais. Rien n'égale son intelligence, son zèle et son activité pour en faire le

(1) *Etrennes Nantaises*, années 1811 et suivantes.

(2) *Arch. commun.*, Délib. f. 99.

dépôt des richesses de la nature le plus utile, le plus riche et le plus agréablement varié qu'on puisse voir en France après le *Muséum* d'histoire naturelle, à Paris.

Depuis le 1^{er} vendémiaire, le cabinet du cit. Dubuisson est ouvert tous les jours pairs, depuis 9 heures jusqu'à une heure, et depuis 2 heures de l'après-midi jusqu'à quatre.

Le prix d'entrée est 1 franc 50 par personne. (1) ».

Si remarquables que fussent les collections Dubuisson, la municipalité nantaise, forcée de compter avec ses finances, ne montrait guère d'empressement à les acquérir. Le conservateur du Muséum se contentait cependant de conditions modestes ; le 20 avril 1813, il appréciait son cabinet 8,000 fr. : mais le Conseil en remit l'acquisition à des temps plus opportuns. Plus tard, Dubuisson ne demanda qu'une rente viagère, en échange de ses collections qu'il avait considérablement accrues (2). Le 24 mars 1818, la commission déclara dans son rapport qu'elle ne « croit pas qu'il y ait lieu, quant à présent, de traiter avec le s^r Dubuisson pour l'acquisition même à rente viagère, de son cabinet particulier ». Un instant, les richesses acquises par la longue patience de notre naturaliste furent sur le point de quitter Nantes pour aller à Poitiers. Cette ville offrait à Dubuisson « une rente viagère de 1.200 fr. réversible sur la tête de sa femme ». La municipalité dut alors prendre une décision. Le 22 août 1825, elle traita à ces conditions avec le conservateur du Muséum. Elle fit estimer ses collections particulières qui furent appréciées 17.423^{fr}, 50^c (3). Une ordonnance royale de mars 1826 autorisa la Ville à les acquérir, et Dubuisson garda désormais au nom de la ville toutes les curiosités qu'il avait réunies dans le Muséum.

Malheureusement, l'endroit choisi pour le Muséum ne répondait pas aux espérances qu'on en avait conçues. Du vivant

(1) *Etrennes de Nantes et du départ. de la Loire-Inférieure pour l'an VIII de la République Française.*

(2) *Arch. commun.*, Délibérations de 1813 et de 1818.

(3) *Ibid.*, Délib. de 1825.

de Dubuisson, en 1824, on avait déjà songé à le transporter à l'extrémité du cours Henri IV. L'humidité entretenue dans les salles par la proximité de l'Erdre, détériorait peu à peu les collections. Le successeur de Dubuisson, Frédéric Cailliaud, en faisait l'observation à la Ville : mais toutes ses plaintes restaient vaines. Une fois, cependant, il craignit de trop bien réussir, et fut sur le point de voir remiser son trésor dans la Halle aux toiles qu'on se proposait de bâtir dans les jardins de la mairie (1).

Il réclama encore, et, le 12 février 1838, demanda à la Ville de « prendre les moyens nécessaires pour placer le Muséum dans le local de l'Hôtel des Monnaies ». Par raison d'économie, la fabrication de la monnaie venait en effet d'être supprimée à Nantes, et l'hôtel, construit depuis peu pour cette fabrication, devenait sans emploi.

La Ville ne prit d'abord de son idée que ce qu'il aurait voulu ne pas lui voir en prendre. Elle songea en effet à utiliser l'Hôtel des Monnaies ; mais elle y songea pour y placer l'Ecole primaire supérieure et non pas le Muséum.

Elle revint cependant sur ce projet, acquit l'Hôtel des Monnaies pour y placer le Muséum, avec l'intention de remplacer ce dernier par son Ecole primaire supérieure (3).

Ce dessein rencontra encore des obstacles, et, en 1840, la Commission de surveillance du Muséum, voyant que ce projet n'aboutissait pas, émit le vœu que « l'édifice qui lui était consacré et qui avait été construit *ad hoc*, fût destiné à recevoir les précieuses collections qui se détérioraient par la grande humidité du local actuel (4) ».

L'année suivante, la Commission reprit le même dessein. Dans une réponse à une lettre du maire du 14 juillet 1841, elle expose : « le peu de solidité du bâtiment actuel du Muséum ;

(1) *Arch. commun.* Délib. année 1824, f. 83. Cf. Mellinet, t. I, p. 327.

(2) V. plus bas : *École primaire supérieure*.

(3) Verger, *Arch. cur.*, III, 319.

(4) Verger, *Arch. cur.*, t. III, 18.

2° son mauvais emplacement pour la conservation des objets qu'il renferme ; 3° son exigüité ; 6° enfin l'urgence de la translation des collections actuelles dans un local plus approprié, l'humidité permanente qui règne dans le local actuel, le rendant tout à fait impropre à sa destination ».

Elle ajoutait que l'Hôtel des Monnaies offrait réellement des conditions désirables pour une semblable destination, qu'il était disponible, construit depuis longtemps et par conséquent complètement sec. (1) ».

Le vœu de la Commission eut la destinée de beaucoup d'autres vœux. Il reposa tranquillement et silencieusement avec le projet qui l'avait inspiré, dans les cartons où il avait été déposé.

Cependant on l'en sortait de temps en temps pour l'empêcher de s'y moisir. En 1851, il sembla sur le point d'être abandonné pour un autre, et l'on put entrevoir le moment où les animaux du Muséum iraient se reposer à l'ombre des arbres du jardin des plantes.

Dans la délibération municipale du 28 mai 1851, M. Nau, rapporteur de la commission des Travaux publics fait l'exposé de cette affaire plusieurs fois soumise en quelques jours à la Commission, dont les conclusions sont établies comme suit :

1^{re} question : le local actuel du Muséum d'histoire naturelle peut-il être conservé ? A l'unanimité, la commission fait une réponse négative, et propose au Conseil de mettre en vente cette propriété communale dont la valeur estimée à 30.000 fr. devra être employée à l'installation du Muséum dans un autre local.

2^e question : le Muséum d'histoire naturelle sera-t-il, conformément à l'avis de l'administration municipale et de la commission du Muséum et du Jardin des Plantes, transféré dans cette dernière localité dont le périmètre serait augmenté de tous les terrains qui la séparent de la rue de Richebourg, ou bien cette translation serait-elle opérée dans l'ancien Hôtel des Monnaies, palais de justice actuel ?

A l'unanimité, la commission des Travaux publics est d'avis que le Conseil décide la question d'agrandissement du Jardin des Plantes jusqu'à la rue de Richebourg.

(1) Arch. départ., Muséum, T.

A la majorité, elle demande la translation du Muséum au Jardin des Plantes, près de l'entrée actuelle, et non dans le bas du jardin : les frais devant être couverts par la vente du local actuel et celle du Palais de justice estimé 100.000 fr. ensemble 130.000 fr.

La minorité de la commission désire que l'ancien Hôtel des Monnaies ou Palais de justice soit conservé, par la raison qu'on peut y installer très convenablement le Muséum d'histoire naturelle moyennant une dépense de 35.000 fr. et qu'en outre, ce monument placé au centre de la nouvelle ville peut servir à l'installation des cours publics, dans la grande salle circulaire qui serait réservée à ces effets : cours publics qui seraient là infiniment mieux placés qu'ils ne le pourraient être au Jardin des Plantes, vu la distance qui sépare cet établissement public du centre de la ville

M. le Maire, après avoir prouvé que l'Hôtel des Monnaies n'avait pas été acquis spécialement pour la ville pour y placer le Muséum, mais bien pour y établir l'École primaire supérieure, met aux voix les conclusions de la commission.

Le conseil adopte les conclusions suivantes :

1° Vu le mauvais état du local dans lequel est établi le Muséum, d'histoire naturelle, il est urgent d'en opérer la translation.

2° Le Muséum d'histoire naturelle sera transféré dans l'ancien hôtel des Monnaies, Palais de justice provisoire. Les projets des travaux d'appropriation seront soumis à l'approbation du Conseil : Ils devront être combinés de manière à réserver, au centre de l'édifice, une salle de cours publics et quelques accessoires à la disposition de la mairie, et complètement indépendant de la direction du Muséum.

3° M. le Maire est autorisé à mettre en vente sur la mise à prix de 30.000 fr. le local actuel du Muséum rue S. Léonard, connu sous le nom de S. Côte.

4° M. le Maire est autorisé à acquérir soit à l'amiable, soit, s'il y a lieu, pour cause d'utilité publique les terrains destinés à l'agrandissement du Jardin des Plantes jusqu'à la rue de Richebourg, conformément au plan dressé par M. Driollet architecte voyer en chef, le 1^{er} mai 1851 (1).

Le 7 novembre 1853, la question fut remise sur le tapis et tranchée dans le sens indiqué par la commission

(1) *Arch. commun.*, Délib. 1851, p. 193.

« La nécessité de retirer nos collections des bâtiments dits de S^t Côme, lisons-nous dans la délibération de ce jour, n'est contestée par personne. Faut-il les transférer à l'Hôtel des Monnaies approprié, ainsi que le Conseil l'a décidé le 28 mai 1851, ou est-il préférable de construire un édifice spécial au Jardin des Plantes ?

La commission a partagé sur ce point l'avis de l'Administration : la translation du Muséum dans l'ancien Hôtel des Monnaies lui paraît problématique, entourée de difficultés et peu économique.

L'unité de plan qui réunit au Jardin des Plantes la nature morte et la nature vivante, lui a paru désirable. De plus le monument sera nouveau et réalisera aisément les plus récentes découvertes de l'art architectural appliquées aux collections : toutes choses qu'on ne rencontrerait pas dans l'appropriation plus ou moins heureuse d'un édifice sans caractère et sans développement.

Au point de vue économique, le projet a également satisfait la Commission. On vendra S^t Côme et la Monnaie et l'on ne commencera pas avant d'avoir vendu.

En conséquence, la commission des travaux publics propose au Conseil :

1^o D'arrêter en principe la construction d'un Muséum d'histoire naturelle dans la partie haute du Jardin des Plantes, conformément à l'avant-projet étudié par M. l'architecte-voyer en chef, sous la condition expresse que le projet définitif ne devra pas entraîner une dépense supérieure à 170.000 fr.

2^o D'autoriser l'aliénation de l'ancien hôtel des Monnaies sur la mise à prix de 100.000 fr.

3^o De confirmer l'autorisation déjà exprimée dans la délibération du 28 mai 1851 pour la vente de l'ancien Muséum et de ses dépendances, sur la mise à prix de 30.000 fr.

4^o Enfin, d'arrêter que l'excédant de la dépense évalué à 40.000 fr. sera imputé sur les ressources ordinaires du budget.

Sous la réserve expresse : 1^o que les plans et devis devront être soumis ultérieurement au Conseil ; 2^o que l'exécution du projet est entièrement subordonnée à la vente des deux immeubles municipaux.

Plusieurs membres du Conseil combattent les conclusions de la Commission. Les arguments présentés en faveur du projet se résument à deux : 1^o Réunion des divers règnes en un seul local ; 2^o avantage d'avoir un bâtiment neuf qui embellira le Jardin des Plantes. Ils sont de peu de valeur

Le premier, qui peut paraître satisfaisant en théorie, cesse de l'être au point de vue pratique. La minéralogie, la zoologie et leurs

diverses branches n'ont point de rapport avec la botanique ; et bien peu de savants cultivent toutes ces sciences à la fois.

Un monument dans le jardin nuira plutôt à sa beauté ; son étendue est déjà fort circonscrite, si on le remplit de constructions que restera-t-il pour le jardin ?

La Monnaie à l'encontre du Jardin des Plantes est dans une position centrale. La proximité attirera les curieux, et le goût des sciences sera ainsi développé. Au Jardin des Plantes, l'élargissement rendra les galeries désertes. La conservation de la Monnaie présente beaucoup d'autres avantages : on y pourrait placer le Musée archéologique. La Société académique, la Société d'horticulture y trouveraient des logements. L'ancienne salle des assises serait précieuse pour des cours publics, qui, faits convenablement, réuniraient sans aucun doute un grand nombre d'auditeurs.

La Ville a donc intérêt à conserver un bâtiment dont elle peut tirer un parti avantageux ; en exécutant les plans préparés, il serait parfaitement approprié à sa nouvelle destination ; et quant à sa solidité, elle est incontestable puisque pendant 15 ans on y a battu monnaie. Le Conseil fera donc sagement de persister dans sa précédente déclaration. La vente des terrains sera longue à effectuer, ne s'effectuera peut-être même pas. Si l'on vend St-Côme que deviendront les collections jusqu'à ce que le nouvel édifice soit construit ? La décision du Conseil pourrait recevoir son exécution immédiate. Le nouveau projet est d'une réalisation si éloignée que d'ici là nos collections seront complètement détériorées.

D'autres membres développent les arguments déjà énoncés par le rapporteur en faveur de la translation au Jardin des Plantes. Ils ajoutent qu'un grand tort de la ville de Nantes est de faire des replâtrages coûteux et toujours nouveaux. Il faut saisir l'occasion de faire quelque chose de neuf, de beau et de bien approprié : la richesse de nos collections aujourd'hui enfouies mérite ce sacrifice. La création d'un bel établissement scientifique pourra un jour être d'un grand poids en notre faveur si le Gouvernement songeait de nouveau à créer une faculté de médecine dans l'ouest.

L'administration déclare que la construction du monument sera mise au concours (1).

Mais ce projet n'eut aucune suite, et de nouvelles circonstances firent revenir à celui qu'on avait été sur le point de lui sacrifier.

(1) *Arch. commun.*, Délib. 1853, p. 43.

Le 17 mars 1855, le Conseil municipal vota la création de l'Ecole des sciences et des lettres et choisit pour son installation l'ancien Hôtel des Monnaies.

Cette nouvelle destination donnée à l'ancien Hôtel des Monnaies, disait, dans un rapport, M. Chenantais, tranche irrévocablement la question d'emplacement du Musée d'histoire naturelle, et lors du vote du 17 mars, le Conseil municipal l'a parfaitement compris en disant que le projet d'appropriation comprendrait l'adjonction de ce Musée. En effet, il est impossible de séparer ces deux établissements. Ils ne doivent former qu'un tout, nécessaire, indispensable même à l'étude des sciences.

Le projet présenté par l'administration comprend la restauration générale du bâtiment avec construction d'une annexe pour le Musée d'Histoire naturelle...

Le Musée d'histoire naturelle occupera le côté de la place de la Monnaie, et se composera d'une grande salle de 43^m formant saillie sur la place avec retour, sur les deux rues. Cette heureuse disposition donnera sur la place de la Monnaie une façade monumentale et les propriétaires des maisons de cette place auront enfin une vue plus agréable que cette honteuse façade actuelle.

Les soubassements du Musée pourront être affectés très convenablement au Musée archéologique qui prend tous les jours de l'accroissement. Cette adjonction aurait un intérêt de plus pour les sciences et un attrait pour les visiteurs du Musée d'histoire naturelle. »

En conséquence, le rapporteur proposait la vente immédiate du local du Muséum, qu'il estimait non pas 30.000 mais 40.000 fr. vu l'augmentation de la valeur du terrain dans le quartier. Cette vente serait faite à condition de ne louer que dans deux années, temps nécessaire pour disposer du nouveau local.

Enfin l'Hôtel des Monnaies et les collections du Muséum réussirent à se rencontrer. La partie, pour avoir si souvent manqué, n'en était que remise. En 1868, on agrandit l'Ecole des sciences, et le nouveau monument ayant été inauguré au mois d'août 1875 (1), les collections de Dubuisson,

(1) Le *Muséum d'Histoire naturelle*, par L. Bureau, publié dans la *Ville de Nantes et la Loire-Inférieure*.

enrichies encore par ses successeurs, occupèrent enfin un local digne d'elles et de la ville de Nantes.

A ce bonheur, elles en ajoutèrent un plus rare, car il est encore plus facile de construire de superbes monuments pour abriter de belles collections, que de rencontrer des hommes dignes de tout point qu'on leur confie la garde et les intérêts de richesses aussi précieuses.

Dans la liste des conservateurs de son Muséum, Nantes a pu mettre en pratique, le précepte d'Horace :

Qualis ab incepto...

Dubuisson, le fondateur du Cabinet d'histoire naturelle, avait déjà rencontré, en Frédéric Caillaud, un digne successeur. Trouver dans les talents si remarquables et si variés de ses enfants ce qui lui est nécessaire sous tous les rapports pour conserver sa gloire, est un peu une tradition pour notre ville. (1) M. le docteur L. Bureau, conservateur actuel du Muséum, ne fait pas mentir cette tradition. Grâce à son zèle et à sa science, à la fin du XIX^e siècle, les Nantais aiment encore à dire ce qu'ils disaient en 1806 du cabinet de Dubuisson : « il est le plus riche et le plus agréablement varié qu'on puisse voir en France, après le muséum d'histoire naturelle à Paris ».

IV. — École de filles

Quand un arbre d'un jardin a besoin d'être remplacé, on le remplace par un autre d'une essence différente. Le premier ayant appauvri le sol des sucres nécessaires à son alimentation, il y a tout avantage à mettre à sa place une essence qui n'ait pas besoin de ces sucres qui lui manqueraient.

Les administrations, dans l'emploi qu'elles font des terrains qu'elles possèdent depuis des siècles, suivent parfois cette loi de la nature, peut-être sans s'en douter.

(1) M. Dufour, successeur de Fréd. Caillaud, est le seul des conservateurs du Muséum qui n'appartienne pas à Nantes par sa naissance.

A la place de l'ancien Muséum, on voit aujourd'hui une école de filles : l'école de filles de la rue du Port-Communeau, établie par la municipalité en 1875. Elle y fut transférée de la rue du Trépied, où, dit l'exposé administratif, « elle se trouvait dans les plus mauvaises conditions ». (1) Il avait été question d'établir à la place du Muséum deux écoles : l'une de garçons, l'autre de filles ; mais on jugea qu'il serait impossible de construire deux écoles sur un terrain de 1120 mètres, et l'on fit l'abandon de l'école des garçons. L'école fut faite pour 300 élèves, réparties en quatre classes de 75 élèves chacune. La dépense en fut évaluée 74,000 fr. qui furent inscrits au budget des dépenses de l'exercice de 1876 (2).

Ainsi, cet endroit, après avoir été le mausolée des natures mortes, est devenu la cage des natures vivantes ; parfois, peut-être, un peu trop. Au fond de leurs vitrines, les anciens habitués de la maison continuaient leur repos et leur silence désormais éternels ; mais ses nouveaux habitants, étant donnés leur âge et leur sexe, ne sont point êtres à imiter leurs prédécesseurs, sous ce double rapport. Depuis que l'école est ouverte, qui sait si l'on n'y a pas déjà plus gazouillé, crié, rugi, reproduit les cris variés de tous les êtres de la création, que ne l'ont fait, lorsqu'ils étaient en vie et en voix, tant d'animaux réduits au silence, après avoir égayé les campagnes de leurs notes joyeuses, ou troublé de leurs longs cris effrayants la solitude des forêts ou des montagnes et celle des déserts ?

(1) *Procès-verbaux du Cons. municip.*, séance du 16 fév. 1875, p. 50.

(2) *Ibidem*, p. 573.

XIX. — PLACE SAINT-LÉONARD

A l'embranchement des rues Saint-Léonard, du Port-Communeau, du Muséum et Garde-Dieu.

III^e Arrondissement.

D'après la donation aux religieuses du Ronceray, du cellier à la place duquel elles édifièrent l'église de Saint-Cyr, ce cellier se trouvait sur la place des *Chastelers* (1). C'est aussi la situation assignée à cette place par un acte de 1246 qui confirme cette donation. Le lieu « appelé le *Chasteler* est situé, à Nantes, près de l'église de Saint-Cyr nouvellement construite. »

De ces textes, nous concluons que la place de Saint-Léonard s'appelait, avant la construction de l'église, place du *Chdtelier* ou des *Chdteliers*.

L'angle de l'enceinte romaine de Nantes qui donnait sur cette place était défendu par plusieurs tours et tourelles. Nous en avons précédemment signalé au moins trois : l'une dans la rue Garde-Dieu, dans les dépendances du presbytère, derrière le chevet de l'église, une autre, près du portail de l'église et donnant aussi sur la place, une autre, sinon deux, le long du jardin de la mairie. L'accumulation de ces fortifications en si peu d'espace peut justifier ce nom.

La place devait être autrefois très étroite, resserrée qu'elle était entre le cimetière situé devant l'église, et la tenue de l'Arbalèterie. Elle était si peu de chose qu'on la confondait avec la rue qui la traverse, et que son agrandissement faisait incidemment partie du programme d'élargissement de cette rue.

(1) In platea des *Chastelers* sita juxta cellarium prædictum. Acte de 1234 ; traditionem de loco qui dicitur le *Chasteler* sito Nannetis, juxta ecclesiam S. Cyrici noviter constructam (Acte de 1246. *Arch. départ.* H 351.)

En 1830, on lui fit l'honneur de s'occuper d'elle plus particulièrement. La Commission municipale demanda « que cette place fut rectifiée aux dépens des maisons n^{os} 1 et 3, parallèlement au côté opposé, pour lui donner plus de développement. La Commission proposa à l'unanimité d'adopter le tracé ci-après qu'elle a figuré sur le plan.

« Le côté sud-est sera déterminé par l'alignement définitivement adopté pour la grande traverse de la route de Rennes sur ce point. Celui nord-est, par une perpendiculaire au précédent, abaissée de l'angle nord du pan coupé formé à l'intersection de la rue Garde-Dieu avec celle de Saint-Léonard côté nord, prolongée jusque sur le côté nord-ouest de la rue du Port-Communeau.

« Celui nord-ouest, par une parallèle à celui sud-est, partant du plan d'intersection du précédent avec le côté nord-ouest de la rue du Port-Communeau ; ladite parallèle prolongée jusque sur le côté ouest de la rue du Muséum ; enfin celui sud-ouest par une perpendiculaire au précédent élevée du point d'intersection d'icelui avec le côté ouest de la rue du Muséum (1) ».

Le côté de la place situé devant l'église, entre la rue Garde-Dieu et les maisons adossées au mur de la mairie, était autrefois le cimetière de Saint-Léonard.

De l'autre côté, dans le renforcement ou débouche la rue du Muséum se trouvait, jusqu'à ces derniers temps, un puits appartenant au service municipal.

Sur la place on voyait, d'un côté, le pignon de l'église Saint-Léonard ; de l'autre, l'entrée ou la conciergerie de l'Arbalèterie.

(1) *Arch. commun.*, Délibér. de 1830 et Arrêtés du 2 avril 1834.

XX. — EGLISE SAINT-LÉONARD

Cellier. — Cimetière des juifs. — Eglise. — Fonderie. —
Asile de nuit. — Violon. — Archives municipales.

Quand Pierre de Dreux eut détruit la première église de Saint-Cyr, il lui fallut la reconstruire sur un autre point de la paroisse. Il demanda aux religieux de Redon qui desservaient alors l'église de N.-D., le cellier qu'ils possédaient sur la rue de l'Echellerie, près de la place des Chateliers, et tout le terrain voisin Daniel, humble abbé de Redon, et tout le couvent dudit lieu le lui accordèrent en 1234, moyennant un échange compétent, dont ils se déclarèrent satisfaits. Pierre le donna aux religieuses du Ronceray, dépossédées de leur ancien monastère ; et, dès 1246, à la place du cellier s'élevait une nouvelle église appelée alors église de *Saint-Cyr* et, à partir du XIV^e siècle, église de *Saint-Léonard*.

Une enquête de ce temps, citée par l'abbé Travers et dont l'original semble disparu, relate aussi que le duc donna au Roncerai « un fonds situé *dans la rue de l'Echellerie proche l'Hôpital*. Il est assez probable, ajoute notre historien, que le cimetière, l'église et le presbytère de Saint-Léonard ont été bâtis sur ce fonds. » Les textes que nous citons et que Travers a ignorés, prouvent qu'il ne s'est pas trompé dans sa supposition (1).

(1) *Trav.*, I, 364. Voici d'après les originaux (*Arch. dép.*, H 351), le texte de cette confirmation :

Universis Christi fidelibus presentes litteras inspecturis vel audituris, Daniel, humilis abbas Rothoniensis totiusque eiusdem loci conventus, eternam in Domino salutem. Noverint universi quod nos unanimi consensu et voluntate, pensata etiam utilitate nostri monasterii, nobili viro P. duci Britannie comiti Richem. et eiusdem primogenito, cellarium nostrum quod est apud Nannet. situm in parrochia S. Cirici in vico de la Chalerie cum tota via quæ est iuxta cellarium illud a magno vico de la Chalerie usque ad vicum novum

C'est aux environs de la nouvelle église Saint-Cyr que nous placerons le *Saut des Chiens* dont nous avons déjà parlé plus haut.

On appelait ainsi un ténement qui se trouvait près du mur de ville et qui fut vendu en 1231 pour servir de cimetière aux juifs de Nantes.

Ce détail est rapporté dans un vieil inventaire des titres du prieuré de St-Cyr qui ne nous donne malheureusement qu'une analyse d'un titre qui serait d'un grand intérêt.

« *Item.* Un autre titre en latin, sellé et daté de l'an 1231, portant que un nommé *Guillelmus Carnifex* vend à *Deodonato, Redon. Judeo*, et *omnibus Judeis Nannetensibus omne tenementum suum de Saltu Canum situm juxta murum ville, ad cimiterium Judeorum faciendum et sepeliendos Judeos* : ouquel tenement demeurera tousiours ledit vendeur et les siens, et seront, luy et les juifs, moitié par moitié des fruiz d'iceluy, et fera les fosses pour les enterrer, et aura 12 deniers par

et totam plateam quæ est inter cellarium illud et domum nostram super viam in qua circuli plicari solebant usque ad nucarium supra cellarium cum omni iure et dominio quod in eisdem habebamus et etiam omne ius parrochiatus quod habebamus in platea des *Chastelers* sita iuxta cellarium prædictum, dedimus, concessimus bona fide et tradidimus, ad totam eorumdem voluntatem plenarie faciendam : assignato nobis et tradito ab eodem nobili viro et eiusdem primogenito super premissis escambio competenti, de quo tenemus nos penitus pro pagatis dictum escambium ratum et gratum habentes et etiam collaudantes. In cuius rei testimonium et munimen presentes litteras dedimus prefato nobili et eius primogenito sigillorum nostrorum munimine roboratas: Actum anno Dni. milles. ducentes. trices. quarto.

Johannes, dux Britan. comes Richem. omnibus ad quos presentes littere pervenerint, salutem. Noveritis quod nos assignationem et traditionem de loco qui dicitur le *Chasteler* sito Nannetis iuxta ecclesiam S. Cyrici noviter constructam de quodam cellario quod olim fuerat abbatis et conventus Rothon. factam a nobili viro P. patre meo Abbatisse et conventus B. Marie de Karitate Andeg. pro domibus et edificiis suis que habuerant quondam extra muros civitatis nannet. propre locum in quo quondam constructa fuerat ecclesia S. Cyrici per dictum patrem meum destructa pro suis edificiis, ratam habemus, contra dictam assignationem et traditionem de cetero non venturi. Tenemur insuper dictum locum dictis monialibus garantizare prout a dicto patre meo vel ejus mandato dictis monialibus vel earum nunciis assignatus extitit et ostensus. Datum ann. Dom. MCCXL sexto.

chacune : ledit contract fait par le prevost de Nantes et approprié par bannies, suivant la coustume du pays (1) ».

N'étant pas encore rendu à la rue de la Juiverie (2) nous ne nous attarderons pas à parler des Juifs de Nantes. Faisons cependant remarquer ce nom chrétien de Dieudonné porté par un juif de Rennes établi à Nantes, et cette entreprise de pompes funèbres juives, exploitée par un particulier de la nation.

Mais des événements que le juif de Rennes n'avait pu prévoir, l'empêchèrent de faire valoir longtemps son exploitation. Après le massacre des Juifs fait par les Bretons en 1236, survint l'édit de 1240, par lequel le duc Jean le Roux les expulsait de la Bretagne ; et, pendant longtemps, il n'y eut de Juifs à être inhumés à Nantes, que les colporteurs de cette nation, contre le commerce desquels les marchands de Nantes firent souvent des récriminations dignes de figurer dans les plus violents journaux antisémites de nos jours.

Ce ténement du *Saut des Chiens*, et, par suite, la position exacte du cimetière des Juifs est assez difficile à déterminer. Nous savons seulement qu'il était près du mur de la ville, *juxta murum ville*, et près du cellier à la place duquel fut élevée l'église Saint-Léonard : *Saltus Canum versus cellarium in quo ecclesia S. Cirici noviter est constructa* ». Comme le rempart de la ville et l'église Saint-Léonard donnaient à la fois sur la rue Saint-Léonard et sur la rue Garde-Dieu, nous renonçons avec ces seules indications à chercher sur quelle rue il faudrait le placer.

Pierre de Dreux avait donné aux religieuses du Roncerai non seulement l'emplacement d'un cellier pour la réédification

(1) Arch. départ., H 378. Un second inventaire mentionne aussi : « autre titre en latin de l'an 1231 concernant vendition d'un tenement appelé *saltu canum* près le mur de la ville, à un juif pour y fere un cimetière à enterrer les Juifs. »

(2) Les titres relatifs à cette rue, et qui remontent au XIV^e siècle n'y mentionnent pas un seul Juif. A partir du XVII^e siècle, on en voit reparaître dans l'histoire du commerce de Nantes.

de leur église, mais encore le *mur sarrasin* pour l'appuyer ainsi que leurs autres constructions « *Plateas, ortos et murum saracenicum ad edificia facienda vel fulcienda* ».

Ce mur *sarrasin* est évidemment le mur romain de Nantes, et ce titre aurait pu être utilement allégué dans différentes circonstances où l'on contesta à l'église et aux maisons voisines le droit de s'appuyer sur le mur du jardin de la mairie. Ici encore nous arrivons trop tard pour donner aux intéressés trop ignorants de leurs droits, des renseignements qui leur auraient fait éviter d'ennuyeux procès.

Un de ces procès fournit, au XVII^e siècle, l'occasion de faire constater que les religieuses du Roncerai avaient mis à profit la concession du duc, et que leur église était bien appuyée à l'ancien rempart de Nantes. D'après un procès-verbal de 1618, « de faict, il se voit que partie de l'église dudit Saint-Léonard, chappelle, sacristie, et partie du presbitaire sont attachés et annexés à lad. muraille... que la pluspart de lad. église, chappelle et sacristie y estantes sont attachées et anexées dans lad. ancienne muraille de lad. ville, la cherpente et couvertures portées sur icelle... laquelle ancienne muraille de la ville est faicte à pierre et à cymant ».

Plus loin, le même document rappelle « qu'à l'endroit où sont basties lesd. église, presbitaire et aultres maisons proches, estoient les fossés de lad. ville, qui, depuis ledict accroissement de la ville, auroient estez comblez et lesdicts édifices bastis ».

Enfin, il attire spécialement notre attention sur « une petite chappelle qui est au cœur et à costé du grand autel, vers le midy, presque toute à l'endroit du jardin de la maison commune de lad. ville, laquelle chappelle qui est voutée de touffeaux, avons remarquée estre toute enclavée en l'espesseur de lad. ancienne muraille de lad. ville selon l'allignement, au bout de laquelle chappelle et au dessous d'icelle est la sacristie par laquelle ayans entré par une petite porte qui respond aud. cœur, avons veu qu'elle est aussy toute en l'alli-

gnement de lad. ancienne muraille de la ville, et que les fillières qui portent la charpente et couverture sont enclavées et portées sur lad. ancienne muraille de lad. ville; et par led. demandeur nous a esté remontré en cet endroict comment l'ancienne muraille de lad. église n'a aucune liaison avecq celle de lad. muraille de lad. ville vis-à-vis de son jardin, et faict jetter le plon contre lad. muraille et l'église par lesd. artizans, se trouve que lad. muraille de lad. église avance sur lad. muraille de lad. ville de 5 poulces en la haulteur de 7 pieds du costé de lad. cour, vis-à-vis du jardin du demandeur.

Pareillement nous a esté par led. recteur monstré que, à l'endroict desd. église et cymetiere, la muraille du jardin de lad. maison commune de lad. ville est faite et posée sur lesd. fondements de l'ancienne muraille de lad. ville et que dans icelle y a une fenestre, ce qui témoigne aussi la communauté (1) ».

D'après certains historiens, l'église aurait été presque totalement détruite par un incendie en 1328; ce serait à cette époque qu'aurait remonté l'édifice qui vient de disparaître. Nous nous contenterons d'enregistrer leur assertion, (2) ignorant sur quel document ils l'avancent, et ne pouvant plus, depuis la démolition de l'église, dire si son architecture permettrait de la dater du XIII^e ou du XIV^e siècle.

Un autre incendie y éclata le 2 août 1736, dans la nuit du mercredi au jeudi. « L'église de Saint-Léonard, dit Travers, fut brûlée par un flambeau mal éteint que le vicaire laissa le soir à la sacristie. Le feu prit par cet endroit, gagna en peu la charpente et se répandit par toute l'église ».

(1) *Arch. départ.*, H 355, p. 141, 144, etc.

(2) Nous nous contentons aussi d'insérer sans y attacher plus d'importance qu'elle ne mérite l'inscription suivante donnée par Fournier « d'après une pierre calcaire détruite en 1793. »

« L'an IV^e III^e X — cette église fut fondée par Budic comte de Nantes et dédiée à S. Cyr. — Reconstituée en l'an MXXVI — par Budic II comte de Nantes — sous l'invocation de S. Cyr et S^{te} Julitte — et érigée en paroisse par Conan III — l'an MCXXXV sous le nom de S. Léonard ». Plusieurs auteurs ont trop facilement introduit dans l'histoire de Nantes des faits empruntés à des inscriptions souvent fantaisistes de Fournier.

Mais cet incendie semble n'avoir atteint que la charpente, et l'on ne dut pas alors procéder à une reconstruction.

En 1624, l'église fut l'objet de quelques réparations dont le recteur, Guil. Moquet, a indiqué le détail dans ses registres paroissiaux (1). Elles ne portent que sur des accessoires : ce ne fut qu'en 1769 que l'église subit d'importants agrandissements.

La paroisse en fut redevable à la générosité de M. Le Meneust, chev. s. de Bois-Briand (2). Les travaux se firent dans l'été de 1769. Quand ils furent terminés, la prieure de Saint-Cyr, pour la conservation de ses droits, fit ainsi faire le procès-verbal du nouvel état des choses.

Le 27 novembre 1769, a comparu led. s^r Meneust qui a dit que l'agrandissement qu'il s'étoit obligé à faire de l'église de S^t Léonard, étant achevé, et qu'ayant fait replacer de son mieux les intersignes et marques distinctives de supériorité et de seigneurie dont nous fîmes l'examen lors de notre procès-verbal du 17 juin dernier, il requiert de nouveau notre transport à lad. église de S^t Léonard, pour y vérifier l'état des choses et rapporter également procès-verbal des rétablissements par lui faits : ce que lui ayant octroyé nous nous y sommes transportés de sa compagnie avec le procureur fiscal et notre greffier ; et y étant, en présence du s^r recteur, commissaires du général et marguilliers en charge... led. s^r le Meneust nous a fait remarquer et nous avons vu qu'en faisant l'agrandissement de lad. église, il n'a été fait aucun changement que la suppression du vitrage qui était ci-devant placé au fond du chœur, et en place duquel vitrage est actuellement un mur au derrière duquel on a placé la sacristie ; que dans la réédification qui a été faite pour led. agrandissement, qui n'est qu'en longueur et non en largeur, on a pratiqué un nouveau vitrage de chaque côté, et qu'au vitrage du côté de l'évangile on a placé les six écussons qui étoient ci-devant sur le vitrage du fond du chœur ; que ce remplacement a été fait en même distribution que celle qui existoit auparavant ; que, seulement, on les a espacés davantage sur le nouveau vitrage, ce qui nous a paru dans une forme plus régulière ; lequel remplacement le procureur fiscal a estimé avec nous avoir été fait dans l'endroit le

(1) *Trav.*, III, p. 487. *Arch. commun.*, CC 210 ; BB 82.

(1) *Invent. des Arch. commun.*, GG 153.

(2) Pierre-Jean-Marie Le Meneust : *Cf.* Hôtel du Bois-Jouan.

plus éminent de l'église; qu'à l'endroit des deux autres vitrages étant du côté de l'épître, il n'y a été fait aucun changement, et qu'ils sont restés dans le même lieu, qu'au surplus le banc de la dame prieure a été remplacé au même lieu qu'il étoit ci-devant. Signé :

Beugeard, rect., Le Meneust de Boisbriand, de Kermasson, Duval de Chassenon, Jean Page, Briau, Jean Crucy, Le Beau, Le Beau du Bignon et Guesdon (1).

Les six écussons auxquels fait allusion le procès-verbal devaient appartenir à des prieures de Saint-Cyr. La liste en serait trop longue à insérer ici. Nous nous contenterons de donner la description des écussons sans chercher à qui ils appartenaient.

ARMES PEINTES AU VITRAIL DU CHŒUR DE L'ÉGLISE SAINT-LÉONARD.

Premier écusson : écartelé aux 1 et 3 d'argent à 3 têtes arrachées de cannettes d'azur, becquetées d'or deux et une; au 2 et 4 d'azur à la face d'argent chargée de losanges de sable sans nombre; en chef, deux croisettes d'argent rangées en face.

2° En losange, en tout semblable au premier.

3° Aussi en losange, écartelé aux 1 et 3 de sable à la bande d'argent, le champ chargé de 6 croisettes d'or, 2 et 1 en chef, 1 et 2 en pointe; aux 2 et 4, semblable aux 2 et 4 du premier écusson.

4° Ecartelé, aux 1 et 3 d'argent à 2 faces en devise de gueules; en chef, une hure de sanglier de sable, aux 2 et 4, semblable aux 2 et 4 du premier écusson.

5° D'azur à la face d'argent, chargé de losange de sable sans nombre; en chef, deux croisettes d'argent rangées en face.

6° D'argent à 2 faces en devise de gueules; et en chef une hure de sanglier de sable (2).

(1) *Arch. départ.*, H 354, p. 34.

(2) *Arch. départ.*, H 354, p. 33. Procès-verbal de 1770. Les 6 écussons sont ainsi blasonnés au siècle précédent, en 1669. « Au haut de la vitre : écartelé aux premier et dernier, d'argent à 3 testes d'aigle d'azur becquetées d'or; aux 2 et 3, d'azur à une face losangée d'argent et de sable et deux croix d'argent en chef. Les 2° et 3° écussons qui sont au-dessous du premier : partis au 1^{er}, d'argent à 3 testes d'aigle d'azur becquetées d'or; au 2°, d'azur à une face losangée d'argent et de sable à 2 croix d'argent. Le 4° écusson : d'azur à une face losangée d'argent et de sable, aussi deux croix d'argent mises en cheff. Le 5°, d'argent à deux fasces de gueules. Le 6°, écartelé aux premier et dernier d'argent à deux faces de gueules, et au 2 et 3, d'azur à une face losangée d'argent et de sable à deux croix d'argent en cheff (*Ibid.*, H 356, p. 362).

ARMOIRIES DANS LES VITRES DU CÔTÉ DE L'ÉPITRE, DANS LE CHŒUR.

A la 1^{re} vitre, 2 écussons à côté l'un de l'autre : le 1^{er} en losange ; parti : le premier coupé au 1 d'argent à 3 têtes de cannettes arrachées d'azur bectées d'or, 2 et 1 ; au second, d'azur à la face d'argent chargée de losanges de sable sans nombre ; en chef, 2 croisettes d'argent rangées en face ; le second d'azur à 2 merlettes d'argent l'une sur l'autre.

Le second écusson aussi en losange : parti, coupé au 1 d'argent à 3 têtes de cannettes arrachées d'azur, bectées d'or, 2 et 1 ; aux second et 4^e, d'azur à la fasce d'argent chargée de losange de sable sans nombre ; en chef, 2 croisettes d'argent, le champ chargé de 6 croisettes d'or, 2 et 1, en chef 1 et 2 en pointe.

A la 2^e vitre, le 1^{er} écusson est d'or à l'aigle à 2 têtes éployée de sable ; le second, d'or au lion grimpant de sable.

En 1678, l'église, avec le cimetière et le presbytère, présentait 176 pieds de façade sur la rue Garde-Dieu, et 36 sur la rue Saint-Léonard. Le presbytère fut transporté de l'autre côté de la rue Garde-Dieu et son terrain passa dans l'agrandissement de l'église. Voici d'après un procès-verbal du 18 décembre 1790 l'état que l'église offrait à l'époque de la Révolution.

« L'église forme un quarré long, a son entrée principale sur la place, dont elle est séparée par un espace de terrain vague et clos de murs et une autre issue sur la rue Garde-Dieu. Aux deux murs latéraux sont adossés deux autels : le maître-autel est à l'extrémité orientale de l'église, et est renfermé d'un appui de communion en fer ; le carrelage est en carreaux de terre cuite et la couverture lambrissée en planches. L'église est éclairée par des vitraux pratiqués dans le mur, vers midi et nord, et grillés en fer. Au derrière du maître-autel est la sacristie qui a son entrée par le sanctuaire et est éclairée sur la rue Garde-Dieu. Au-dessus est une chambre également éclairée et dans laquelle on monte par un escalier de bois placé dans la sacristie.

L'emplacement de l'église, de la sacristie, de la ruelle et des terrains vers occident est de 6.250 pieds (1) ».

(1) *Arch. départ.*, série Q.

La paroisse Saint-Léonard ayant été supprimée en 1790, son église fut vendue, le 27 frimaire an II, aux citoyens Daverst, tailleur, 11e Feydeau, n° 26, et Fushs, tailleur, Basse-Grand-Rue, n° 21. Elle avait été estimée, le 18 décembre 1790, 12.000 livres : elle fut vendue 30.000, à la charge « de souffrir qu'il soit enlevé de cette église tous les travaux et objets dépendants de l'établissement de la fonderie y établie. » Les acquéreurs la revendirent le 2 prairial an III, au citoyen La Faye, tailleur, rue Casserie, 5.

L'usage de cette église avait été précédemment concédé au s. Pradeau pour la fabrication de gros sous avec le métal des cloches que la Révolution avait condamnées à être fondues. A la suite de sa requête du 26 septembre 1791, les différentes administrations lui avaient permis d'installer ses fourneaux dans ce local, et il en avait pris possession le 12 octobre suivant.

La pauvre église ainsi profanée devint la tombe des cloches de la Bretagne, de la Vendée et de l'Anjou. Pour ne pas prolonger indéfiniment cet article, nous publierons ailleurs, sur cette fabrication, des détails, parmi lesquels nous indiquerons la provenance des cloches fondues en cette circonstance, et le nombre des sous qu'on en tirait, semaine par semaine, tant que dura cette triste fabrication.

Il semble que, au sortir de la Révolution, l'église profanée ait tenu à se réhabiliter. Après avoir été le tombeau de nos vieilles cloches, elle est devenue le berceau de nouvelles dans lesquelles passa l'âme de celles qui avaient été détruites. En 1816, Pierre Caillard, fondeur de cloches, rue Barillerie, 4, demanda au Préfet l'autorisation « de faire construire dans l'ancienne église de Saint-Léonard qui servait autrefois de fonderie, un fourneau à reverbère propre à fonte de cloche. »

Le préfet renvoya cette requête au maire qui, après enquête de commodo et incommodo, donna ainsi un avis favorable.

Considérant que les maisons particulières et les établissements publics qui entourent le local destiné aux fourneaux en question

exigent une attention particulière de l'administration pour empêcher les dommages qui pourraient résulter des moyens employés pour la fonte des matières dans ces fourneaux; considérant que parmi ces moyens il convient d'exclure le charbon de terre et tous combustibles répandant une odeur désagréable ou une fumée susceptible d'altérer les objets d'art, les tableaux et les plantes que renferment le Cabinet d'histoire naturelle, les salles de la mairie et le jardin de l'Hôtel-de-Ville, et de faire diriger la fumée de manière à empêcher toute influence contraire à la conservation desdits objets.

Sommes d'avis que le s^r Caillard soit autorisé à établir les deux fourneaux qu'il projette dans le local indiqué: l'un qui sera adossé au mur ouest de l'ancienne église avec son essumoir pratiqué dans la cheminée de la maison à l'ouest contiguë à l'église et appartenant au même propriétaire; l'autre fourneau au milieu même de cette église et isolé de tous les murs, celui-ci étant destiné aux fontes en grand, et le premier aux petites fontes, mais sous la condition expresse et sans laquelle ladite autorisation serait refusée ou retirée, qu'il ne sera employé que du bois ou du charbon de bois au chauffage des fourneaux, que dans le cas même où la fumée de ce combustible qui doit s'échapper par les croisées latérales pour le fourneau placé au centre deviendrait gênante ou incommode pour les voisins par ces issues, il sera tenu de les fermer entièrement et de faire sortir cette fumée par le toit ou y pratiquer une ouverture, et même au besoin une cheminée si elle était nécessaire à sa direction ».

Soit que cette fonderie n'ait pas réussi, soit que le local de l'église ait été assez vaste pour abriter deux industries, cinq ans plus tard, l'église Saint-Léonard était transformée en filature de coton.

Vu la pétition du 10 de ce mois par laquelle le s^r Foucault demande la permission de faire des ouvertures dans le mur de face de sa maison, donnant sur la rue Garde-Dieu, afin de donner du jour dans une pièce destinée à une filature de coton...

Le maire de Nantes autorise le s^r Foucaud à ouvrir, du côté de la rue Garde-Dieu, dans *l'ancien local de l'église de S^t Léonard* la quantité de jour nécessaire pour le nouvel établissement qu'il veut y placer ».

(1) *Arch. commun.*, Arrêtés : 1816, 30 novembre f. 60 et 11 décembre, f. 63.

(2) *Arch. commun.*, Arrêtés : 19 janvier 1821.

L'église Saint-Léonard fut enfin acquise par la Ville pour l'agrandissement de la mairie et de ses servitudes.

La Municipalité y fit établir des chambres qu'elle affermais : mais ni ces logements n'étaient des palais, ni leurs habitants des princes. Sauf ceux du rez-de-chaussée, la plupart des locataires de la Ville avaient fini par ne plus la payer ; et dans son budget, les loyers de l'église Saint-Léonard figuraient régulièrement à certaine époque parmi les non-valeurs.

Puisqu'on avait déjà commencé à y loger gratis, on songea à étendre à un plus grand nombre de malheureux le bienfait de cette gratuité ; et l'église Saint-Léonard devint le berceau de l'œuvre de l'*Hospitalité de nuit*.

L'idée de cette œuvre vint, en 1873, à M. Sibille, conseiller municipal. Chargé d'un rapport en faveur de l'œuvre de M. l'abbé Patron « pour la réhabilitation des prisonnières libérées », M. Sibille rendit, dans la séance municipale du 22 juillet 1874, un juste hommage au dévouement de M. Patron et au zèle auquel le clergé « élève partout des établissements consacrés au soulagement des pauvres ». Puis il rappelle que, frappé des misères des nombreux individus sans asile, il avait, en 1873, présenté à M. Waldeck-Rousseau, maire, un mémoire ayant pour objet de prendre des mesures pour arrêter la mendicité et diminuer le brigandage. « Je le priais, continue-t-il, de m'autoriser à disposer d'une maison en vétusté qui appartient à la Commune à l'extrémité du jardin de l'Hôtel-de-Ville, rue Saint-Léonard et rue Garde-Dieu. Le premier étage aurait été consacré au logement des personnes de la première catégorie (1), divisée en deux parties, l'une pour les hommes et l'autre pour les femmes, sous la surveillance d'un gardien municipal. Le rez-de-chaussée, partagé et surveillé de la même manière, aurait été abandonné aux individus de la deuxième catégorie. Malgré quelques ob-

(1) La première catégorie comprenait les indigents de passage, les gens âgés et incapables de travailler, la seconde, les mendiants incorrigibles, les vagabonds et les repris de justice.

servations du maire, « je persistai dans mon projet : seulement, je ne l'exécutai qu'en partie, c'est-à-dire que je pris possession d'une partie du premier étage pour y loger les gens de la première catégorie, les indigents de passage et les individus qui étaient momentanément sans domicile. J'y fis transporter tout ce qui restait dans le magasin de la Ville de mobilier ayant servi à nos mobiles, et l'ouverture de cet établissement municipal se fit le 7 avril 1873.

Pendant un an, du 7 avril 1873 au 7 avril 1874, l'établissement a donné 3.655 couchers à 950 personnes dont 762 n'ont passé qu'une nuit, et 188 plusieurs nuits.

Les dépenses ont été de 883 bons de pains de 1 kilog. 500 gr. et de 188 bons de fourneaux alimentaires.

Ce n'est là que la réalisation en partie du plan que j'avais conçu. M. l'abbé Patron, par la création de son établissement, me vient en aide, et me fournit l'occasion d'appeler l'attention de l'administration municipale sur ce qui nous reste à faire : nous n'avons plus qu'à procurer un abri aux individus qui sortent de la prison, aux mendiants incorrigibles, aux vagabonds et gens sans aveu, aux rôdeurs de nuit et aux repris de justice. Pour cela, je demande qu'on leur consacre le rez-de-chaussée de la maison Saint-Léonard ».

Le Conseil, en votant le crédit demandé pour l'œuvre de M. Patron, donna son approbation au rapport de M. Sibille et le recommanda à l'attention de l'administration (1).

L'œuvre établie dans la vieille église Saint-Léonard a été vers 1886 transportée à l'ancienne caserne de la Visitation. En 1898, on voulut la transférer ailleurs, et l'on songea pour cette translation à la rue de la *Pelleterie*, derrière le cimetière de Miséricorde. Mais les habitants de ce nouveau quartier ne se souciaient guère de cet établissement. Ils craignaient que son voisinage n'enlevât de la valeur à des terrains sur lesquels on construisait de jour en jour.

(1) *Procès-verbaux du Cons. municip.*, 1874, p. 272-275.

Malgré leur protestation présentée dans la séance municipale du 25 mai 1898, par M. Jamin, conseiller de leur arrondissement, malgré les observations d'autres membres du Conseil, qui trouvaient cet endroit trop éloigné de la mairie pour bien répondre à sa destination, la translation de l'Asile de nuit à la Pelleterie n'en fut pas moins votée. Il fallait bien le placer quelque part ; et le quatrième canton, où l'on avait voulu le reléguer et où l'on remisait les chiens en fourrière, avait déjà, suivant l'expression d'un de ses représentants, expression pittoresque mais, dans la circonstance, d'une assimilation peu respectueuse pour l'espèce humaine, « sa boutique à chiens ».

La dépense autorisée pour ces travaux qui comprenaient aussi une étuve à désinfection et autres services de ce genre, montait à 126.459 fr. 66. On dépensa 108.417 fr. 62. Les frais furent payés en partie par la Ville, en partie par M. Durand-Gasselin, sur la succession Dobrée. Le reste de la somme autorisée fut employé à l'ouverture d'une porte du cimetière de Miséricorde, sur la rue de la Pelleterie. Ces travaux ne font que de se terminer. Le nouvel Asile de nuit a commencé à fonctionner le 1^{er} mai 1900 (1), à la grande satisfaction de tous les quartiers qui ont réussi à l'éviter.

Cette œuvre est appelée à rendre de grands services, pourvu que ceux qui en sont chargés prennent toujours les précautions voulues par le bon ordre, la propreté, l'hygiène et la morale, dans le milieu si mêlé de leurs hôtes. Ceux que les souffrances des autres ne laissent pas insensibles, ne peuvent que se réjouir de voir les gens de tous les partis rivaliser entre eux d'efforts, pour diminuer le nombre ou l'intensité des misères de l'humanité.

Après le départ de cette catégorie de pensionnaires l'église Saint-Léonard céda son sol à d'autres moins intéressants, et devint particulièrement le ramassis de colis humains égarés ou en mauvais état.

(1) *Proc.-verb. du Cons. munic. de 1898 à 1900.*

Les violons se trouvaient précédemment dans les salles basses du bâtiment ouest de l'Hôtel-de-Ville. Les extrêmes se touchaient dans ce bâtiment. Au premier étage, ceux qui devraient être les plus dignes de la cité ; au rez-de-chaussée les plus indignes de leurs administrés. En haut, les élus, en bas quelques-uns de leurs électeurs : sinon des plus recommandables, du moins des plus bruyants. Ces derniers étaient loin de respecter la majesté des séances municipales ; et des bruits discordants, montant du violon, venaient souvent troubler nos édiles dans leurs délibérations. Les membres du Conseil eurent le courage de supporter longtemps un si désagréable voisinage dont on se plaignait vivement de l'autre côté de la rue. Mais enfin tout s'use, même la patience la plus robuste. Dans la séance du 26 avril 1894, un d'entre eux attira l'attention de ses collègues sur le bruit qui se faisait encore dans la salle basse. Le Conseil, sourd jusqu'alors même aux réclamations des voisins de l'Hôtel-de-Ville, entendit, cette fois, de cette oreille ; et l'on put conjecturer que ses séances cesseraient bientôt de se faire au bruit du violon.

La question fut agitée utilement en 1895. Dans les séances des 6 février et 1^{er} avril, on parla de reléguer les violons au fond du jardin de la mairie, à l'angle des rues Garde-Dieu et Saint-Léonard. Un conseiller, M. Le Brun, demanda qu'on y transportât aussi les archives. Sur les observations d'un de ses collègues, qu'on allait priver la Ville de revenus, que « les revenus des immeubles de la rue Garde-Dieu avaient leur importance », il fut répondu que ces immeubles ne rapportaient qu'un millier de francs : (à cette époque, la Ville avait sans doute des locataires plus cossus). Encore, sur ce millier de francs, allait-on pouvoir en conserver la moitié. Cinq cents francs pour débarrasser la mairie de sa triste clientèle et assurer le silence aux séances municipales, c'était peu de chose ; il y a des silences qu'il faut acheter plus cher : on eût eu tort d'y regarder de si près.

On décida donc le déplacement des violons. Il y eut un

projet de les transférer dans un bâtiment qu'on aurait élevé en bordure dans le jardin même de la mairie, le long de la rue Saint-Léonard. Mais ce projet dont l'exécution aurait diminué le jardin, et renversé une partie de la charmille de l'Hôtel-de-Ville fut abandonné : et le 16 octobre 1895, on vota la dépense de 10.374^f,30 pour l'installation des violons dans l'immeuble de la rue Garde-Dieu.

A propos de la translation des violons, un membre du Conseil avait aussi parlé de la translation des archives municipales. Elles étaient reléguées sous les combles de l'Hôtel-de-Ville, dans un local dont le moindre inconvénient était de ne plus suffire à les contenir toutes. Au projet d'en placer le dépôt à la place de l'église Saint-Léonard, avait d'abord succédé celui de les transférer dans le bâtiment de 45 m. de façade, en bordure sur la rue Saint-Léonard. M. Guibourd protesta contre ce projet et contre l'entassement de tous les services que l'on voulait accumuler dans cet immeuble. Il rappela que l'Administration avait déjà préparé un projet de transférer les archives à l'angle de la rue Garde-Dieu (1), et voté à cet effet un crédit de 50.000 fr. approuvé par le préfet, le 15 avril 1896.

Les raisons sur lesquelles s'appuyait cette protestation déterminèrent le Conseil à renoncer à l'emplacement qu'il avait en vue pour sa nouvelle construction. Le reste du projet fut lui-même modifié encore par un autre, présenté dans la séance du 4 octobre 1897, puis enfin par un autre, présenté dans celle du 25 février 1898, et qui a été suivi d'exécution.

(1) *Proc. verb. du Cons. munic.* 1895, p. 147; 1896, p. 76; 1897, p. 70. 604. D'après le projet adopté le 25 février 1898, « le bâtiment des archives serait construit à l'angle des rues Saint-Léonard et Garde-Dieu. Il comporterait les dispositions suivantes : 1^o, Sous-sol. Logement du concierge, avec entrée de service sur la rue Garde-Dieu et cave. 2^o, Rez-de-chaussée. Vestibule, avec entrée principale sur le jardin, cabinet de l'archiviste, 3 salles de dépôt. 3^o, 1^{er} étage. Salles de dépôt. 4^o, 2^e étage, salles de dépôt. La surface ainsi attribuée aux archives serait de 550 m., c'est-à-dire trois fois la surface actuelle, sans compter les combles qui, en cas de besoin, présentent une surface utilisable d'au moins 100 m. La dépense est évaluée à 80.000 fr. » (*Proc.-verb. du Cons. munic.* 1898, p. 127).

Ce fut la mort de l'ancienne église. Transformée pour les destinations les plus diverses, elle avait longtemps conservé ses murs, sa charpente, ses fenêtres et son pignon sur la place. Ce qui en restait allait disparaître jusqu'aux fondements.

Les travaux adjugés le 12 août 1899 aux frères Jallais, entrepreneurs, sont actuellement terminés ; et le mois de juin 1901, a vu commencer la translation des archives municipales de leur ancien dépôt dans le nouveau.

Elles s'y trouveront dans des conditions matérielles qui en rendront l'accès plus facile et plus agréable. Les hommes d'études ne peuvent être que reconnaissants envers une administration qui veut bien ne pas les considérer comme une quantité négligeable et leur faciliter les moyens de se livrer à des goûts peu bruyants dont le public peut parfois profiter, pour son instruction ou pour son agrément. S'il est bon de faire des dépenses pour le développement d'institutions qui répondent à des besoins nouveaux, il ne faut pas considérer comme inutiles celles que l'on fait pour conserver le souvenir de celles qui ne sont plus.

Les archives sont, pour une ville, des titres d'ancienneté et de noblesse, et pour ses habitants des documents utiles pour la connaissance de leurs familles et l'établissement de leurs droits. Plus modestes que les chefs-d'œuvre de l'esprit humain, elles n'exigent pas qu'on leur élève un palais pour leur conservation, — et pourtant quel écrin serait jamais digne de telles richesses ? — Elles se contentent d'être aménagées dans un bâtiment confortable où elles attireront un plus grand nombre de visiteurs, et leur livreront plus facilement leurs secrets. Leur faire l'aumône de ce bâtiment est un devoir léger pour tous ceux qui aiment le passé, pour tous ceux qui aiment leur pays.

La translation des archives municipales dans leur nouveau lieu de dépôt ne se fera ni sans difficulté, ni sans peine. En partie, entassés pêle-mêle depuis plusieurs années dans les

salles spécialement affectées à leur conservation, en partie, épars un peu dans tous les bureaux de la mairie, tous ces documents seront d'un classement difficile; mais le nouvel archiviste de la mairie est à la hauteur de la tâche qui l'attend.

Dans ses *Lettres et mandements de Jean V*, dans son *Cartulaire des sires de Rais*, dans toutes ses études sur des points de notre histoire, M. René Blanchard a donné de nombreuses preuves de ce qu'il peut faire en tout ce qui demande de la critique, de la méthode, de la patience, de l'érudition. A la mort du bon et docte M. de la Nicollière, la pensée et le désir de lui voir donner M. Blanchard pour successeur étaient venus naturellement à l'esprit de tous les gens de la partie. C'a été pour eux une vive satisfaction de voir M. le Maire de Nantes avoir cette même pensée et réaliser ce désir. Un magistrat rend un grand service à la cause publique, et s'honore lui-même grandement quand il confie les fonctions dont il dispose, non pas à ceux qui les briguent, mais à ceux qui par leurs travaux précédents, par leurs qualités, par leurs goûts qui leur donnent le courage d'affronter bien des peines, sont les plus capables de les remplir dignement.

L'un des derniers à avoir fréquenté les archives municipales sous les combles d'où elles descendent, nous attendons leur installation nouvelle pour recourir encore à une complaisance déjà agréablement connue.

Au cours des recherches faites pour ces études, il nous a été facile de constater qu'en butinant comme l'abeille par-ci par-là, on pourrait publier sur la plupart des monuments des institutions, des rues et même des maisons de Nantes, des articles que, vu l'abondance des matériaux, il serait plus difficile de faire courts que longs. Les ossements du passé, bien qu'épars, sont assez nombreux et assez bien conservés pour qu'on puisse, après les avoir soigneusement recueillis, en reconstituer le squelette, et parfois même, en soufflant sur eux, comme dans la vision d'Ezéchiel, les ramener à la vie.

Mais, ces ossements, il faut les exhumer des archives, ci-

metière où ils reposent ; il faut les exhumer soi-même et remuer des liasses de documents qu'on ne peut consulter sans mettre parfois à une rude épreuve la patience de ceux auxquels on est obligé de recourir.

Quand ils veulent bien se prêter à cette opération, qui n'a en soi rien d'agréable, d'aussi bonne grâce que ceux avec qui ces études nous ont jusqu'ici mis en rapport, on est heureux de trouver une occasion de les en remercier publiquement.

XXI. — L'ARBALÈTERIE

Les chevaliers du Papegaut se livraient dans notre bonne ville à trois sortes d'exercices : le jeu de l'arc, celui de l'arbalète et celui de l'arquebuse. Ces jeux étaient communément appelés « les trois jeux du Papegaut » : chacun de ces trois jeux se tirait dans un quartier différent.

Le jeu de l'arc avait sa butte sur la Motte de Saint-Nicolas (1). A la fin du XVIII^e siècle, il ne comptait plus que cinq ou six chevaliers ; et des lettres patentes de 1688 cédèrent le lieu qu'ils occupaient aux apothicaires qui en firent leur jardin.

Le jeu de l'arquebuse était installé dans la tour dite *Tour du Papegaut*, située dans l'axe de la rue d'Argentré. Nous en disons un mot en parlant de cette rue.

Le jeu de l'arbalète se tirait rue Saint-Léonard : « les maisons et jardins du jeu de l'Arbaleste faisaient un coin sur ladite rue, vis-à-vis le cimetière de Saint-Léonard, et relevaient du fief de la prieure de Saint-Cyr-et-Sainte-Julitte ».

A partir de la rue du Muséum dont elle a fourni, en partie, l'emplacement, la tenue s'étendait le long de l'Erdre ou des murailles de la ville, derrière huit ou neuf maisons de la rue Saint-Léonard.

(1) Aujourd'hui *Place Bretagne* : le jardin des Apothicaires est occupé par le Petit Lycée.

Quelques auteurs n'ont pas assez fait attention à cette distinction des trois jeux auxquels se livraient les chevaliers du Papegaut. Voyant leurs exercices fixés tantôt sur la Motte de Saint-Nicolas, tantôt à la Tour du Papegaut, tantôt dans la rue Saint-Léonard, ils ont cru voir dans les titres de cette compagnie une contradiction qui n'existe nullement. L'explication que nous venons de donner montre que les trois jeux existèrent simultanément, et que la compagnie du Papegaut eut à la fois trois locaux à sa disposition.

Le jeu de l'Arbalèterie a été installé successivement dans trois quartiers différents de la ville.

Dans le courant du XV^e siècle, il se trouvait dans le quartier de la Baguerie, aujourd'hui Bâclerie, vers la place du Bouffay. En 1493, nous trouvons mentionnés « une rue et pavé qui conduit du carrefour dud. prieuré (de S^{te} Croix) à aller à la butte de la barllaisterie, par devant la Baguerie ». Un titre de 1529 parlant de la même rue dit qu'elle conduit « du carrefour du prieuré à aler à la butte de l'arbalaisterie qui souloit estre en cette ville (1) ».

Il semble cependant que le jeu de l'Arbalèterie avait quitté ce quartier avant 1493. A la fin du XV^e siècle, il était installé entre les rues de Sainte-Catherine et Saint-Nicolas. En 1494 et 1502, le miseur de la ville payait au Commandeur de Sainte-Catherine 12^l de rente pour la maison « que souloit tenir Olivier Hamon et où est à présent l'arbalaisterie ». Cette maison avait été précédemment acquise de Guillaume Hamon, s. de la Gillière « pour servir à l'arbalaisterie de ceste ville ». A partir de 1519, les reçus délivrés par le Commandeur indiquent pour l'immeuble un changement de destination. En 1527, ce premier jardin de l'Arbalèterie était devenu le cimetière des Saints-Innocents.

Le jeu de l'arbalète avait, en effet, été transporté dans la rue Saint-Léonard dès le commencement du XVI^e siècle. Par acte du 20 février 1511, Pierre Lesné, charpentier et Guille-

(1) V. rue Bâclerie, côté occidental.

mette Perier, sa femme, vendirent à « Jacques Guischart, miseur de Nantes, et besoignant en celuy nom et qualité, pour et à l'intencion de statuer faire et establir lieu pour l'exercice du jeu de l'arbaleste, en ladite ville, ainsi que de toute ancienneté a esté de coustume y estre et avoir, et pour leurs successeurs en jouir à jamais par heritaige, savoir est : une meson et jardin au derrière d'icelle, en la paroesse de Saint-Léonard, de ceste ville de Nantes, entre meson qui fut à feu Jehan Toulaine, pour le nombre de ouict livres de rente bonne et forte monnoye de Bretagne ».

Travers place cette acquisition au 5 septembre 1511. « Le contrat, dit-il, borne cette maison et ce jardin d'un côté par la maison et jardin de la chapellenie de la Magdelaine servie à Saint-Saturnin; d'autre côté par le chemin conduisant du cimetière de Saint-Léonard au mur de cette ville, d'un bout, par le devant, la grande rue et pavée qui conduit de l'église des Carmes à la Grosse-Tour, et de l'autre par la muraille de la ville. »

La maison attribuée par l'acte du 20 février à feu Jehan *Toulaine* est la même que la maison de la chapellenie de la Madeleine : cette chapellenie desservie à Saint-Saturnin était aussi appelée chapellenie *Toulaine*, du nom de son fondateur. Les actes postérieurs placent souvent la maison de la chapellenie Toulaine à côté du jardin et de la maison de l'Arbalèterie.

On commença les travaux nécessaires pour l'installation du jeu, aussitôt cette vente. Olivier du Vergier, demeurant à Vitré et Gillette Lefeuvre sa femme, vendirent le 11 août 1512 pour 25^l 12^s 6^d leur rente de 25^s, « deus à luy et à sadite femme sur et par cause d'une maison, tenement et jardrin sys en la paroesse de Saint-Léonard en laquelle maison et jardrin on a *encommancé à faire* la maison et butte de l'Arballestrie » (3).

(1) *Arch. commun.*, CC 375.

(2) *Arch. commun.*, DD 5.

(3) *Arch. commun.* DD 5 : Olivier du Vergier s. du Port de..., fils de Michel ; Gillette Lefeuvre, fille de Jehan et Fr^{se} de la Noë.

Le nouveau travail fut désigné sous le nom de *Butte de l'Arbalesterie* ou, plus simplement, sous celui de *Butte*. On y tira de l'arbalète pendant tout le cours des siècles suivants.

La Ville favorisa tout spécialement cette institution destinée à former de bons tireurs. Non contente de fournir aux « chevaliers du jeu royal de l'Arbaleste » le local où ils se rassemblaient, elle payait elle-même à la prieure de Saint-Cyr la rente de 30^s qui lui était due sur ce terrain relevant de son fief. Bien plus, son budget fut pendant longtemps chargé d'une allocation « pour les parties royales tirées et jouées audit jeu royal par chacun dimanche ».

Cette allocation était d'abord de 5 sous par dimanche ou par *partie royale*, suivant l'expression reçue pour désigner les séances de cet exercice. Mais avec 5 sous, on ne va pas loin, à moins d'être le juif errant. Nos chevaliers, qui n'avaient rien de juif, et qui n'étaient point errants, ignoraient son secret. Mais ils avaient une autre ressource, ils eurent la bonne inspiration de s'adresser au budget de la Ville. N'est-elle pas la providence des sociétés en détresse?

Dans une assemblée générale tenue en la maison commune de la Ville le 14 septembre 1587, M^e Martin Cornel, s. de la Noë, l'un des capitaines de la Ville et procureur des chevaliers du Jeu Royal de l'Arbaleste, présenta une requête pour obtenir à ce sujet une augmentation.

« L'affaire mise en délibération, par « commun advis et adsement de lad. assemblée après avoir veu et meurement entendu les poincts et conditions de lad. requeste publiquement, leue, et aussy eu esgard à la saison et au temps de guerre qui estoit et qui est, auquel estoit très nécessaire et expediant qu'un chacun se feust exposé pour le service, de Sa Majesté deffance et conservation d ceste ville ; mesme à la chereté du temps et des vivres et le grand nombre de chevaliers qu'y frequante journelement led. jeu et bute royale pour y faire tous exercise honeste des armes qui ne peuvent continuer aux frais et despance pour l'entretenement des buttes et autres choses necessaires, à quoi les cinq soulds monnoye leur autroyés et de tous temps poyés sur les deniers communs de lad. ville,

pour le pain et vin de leur partie royale qui se tire ordinairement tous les dimanches à heure acoustumé, sauf les jours deffendus par les statuz desd. jeuz, ne sont suffisans pour le pain seulement, sans comprendre le vin qui valloit lors 8 soulz le pot, auroit esté arrêté en lad. assemblée, pour les considérations ci-dessus, qui leur seroit augmenté, outre lesd. 5 sols monnoie 14 sols tournoys qui reviennent à 20^s monnoie » (1).

Et, à partir de 1587, le miseur de la ville inscrivit dans son budget sous ce titre de *Parties Royales*, la somme de 20^s par dimanche.

Quand la Ville, en recherche de ressources crut devoir arrenter certaines parties des biens communaux, elle n'oublia pas les intérêts de ses chevaliers.

En 1636, elle fit faire des bannies « pour prendre à cens et à rente foncière, à la vie ou à un certain temps, par argent ou autres redevances, le lieu et logement de la Butte, avec les jardins et allées qui en dépendent, situés en la paroisse de Saint-Leonard. » Dans les conditions du bail, elle eut grand soin d'insérer « la charge de souffrir les chevaliers du Papegault tirer au joyau et faire tous les exercices de leur jeu, dans lad. Butte, et d'y avoir le magasin de leurs armes à la manière acoustumée. »

A la fin du XVII^e siècle, la Butte et ses dépendances se trouvaient dans un état de délabrement qui nécessitait de grandes dépenses. Dans l'incapacité de les faire, la Ville procéda à un nouvel arrentement.

« Sur ce qui a esté remontré au Bureau par M. le Procureur du Roi sindic que les logemens du lieu de la Butte despendant de cette communauté sont vieux, caducs et indigens de grosses reparations, que les treilles ou volliers manquent de bois, et que les murailles sont tombées en quelques endroits, suivant le procès-verbal qui en a esté fait, le 6^e du present mois, qu'il cousteroit beaucoup à la ville et communauté de refaire et réparer lesd. choses et que l'on a aucun denier pour fournir à cette depance, et qu'il seroit bien plus

(1) *Arch. commun.*, CC 127, f. 58.

(2) *Arch. commun.*, DD 77.

utile s'il se trouvoit quelques-uns qui voullussent prendre à rente foncière lesd. logemens et jardin à la charge de restablir lesd. choses et mesme d'y faire quelques augmentations, et de randre le tout en bon et deub estat de reparation à l'expirement du bail arrenté, et, pour cet effet, a requis que suivant la coustume, il lui soit permis de faire bannir dans la ville et faubours, et au jour de marché, par le trompette, à ceux qui voudront prandre lesd. choses à rante, qu'ils ayent à se trouver au Bureau de cette ville pour leur estre fait bail et arrentement à esteinte de chandelle, au plus offrant et dernier enchérisseur (1) ».

Conformément à l'arrêté pris à ce sujet par le Bureau, le trompette ordinaire de la ville, Claude Néret, fit un premier bannissement » pour le bail de l'Arbalèterie. L'arrenteur devait « entretenir bien et deument tous lesd. logemens, murailles et jardins, de réparations, élever des treilles ou volliers sur bois de charpente et les tenir en bon estat, souffrir les chevaliers du Papegault tirer au joyau et faire tous les exercices de leur jeu dans lad. Butte et d'y avoir le magasin de leurs armes, le tout à la manière accoutumée. »

Cette première bannie ainsi que d'autres n'ayant point abouti, on en commença de nouvelles le 11 août 1695. Cette fois encore personne ne se présenta. Enfin après d'autres restées encore infructueuses, il se présenta le 5 janvier 1696, deux concurrents, le sieur Mathurin Mercier et messire Salomon-François de la Tullais, chevalier, procureurgénéral de Sa Majesté à la Chambre des Comptes. On procéda à l'adjudication à « estainte de chandelle » et la quatrième chandelle allumée, le s. de la Tullais offrit pour le bail à rante la somme de 35^l. La chandelle éteinte, personne n'offrit davantage, et le bail « fut adjudgé audit seigneur aux conditions exprimées et, outre, de payer à chacun des archers un escu neuf, au trompette un escu neuf, au concierge pour ses bannies, un escu neuf, aux deux huissiers de service deux escus neufs, à Breteau, deux escus neufs, au jardinier deux escus neufs. »

(1) Arch. commun., BB 61, f. 44. Délib. du 7 nov. 1694.

L'adjudication fut approuvée par Louis Béchameil (1), chevalier, marquis de Nointel, commissaire du roi en Bretagne, et enregistrée au greffe de la ville le 15 janvier.

Bien que l'acte précédent laissât aux chevaliers la jouissance de leur Butte, afin d'être mieux chez eux, ils voulurent se subroger aux droits de M. la Tullaye.

Le 28 juillet 1708, il leur transporta son arrentement pour une somme de 35^l. Le 8 mai 1710, « à la demande de Guil, Le Coq procureur syndic des chevaliers du Papegay », la Ville homologua cette subrogation (2).

La Butte de l'Arbalèterie devint la dernière ressource, de nos chevaliers du Papegault, et aussi leur dernier lieu de refuge, leur dernier champ de bataille ; c'est là qu'ils vinrent tirer sinon leurs dernières cartouches, du moins leurs derniers coups de fusil. Forcé de quitter enfin la grosse tour au haut de laquelle on le visait depuis si longtemps, le Papegault, au moment de la chute de la tour, vint s'abattre sur la Butte, et s'y faire viser quelques années encore.

La tour du Papegault avait été condamnée en 1762. Les chevaliers n'en voulaient pas moins continuer leurs exercices. Ils s'adressèrent à la Ville pour avoir un nouveau local à leur disposition. La Ville songea à la Butte de l'Arbalèterie : elle l'offrit aux chevaliers sans domicile, à condition de modifier la direction de leur tir, et de tirer désormais non plus en haut, mais en longueur.

« Le 19 mars 1763, il fut arrêté pour la conservation des privilèges de lad. compagnie et des droits de la ville que, par provision, attendu l'exigence du cas, l'exercice du Papegault se fera, et l'oiseau sera tiré horizontalement, au 1^{er} may prochain, dans le jardin de l'hôtel Royal de la Butte, avec le cérémonial et les usages accoutumés, jusqu'à ce qu'on ait trouvé un lieu seur et descent pour le tirer comme

(1) Plus connu des gourmets par la sauce à laquelle il a laissé son nom.

(2) *Arch. commun.*, BB 69 f. 77. Le scribe assigne à tort le 2 décembre 1695, pour date du traité avec M. de la Tullaye : il se fit le 5 janvier 1696 : V. *Ibid.*, BB 61, f. 229; et *Arch. départ.*, C 333.

Cette erreur a passé dans le supplément de l'histoire de l'abbé Travers.

cy-devant s'il est jugé convenable ; que, pour cet effet, l'oiseau sera proportionné à la longueur du terrain dud. jardin de la Butte où M^{rs} les Chevaliers du Papegault continueront pendant le cours de l'année leurs exercices particuliers et ordinaires pour le maniement des armes ; et, pour seureté, seront placés des madriers élevés et soutenus par trois poteaux de grosseur convenable en sus du mur près duquel l'oiseau sera posé ; et que la partie du mur dud. jardin de la Butte qui joint le bâtiment des chirurgiens, sera élevé de quelques pieds sur sa longueur d'environ huit toises (1) ».

Dès l'année qui suivit la condamnation de la Grosse Tour, la Butte était devenue le théâtre des jeux qui y étaient fixés depuis si longtemps. Accompagnons les chevaliers du Papegault lors de leur inauguration de la Butte, le 8 mai 1763.

MM. Joubert du Collet, maire, Maussion sous-maire, Bordage, Portier de Lantimo, le Beau du Bignon, Berrouette, conseillers magistrats échevins. Greslan, procureur du roi^sindie, et M^e Robert Rouillé greffier de cette ville étant dans la salle basse de l'Hôtel-de-Ville, on est venu les avertir que la compagnie du jeu royal du Papegault entrait dans la cour dud. hôtel, tambours battants, et à l'instant, le s^r Mulonnière syndic entré au bureau, il l'a prié de vouloir bien se mettre à leur tête pour se transporter à la Butte ou doit se tirer l'oiseau attendu la démolition qui se fait de la Tour du Papegault et étant sortis dans la cour dud. hôtel de ville led. s^r Mulonnière, syndic, a salué militairement mesd. s^{rs} du Bureau avec son fusil, après avoir fait border la haye par sa compagnie affin de laisser passer mesd. s^{rs} du Bureau à leur tête, et l'on a marché dans cet ordre ; savoir les archers de ville avec leurs épées et bandollières seulement, le trompette dans son habit d'ordonnance sonnait la marche par intervalle, le greffier, marchant seul, M. le maire accompagné de MM. du Bureau ; puis, après, marchait le s^r Mulonnière, syndic, suivy de lad. compagnie, les tambours battants aux champs, avec l'enseigne déployée, ayant leurs armes, l'épée au côté, et habits rouges uniformes avec des cocardes blanches à leurs chapeaux, et l'on est arrivé en cet ordre à la Butte, près et vis-à-vis l'église de S^t Léonard auquel endroit était placé l'oiseau dud. jeu MM. du Bureau se sont assis sur des sièges préparés, M. le maire dans un fau-

(1) *Arch. commun.*, BB 97, f. 162 ; BB 98, 57, 135, 140.

(2) *Arch. commun.*, BB 97, 177 ; cf. BB 98, 5.

teuil. Peu de temps après, la Compagnie s'en est allée au château pour y chercher M. le C^{te} de Menou qui n'a pu venir non plus que M. de Livernière, major, vu leurs indispositions, et sont arrivés dans le même ordre, et étant entrés aud. jeu, plusieurs chevaliers ont présenté alternativement à M. de Livernière et à MM. du Bureau ainsy qu'au greffier, chacun un fusil et ont tirés chacun un coup de fusil, suivant leur rang d'ordre; ensuite M. Lory, capit^{no}, Mulonnière, sindic, et MM. les chevaliers dud. jeu. Le tout fini M. Mulonnière, sindic, a fait border la haye à toute sa compagnie affin de laisser passer MM. du Bureau pour s'en retourner à l'Hôtel-de-Ville; de tout quoy, nous avons rédigé le présent procès-verbal environ les 7 h. du soir pour valoir et servir ce que de raison, lesd. jour et an ».

Mais il en coûtait aux nobles chevaliers de ne tirer l'oiseau qu'*horizontalement*. Ils trouvèrent cet exercice trop terre à terre, eux qui jusque-là n'avaient visé que dans les hauteurs. Dès l'année suivante, en 1764, à la suite d'une délibération du 13 mai, ils adressèrent au Bureau une requête pour réclamer le retour aux anciens usages.

Supplient très humblement les officiers et sindic de la compagnie des chevaliers du Papegault de cette ville disant qu'ils ont pris une délibération le 13 de ce mois, tendante à vous représenter que le mur d'occident qui soutient le toit de l'appartement des chevaliers en l'hôtel de la Butte où ils prennent leurs exercices ordinaires, est entièrement caduc et pret à écrouler, ce qui causeroit un préjudice considérable à la charpente et à la couverture, si l'on n'y apportoit un prompt secours... et comme l'endroit où l'oiseau a été tué ces deux dernières années est trop resserré et trop incommode pour tirer horizontalement et que l'on est continuellement en risque de se blesser les uns les autres, ils prennent la liberté de vous proposer, MM. qu'il seroit de convenance de faire construire un mur dans le marais à la suite de celui que vous venez de faire bâtir pour les chirurgiens pour renfermer la petite partie de terrain vague et adjacent audit appartement, ce qui formerait une petite terrasse convenable et décente où on construiroit une petite tour dans laquelle on placeroit un mats pour servir à tirer l'oiseau en hauteur suivant l'ancien usage qui se pratiquoit auparavant les démolitions des tours où ils avoient accoutumés de tirer; laquelle position paroît convenir à tous égards pour le tirage de l'oiseau, d'autant qu'il se fera à la vue et à la satisfaction du public et que la chute des balles se termineroit dans la rivière comme elle le faisoit autrefois ».

A la suite de la requête des chevaliers, on dressa un plan pour la reconstruction de leur *hôtel*. Ce plan d'un gracieux effet et qui semble être de Ceineray, représente un petit monument à fronton, couronné d'une balustrade qui rappelle celle de la Préfecture. Au joignant, du côté de l'Ecole de chirurgie, s'élève une tour mince qui donne l'impression d'un minaret. Le tout était tourné vers l'Erdre : mais les eaux de la rivière ne reflétèrent jamais le monument ni sa tour.

Le compte-rendu (1) de 1763 se reproduira textuellement les années suivantes avec de très rares modifications relatives à l'absence, à la présence, à l'habileté des personnages marquants. Dès la première année de la translation du jeu, il fut consigné « que M. le maire a frappé l'oiseau au bas de son aile gauche, et M. Berrouette luy a emporté de son coup de fuzil toute la teste, l'ayant tiré directement au col ».

Bravo, Messieurs, on ne peut plus heureusement inaugurer un jeu de tir :

« Vos pareils à deux coups ne se font pas connaître ».

Les chevaliers du Papegaut durent être fiers de voir un maire et un échevin assez habiles pour emporter le morceau du premier coup.

Malheureusement, ce coup porté à l'oiseau par la municipalité nantaise, en ses plus nobles représentants, devait être le présage du coup plus funeste qu'elle devait porter à l'institution. Le Papegault ne battit plus que d'une aile, depuis qu'on lui eut mis ainsi du plomb dans l'autre.

Un arrêt du conseil du 7 mai 1770 (2) supprima cette institu-

(1) Le compte-rendu de cette cérémonie pour l'année 1724, a été publié dans les actes de la mairie Mellier : *Arrêts, ordonnances, réglemens, etc.*, t. III, p. 26 (Nantes, Verger, 1725).

(2) L'arrêt porte que « le Papegaut étant devenu pour les habitants un objet de dépense, de dissipation et de dérangement, une occasion de querelles, de procès et d'accidents funestes, les gens des Trois Etats, dans leur délibération du 3 déc. 1768, en ont demandé la suppression ». C'est ainsi que finissent encore actuellement certaines institutions de ce genre.

tion dans toute la Bretagne, excepté à Saint-Malo, en attribuant aux hôpitaux, à charge de recevoir les enfants trouvés, les avantages dont les chevaliers avaient jusqu'alors bénéficié.

La vieille institution cependant, comme la jeune captive de Chénier, ne voulait pas mourir encore : car à quel âge veut-on mourir ? Trois ans avant cet arrêt fatal, elle recueillait ses forces, cherchait l'appui d'une protection puissante, et renouvelait son règlement pour se donner une apparence de vitalité.

Insérons ici ce règlement suprême : recueillons-le comme les *ultima verba*, comme le testament de l'illustre compagnie nantaise des chevaliers du Papegault.

Louis-Paul de Brancas, des comtes de Forcalquier, marquis de Dreux et gouverneur des ville et château de Nantes et tour de Pirmil.

Nous étant fait représenter la liste des chevaliers préposés au droit de tirer à Nantes avec l'arquebuse, au jeu du Papegault établi par les ducs de Bretagne et confirmés par les Roys prédécesseurs de Sa Majesté, l'ordonnance de feu M. le mareschal d'Estrées du 25 novembre 1728, et celle de M. le maréchal de Brancas, notre prédécesseur du 23 mars 1739, et nous paraissant nécessaire de fixer le nombre des officiers et chevaliers de cette compagnie destinée dès son établissement, en cas de besoin, à la garde, tuition et défense du château de lad. ville, de la rendre plus leste, plus régulière, et plus en estat de se perfectionner au fait et exercice des armes, conformément à l'objet de son établissement, même de luy accorder une protection particulière avec les avantages qui dépendent de l'autorité de notre gouvernement : tout considéré, nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Article premier. — La compagnie du jeu du Papegault, dont nous voulons bien nous déclarer le chef, sera et demeurera composée de nous, de M. le comte de Menou, lieutenant pour Sa Majesté dans led. château et commandant dans la ville en notre absence, du s. Maussion ancien sous-maire, cap^{ne} lieut^t, du s. Degage, lieut^t, du s. Tessier, enseigne, pourvus déjà de nos brevets, et de 50 chevaliers dud. jeu.

Art. 2. Tous officiers de judicature, police, finances, les bons notables bourgeois et marchands, vivants noblement, qui désireront

être reçus dans lad. compagnie, seront tenus de délivrer au sindic dud. jeu l'état de leurs noms, surnoms, âge, qualité et profession pour être receu avec notre agrément, ou, en notre absence, celui de M. le c^{te} de Menou, et lorsqu'il se trouvera des places vacantes, dans les 50 ci-dessus prescrites.

Art. 3. — Les gentilshommes qui se présenteront pourront être receus en qualité de chevaliers honoraires, non compris dans le nombre des 50 ci-dessus fixé.

Art. 4. — Les officiers et chevaliers qui composeront lad. comp^{ie} seront tenus de s'habiller uniformément : savoir, pour les officiers, d'un habit de drap écarlatte, fait en surtout, doublé d'un voile de même couleur, veste et culotte de même drap que l'habit, boutonnière et petite tresse d'or à la veste seulement, épaulette d'or à graines d'épinars, boutons de pinchbek vrils, cravatte noir (*sic*), bas blancs, cheveux ou perruques en bourse ; et à l'égard des chevaliers, ils porteront le même uniforme cy-dessus, excepté la tresse, et les boutonnières d'or, et que leurs épaulettes d'or seront sans graine d'épinars. Tous auront un chapeau bordé d'or et une cocarde blanche, fusil et grenadière uniforme, autour de laquelle pendra un fournement, l'épée d'argent.

Art. 5. — Seront tenus lesd. officiers et chevaliers de se trouver, lorsqu'ils seront commandés par nous, ou, en notre absence, par M. le c^{te} de Menou, aux revues qui leur seront ordonnées et dans les occasions où ils seront commandés pour le service, en considération de quoi nous leur avons accordé l'exemption de patrouille guet, et garde ; si ce n'est en cas d'urgente nécessité et par notre ordre, ou celui de M. le c^{te} de Menou, en notre absence ; avons aussi exempté de logement des gens de guerre pendant un an, celui qui aura été *Roy* et le sindic pendant le temps de son sindicat.

Art. 6. — Tout chevalier qui se sera absenté deux années de suite des assemblées et des exercices du mois de may, sans excuse légitime et recevable, sera rayé des listes, après qu'il nous en aura été rendu compte ou à M. de Menou, et avec l'approbation de l'un ou de l'autre, et il en sera de même de tout chevalier dont les mœurs pourront devenir mauvaises.

Art. 7. — Maintenons les maire et échevins de lad. ville de Nantes, dans le droit et possession d'estre conduits par lad. comp^{ie} en la manière accoutumée à l'un des jours du mois de may de chaque année, au lieu où s'exerce led. jeu du Papegault, et d'y tirer chacun une fois avec l'arquebuse, après nous et M. le lieutenant du Roy et major dud. château de Nantes.

Art. 8. — Aucuns des officiers de milice bourgeoise ne seront reçus dans lad. comp^{ie} ; les fonctions de leurs emplois et l'assiduité qu'ils y doivent apporter ne pouvant compatir avec les exercices et le service auquel lad. comp^{ie} est destinée par son établissement.

Art. 9. — Toutes décisions arrêtées par le corps des officiers de lad. comp^{ie} pour le bon ordre agrément et maintien d'icelle seront suivies et exécutées sans qu'il soit besoin du concours de toute la comp^{ie}, excepté s'il s'agissoit de délibérer sur les dépenses communes ou dans le cas d'affaires graves ou changement à faire, et dans lesquels notre autorité seroit nécessaire, auquel cas nous nous en réservons la connoissance et d'y statuer.

Et seront, au surplus, les anciens réglemens et statuts dud. jeu exécutés selon leur forme et teneur, en ce qui ne se trouvera contraire à notre présent réglement, nonobstant opposition ou empeschemens quelconques. Sera la présente ordonnance enregistrée au greffe de la communauté et sur le registre de lad. comp^{ie}, lue et publiée et affichée par tout où besoin sera.

Fait à Paris le 1^{er} juin 1767.

Signé : *Le m^{is} de Brancas.*

Et plus bas : Par Monseigneur, *De la Cour* (1).

Grâce à l'ordonnance du marquis de Brancas, la Compagnie du Papegault eut du moins la consolation de mourir sous une haute protection.

Nos chevaliers ne purent cependant se résigner à cette mort. Ils s'agitèrent pour rétablir leur compagnie, et pour réussir plus sûrement dans leur entreprise ils cherchèrent et obtinrent encore cette fois, pour la dernière, l'appui du Bureau de la Ville.

A été donnée lecture d'une requête présentée à la Communauté de ville par la Comp^{ie} du Papegault et de plusieurs pièces y jointes ; sur quoy ayant été délibéré, le Bureau après avoir ouï le procureur du Roy syndic en ses conclusions, déclare que l'établissement de la C^{ie} du Papegault de cette ville est d'une très ancienne institution, que loin d'avoir été à charge au public, pendant son existence, elle lui a au contraire rendu des services, principalement en temps de guerre, où elle a été employée à veiller à la sûreté de la ville, que cette troupe est composée d'honnêtes citoyens qui ont toujours

(1) *Arch. commun.*, BB 99, t. 141.

observés dans leurs assemblées le bon ordre et la décence qu'elles exigent, et à l'apuy de ces considérations il pense que cette comp^{ie} peut être rétablie sous les conditions qu'elle propose sans qu'il en résulte aucun inconvénient; au surplus, ordonne que la requête et pièces y jointes de la comp^{ie} du Papegault luy sera rendue par le greffier qui sur sa requisition luy delivrera une expédition de la présente. (1)

Malgré ce bon billet, le Papegault, moins heureux que le phénix ne put renaître de ses cendres. Encore quelques années, et ce sera, entre la Ville et le « demeurant » des chevaliers, une lutte à mort. La Ville essaya dès le mois d'octobre 1780, à rentrer dans la possession du terrain de la Butte, et demanda le 1^{er} octobre 1784 la résiliation du bail fait en 1696 à M. de la Tullaye.

Elle obtint en sa faveur un premier arrêt auquel elle négligea d'abord de donner suite.

Il a été lu au Bureau un arrêté du conseil obtenu par la Communauté de Ville le 12 juillet 1785, qui la rétablit dans la propriété et jouissance du lieu et emplacement de la Butte et dépendances, pour employer le terrain à former une rue et à l'agrandissement de la petite place de Saint-Léonard, et le surplus dud. terrain être adjugé conformément au plan qui en sera dressé d'autorité de M. l'Intendant de Bretagne à la charge que les portions dud. terrain qui seront vendues au profit de la ville, demeureront chargées d'une rente de 3^d par toise quarrée envers le Roi, que led. arrêt sera enregistré à la Chambre des Comptes de Bretagne, et qu'il en sera fourni copie à M. Franç. Mellin, chargé de l'administration des douanes de Sa Majesté.

Il a été dit qu'il ne paraît pas qu'il ait été fait aucune suite aux fins dud. arrêt, ni même qu'il ait été enregistré à la Chambre des Comptes, préalable indispensable pour le mettre en exécution, et ce qui ne se peut faire sans qu'il soit revêtu de lettres patentes adressées à cette cour.

Sur quoi le Bureau a arrêté que ledit arrêt du Conseil sera incessamment renvoyé à M. Pelé, avocat aux conseils, à l'effet d'obtenir, au nom de la Communauté des lettres patentes sur led. arrêt

(1) *Arch. commun.*, BB 103. Délib. du 3 sept. 1774.

adressées à la Chambre des Comptes de Bretagne, conformément aux dispositions d'icelui (1).

Un second arrêt du 27 novembre 1787, revêtu de lettres patentes du 16 janvier 1788 enregistrées à la Chambre des Comptes, déclara nul l'arrentement passé avec M. de la Tullaye ainsi que le transport qu'il en avait fait aux chevaliers du Papegault (2).

Les sieurs Hardy et Riverin se disant procureurs généraux et spéciaux des anciens chevaliers avaient inutilement formé opposition à l'enregistrement des lettres-patentes. Malgré leur insuccès, ils continuèrent la résistance avec le courage que l'on pouvait attendre des gens de leur profession.

On leur fit notifier le 21 mars 1788 les arrêts du Conseil et lettres patentes avec sommation d'y obéir et de remettre les clefs de la maison.

Loin d'obtempérer à cette sommation, ils prétendirent « dans une lettre écrite au procureur du Roi syndic, que l'on ne pouvait les dépouiller d'une propriété légitime. Pour faire cesser leur illusion et éviter un procès dont l'instruction et la durée reculeraient l'exécution du plan et la vente du terrain au profit de la ville, le procureur leur démontra qu'ils ne pouvaient pas prétendre une propriété légitime sur ce bien, que cette propriété était au corps des chevaliers du Papegault dont les membres n'avaient que l'usufruit; que le corps ayant été détruit, il n'en restait plus aucun membre, que, par conséquent, ni eux, ni d'autres, ne pouvaient prétendre à aucune espèce de droit sur ce terrain de la Butte dont il avait été loisible à Sa Majesté de disposer comme elle l'a fait. Les s^{rs} Riverin et Hardy s'obstinèrent à ne pas remettre les clefs, de sorte qu'il devint nécessaire de les y faire contraindre en justice (3) ».

(1) *Arch. commun.*, BB 111, f. 112. Délibération du 23 janvier 1787.

(2) *Arch. commun.*, BB 111. Délibération du 12 février 1788; *Ibidem*, f. 255; *Arch. départ.*, C 333.

(3) *Arch. commun.*, BB 111, f. 261. et EE 45.

Pour vaincre cette obstination, le Bureau arrêta le 1^{er} août 1788 que « à la diligence du procureur du Roi syndic, les s^{rs} Hardy et Riverin seront assignés au Présidial de Nantes pour être condamnés à vider de corps et de biens les terrain, maison et dépendances de la Butte avec dépens ».

Le 21 juin, le Présidial prononça l'expulsion des chevaliers. Sa sentence les condamna à remettre les clefs de l'Arbalèterie au maire : sinon celui-ci était autorisé à enfoncer les portes.

Condamnés par cette sentence, nos indomptables lutteurs en appelèrent. On négligea l'appel. Bien plus, la Ville imita l'exemple de Rome dans une des circonstances les plus critiques de son histoire : car l'histoire se refait et emploie souvent les mêmes moyens.

Lorsqu'Annibal, après sa victoire de Cannes, se décida à venir enfin assiéger Rome, un romain lançant au vainqueur l'insulte d'un défi héroïque, vendit le champ où campait le Carthaginois. C'est à un parti analogue que s'arrêta la ville de Nantes : elle vendit le terrain de la Butte si âprement défendu.

Ainsi finit, après une lutte courageuse, dans laquelle coula plus d'encre que de sang, la compagnie des Chevaliers du Papegault. Dans sa vieillesse destinée à toutes les humiliations et à toutes les douleurs, elle avait déjà vu tomber la vieille tour du Papegault qui lui rappelait les plus beaux temps de sa jeunesse et de sa gloire. Des trois endroits où elle exerçait jadis son habileté il ne lui était resté que la Butte de l'Arbalèterie et le sol de cette butte à son tour finissait par manquer sous ses pas.

C'est ainsi que, à l'approche de la Révolution, s'écroulaient de tous côtés des institutions autrefois florissantes, mais ne répondant plus à des mœurs qui se modifient insensiblement de jour en jour. On a démoli bruyamment alors, et avec de violents efforts, bien des choses qui n'étaient plus qu'à l'état de ruines, et d'autres qui n'auraient pas tardé à tomber d'elles-mêmes, si l'on eût eu la patience de les attendre à tom-

ber. Si la société d'alors eût été capable de cette patience, on n'aurait pas à lui reprocher d'avoir employé trop souvent des remèdes pires que les abus qu'elle cherchait à guérir ; elle eût pu faire beaucoup, tout en s'épargnant les horreurs de 93.

La Butte, mise en adjudication, fut acquise, le 18 août 1788, par Julien Le Roux, négociant, au prix de 41 sols le pied carré, à charge de démolir à ses frais la maison dépendante de ladite Butte et les murs de ville, en profitant de la pierre qui en proviendrait. La cession fut approuvée par l'intendant le 25 août suivant. Elle ne porte que sur 5.880 pieds carrés de terrain ; le reste de la Butte suivant le texte des lettres patentes, a contribué à la formation de la rue actuelle du Muséum.

Aujourd'hui qu'une rue traverse l'ancienne Arbalèterie de Nantes nous ne placerons pas à l'entrée de la rue l'inscription : *Sta, viator, heroem calcas*, mais ne pourrait-on pas rappeler au voyageur qu'il foule le sol d'une institution qui a dû produire des héros ?

XXII. — RUE DU MUSÉUM

De l'embranchement des rues de Saint-Léonard et du Port-Communeau au quai Duquesne.

*De 1791 à 1809, VIII^e section ;
depuis 1809, III^e arrondissement.*

Jusqu'au XVI^e siècle, un passage allait de la place Saint-Léonard vers l'Erdre. Les actes relatifs à l'établissement de la Butte de l'Arbalèterie(1) mentionnent fréquemment « un chemin conduisant du cimetière de Saint-Léonard au mur de cette ville. »

Ce chemin devait desservir la tour de Saint-Léonard ou de l'Arbalèterie, qui flanquait cette partie de l'enceinte de la ville sur l'Erdre. Il disparut dans la suite, et l'on peut croire que

(1) V. l'*Arbaleterie* et rue S.-Léonard, côté occidental n^{os} 21, 22.

les chevaliers du Papegaut, par des empiètements successifs, finirent par le faire entrer complètement dans leur tenue de la Butte. Cela leur fut d'autant plus facile que cette tenue appartenait à la Ville et que la tour de l'Arbalèterie était devenue inutile pour la défense de Nantes : surtout depuis que l'on avait élevé les fortifications du quartier de Saint-Similien.

Quoi qu'il en soit des causes de cette disparition, elle est incontestable. A partir de l'établissement de la Butte, on ne trouve aucune trace de cet ancien chemin ni dans les actes, ni plus tard, dans les plans. Toutes les maisons de ce côté de la rue se touchent, sans solution de continuité, depuis la place du Port-Communeau, ou, plutôt, depuis les moulins Coutant, jusqu'à la rue du Cheval-Blanc.

Enfin, au XVIII^e siècle, on rouvrit cette ancienne communication. Le projet de cette réouverture semble figurer sous l'article 10 du projet d'embellissement de la ville de Nantes de 1766. Cet article mentionne « une rue nouvelle et place allant de celle de Saint-Léonard, vis-à-vis de l'Hôtel-de-Ville, à la promenade qui sera faite sur le bord de l'Erdre. »

La vente, en 1788, de la Butte de l'Arbalèterie permit de passer du projet à l'exécution.

Les lettres patentes du 16 janvier 1788, qui autorisent cette vente, ordonnent expressément que « la ville de Nantes sera tenue d'employer au plutôt ledit terrain à former une nouvelle rue de communication depuis celle de Saint-Léonard jusqu'au marais, et à l'agrandissement de la petite place située au-devant de l'église » : elle ne devait vendre que le surplus de ce terrain.

La rue, d'après ces lettres, devait avoir 20 pieds de largeur. Dans un temps où l'on vendit le surplus du terrain de la Butte 41 sols le pied carré, on eût bien fait d'en prendre un peu plus pour faire une rue plus large. Pour une rue relativement nouvelle, 20 pieds de large, c'est bien peu.

Le quartier faillit cependant être affligé d'une rue plus étroite encore, comme nous le verrons dans l'article sur la rue Saint-Léonard.

La rue du Muséum, terminée à l'époque de la Révolution, reçut le 28 novembre 1791, le nom de rue de la *Peyronie*, et non celui de rue de *Péronne* que lui donne le plan de Nantes de l'an III. Elle portait précédemment le nom de la rue de la *Butte* en souvenir de l'Arbalèterie. « Vis-à-vis de l'église de Saint-Léonard, dit Guymar, dans son *Indicateur nantais* de 1792, on a ouvert une petite rue dite de la *Bute*, parce que la maison nouvellement bâtie au sud occupe l'emplacement où l'ancienne compagnie du Papegault allait s'exercer et faire preuve de son adresse à tirer d'abord de l'arc puis du fusil : et cet emplacement se nommait la *Bute* »

D'après Verger qui a publié la nomenclature de plusieurs noms donnés aux rues de Nantes en 1791, la rue la *Peyronie* se serait appelée « ci-devant de l'*Abeille*. » Ce dernier nom a été mal lu. Le registre d'où sort ce renseignement porte : rue la *Peyronie*, ci-devant de la *butte*, quartier Saint-Léonard. Le nom de rue de l'*Abeille* serait inexplicable ; du reste, à la façon dont il est écrit dans le registre ou Verger l'a pris, on comprend la méprise de cet auteur.

François Gigot de la *Peyronie*, et non de la *Peyronié*, habile chirurgien né à Montpellier en 1678, est mort à Versailles en 1747. Dans des lettres accordées à Franç. Testu de Beauregard fils, M^e chirurgien, François de la *Peyronie* se dit « premier chirurgien et médecin consultant du roy, sgr de Marigny et autres lieux, ancien maître d'hôtel de la Reyne, chef et garde des chartes, statuts et privilèges de la Chirurgie du royaume (2). »

Le voisinage de l'Ecole de Chirurgie qui donnait sur cette rue et sur celle de Saint-Léonard, aura fait songer à baptiser la rue nouvelle du nom du célèbre chirurgien. A l'époque de la Restauration, le Muséum avait déjà remplacé l'Ecole de

(1) Arch. départ., C 333. Arch. commun., BB 111, f. 255, 326.

(2) Lettres d'institution de greffier de la communauté des maîtres chirurgiens de cette ville et en l'étendue de la lieutenance d'icelle, Versailles 27 fév. 1743 (BB. 87).

Chirurgie. L'arrêté du 6 août 1816, donna à la rue le nom de rue du *Muséum* qu'elle continue de porter, bien que le Muséum en soit parti.

Cette dénomination est malheureusement de nature à tromper les étrangers qui iront naturellement chercher le Muséum non pas là où il se trouve, mais dans la rue qui porte son nom. Il serait facile d'éviter cet inconvénient, en appelant la rue : rue de l'*Ancien Muséum*. On conserverait un souvenir, sans établir de confusion dans les esprits. Quand l'hôpital a été transféré à l'endroit où nous le voyons, la rue qu'il quittait a pris d'elle-même le nom de rue du *Vieil-Hôpital*, A une époque plus récente, à la suite du transfert de l'Hôtel de la Monnaie de la place du Bouffay sur la place actuelle de la Monnaie, un arrêté municipal donna, en 1837, le nom de rue de l'*Ancienne Monnaie*, à la rue appelée jusque-là simplement *rue de la Monnaie*.

XXIII. — RUE SAINT-LÉONARD

De la rue des Carmes à la place Saint-Léonard.

*De 1791 à 1809, VIII^e section ;
depuis 1809, III^e arrondissement.*

Cette rue, portion de la rue de l'Echellerie, commençait autrefois à la rue du Cheval-Blanc pour aboutir, comme aujourd'hui, à la place Saint-Léonard. Depuis 1818, elle commence à la Petite rue des Carmes, continuée, en 1830, par la rue de l'Ecluse.

Elle rencontre, du côté de l'Erdre, la Petite rue du Marais, et est traversée près de là, par la rue Thiers. D'autres projets de rue qui devaient augmenter ses communications avec l'Erdre, ont échoué.

Parmi ces projets l'un devait traverser l'ancien jeu de paume, où Molière passe pour avoir joué à son séjour à Nantes. Antoine Soret, maître boulanger, propriétaire de cet immeuble, voulant exploiter une partie des marais qu'il avait acquis de la Ville, songea à y créer une rue de 12 pieds de largeur. Il s'imaginait faire « un sacrifice immense par l'ouverture de cette rue nouvelle qui coupe dans toute sa longueur son jeu de paume et maison qu'il sacrifie. »

Le Bureau de ville s'était d'abord montré favorable à ce dessein. Mais, heureusement, il se ravisa. Ayant remis en délibération « la proposition faite par le s. Soret, d'établir une rue de 12 pieds de large sur son terrain entre le marais d'Erdre et la rue Saint-Léonard », il jugea que cette nouvelle rue « seroit inutile et dangereuse par son peu de largeur et sa proximité de celle du Cheval-Blanc et de la Retraite des femmes. » Il en décida la suppression et vendit le 10 mars 1789, à 43 sols le pied carré, les 588 pieds de terrain, destinés à la formation de cette venelle (1).

(1) Arch. départ., C 333. Arch. commun., DD 284.

Les voiries des grandes villes ne peuvent qu'être approuvées en imitant cet exemple. On voit parfois, dans des quartiers en formation, des rues mal venues et trop étroites que des spéculateurs établissent d'eux-mêmes, dans leur intérêt particulier plutôt que dans l'intérêt général. Ils espèrent réussir tôt ou tard à passer à l'Administration la charge d'entretenir ces rues faites dans des conditions d'économie qui en rendent l'entretien particulièrement onéreux.

Dans l'intérêt de la beauté des villes, il serait regrettable que l'Administration se laissât forcer la main et prît à sa charge des rues qui ne cadreront jamais avec le plan d'ensemble dont elle doit poursuivre l'exécution.

Les villes, humainement parlant, ont les siècles devant elles. Nos arrière-neveux nous seront reconnaissants des soins que nous aurons pris non seulement pour embellir les villes qu'ils habiteront après nous, mais encore pour empêcher de s'établir d'insurmontables obstacles à l'embellissement qu'ils voudront en faire à leur tour (1).

Au XIX^e siècle, il fut longtemps question de couper la rue par une autre qui aurait été tracée dans l'axe de la Cathédrale. Cette rue, sur un plan de 1832, aboutissait au n° 16 de la rue Saint-Léonard, où elle laissait, pour une place, tout le terrain situé entre ce n° et l'Hôtel-de-Ville, et traversait les n°s 23 et 25 de la même rue, se dirigeant vers la place des Petits-Murs. Il est regrettable que ce projet n'ait pas été exécuté. Au lieu du déplorable tracé qui conduit, de travers, à bâtons rompus, du pont de l'Hôtel-de-Ville à la Cathédrale, le plus beau monument de Nantes eût eu une avenue digne de lui.

Sur ce même plan, la rue projetée de l'Hôtel-de-Ville à l'Erdre parlait du n° 37 de la rue Saint-Léonard en remontant vers Saint-Similien, au lieu de suivre l'axe de la rue Thiers dans lequel elle a été ramenée.

(1) Vers la même époque le Bureau de Ville s'inspira des mêmes sentiments dans sa conduite avec les sieurs Duparc et Mellinet, propriétaires, dans le quartier de Gigant, de terrains dans lesquels ils traçaient eux-mêmes des rues. Cette affaire traîna longtemps.

La rue comprenait alors à l'ouest : de la rue de l'Ecluse à celle du Cheval-Blanc, les n^{os} 1 à 17 ; de cette dernière à la Petite rue du Marais les n^{os} 19 à 43 ; de cette dernière à la rue du Muséum, les n^{os} 45 à 53. En 1846, les maisons d'angle de la Petite rue du Marais portent les n^{os} 39 et 41, et celle de l'angle de la rue du Muséum le n^o 49. Cette dernière était presque neuve ; le n^o 47 datait de 7 à 8 ans ; on songeait à reconstruire les n^{os} 41, 43 et 45, appartenant à M. Tissot, sur le terrain appelé la *Retraite des femmes*.

Les n^{os} ayant été changés depuis (1), la rue comprend de la rue de l'Ecluse à celle du Cheval-Blanc les n^{os} 1 à 11 ; de cette dernière à la rue Thiers les n^{os} 13 à 27 de cette dernière à la Petite rue du Marais, le n^o 29 ; enfin, de cette dernière à la place Saint-Léonard, les n^{os} 31 à 37.

A l'est, la rue comprenait jusqu'à l'Hôtel-de-Ville les N^{os} 2 à 26. Ce côté de la rue ne compte plus aujourd'hui que les n^{os} 2 à 20.

Au commencement du siècle les immeubles appuyés au mur de la mairie portaient les n^{os} 28 à 52. Le 12 février 1820, le Conseil municipal reconnut la nécessité d'acquérir ces maisons pour isoler l'Hôtel-de-Ville et construire « la galerie qui doit former le Muséum des tableaux et statues de cette ville » les matériaux des n^{os} 36 à 50 furent mis en adjudication en mai 1822. Les n^{os} 28 à 34 furent acquis en cette dernière année et démolis peu après (2).

D'après l'ordonnance royale du 13 juin 1821, « l'emplacement desd. maisons devait servir à la construction d'une galerie de tableaux et statues dont les travaux de constructions seront adjugés publiquement après approbation des plans et devis par le ministre de l'Intérieur. » A la place de la galerie, on a planté, depuis, dans le jardin de la mairie une charmille dont le sort a couru de grands dangers, lors des projets de la

(1) Par suite de ce déplacement des n^{os}, le jeu de paume de la rue Saint-Léonard a porté suivant les époques les n^{os} 17, 19 et 23.

(2) *Arch. commun.*, Arrêtés et délib. de 1820 et 1822.

translation de certains services municipaux dans des bâtiments qu'on aurait construits en bordure sur la rue Saint-Léonard.

Le jardin de l'Hôtel-de-Ville, agrandi par ces acquisitions, débordait dans la rue, au delà de l'alignement qu'elle devait avoir de ce côté. Sur une proposition de M. Guibourd qui voulait que la Municipalité donnât à ses administrés un bon exemple, le Conseil vota, le 30 novembre 1888, l'alignement de la rue Saint-Léonard du côté du jardin de la Mairie. Les travaux en étaient estimés 14.000 fr.

Toutes les maisons de cette rue situées du côté de la Mairie, étaient autrefois appuyées aux murs de la Ville, comme nous le disons à l'article sur la rue de l'*Echellerie*. La profondeur de ces maisons variait de 28 à 43 pieds. Si leur alignement n'avait pas été modifié depuis, on pourrait, grâce aux données que nous empruntons à un document du XVII^e siècle, avoir un tracé assez exact de cette vieille enceinte.

Du côté de l'Erdre, les immeubles étaient limités par la nouvelle enceinte de Nantes. Les n^{os} 1 à 9 (1) aboutissaient directement aux murs de la ville ; les n^{os} 10 à 22 en étaient séparés par le jardin de l'Arbalèterie qui se prolongeait dans ce sens à partir de la rue actuelle du Muséum.

La rue Saint-Léonard porte, depuis le XIV^e siècle, ce nom orthographié de différentes manières. Elle le doit à l'église à laquelle elle conduisait. Elle a été aussi désignée sous le nom de la rue de l'*Echellerie*.

La Révolution lui a donné le nom de rue *Folard*. Le chevalier Jean-Charles de *Folard*, surnommé le *Végece français*, guerrier et auteur, né en 1669 à Avignon, y mourut en 1751. En dehors de l'assonance qui termine son nom, nous ne saisissons pas la raison de cette substitution. Si celui qui a donné aux rues de Nantes leurs nouveaux noms, avait daigné faire connaître les raisons de ses choix, le public n'en serait pas réduit à les demander si souvent, ni exposé à aller

(1) Il s'agit ici des n^{os} du document qui suit.

courir inutilement, pour les connaître, jusque sur le Pont d'Avignon.

L'arrêté municipal du 13 août 1818 confirma à cette rue, le nom de Saint-Léonard qu'elle avait déjà repris depuis quelque temps.

RUE SAINT-LÉONARD

1678

1724

Côté d'orient, ou à droite, en allant des Changes au Port-Communeau.

A droite depuis le bout de la rue des Carmes, jusqu'au ruisseau de la rue Garde-Dieu.

	Larg.	Prof.		To.	Pi.	Po.
1. And. Tesson, Jaq. Gabori.	40	42	1. M. de la Colinière.	6.	3.	
2. D ^e Perrine Isambert.	44	36	2. M. Richard.	7.	2.	
3. Cl. Urvoy, s. de l'Orrière.	44	36	3. A Saint-Saturnin.	7.	2.	6.
4. Jan Thomas, m ^d .	32	35	4. M. Philippe.	5.	1.	6.
5. Jean Chesné.	27	43	5. M. Moulineau.	4.	1.	6.
6. D ^e Per. Isambert.	28	91	6. M. Vallade.	3.	3.	
7. Ant. Bonnier, s. de Launay.	18	37	7. M. Raffin.	3.		
8. Fr. Vion	19 $\frac{1}{2}$	37	8. Mad ^e Thomas.	3.	1.	
9. R. Philbert, Et. Gail-lard.	23	39	9. Mad ^e Dufresne.	2.	4.	6.
10. Guil. Lebert, boul.	31	32	10. Mad ^e Moulineau.	5.		
11. Jean Bonnaud.			11. M. Richard.	4.	5.	6.
12. J ⁿ e Tessier.			12. M. Philippe.	2.		3.
13. Hérit. Vincent Daguin,	28		13. M. Baudry.	2.	3.	6.
14. <i>Idem.</i>	28		14. <i>Idem.</i>	3.		
15. <i>Idem.</i>	28		15. Mad ^e Tassin.	2.	5.	6.
16. <i>Idem.</i>	28		16. Mad ^e Marchand.	3.		6.
17. <i>Idem.</i>	28		17. Mad ^e Prunier.	3.	1.	
18. V ^e Vallée.			18. <i>Idem.</i>	8.		
19. <i>Idem.</i>			19. <i>Idem.</i>	4.	3.	
20. <i>Idem.</i>			20. M. Durand.	7.	3.	6.
21. V ^e Guignard.	45	9 $\frac{1}{2}$	21. M. Olivier.	3.	2.	
22.			22. A la Ville.	1.		
23. Cimetière de S. Léonard.	36		23. L'église de S ^t Léonard.	7.	4.	

1. hôtellerie de la Teste-Noire, située en la paroisse Saint-Léonard, vis-à-vis le collège Saint-Jean et la rue actuelle du Cheval-Blanc. Elle était la première maison de la rue Saint-Léonard. Elle remplaçait l'hôtel de Briant-Maillard qui s'étendait depuis l'hôtel du Prévôt de Vertou, N° 2, jusqu'à l'hôtel de M^e Pierre Avril que nous plaçons au N° 6 de la suite de la rue des Carmes. Elle s'accrut, au XV^e siècle, de l'immeuble qui la touchait par derrière, et qui était de la paroisse Saint

Vincent. Ce dernier devait une rente de 14^l 8^s à la chap^{le} de Saint-Michel fondée à la Collégiale de Nantes par Jeh. Simon (G. 327 et 328).

Le rôle rentier de 1537 donne ainsi la raison de son nom.

« Item, nous suysmes transportez en une maison qui fut aultrefois à M^e James Leblois (*sic*) et y demoura Ambroys Haugalle, sise entre la maison de l'Eschallerie, appartenante au prévost de Verto, du cousté devers Saint-Léonard, d'aulture cousté la maison de M^e Pierre Bourgoigne ; par le devant, la rue qui conduict des Carmes à Saint-Léonard ; par le derrière, yssue sur la venelle qui conduit du coign de la maison de Geneston à N. D. de Toute-Joaye ; et pend pour enseigne une teste de more en tableau, que l'on appelle la Teste-Noire, en laquelle maison nous avons trouvé Yvon Haugalle, quel nous a dict la dicte maison lui appartenir. »

1426, M^e James Lebel, sur son hostel qui fut Briend Maillart pour atacher au mur ancien de la ville, sis en lad. rue de l'Eschallerie, entre l'ostel M^e Pierre Avril d'un costé, et l'ostel au prevost de Vertou d'autre, du costé devers le Carme, 2^s.

2. Ancienne maison du Prévôt de Vertou, chargée d'une rente de 5^e 1^d. à la Prévôlé, et qui figure pour cette raison dans les rentiers de 1426 à 1784.

1426, Le prevost de Vertou, sur sa maison de l'Eschallerie sise entre la maison M^e James Lebel d'un costé (1), et un heral que tient à present Olivier Le Texier.

3. — A vis le jeu de paume des Carmes, 1688 : maison appelée la Galopinière et qui dut appartenir aux propriétaires de cette terre située en Carquefou (V. n^o 5) : elle joignait, par derrière, l'Hôtel-de-Ville.

Derrière ce n^o ou le n^o 1, se trouvait une tourelle de l'enceinte de Nantes : « selon le compte Jeh. Morin fait en l'an III^e XXI, (1421) Oliv. Le Texier sur une *vieille tourelle* et mur encien au derrière de leur hostel, entre celui hostel et le jardin du prevost de Vertou,

XII^a ; Oliv. Le Texier, pour avoir atache au mur ancien de la ville et y fere usserie pour yssir et entrer de la maison où il demeure qui fut à Geffroy Hastelou, sise en lad. rue de l'Eschallerie. »

5, 6. — maison de la Confrérie du S. Sacrement fondée à S^{te} Croix, donnée en 1468 à la Confrérie, à charge de faire dire une messe le vendredi ; et arrentée d'abord à viage, et, en 1518, d'une manière définitive pour une rente de 7^l m. : elle avait d'abord été arrentée en 1503 pour 12^l « mais considérans que les mesons de ceste ville sont à present de petite valeur et que la baillée qui en avoit esté faiste audit Brizorgueil, estoit excessive » les prévôts de la confrérie réduisirent la rente de 12^l à 8^l, et enfin à 7^l m. ou 8^l 8^s tn.

7. — Cette maison est appelée maison de l'*Echellerie* par les titres du Chapitre de 1527 à 1720. Elle était chargée d'une rente de 70^s à la chap^{ie} d'Elbiest, fondée à la Cathédrale, et de 61^s à une chap^{ie} de S.-Léonard (G. 174).

1447, « maison o son courtil derrière, en la ruë de l'Eschallerie, entre les maesons Guil. Guillon et une autre que iceulx Jagu et sa fame ont fait faire et ediffier tout de neuff, par derriere ferante aux murs de ceste ville, et par le davent au pavé et rue qui conduit des Changes à l'église de S.-Léonart »

1527, « maison vulgallément appelée la maison de l'Eschallerye, avesques son jardin au derrière, ferant d'un bout les murailles et closture de ceste ville. » 1710, logis appelé l'Echallerie.

9. — Logis appelé autrefois le *Jeu de Ville* ; remplacé aujourd'hui par la rue Thiers.

22. — 1537, Maison prochaine du cimetyère de s. Léonard, à Franç. Macé, s. de Joyon — 1678, Jos. Cormery, sacristain de s. Léonard. tourneur en bois et faiseur de chaises. Ce n^o joignait l'église et le cimetièrre de S. Léonard. C'était un lieu « plein d'ordure et infections, propre à cacher les voleurs et méchans garnemens. » Le sacristain de S. Léonard en obtint l'arrentement de la ville en 1674^l, sur la recommandation du recteur et des prêtres de la paroisse, qui souffraient de voir le voisinage de leur église ainsi profané (DD. 67).

23. — Cimetière faisant le coin de la rue : V. l'église S. Léonard.

RUE SAINT-LÉONARD

1678

1724

Côté d'occident à gauche en allant des Changes au Port-Com-muneau.

A droite depuis le ruisseau de la rue des Murailles, jusques et compris le jardin de la Bute des chevaliers du Papeguay.

	Larg.	Prof.		To.	Pi.	Po.
1. Jacques Gauvain.	52	107	1. M. Devin, depuis le ruisseau.	5	5	8
3. Jean Le Croc, marchand.	22	101	2. M. Gauvin.	4		
5. Jeu de Paume à J. Lamy.	60	103	3. M. Joly.	3	5	
6. Pierre Rinçay.	18	47	4. M. Pichot.	3	3	
7. Au Grand archidiaire.	40	46	5. M. Lamy.	6	2	6
8. Charles de la Bourdonnaye.	13	32	6. M. l'Abbé Bretesché	3		
9. Claude Dronneau m ^d .	8	46 $\frac{1}{2}$	7. M. l'Abbé Despinose.	5	5	6
10. Mathurin Cailleteau.	46	97 $\frac{1}{2}$	8. M. Guibert.		4	3
			9. M. Teignan.	2	2	
12. Franç. Hir, dit la Fleur.	20	104 $\frac{1}{2}$	10. Mad ^e Robon.	4		
13. Franç. Laurent.	24	112	11. <i>Idem.</i>	5	1	
14. Julien Robert, m ^e sellier.	10	188	12. M. Billet.	3	2	6
15. Fr ^s Moyon, v ^e Fillaudeau.	25	124	13. M. Renauld.	4	5	
16. Les Cent Suisses, M. Menardeau.	38	131	14. M. Coguilleir.	2	4	6
17. Les Trois Pas. Jan Lamy	30	140	15. M. Chartier.	4	2	
18. Alexandre Langlois.	44	165	16. La Retraite des Femmes.	6	1	6
19. Jean Michel.	14 $\frac{1}{2}$	179 $\frac{1}{2}$	17. <i>Idem.</i>	5		
20. Ch ^{ie} de Toullaine.	26 $\frac{1}{2}$	179	18. Mad ^e Rodès.	7	2	6
21. Maison et jeu de l'Arbaleste.	59	210	19. Mad ^{le} Liépard.	2	5	1
22. Jardin dépendant du jeu de l'Arbaleste.			20. M. l'abbé Rodès.	4	2	6
			21. Aux Chevaliers du Papeguay.	5	3	6
			22. <i>Idem.</i>	4		

1. 2. — « Première maison de la rue S. Léonnard, où autrefois estoit le Collège S. Jean ; laquelle fait le coin de lad. rue S. Léonnard et de la venelle qui va à la rivière d'Erdre ». V. plus bas *Collège S. Jean*.

5. — V. plus bas le *Jeu de paume de Molière*.

14. — Aujourd'hui Petite rue du Marais.

16. — logis, appelé les *Cent Suisses*, divisé en deux logis, une allée entre deux, avec des jeux de boules par derrière.

17. — logis appelé les *Trois Pas*,

Les n^{os} 16, 17, 18 et 19 entrèrent dans « la Retraite des Femmes » Vendus par la Révolution, ils appartenaient en 1831 à L^{is} Verrier, boisselier ; en 1835, à M. Durand ; en 1846 à M. Tissot. Ils figurent dans un plan de 1832 sous les n^{os} 45, 47, 49, 51 et 53 ; et dans un autre de 1846 sous les n^{os} 41, 43, 45, 47 et 49 de la rue S^t. Léonard.

20. — Maison de la chap^{ie} de Toulaine fondée à S. Saturnin. — 1466, meson et jardin qui furent à Herquy Regnaud et sa f^e que tient à présent Jeh. Toulaine. — 1511, M^e Pierre Exeno, chapelain d'une chap^{ie} fondée par led. feu Toullaine en l'église S. Saournin, à l'autier de la Magdelaine.

21. — Maison et jardin de l'Arbaléterie (V. l'Arbaléterie, et DD. 4).

1516. Ratification par « Guischarde Label, f^e de Mathurin Ritasseau d'Angiers, fille et seule héritière de feu M^e Guil. Lebel, chirurgien, et de Perrine Lepelletier, de la vente faite en 1511 aux bourgeois de la ville, par son cousin René le Pelletier, d'une « mesure à présent en jardin, en S. Lyenard, entre meson et jardin à Jehanne Legris, v^e de Jeh. Kervella, et meson de M^e P. Exenou (20), chapelain de la chap^{ie}, fondée par Jeh. Toullaine ; près lequel jardin « est le jeu des arbalestriers de la ville de Nantes.

22. — R. de 30^s à la chap^{ie} fondée à la collégiale, autel Saint-Michel par Jean Simon : rente franchie par la ville en 1514. (CC. 377 et DD. 4).

1440. Meson entre ung apprentis de meson que nagueres tenoit Jeh. des Vaux, lieutenant du chasteau de la ville de Nantes d'un costé, et une place et heral froste, estante vis à vis l'église de S. Leonart, ferante par le davant à la rue et pavé... et par le derrière... es murs et closture de ceste ville », baillée autrefois par Jeh. le Bloy, paroissien de N.-D. de Cliczon à Guil. Barré coureur, et Gillette sa f^e » et chargée de 30^s de rente transportée par led. le Bloy à Jeh. Simon, ch^{ns} de N.-D. de Nantes.

1466. Cession par Agnès Lore, V^e Clément le Bloy, de N.-D. de Clizon, à Alain Gillet de « deux mesons sous un fest, jardin derriere, entre la rue... ung petit chemin et allée qui conduit de l'église de S. Leonard sur les murs de la ville et Jeh. Toulaine », pour 7^l de rente, dont 25^s à Guil. de Montauban, s. de Cens, 4^s au curé de S. Leonart, 30^s à Jeh. Simon, prestre, et 4^l. 1^s à lad. Agnès ; en l'une desd. maisons demeure led. Gillet, et, en l'autre, Jeh. Cheral.

1496. Cession par Jacques Serrurier, chapelain d'une chap^{ie} fondée à N.-D. autel S. Michel par feu M^e Jeh. Symon, à missire Oliv. Guischart prêtre, de maison « entre le chemin qui conduit sur les murs et closture de Nantes, maison qui fut à Herquy Regnaud que souloit tenir feu Jeh. Toulaine et sa f^e, » chargée des mêmes rentes de 25, 4 et 30^s.

1501, maison et jardin « près et vis-à-vis de l'église de S. Leonart, entre maison, heraux et jardin qui autresfois furent à Jeh. Lemoine et sa f^e, Jeh. Pineau et Raoulette sa f^e, d'un cousté, et une

allée et chemin comme l'on va de lad. eglise de S. Leonart à monter sur la muraille de la ville, ferans par le derrière à lad. muraille, une allée entre deux, et par le devant à la rue et pavé qui conduit des Changes de Nantes au Port-Communeau; à Guillemette du Vaurichart, d^{le}, fille de Guil. du Vaurichart et de Bertranne de Cahideu de la par. d'Iffendi, evesché de S. Malo, f^e d'Oliv. Regnard, avoc. sgr^e de Bodeuc, paroissien de Ihéric (H. 299).

1506. dite maison entre maison qui fut à Phelipot Lemoyne d'un costé, et d'autre costé une allée par laquelle on monte de la rue publique au devant du cymetière de S^t Leonard sur la muraille de la ville, cédée aux Cordeliers pour une fondation de sa tante Guillemette du Vaurichart, par Jeh^{re} du Vaurichart, D^{le}, f^e de n. h. Oliv. Deleix, s. et d. du Vaurichart.

1508. Cession par mis. Oliv. Guichard, pr. lic. es droits, s. de la Foresterie, à Pierre Lesné, charp. de « deux vieilles maisons sous un fest » bornées par « un chemin ou voye par lequel on va d'un emplacement estant au devant de l'église S. Léonard sur les murs de ceste dite ville, ferant par le derrière auxd. murs, et par le devant à la rue qui conduit des Carmes à l'église de S. Léonard. (DD. 5).

1511. Cession par P. Lesné, charp. et Guillemette Périer sa f^e, à Jac. Guischar, au nom des bourgeois de Nantes « pour establir lieu pour l'exercice du jeu de l'arbalestre en lad. ville, ainsi que de toute encienneté a esté de coustume y estre et avoir, et pour leurs successeurs, » d'une maison et jardin au derrière d'icelle... quelle maison fut par ancien temps à M^e Ol. Guischar et à Guillemette du Vaurichart... entre une maison et jardin qui fut à feu Jeh. Toulaine que à present tient M^e P. Exeno chapelain (20) d'un costé, d'autre costé ung chemin qui conduit du cymetière dud. S. Leonard sur les murailles de la ville, ledit jardin haboutant par le derrière esd. murs et par le devant à la rue et pavé qui conduit de la grande porte des Carmes au Port Communal.

1514. 4 janv. Franchissement par les bourgeois de la ville des 30^e de rente dus à la chap^{ie} fondée à la collégiale « sur maison et jardin à présent nommés l'Abalesterie sise vis-à-vis de l'église de S^t Leonard. » (CC. 377).

Lors de la vente de l'Arbalèterie, le s. Julien Leroux acquit la partie de cette tenue qui n'entra pas dans la rue du Muséum et qui fait l'angle de la place S^t Léonard en face du jardin de la mairie. Cet immeuble a porté les nos 53 et 49. Il eut pour propriétaires 1788, Jul. Leroux. 1817, Ant. Cruey, 1836, v^e L^{is} Cruey. 1846, Cruey.

XXIV. — RETRAITE DES FEMMES. — ECOLE PRIMAIRE SUPÉRIEURE

I. — RETRAITE DES FEMMES.

La maison de retraite des femmes, ou, comme on l'appelait simplement, la *Retraite des femmes*, était située près de l'Arbalèterie entre la rue Saint-Léonard et les murs de la ville. Le terrain qu'elle occupait est aujourd'hui limité par les rues Saint-Léonard, Petite rue du Marais, d'Erdre et du Muséum. La porte d'entrée se trouvait sur la rue Saint-Léonard, vers la Petite rue du Marais.

Cette maison doit son origine aux PP. Jésuites, ainsi que la *Retraite des hommes*, située rue du Moulin. Cette dernière fut fondée en 1707 : quant à la Retraite des femmes, nous ignorons la date exacte de sa fondation.

Les archives de la maison ayant été dispersées à la suite de sa fermeture, en 1762, nous n'avons, pour ses commencements, que les vagues renseignements renfermés dans l'inventaire qui en fut alors dressé. Or, dans cet inventaire, figurent « un livre in-f° relié en parchemin, intitulé : *Livre des comptes de la retraite des femmes commencé en 1689 et continué jusqu'en 1698* ; un livre in-f°, relié en veau intitulé : *Les dames qui se sont mis de l'Association de l'amour de N.-S. à la Retraite des Dames, commencé à la Toussaint 1699 jusqu'en 1733* (1). »

L'établissement fonctionnait donc en 1689. Il n'avait alors que quelques années d'existence. La Retraite des femmes rem-

(1) Le même inventaire mentionne les comptes de 1698 à 1701, de 1701 à 1735 ; les noms des personnes qui ont fait la retraite de 1743 à 1752, etc. Il se trouve aux *Arch. départ.* au dépôt de l'Oratoire, parmi les titres non catalogués. Nous remercions M. L. Maître, d'avoir bien voulu nous signaler l'existence de ce dossier où nous avons trouvé quelques détails pour compléter cet article.

plaçait, entre autres maisons, la maison dite des *Cent-Suisses*, que nous faisons figurer sous le N° 16 de la rue Saint-Léonard, côté d'occident. Elle devait au recteur de Saint-Léonard 30^s par an « à raison de lad. maison des Cent-Suisses qu'elle occupe, et la supérieure a toujours payé exactement (1). » Or, en 1678, « le logis appelé les Cent-Suisses, divisé en deux logis, une allée entre deux, avec des jeux de boules par derrière, appartenait à Michel Ménardeau, s. de Maubreuil. »

La perte des archives de l'établissement nous empêche d'en reconstituer l'histoire pendant les premières années du XVIII^e siècle. Il nous faut arriver en 1733, pour constater des succès qui en nécessitent l'accroissement. Les PP. Jésuites s'adressent alors à la Ville qui était loin de leur être défavorable, comme le prouve cette délibération municipale du 9 décembre 1733.

Veu au Bureau la requête des PP. Jésuites de cette ville contenant que la maison de Retraite des Femmes est resserrée dans des bornes si étroites qu'il leur est impossible d'y loger avec décence les personnes qui s'y retirent pour y faire leurs exercices de piété, la plupart de celles qui s'y rendent, se trouvant souvent très incommodées et plusieurs par là rebutées d'y venir, faute d'être logées comme elles le souhaiteroient, que pour y remédier, ils souhaiteroient l'agrément du Bureau à l'effet de prendre des mesures pour donner à cet édifice les commodités convenables, en acquérant deux ou trois petites maisons caducques qui joignent celle de lad. Retraite, et en y faisant quelques nouveaux batiments qui la puissent rendre plus commode... le procès-verbal fait le 7 de ce mois, par lequel il est justifié que la maison de lad. Retraite et celles que les PP. Jésuites entendent y comprendre à l'avenir, si la faculté leur en est accordée, ont 158 pieds de façade sur le pavé de la rüe de S. Léonard, et 172 pieds ou environ de profondeur, depuis led. pavé jusqu'au mur de ville, à l'exception toutes fois de la maison occupée par le nommé la Pierre (*sic*) Lardier, dont la profondeur n'est que de 80 pieds ou environ, à cause d'un jardin de bénéfice qui se trouve entre lad. maison et l'allée servant de jardin à lad. Retraite, et

(1) *Invent des Arch. Commun.* GG 161, p. 319.

qu'au surplus les 3 petites maisons que les PP. Jésuites ont dessein d'acquérir sont en mauvais état et dans une ruyne si prochaine qu'on les peut regarder comme inutiles, et qu'il n'y a que le fonds qui puisse servir à de nouveaux bastiments.

Le Bureau ayant égard au tout accorde auxd. PP. Jésuites la liberté de faire les acquisitions des trois maisons en question parce que, sur les 158 pieds de face et 172 pieds de profondeur qu'elles contiennent, y compris la largeur et profondeur de la maison de Retraite, il en sera pris par preference 140 pieds de face et 32 pieds de profondeur pour, sur cet espace, y estre construit des maisons, pour le logement des habitants de la ville, composées de boutiques, arrières-boutiques... le surplus dud. terrain... demeurant pour la construction et élargissement de lad. maison de Retraite dont le portail ou principale entrée, sera seulement laissé dans les 18 pieds de face sur led. pavé.

Au cas que, dans la suite, lesd. batiments viennent à ne plus servir à lad. Retraite, les PP. Jésuites seront tenus de les affermer seulement pour le logement desd. habitants (1).

Le 22 mai 1734, les RR. PP. Briand Fenice, supérieur des Jésuites de Nantes et Gabriel-Urbain de Fresnay, procureur de leur maison, donnèrent leur consentement aux conditions de la Ville. Le traité fut approuvé le 20 février 1734 à Rome, par le R. P. Franc. Retz, Supérieur Général de la Compagnie.

La délibération municipale du 9 décembre fut approuvée au « Conseil d'Etat, tenu à Versailles le 13 mars 1734 », et l'arrêt du Conseil d'Etat enregistré au greffe de l'Hôtel-de-Ville le mercredi 28 avril 1734 (2).

La première pierre de la chapelle de cet établissement fut bénite avec beaucoup de solennité le 4 mars 1738 par Mg^r de Sanzay (3). L'architecture du monument devait être remarquable. Dans un projet relatif au plan Cacault, il avait d'abord été question de reproduire en bordure, pour l'orner, les principaux monuments de Nantes. La *Retraite des femmes* figure au nombre des monuments désignés pour être ainsi repro-

(1) *Arch. commun.*, BB 81, f. 84; approbation des supérieurs, f. 172.

(2) *Arch. départ.*, C 69. *Arch. commun.*, BB 81.

(3) *Trav.*, III, 487.

duits (1). En 1792, Guimar écrivait cependant que « le bâtiment était assez simple quoique vaste » ; mais ces paroles peuvent s'appliquer au reste de l'établissement.

Après la construction de la chapelle, on passa à la reconstruction de maisons nouvellement acquises. La Ville profita de cette reconstruction pour rectifier l'alignement de la rue Saint-Léonard.

En 1751, le Bureau de ville donna aux Jésuites une nouvelle preuve de ses bons sentiments. La Retraite des femmes était séparée de l'Erdre par le mur de ville. Les Pères demandèrent l'autorisation d'y ouvrir une porte de 8 à 10 pieds de large. Le Bureau le leur permit le 16 juin, à condition qu'ils n'ouvriraient pas cette porte dans la nuit, et qu'ils la boucheraient quand ils en seraient requis. L'engagement fut signé par les PP. J.-B. Charles de Dessus-le-Pont, supérieur des Jésuites, François de la Marche, directeur et procureur spécial de la Retraite des femmes, et Pierre Leroy, procureur (2).

La conduite de la maison était confiée, sous la haute direction des PP. Jésuites, à des dames dites *Dames de la Retraite* (3). C'est sous cette qualification que leur établissement figure dans les rôles de capitation qui les taxent à 10 l. (4).

Ces dames semblent avoir appartenu à la communauté des Dames de la Retraite de Vannes, fondée en 1644 par Mad^{le} de Francheville et le P. Huby. Retirées dans leur maison de Nantes, elles y apportaient leur mobilier, pour leur usage et celui des retraitantes, et consacraient leur fortune à l'amélioration de l'établissement dans lequel elles voulaient vivre et mourir. C'est ainsi que la Retraite des femmes dont le fonds avait été acquis par les PP. Jésuites avait fini par devenir leur propriété.

(1) *Inventaire des Arch. commun.*, DD 246.

(2) *Archiv. commun.*, BB 92, 32, 59.

(3) Une de leurs supérieures, D^{le} Marie-Anne Rouaud, fille de m^{re} René Rouaud, chev. s. de Trezuel, et de D^{re} Marg. Maudet, fut inhumée à Saint-Léonard le 18 avril 1740. (*Arch. commun.* Invent. GG 163).

(4) *Arch. commun.*, CC 454, capitation de 1731.

Les retraites à l'organisation desquelles ces dames se dévouaient, avaient lieu plusieurs fois par an. Voici l'annonce insérée à leur sujet dans l'*Ordo* diocésain de 1761.

Jours que les femmes entrèrent en retraite dans la ville de Nantes, rue Saint-Léonard, l'an 1761.

1^o Le mardi devant le mardi-gras, pour en sortir le mercredi des Cendres. 2^o Le second mardi de Carême. 3^o Le vendredi de la Passion. 4^o Le troisième mardi d'après Pâques. 5^o Le vendredi avant la Pentecôte. 6^o Le 24 juin, fête de s. Jean-Baptiste. 7^o Le 10 août, jour de s. Laurent. 8^o Le premier septembre, pour les sœurs des différents Tiers-Ordres et autres personnes qui font profession particulière de piété dans les villes et dans les campagnes. 9^o Le 31 octobre, veille de la Toussaint. 10^o le 20 décembre, veille de s. Thomas.

Cette annonce fut une des dernières insérées dans l'*Ordo*. L'arrêt porté par le Parlement de Bretagne en 1761, contre les Jésuites fut fatal à toutes les œuvres dont ils avaient la direction.

L'arrêt du Parlement fut d'abord exécuté contre les Jésuites qui demeuraient à leur résidence de l'hôtel de Briord. Cette première exécution faite, on procéda à celle de la maison de la Retraite des femmes.

Le 7 mai 1762, le juge en compagnie du procureur du roi, du greffier et des deux huissiers, se transporta à cette maison. Il y furent reçus par d^{le} Charlotte Marvilleau de Montpensier, qui leur déclara qu'elle ne leur en permettait l'entrée que pour obéir à la justice, qu'elle ne pouvait les laisser entrer plus avant dans l'intérieur de la maison, sans en donner avis aux demoiselles du Dresnay, de Saint-Pern, de Saint-Mallon, de la Villehuë et Maré ses compagnes.

En présence du juge, ces dames déclarèrent « qu'elles ne croyaient pas être comprises dans l'arrêt de la cour pour lequel elles ont tout le respect qui lui est dû, qu'il leur paroît probable que les PP. Jésuites n'ont rien à prétendre à la maison de la Retraite des femmes... qu'elles déclarent s'opposer à tout inventaire et séquestre des meubles et effets

qui sont dans cette maison, pour leur appartenir entièrement, ayant des droits par ailleurs considérables sur les biens de lad. maison ; réservant, en protestant, de se pourvoir au Parlement pour en avoir pleine et entière mainlevée au cas qu'il soit passé outre à leur opposition ; déclarent en outre que tous les meubles et effets mobiliers leur appartiennent tant parce qu'elles en ont la propriété pour la plus grande partie, que parce que tout le surplus a été acheté de leurs deniers ; ceux qui étaient dans la maison, ou n'existant plus, ou étant trop usés pour les dédommager de l'argent qu'elles ont employé à acquitter les dettes de lad. maison.

Déclarent lesd. demoiselles ne s'estre engagés par aucun vœux ni liens, mais simplement des personnes séculières qui se sont librement réunies pour concourir à une bonne œuvre, n'ayant renoncé à aucun exercice de leurs droits suivant les lois (1). »

Les gens du roi revinrent le soir, tant ils étaient pressés d'en finir. Les Dames de la Retraite déclarèrent « qu'elles n'ont point eu le temps depuis ce matin de faire aucun examen de leurs papiers, et que, par respect pour l'arrêt de la cour, elles ne refusent point de nous faire voir ce qu'elles peuvent en avoir, dont elles demandent à rester saisies, ainsi que de tous les effets et meubles qui pourront estre annotés comme leur appartenant : qu'il y a plus de soixante-douze ans de l'établissement de cette maison, la plus ancienne d'entre elles n'étant venue à Nantes qu'en 1740, elles ne peuvent avoir aucune connaissance de l'origine de la bonne œuvre, n'en ayant jamais vu les titres ; toutes, de concert, s'étant chargées librement et volontairement d'une partie du temporel et du bon ordre de la maison. »

Comme on ne pouvait s'emparer légalement de l'immeuble qu'autant qu'il appartenait aux Jésuites, on cherchait à établir leurs titres de propriété. On n'en avait trouvé aucun dans

(1) Voici leurs prénoms : de^{le} Augustine du Dresnay, Anne-Marie-Gabrielle de S.-Malon, Louise Forestier de la Ville-Huë, Anne-Vict. Maré.

leur résidence de l'Hôtel de Briord. Tout en s'avouant propriétaires de cet Hôtel et de la Retraite des hommes qui le joignait, rue du Moulin, les Jésuites de résidence alors à Nantes, avaient déclaré que la Retraite des femmes ne leur appartenait pas ; que le fond en avait été acquis primitivement par un des leurs, que le P. de la Marche, parti depuis en Amérique, y avait employé un capital dont l'établissement servait des rentes viagères à plusieurs personnes, mais que, depuis le départ de ce père, ils ne savaient rien de l'administration temporelle de la maison.

La déclaration des Dames de la Retraite, faite à part, ayant confirmé celles des PP. Jésuites, le procureur du Roi « dit qu'il *paroist douteux*, suivant la déclaration que firent les PP. Buttler, de Catuelan et Le Franc, *que la maison connue sous le nom de Retraite de femmes appartienne à leur Société*, mais que l'on n'en doit pas moins prendre pour constant que cette maison est une dépendance de leur résidence de Nantes, puisque ce sont les Jésuites qui en ont originairement acheté le fonds, et qu'ils en ont acquitté les charges comme les droits... Il requiert que sans avoir égard aux déclarations, protestations, faites par les Demoiselles de la Retraite, cette maison soit, comme appartenant à la société des frères (*sic*) se disant de Jésus, ou à la Retraite des femmes, mise en la main du Roy et de la justice, et que l'on procèdera à l'inventaire. »

Malgré les protestations des Dames de la Retraite, on procéda à l'inventaire des biens et des titres de la maison. On voit dans l'inventaire que l'autel et le tabernacle de la chapelle étaient de marbre noir. Qu'il y avait « une statue de la Vierge argentée, et un grand tableau représentant le cœur de Marie avec différents personnages ». Il semble que ce tableau est le même que celui qui figure ainsi dans un autre inventaire d'estimation : « Un grand tableau en long, en cadre de bois doré, représentant le Saint-Père et les Cardinaux présentant les Dames de la Retraite au Sacré-Cœur de Marie, prisé 1200^l. » Comme pendant à ce tableau on en voyait un autre

« grand, avec grand cadre de bois doré représentant le cœur de Jésus, le Père Eternel, Jésus-Christ et des anges adorateurs, prisé 40^l.

L'inventaire donne aussi le détail de tous les objets mobiliers de chaque chambre. Au premier étage se trouvaient la galerie des saints Anges, avec ses chambres de S. Michel, de S. Gabriel, de S. Raphaël, de S. Séraphin ; la galerie de la sainte Famille, avec ses chambres de S. Joseph, de la S^{te} Famille, etc., la galerie de la sainte Vierge, avec ses chambres de la Présentation, de la Visitation, etc. Le deuxième étage avait sa galerie des Apôtres avec lesquels figurait S. Ignacé. Un autel surmonté d'un tableau de la sainte Vierge ornait le fond des galeries. Près des greniers se trouvaient d'autres chambres dans le quartier appelé la *Thébaïde*. Ce quartier, brûlant en été, devait être préféré des âmes avides des austérités dont le nom de ce désert rappelle le souvenir.

Comme on pouvoit s'y attendre, cette invasion du domicile des Dames de la Retraite était le préliminaire de leur expulsion. On tint, en partie, compte de leurs réclamations relatives aux objets qu'elles avaient apporté de chez elles dans la maison : le reste du mobilier fut vendu à l'encan.

Après la suppression de cet établissement, pour assurer à ses diocésains le bienfait des retraites spirituelles. L'évêque de Nantes résolut de transporter la *Retraite des femmes* à la maison des Dames de Saint-Charles, maison occupée aujourd'hui par le Grand-Séminaire. Le 17 août 1765, il présenta à ce sujet une requête au Bureau de la ville (1). La délibération dont nous donnons un extrait, un peu plus bas, nous apprend incidemment que sa démarche fut couronnée de succès.

Le souvenir des fondateurs de l'établissement de la rue Saint-Léonard pesa si lourdement sur lui qu'il l'empêcha de renaître. Il est des époques où la seule ombre d'un Jésuite

(1) *Arch. commun.* BB 99, p. 22.

est mortelle pour tous les êtres qui s'y sont réfugiés un seul instant.

Mise en vente en 1776, avec la *Retraite des hommes*, et tous les autres biens possédés par les Jésuites dans le diocèse de Nantes, la *Retraite des femmes* fut acquise le 5 juin par la V^e Cherail et revendue par elle 61.000^l à M. l'abbé de Méliant vicaire général.

M. de Méliant voulait rendre cet établissement à l'usage pour lequel il avait été fondé, mais en en confiant la direction à des prêtres séculiers. Le Bureau de ville, appelé à délibérer sur cette affaire, le fit avec des considérations où percent la peur et la haine du Jésuite. Nous ne reproduirons pas des lieux communs sans cesse ressassés contre cet ordre célèbre ; mais comme échantillon des mœurs du temps nous rappellerons quelques réflexions assez curieuses qui montrent que l'Edilité nantaise d'alors ne dédaignait pas de s'occuper des intérêts spirituels de ses administrés.

Nous les empruntons au procès-verbal de la délibération municipale du 27 décembre 1777.

M. le maire a rappelé qu'il avait présenté à l'assemblée des lettres patentes obtenues par M. de Melient vicaire général et chanoine de l'église Collégiale de Nantes, au mois de mai dernier, pour le rétablissement des retraites spirituelles de l'un et de l'autre sexe, de la ville et du diocèse de Nantes dans la maison située rue et paroisse de Saint-Léonard, employée ci-devant à cet usage pour les femmes : qu'à ces lettres étaient joints une requête tendant à leur enregistrement au Parlement de cette province, un arrêt de cette cour, du 9 de ce mois qui ordonne que ladite requête et pièces y attachées, seront communiquées à la Communauté : et enfin le contrat d'acquêt de cette maison en date du 22 février dernier. Après lecture de ces pièces, il parut à plusieurs de messieurs que cette affaire méritait les plus mûres réflexions que le rétablissement des retraites se présentait, sans doute, *sous de plus heureux auspices que les anciennes*, mais qu'il était du devoir des officiers municipaux de balancer les avantages et les inconvénients qui pouvoient en résulter pour leurs compatriotes, et de répondre par là à la confiance que la cour veut bien leur témoigner ; qu'ayant plusieurs fois agité cette

matière, après avoir, chacun de son particulier, rassemblé les avis des personnes sages et pieuses de tous les ordres, toutes les pièces avaient été remises au procureur du roi syndic, pour donner ses conclusions, il avait été convenu qu'on s'assemblerait pour délibérer sur ce sujet. »

Puis, après avoir énuméré quelques inconvénients que leur semblaient présenter les retraites, « à la vérité ajoutaient-ils, ces retraites seront en meilleures mains qu'en celle de ci-devant soi-disant jésuites » mais on ne devait pas moins s'opposer à leur rétablissement.

« C'est encore, reprenaient-ils, un inconvénient que l'éloignement des offices de la paroisse où, dans l'égalité primitive, au milieu de ses frères, on s'unit à eux en s'unissant à la divinité : on apprend mieux à les aimer que dans la solitude, où, sous les yeux des parents, la famille reçoit des instructions d'un pasteur dans lequel elle a confiance, et qui connaît mieux ses besoins spirituels que des ministres qui ne l'ont jamais vue. On a vu d'ailleurs, plus d'une fois des libertins et des yvrognes venir de la campagne, se mettre en retraite, braver ensuite leurs pasteurs et continuer, sous leurs yeux de vivre dans le désordre. L'établissement des curés est admirable, un grand moraliste les appelle avec raison, les *officiers de la morale*, rien ne doit contribuer à diminuer le respect de cette sainte institution. Ils peuvent conseiller ou ordonner, comme plusieurs le font, des retraites domestiques, pendant un temps convenable ; elles seront plus édifiantes pour les familles et plus utiles en augmentant la vigilance des chefs.

L'habitude des retraites s'est conservée : les hommes vont chez les Récollets et chez les Capucins, les femmes vont à Saint-Charles. Là ils ont pour principale instruction l'exemple de la piété, plus persuasive que les discours. Il n'est donc pas nécessaire de renouveler l'établissement demandé...

Pour toutes ces considérations, les officiers municipaux ne sont pas d'avis que cet établissement soit autorisé. (1)

La délibération municipale tournait en concile : mais les raisons de nos nouveaux pères de l'Église ne semblent pas avoir exercé une grande influence sur ceux qui trouvent que la retraite a ses utilités et ses charmes.

(1) *Arch. commun.* BB 105. Cf. Verger, *Archives curieuses*, III, 286.

Tircis, il faut penser à faire sa retraite.
La course de nos jours est plus qu'à demi faite :
L'âge insensiblement nous conduit à la mort.
Nous avons assez vu, sur la mer de ce monde.
Errer, au gré des flots, notre nef vagabonde,
Il est temps de songer à cingler vers le port.

M. l'abbé de Mélient resta propriétaire de la Retraite des femmes jusqu'à la Révolution qui le déporta et lui prit ses biens. L'établissement fut vendu en deux lots divisés par une ligne parallèle aux rues Saint-Léonard et d'Erdre. Le premier lot bordait la rue Saint-Léonard depuis l'ancien terrain de la Butte acquis par le s. Julien Leroux, à l'angle de la rue du Muséum et de la rue Saint-Léonard, jusqu'à la Petite rue du Marais. Il comprenait 10,140 pieds estimés 47,500 l.

Le second lot bordait la rue d'Erdre depuis l'immeuble Silvain qui faisait de ce côté l'angle de la rue du Muséum jusqu'à la Petite rue du Marais. C'est dans cette partie que se trouvait la chapelle, vers l'angle des rues d'Erdre et du Muséum. Le lot comprenait 19,048 pieds estimés 62,500 l. Les deux lots furent vendus le 26 nivôse III, l'un 62.000 l. l'autre 68,080 (1).

II. — ÉCOLE PRIMAIRE SUPÉRIEURE.

La Retraite des femmes continua de porter ce nom pendant toute la première moitié du XIX^e siècle. L'église de l'établissement existait encore en 1816, et devint alors une fonderie de cloches.

Une partie des autres bâtiments servit en 1829 à l'installation de la chapellerie du s. Thomasset; une autre à l'installation d'une fabrique de liqueurs ou distillerie.

En 1833, la Retraite des femmes sembla appelée à des des-

(1) *Arch. Départ.*, Q 3723, procès-verbal et plan de l'immeuble. La maison de la Retraite figure avec sa chapelle sur un plan curieux des Archives département., dont on peut voir une photographie au Musée d'Archéologie et une copie à la Bibliothèque municipale. Nous avons encore le regret de rajeunir ce plan que l'on a cru plus ancien, comme nous en avons déjà rajeuni un autre. Il ne peut remonter plus haut que 1738, puisque la première pierre de la chapelle ne fut bénite que cette année.

tinées plus hautes, et devint le berceau de *l'Ecole Primaire supérieure* nommée un peu plus tard *Ecole communale supérieure* et depuis *Ecole professionnelle municipale*.

Cette école fut fondée à Nantes à la suite d'une délibération municipale du 3 septembre 1833.

Le choix du local où l'on devait installer la nouvelle école et la nomination de son personnel préoccupèrent ensuite les administrateurs, dans la délibération du 6 janvier 1834.

Les ressources de la Ville ne permettaient pas de songer à la construction d'un édifice spécial pour l'installation de l'Ecole. On choisit donc, à cet effet, la Retraite des femmes, voisine de la Mairie et du Muséum d'histoire naturelle. L'administration en passa le bail avec le sieur Durand (1), le 25 juillet 1834 pour 2.200 fr. L'adjudication des travaux de maçonnerie, plomberie, menuiserie, etc., nécessités pour la transformation de ce local eut lieu le 23 septembre sur un devis de 3.390 fr. Le premier concours pour les 25 places gratuites, se fit à l'Hôtel-de-Ville le 28 octobre. Le 27 du même mois une délibération municipale avait fixé l'installation de l'Ecole au dimanche prochain.

Quelques esprits avaient d'abord craint que l'établissement de cette Ecole ne fit du tort au Lycée. Mais l'objet de l'enseignement de chaque institution était loin de se ressembler, et s'adressait à des classes différentes de la société. La nouvelle Ecole obtint à des débuts un succès considérable. Une délibération municipale rappelle que « cette Ecole a immédiatement justifié les espérances qu'on en avait conçues, que le local actuel est insuffisant pour recevoir tous les élèves qui se présentent, qu'il y a, faute d'espace, nécessité d'en refuser, que ceux admis y sont à la gêne, que le laboratoire de chimie est beaucoup trop petit, la salle de dessin beaucoup trop réservée pour les exigences du dessin des machines, l'atelier pratique impossible à établir... qu'au surplus ce local... est

(1) La maison Durand donnait sur la rue Saint-Léonard, numéro 49. et sur la rue du Muséum, numéros 3 et 5.

Marais

Plan dressé par Ceineray
pour le percement de la Petite-Rue du Marais
14 Février 1758.
Arch. départ.

C

D

Rivière d'Erdre

5 10 toises

F

Tour E

Mur de Ville

Jardin de la Retraite

Mur de Ville

Rue à percer

Maison de M. Secretain

Puits

Petite Cour

Rue Saint - Léonard

Plan pour l'intelligence de l'alignement de la rue à percer en face de l'Hôtel de ville, pour communiquer de la rue des Carmes à la rivière d'Erdre. Sedit plan désigne aussi le terrain que les Dames de la Retraite cèdent à la Communauté de ville et celui que lad. communauté leur donne en échange. L'alignement de la rue du côté du nord passe à 14 pieds de l'angle A de la maison des Héritiers du S^r Renaud, boulanger, et va se terminer au point B au milieu de la croisée du pavillon ou manoir appartenant au S^r Casselais. Entre ces deux points, il y a deux piquets C et D plantés dans les marais lesquels sont aussi dans led. alignement. La ligne E F. désigne le prolongement de la façade de la maison du S^r Laurent, M^e de bas, faisant le coin de la rue des Murs. La partie marquée // (jaune) représente le terrain que les Dames de la Retraite cèdent à la communauté de ville, et la partie marquée // (bleu) celui que la dite communauté donne en échange.

mal approprié aux besoins d'une Ecole nombreuse et offre pour la surveillance des élèves de très graves inconvénients. »

Forcé de chercher un autre local pour cette institution, on songea à la placer dans les dépendances de la mairie. (1) Mais tous les projets présentés à ce sujet échouèrent. En 1840 l'École primaire supérieure alla occuper les locaux laissés vacants par l'École normale des Bois-des-Coulées. Elle les a quittés et se trouve aujourd'hui avenue de Launay, n° 11.

XXV. — PETITE RUE DU MARAIS

De la rue Saint-Léonard au quai Duquesne.

*1791-1809 VIII^e section ;
depuis 1809, III^e arrondissement.*

A la place de cette rue, en face de l'Hôtel-de-Ville dont il tournait la façade vers la rue Saint-Léonard, de Vigny avait conçu le projet d'une place qui se serait terminée en hémicycle sur le bord de l'Erdre. De cette place se détachait, par le côté, une rue qui franchissait l'Erdre sur un pont, et aboutissait à la place de Bretagne.

Cette place figure sur son plan, et le dessein en est incidemment indiqué dans l'article 8 de son projet, dont l'objet principal est la rue qui va du Port-Communeau à la place du Change : « ladite rue, dit-il, passant au travers d'une nouvelle place formée devant l'Hôtel-de-Ville, du côté de la rivière de l'Erdre ».

Le Bureau de Ville, tout en approuvant l'article 8 dans son ensemble, fit une restriction relativement à cette partie du projet. Ses observations montrent qu'il tenait à conserver la façade de l'Hôtel-de-Ville dans sa direction actuelle, et qu'il avait la plus haute idée de cet hôtel achevé sur ce plan.

(1) Un membre du Conseil proposa même le 2 nov. 1836 de déplacer la mairie pour la remplacer par l'Ecole et de construire une nouvelle mairie à la place du Palais de justice qu'on transférerait ailleurs. *Arch. comm.*, Délibér.

La suppression de cette place paraît avoir été plus particulièrement sensible à ceux qui en avaient proposé ou favorisé le projet. Leur réponse aux observations précédentes laisse percer leur mécontentement. Dans leur opinion c'était évidemment « leur plus bel endroit ».

Ces observations ne modifièrent en rien l'opinion du Bureau, et la place projetée resta en plan.

Le rejet de l'article 8 entraîna fatalement celui de l'article 9 ainsi conçu :

« De cette place, une chaussée avec deux arches sur la rivière d'Erdre pour arriver à la place de Bretagne ». Le Bureau de la ville avait pourtant appuyé cet article de l'observation suivante : « Cette chaussée qui communiquera sur deux places rapprochera le fauxbourg Saint-Similien de la ville, et donnera lieu dans la suite à y faire des établissements ».

Mais, à la réflexion, on jugea que cette chaussée « ne produirait pas un effet agréable et serait d'une grande dépense » : on décida de la remplacer par un pont sur l'Erdre dans l'axe de la rue du Cheval-Blanc, projet qui eut alors son commencement d'exécution.

La petite rue des Marais fut ouverte en 1782. De formation récente reçut le 18 novembre 1791 le nom de rue *Boffrand*. Elle figure avec ce nom de 1793 à 1816 dans les *Etrennes Nantaises* qui ajoutent qu'elle s'appelait précédemment rue du *Marais* : le plan de Nantes de l'an III lui donne le même nom orthographié *Beaufrand*. Un arrêté municipal du 6 août 1816 lui donna son nom actuel de *Petite Rue du Marais*.

Le nom de Boffrand rappelait le souvenir de Germain Boffrand, l'illustre architecte nantais qui a embelli Paris et d'autres villes de tant de monuments remarquables.

Germain Boffrand naquit à Nantes dans la paroisse de Saint-Léonard le 7 mai 1667, et mourut à Paris le 18 mars 1754. Il était fils de Jean Boffrand, habile sculpteur de notre ville, et de Barbe Quinault sœur du poète trop décrié par Boileau.

Du reste, « Jean Boffrand sculpteur » habitait précisément le quartier qui nous occupe. Sa maison se trouvait vers le n° 11 de la rue de Saint-Léonard.

Le nomenclateur de nos rues nantaises a failli ici avoir la main heureuse. Il a donné le nom de rue Boffrand à la Petite rue du Marais et le nom de Beaurepaire à la rue du Cheval-Blanc. S'il eût interverti cet ordre, et donné à cette dernière le nom de Boffrand, il eût, sans le savoir, conservé le nom du célèbre architecte près de la maison où son père habitait en 1678, et probablement en 1667, année de sa naissance. Mais on ne peut pas toujours tomber juste : heureux encore quand on tombe si près.

Rien, malheureusement, ne rappelle plus à Nantes, le nom de cette gloire nantaise. Des médiocrités étrangères, comme si nous n'avions pas assez de nos médiocrités locales, ont cependant, sans que l'on voie bien pourquoi, donné leur nom à quelques-unes de nos rues. Pourquoi ne pas redonner à une rue du quartier de Saint-Léonard le nom de Germain Boffrand ?

Il y avait à se croiser, dans ce quartier deux rues dont les noms se ressemblaient assez pour donner naissance à des erreurs d'adresse : la *rue du Marais* et la *Petite rue du Marais*, sans compter le *quai du Marais*. Comme une seule de ces voies suffit amplement pour rappeler l'ancien état marécageux d'un lieu où l'on ne voit plus se balancer de roseaux, où l'on n'entend plus croasser de grenouilles, on a commencé par donner le nom de rue d'*Erdre* à la rue du Marais, puis, continuant dans le même sens, on a donné le nom de quai d'*Erdre* au quai du Marais. On est ainsi retombé en partie dans l'inconvénient que l'on voulait éviter. Ne pourrait-on pas redonner le nom de rue Boffrand à l'une des rues du Marais qui l'a porté autrefois ? Quand un architecte peut mettre à son avoir tous les monuments semés un peu partout par le talent de notre compatriote, il mérite bien dans sa ville natale, près de sa maison paternelle, une rue qui conserve son souvenir.

Ce que nous disons de Germain Boffrand, nous l'appliquons également à d'autres artistes nantais du XVII^e : les *Erard*. Jeanne Cremé, veuve de noble homme Charles Erard, vivant peintre ordinaire du Roi habitait en 1639, à sa maison bâtie de neuf, probablement par lui, à la Fosse, et était propriétaire du *Pavillon* en Saint-Nicolas. Les Erard, eux aussi, ont été oubliés dans la distribution des noms à nos rues nantaises. Les rues des grandes villes sont depuis quelque temps beaucoup trop encombrées des noms de personnages politiques, et nos places de leurs statues. Il serait sage de réagir contre cette tendance et de réserver ces marques d'honneur à des hommes d'un véritable talent.

XXVI. — LE JEU DE PAUME DE MOLIERE

Au n^o 19 de la rue Saint-Léonard, sur la façade d'un magasin de droguerie, en cherchant bien, on découvre une petite plaque de marbre noir sur laquelle sont inscrites les lignes suivantes :

« ICI EXISTAIT UN ANCIEN JEU DE
PAUME, (DÉTRUIT EN 1836), DANS
LEQUEL J. B. POQUELIN DE MOLIERE
A JOUÉ LA COMÉDIE EN 1648. »

Septembre 1837.

Cette plaque a été placée en 1837 par les soins de M. Verger, l'auteur des *Archives Curieuses de la ville de Nantes*, avec l'agrément de M. Germain qui faisait reconstruire cette maison et qui se prêta, dit l'auteur des Archives, « avec beaucoup d'obligeance au désir de l'amateur ».

Est-il bien certain que Molière ait joué dans cet endroit ? Puisque nous rencontrons ce jeu de paume sur notre passage, examinons cette question.

Il est d'abord incontestable que la troupe de Dufresne à

laquelle appartenait Molière, a joué à Nantes dans un jeu de paume. C'était dans ces longues galeries qu'ils trouvaient dans toutes les villes importantes, que les comédiens de passage montaient leur théâtre. Pour Nantes, le fait est certifié par le document suivant relevé par M. de la Nicollière sur les registres des délibérations du Bureau de la Ville.

« Du dimanche 17^e jour de may 1649. — Ce jour a esté mandé et faict entrer au Bureau Dufresne, commédien, auquel a esté par messieurs déclaré qu'ils entendent prendre la pièce, qui doit estre demain représentée pour l'hospital de cette ville, ainsy qu'il a esté pratiqué cy-devant aux autres troupes de commédiens; de quoy ledit Dufresne est demeuré d'accord, au moïen de quoy a esté arresté qu'il sera mis ordre à ce que l'argent soit receu à la porte du jeu de paulme, par personnes que l'on y commettra pour cest effet. »

La question est de savoir dans quel jeu de paume notre grand comique a joué devant des Nantais qui ne se doutant nullement de sa future gloire, l'ont laissé passer dans leur ville sans se préoccuper de laisser à la postérité des souvenirs de son passage.

Dans ses *Recherches sur le séjour de Molière dans l'Ouest de la France*, M. Benjamin Fillon a examiné incidemment cette question. « L'inscription commémorative, dit-il en parlant de celle que nous citons plus haut, est assurément très affirmative. Il n'est pas impossible cependant qu'il en soit de cette inscription comme de celle mise au-dessus de la porte d'une maison voisine des Halles de Paris, où l'on disait qu'était né Molière. Des documents sérieux démontrent qu'en la posant là, *on a agi quelque peu à la légère*. Voici, en effet, ce qu'on lit sur les registres de l'Hôtel-de-Ville :

« Assemblée du XXII^e jour de juing 1618 : ... a esté advisé et délibéré, attendu que relevant les terres et faisant ung tallud tout le long du fossé, pour la fortification de la ville, il sera par mesme moyen faict et dressé un jeu de longue paulme dans la douve, entre

(1) Verger, *Arch. Curieuses*, t. I, 258.

la Tour-Chauvin et l'espron, ensemble couvert le tout, qui est de maçonnerie, de façon à ce que ledit jeu soit rendu plus commode pour la recreation et honneste exercice des habitants, comme aux autres bonnes villes, et s'en fera la despense sur les derniers communs et patrimoniaux de ladite ville (1) ».

Ce document dont M. Fillon était redevable, ainsi que de plusieurs autres qu'il cite, à l'obligeance de M. de la Nicollière, prouve qu'il y avait un jeu de longue paume dans la douve des fortifications de la ville, au bas de la Motte-Saint-André.

Ce jeu de paume a laissé assez de souvenirs dans notre histoire. L'abbé Travers parle de son établissement en 1618 (2), et rapporte qu'on y emprisonna, pendant quelques jours, en 1622, des Calvinistes pris à la défaite du prince de Soubise. On y fit une réparation importante en 1632. Enfin, notre auteur le mentionne encore à la date de 1663, et ajoute : « Le peu de cas qu'on en fit les années suivantes le mit bientôt en ruines. »

Un procès-verbal de 1669 nous fait exactement connaître sa situation. Il s'allongeait dans le sens de la douve, le long des remparts qui se dirigeaient, de l'angle formé par la rue Royale et la Place de la Préfecture, vers l'angle formé par cette place et par la rue d'Argentré.

On y accédait par une porte ouverte dans la Tour du Papegault située vers le milieu de cette dernière rue.

« Et de la Cour des Comptes, lisons-nous, dans ce procès-verbal, sommes allés par une porte scituée dans les murs de cestè ville ; l'ouverture de laquelle porte donne dans icelle cour de la Chambre des Comptes et respond dans le jeu de longue paulme que ledit

(1) *Arch. commun.* de Nantes, BB 29. B. Fillon, *opere citato*.

(2) « Le Bureau arrêta le 22 juin qu'il serait fait et dressé un jeu de longue paume, dans les douves de la ville, où il y en avait eu autrefois, c'est-à-dire entre la Grosse Tour du Papegault et l'Eperon, vis-à-vis le couvent des Cordeliers. Le marché de la charpente du toit fut conclu le 23 septembre. » *Trav.*, III, 222, Cf. 239, 283, 378.

Chupeau nous a dit avoir esté autrefois la douve des arquebusiers, par laquelle ayant passé, sommes allés sur une butte que ledit Chupeau nous a dit s'appeller la Motte-Saint-André (1). »

Voilà donc un jeu de paume qui servit incontestablement aux Nantais de 1618 à 1669. Molière ayant séjourné à Nantes, d'après des documents relevés par M. de la Nicollière et cités par M. B. Fillon, du 23 avril au 18 mai 1648, a pu y paraître ; et si l'on remarque que c'était là le jeu de paume de la ville, on verra dans cette circonstance une raison de plus à l'appui de la thèse qui semble sourire à M. Fillon.

Mais les jeux de paume étaient autrefois communs à Nantes. Avec celui de la Motte Saint-André, on en voyait un autre sur la Motte Saint-Pierre. L'intérieur de la ville, outre celui de la rue Saint-Léonard, avait celui de la *Basse rue du Château*. Saint-Nicolas en comptait un près du cimetière de l'Hôpital, sur la venelle qui conduisait de Sainte-Catherine à la porte de l'église. En dehors des murs, la même paroisse en avait sans compter : les jeux de paume du *Pied* ou du *Puits d'Argent*, du *Chapeau-Rouge*, de la *Héronnière*, dans les rues de ces noms ; et d'autres encore sur la Fosse et dans les rues du Bignon-Letard, aujourd'hui rue Rubens, sans parler de ceux que l'on trouvait sur d'autres points des faubourgs.

De ces jeux de paume, lequel a vu parader la troupe de Molière ? En procédant par élimination nous commençons par exclure de toute prétention à ce titre, tous ceux qui se trouvaient en dehors de la paroisse de Saint-Léonard. Bien que le jeu de paume du Chapeau-Rouge ait souvent servi à des comédiens ambulants, un fait semble prouver que la troupe dont Molière faisait partie, résida sur cette paroisse. C'est l'acte de baptême souvent publié (2), où paraissent les signatures de

(1) *Arch. départ.*, H 356, p. 373.

(2) Dans toutes les publications que nous en connaissons, il s'est glissé une erreur de lecture à propos du nom d'un de ses principaux signataires. On a lu et imprimé *Boin* à la place de *Boju*. Il s'agit ici de Louis Boju, chev. s. de la Menolière et de la Joue, fils de Ren^e. En 1648, il demeurait en Saint-

plusieurs membres de cette troupe. Son insertion à la date du 18 mai 1648 dans les registres de Saint-Léonard, fait supposer que nos comédiens logeaient sur cette paroisse, probablement à proximité du jeu de paume où ils jouaient.

Or si le jeu de paume de la Motte Saint-André était sur le territoire de Saint-Léonard, celui de la rue des Carmes y était également. Ce jeu le paume existait certainement au temps où Molière passa à Nantes.

En 1678, l'immeuble dont il faisait partie « ainsi qu'il est basti et construit, avec ses galeries, veues et ouvertures et entrée en icelluy, couvert d'ardoise », s'étendait depuis la rue jusqu'à la muraille de la ville, près d'Erdre. Un document lui donne 36 pieds de façade sur 90 de profondeur; un autre 60 de façade sur 103 de profondeur : différence qui résulte peut-être de ce que ce dernier document comprend, outre l'immeuble principal, des dépendances situées par derrière ou à côté.

Acquis en 1643, d'avec Lucretse d'Achon, veuve de Jean de la Fuye, s^r de la Nantaiserie, et éc. Michel Le Lou, s^r de Beau-lieu, son gendre, par Jean Lamy et Louise Fouché, sa femme, il appartenait en 1671 à François Lamy, épouse d'Anne Caillaud, maître paumier, possesseur du jeu de paume de la Perdrix, au Bignon Letard, et à son frère, mis. Michel Lamy, prêtre, enfants des acquéreurs.

Son existence remontait plus haut encore. En 1586, n. g. Jacques Rousseau et Nycolle Moreau, s. et d^e de la Galopinière en Carquefou, fondaient, aux Carmes, en la chapelle de Sainte-Mérance une messe le vendredi, avec assignation de 25^l sur la maison *du jeu de Paume* situé dans la rue Saint-Léonard (1) : rente qui fut payée aux Carmes jusqu'à la Révolution.

Léonard. Il était « conseiller du Roi en ses conseils, président en son Parlement de Bretagne en la Cour, et siège présidial de Nantes » Nous signalons cette erreur à l'attention des *Moliéristes*, afin que lorsqu'ils auront désormais l'occasion de publier cet acte, ils s'abstiennent de la reproduire.

(1) *Arch. départ.*, H 225.

Notre jeu de paume, avait été vendu à Jean de la Fuye, procureur au Présidial, le 3 mars 1609, par Jan, Julien, Françoise, Louise, Espérance, Isabel et Antoinette les Rous-seaux, enfants de Jacques et de Nicolle Moreau. Possédé pendant plus d'un siècle par la famille Lamy, il fut vendu le 11 août 1752 (1) par d^{les} Marg. et Fr^{se} Lamy, filles de Mathurin, au s^r Guill. Degasne, m^e paumier, époux de de d^{le} Emilie Christoffe. De Jean-Baptiste Degasne qui le possédait en 1770, il passa à Antoine Soret, qui songea un instant à le faire traverser par une rue, comme nous le rapportons dans l'article sur la rue Saint-Léonard.

Le 2 frimaire an II (22 novembre 1793), Antoine Soret, ancien boulanger, le mit à la disposition de la municipalité pour y loger les chevaux des troupes alors nombreuses à Nantes. Il servit d'écurie jusqu'au 6 ventôse an III. A cette date, le s^r Soret pria la municipalité de retirer les mangeoires et les rateliers qui encombraient son local et d'y faire les réparations nécessitées par le séjour que les chevaux y avaient fait.

Reconstruit en 1837, époque où M. Verger faisait mettre la plaque qui rappelle que Molière a passé à Nantes, il sert depuis longtemps de droguerie : il était occupé, il y a plus de cinquante ans, par M. Grellier qui s'unit à la mère de Lucipia, l'un des Nantais qui se sont fait à Paris une célébrité plus ou moins enviable, un des heureux communards à qui malheur a toujours été bon à quelque chose.

Dans son existence où nous le trouvons en activité de service de 1586 à 1793, le jeu de paume de la rue Saint-Léonard a donc pu recevoir, en 1648, Molière et la troupe du comédien Dufresne.

L'étude des documents nous a permis de trancher un premier point sur lequel l'architecture du vieux jeu de paume n'avait pas permis à M. Fillon de se prononcer.

(1) Le s^r Pironneau, ép. de Fr^{se} Garreau, en possédait la moitié.

« La vue, écrivait-il, du jeu de paume de la rue Saint-Léonard, gravée par Hawke, qui orne l'*Histoire de Nantes* de M. Guépin, eût pu fournir une indication précise en l'un ou l'autre sens : mais on ne saurait y attacher une grande importance, non plus qu'à toutes celles de cet artiste, uniquement préoccupé de l'effet pittoresque. Sa gravure ne permet pas de reconnaître, si le bâtiment représenté était au moins de la première moitié du XVII^e siècle, condition indispensable pour avoir abrité Molière ».

Notre vieux jeu de paume datant au moins du XVI^e siècle a donc pu ouvrir ses portes au grand comique français.

Les lui a-t-il ouvertes réellement ? Ici la question se déplace et passe sur un terrain où les documents nous manquent pour la traiter.

« Il est à croire, lisons-nous dans l'Annuaire du Commerce de Nantes, que ce ne fut point dans le jeu de paume de la rue Saint-Léonard que Molière se fit applaudir à Nantes. Cet édifice appartenait à un particulier, tandis que l'éminent comédien, de même que la plupart des troupes nomades de l'époque, se servit du jeu de paume de la ville, situé vers le Port-Communeau ».

Dans son *Inventaire des Archives Communales*, M. de la Nicollière affirme également que le jeu de paume illustré par Molière « est le jeu de paume de la ville et non celui des Carmes sur la façade duquel est une plaque commémorative placée par erreur. »

Nous n'avons pas les moyens de rechercher si d'autres troupes nomades de comédiens se servirent du jeu de paume de la ville ; mais il est certain qu'elles ne s'en servaient pas toutes. Beaucoup se servirent de la salle du Chapeau Rouge. Quatre ans seulement après le passage de Molière à Nantes, nous trouvons précisément le jeu de paume de la rue Saint-Léonard occupé par d'autres comédiens.

Voici, en effet, un fait mentionné dans les registres de la ville.

« Le 14 avril 1652, une troupe de Comédiens ayant fait dresser un théâtre au jeu de *Paulme de la rue des Carmes*, faict afficher des placards aux carrefours et places publiques, sans avoir veu messieurs de ville, au bureau, et faire ce qui se doit pratiquer en la manière accoustumée, iceux mandez de venir audit bureau et leur ayant esté faicte reprimande de la faulte par eulx faicte, en ont fait excuses, et promis qu'a l'advenir, ils n'entreprendroient de monter sur le théâtre sans permission de messieurs du corps de ville. En conséquence, après avoir présenté la liste de leurs pièces, receu la taxe du prix d'icelles et en avoir esté choisi une pour les pauvres de l'hospital de ceste ville, leur a esté, par le bureau, permis de les représenter sans faire scandale. »

En dressant son théâtre dans le jeu de paume de la rue Saint-Léonard, la troupe de comédiens de 1652 suivait-elle d'ancienne traditions ? suivait-elle l'exemple de celle de 1648 ? Ceux qui sont pour le maintien de la plaque apposée au n° 19 de la rue Saint-Léonard l'affirmeront sans doute, et ces différents documents donneront désormais à leur assertion plus de hardiesse, et à leur opinion plus de probabilité.

Pour nous, nous ne pourrions que nous fourvoyer dans une matière qui regarde le théâtre. Ceux qui sont de la partie trouveront un plus vif intérêt à trancher une question qui les touche de plus près. Pour la résumer toute entière, nous dirons que de tous les jeux de paume de la ville de Nantes, deux seuls situés tous les deux sur la paroisse Saint-Léonard peuvent se disputer l'honneur d'avoir vu jouer Molière ; celui de la douve des Arquebusiers et celui de la rue Saint Léonard : ce dernier, plus probablement.

Sur quelle tradition s'appuyait M. Verger quand il fit graver l'inscription que nous avons reproduite plus haut ? nous l'ignorons.

Nous n'aurions pas voulu fixer au n° 19 de la rue Saint-Léonard une plaque de marbre aussi affirmative, mais puisqu'elle y est, et qu'elle peut invoquer pour son maintien une

(1) *Arch. commun.*, BB 42, f. 113.

prescription déjà deux fois trentenaire nous ne croyons pas, non plus, devoir l'en décrocher. D'ailleurs, elle est à une telle hauteur et les caractères en sont désormais si peu lisibles, que, quand le fait qu'elle rappelle serait faux, elle ne peut exercer aucune mauvaise influence sur l'esprit des passants.

Puisque nous parlons du passage de Molière à Nantes, nous sera-t-il permis de protester, sans y mettre plus de passion que la chose n'en mérite, contre l'accaparement que les Parisiens voudraient faire du grand comique Français. Il n'est pas rare, en effet, de voir avancer par des auteurs de littérature que si Molière est si français c'est qu'il est né à Paris. et, sur ce thème, d'aucuns brodent des développements tels que l'on serait tenté de croire qu'il n'est pas possible que l'on devienne un grand homme, quand on a eu le malheur de naître en province. Il y a un peu du Marseillais sous le Parisien.

Pour ne parler que de Molière, on oublie un peu trop sa tournée en province ; elle lui a été plus utile que sa naissance à Paris. Au cours de cette tournée, il a fait des observations dont il a largement profité dans ses pièces. Profond observateur de la nature, il a su démêler dans les travers de l'homme les traits généraux qui font que ses personnages sont de tous les pays et de tous les temps. Mais parmi ces personnages il en est qui se ressentent de leur lieu d'origine. Les paysans que Molière introduit dans ses scènes sont bien de la campagne, quelques-uns mêmes, de notre campagne : ils en ont les expressions, les jurons, le langage. De Nantes, la troupe de Molière se rendit à Fontenay-le-Comte, où elle séjourna quelque temps. Il ne serait pas impossible de trouver dans les œuvres de Molière des traces de ce séjour dans l'ouest de la France. Le patois qu'il prête à quelques-uns de ses paysans sent étrangement le poitevin. Molière aurait pu l'apprendre dans Rabelais : mais passant dans le pays où il fleurissait, il a pu l'étudier aussi sur nature, en prendre la vivacité des tournures, le pittoresque des expressions.

Si chaque province traversée par Molière se livrait à un travail de ce genre, recherchant les emprunts qu'il a pu lui faire, en constatant la richesse de ces emprunts, on en arriverait à conclure que Molière a utilisé à Paris les dépouilles de la province. Ce n'est pas parce qu'il est né à Paris, c'est parce qu'il a fait, en profond observateur, son tour de France, que Molière dans ses pièces et dans son style a été si Français.

XXVII. — LE COLLÈGE SAINT-JEAN

Ce collège donnait d'un côté sur la rue des Carmes et de l'autre sur la rue du Cheval-Blanc.

Il comprenait en 1678 « trois corps de logis composés de leurs salles, cuisines, caves, chambres... bornés, du costé de midi, une venelle qui conduit de la rue des Carmes sur les murailles de l'enclos de la ville de Nantes, de l'autre costé, Franc. Lamy, paumier, par le devant, la rue qui conduit des Carmes à Saint-Léonard ».

La maison, appelée pendant longtemps « maison du collège de Saint-Jean », s'étendait en 1678 depuis la rue jusqu'aux murailles de la ville, et avait 52 pieds de façade sur la rue et 107 jusqu'aux murailles, vers l'Erdre.

D'après Mellinet, qui, ici comme trop souvent, néglige d'indiquer les sources où il puise, le collège Saint-Jean aurait été fondé en 1399.

L'inscription que l'on devait placer en 1656, au collège Saint-Clément, lors de l'union de ces deux collèges, porte pourtant expressément que le collège Saint-Jean avait été fondé par Guillaume de Launay.

Cependant, il est bon de faire remarquer que l'abbé Travers dit que Guillemain de Launay « *annexa* un fonds considérable le 15 juillet 1471 à l'*ancien* collège de Saint-Jean, rue des Carmes (1) ».

(1) *Trav.* III, 358, et II, 147. *Mellinet*, I, 154.

Peut-être y eut-il précédemment, sur un autre point de la ville, un collège de Saint-Jean ; mais celui qui nous occupe a certainement été établi en cet endroit par Guillemain de Launay.

Guillaume de Launay, paroissien de Saint-Saturnin, avait acquis la maison et le jardin de messire Jehan de Goulaine, chevalier, seigneur de la Templerie, en Château-Thébaud. Par un acte du 12 juillet 1471, il fit don de cette maison et d'une autre, situées dans la rue des Carmes, « aux maîtres d'école de grammaire et aux grammairiens étudiants en la ville de Nantes, en la personne de maître Thomas Loisel et Guillaume Meslin alors régens, et de maître Raoul Moreau, maître escole de l'église de Nantes, à laquelle dignité de scholastique, dit le contrat, de tous temps appartiennent les institutions et destitutions des maîtres régens en grammaire, dans la ville de Nantes, présens et acceptant, pour eux et leurs successeurs, régens en grammaire, et pour les enfans y estudiant ; et pour, dans icelle maison, tenir les escoles de grammaire de la ville aux enfans qui y seroient reçus à y estudier, sans en payer quelconque devoir ».

Ces dernières expressions nous apprennent que l'école Saint-Jean devait être gratuite : en voici d'autres qui vont nous montrer que Guillemain de Launay tenait, dans sa fondation scolaire, à placer la religion au premier plan.

Lesdits Meslin et Loisel, sous l'autorité du maître école, maître Raoul Moreau, s'obligèrent pour « eux et leur successeurs régens, sous l'hypothèque desdites maisons, jardin et appartenances, dire ou faire dire à leurs dépens, à perpétuité, le samedi de chaque semaine, une messe à note de l'office de N.-D., en l'église de Saint-Saturnin de Nantes, à l'autel de N.-D. de la Cité ; quelle messe répondront les enfans grammairiens de ladite escole qui, pour ce faire, fussent processionnellement menez et conduits par les dits maîtres regens, deux à deux ensemble, de ladite escole jusques à ladite église, chantant un hymne ou prose de Nostre-Dame, selon

l'occurrence du temps à l'arbitrage; et à l'issue de ladite messe ô note, dire ô note sur la tombe dudit de Launay, après son deceix, les respons *Libera me* et les versets, avec une oraison, et *Pater Noster* et *Ave Maria*. Aussi dit que, si le jour du samedi estoit empesché par feste solennelle, vacation d'estude ou autrement, tellement que les enfants ne vinssent à ladite escole, et par conséquent ne pussent estre conduits ne menez, comme dit est, à la célébration de ladite messe, en celui cas, lesd. maisres et leurs successeurs seront tenus dire ou faire dire ladite messe, celui jour de samedi avec les autres suffrages (1) ».

La fondation de Guillemain de Launay fut confirmée par sa veuve, Marie Turmel, le 2 octobre 1475. Elle en confia l'exécution au scolastique ou maître-école de l'Eglise de Nantes. Mathieu Bregault (2) qui occupait alors cette dignité, s'obligea pour lui et ses successeurs à veiller aux réparations des maisons léguées, et à faire dire, par les maîtres régents et grammairiens, les services ci-dessus; en cas de guerre et de mortalité lesd. régents feraient ou feraient faire led. service sans les enfants et à basse voix ».

La fondation du collège Saint-Clément, au milieu du XVI^e siècle devint funeste au collège Saint-Jean. Le premier comptait à peine trente ans, que le dernier menaçait de tomber.

En 1582, les habitants de Nantes qui voulaient conserver un collège à l'intérieur de leur ville, essayèrent de le rétablir et présentèrent, dans ce dessein à l'évêque Philippe du Bec une requête dont Travers a publié le texte, t. II, 543.

L'évêque renvoya le 5 juillet cette requête, approuvée de son autorité et de celle du Chapitre. Pour donner suite à son projet, la Ville accepta l'offre que le prieur de la Madeleine sur les Ponts, faisait de son prieuré pour en faire un collège.

(1) *Travers*, III, 359.

(2) Il était scolastique de Nantes depuis 1474. Docteur en médecine, il paraît en 1468 avec le titre de « médecin du duc ». En 1482 il était conservateur de l'Université de Nantes; son inhumation eut lieu le 14 nov. 1483.

Elle aurait voulu en réunir le fond à celui du collège Saint-Jean. Mais l'abbé de Toussaint d'Angers, de qui dépendait ce prieuré, refusa de consentir à cette union.

On essaya cependant de rétablir le seul collège resté à l'intérieur de la ville ; mais on ne réussit à lui prolonger la vie que de quelques années, jusqu'au moment où l'on s'aperçut que les deux collèges se nuisaient mutuellement

Le Collège Saint-Jean subit diverses réparations en 1532, en 1568 et en 1589. On l'agrandit en 1610. D'après un marché du 9 juillet, l'accroissement fut de 89 toises et demie de maçonnerie dont chaque toise fut payée 6 livres (1).

Le collège subsista dans la rue Saint-Léonard jusqu'au milieu du XVII^e siècle. Il fut alors fondu avec celui de Saint-Clément, son rival, que l'on rebâtit à cette occasion.

Pendant son siècle et demi d'existence, le collège Saint-Jern a laissé dans l'histoire plus de souvenirs par ses difficultés que par sa prospérité.

Ces difficultés furent de deux sortes : celles qu'il rencontra de la part du collège Saint-Clément ; celles qui résultèrent d'un conflit entre le scolastique de Nantes et la municipalité.

Les premières l'avaient mis à deux doigts de sa perte en 1582. Elles reprirent en 1617, quand, à la suite de l'agrandissement du Collège Saint-Jean, Robert de l'Isle qui en était le principal, voulut y augmenter le nombre des classes. Michel Bigot, principal du Collège Saint-Clément s'y opposa et « prétendit que l'on ne devait enseigner au collège Saint-Jean que les premiers principes de la grammaire. » La Ville arrêta le 15 octobre d'intervenir dans ce procès qui fut porté au Parlement. « L'arrêt fut rendu en faveur du Collège de Saint-Clément, qui avait été fondé par la Ville et où elle entretenait plusieurs régents : l'autre collège quoique plus ancien, n'a-

(1) *Arch. commun.* BB 7 : CC 127 et 154 ; *Trav.* II, 323 ; III, 19, 215.

vait été fondé que par un particulier et pour instruire des enfants (1) ».

Les secondes difficultés le troublèrent de bonne heure et furent une des causes de sa suppression.

Le fondateur avait confié la surveillance du Collège au scolastique de Nantes, qui, depuis les temps les plus anciens, tenait de sa dignité le droit de veiller sur ce genre d'écoles, et d'en nommer les titulaires. A la suite d'empiétements successifs dus soit à la négligence, soit à une trop grande complaisance des scolastiques, la municipalité avait fini par accaparer ce dernier droit.

Elle l'exerçait depuis 1576, d'après ses dires, quand en 1650, sur la démission du principal, m^e Jacques Davy (2), le scolastique nomma à sa place m^e Pierre Celard, licencié en droit, natif de Bourges. La municipalité refusa de le recevoir, et déclara qu'elle nommerait un prêtre du pays (3).

Le scolastique, d'alors, Pierre Merceron, (4) voulut exercer les droits de sa dignité, alléguant qu'elle lui attribuait spécialement « le droit de nommer et pourvoir de regens aux écoles de Grammaire, et que ce droit lui avait été particulièrement attribué par la fondation du Collège ».

La Ville ayant porté le procès devant le Parlement fut condamnée par un arrêt du 14 novembre 1651, par lequel « le scolastique était maintenu en possession de pourvoir à la charge de principal du collège Saint-Jean, avec défense aux maire et eschevins et M. René Levesque (leur candidat) de troubler Jacques Sélard, nommé et pourvu par le scolastique ».

Sans être arrêtée par cette condamnation, elle voulait poursuivre ce procès. Mais l'intervention du duc de la Melleraye, gouverneur de Nantes, détermina les parties à accepter, le

(1) *Trav.* III, 217. *L'Instruction publique... au Comté Nantais, avant 1789*, L. Maître, p. 155.

(2) Inhumé aux Cordeliers en fév. 1651 (*Inv. des Arch. Com.*, GG 156.)

(3) *Arch. Com.*, BB 42 p. 59.

(4) Pourvu de cette dignité, le 11 oct. 1644 ; décédé le 21 oct. 1670.

14 février 1655, une solution qui, tout en supprimant le collège, supprimait toute matière à chicane. Cet arrangement reconnaissait les droits des scolastiques et permettait à la Ville de consacrer à la reconstruction du collège Saint-Clément les ressources qu'elle tirerait de la vente du collège Saint-Jan.

Cet arrangement dut être soumis à l'approbation des héritiers de Guillemain de Launay (1). Ils la donnèrent le 23 janvier 1656, en insistant spécialement sur les conditions destinées à perpétuer le souvenir du fondateur.

Les maire et échevins s'engageaient en outre à faire célébrer, aux frais de la Ville, le service religieux établi par les fondateurs à Saint-Saturnin. La chapellenie fondée par Guillemain de Launay resta à la présentation du scolastique. Le titulaire recevait de la Ville sa rente qu'elle semble avoir payée assez exactement : cependant, en 1664, R. Bonamy, prêtre de Saint-Saturnin, actionnait la Ville pour en obtenir le paiement.

Des lettres patentes ayant confirmé ces arrangements, on procéda à la vente du vieux collège délaissé. Elle se fit le 9 mars 1656 (2), pour 9.600 ^l, en faveur de Michel Baudouin. En 1678, il appartenait à n. g. Jacques Gauvain, s. des Ripocières, veuf de Fr^{se} Lecoq, et Denis Lecoq, époux d'Isabelle Baudouin, par succession de leur aïeul, Michel Bau-

(1) Ils étaient alors représentés par « éc. Jan de Moayre, s. de Reglis, com. du Roi, auditeur des comptes et consorts ; n. et disc. mis. André Couperye, doct. de Sorbonne, chan. de Nantes et recteur de Sainte-Croix, et consorts ; n. h. Martin de Launay, s. de la Fardière, l'un des anciens cons. et eschevins de Nantes ; n. h. Jan de Launay, s. de la Motte, avoc. en la Court, demeurant à Saumur ; n. h. Gilles de Launay, s. de la Rivelière ; n. h. Michel Sauvaget, cons. du Roi, receveur des fouages de l'évesché de Cornouaille, et n. h. Charles Moricaud, s. du Vivier, cons. du Roi, receveur des fouages dud. evesché de Cornouaille, l'un des anciens cons. et eschevins de cette ville ; les tous héritiers et dessenduz en ligne collatérale de def. n. h. Guillemain de Launay, fondateur du college de Saint-Jan, ainsi qu'ils ont vérifié. (*Arch. départ.*, G 493).

(2) *Arch. départ.*, G 493. Ogée, à la date du 1582 (t. II, p. 179) dit : « Le collège de Saint-Clément avait fait tomber celui de Saint-Jean .. On ne voulut pourtant pas que celui de Saint-Jean devint inutile : on le rétablit et il a subsisté jusqu'en 1664. » On voit ce qu'il faut penser de ces assertions.

douin, qui l'avait acquis des maire et échevins. En 1724, il figure sous les n^{os} 1 et 3 de la rue Saint-Léonard, dans l'*Etat du Toisé*, qui attribue le n^o 1 à M. Devin et le n^o 2 à M. Gauvin. Cet ouvrage renfermant plusieurs erreurs de noms, il ne serait pas impossible que *Devin* fut ici pour *Gauvin*. En 1787, il appartenait au s. Cors, et en 1837, sous le n^o 19 de la rue, à Philippe Cors, voisin du n^o 21 au s. Demoulier, ou Dumoulier. Jusqu'au XIX^e siècle des titres ont donné à cet immeuble le nom de *collège*, cour *du collège*, qui rappellent son ancienne destination.

Une ancienne inscription conservait dans ce collège le souvenir de *Petrus Publicius*. L'abbé Travers, en rappelant que l'évêque François Hamon aimait les gens de lettres, et n'épargnait rien pour les attirer à Nantes ajoute : « Je ne sais si *Petrus Publicius*, dont on voyait le nom sur une pierre de taille au haut de l'escalier de l'ancien collège Saint-Jean n'était point un des savants que notre évêque appela à Nantes » (1).

Le collège était sous la direction d'un principal, aidé d'un maître d'écriture. Il semble que le principal choisissait ce dernier. En 1637, en effet, Jacques Davy présenta à la municipalité L. Heulé pour maître d'écriture à la place de Julien Feilleteau qui venait de mourir.

Après avoir parlé du collège, disons un mot de ses fondateurs.

Guillaume, ou Guillemain de Launay, *Guillelmus de Alneto*, fut, au XV^e siècle, un des personnages les plus notables de Nantes par sa situation et par sa richesse. On peut voir en lui un prédécesseur de nos riches armateurs nantais ayant, comme eux, sa maison à la Fosse, et ses vaisseaux sur les mers.

Sous un autre nom, Nantes avait déjà ses chantiers de la Loire. Les citoyens de la ville formaient dès lors des sociétés pour la construction des vaisseaux. Si l'usage ne s'était pas encore établi de bénir ces vaisseaux au jour de leur lance-

(1) *Travers*, II, 291.

ment, on priaït pour leur conservation pendant tout le temps de leur périlleux voyage.

Une délibération du Chapitre du 25 août 1455, nous fait connaître, avec cet usage, les noms de deux autres armateurs nantais associés à Guillemain de Launay. L'un était Jacques Thomas, de la famille des seigneurs du Sas et de Gorges, et l'autre Olivier Chauvin. « Maître [] chanoine, dit cette délibération, a exposé que Guillemain de Launay, Jacques Thomas, Olivier Chauvin et quelques-uns de leurs associés dans la construction d'un navire nouvellement fait à Nantes, demandaient qu'il plût au Chapitre de faire mémoire, et de prier, à la messe et ailleurs, pour le dit navire et sa prospérité au moins une fois par semaine : l'église en tirera un jour son avantage. Les seigneurs ont ordonné de le faire au moins une fois la semaine ».

Comme au XIII^e siècle où Hervé, marinier nantais, avait une partie de l'entreprise du transport des Croisés, Nantes continuait donc au XV^e, à justifier ses armes. Dès le commencement du siècle suivant, ses vaisseaux devaient doubler le cap de Bonne-Espérance, et commencer à porter des missionnaires nantais dans les Indes nouvellement découvertes par les Portugais.

Guillemain de Launay était investi de la confiance du Chapitre, et remplit dans la construction de la cathédrale un rôle équivalent à celui de trésorier de l'œuvre. Le Chapitre lui avait remis, ainsi qu'à Jacques Thomas, une clef du coffre où l'on renfermait l'argent destiné à cette construction. Les registres des *Délibérations capitulaires* le mentionnent toujours de manière à nous donner la meilleure opinion de lui.

Il paraît souvent dans les titres de ce temps parmi les notables de Nantes. Il fut miseur de la Ville de 1462 à 1465 ; et l'on a encore aux Archives communales le compte qu'il rendit de sa gestion des deniers publics (1). Il dut mourir avant

(1) *Arch. commun.*, CC 93.

1474, et fut inhumé dans le cimetière de Saint-Saturnin « sous un mausolée ou tombe que ledit défunt et sa femme avaient fait élever. »

La fondation que fit alors à Saint-Saturnin Marie Turmel, sa veuve, donne une idée touchante de l'union qui avait régné entre les deux époux : « L'unique époux qu'elle a suivi pendant sa vie, elle veut, après sa mort, lui être unie dans la tombe, afin que la sépulture ne sépare pas les corps de ceux qui n'ont toujours eu qu'une seule âme dans le Seigneur ».

C'est réaliser leur désir que de les réunir dans un même souvenir, aujourd'hui surtout que leurs cendres ont été dispersées.

Peut-être cependant y aurait-il quelque chose de plus à faire pour honorer la mémoire de ces vénérables bienfaiteurs auxquels tant de Nantais ont dû, pendant longtemps, le bienfait d'une instruction gratuite. Il est vrai qu'ils la voulaient aussi religieuse : mais si l'on devait punir de leurs sentiments religieux, par l'oubli, tous les fondateurs d'œuvres charitables, il y en aurait plus à être punis qu'à être récompensés. Car de tous les sentiments qui ont inspiré des œuvres de bienfaisance, aucun n'a été et n'est encore plus fécond que la Religion.

ABBÉ G. DURVILLE.

(1) *Arch. départ.*, G 493.

LISTE DES MEMBRES

DE LA

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE NANTES

ET DE LA LOIRE-INFÉRIEURE



<i>Ac.</i> —	Académie, académique.
<i>Adj.</i> —	Adjoint.
<i>Adm.</i> —	Administration, administrateur, administratif, — ive.
<i>Agr.</i> —	Agriculture, agriculteur, agricole.
<i>Anc.</i> —	Ancien, — ne.
<i>Ant.</i> —	Antiquaire.
<i>Arch.</i> —	Archéologie, archéologique.
<i>Arr.</i> —	Arrondissement.
<i>Art.</i> —	Artiste, artistique.
<i>Ass.</i> —	Association,
<i>B.-a.</i> —	Beaux-arts.
<i>Bibl.</i> —	Bibliothèque, bibliothécaire.
<i>Bibl. bret.</i> —	Bibliophiles bretons.
<i>Centr.</i> —	Central, — e.
<i>Com.</i> —	Comité.
<i>Comm.</i> —	Commission, commissaire.
<i>Conf.</i> —	Conférence.
<i>Cons.</i> —	Conseil, conseiller.
<i>Cor.</i> —	Correspondant.
<i>Dél.</i> —	Délégué.
<i>Dep.</i> —	Département, — départemental, — e.
<i>Dir.</i> —	Directeur.
<i>Ec.</i> —	Ecole.
<i>El.</i> —	Elève.
<i>Fond.</i> —	Fondateur.
<i>Gén.</i> —	Général, — e.
<i>Géog.</i> —	Géographie, géographique.
<i>Hist.</i> —	Histoire, historique.
<i>Hon.</i> —	Honneur, honoraire
<i>Hort.</i> —	Horticulture, horticulteur, horticole.
<i>Inst.</i> —	Instruction.
<i>L^r.</i> —	Lauréat.
<i>Lit.</i> —	Littéraire.
<i>Min.</i> —	Ministère.
<i>Mun.</i> —	Municipal, — e.
<i>Nat.</i> —	Naturel, — le.
<i>Pr^r, v.-pr^t.</i> —	Président, vice-président.
<i>Prof.</i> —	Professeur.
<i>Publ.</i> —	Public, — ique.
<i>Secr.</i> —	Secrétaire.
<i>St, st^e.</i> —	Saint, sainte.
<i>Soc.</i> —	Société.
<i>Sc.</i> —	Sciences, scientifique.
<i>Sup.</i> —	Supérieur.
<i>Tres.</i> —	Trésorier.
<i>Chev.</i> —	Chevalier.
<i>O.</i> —	Officier.
<i>C.</i> —	Commandeur.
<i>G. O.</i> —	Grand-officier.
<i>G. C.</i> —	Grand-croix.
<i>Av.</i> —	Avenue.
<i>Boul.</i> —	Boulevard.
<i>Ch.</i> —	Château.
<i>Imp.</i> —	Impasse.
<i>Pass.</i> —	Passage.
<i>Pl.</i> —	Place.
<i>R.</i> —	Rue.
<i>Q.</i> —	Quai.

BUREAU

MM. le marquis ANATOLE DE BREMOND	}	Président.
D'ARS-MIGRÉ, ✱		
RENÉ BLANCHARD, O. A. ✱	}	Vice-présidents.
le baron CHRISTIAN DE WISMES		
PAUL DE BERTHOU	}	Secrétaires généraux.
ALCIDE DORTEL, O. A. ✱		
le baron GAËTAN DE WISMES	}	Secrétaires du Comité
JOSEPH SENOT DE LA LONDE		
CHARLES RIARDANT		Trésorier.
RAYMOND POUVREAU		Trésorier-adjoint.
HENRI DE LA PEYRADE	}	Bibliothécaires- archivistes.
PAUL SOULLARD		

COMITÉ CENTRAL

MEMBRES A VIE

Anciens Présidents¹

- MM. le marquis DE BREMOND D'ARS-MIGRÉ ✱ (1884-1886) ;
 LE MEIGNEN, O. A. ✱ (1887-1889 et 1896-1898) ;
 le marquis DE DION, ✱ (1890-1892).

MEMBRES ÉLUS

- MM. CHAILLOU, O. A. ✱,
 le marquis DE L'ESTOURBEILLON, O. A. ✱, } sortants en 1901
 MAÎTRE, O. A. ✱.
 CLAUDE DE MONTI DE REZÉ,
 ORIEUX, ✱, O. A. ✱, } sortants en 1902
 PIED, O. A. ✱,
 l'abbé ALLARD,
 ALFRED DE VEILLECHÈZE, } sortants en 1903.
 l'abbé DURVILLE.

¹ Les autres présidents de la Société ont été : MM. NAU (1845-1862), décédé le 4 juillet 1865 ; — le vicomte SIOCHAN DE KERSABIEC (1863-1868), décédé le 28 novembre 1897 ; — l'abbé CAHOUR, O. A. ✱ (1869-1871), démissionnaire ; — l'intendant militaire GALLES (1872-1874), décédé le 11 août 1891 ; — MARIONNEAU, ✱, O. A. ✱ (1875-1877), décédé le 13 septembre 1896 ; — le baron DE WISMES (1878-1880), décédé le 5 janvier 1887 ; — le vicomte J. DE LA LAURENCIE (1881-1883), démissionnaire ; — DE LA NICOLLIÈRE-TEJZEIRO, O. A. ✱ (1893-1895), décédé le 17 juin 1900.

MEMBRES TITULAIRES

Date de la réception.

- 1878 4 juin MM. ALIZON (Emile), anc. notaire et pr^t de la Chambre, anc. pr^t du Congrès annuel des notaires de France, suppléant de juge de paix, r. Franklin, 20.
- 1886 12 janvier. ALLARD (l'abbé Louis), chanoine d'Angers, r. Haute-Roche, 4 bis.
- 1899 7 novembre ALLOTTE DE LA FUYE (Maurice), O. ~~✱~~, colonel directeur du génie, rue des Dervallières, 24, et à Versailles (Seine-et-Oise).
- 1852 5 octobre. ANIZON (le docteur Paul), anc. adm. du Bureau de bienfaisance, l^r de la Soc. ac., r. des Halles, 22.
- 1893 6 juin. AUGÉARD (Eugène), ancien notaire, passage Leroy, 11, et ch. de la Guérivais, Rougé.
- 1892 3 mai. AVROUIN-FOULON (le comte Louis), r. Sully, 6, et ch. de la Couronnerie, Carquefou.
- 1879 4 novembre. BACQUA (Auguste), maire de St-Fiacre, pl. Louis XVI, 1, et ch. du Coin, La Haie-Fouassière.
- 1885 3 mars. BAGNEUX (le vicomte Zénoïde FROTIER de), r. Sully, 2 ch. de la Pellissonnière, Beaupère (Vendée), et r. du Bac, 86, Paris
- 1886 2 novembre. BALBY DE VERNON (le marquis Georges de), maire de St-Julien-de-Vouvantes, m. de la Soc. des agr. de France, et de la Soc. hist. et arch. de l'Orléanais, ch. de la Briaïs, St-Julien-de-Vouvantes.
- 1881 8 février. BASTARD (Charles), capitaine de cavalerie de réserve, numismate, m. de la Soc. française d'arch., ch. de Kerlan, Savenay, et r. de Courcelles, 99, Paris.
- 1874 1^{er} décembre. BAUGÉ (Simon), dir. particulier de l'Urbaine et de la Seine, juge suppléant au Tribunal de commerce, r. du Chapeau-Rouge, 10.
- 1891 8 décembre BEAUCAIRE (le vicomte Robert HORRIC de), place du Bon-Pasteur, 22, et ch. de la Cholière, Orvault.
- 1895 8 mai BELLEVUE (le comte Xavier de FOURNIER de), cons. gén. de la Loire-Inférieure, m. de la Comm. dép., capitaine de cavalerie territoriale, ch. de Moulinroël, Soudan.

- 1884 3 juin. BERTHOU (Paul de), archiviste-paléographe, anc. él. et m. de la Soc. de l'Éc. des Chartes, de la Soc. de l'hist. de France, de la Soc. des bibl. bret., de l'Assoc. bret., et de la Soc. archéol. d'Ille-et-Vilaine, rue du Boccage, 6, et ch. de Cadouzan, St-Dolay. La Roche-Bernard (Morbihan).
- 1875 2 mars. BLANCHARD (René), O. A. $\frac{3}{4}$, l^r de l'Institut et de la Soc. arch. de la Loire-Inférieure, secr. et bibl.-archiviste de la Soc. des bibl. bret., archiviste de la Ville de Nantes, rue Royale, 1.
- 1854 7 février. BLANCHET (le docteur Ferdinand), anc. pr^t de la Soc. ac. pr^t hon. de la Soc. nantaise d'hort., m. de la Soc. des sc. nat. de l'Ouest de la France, de la Soc. art. et litt. de l'Ouest et de la Soc. de géog. commerciale, rue du Calvaire, 3, et Le Pellerin.
- 1886 2 novembre. BOIS DE LA PATELLIÈRE (Henri du), maire de Saint-Etienne-de-Montluc, Saint-Etienne-de-Montluc.
- 1896 7 avril. BOISCHEVALIER (Olivier du), ch. de l'ordre royal du Cambodge et du Dragon-Vert de l'Annam, r. du Lycée, 9, et ch. de la Noë, St-Philbert-de-Grand-Lieu.
- 1890 6 mai. BONDY (le comte Emile de TAILLEPIED de), C. $\frac{3}{4}$, chev. de Malte. G. C. d'Isabelle la Catholique, G. O. de Charles III d'Espagne, O. d'Albert le Valeureux de Saxe, C. de Pie-IX, C. des SS. Maurice et Lazare, envoyé extraordinaire et plénipotentiaire de 1^{re} classe, ch. de Chassay, Doulon.
- 1887 6 avril. BORD (Gustave), anc. dir. de la *Revue de la Révolution*, St-Nazaire.
- 1898 3 mai. BOÜARD (le vicomte René de), armateur, r. Anizon, 2.
- 1890 15 juillet. BOUBÉE (Joseph), r. du Boccage, 1, et ch. de la Meule, Arthon.
- 1893 7 mars. BOUCHAUD (Adolphe), pl. de la Petite-Hollande, 3, et ch. de la Bernardière, St-Herblain.
- 1879 7 janvier. BOUGOÛIN (François), architecte, anc. élève de l'Éc. des B.-A., dél. et anc. pr^t de la Soc. des arch., lauréat de la grande médaille de la Soc. centr. pour l'architecture privée, 1892, r. du Calvaire, 10, et r. de Bel-Air, 22.
- 1892 8 novembre. BOUILLÉ (le comte Henri de), ch. de Casson, Nort.
- 1886 2 novembre. BOUYER (l'abbé Jules), chanoine hon., anc. missionnaire, anc. aumônier des Dames Blanches, sup. du Petit-Séminaire de Guérande, Guérande.
- 1900 6 novembre. BRAULT (l'abbé Ferdinand), professeur de philosophie au collège des Enfants-Nantais, rue du Boccage, 3.
- 1874 5 mai. BREMOND D'AKS-MIGRIÉ (le marquis Anatole de), $\frac{3}{4}$, lic. en droit, chev. de St-Jean-de-Jérusalem (Malte)

- et de St-Sylvestre, C. de Pie-IX, anc. s.-préfet, secr. du Cons. gén. du Finistère, pr^t du comice agr. de Pont-Aven, cor. de la Soc. nationale des ant. de France, dél. de la Soc. des bibl. bret., m. de l'Assoc. bret., pr^t du Com. dép. de la Soc. bibliographique, m. de l'Acad. d'Aix-en-Provence, l'un des pr^{ts} hon. du Cons. héraldique de France, pr^t d'honn. de la Comm. du Musée arch., r. Harroüys, 5, et ch. de la Porte-Neuve, Riec-sur-Bélon (Finist.).
- 1890 13 février. BREMOND D'ARS (le comte Joseph de), membre de la Société des Archives de la Saintonge, de la com. des arts et monum. histor. de la Charente-Inférieure, du comice agricole de Pont-Aven, rue Harroüys, 5, Nantes, et ch. de la Porte-Neuve, Riec-sur-Bélon (Finistère).
- 1892 3 mars. BRÉVEDENT DU PLESSIS (Irénée de), r. St-Pierre, 1.
- 1895 7 juillet. BROCA (Alexis de), O. A. §, art. peintre, secr. gén. de la Soc. des art. Nantais, r. Urvoy-de-St-Bedan, 11.
- 1896 18 mars. BRUC DE LIVERNIÈRE (le comte Léopold de), r. Chauvin, 2, et ch. de la Chapelle-Faucher, St-Pierre-de-Côle (Dordogne).
- — BRUC (le comte Maurice de), camérier d'hon. de S. S. le Pape Léon XIII, ch. de Bruc, Candé (Maine-et-Loire).
- 1891 3 février. BUREAU (le docteur Louis), O. A. §, licencié ès sc. nat., dir.-conservateur du Muséum d'hist. nat., prof. à l'Ec. de médecine, cor. du Muséum de Paris, m. du Cons. de l'Ass. française pour l'avancement des sc., m. fond. de la Soc. zoologique de France, collaborateur adj. à la carte zoologique détaillée de la France, secr. gén. trés. de la Soc. des sc. nat. de l'Ouest de la France, cons. comm. de la Soc. française de secours aux blessés, m. de la Soc. ac., r. Gresset, 15, et ch. de la Meilleraye, Riaillé.
- 1897 12 janvier. CALLIER (Charles), juge de paix du 3^e arr. de Nantes, r. de la Fosse, 14.
- 1895 14 janvier. CARAVANNIEZ (Alfred), statuaire, 1^r du Salon, m. de la Soc. des art. français et de la Soc. des Amis des arts, imp. du Moulin-Vert, 11, Paris, et St-Suliac (Ille-et-Vilaine).
- 1885 13 janvier. CHAILLOU (Félix), O. A. §, m. de la Soc. française d'arch. et de la Soc. des sc. nat. de l'Ouest de la France, viticulteur, pr^t. de la délég. canton. de Vertou, q. de la Fosse, 70, et ch. des Cléons, Vertou.
- 1895 5 mars. CHARON (Georges), négociant-assureur, vice-pr^t. de la sect. nant. des Hospital.-Sauvet.-Bret., r. Gresset, 8.

- 1884 4 mars. CHASTELLIER (Léon), r. Félibien, 36.
- 1900 4 décembre. CHEGUILLAUME (Henri), ingén. des Ponts-et-Chaussées, r. Mercœur, 20.
- 1890 2 décembre. CHEGUILLAUME (Joseph), avocat, docteur en droit, r. de l'Héronnière, 4, et ch. du Retail, Soullans (Vendée).
- 1899 7 novembre. CHUDEAU (Joseph), architecte, rue d'Orléans, 6.
- 1868 15 décembre. CLÉRIÇAYE (Constant CLÉRICEAU de la), architecte, m. et anc. pr^t. de la Soc. des architectes, secr. de la Comm., dép. des bâtiments civils, anc. adj. au maire de Nantes, r. Crébillon, 22.
- 1884 12 avril. CORMERAIS (Ludovic), doct. en droit, anc. auditeur au Cons. d'Etat, anc. cons. de préfecture, cons. gén. de la Loire-Inférieure, m. de la Comm. dép., maire de St-Philbert-de-Grand-Lieu, dél. de la Soc. française de secours aux blessés pour la XI^e région militaire et de la Soc. des bibl. bret., v.-pr^t. du Syndicat des agr. pour l'arr. de Nantes, pr^t. de la Comm. du Musée Dobrée, m. de la Comm. du Musée arch., boul. Delorme, 34, et ch. du Rocher, St-Philbert-de-Grand-Lieu.
- 1895 8 mai. COTTEUX (Marcel), anc. notaire, expert, Châteaubriant.
- 1886 12 janvier. DION (le marquis Albert de), ✕, ch. de Maubreuil, Carquefou, et q. d'Orsay, 27, Paris.
- 1885 12 novembre. DORTEL (Alcide), O. A. ✕, avocat, cons. gén. de la Loire-Inférieure, anc. secr. de la Soc. des bibl. bret., m. du Com. de la Bibl. publ., de la Comm. du Musée arch., et de la Soc. ac., r. de l'Héronnière, 8.
- 1892 3 mai. DURVILLE (l'abbé Georges), aumônier des Sœurs de l'Espérance, Petit-passage-St-Yves, 5.
- 1880 3 février. ESTOURBEILLON DE LA GARNACHE (le marquis Régis de l'), O. A. ✕, député, cons. mun. de Vannes, cor. de la Soc. nationale des ant. de France, inspecteur et lt de la Soc. française d'arch., fond. dir. de la *Revue historique de l'Ouest*, anc. pr^t. de la Soc. polymathique du Morbihan, secr.-adj. de la Soc. des bibl. bret., m. de l'Ass. bret., de la Soc. des Hospitaliers-Sauveteurs-Bretons et de la Soc. art. et litt. de l'Ouest, lt de la Soc. arch. de la Loire-Inférieure, pl. de l'Évêché, 10, Vannes (Morbihan).
- 1883 3 avril. FABRÉ (Xavier), notaire, r. de Saillé, Guérande
- 1890 15 juillet. FONTENAU (Félix), r. Mondésir, 12.

- 1895 3 décembre. FRABOULET (Mathurin), architecte, m. de la Soc. des architectes, titulaire de la médaille d'or pour le plan de la pl. St-Pierre, r. Guépin, 7.
- 1893 5 juillet. FRANCE (Jules de), titulaire de deux médailles d'hon., comm.-voyer, r. Charles Monselet, 30.
- 1892 7 juin. GAUTIER (Gaston), dir. de l'Usine à gaz, médaillé et prt de la Soc. de sec. mut., r. Philippe-le-Bon, 29, Le Havre (Seine-Inférieure).
- 1879 4 novembre. GONTARD DE LAUNAY (Léonce), rue Franklin, 120 *ter*, Angers (Maine-et-Loire).
- 1900 6 mars. GOURDON, O. A. , C. de l'ordre royal de Charles III d'Espagne, attaché au service de la carte géologique de France, rue de Gigant, 19, et ch. de la Haie des Bouillons, Cordemais.
- 1893 1^{er} février. GOUSSET (Henry), direct. d'assurances, place Saint-Pierre, 2.
- 1899 7 novembre GOUSSET (le comte René), avocat, doct. en dr^t, m. du Conseil hérald. de France, de la Soc. des Amis des arts, et de l'assoc. des chev. Pontific., pl. St-Pierre, 2, et Villa Pain, Le Poulignen.
- 1900 6 novembre. GUILLON (Léon), La Boucardière, Chantenay-sur-Loire.
- 1891 3 juin. HEURTAUX-VARSAVAUX (Gustave), inspecteur de la Soc. gén., hôtel de Bourgogne, r. de Bourgogne, 15, Paris, et ch. des Rallières, St-Père-en-Retz.
- 1900 13 février. HOUDET (Joseph), rue de la Rosière, 9.
- 1895 5 mars. HUNAUT (Alfred), comm.-priseur hon., r. Regnard, 5.
- 1899 7 février. IRIGOYEN (Gaston de), rue Sully, 2.
- 1863 7 janvier. ISEGHEM (Henri van), , O. A. , anc. bâtonnier, anc. maire de Bouguenais, anc. cons. gén. de la Loire-Inférieure, prés. du Tribunal civil de Nantes, v.-prt de la Soc. de patronage des libérés du dép., m. de la Soc. des Amis des arts, prt. hon. de l'Ec. de droit, r. du Calvaire, 7, et ch. de la Caillière, Bouguenais.
- 1893 7 novembre. JOSSO (Clément), architecte diplômé par le gouvernement, m. perpétuel de la Soc. art. et lit. de l'Ouest, m. de la Soc. des art. français, r. Stanislas, 8, Paris.
- 1890 4 février. JOSSO (le docteur Paul), r. de Strasbourg, 28.
- 1886 11 mai. KERVENOAËL (le vicomte Emile JOUAN de), docteur en droit, m. de la Soc. française d'arch. et de la Soc. des bibl. bret., r. Tournefort, 3, et ch. de Boisy-Sourdis, La Verrie (Vendée).
- 1854 2 juin. LA BORDERIE (Arthur LE MOYNE de), archiviste-paléographe, C. de St-Grégoire le Grand, anc. député, m. de

- l'institut, pr^t. de la Soc. des bibl. bret. et de l'Ass. art. et lit. de Bretagne; anc. pr^t de la Soc. arch. d'Ille-et-Vilaine, s.-dir. de la classe d'arch. de l'Ass. bret., fond. (en 1857) et anc. dir. de la *Revue de Bretagne et de Vendée*, r. St-Louis, 22, Rennes (Ille-et-Vilaine), et pl. du Marchix, 14, Vitré (Ille-et-Vilaine).
- 1873 14 janvier. LAFONT (Georges), architecte, inspecteur diocésain, secr. de la Soc. des architectes, pr^t fonda. hon. de la Comm. des fêtes nantaises, m. de la Comm. dép. des bâtiments civils, du Cons. centr. d'hygiène et de salubrité, de la Comm. du Jardin des Plantes et du Com. des Amis des arts, m. d'honn. de la Comm. du Musée arch., r. de la Rosière, 17.
- 1878 19 février. LALLIÉ (Alfred), docteur en droit, anc. député de la Loire-Inférieure, maire de St-Colombin, m. du cons. de la Soc. des bibl. bret., r. Lafayette, 18, et ch. du Pay, St-Colombin.
- 1895 2 avril. LAUBRIÈRE (Louis BRIANT de), anc. vic.-pr^t. de la Soc. hist. et arch. de Château-Thierry (Aisne), m. de la Soc. géologique de France, r. Saint-Clément, 6.
- 1890 22 avril. LAUZON (Etienne de), cons. d'arr. de la Mothe-Achard, m. du Conseil hérauld. de France, r. Maurice-Dural, 5, et ch. de la Forêt, La Mothe-Achard (Vendée).
- 1900 13 février LÉCORNU (Alfred), O. A. ~~✱~~, architecte retraité de la Ville de Paris, rue de Versailles, 16, Nantes, et ch. de Kerlocdulec, St-Marc-en-St-Nazaire.
- 1887 3 mai. LE COUR-GRANDMAISON (Charles), C. de St-Grégoire le Grand, cons. gén. et sénateur de la Loire-Inférieure, anc. secr. de la Chambre des députés, pr^t de la Soc. française de secours aux blessés (com. de Nantes) et de l'Ass. amicale des anc. él. de l'Externat des Enfants-Nantais, pr^t d'hon. de la Soc. orphéonique *La Sainte-Cécile*, v.-pr^t du cons. de la Soc. Industrielle, r. de Bréa, 2, ch. de Motte-Chette, Vertou, et r. Casimir-Périer, 27, Paris.
- — LE COUR-GRANDMAISON (Henri), ~~✱~~, cons. gén. de la Loire-Inférieure, secr. de la Comm. dép., maire de Cambon, comm. de la Soc. des courses, r. de Bréa, 2, et ch. de Coislin, Campbon.
- 1873 2 décembre. LE MEIGNEN (Henri), O. A. ~~✱~~ avocat, prof. à l'École libre de droit, pr^t de la Soc. des bibl. bret., v.-pr^t de la Soc. nantaise des Amis de l'hort. et du Comice agr. de Champtoceaux, m. de l'Ass. bret., du Com. de la Bibl. et de la Comm. du Musée arch., anc. cons. d'arr. de Nantes, maire de Bouzillé (Maine-et-Loire), r. Bonne-Louise, 7, et ch. de la Classerie, Rezé.

- 1900 4 décembre. LERAT (le docteur Fernand), O. A. $\frac{3}{4}$, profess. à l'Ec. des Sc., chef des trav. anatom. à l'Ec. de médec. de Nantes, rue Thiers, 4.
- 1877 6 février. LEROUX (Alcide), avocat, m. et anc. prt de la Soc. ac., m. de la Soc. franç. d'arch. et de l'Ass. bret., r. Mercœur, 9.
- 1^{er} mai. LINYER (Louis), avocat, anc. bâtonnier, m. du Cons. et prof. à l'Éc. libre de droit, anc. adj. au maire de Nantes, m. et anc. prt. de la Soc. ac., prt fond. de la Soc. de géog. commerciale, m. de la Soc. française d'arch., de la Soc. art. et lit. de l'Ouest et de la Soc. des Amis des arts, r. Paré, 1, ch. des Jubinières, Héric, et ch. de Veillon, Talmon (Vendée).
- 1891 7 avr. LISLE DU DRENEUC (Georges de), av. Le Lasseur.
- 1872 28 octobre. LISLE DU DRENEUC (le vicomte Pitre de), O. A. $\frac{3}{4}$, 1^{er} de la Soc. française d'arch. et de la Soc. arch. de la Loire-Inférieure, conservateur et m. d'hon. de la Comm. du Musée arch., conservateur du Musée Dobrée, cor. du min. pour les travaux hist., m. de la Comm. des Monuments hist. et des mégalithes de France, du Com. des B.-A. des dép. et de la Soc. des ant. de France, auxiliaire de la Comm. de géog. hist. et des mégalithes de France, m. du Com. de la Bibl. publ. et de la Comm. du Musée des B.-A., av. de l'Eperonnière (r. de Paris, 19).
- 1887 3 mai. LONDE (Joseph SENOT de la), docteur en droit, maire de Thouaré, r. Mathelin Rodier, 6, et ch. de la Picauderie, Thouaré.
- 1890 22 avril. LONGUEVILLE (Sévère des MERLIERS de), O. $\frac{3}{4}$, anc. capitaine de frégate, anc. maire de St-Aignan. pl. St-Pierre, 2, et ch. de Trioncelle, St-Aignan.
- 1898 1^{er} février. LOTZ-BRISSONNEAU (Alphonse), ingénieur des arts et manufactures, m. du Com. des Amis des arts, q. de la Fosse, 86.
- 1870 8 mars. MAÎTRE (Léon), O. A. $\frac{3}{4}$, archiviste-paléographe, anc. él. et m. de la Soc. de l'Ec. des Chartes, archiviste du dép., m. du Com. des travaux hist. et sc. près le min. de l'instr. publ., et de la Soc. française d'arch., anc. prt de la Soc. ac., imp. Vignole, 1 (r. Sully).
- 1846 6 mai. MAQUILLÉ (le comte Constant du Bois de), r. Basse-du-Château, 3, et ch. de la Touche, Nozay.
- 1895 janvier. MARTIN (Arthur), O. $\frac{3}{4}$, capitaine de vaisseau r. de la Comédie, 20, Lorient (Morbihan).
- 1885 7 juillet. MÉNARD (Anthime), chev. de St-Grégoire-le-Grand, avocat, docteur en droit, député, anc. dir. du *Nouvel-iste de l'Ouest*, m. du Cons. de la Soc. des bibl.

- bret., maire de la Chapelle-Launay, Savenay, et av. de Tourville, 4, Paris.
- 1898 8 novembre. MONTESSUS DE BALLORE (le commandant Fernand de), ✱, O. A. ✱, chef d'escadron d'artillerie, Vannes (Morbihan).
- 1888 1^{er} mai. MONTFORT (Guy de), ch. du Lohu, Malestroit (Morbihan).
- 1884 5 février. MONTI DE REZÉ (Bernard de), anc. officier de cavalerie, q. Ceineray, 3, r. de Nantes, 17, Laval, et ch. de l'Enfrière, La Gravelle (Mayenne).
- — MONTI DE REZÉ (Claude de), chev. de St-Grégoire-le-Grand, m. du Cons. d'adm. de la *Revue historique de l'Ouest*, du Cons. de la Soc. des bibl. bret., m. de la Soc. franç. d'archéologie, du Conseil hérald. de Fr., de la Soc. d'émulation de la Vendée, q. Ceineray, 3, et ch. du Fief-Milon, Pouzauges (Vendée).
- 1886 6 avril. MONTI DE REZÉ (le comte Henri de), cons. comm. de la Soc. française de secours aux blessés, r. de Strasbourg, 31, et ch. de Rezé, près Nantes.
- 1900 13 février. MONTI de REZÉ (Yves de), quai Ceineray, 3.
- 1866 5 juin. NAU (Paul), architecte, dél. de la Soc. des architectes, m. de la Comm. du Musée arch., rue Lafayette, 18, et ch. de Port-Sinan, Rouans.
- 1900 3 avril. OHEIX (André), Savenay.
- 1886 1^{er} juin. OHEIX (Robert), licencié en droit, anc. secr. de l'Ass. bret., dél. de la Soc. des bibl. bret., m. de la Soc. polym. du Morbihan, Savenay.
- 1864 6 décembre. ORIEUX (Eugène), ✱, O. A. ✱, agent-voyer en chef hon., anc. prt. de la Soc. ac., prt. hon. de la Soc. nantaise d'hort., prt. d'hon. de la Soc. amicale des anc. él. de l'Ec. professionnelle, v.-prt. de la Comm. du Musée arch., m. de la Somm. du Muséum d'hist. nat., du Com. de la Soc. de géog. commerciale et de la Soc. des bibl. bret., r. d'Havelooze, 11.
- 1894 6 mars. PALVADEAU (Joseph), r. du Calvaire, 27, et ch. de la Morlière, Orvault.
- 1888 3 avril. PARIS-RÉBY (Emile), peintre verrier, r. du Jardin des Plantes, 7.
- 1883 6 mars. PEYRADE (Henry ESPITALIÉ de la), anc. cons. mun. de Nantes, ch. de la Trémisnière, près Nantes, et ch. du Bois-de-Roë, Limerzel (Morbihan).
- 1888 10 janvier. PIED (Edouard), O. l. ✱, anc. économ. du Lycée. pass. Leroy, 14.
- 1^{er} mai. POMMIER (Félix), O. A. ✱, conservateur du Musée des B.-A., trés. et m. de la Comm. du Musée arch., r. Leroy, 23.

- 1886 12 janvier. PONTBRIAND (le comte Fernand du BREIL de), cons. gén. et député de la Loire-Inférieure, maire d'Erbray, m. hon. de la Soc. art. et lit. de l'Ouest, r. Scribe, 4, ch. de la Haie-Besnou, Erbray, et boul. St-Germain, 238, Paris.
- 1884 4 mars. POUVREAU (Raymond), anc. cons. d'arr. de Nantes, dir. de la *Mutuelle du Mans*, tenue Camus, 19.
- 1886 2 novembre. RADIGOIS (l'abbé Auguste), anc. sup. du collège de Châteaubriant, anc. curé de St-Sébastien, aumônier du Pensionnat des Frères, r. de Bel-Air, 14.
- 1898 8 mars. RÉVELIÈRE (Jules), receveur de l'Enregistrement en retraite, r. de Paris, 73, et Blain.
- 1893 5 décembre. RÉVÈREND (Jules), bibl.-adj. de la Soc. de géog. com. merciale, q. de la Fosse, 100, et ch. de Bourgerel, Muzillac (Morbihan).
- 1881 8 février. RIARDANT (Charles), anc. dir. du Comptoir d'escompte (agence de Nantes), m. de la Comm. de la Bibl. publ. et de la Comm. de surveill. du Musée archéol., pl. Royale, 6, et av. de Grillaud, Chantenay.
- 1898 5 juillet. RIGALT (Félix), vérificateur des Douanes, r. de Coutances, 18.
- 1890 2 décembre. ROBUCHON (Jules), lt de la Soc. française d'arch., de la Soc. d'encouragement au bien et de l'Exposition universelle de 1889, libraire-photographe-éditeur, m. de la Soc. des ant. de l'Ouest, de la Soc. art. et lit. de l'Ouest, de la Soc. d'émulation de la Vendée, de la Soc. des bibl. bret., de l'Ass. art. de Bretagne et de la Soc. arch. d'Ille-et-Vilaine, r. du Moulin-à-Vent, 3, Poitiers (Vienne), et r. Mignon, 2, Paris.
- 1894 6 novembre. ROUXEAU (le docteur Alfred), O. A. 33, anc. interne des hôpitaux de Paris, prof. de physiologie à l'Ec. de médecine, secr. de la *Gazette médicale de Nantes*, r. de l'Héronnière, 4.
- 1886 9 février. SAY (Edouard), avocat de St-Pierre, m. de la Soc. des Amis des arts, r. de la Rosière, 15, et ch. du Breuil, Plessé.
- 1896 14 janvier. SECHEZ (Paul), inspecteur d'assurances, r. Voltaire, 9.
- 1898 8 novembre. SÉCILLON (le vicomte Stéphen de), r. Prémion, 1, et ch. de la Tour, Orvault.
- 1886 22 juin. SOREAU (l'abbé Henri), chan. honor., prof. de dessin au collège St-Stanislas, r. St-Stanislas.
- 1896 7 avril. SOULLARD (Marcel), r. Basse-du-Château, 10, et ch. de la Noë, Orvault, près Nantes.
- 1862 7 janvier. SOULLARD (Paul), numismate, r. Basse-du-Château, 10, et ch. de la Noë, Orvault, près Nantes.

- 1890 18 mars. SUYROT (Gabriel de), r. du Lycée, 43, et ch. de la Gastière, Mortagne-s.-Sèvre (Vendée).
- 1898 8 novembre. TACHARD (Elie), ✕, O. A. 33, médecin principal de 1^{re} classe, cor. de la Soc. de chirurgie de Paris, direct. du service de santé du XI^e corps d'armée, pass. Russeil, 16.
- 1886 11 mai. TERNAY (le comte Ludovic d'AVIAU de), rue Tournefort, 2, et ch. de Ternay, les Trois-Moutiers (Vendée).
- 1887 6 avril. TOCHÉ (Charles), art. peintre, m. de la Soc. des Amis des arts, r. Pétrarque, 6, Paris.
- 1886 9 février. TOUCHE (Henri LE LIÈVRE de la), ch. de Rochefort, La Haie-Fouassière.
- 1883 3 avril. TOUCHE (Xavier LE LIÈVRE de la), numismate, ch. de Jaille, Sucé.
- 1900 8 mai. TRÉMANT (Paul), rue de la Rosière, 11.
- 1895 3 décembre. TRUELLE SAINT-EVRON (Charles), m. hon. de la Soc. des Amis des livres, boul. St-Aignan, 20.
- 1867 5 novembre. TULLAYE (le comte Alfred de la), pl. Dumoustiers, 4, ch. du Plessis-Tizon, près Nantes, et Etampes (Seine-et-Oise).
- 1896 4 février. VALLET (Joseph), sculpteur, r. de Rennes, 48.
- 1885 12 mai. VEILLECHEZE (Alfred de), rue Colbert, 11.
- 1900 13 février. VIEUVILLE (Gaston de la), O. ✕, colonel de cavalerie breveté en retraite, rue Tournefort, 1, et ch. de la Gazoire, Nort.
- 4 décembre. VIGNARD (le docteur Edmond), chirurg. des hôpit., professeur-suppléant à l'Ec. de médéc. de Nantes, r. de l'Héronnière, 6.
- 1896 4 février. VINCENT (Antoine), anc. juge au Tribunal de commerce, r. de Courson, 3.
- — VINCENT (Félix), ch. de la Gobinière, Orvault.
- 1883 1^{er} mai. VOLLATIER (Philibert), chef de bureau à la Préfecture, passage Saint-Yves, 12.
- 1887 1^{er} mars. WISMES (Christian de BLOCQUEL de CROIX, baron de), l^r de la Soc. ac., anc. v.-pr^t de la Conf. La Moricière, m. de la Comm. adm. des Amis des arts, cor. de la Soc. de l'Art chrétien, r. Félix, 12.
- — WISMES (Gaëtan de BLOCQUEL de CROIX, baron de), l^r de la Soc. ac., anc. v.-pr^t de la Conf. La Moricière, directeur et rédacteur en chef du *Chercheur des provinces de l'Ouest*, r. du Coudray, 33.

MEMBRES CORRESPONDANTS

- 1898 1^{er} février. ACHON (le chevalier Charles d'), anc. él. de l'Ec. des Chartes, ch. de la Roche-de-Gennes, Gennes (Maine-et-Loire).
- 1882 17 janvier. AUMONT (Joseph), photographe, r. Crébillon, 11.
- 1887 5 avril. BARMON (Henri NICOLAZO de), camérier d'hon. de S. S. le Pape Léon XIII, ch. de la Touche, Fégréac.
- 1897 12 janvier. BEAUFRETON (Emile), O. A. $\mathfrak{S}$, agent-voyer, Saint-Philbert de Grand-Lieu.
- 1885 13 janvier. BÉJARRY (le comte Amédée de), $\star$, sénateur de la Vendée, anc. lieutenant-colonel du 63^e régiment territorial, r. Tournefort, 7, et ch. de la Roche-Loucherie, St^e-Hermine (Vendée).
- 1900 13 février. BERTRAND-GESLIN (le baron Lucien), $\star$, ancien officier supérieur de cavalerie, rue de Courcelles, 47, Paris, et ch. du Pas, Vue.
- 1875 6 décembre. BLAIS (Emile), O. A. $\mathfrak{S}$, archiviste de la Ville, conservateur du Musée arch., cor. du min. des B.-A., r. du Rempart-de-l'Est, 24. Angoulême (Charente).
- 1872 2 juillet. BLANCHARD (Gustave), anc. percepteur, l^r des *Jeux floraux*, fond. du *Colibri*, r. Morand, 14.
- 1891 8 décembre. BODARD (Ludovic de), ch. de la Jacopière, Craon (Mayenne).
- 1900 13 février. FOIS-SAINT-LYS (M^{lle} MAILLARD de), associée correspondante, rue Haute-du-Trépié, 1.
- 1898 8 novembre. BONNEAU (Louis), O. A. $\mathfrak{S}$, juge de paix, m. de la Soc. des bibl. bret. et de la Soc. polym. du Morbihan, l^r de nombreux concours lit., m. des Hospit.-Sauv. Bret., q. de Saint-Goustan, 28, Auray (Morbihan).
- 1900 13 février. BROCHET (Louis), O. A. $\mathfrak{S}$, agent-voyer d'arrondissement hors classe, m. de la Soc. des antiquaires de l'Ouest, r. de la République, 114, Fontenay-le-Comte (Vendée).
- 1896 3 novembre. CASADES (S^r Don Pelegrin), secrét. de la Soc. archéol. de Barcelone, Barcelone (Espagne).
- 1886 11 mai. CAZENOVE DE PRADINE (Henri de), ch. de Montesquieu, Mézin (Lot-et-Garonne).
- 1899 4 juillet. CHAPRON (Joseph), Châteaubriant.

- 1899 2 mai. CHARETTE (Joseph de), place Louis XVI, 1, Nantes.
- 1883 11 décembre CHATELLIER (le baron Paul MAUFRAS du), O. A. $\S$, 1^{er} de l'Institut, cor. de la Soc. des ant. de France, cor. du min. de l'Instr. Publ. et des B.-A., pr^t de la Soc. archéol. du Finistère, ch. de Kernuz, Pont-l'Abbé (Finistère).
- 1865 20 juin. CORSON (l'abbé Amédée GUILLOTIN de), chanoine hon. de Rennes, 1^{er} de l'Institut, de la Soc. française d'arch., de la Soc. ac. de Nantes, anc. pr^t de la Soc. arch. d'Ille-et-Vilaine, ch. de la Noë, Bain-de-Bretagne (Ille-et-Vilaine).
- 1895 3 décembre. COURSON DE LA VILLENEUVE (le vicomte Robert de), $\star$, colonel commandant le 13^e rég^t d'inf^{ie}, rue de Nièvre, 50, Nevers (Nièvre).
- 1896 3 novembre. CORTELLINI Y DIAZ DEL ALCÁZAR (Sr Don Jacinto), représentant de l'héroïque bataillon des artilleurs de la Havane, m. de la royale Soc. géog. de Lisbonne et de la Soc. arch. de Barcelone, dél. gén. de l'Institut héraldique d'Italie, puerta de Moros, 2, Madrid (Espagne).
- 1898 11 janvier. DESGRANGES (Louis), O. A. $\S$, prof. à l'Ec. normale de Savenay, Savenay.
- 1885 9 février. DRESNAY (le vicomte Maurice du), licencié ès-lettres, attaché à la légation de France à Tokio, Tokio (Japon), et ch. du Dréneuc, Fégréac.
- 1900 8 mai. DUBREIL (Charles), juge-suppléant, Châteaulin (Finist.).
- 1885 13 janvier. EUDEL (Paul), O. A. $\S$, critique d'art, chargé de missions en Algérie, r. Gustave-Flaubert, 4, Paris, et ch. du Gord, par Collettes (Loir-et-Cher).
- 1899 7 novembre. FERRONNAYS (le marquis Henry de la), $\star$, C. avec plaque du Christ, C. de Pie IX, C. du Danebrög, chev. milit. de St-Grég.-le-Grand, etc., anc. off. de cavalerie, maire de St-Mars-la-Jaille, cons. gén. et député de la Loire Inférieure, r. de l'Université, 95, Paris, et ch. de St-Mars-la-Jaille.
- 1898 11 janvier. FRADET (Olivier), principal clerc, de notaire, Campbon.
- 1883 7 février. GENDRE (l'abbé Armand), vicaire, Vallet.
- 1881 20 décembre. GENUIT (le docteur Marcel), ch. de la Guichardaye, Tréal (Morbihan).
- 1895 2 avril. GIROUSSE (l'abbé Félix), vicaire à St-Similien, Nantes.
- 1896 5 mai. HERRIOT (Edouard), anc. él. de l'Éc. normale sup., agrégé des lettres, prof. au Lycée de Lyon, r. Montgolfier, 39, Lyon (Rhône).
- 1879 4 mars. KERGUENNEC (François LE CHAUFF de), maire de St-Molf, Guérande.

- 1873 1^{er} juillet. KERVILÉK (René POCARD du COSQUER-), ✱, O. A. 33, C. de St-Grégoire-le-Grand et d'Isabelle la Catholique, ingénieur en chef des Ponts-et-Chaussées, membre non résidant du comité des travaux hist., prt de l'Union régionaliste bretonne, 1^{er} de l'Ac. française, v.-prt. d'hon. de la Soc. des bibl. bret. q. du Commerce, 1, St-Nazaire, et ch. de Penanros, en Plomelin, Quimper (Finistère).
- 1886 11 mai. LE GOUVELLO DE LA PORTE (le vicomte Hippolyte), cons. d'arr. de St-Nazaire, maire de Sévérac, m. de la Comm. du Musée Dobrée, ch. de Sévérac, St-Gildas-des-Bois.
- 1894 6 novembre. LONGRAIS (Frédéric Joüon des), archiviste-paléographe, anc. él. de l'Ec. des Chartes, r. du Griffon, 4, Rennes, et ch. de la Martinière, Rennes (Ille-et-Vilaine).
- 1894 8 décembre. MAUPASSANT (le comte Charles de), ch. de Clermont, Oudon, et r. de Monceau, 69, Paris.
- 1900 8 mai. MÉREL (l'abbé Louis), vicaire, Vigneux.
- 1884 7 juin. MÉRESSE (Gabriel), anc.-président de la Chambre de commerce, m. de la Soc. des sc. natur. de l'Ouest, à St-Nazaire, et villa la Reine, rue Fontaine-Bleue, Mustapha-Alger (Algérie).
- 1869 4 mai. MEYNIER (l'abbé Paul), curé de Basse-Goulaine.
- 1899 18 avril. MONTAIGU (le comte Pierre de), ✱, C. de Pie IX, cons. gén. et député de la Loire-Inf., ch. de la Bretesche, Missillac, et Paris, rue Martignac, 18.
- 1896 3 novembre. PEREZ-ARCAS (Sr Don Antonio), décoré des croix de Charles II et d'Isabelle la Catholique, m. de la Soc. commerciale de Paris, etc., calle Santa Teresa 7, 3^o, Madrid (Espagne).
- 1881 18 janvier. PERRON (Louis), ch. de Formusson, Daon (Mayenne).
- 1874 4 août. PICHELIN (Paul), banquier, m. de la Soc. des Amis des arts, r. Bonne-Louise, 12.
- 1897 12 janvier. QUILGARS (Henri), él. de l'Ec. du Louvre, assoc.-cor. de la Soc. polymath. du Morbihan et de la Soc. des études histor. de Bret., Guérande, et ch. de Gras, en la Madeleine de Guérande.
- 1900 8 mai. ROCHETTE (Emerand de la), fort Hikerric, Le Croisic.
- 1895 2 avril. SAURET (le commandant Henri), ✱, O. A. 33, chef d'escadron d'artillerie breveté d'Etat-Major, chef d'Etat-Major de l'artillerie du XVIII^e corps d'armée, place St-Jean, Tarbes (Hautes-Pyrénées).
- 1885 7 juillet. TOUCHÉ (Henry ROMAIN de la), anc. magistrat, cons. d'arr. d'Ancenis, ch. de Champtoceaux (Maine-et-Loire).

MEMBRES HONORAIRES

- 1898 1^{er} février. MM. ABGRAIL (l'abbé Jean-Marie), chanoine hon. de Quimper, aumônier de l'Hôpital, v.-prt de la Soc. arch. du Finistère, cor. de la Comm. des monuments hist., 1^{er} de la Soc. française d'arch., Quimper (Finistère).
- 1864 7 juin. BARTHÉLEMY (le comte Anatole de), ✱, m. de l'Institut, de la Soc. des ant. de France et du Cons. des travaux hist. et sc. près le min. de l'Inst. Publ., r. d'Anjou, 9, Paris.
- 1894 5 juin. CROIX (le R. P. Camille de la), ✱, religieux de la Compagnie de Jésus, Ecole libre St-Joseph, Poitiers (Vienne).
- 1898 6 novembre. POTTIER (l'abbé Fernand), O. A. 33, chanoine titulaire, prt de la Soc. arch. du Tarn-et-Garonne, cor. du min. de l'Inst. Publ. pour les travaux hist., du min. des B.-A., de la Comm. des monuments hist., inspecteur de la Soc. française d'arch., prof. d'arch. au Grand-Séminaire, r. du Moustier, 59, Montauban (Tarn-et-Garonne).
- 1877 6 mars. ROUSSE (Joseph), O. A. 33, anc. cons. gén. de la Loire-Inférieure, bibl. de la Bibl. pub., m. de la Comm. du Musée arch., de la Comm. du Musée des B.-A. et du Cons. de la Soc. des bibl. bret., r. Royale, 11.
- 1873 1^{er} juillet. SEIDLER (Charles), 46, Hammersmith, Eyot Gardens, Londres (Angleterre).
-

Messieurs les Secrétaires généraux prient leurs collègues de vouloir bien leur faire connaître les rectifications à apporter à la liste des sociétaires, et déclinent toute responsabilité pour les erreurs et les lacunes qu'entraînerait un défaut de communication.

SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES

FRANCE

<i>Aisne</i>	Société académique des sciences, arts, belles-lettres agriculture et industrie de Saint-Quentin (SAINT-QUENTIN).
<i>Allier</i>	Société d'émulation du département de l'Allier : sciences, arts et belles-lettres (MOULINS).
<i>Alpes-Maritimes</i>	Société des lettres, sciences et arts des Alpes-Maritimes (NICE et PARIS).
<i>Aube</i>	Société académique d'agriculture, des sciences, arts et belles-lettres du département de l'Aube (TROYES).
<i>Aude</i>	Commission archéologique et littéraire de l'arrondissement de Narbonne (NARBONNE).
<i>Aveyron</i>	Société des lettres, sciences et arts de l'Aveyron (RODEZ).
<i>Basses-Pyrénées</i>	Société des sciences, lettres et arts de Pau (PAU).
<i>Belfort</i>	Société belfortaine d'émulation (BELFORT).
<i>Bouches-du-Rhône</i> ...	Société de statistique de Marseille (MARSEILLE).
<i>Cantal</i>	Revue de la Haute-Auvergne (AURILLAC).
<i>Charente</i>	Société archéologique et historique de la Charente (ANGOULÊME).
<i>Charente-Inférieure</i> ..	Société des archives historiques (Revue de Saintonge et d'Aunis) (SAINTES).
<i>Cher</i>	Société des antiquaires du Centre (BOURGES).
<i>Corrèze</i>	Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze (BRIVES).
<i>Côtes-du-Nord</i>	Société archéologique et historique des Côtes-du-Nord (SAINT-BRIEUC).
— —	Société d'émulation des Côtes-du-Nord (SAINT-BRIEUC).
<i>Creuse</i>	Société des sciences naturelles et archéologiques de la Creuse (GUÉRET).
<i>Deux-Sèvres</i>	Société de statistique, sciences, lettres et arts du département des Deux-Sèvres (NIORT).
<i>Dordogne</i>	Société historique et archéologique du Périgord (PÉRIGUEUX).

- Drôme* Bulletin d'histoire ecclésiastique et d'archéologie religieuse des diocèses de Valence, Gap, Grenoble et Viviers (ROMANS).
- Finistère*..... Société archéologique du Finistère (QUIMPER).
Société académique de Brest (BREST).
- Gard*..... Académie de Nîmes (NÎMES).
- Gironde*..... Société archéologique de Bordeaux (BORDEAUX).
- Hautes-Alpes*..... Société d'études des Hautes-Alpes (GAP).
- Haute-Garonne*..... Société archéologique du Midi de la France (TOULOUSE).
- Haute-Marne*..... Société historique et archéologique de Langres (LANGRES).
- Haute-Saône* Société d'agriculture, sciences et arts du département de la Haute-Saône (VESOUL).
- Haute-Vienne*..... Société archéologique et historique du Limousin (LIMOGES).
Société des amis des sciences et arts de Rochecouart (ROCHECOUART).
- Ille-et-Vilaine*..... Société archéologique du département d'Ille-et-Vilaine (RENNES).
Annales de Bretagne, publiées par la Faculté des lettres de Rennes (RENNES).
- Indre-et-Loire*..... Société archéologique de la Touraine (TOURS).
- Isère*..... Académie Delphinale (GRENOBLE).
- Jura*..... Société d'émulation du Jura (LONS-LE-SAULNIER).
- Landes*..... Société de Borda (DAX).
- Loir-et-Cher* Société des sciences et lettres du Loir-et-Cher (BLOIS).
— Société archéologique, scientifique et littéraire du Vendômois (VENDÔME).
- Loire-Inférieure* Société académique de Nantes et du département de la Loire-Inférieure (NANTES).
Société des sciences naturelles de l'Ouest de la France (NANTES).
Société des Bibliophiles Bretons et de l'Histoire de Bretagne (NANTES).
- Loiret*..... Société archéologique et historique de l'Orléanais (ORLÉANS).
- Lot*..... Société des études littéraires, scientifiques et artistiques du Lot (CAHORS).
- Lozère*..... Société d'agriculture, industrie, sciences et arts du département de la Lozère (MENDE).
- Maine-et-Loire*..... Société des sciences, lettres et beaux-arts de l'arrondissement de Cholet (CHOLET).
- Manche*..... Société d'agriculture, d'archéologie et d'histoire naturelle du département de la Manche (SAINT-LÔ).
- Marne*..... Société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne (CHALONS-SUR-MARNE).

<i>Mayenne</i>	Commission historique et archéologique de la Mayenne (LAVAL).
<i>Meurthe-et-Moselle</i> ..	Société d'archéologie lorraine et Musée historique lorrain (NANCY).
<i>Meuse</i>	Société des lettres, sciences et arts de Bar-le-Duc (BAR-LE-DUC).
<i>Morbihan</i> ...	Société polymathique du Morbihan (VANNES).
<i>Oise</i>	Société académique d'archéologie, sciences et arts du département de l'Oise (BEAUVAIS).
<i>Orne</i>	Société historique et archéologique de l'Orne (ALENÇON).
<i>Pas-de-Calais</i>	Société des antiquaires de la Morinie (SAINT-OMER).
<i>Rhône</i>	Société académique d'architecture de Lyon (LYON).
—	Bulletin historique du diocèse de Lyon (LYON).
<i>Saône-et-Loire</i>	Société Éduenne (AUTUN).
<i>Sarthe</i>	Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe (LE MANS).
—	Revue historique et archéologique du Maine (LE MANS et MAMERS).
<i>Seine</i>	Journal des savants (PARIS).
—	Société nationale des Antiquaires de France (PARIS).
—	Société française d'archéologie pour la conservation et la description des monuments (Congrès archéologiques) (PARIS et CAEN).
—	Revue de la Société des Etudes historiques, faisant suite à <i>l'Investigateur</i> (PARIS).
—	Comité des travaux historiques et scientifiques (M. I. P., PARIS).
<i>Seine-Inférieure</i>	Commission des antiquités de la Seine-Inférieure (ROUEN).
—	Société havraise d'études diverses (LE HAVRE).
<i>Seine-et-Oise</i>	Société archéologique de Rambouillet (RAMBOUILLET).
<i>Somme</i>	Société des antiquaires de Picardie (AMIENS et PARIS).
<i>Tarn-et-Garonne</i>	Société archéologique du Tarn-et-Garonne (MONTAUBAN).
<i>Var</i>	Sociétés d'études scientifiques et archéologiques de la ville de Draguignan (DRAGUIGNAN).
<i>Vendée</i>	Société d'émulation de la Vendée (LA ROCHE-SUR-YON).
<i>Vienne</i>	Société des antiquaires de l'Ouest (POITIERS).
<i>Yonne</i>	Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne (AUXERRE).

ALGÉRIE

<i>Constantine</i>	Société archéologique du département de Constantine (CONSTANTINE).
—	Académie d'Hippone (BONE).

ESPAGNE

- Barcelone*..... Revista de la Asociacion artistico-arqueológica
(BARCELONE).
Palma..... Boletin de la Sociedad arqueológica luliana (PALMA
DE MALLORCA, ISLAS BALEARES).

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

- Washington*..... Smithsonian Institution (WASHINGTON).

SUÈDE

- Stockolm*..... Académie royale des belles-lettres, d'histoire et des
antiquités de Stockolm (STOCKOLM).



MODIFICATIONS

survenues dans la liste des membres de la Société Archéologique

depuis le 1^{er} janvier 1901.

DÉCÈS

MM. le docteur ANIZON ;
le marquis de DION ;
de LA BORDERJE ;
Charles LE COUR-GRANDMAISON ;
Le comte de MAQUILLÉ ;
ORIEUX.

NOUVELLES ADMISSIONS

MEMBRES TITULAIRES

1901	5 mars.	MM. BANZAIN (Constant), négociant, r. Gresset, 3.
"	5 février.	CAFFIN (Louis), quai des Tanneurs, 1.
"	7 mai	CHAUVET (André), architecte, anc. élève de l'éc. des Beaux-Arts, m. de la Soc. des Artistes Nantais, r. Guibal, 19.
"	5 février.	COLAS (Félix), représentant-commissionnaire, r. Vauquelin.
"	8 janvier.	GUICHARD (Armand), lic. en dr., juge-de-paix du 5 ^e arr. de Nantes, r. des Arts, 25.
"	5 février.	LAGRÉE (Jules), ✱, capit. de frégate en retr., avenue de Launay, 8, et Port-Louis (Morbih.).
"	8 janvier.	LAGRÉE (Victor), O. ✱, de l'ordre du Nicham-Iftikar, de l'ordre roy. du Cambodge et du Dragon-Vert de l'Annam, capit. de frégate en retr., r. Bonne-Louise, 2.
"	8 janvier.	LERAY (Francis), O. A. 3, architecte, inspect. des monum. histor. de la Loire-Inf., r. Voltaire 19, et Saint-Marc-en-St-Nazaire.

1901	5 mars.	MAILCAILLOZ (Alfred-Joseph), chef du contentieux de la Mairie de Nantes, r. des Vieilles-Douves, 1.
»	5 février.	MICHEL (Gaston), ing. des Ponts-et-Chaussées, chef du service des eaux et de l'assainissement de Nantes, r. de la Bastille, 54.
»	7 mai.	MITRY (le docteur Félix), médecin-major, adjoint à la direct. du serv. de santé du XI ^e corps, r. d'Allonville, 20.
»	5 mars.	QUILGARS (Auguste). Guérande.

MEMBRE CORRESPONDANT

»	4 juin.	RENOUL (le docteur), médecin au Loroux-Boterea (Loire-Inférieure).
---	---------	--



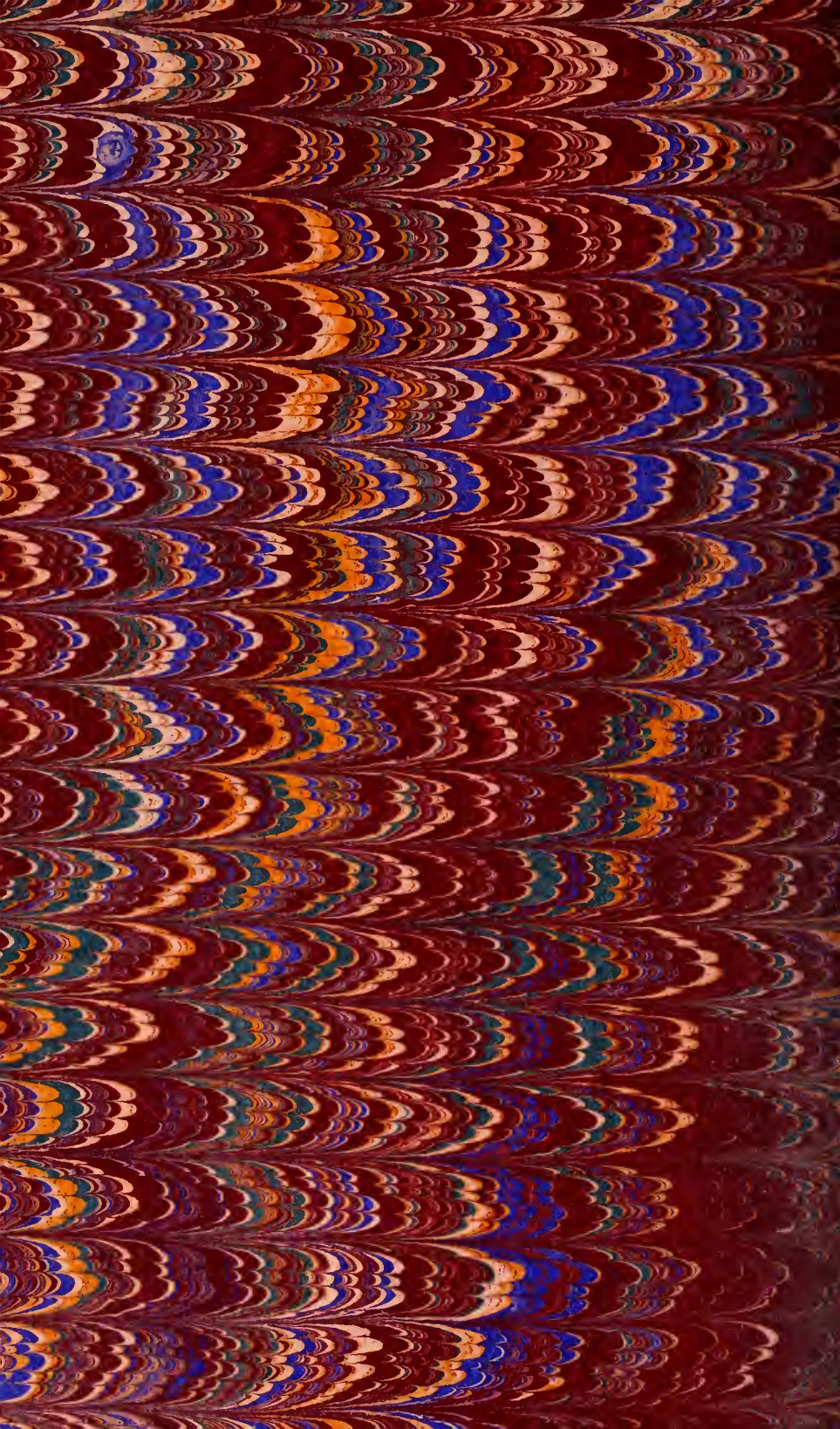
TABLE DES MATIÈRES

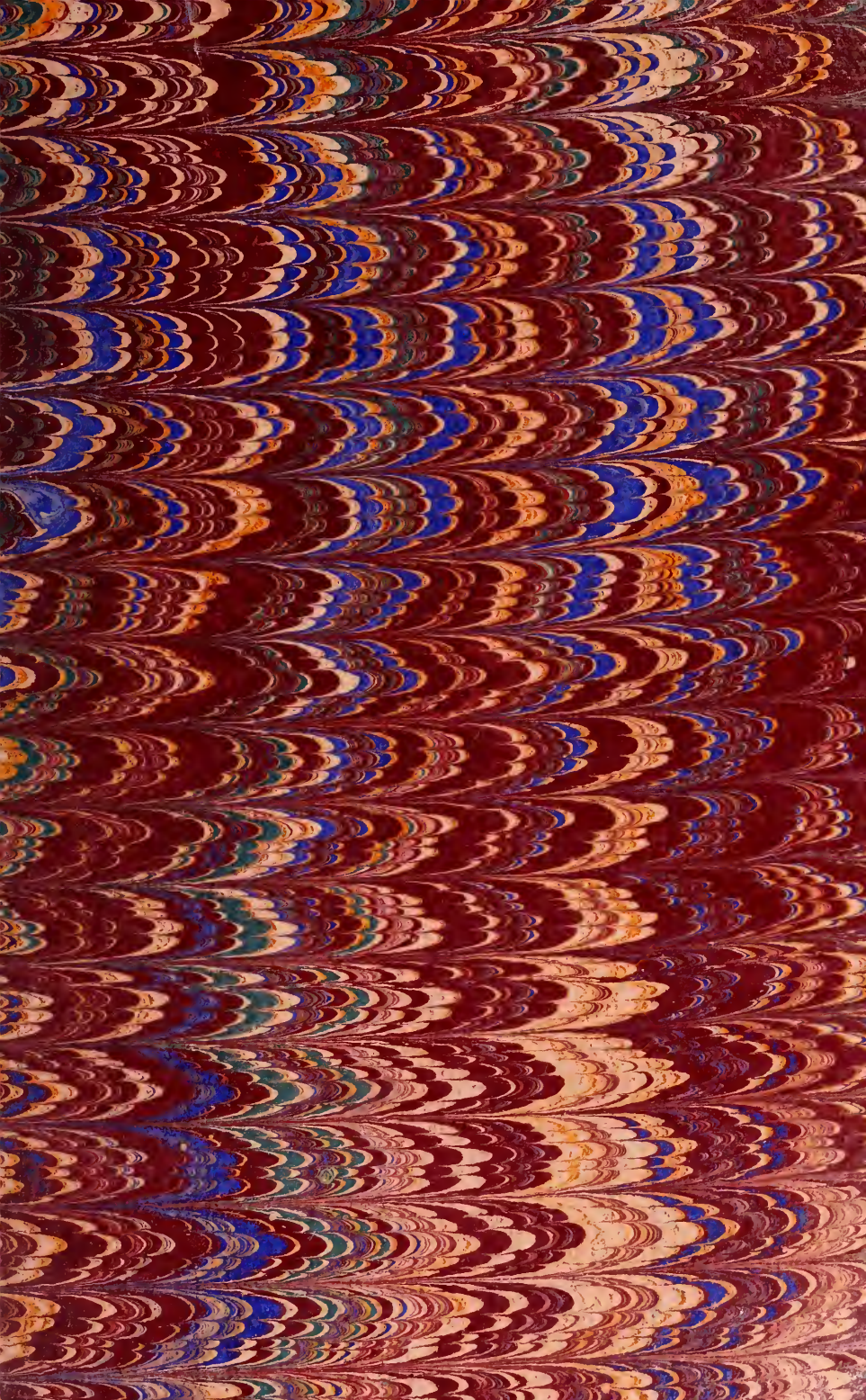
Extraits des procès-verbaux des séances : par MM. de Berthou et Dortel.	1
Excursion à St-Philbert de Grandlieu ; procès-verbal par M. de Berthou	LI
Excursions dans la ville de Nantes ; procès-verbaux par le même .	LX
Excursion à Clisson : procès-verbal par le même	LXVII
Excursion à l'abbaye de Villeneuve et aux ruines du château de Touffou ; procès-verbal par le même.	LXVIII
La nécropole du Brétineau et les sépultures sous roche des environs de Guérande, par M. Henri Quilgars	1
Tableau général des anciennes civilisations du pays de Guérande ; par le même	6
Quelques fouilles faites aux environs de Guérande, 1897-1899 (2 pl.) ; par le même	15
Un épisode de la guerre de Sept-Ans. Les marins Français sur les côtes de Bretagne, en janvier 1761 ; par M. le marquis de Bremond d'Ars-Migré.	29
Les églises et les villas, aux V ^e et VI ^e siècles, par M. Orieux. . . .	56
Le couvent des Bénédictines du Calvaire, à Nantes, documents inédits ; par M. de Berthou.	75
Vente de la terre et juridiction de la Hunaudaye (en St-Herblain et Chantenay), le 23 novembre 1532 ; par le même	81
Charte française de Jean II, duc de Bretagne, avec le sceau de la prévôté de Nantes au XIII ^e siècle (1 pl.) ; par M. l'abbé Durville. .	86
Notes sur les armoiries de l'enfeu de l'église Notre-Dame de Pitié, au Croisic ; par M. de Veillechêze	90
Jugement, condamnation et exécution de deux habitants du Croisic, les 12 et 29 octobre 1793 ; par le même.	94
La cathédrale de Dol, poésie ; par M. J. Rousse	103
Clisson et ses monuments, description archéologique (3 phototypies et un plan levé par M. Clément Josso) ; par M. de Berthou. . .	105

Les Ferro, gentilshommes verriers Italiens à Machecoul, Nantes et Héric ; par M. René Blanchard	156
Deux processions mouvementées à Nantes, en 1707 et 1720 ; par M. Edouard Pied	183
Etudes hagiographiques. Note sur la translation des reliques de Saint Paul Aurélien à Fleuri, vers 960 ; par M. André Oheix. . .	216
Etudes sur le vieux Nantes ; par M. l'abbé Durville.	222
Liste des membres de la Société Archéologique de Nantes et de la Loire-Inférieure	405

Le Gérant : J. LE BAYON.

Vannes. — Imprimerie LAFOLYE, 2, place des Lices.





GETTY CENTER LIBRARY



